



► Affaire des attentats à l'explosif

„Stay behind” et Service de Renseignement

Entre le 27 février et le 7 juillet 2008, la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État s'est penchée sur deux sujets: les activités du réseau „Stay behind” luxembourgeois et le rôle du Service de Renseignement dans le cadre des enquêtes relatives à l'affaire des attentats à l'explosif des années 1984 à 1986. Elle avait été chargée de ces investigations par le Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker. Les travaux de la Commission - composée de MM. Charles Goerens, Michel Wolter, Ben Fayot et François Bausch - ont abouti à deux rapports, présentés au public au cours d'une conférence de presse le 10 juillet. La veille, le Président de la Commission de Contrôle, M. Charles Goerens, avait informé le Premier Ministre des résultats de la mission parlementaire. Le compte rendu reproduit ci-après les conclusions des deux rapports:

I) Le rôle du Service de Renseignement dans le cadre des enquêtes relatives à l'affaire des attentats à l'explosif des années 1984 à 1986

1. La Commission retient que la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité de l'État constitue une base juridique suffisante aux enquêtes à caractère préventif effectuées par le Service de Renseignement dans le cadre de l'affaire des attentats à l'explosif. En ce, la Commission rejoint le constat de la Commission spéciale «Sécurité publique» du 21 mai 1986 qui avait souligné qu'«en matière de terrorisme on ne saurait dissocier la sécurité extérieure de la sécurité intérieure». Les attentats des années 80 constituaient des actes terroristes qui ont été considérés au Luxembourg, comme partout en Europe, comme étant des menaces à la sécurité extérieure de l'État.

2. Au-delà de ces activités à caractère préventif, la Commission a pris connaissance d'activités s'inscrivant directement dans le cadre de l'enquête pénale menée par le



Les membres de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État (de gauche à droite) MM. les Députés Michel Wolter, François Bausch, Charles Goerens et Ben Fayot ainsi que le Secrétaire général M. Claude Frieseisen

Service de la Sûreté publique de la Gendarmerie grand-ducale. La Commission conclut que toutes ces activités ont été effectuées à la demande urgente de la Gendarmerie et s'inscrivaient dans la logique de la coordination des activités des autorités publiques concernées par la lutte contre le terrorisme par le comité permanent de sécurité. Ce comité permanent de sécurité fournissait en effet le cadre réglementaire permettant au Service de Renseignement d'apporter son soutien aux autres autorités publiques à travers la mise en œuvre de mesures urgentes ordonnées par le Ministre de la Justice.

3. La Commission considère qu'il revient à l'autorité ayant ordonné une mesure opérationnelle de s'assurer qu'elle soit informée des résultats de l'opération. La Commission considère comme établi que le Service de Renseignement s'est acquitté de son devoir d'information envers les autorités ayant sollicité son soutien.

4. La Commission se doit cependant de constater que la coopération entre les autorités publiques

concernées par la lutte contre le terrorisme fut limitée par des sentiments de méfiance entre les chefs des différents corps. Cette situation limitait la contribution que le Service de Renseignement aurait pu apporter à l'enquête.

5. La Commission tient également à rappeler que la réputation du Service de Renseignement était durablement ternie suite à certaines insinuations faites à son encontre au cours des années 70 et 80. L'image du Service n'ayant jamais été réhabilitée en public, toute une génération de responsables politiques préférerait rester à distance de toute activité impliquant le Service. Ceci explique certainement aussi pourquoi aucun responsable politique ne fut prêt à s'engager pour favoriser une utilisation plus efficace du Service de Renseignement.

6. De façon générale la Commission regrette que la collaboration entre les différentes instances en charge de l'enquête ait laissé beaucoup à désirer. Les relations entre le monde administratif, le monde politique et les tiers concernés étaient plus que ten-

dues et les instruments en place n'étaient certes pas adaptés pour faire face à une telle situation de crise. Ceci était d'ailleurs une des raisons pour lesquelles la Chambre des Députés avait dès 1985 entamé un débat sur les problèmes en rapport avec la sécurité publique. La volonté politique de doter notre pays de structures policières efficaces et adaptées aux défis futurs a engendré la réorganisation de la Sûreté qui devient le Service de la Police judiciaire (loi du 29 mai 1992), la fusion de la Gendarmerie et de la Police (loi du 31 mai 1999) ainsi que la réorganisation du Service de Renseignement de l'État (loi du 15 juin 2004).

7. La Commission constate que M. le Procureur d'État a souligné avoir reçu toutes les informations demandées de la part du Service de Renseignement de l'État et que la collaboration avec ce dernier peut être qualifiée d'excellente. La Commission voudrait souligner qu'elle a connu la même prévenance et la même volonté de collaborer de la part du Service de Renseignement de l'État. La Commission souhaite rappeler à cet endroit que - vu les limites imposées par le secret de l'instruction - le rapport ne saura refléter que le niveau de connaissances actuel et que la Commission se réserve le droit de revenir sur tout nouvel élément qui pourrait apparaître à l'avenir dans le cadre de l'enquête pénale en cours.

8. Vu les données qu'elle avait à sa disposition la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État conclut qu'aucun élément ne laisse présager que le Service de Renseignement avait outrepassé le mandat qui lui avait été dévolu par le Gouvernement et les textes légaux.

II) Les activités du réseau „Stay behind” luxembourgeois

Premièrement la Commission du Contrôle parlementaire du Service de Renseignement a pu se rendre

DANS CE NUMÉRO

Débat d'orientation sur la réorganisation territoriale	p. 618
Heure d'actualité en rapport avec la «directive détachement»	p. 637
Sommaire des séances publiques N°s 47 à 50	p. 650
Sommaire des questions parlementaires	p. Q195

compte de la véracité des réponses fournies par les Ministres de la Défense et de la Justice à M. le Député Claude Meisch quant à la participation luxembourgeoise à l'exercice militaire «Oesling 84».

Deuxièmement aucun document en provenance des archives de l'armée et consulté auprès de l'État-major de l'Armée par la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État ne mentionne une participation du Service de Renseignement de l'État en général et du réseau „Stay behind” en particulier à l'exercice «Oesling 84».

Aucune pièce ne met partant en doute la déclaration formelle du Directeur du Service de Renseignement à savoir que son Service n'a pas participé à cet exercice militaire.

À côté des pièces précitées de l'exercice, les auditions organisées par la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement avec les personnes en charge d'antan du réseau „Stay behind” ont également confirmé qu'il n'y a pas eu de participation de la branche «plans», donc du réseau en question, à de tels exercices et plus particulièrement à celui de 1984.

► Deux grandes dames à la Chambre

Le 18 juillet 2008, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, a reçu successivement Mmes Annette Schwall-Lacroix et Anise Koltz, deux grandes dames récompensées récemment pour leurs mérites dans différents domaines.

Mme Schwall-Lacroix s'est vue décerner le 15 juillet le Prix Anne Beffort 2008 en guise de reconnaissance pour le rôle décisif qu'elle a joué dans l'histoire de l'émancipation de la femme au Luxembourg. Depuis 2003, le collègue échevinal de la Ville de Luxembourg, sur initiative de la

commission consultative pour l'égalité des chances entre femmes et hommes, attribue ce prix annuel à un projet ou une initiative œuvrant en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre les sexes sur le territoire de la ville de Luxembourg.

Quelques jours plus tôt, le 3 juillet, la Fondation Servais pour la littérature luxembourgeoise avait remis le prix Servais 2008 à l'auteure luxembourgeoise Anise Koltz pour son recueil de poèmes *L'ailleurs des mots*. Le prix de la Fondation Servais a été créé en 1992 afin de promouvoir la

production littéraire contemporaine. Il vise à récompenser l'ouvrage littéraire le plus significatif paru au cours des douze derniers mois.

Le Président de la Chambre a tenu à rencontrer ces deux grandes dames hors du commun dans leurs domaines respectifs. M. Weiler a souligné que, par leurs œuvres respectives, les lauréates ont contribué largement au développement d'une société plus juste et plus humaine. Le Président les a remerciées pour leur engagement exceptionnel et les a assurées du respect et de la gratitude de la Chambre des Députés.



Le Président de la Chambre a reçu Mmes Annette Schwall-Lacroix et Anise Koltz (à droite).

► L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) fête les 400 ans de Québec

C'est dans le cadre des festivités du 400^e anniversaire de la fondation de la ville de Québec, symbole de la présence francophone en Amérique du Nord, qu'ont eu lieu la XXXIV^e session ordinaire de l'APF ainsi que la réunion de son Bureau.

La Chambre y fut représentée par son Premier Vice-Président et Trésorier international de l'APF, M. Jos Scheuer, qui a également participé à la Conférence des Présidents organisée en amont des travaux de la session ordinaire. Une déclaration au sujet des «Présidents des assemblées législatives et le renforcement de la démocratie parlementaire» y a été adoptée.

Au cours des travaux de la session ordinaire, M. Scheuer a exposé son rapport concernant les comptes de l'année budgétaire

2007 qui dégagent un bénéfice. «Il faut prendre aujourd'hui l'engagement de persévérer dans nos efforts de gérer les finances de l'APF avec circonspection et rigueur», a-t-il déclaré.

Après avoir auditionné M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, les quelque 300 parlementaires, députés et sénateurs francophones venant des cinq continents ont débattu le thème «Environnement et développement des sociétés». «Les problèmes environnementaux constituent une menace de plus en plus sérieuse pour le développement de nos sociétés et ils exigent des actions immédiates et concertées de notre part», a précisé dans ce contexte M. Michel Bissonnet, Président de l'Assemblée nationale du Québec et Premier Vice-



(de gauche à droite) M. Jos Scheuer, Premier Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF; M. Michel Bissonnet, Président de l'Assemblée nationale du Québec, Premier Vice-Président de l'APF; M. Roch Marc Christian Kaboré, Président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso, Deuxième Vice-Président de l'APF

Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Les participants ont également débattu des enjeux de la crise alimentaire et du coût de la vie qui ont mené à des manifestations parfois violentes dans des pays de l'espace francophone. Ils ont invité les chefs d'État et de Gouvernement ayant le français en partage à inscrire cette question à l'ordre du jour de leurs prochaines réunions et de tenir un débat d'urgence lors du prochain Sommet de la Francophonie qui se tiendra également à Québec en octobre prochain.

À l'invitation de M. Bernard Accoyer, Président de l'Assemblée nationale française, la prochaine session de l'APF aura lieu à Paris début juillet 2009.

► Parlamentspräsident empfing Mathias Schiltz



Am 24. Juli empfing Kammerpräsident Lucien Weiler Generalvikar Mathias Schiltz. Anlass des Besuchs war das dreifache Jubiläum des Generalvikars: 50 Jahre Priester, Generalvikar seit 30 Jahren und dazu noch der 75. Geburtstag.

Am 13. Juli 1958 wurde Mathias Schiltz in der Kathedrale zum Priester geweiht und später dann zum Vikar an der Liebfrauenkathedrale bestellt. Nach seinem Studium am „Institut catholique“ in Paris wurde er 1966 zum Bistumssekretär ernannt.

Während 50 Jahren predigte Mathias Schiltz fast jeden Sonntag. Er zelebrierte regelmäßig den portugiesischen Gottesdienst in Stadtgrund und feiert nun schon seit 15 Jahren jeden Sonntag die Messe mit der französischsprachigen Gemeinschaft in Sankt Michael.

1977 wurde der damals 44-jährige Priester und Domkapitular zum Generalvikar berufen, ein Amt, das er bis heute mit Hingabe ausübt.

Kammerpräsident Lucien Weiler drückte dem Generalvikar seinen Respekt aus angesichts dessen religiösen Engagements seit nunmehr einem halben Jahrhundert. Er dankte Mathias Schiltz für seinen unermüdlichen Einsatz im Bereich der Sozialarbeit, ganz besonders im Rahmen der Fondation du Tricentenaire.

Zu seinem 75. Geburtstag wünschte der Parlamentspräsident Generalvikar Mathias Schiltz alles Gute.

Die Hochachtung des Kammerpräsidenten gegenüber dem Generalvikar kam in seiner Bemerkung „Dir kënt houfreg op Äert Wierke sinn!“ zum Ausdruck.

► Luxemburgische Delegation des IPR informierte sich bei Luxembourg Air Rescue a.s.b.l.

Grenzüberschreitende Rettungseinsätze in der Großregion

Die Mitglieder der luxemburgischen Delegation des Interregionalen Parlamentarierrates (IPR) haben am Dienstag, dem 15. Juli 2008, in den Räumen der Vereinigung Luxembourg Air Rescue a.s.b.l. auf Findel getagt. In einem mehrstündigen Gespräch mit René Closter, Präsident der Luxembourg Air Rescue a.s.b.l., und Dr. Jean Uhrig, Präsident der Vereinigung der Ärzte und Zahnärzte (AMMD), wurde vor allem über die Möglichkeit von grenzüberschreitenden Einsätzen der Notfall-Rettungsdienste gesprochen.

Vor allem bei Einsätzen des Rettungshelikopters und des SAMU, die für Notfälle eingesetzt werden, bei denen jede Minute zählt, wäre es sinnvoll, auch die an Esch-sur-

Alzette angrenzenden Ortschaften in Frankreich, wie zum Beispiel Audun-le-Tiche und Villerupt, mitbedienen zu können. Dies ist zurzeit jedoch nicht möglich, da kein diesbezügliches Abkommen zwischen Luxemburg und Frankreich besteht. Belgien und Frankreich haben aber im vergangenen Jahr eine Konvention unterzeichnet, die grenzüberschreitende Notfall-Einsätze zwischen beiden Ländern in eben dieser Region erlaubt. In einer Sitzung Mitte September möchten die luxemburgischen Parlamentarier näher untersuchen, ob sich dieses Abkommen auch auf Luxemburg ausweiten lässt.

Rettungseinsätze nach Rheinland-Pfalz und in das Saarland werden von der Luxembourg Air Rescue

a.s.b.l. fast täglich geflogen (rund 300 Einsätze im Jahr). Für diese von Deutschland aus koordinierten Einsätze wurde eigens ein Hubschrauber auf Findel stationiert.

Mit großem Interesse nahmen die luxemburgischen Parlamentarier auch die Probleme zur Kenntnis, mit denen die Luxembourg Air Rescue a.s.b.l. zu kämpfen hat. Dazu gehören steigende Kerosin-Preise, die durch eine europäische Richtlinie im nächsten Jahr anstehende und äußerst kostspielige technische Aufrüstung der Hubschrauber und der Mangel an Unterstellplätzen für die Hubschrauber, Ambulanzflugzeuge und anderes technisches Material auf Findel.



► Lucien Weiler:

„Dir waart formidabel“



(vu léns no riets) De Sportsminister Jeannot Krecké, den Andy Schleck, de Prënz Félix, de Fränk Schleck an de Chamberspresident no der Arrivée vum Tour de France op de Champs Élysées (Pressphoto Roland Miny)

No deem fir eis Coureurë Kim Kirchen, Andy a Fränk Schleck esou erfollegräichen Tour de France huet de Chamberspresident Lucien Weiler dësen Telegramm un déi dräi Sportler geschéckt:

Am Numm vun der Lëtzebuurger Chamber ass et mer eng Eier, mä virun allem eng grous Freed, lech dräi ze félicitéiere fir déi formidable Performance, déi Dir am Tour de France 2008 un den Dag gelecht hutt.

Dräi Lëtzebuurger ënnert den Top-Coureur, dräi Lëtzebuurger, déi alleguer um Podium stoungen, dräi Lëtzebuurger, déi eis Faarwe ganz héich gehuewen hunn, dräi Lëtzebuurger, déi et an dräi Woche fäerdegbruecht hunn, eisem Land op der Weltkaart vill Eier a Respekt ze verschafen.

Dir waart formidabel!

Dat klenzt Lëtzebuerg ass haut méi wéi houfreg op seng dräi grous Coureur.

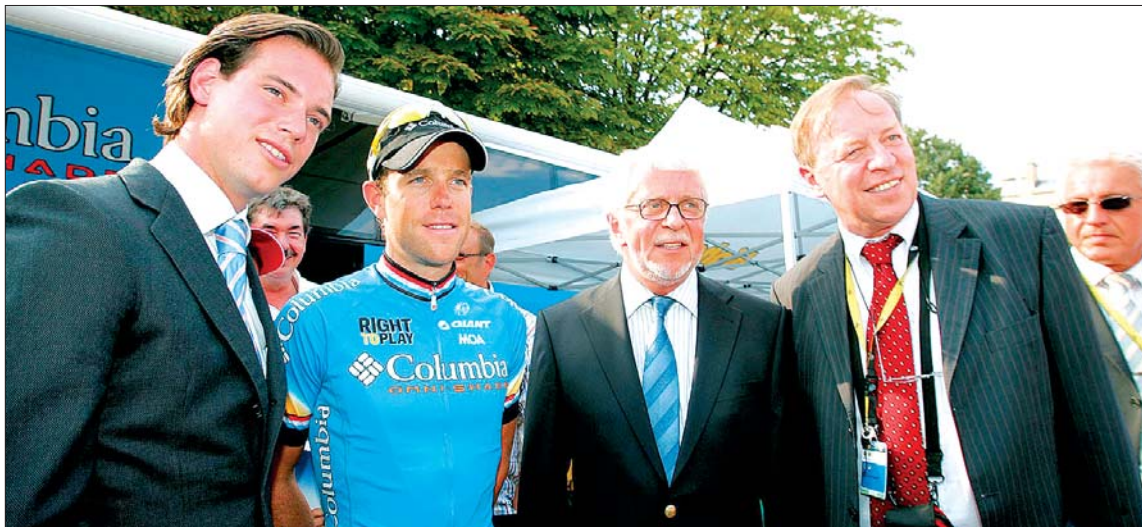
Är Leeschtunge waren och fir d'Awunner vun eisem Land, ob Lëtzebuurger oder Netlëtzebuurger, en aussergewéinleche Moment vun Zesummesinn a vun Zesummeffannen.

Ech soen lech Merci fir d'Freed an d'Begeeschterung, déi Dir eis bereet hutt, an ech soen lech:

Fuert weider esou, ganz Lëtzebuerg ass bei lech!

Lucien Weiler, Chamberspresident

28. Juli 2008



De Kim Kirchen gouf och vum Prënz Félix, vum Chamberspresident a vum Lëtzebuurger Ambassadeur zu Paräis Georges Santer emphaang (Pressphoto Roland Miny)

► Réunion de la CCEC à Paris

Dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, Mme Marie-Josée Frank, présidente de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse, a participé le 3 juillet 2008 à Paris à une réunion de la Conférence des Commissions parlementaires pour l'Égalité des Chances des femmes et des

hommes de l'Union européenne (CCEC).

Cette réunion a été organisée conjointement par les présidentes des Délégations aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée nationale et du Sénat, Mme Marie-Jo Zimmermann et Mme Gisèle Gautier.



Mme Marie-Josée Frank (à gauche) a représenté le Parlement luxembourgeois à la réunion de la CCEC à Paris

À mi-chemin de l'application de la feuille de route 2006-2010 pour l'égalité entre les femmes et les hommes, conduite par M. Vladimír Špídl, commissaire en charge de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances, elles tiennent à affirmer leur soutien aux actions prioritaires et leur volonté de les voir concrètement mises en œuvre.

La feuille de route a retenu les six domaines d'actions prioritaires suivants:

- une indépendance économique égale pour les femmes et les hommes;
- la conciliation de la vie privée et professionnelle;
- une représentation égale dans la prise de décision;
- l'éradication de toute forme de violence fondée sur le genre;
- l'élimination des stéréotypes de genre;
- la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques externes et de développement.

NOUVELLES LOIS

Code d'instruction criminelle

5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code

Le projet de loi sous rubrique entend réformer de manière ponctuelle le Code d'instruction criminelle. Il vise plus particulièrement à apporter, d'une part, des modifications au niveau de l'exigence de la formalité du rapport écrit et motivé dans le chef du juge d'instruction en présence d'une ordonnance de règlement et à redéfinir, d'autre part, les conditions d'un jugement par défaut, de façon à ce qu'un prévenu puisse présenter ses moyens de défense devant le tribunal correctionnel ou devant la chambre criminelle même en son absence physique personnelle.

a) Modifications ayant trait à l'exigence d'un rapport écrit et motivé dans le chef du juge d'instruction

Aux termes de l'article 127 (5) actuellement en vigueur, la chambre du conseil, appelée à statuer en cas d'ordonnance de renvoi, doit disposer d'un rapport écrit et motivé du juge d'instruction.

Le texte sous rubrique opère une distinction entre les demandes de renvoi devant la chambre criminelle et celles devant la chambre correctionnelle. Le juge d'instruction reste tenu de rédiger un rapport écrit en matière criminelle, alors qu'en matière correctionnelle, il a toute latitude de déposer ou

non un rapport écrit. Dans les deux hypothèses, le rapport écrit n'a pas besoin d'être spécialement motivé. À noter encore que le juge d'instruction est également obligé de présenter un rapport écrit lorsque le conseil de la chambre du tribunal d'arrondissement est appelé à statuer sur une demande de mise en liberté provisoire.

b) Redéfinition des conditions d'un jugement par défaut

Le projet de loi sous rubrique vise également à modifier respectivement à abroger une série d'articles du Code d'instruction criminelle afin de conformer notre procédure pénale aux exigences de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme qui, tout en reconnaissant «l'importance capitale de la comparution personnelle», a estimé que le droit fondamental à un procès équitable implique le «droit de tout accusé d'être effectivement défendu par un avocat» même en cas d'absence aux débats¹.

Actuellement, tout prévenu doit obligatoirement comparaître en personne dès lors que l'affaire a trait à des délits punis d'une peine d'emprisonnement. En son absence, le prévenu sera condamné par défaut.

Le mode de comparution est profondément modifié par le projet de loi sous rubrique. Le prévenu qui ne comparaît pas en personne à l'audience peut dorénavant choisir entre deux attitudes: soit il invoque une excuse et demande le report de l'affaire, le tribunal appréciant la validité de l'excuse, soit il charge un avocat de présenter ses moyens de défense.

¹ Arrêt du 21 janvier 1999, Van Geysseghem c/Belgique; du 13 février 2001 Krombach c/France et du 14 juin 2001 Medenica c/Suisse

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 17.07.2006
Rapporteuse: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

- 21.03.2007 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 02.05.2007 Examen du projet de loi
- 21.11.2007 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 13.02.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 20.02.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.03.2008

Second vote constitutionnel: 12.06.2008

Aide à la formation-recherche

5733 - Projet de loi relatif aux aides à la formation-recherche modifiant:

- la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

- la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet: 1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;

- le Code du Travail

Le projet de loi tend à favoriser la mise en place de nouveaux instruments pour le développement de la carrière des chercheurs et à

créer en général des conditions plus favorables au déploiement de carrières durables et plus attractives dans le domaine de la recherche et du développement.

Le nouveau texte propose de réformer l'instrument des bourses de formation-recherche introduit par la loi du 9 mars 1987 ayant pour objet la recherche et le développement. Le nouveau mécanisme innove en ce qu'il lie, en règle générale, l'attribution de l'aide à la formation-recherche à l'établissement d'un contrat de travail entre le chercheur en formation et son établissement d'accueil.

Le projet de loi inclut par ailleurs, au-delà des dispositions ayant trait à la formation-recherche, également des dispositions visant la modification du Code du Travail, en vue d'y inscrire des dérogations concernant la conclusion de contrats à durée déterminée avec des chercheurs respectivement avec des étudiants.

Dépôt par Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 14.06.2007

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen) et de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):

- 16.01.2008 Présentation du texte et plus particulièrement des aspects concernant le droit du travail
- 11.03.2008 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État et présentation d'une série d'amendements
- 29.04.2008 Examen et adoption d'une série d'amendements
- 24.06.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 02.07.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2008

Nouveau lycée à Junglinster

5782 - Projet de loi portant création d'un lycée à Junglinster

La création d'un lycée à Junglinster se fonde sur l'organisation scolaire telle qu'elle a été définie dans le plan directeur sectoriel «Lycées» établissant quatre pôles d'enseignement sur le territoire national: Nord, Centre, Sud et Est, ce dernier comprenant les cantons d'Echternach et de Grevenmacher ainsi que les communes de Heffingen et de Larochette.

Le lycée est conçu pour accueillir entre 1.220 et 1.400 élèves. D'après le plan sectoriel «Lycées», cet effectif d'élèves est suffisant pour garantir une large diversité d'offres

scolaires et pour permettre une gestion rationnelle des structures et infrastructures.

Il accueille ainsi les élèves de la classe de 7^e jusqu'à la classe de 9^e de l'enseignement secondaire technique, y compris le régime préparatoire, ainsi que les élèves de la classe de 7^e jusqu'à la classe de 4^e de l'enseignement secondaire.

Les auteurs du projet de loi ont prévu dès le départ l'offre d'une prise en charge qui va au-delà du temps d'enseignement. Ainsi, le lycée de Junglinster offrira un encadrement scolaire de 7.30 h à 18 h. L'encadrement comprendra, d'une part, des cours d'appui et des mesures de remédiation et, d'autre part, des activités culturelles, sportives et scientifiques, ainsi que des apprentissages complémentaires facultatifs.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.09.2007

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (Président: M. Jos Scheuer):

- 25.06.2008 Désignation d'un rapporteur
Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 02.07.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2008

Liaison Micheville

5845 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N 31 et le projet routier afférent sur territoire français

L'objet du projet de loi est d'autoriser le Gouvernement à réaliser les travaux de construction en rapport avec la liaison Micheville qui comprennent l'achèvement du gros œuvre du tunnel de Micheville au Sud et au Nord, le parachèvement du tunnel avec les travaux de voirie et les équipements techniques, la construction d'un giratoire avec passage souterrain au Sud des voies ferrées avec raccordement au projet sur le territoire français, le raccordement provisoire à la RN 31, le réaménagement de la RN 31 et le raccordement au Rond-point Raemerich, ainsi que le traitement et la mise en dépôt des terres polluées.

L'autorisation prévue dans le cadre du présent projet de loi constitue donc la deuxième phase du raccordement du site de Belval au réseau routier. Il s'agit de prolonger l'axe rou-

tier réalisé sous le couvert de l'autorisation légale du 3 août 2005 jusqu'en aval du passage supérieur de la route N 31 longeant le site de Belval-Ouest au nord et de parachèvement les aménagements routiers prévus au sud du tunnel construit dans une première phase, soit le passage inférieur passant sous les voies de la ligne de chemin de fer d'Esch-sur-Alzette à Pétange et l'embranchement ferroviaire ainsi que passant sous l'axe CR 168. Cette deuxième partie comporte l'aménagement d'un rond-point avec un passage inférieur en direction du réseau routier français censé aboutir dans le contournement d'Audun-le-Tiche. Le rond-point permettra à son tour la connexion du parking d'accueil prévu à proximité immédiate de la frontière française, du CR 168 et de la voie d'accès sud secondaire du site Belval-Ouest.

En attendant la mise en œuvre de la troisième phase, la deuxième phase prévoit un raccordement provisoire à la route N31 entre le rond-point Raemerich qui marque l'aboutissement de l'autoroute A4, et son intersection avec le CR 174 menant à Soleuvre.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 27.02.2008

Rapporteuse: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):

- 09.06.2008 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 03.07.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2008

Transport aérien

5852 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°4, signé à Montréal, le 25 septembre 1975, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929 amendée par le Protocole fait à La Haye le 28 septembre 1955

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation d'un Protocole, signé à Montréal en septembre 1975.

Ce Protocole N°4 modifie la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929 amendée par le Protocole fait à La Haye le 28 septembre 1955. Cette Convention internationale modifiée a été approuvée par la loi du 25 juillet 1949 (Mémorial A N°36 du 6 août 1949).

L'objectif de la Convention précitée était de fixer les premières règles communes de responsabilité du transporteur aérien relative au transport international des passagers, des bagages et du fret. Maintes fois amendée, la Convention de Varsovie est devenue un grand ensemble de normes à valeur législative qui est communément qualifié de «régime de responsabilité de Varsovie».

Le Protocole N°4 introduit un régime juridique nouveau pour le transport de marchandises. En effet, un régime de responsabilité assoupli pour le transporteur aérien de fret est mis en place et le commerce dans le secteur aérien est simplifié en introduisant

une simplification significative des documents de transport (automatisation électronique des documents de transport) dont il permet en outre un allègement et une modernisation du contenu. Le Protocole autorise la substitution du titre de transport par tout autre moyen constatant les indications essentielles relatives au transport à exécuter (alignement sur les dispositions de la Convention de Montréal). Cette disposition permet le développement et la mise en œuvre de nouvelles technologies dans le fret aérien ce qui se traduit in concreto par l'amélioration de la compétitivité des entreprises luxembourgeoises du secteur concerné.

Entre-temps, une nouvelle Convention est appelée à l'emporter sur la Convention de Varsovie et les instruments connexes. Cette Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Montréal le 28 mai 1999, a été ratifiée par le Grand-Duché de Luxembourg par la loi du 12 août 2003 (Mémorial A N°131 du 3 septembre 2003). Cette dernière est entrée en vigueur le 28 juin 2004 à l'égard des États membres de l'Union européenne qui ont déposé en bloc leur instrument de ratification.

Le protocole à approuver garde toutefois sa raison d'être à l'égard des pays qui n'ont pas ratifié la nouvelle Convention de Montréal de 1999. Le Protocole N°4 de Montréal, entré en vigueur sur le plan international le 14 juin 1998, restait à ce jour le seul texte légal international sous les auspices de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale qui n'était pas mis en œuvre par le Luxembourg sans aucun fondement apparent.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.03.2008

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

- 16.06.2008 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 01.07.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2008

Financement du Schengen-Lyzeum Perl

5854 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Protocole, signé à Perl, le 4 décembre 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Landkreis Merzig-Wadern sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que les dépenses courantes du Deutsch-Luxemburgisches-Schengen-Lyzeum Perl, signé à Luxembourg, le 26 février 2008

Le projet de loi approuve un Protocole additionnel au Protocole signé le 4 décembre 2006 à Perl entre le Gouvernement du

Grand-Duché de Luxembourg et le „Landkreis Merzig-Wadern“ sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers, ainsi que les dépenses courantes du „Deutsch-Luxemburgisches-Schengen-Lyzeum Perl“.

Au vu du succès que connaît l'offre scolaire du Schengen-Lycée, il est de mise de donner à un maximum d'élèves la possibilité d'en profiter. À cette fin, il y a lieu de revoir dès à présent la taille de l'immeuble abritant ce lycée. De ce fait, le projet de modernisation et d'extension de l'immeuble actuel a dû être réexaminé complètement, avec comme conséquence évidente que le coût total de 12 millions d'euros pour les travaux initialement prévus doit également être reconsidéré.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.03.2008

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (Président: M. Jos Scheuer):

- 25.06.2008 Désignation d'un rapporteur
Examen du texte du projet de loi
- 02.07.2008 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2008

Effectifs de la Police

5873 - Projet de loi portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

En septembre 2007, le cadre total des effectifs policiers s'élevait à 1.519 unités.

L'effectif légal de 1.573 unités prévu à l'article 21 de la loi du 31 mai 1999 sur la Police aurait été atteint lors de l'engagement des élèves policiers de la session actuelle de l'École de la Police grand-ducale.

Le projet de loi 5873 entend adapter l'effectif légal de la Police pour le porter de 1.573 unités actuellement à 2.070 unités (policières et civiles) en 2015.

Le nombre des brigadiers passera de 180 à 250 unités et celui des inspecteurs de 1.150 à 1.480 unités. Le cadre supérieur augmentera de 27 unités pour passer de 63 à 90 officiers de police. Il est encore prévu d'augmenter le nombre de fonctionnaires civils de la Police de 180 à 250 personnes.

La répartition des effectifs, dont le recrutement sera prévu dans la loi budgétaire, devra tenir compte des principes suivants:

- l'augmentation des effectifs sera décidée en fonction de l'évolution démographique et socio-économique ainsi qu'en vue de l'évolution de la criminalité;

- la première priorité sera le renforcement des centres d'intervention et des commissariats de proximité au sein des six circonscriptions régionales;

- le renforcement des services judiciaires au Service de Police judiciaire ainsi qu'aux circonscriptions régionales ira de pair avec l'augmentation de personnel aux centres d'intervention et commissariats de proximité;

- l'engagement de personnel civil qualifié sera adapté en fonction de l'appui nécessité par la Police, tous services confondus; et

- l'augmentation des effectifs devra tenir compte des capacités de formation à l'École de Police et par après sur le terrain. À l'heure actuelle, pas plus de 60 personnes ne peuvent être recrutées et formées annuellement.

Sous réserve de ces principes, la carrière des brigadiers se destinera notamment à des affectations aux commissariats de proximité, à l'Unité de Garde et de Réserve mobile, à l'Unité centrale de Police de l'Aéroport, et aux unités de police ainsi qu'aux unités de police de la route. La carrière des ins-

pecteurs sera prioritairement destinée au renforcement des commissariats de proximité, des centres d'intervention et des services de la Police judiciaire. Les cadres supérieurs de la Police seront affectés en fonction de l'augmentation des effectifs des unités renforcées, avec une priorité aux directions régionales. Le personnel civil se composera de toutes les carrières avec une priorité donnée aux carrières d'ingénieur, d'ingénieur technicien et d'informaticien.

Ces augmentations peuvent paraître substantielles. Le Conseil d'État a même évoqué une «augmentation massive des effectifs de la Police». Il a d'ailleurs indiqué que, suite à ces augmentations, «le Luxembourg dépassera la densité policière de tous ses pays voisins».

Or, il convient de tenir compte du fait que la Police se doit d'assurer une présence sur le terrain 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Pour assurer une telle présence, nombre de services de la Police doivent travailler par roulement. En outre, si l'on se réfère à la densité policière, il faudra prendre en considération, outre les résidents, le nombre important et croissant des personnes qui travaillent au Luxembourg. Ensuite, la densité policière en 2015 devra, si l'on effectue une comparaison internationale, également tenir compte des augmentations des effectifs prévues et mises en œuvre dans les autres pays. Finalement, d'autres pays peuvent avoir une structuration des forces de l'ordre différentes de la nôtre (plus de personnel civil, forces paramilitaires - par exemple gendarmerie -, compétences différentes selon les autorités - police, douane ou autres).

L'augmentation des effectifs de la Police sur une base pluriannuelle, qui rejoint d'ailleurs la programmation pluriannuelle des effectifs des autorités judiciaires^{2,3}, vise à permettre à la Police de remplir les tâches qui lui sont confiées⁴. La Commission juridique avait déjà eu l'occasion de souligner la diversité et l'augmentation de ces tâches⁵. Le rapport de

la Police publié dans le rapport d'activités du Ministère de la Justice pour l'année 2007 a confirmé cette tendance.

L'exposé des motifs du présent projet de loi rappelle les défis actuels et futurs auxquels la Police doit et devra faire face. Il y est renvoyé⁶.

Le présent projet de loi ne fait qu'adapter le cadre de l'effectif légal. Le recrutement proprement dit se fera, comme auparavant, par le biais de la loi budgétaire. La remarque faite par le Conseil d'État sur l'absence dans le projet de loi de quantification de l'incidence budgétaire n'est dès lors pas pertinente. En revanche, celle concernant les capacités de recrutement et de formation l'est bien davantage: l'adaptation de l'effectif légal ne saurait faire abstraction de la nécessité de ne recruter qu'un nombre de per-

sonnes tel que celles-ci puissent être formées dans les meilleures conditions possibles.

Le rythme de recrutement et de formation, qui est actuellement de 60 policiers par an, ne va donc pas être modifié par l'adaptation de l'effectif légal. On ne peut donc pas parler à proprement parler d'une augmentation massive des effectifs de la Police que prévoirait le présent projet de loi.

Le projet de loi tient compte des réflexions menées par la Commission juridique à l'occasion du débat sur la sécurité intérieure lors duquel elle s'était prononcée en faveur du renforcement des centres d'intervention et des commissariats de proximité, mais aussi de certains services centraux, comme le Service de Police judiciaire ou l'Unité centrale de Police de la Route⁷.

² Y compris le SCAS

³ Voir les lois des 24 juillet 2001 (2001-2004) et 1^{er} juillet 2005 (2005-2009)

⁴ Voir le document parlementaire 4437-4, p.2. Les documents parlementaires 4437 sont relatifs à la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police.

⁵ Doc. parl. 5511, p.8

⁶ Doc. parl. 5873, p.3-5

⁷ Doc. parl. 5511, p.9

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.04.2008

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

18.06.2008 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.07.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2008



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Présidence: **M. Lucien Weiler, Président**
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

2. Ordre du jour

- M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. Marco Schank

3. Heure de questions au Gouvernement

Question N°271 du 1^{er} juillet 2008 de M. Marco Schank relative aux solutions envisagées par le Ministère afin d'augmenter la disponibilité des bénévoles des services de secours et d'assurer une certaine reconnaissance aux bénévoles pour leur dévouement et leur travail au sein des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

- M. Marco Schank - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

Question N°272 du 30 juin 2008 de M. Fernand Etgen relative à l'agrandissement de l'École nationale des Sapeurs-Pompiers à Feulen, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

- M. Fernand Etgen - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

Question N°273 du 30 juin 2008 de M. Roger Negri relative à l'(in)utilisation, par le Luxembourg, des crédits budgétaires mis à disposition par l'Union européenne au cours de l'exercice 2007, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

et

Question N°274 du 30 juin 2008 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réaction du Gouvernement au sujet de l'utilisation des fonds européens, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

- M. Roger Negri - M. Jacques-Yves Henckes - M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget - M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

Question N°275 du 1^{er} juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la future affectation de l'actuel Palais de Justice, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

- Mme Anne Brasseur - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics

Question N°276 du 1^{er} juillet 2008 de M. Gilles Roth relative à l'état d'avancement du projet de construction de la 2^e école européenne, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

- M. Gilles Roth - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics

Question N°277 du 1^{er} juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la politique en matière de consommation de cannabis, adressée à M. le Ministre de la Justice

- Mme Anne Brasseur - M. Luc Frieden, Ministre de la Justice

Question N°278 du 1^{er} juillet 2008 de M. Charles Goerens relative à l'analyse du député européen Robert Goebbels au sujet du futur de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

- M. Charles Goerens - M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

4. Question avec débat N°36 de M. Roland Schreiner au sujet du plan d'action «Réforme administrative»

- M. Roland Schreiner - M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

5. 5738 - Projet de loi relatif à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance

- Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Nancy Arendt

- Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 5817 - Projet de loi portant approbation de la Décision des représentants des Gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil concernant les privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel, signée à Bruxelles, le 10 novembre 2004

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Discussion générale: M. Félix Braz, M. Aly Jaerling, M. Marc Angel

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

» M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics. - Neen, Här President.

1. Communications

» M. le Président. - Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi, propositions de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5891** - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2007

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 10.06.2008

2) **5893** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 11.06.2008

3) **5894** - Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 16.06.2008

4) **5895** - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier: - la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données, - la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.06.2008

3. Au cours de sa période de session du 19 au 22 mai 2008, le Parlement européen a adopté les documents suivants:

- résolution sur l'évaluation du programme PEACE et les stratégies pour l'avenir,

- résolution sur le commerce des matières premières et des produits de base,

- résolution sur les progrès réalisés en matière d'égalité des chances et de non-discrimination dans l'Union européenne,

- résolution sur les femmes et les sciences,

- résolution sur le Livre vert sur l'amélioration des pratiques de démantèlement des navires,

- résolution sur les données scientifiques relatives au changement climatique: conclusions et recommandations en vue de la prise de décisions,

- résolution sur le rapport 2007 sur les progrès accomplis par la Turquie,

- résolution sur la situation au Liban,

- résolution sur la hausse des prix des denrées alimentaires dans l'UE et les pays en développement,

- résolution sur les négociations entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'exemption de visa,

- résolution sur la situation tragique en Birmanie,

- résolution sur les armes contenant de l'uranium (appauvri) et leurs effets sur la santé humaine et l'environnement - Vers une interdiction mondiale de l'usage de ces armes,

- résolution sur le projet de règlement de la Commission établissant des méthodes d'essai conformément au règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH)

- résolution sur la stratégie pour la 3^e réunion des parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement,

- résolution sur le suivi de la déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement,

- résolution sur l'arrestation de prisonniers politiques au Belarus,

- résolution sur le Burundi.

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 26. Juni folgendem Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno d'Question avec débat vum honorabelen Här Schreiner iwwert de Plan d'action «Réforme administrative»; dann de Projet de loi betreffend den Zougang zu öffentleche Gebai-lechkeete fir Behënnertebegleedungshënn, an dann de Projet de loi iwwert d'Privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel.

Muer de Mëtteg hu mer folgend Punkten: fir d'éischt ee Projet de loi iwwert d'Bekämpfung vu Geldwäscherei an Terrorismus, an dann d'Proposition de loi iwwert d'Enquête parlementaire.

En Donneschdeg de Mëtteg evakuéiert d'Chamber d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Reorganisation territoriale.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

Den Här Gibéryen huet d'Wuert gefrot.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. De 6. Dezember 2006, Här President, hat ech eng schrëfflech Demande gemaach, fir eng Interpellatioun ze maachen iwwert d'Pompjeeën an d'Sécherheetswiesen hei am Land, iwwert déi aktuell Defiziter, déi besti beim Bénévolat, a wat d'Regierung géif gedenken ze maachen, fir där Situatioun Rechnung kënnen ze droen.

Zu mengem Erstaunen huet d'Presidentekonferenz nëmmen een Dag méi spéit, nämlech de 7. Dezember 2006, déi Interpellatioun schonn accordeiert an uegholl. Et war, wéi gesot, de 7. Dezember 2006, an zënterhier ass d'Interpellatioun net kommen.

Ech hunn a regelméissegem Ofstänn an der zoustänneger Chamberskommissioun vum Intérieur meng Interpellatioun rappeliert, an den Här Minister huet mir ëmmer gesot, si wieren nach amgang mat Kucken a mat Studéieren, si missten nach Reglementer eventuell ausschaffen. An hien huet mech dann ëmmer erëm verträischt, komm mir waarden nach e bëssen, an ech hunn dat och esou gesinn an och esou akzeptéiert.

Net méi spéit wéi d'lescht Woch, Här President, hunn ech dunn nach eng Kéier an der Commissioun gefrot, wéini déi Interpellatioun kënn. Den Här Minister huet mir du geäntwert, si wieren nach net mat hiren Aarbechte fäerdeg, a mir sollen dann déi Interpellatioun op no der Sommervakanz verleeën.

Déi Commissiounssëtzunge vun den Affaires intérieures si presidéiert vum Här Marco Schank. Den Här Schank war och d'lescht Woch an där Commissiounssëtzung derbäi, an duerfir gesinn ech awer zu mengem Erstaunen, datt den Här Schank dann elo haut hei an der Heur de questions eng Fro stellt, déi ech a menger Interpellatioun och gestallt hunn, wou de Minister awer elo zwee, dräi Joer keng Zäit hat, fir déi Interpellatioun unzehuelen.

Ech wollt just hei soen, datt ech dat e ganz schlechte politesche Stil fannen,...

(Interruption)

...wann en Deputéierten hei eng Interpellatioun ufreet an dat an der Commissioun e puermol virbréngt an hien da gesot kritt, komm mir waarden elo nach bis den Hierscht, a wann dann de President vun där Commissioun aacht Deeg méi spéit - et sinn emol keng aacht Deeg - hei an der Heur de questions eng vun deene Froe stellt, déi a menger Interpellatioun sinn.

Ech froen net, fir déi Fro vum Ordre du jour erofzekréien, Här President, well ech jo

mengen, datt dat souwisou an engem CSV-Stat, wann ee gesäit, wéi dee fonctionnéiert, net méiglech wier, mä ech wollt dat just zum Ordre du jour hei virbréngen.

Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

(Interruptions)

» **M. le Président.** - Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

» **M. Marco Schank (CSV).** - Ech äntwerten herno.

» **M. le Président.** - Dat ass wéi Der wëllt.

(Interruptions)

Madame Brasseur, den Här Schank kann d'Wuert och zum Ordre du jour froen, grad wéi Dir et kënt froen.

» **M. Marco Schank (CSV).** - Ech wollt just, ier ech meng Fro stellen, soen, datt de Gast Gibéryen déi Interpellatioun gefrot huet am Kontext mat dem Pompjeeswiesen, nëmme mat de Pompjeeën, ech hunn dat extra nogekuckt. An zweetens hunn ech d'lescht Joer am September eng Question écrite gestallt zu genau deem heite Sujet. Deemools huet de Minister e puer Pisten opgemaach. Ech wollt am Fong doropshin déi Fro stellen, fir ze wëssen, wéi dat virugeet. Et huet also, wéi gesot, näischt direkt domat ze dinn. Dat wollt ech just als Erklärung soen.

Ech wollt de Minister eigentlech froen, well...

» **Une voix.** - Si mer scho bei der Froestonn?

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Neen, mir sinn nach beim Ordre du jour. Den Här Schank huet dat net verstanen, mä mir sinn nach beim Ordre du jour.

(Interruptions)

» **M. le Président.** - Also, ech denken, dass opgrond vun eise Reglement d'Fro, esou wéi den Här Gibéryen se gestallt huet, net recevabel ass. Mir hunn en Ordre du jour, an ee Punkt vum Ordre du jour ass d'Heure de questions.

Or, mir si jo all d'accord, dass déi Heure de questions um Ordre du jour bleift, sou dass mer elo zu deenen eenzelne Froen kommen, wann d'Chamber dann emol accordéiert huet,...

(Interruptions)

Madame Flesch, wëllt Dir d'Wuert hunn?

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Neen.

» **Une voix.** - Dach!

(Hilarité générale)

» **M. le Président.** - Gutt. Da géif ech d'Chamber froen, ob se d'accord ass mat deem Ordre du jour, esou wéi d'Présidentekonferenz e virgeschloen huet.

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Heure de questions, fir d'éischt zur Fro vum honorabelen Här Schank iwwert d'Unerkennung vun de Bénévolen aus dem Rettungsdéngsch.

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°271 du 1^{er} juillet 2008 de M. Marco Schank relative aux solutions envisagées par le Ministère afin d'augmenter la disponibilité des bénévoles des services de secours et d'assurer une certaine reconnaissance aux bénévoles pour leur dévouement et leur travail au sein des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

» **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, ech wollt deemno d'Fro stellen, well déi lescht Wochen a Méint ganz vill - dat héiert een ëmmer erëm op de Kantonaltaugungen - iwwert d'Services de secours diskutéiert gëtt, souwuel iwwert déi Bénévole vun der Protex wéi och vun de Services d'incendie. Virun allem stellt sech Fro am Kon-

text vun der Disponibilitéit engersäits - mir wëssen, datt et tëschent 10 a 16 Auer am schwierigsten ass, fir déi Disponibilitéit ëmmer ze garantéieren -, an dann anerersäits stellt sech d'Fro awer och - déi, mengen ech, gradesou wichteg ass - vun der Reconnaissance vun der oneegenotzeger a bénévoler Aarbecht vun eise Services de secours, fir den Attrait eben och vun deene Servicier ze valoriséieren.

Ech wollt froen, wéi eng Piste verfollegt ginn, fir d'Viraussetzungen ze schafen, eben déi Disponibilitéit an déi Reconnaissance no an no ze garantéieren. An der Vergaangenheet ass emol vum Bénévolat rémunéré geschwat ginn, et ass och vun Avantages fiscaux geschwat ginn oder och vun Zousazassurancen.

Wéi gesot meng Fro wär, wéi eng Pisten do solle geholl ginn.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Schank. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt, ier ech op déi Fro vum Här Schank äntwerten, dem Här Gibéryen soen, dass dat esou war, dass mir déi lescht Réunion matenee geschwat hunn, an dass ech hien op den Hierscht verweisen hunn, well ech gesot hunn, dass déi Règlements grand-ducaux, déi leider duerch Ëmstänn, déi mir allerguete kennen, e bëssen a Verzuch komm sinn, deemnächst wäerten déposéiert ginn, an dass mer dann en connaissance de cause hei eng horizontal Diskussioun kënnen féieren iwwert d'Rettungswiesen zu Lëtzebuerg.

Nichtsdestotrotz mécht déi Fro, déi de Marco Schank hei gestallt huet, awer Sënn an et ass och gutt se elo ze stellen an deem Sënn, dass do d'Pisten opgezeechent sinn, an dass mer do am Fong geholl eng Evolution hunn, laanscht déi mer net kommen a wou mer deemnächst och musse statuieren, wéi een esou schéi seet.

Tatsaach ass, dass de Bénévolat nach ëmmer eng gewisse Stabilitéit hei zu Lëtzebuerg huet, mä dass et awer duerch dat soziaalt Ëmfeld esou ass, dass um Dag ganz oft Problemer sinn, wat d'Disponibilitéit ugeet, notament am Beräich vun dem Ambulanzwiesen.

Duerfir si mir an der Regierung an d'Richtung gaangen, fir professionell Ambulancier anstellen. Dat soll iwwert d'Joren elo geschéien, fir dann herno en Encadrement ze hu vun deene Bénévolen.

Dat ass zu Esch geschitt, dat fonctionnéiert och gutt. Mir hu ganz gut Erfahrung gemaach. Mir wäerten och an déi Richtung an den nächste Jore misse weidergoen.

Wat awer ganz kloer ass, dat ass, d'Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg wäert och an deem Joerhonnert net laanscht de Bénévolat kommen. Mir brauchen de Bénévolat, mir mussen dorop bauen, an et dierf een deen och net a Fro stellen, a kenger Form wéi dat och ass. Dat wäert och de Schluss vu menger Interventioun sinn, wou ech dat wëll ënnermaueren.

Wichtig ass, dass mer d'Leit motivéiert behalen, an dat hu mer esou gemaach, datt mer op där enger Säit eischtens dee ganze Fuhrpark vun der Protection civile am leschte Budget ëmgeännert hunn, well mer do wierklech op verschiddene Plaze Ween stoen haten, déi e gewëssenen Alter hunn.

Zweetens hu mer och iwwer Budgetsmëttele geschwat.

Eng Informatioun vun de ganze Servicier hu mer ugestriift, esou dass mer den Intranet kréien. Dat wäert och d'Aarbecht vun deenen eenzelne Leit an deenen eenzelnen Zentre vereinfachen. Doduerch kënnen déi administrativ Aarbechte méi einfach gemaach ginn. Et ass méi einfach Permannentslëschten opstellen oder och Formatiounen, fir dat Ganzt do ze géréieren.

Drëtens hu mer och pro Zenter - wann ech nach vun der Protection civile schwätzen, vun deem Deel vun de Service-de-Secouren - Budgete virgesinn, esou wéi d'Gemengen dat och hu fir hir Pompjeeën. E Budget, fir dann dee ganzen Zenter fonctionnéieren ze loossen.

Dat sinn d'Pisten, wou de Minister direkt en Afloss huet. D'Gemengen op hirem Territoire hu jo hir Corpsen. Dat fonctionnéiert wonderbar. Ech hu jo oft d'Méiglechkeet duerch d'Land ze zéien an ze gesinn, dass dat wierklech gutt fonctionnéiert an den eenzelne Gemengen. Si sinn och dann an deem Sënn gefuerdert, dass se musse kucken, fir hir Leit do ze hunn. Vill Gemengen äntwerten dorop, dass se Leit astellen an

hire Gemengen, déi dann herno an den Asaz mat ginn, wat och e gudd Wee ass. Do spillt d'Autonomie communale, mä ech fannen hei hu se gutt Léisunge fonnt an deenen eenzelne Gemenge vun eise Land.

Wat elo de Bénévolat ugeet, wéi soll een dee revaloriséieren? Eise Statsminister hat och kierzlech hei gesot, dass mer missten, wat de Bénévolat général ugeet, Pisten oder - géif ech soen - e Moosnameprogramm opstelle bis Enn dës Joers. Dat wäerte mer och maache fir de generelle Bénévolat. Mä de Bénévolat am Beräich Rettungswiesen huet awer Spezifitéiten. Et muss ee kucken, wéi een deem da ka Rechnung droen.

Et dierfe keng Mesurë ginn, déi géifen de Bénévolat a Fro stellen oder d'Motivatioun vun deene Leit, déi sech bénévol hiert 24 Stonnen op 24, 365 Deeg am Joer, fir sech fir hir Matbirger anzesetzen. Do geet et net drëm, fir iergendwéi iergendeppes ze maachen, mä do muss een eng gutt Strategie hunn. Dat ka mengetwegen eng Assurance maladie complémentaire sinn; dat kéint eng Pension complémentaire sinn. Dat kënnen vill Saache sinn. Déi Piste si mer amgaangen ze zeechen.

Ech wënsche mer an ech hoffen och, dass ech bis Enn dës Joers, wa mer dann deen Débat oder déi Interpellatioun hunn, deen oder déi den Här Gibéryen ugeschwat huet, ka méi konkret Elementer op den Dësch bréngen. Wichtig ass et, dass mer eng Strategie kréien, déi alle Participantë Satisfaktioun gëtt. Dat ass hir Motivatioun, wat jo wierklech de Maître moteur ass an deem Ganzen. Dass déi bleift, dorop wäerte mer hischaffen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Etgen iwwert d'Veergrößerung vun der École nationale des Sapeurs-Pompiers.

- Question N°272 du 30 juin 2008 de M. Fernand Etgen relative à l'agrandissement de l'École nationale des Sapeurs-Pompiers à Feulen, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Merci, Här President. Dir hutt et gesot, ech hunn och eng Fro um den Innenminister, betreffend den Ausbau vun der Vergrößerung vun der Pompjeeschoul zu Nidderfeelen.

Zënter méi wéi 15 Joer vergeet keng national Pompjeesmanifestatioun, ouni datt drop higewise gëtt, datt déi aktuell Schoul de modernen Uspréich net méi entsprécht. Zënter e puer Joer ass schon de politesche Konsens do, déi aktuell Schoul ze vergrösseren, en attendant, datt eng nei Schoul soll an der Stad um Rond-point Gluck gebaut ginn.

Et war virgesinn, mat deenen Aarbechte vu Vergrößerung dëst Joer unzefänken. Bis de Moment ass awer näischt Konkretes um Terrain geschitt. Et gëtt gesot, et géifen Onstëmmegeeten, wat de Programm ubelaangt, wat d'Zuel vun den Instruktiounssäll ubelaangt. Kann de Minister eis dat bestätegen? Wann neen, da froen ech mech, firwat datt et am Fong esou laang dauert, ier mer mat deenen doten Aarbechten ukommen.

Ech soen Iech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Etgen. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ech Iech elo soen a wat ech Iech elo äntwerten, Här Etgen, do hu mer dee richtige Mann heibannen, de Minister Wiseler, eise Bauteminister, well deen ass an deem Dossier oder an deeser Problematik gefuerdert.

(Hilarité)

» **Une voix.** - Do hutt Der Recht, Här Minister.

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Mä hien ass net méi gefuerdert wéi ech. Mir sinn allen zwee gefuerdert, well d'Ausgangsbasis war déi, dass sollt Feelen - wat ech och gutt fannen - ausgebaut ginn. Do war eng Enveloppe budgétaire vun 3,5 Milliounen virgesinn. D'Regierung huet awer d'Dévisioun geholl in globo, fir déi Enveloppe op 2,5 Milliounen erofzesetzen.

Doropshin ass de Programm ugepasst ginn, betreffend déi Aktivitéiten, déi do solle statt-

fannen. Déi Aktivitéite solle besonnesch fir d'Jugend sinn; et sollen Enseignementer sinn, an et soll Hébergement sinn. Dat sinn also d'Elementer, déi mer hunn.

Dee Programm ass bei d'Federatioun gaangen. Déi hunn och eppes ausgeschafft. En ass ëm 30% geännert ginn. Dee Programm ass zréckkomm an d'Commission d'analyse critique, an et ass festgestallt ginn, dass et awer net méi bëlleg ginn ass, obschonn et méi kleng ginn ass. Duerfir ass da gekuckt ginn, wouduerch dat ass, dass elo déi Präisdifferenzen do sinn. Doduerch ass méi am Detail nogekuckt ginn: Wat heescht dat, wa Formatioun do ass? Wéi vill Leit sinn dat? An esou weider.

Deen Dossier läit elo bei der Federatioun. D'Federatioun huet menges Wëssens - den Här Hein huet eis dat esou mëndlech matgedeelt - eng Äntwert fäerdig. Wann ech déi Äntwert hunn, da si mer en connaissance de cause, da kënnen mer genau kucken, wat deen neie Bauteprogramm heescht, deen dann do virläit, mat deem wat do soll geschéien, mam Käschtepunkt. A wann dat da façonéiert ass, dat misst et jo deementspreechend schnell goen, da kënnen mer och nees eng Kéier an d'Commission d'analyse critique goen an da kënnen mer dee Projet finaliséieren.

Dee Projet ass - dat wëll ech ganz kloer an d'äitlech soen - a kenger Form a Fro gestallt. Feelen gëtt weider e Standbeen - loosse mer soen - vum Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg, op d'mannst wat de Volet Pompjeeën ugeet. Duerfir kann ech dann och de Buergermeeschter vun där schéiner Gemeng domat berouegen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Negri um den Här Budgetsminister iwwert d'Verwendung vun de Crédits budgétaires, déi mer vun der EU zur Verfügung gestallt kréien. Här Negri, wann ech gelift.

- Question N°273 du 30 juin 2008 de M. Roger Negri relative à l'(in)utilisation, par le Luxembourg, des crédits budgétaires mis à disposition par l'Union européenne au cours de l'exercice 2007, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

» **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de leschte Samschdeg, den 28. Juni, war am „Tageblatt“ op der éischer Säit ze liesen: „Luxemburg lässt ein Viertel seiner EU-Gelder verfallen“.

D'EU-Budgetsministerin Dalia Grybauskaitė huet de 27. Juni matgedeelt, dass Lëtzebuerg 23,3% vun den EU-Subventionsgelder vun EU-Budget vun 2007 net verschafft huet. A Chiffere sinn dat 3,5 Milliounen Euro. Dësen Taux vu vu Lëtzebuerg net verschafften EU-Subsidien ass prozentual gesinn deen héchsten Undeel an der ganzer Europäescher Unioun.

Allgemeng huet d'Kommissarin och nach matgedeelt, dass an der gesamter EU 227 Milliounen EU-Subventionen net verbraucht gi sinn, wouvun dee gréissten Undeel, nämlech 100 Milliounen Euro, aus dem europäesche Sozialfong net verschafft ginn ass.

Besonnesch dat Lescht muss een alarméieren. Dofir wollt ech de Minister in globo froen, wéi de Suivi vun den EU-Subventionen am Allgemenge gemaach gëtt. Gëtt de Suivi ënner anerem zentraliséiert gemaach fir all d'Ministèren zesammen? Wat fir Projekte ware virgesi subventionéiert ze ginn? A wat fir eng Subventionen sinn net verschafft ginn? Wéi war den Taux d'utilisation vun den EU-Gelder an deene Jore virun? A wéi ass d'Strategie vun der Regierung fir d'EU-Gelder an Zukunft besser ze verschaffen? Dann déi lescht Fro ass: Sinn och hei zu Lëtzebuerg Projeten am Sozialberäich, wou EU-Subside virgesi waren, net exekutéiert ginn?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

» **M. le Président.** - Den Här Henckes huet eng Fro, déi an déiselwech Richtung geet, a stellt déi och elo direkt.

- Question N°274 du 30 juin 2008 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réaction du Gouvernement au sujet de l'utilisation des fonds européens, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv ass et esou, dass mer gewuer gi sinn, dass Lëtzebuerg verschweest huet, fir eng 3,5 Milliounen EU-Gelder anzekasséieren, well d'Décompten net erakomm sinn - oder wat fir eng Grënn soss kënnen ugefouert ginn.

Mä d'Resultat ass awer, dass mer hei e Rekord gebrach hunn, well mir sinn dat EU-Land, wat den héchste Prozentsaz vu Verzicht op EU-Gelder huet op deem Gebitt. Déi aner Länner leien tëschent 0 a 4,3%; Lëtzebuerg 23,3%. Dat ass bal e Véierel vun allen EU-Gelder, déi mer zegutt hunn.

Dofir wéisst ech gären: Wéi eng Projekte sinn dovunner betraff? Wéi konnt esou eppes passéieren? Wat fir eng Ministeren oder Ministère sinn do responsabel fir déi Dysfunktionsminister? A wat wëllt d'Regierung an Zukunft maachen, fir esou Situatiounen ze verhënnern?

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den Här Budgetminister Luc Frieden huet d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et de la Budget.** - Här President, déi Froen, déi déi zwee honorabel Deputéierten hei gestallt hunn, droen an der Froestellung net der reger Komplexitéit vun den europäesche Fonge Rechnung. Et ass nämlech net esou, wéi dat hei an der Froestellung kéint verstane ginn, dass een do einfach e Bréif schreift op Bréissel an da kritt een déi Suen. Wann dat nämlech esou wär, da géife mir dauernd Bréiwer schreiwen an domadder géife mer de Statsbudget féllen.

Déi zwee Kolleegen hunn zu Recht gesot, dass Lëtzebuerg no deenen Donnéeën, déi an den Zeitungstoungen, anscheinend d'lescht Joer 3,5 Milliounen Euro net sollicitéiert hätt. 3,5 Milliounen op engem Budget vun eppes iwwer 8 Milliarden, déi mer zu Lëtzebuerg hunn. Mä déi Sue kritt een net einfach esou. Déi Sue muss ee kofinanzéieren.

Duerfir komme mer hei zur Konklusioun - déi eenzel Ministère, an deenen hirer Responsabilitéit dat läit -, dass se net déi eege Moyenen hunn, fir de Kofinanzement ze begleeden. Et ass also net esou, dass een einfach seet, hei mir kréie vun Europa Suen, dat ass fein, mä et muss een och d'Lëtzebuurger Suen huelen. Déi sinn net ëmmer am Budget virgesinn.

Dat Zweet ass, dass ganz oft d'Europäesch Unioun e Kofinanzement proposéiert, erlaabt, mécht, mä awer nëmme während een, zwee Joer. Et muss een also e Projet duerno selwer zu 100% finanzéieren, an eng Rei vun deene Projekte sinn am Budget net zréckbehale ginn.

Et ass also eng ganz kleng Zomm par rapport zum Gesamtfinanzement vun eisem Budget an zu deem, wat mir missten aus Lëtzebuurger Steiergelder bäileeën; wat erkläert, firwat Lëtzebuerg en Deel, eng ganz kleng Zomm en fait vun eisem Statsbudget - de Prozentsaz ass net relevant, et muss een dat Gesamt kucken - net ugefouert huet. Déi sinn also och net verschweest ginn, mä mir missten dann zu Lëtzebuerg méi Budgetsausgaben hunn, fir kënnen och déi Finanzementer do ze maachen.

Dat Drëtt ass, dass notament bei klengen Zommen et en enormen administrativen Opwand ass, fir un déi europäesch Gelder ze kommen, an duerfir och heiansdo an de Ministère dovun ofgesi gëtt, e ganze Projet auszeschaffen, en nationaal Finanzement ze froen an en europäesch ze maachen, fir un déi europäesch Gelder ze kommen.

Trotzdem sinn eng ganz Rei Suen zu Lëtzebuerg gefrot ginn, déi och kofinanzéiert sinn am Budget. Déi gréisste Montanté sinn do de Fonds social européen, wou mer 25 Milliounen Euro d'lescht Joer kritt hunn. Mä

dat sinn erëm eng Keier 50%. Déi aner 50% sinn am Budget, deen d'Chamber oder en Deel vun der Chamber stëmmt. Och fir FEDER, Fonds européen de développement régional, si 25 Milliounen op Lëtzebuerg komm. Am Transportberäich, zum Beispill Eurocap-Rail, 27 Milliounen Euro; dat sinn awer nëmme 4%. 4%! Déi aner 96% mussen iwwert de Lëtzebuurger Budget bezuelt ginn.

Duerfir ass déi einfach Duerstellung fir ze soen, d'Ministere wollten déi Suen net oder mir brauchen déi Suen net, also absolut falsch. Déi dréit net der Komplexitéit an dem Kofinanzement virun allem Rechnung.

Schliesslech, wéi d'Fro vum Här Negri zu Recht opgeworf huet: Et ass net, dass dat zentraliséiert gëtt. All Minister huet seng eege Projeten. All Minister muss selwer kucken a sengem Beräich, ob en e Kofinanzement bei verschiddene Projekte ka kréien, a freet dat dann och ënner senger Responsabilitéit un. Esou ass dat och de Fall am Beräich vun der Immigratioun, an duerfir - mat Är Erlaabis, Här President - géif ech deen Deel vun der Fro vläicht och un den Immigrationsminister weiderginn, deen och Europaminister ass, deen an där duebeler Qualitéit eng Rei vun deenen Aufgaben ofdeckt.

» **M. le Président.** - Dir hutt d'Erlaabis. Den Här Nicolas Schmit huet d'Wuert.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Merci. Ech wëll eigentlech derbäifügen, manner iwwert d'Immigratioun, mä vläicht iwwer eng generell Approche, nodeems wat den Tresorminister gesot huet, dass mer an deene leschte Méint, zesummen d'ailleurs mam Minister vum Intérieur, dem Kollege Haldorf, probéiert hunn, eng gréisser Sensibilisatioun vun Acteuren hei zu Lëtzebuerg ze maachen, fir Projeten ze entwéckelen.

Et ass ganz richtig, dass déi administrativ Hürden, wann et sech drëm handelt, Sue vun der Kommissioun oder aus dem europäesche Budget - fir méi korrekt ze schwätzen - ze kréien, net ëmmer ganz einfach sinn. Mir wëssen awer och, dass souguer kleng Acteuren, kleng Gemengen et fäerdeg bruecht hunn, an der Vergaangenheet Suen ze kréien, an ech mengen, et sinn hei am Haus och Buergermeeschteren, déi eng gewëssen Erfahrung domat entwéckelt hunn. Mä d'Sensibiliséierung hei zu Lëtzebuerg, fir un esou Suen ze kommen, ass net extrem dévellopiert.

Duerfir hu mer an deene leschte Wochen, zesummen d'ailleurs mam Syvicol - de President vum Syvicol ass elo net hei -, Initiative lancéiert, fir emol d'Gemengen drop ze sensibiliséieren, wéi ee Projeten en place setzt a wéi een dann och un déi Fonge kënnt. Besonnesch kann een do aus der Erfahrung vun deene léieren, déi jo schon esou Projekte gemaach hunn. Am Kader vun deene Versammlungen, déi elo natierlech e Suivi brauchen, ware souwuel de Ministère vum Travail - Fonds social européen, wou mengen och eng Rei Problemer an der Vergaangenheet waren - wéi och de Ministère de l'Intérieur, fir alles dat, wat regional Politik ass, wéi de Ministère de l'Agriculture iwwert de FEOGA an och Leader-Projeten, an natierlech d'Économie, well et do eng ganz Rei vun Aktivitéite gëtt, wou ee kéint Sue vu Bréissel kréien, associéiert.

Mir wëllen elo dorop opbauen, eigentlech en Internetsite kreéieren, wou jiddferen informéiert gëtt, wéi een e Projet mat Bréissel realiséiert. Natierlech heescht dat, dass ee fir déi meesch Projeten e Kofinanzement brauch. Wann ee selwer net bereet ass, Suen zur Verfügung ze stellen, da kritt een och déi Suen zu Bréissel net. Do gëtt et Situatiounen, wou een heiansdo vläicht besser huet, op déi Suen ze verzichten, wéi sech eigentlech drängen ze loossen, e Projet ze maachen, wou een net ëmmer de Sënn dovun agesäit.

Als lescht Wuert wëll ech awer och soen, dass mer jo net eleng si bei deene Länner, déi net all Fongen épuiséiert hunn. Ech stellen zum Beispill fest, dass ee Land, wat net midd gëtt oder net midd ginn ass an der Vergaangenheet den „juste retour“ ze froen an ze protestéieren, dass se ze vill géifen an d'europäesch Keess erabezuelen, Zommen, déi wäit méi héich si wéi ons, Bréissel gelooss huet.

Dat weist natierlech, dass et an der Gestiou, an der Konzeptioun an och géif ech soen an der Bürokratie - loosse mer dat Wuert hei emol ausschwätzen - Problemer gëtt. Duerfir ass et och noutwendeg zu Bréissel emol ze kucken, wéi ee vläicht e bësse méi einfach, ouni awer op de Contrôle ze verzichten, esou Projekte ka realiséieren.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Elo huet déi honorabel Madame Brasseur eng Fro un den Här Bauteminister iwwert déi zukünfteg Verwendung vun dem heitege Palais de Justice. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°275 du 1^{er} juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la future affectation de l'actuel Palais de Justice, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, bei der Cité judiciaire sinn d'Aarbechten elo esou gutt wéi ofgeschloss a während dem Summer plënnere d'Instances vun der Justice vun deem ale Palais de Justice an d'Cité judiciaire op dee Plateau. D'Aarbechte sinn also um Enn.

Vum Hierscht u wäert dann dee jëtzege Palais de Justice, deen e ganz schéine Palais ass, eng vun deene wéinege Bausubstanzen, déi mer hunn, déi wierklech eppes duerstellt, eidel stoen. Duerfir wollt ech froen, ob d'Regierung elo wéisst, wat se géif domat maachen, wat se géif doraus maachen, well ech weess, dass dat virun enger Zäit nach net de Fall war.

Ech wollt déi Fro haut stellen, well et ass net gutt, wann e Gebai ze vill laang eidel steet. Dat gëtt net gutt al. Et ass schon am Moment net an enger ganz gudder Verfassung. Duerfir wier et noutwendeg, dass een esou séier wéi méiglech eng Décisioun hält. Ech wier fro, wann den Här Bauteminister mer kéint soen, ob d'Regierung schon eng Décisioun geholl huet, wat d'Affektatioun vum jëtzege Palais de Justice ass.

An dann nach eng ganz perséinlech Remarque zum Schluss, Här President, wann Der erlaabt; dat ass zwar keng Fro, mä d'Cité judiciaire ass elo fäerdeg gestallt. Mir ass ëmmer gesot ginn: Wann dat Ganz fäerdeg ass, da wäert ee gesinn, dat gëtt en Ensembl, deen ass schéin. Ech muss lech soen, ech fannen déi Architektur wierklech gräisslech.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Den Här Baute-minister huet d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Merci. Ech maachen elo keng Remarque zu där leschter Remarque. Do muss jiddferee säin eegent Jurement maachen. Ech profitéieren dann awer vun der Geleeënheet, fir ze soen, dass mer selbstverständlech och wäerten eng Porte ouverte organiséieren, soubal elo de Bau esou wäit ass, dass d'Leit sech och alleguer kënnen selwer eng Meenung maachen, vu bausen, vu bannen, an dann hir eegen Décisioun do huelen, ob se et dann elo schéi fannen oder net.

D'Äntwert op Är Fro, dat ass, dass d'Regierung decidéiert huet, dass déi Gebailechkeete vum ale Palais de Justice a Statsbesetz bleiwen, dass awer eng definitiv Affektatioun nach net decidéiert ass, dass ech dovunner ausginn, dass mer et awer fir staatlech Zwecker selbstverständlech halen.

Et muss ee wëssen, dass déi Struktur vum Gebai, esou wéi se elo ausgesäit, eng ganz besonnesch ass, mat grouse Flächen, grouse Volumen, esou dass een och net all Utilisatioun an deem Gebai ka maachen. Op där anerer Säit ass et och ee Gebai, wat eng gewëssen historesch, architektonesch Valeur huet a wou een och muss, wann een Transformatiounen dra mécht, déi historesch Substanze bäibehalen.

Et ass de Fait, dass momentan de Fonds de la Vieille Ville - wat dee Fong ass, dee sech ëm dee ganze Quartier, och ëm dat Gebai hei an Zukunft wäert bekëmmere - amgang ass eng sougenannten „Analyse fine“ vum Gebai ze maachen. Wat heescht dat? Mä dat heescht, dass eng Levée géométrique gemaach gëtt an dass och eng Levée dovunner gemaach gëtt, fir am Fong d'historesch Analys vum Gebai ze maachen, fir eng detailléiert architektonesch Analys vum Gebai kënnen ze maachen, déi eis duerno seet, wat mir dran transforméiere kënnen a wéi et kann transforméiert ginn, wéi den Aménagement intérieur ka gemaach ginn, an deem een den Extérieur tel quel bäibehält, a fir dann och ze wëssen, wat fir engen Zwecker et kann zougeféiert ginn.

Déi Analys wäert bei der Rentrée disponibel sinn, an da si mir och prett, fir eng Décisioun ze huelen, déi momentan nach net geholl ass.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dann hu mer d'Fro vun honorablen Här Roth, och un den Här Bauteminister, iwwert de Bau vun enger zweeter Europaschoul.

- Question N°276 du 1^{er} juillet 2008 de M. Gilles Roth relative à l'état d'avancement du projet de construction de la 2^e école européenne, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

» **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Duerch ee Gesetz vum 18. Dezember 2007 ass de Bau vun enger zweeter Europaschoul um Tosseberg tëschent Bartreng a Mamer decidéiert ginn. Parallell ass d'Émklasséierungsprozedur vun den Terrainen iwwert de sougenannte POS, Plan d'occupation du sol, duerghefouert ginn. Den entspreche Règlement grand-ducal war de 26. Mee vun deem Joer am Mémorial publizéiert.

An deem Kontext wollt ech de Bauteminister froen, wat den aktuelle Stand vun de Planungsarbechte vun deem Bauprojet ass, deen dem Gesetz no ëmmerhi soll 237 Milliounen Euro kaschten, a wéini déi eigentlech Bauarbechten ulafe sollen.

Ass de Stat am Besetz vun den néidegen Emprisen, fir den Accès zur Europaschoul esou ze gestalten, wéi en am Gesetz festgehalen ass, a wat fir eng Moosname gesäit de Minister vir, fir och während der Chantiersphas de Verkeier flëseg ze halen, an dat net nëmme zur Satisfaktioun vun der Stroossebauverwaltung, mä virun allem zur Zufriedenheet vun deenen Dausende Leit, déi sech elo schonns all Dag iwwert de Stau am Tosseberg iergeren.

Ech soen lech Merci fir Är Äntwert.

» **M. le Président.** - Merci, Här Roth. Elo huet den Här Bauteminister d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Fir op d'Fro vum Här Roth ze äntwerten, wéilt ech e puer Saache soen. Dat Éischt ass, dass mir effektiv relativ wäit fortgeschritt sinn an der administrativer Prozedur. Dir wësst, dass dat, wat mir ëmmer déi gréisste Suerge mécht bei esou Bauprojete wéi deem hei, un éischer Plaz déi administrativ Prozedur ass, an zweetens déi ganz Acquisitioun vun den Terrainen. Dat si jo och déi Froen, déi Dir hei ugeschwat hutt.

Wat déi administrativ Prozedur ugeet, ass et esou, dass mir effektiv de Plan d'occupation du sol gemaach hunn, dass mer den 13. Mee 2008 e Règlement grand-ducal geholl hunn, dass dee publizéiert ginn ass de 26. Mee, a vun deem Moment u kënnen dann och vun deenen eenzelne Gemenge Baugenehmungen erausgi ginn.

Déi Baugenehmung sinn och ugefrot ginn de 6. an de 7. August 2007 op der Gemeng Mamer an op der Gemeng Bartreng. De Kommodo-Inkommodo fir d'Terrassementer ass accordéiert ginn Ufank Februar 2008 vun der ITM a vun der Administration de l'Environnement an ass och publizéiert ginn.

De Préfinanceur ass designéiert ginn duerch Arrêté ministériel vum 11. Juni 2008, esou dass mer administrativ prett si fir unzefänken. Soubal mir déi Baugenehmung vun de Gemengen hunn, déi elo de ganzen Dossier zougestallt kréien, wäerte mir dann och kënnen mat den éischten Ausschreiwunge lassfueren.

Elo ass d'Fro gestallt ginn, déi dem Här Roth ganz grouss Suerge bereet, vun den Accèsen. Et schéngt mer evident ze sinn, dass mir déi Accèsé mussen uerdentlech a korrekt gestalten, fir dee Projet souwuel an der Phas Chantier op där enger Säit wéi an der definitiver Phas duerno kënnen fonctionéieren ze doen.

Wat elo den „Fly over“ ugeet, dass heescht den Accès, deen een huet, wann een aus der Stad kënnt, ass d'Acquisitioun vun den Terrainen quasiment ganz ofgeschloss. Par contre si fir de Réaménagement vum Rondpoint nach eng Rei Diskussiounen amgaangen, Diskussiounen, déi haaptsächlech dorëms dréinen - well mir Analyses archéologiques vun deenen Terrainen gemaach hunn, déi niewendru sinn -, fir ze wëssen, wou mer muss mat deem Passage souterain fueren. Kënnen mer méi niewendru fueren, oder muss mer carrément duerch de Rondpoint fueren, fir dee Passage souterain ze maachen?

Déi eng oder déi aner Léisung ass, aus technescher Siicht, ouni Problem méiglech. Déi Fro muss nach an deenen nächste Wochen definitiv gekläert ginn. Dat dierft awer net méi allze laang daueren, bis se gekläert ass. Mä esou oder anescht, d'Gesetz gesäit jo net dee prezise Wee vir. D'Gesetz gesäit

vir, datt mer dee Rondpoint maachen an datt mer eng Ënnerfeierung maachen. Déi maache mer och, an et ass ofgesécher, datt mer se elo och kënnen maachen.

Da stellt sech an der Phas Chantier och nach d'Fro, wéi mer do de Verkéier leeden. Mir sinn elo prett fir ee Verkéierswee, een internt Stroossenetz, op dem Chantier direkt ze bauen. Do wäert elo relativ kuerzfristeg an deenen nächsten Deeg eng Soumissioun erausgoen, fir de Stroosseverkéier intern um Chantier kënnen ze organisieren, wou mer um Chantier selwer och ee Rondpoint bauen, fir en ze zentralisieren. Mir kucken, datt d'Stroossefeierung op dem groussen Rondpoint zu Mamer erauskënnt, esou datt mer wa méiglech keng Accès provisoires mussen an Tossebiërg maachen, Accès provisoires, déi eis jo dann am Verkéiersfloss duerchaus kéinten emol Problemer, provisoirescher Natur, maachen. Mir probieren also dat anert virdrun ze maachen; dat ass elo an der Planung a prett fir d'Ausschreiwung.

Dir wësst och an Dir hutt et ugeschwat, datt momentan Aarbechten um Tossebiërg gemaach ginn. All Kéiers wann Aarbechte gemaach ginn, da mécht dat natierlech de Leit, déi do wunnen, Suergen. Mir sinn elo amgang eng Busspur am Tossebiërg bäizebauen. Mir hunn och drop gehalen, datt mer dee Chantier vun der Verbreederung um Tossebiërg géife virdrun maachen, esou datt mer e kënnen ofschléissen, ier eppes anescht um Chantier vun der Europeschoul selwer gemaach gëtt, well et muss ee jo e weineg kucken, datt een d'Koordinatioun vun deene Chantieren esou an de Grëff kritt, datt mer méi eng breet Assise vum Tossebiërg hunn, ier de Rescht vun de Chantiere kann ugoen.

Voilà, dat wär de Résumé vun deem, wat ech wëll soen, an ech hoffen, datt ech domat dem Här Roth a senger Funktioun als Deputéierten an als Buergermeeschter déi Explikatiounen konnt ginn, déi hie wollt.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dann huet déi honorabel Madame Brasseur nach eng Fro un den Här Justizminister iwwert de Cannabiskonsum.

- Question N°277 du 1^{er} juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la politique en matière de consommation de cannabis, adressée à M. le Ministre de la Justice

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, e Samschdeg hu mir op der Televisioun vum Drogebeoptragte vum Ministère de la Santé héieren, dass et um Marché Cannabis gëtt, dee méi staark ass, an dass duerfir d'Gesondheet vun deenen, déi Cannabis konsumieren, riskéiert ëmmer méi drënner ze leiden. Et sinn, sengen Aussoen no, ëmmer méi jonk Leit, déi d'ers consommer. Den Drogebeoptragten huet du gesot, dass d'Législatioun iwwert d'Drogen, déi sougenannt „drogues douces“, misst iwwerkuckt ginn, wéinst eben deenen neie Produiten, déi um Marché sinn.

Duerfir wollt ech d'Regierung froen - de Justizminister, mä och de Gesondheitsminister, deen awer haut net kann hei sinn -, ob d'Regierung drun denkt, à la lumière vun deenen neien Erkenntnisser déi Législatioun, déi mer hunn, nach eng Kéier op de Leescht ze huelen, fir eben ze verhënnern, dass ganz jonk Leit u Produité kommen, déi wierklech hirer Gesondheet schueden.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. Den Här Luc Frieden, Justizminister, huet d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, ech muss der honorabel Madame Brasseur soen, datt ech e Samschdeg den Owend keng Televisioun gekuckt hunn an och dofir déi Aussoen, déi déi Persoun do gemaach huet, net héieren hunn. Déi Persoun schafft och net bei mir, déi schafft beim Gesondheitsminister, an de Gesondheitsminister huet mir och net e Méindeg de Moien ugeruff fir ze froen, ob mer d'Gesetz sollen änneren.

Ech kann lech also nëmme soen, datt een ëmmer soll de Leit um Terrain nolauschteren, déi eppes soen, dat heescht, et muss een also elo kucken, wat déi Persoun do da gär vun Ännerung vum Gesetz hätt. Ech muss lech awer zugläich soen, datt en fait fir de Moment - wéinstens am Justizministère - eng Ännerung vum Drogegesetz net virgesinn ass.

Mir schaffen net un esou engem Projet, mä et kann ee Gesetzter ëmmer änneren. Erwaart lech awer elo net, datt ech an deenen

nächste Woche mat enger Ännerung vum Drogegesetz kommen. Et ass och bis elo keng esou eng Demande u mech eruge-droe ginn, mä et kann ee sech ëmmer beléiere loosse. Ech wäert also an deenen nächsten Deeg emol kucken, wat déi Persoun op der Televisioun gesot huet, an dann, mengen ech, muss de Gesondheitsminister sech emol fir d'éischt doriwwer auschwätzen. Mä à court terme ass keng Ännerung zu Lëtzebuerg vun der Drogegesetzgebung virgesinn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi lescht Fro ass déi vum honorabelen Här Goerens un den delegierten Ausseminister, den Här Nicolas Schmit, iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun.

- Question N°278 du 1^{er} juillet 2008 de M. Charles Goerens relative à l'analyse du député européen Robert Goebbels au sujet du futur de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, dat hei hunn ech och net op der Televisioun gesinn, mä an der „Agence Europe“ gelies. Do gëtt de Lëtzebuurger Europadeputéierte Robert Goebbels zitéiert mat folgender Ausso: «Les 27 États membres n'échapperont pas à poser à leurs peuples la question suivante: voulez-vous rester dans l'Union européenne? Les États où le non l'emporterait devraient en tirer les conséquences et opter éventuellement pour un traité d'association avec l'UE. Les autres États formeraient un noyau dur qui pourrait aller de l'avant pour une vraie politique européenne plus intégrative et plus sociale. Cette Europe à géométrie variable pourrait nous amener plus loin dans la défense de l'intérêt commun des peuples d'Europe. La force d'attraction d'un noyau dur serait plus grande pour les peuples, que ces traités rafistolés qui ont constitué le menu indigeste proposé depuis le Sommet de Nice.»

Ech wollt d'Regierung froen, ob dat och hir Meenung ass.

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Den Här Nicolas Schmit, delegierten Ausseminister, huet d'Wuert.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Här President, den honorabelen Europadeputéierte Robert Goebbels huet effektiv eng Rei perséinlech Iwwerleeungen ugestallt. Ech mengen, datt een, wann ee Member vum Europaparlament ass, net Member vun der Regierung ass. Hien huet eng perséinlech Meenung zum Ausdrück bruecht.

Ech muss soen, ech félicitieren dem Här Robert Goebbels, dee mer jo kennen als een, deen heiansdo Querdenker ass, dee vläicht en Denken huet, wat net grad an déi méi prudent Denkweis vun de Chancellerie passt, datt hien eng Rei Denkestéiss gemaach huet.

Gläichzäiteg félicitieren ech lech, Här Goerens, datt Dir dat als Ulass geholl hutt, fir datt mer och hei an der Chamber an engem Moment, wou effektiv Europa an enger méi quokeleger Situatioun ass, wann och nëmme e kuerzen, dann trotz allem en Débat iwwert déi dote Froen hunn. Dat ass meng éischt Remarque.

Wat nun déi Iwwerleeungen zu engem Noyau dur ubelaangt oder zu enger Europe à géométrie variable oder enger Europe à vitesse variable, esou si jo all déi Iwwerleeungen, déi jo indirekt och vum Här Goebbels ugeschwat ginn, net nei.

Den Här Goebbels ass hei an exzellenter Compagnie, well dat sinn Iddien, déi vum Här Schäuble an dem Här Lamers ugestallt gi si virun etleche Jore schon, déi vum Här Tindemans an engem Rapport aus de 70er oder Enn de 70er Joren ugestallt gi sinn, déi den Här Giscard d'Estaing erëm ophëlt, déi den Här Ballardur ophëlt: All déi bedeitend Leit, déi sech iwwer Europa Gedanke gemaach hunn, sinn um Enn ëmmer zu där doter Schlussfolgerung komm, fir ze soen, wann et net méi weidergeet, da muss ee kucken, wéi een zu e puer méi schnell gewësse Saache ka maachen.

D'Realitéit beweist ons jo och, datt mer effektiv esou weiderkommen. Dir hutt ee Saz vum Här Goebbels net zitéiert, deen och an der „Agence Europe“ steet; do seet hien, datt Schengen zu fénnef ugaangen ass an d'Monnaie unique zu eelef.

Dat sinn effektiv gutt Beispiller dofir, wéi e kleng Grupp vun Länner et fäerdeg bruecht huet, Europa weiderzebréngen, d'Integratioun weiderzebréngen an domat och fir Europa grous Fortschreter ze errechen.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Dat ass trotzdeem eppes anescht.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Voilà, an dozou kommen ech elo. Ech mengen, mir sinn alleguer geschockt vun deem Neen, oder bal alleguer. Et si Leit, déi sech vläicht och hei doriwwer gefreet hunn. Si hu sech vläicht elo ze fréi scho gefreet. Mä et gëllt elo, net d'Päerd vun hannen opzesuedelen a sech ze soen, elo muss mer eng Europe à géométrie variable oder en Noyau dur schafen.

Ech erënneren d'ailleurs, wa mer vun Noyau dur schwätzen, datt et virum ireschen Neen zwee aner Nee gouf, an déi zwee aner Neen aus zwee Länner koumen, wou ech mer schlecht kéint virstellen, datt mer enges Dags en Noyau dur an Europa bilden ouni Frankräich an ouni Holland. Dat ass also och schon eng kleng Faille an deem Räsonnement, fir ze soen, d'Léisung -, sou, ech huele se aus der Täsche -, dat ass den Noyau dur.

Mä fir weiderzefueren. Déi richteg Fro, déi ee sech jo muss stellen, ier een iwwer Modeller nodenkt, dat ass: Firwat ass dat esou, datt an dräi Länner déi Traitée refuséiert gi sinn? Dat ass déi wesentlech Fro. Do läit d'Suerg dran, fir Europa erëm akzeptabel oder méi akzeptabel, méi vivibel fir d'Bierger ze maachen. Dat ass d'Fro vum sozialen Europa. Dat ass d'Fro vun engem Europa, wat d'Leit verstinn. Dat ass d'Europa vun enger méi demokratescher Ausriichtung. Et geet also ëm déi Froen.

An do äntwerten ech - ech mengen, ech hunn et jo geschriwwen, da kann ech et hei répétéieren: Lissabon komescherweis huet Usätz vun Äntwerten notament op d'Demokratie ginn an och op aner Politiken, iwwert déi d'Leit sech vill Suerge maachen, sief dat den Environnement, de Changement climatique, d'Immigration illégale oder ganz einfach d'Demokratie an d'Implikatioun vun de Parlamenten an d'europäesch Politik.

Nun zum Fong iwwert den Noyau dur. Dir hutt et scho gesot, Här Goerens: Den Noyau dur ass eppes, wat an de Käpp vu villen ass, an och Äre Kolleg, den Här Verhofstadt, wéi en nach Premierminister war, huet e klengt Bichelche geschriwwen, wou hie gesot huet - ech mengen, dee gehéiert jo och Ärer politescher Famill un -, elo ass d'Zäit komm, fir an Europa en Noyau dur ze maachen an deen Noyau dur muss sech organisieren ronderëm den Euro.

» **M. le Président.** - Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen!

(Interruptions)

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Ech kommen zum Schluss.

Duerfir soen ech, loosse mer elo emol eng Léisung op Lissabon fannen. Deenen, déi mengen, mir kéinten einfach en neit Europa zesummebastelen, wann d'Iren net jo soen an hallef mat engem Fouss an Europa an hallef net an Europa wieren, stellen ech d'Fro: Wéi ass et mat der Kommissioun? Hu si dann ëmmer ee Kommissär an all déi aner hu kee méi? Well déi, déi Lissabon approuvéiert hunn, déi hätten da kee méi, a si hätten eventuell nach een. Erkenne si de President vun Europäesche Rot net un? Dat sinn déi institutionell Froen, déi weisen, datt...

» **M. le Président.** - Voilà, Här Minister, Merci.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - ...déi Denkestéiss interessant sinn, mä net konkret déi Äntwerten...

» **M. le Président.** - Lauschtert, Här Minister!

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - ...ginn, déi mer elo brauchen, an dann...

» **M. le Président.** - Här Minister, ech muss lech dann erëm ënnerbriechen. Et deet mer leed, ech muss lech ënnerbriechen. Wann Der um Ufank vläicht net esou laang Félicitatiounen ausgeswat hätt, hätt Der méi Zäit gehat, fir zum Fong ze schwätzen.

Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

» **Une voix.** - Majo, mir mussen awer eng Äntwert kréien.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Ech wëll just soen, Här President, den Här Schmit huet mir et nach besser erkläert wéi den Här Goebbels.

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Domadder si mer um Enn vun der Froestonn un d'Regierung ukomm. Mir kommen zum nächste Punkt vum Ordre du jour, dat ass d'Question avec débat vum honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

4. Question avec débat N°36 de M. Roland Schreiner au sujet du plan d'action «Réforme administrative»

» **M. Roland Schreiner (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister an Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Reforme administrative ass ganz sécher elo net déi wichtegst Reform vun deser Regierung, awer néanmois och eng ganz wichteg an noutwendeg, déi jo och Bestanddeel vum Koalitionsprogramm vun deser Majoritéit ass.

Dës Reform ass ganz sécher en dagdeeglechen, kontinuierleche Prozess, deen dozou féiere soll, eise Bierger qualitativ héichwärtig Déngschtleeschungen an eisen öffentleche Verwaltungen unzibidden, an notament d'Accessibilitéit an och d'Kommunikatioun mat hinnen ze verbesseren.

Dat ass haut sécher net iwwerall de Fall. De Médiateur huet jo och schon am September 2005 drop higewisen an eng Rei vu Recommandatiounen ausgeschat, fir den allgemengen Accueil vun de Bierger an de Verwaltungen ze verbesseren.

D'Regierung huet den 11. Mee 2007 en Aktionsplang «Réforme administrative» ugeholl mat enger ganzer Lëscht vun Initiativen, fir d'Qualitéitskultur an den Administratiounen ze promovieren. Déi eenzel Regierungsmembere goufen invitéiert, sech an déi eng oder aner Démarche mat hire Services ze engagieren.

De Minister Claude Wiseler huet viru kuerzem dem Regierungrot en Tëschebilan zu deem Aktionsplang virgeluecht. Ech wollt d'Geleeënheet notzen, fir dozou e puer Froen ze stellen.

D'Pièce maîtresse vun deem Aktionsplang ass jo eigentlech de Projet vun der Autoevaluatioun vum Qualitéitsmanagement an deene verschiddene Services. De Programm CAF - Common Assessment Framework - ass sécher e positiven Usaz, un deem sech déi eenzel Administratiounen op fräiwëlleger Basis sollte bedeelegen, an eis Chamber huet dat jo och scho gemaach.

Meng Fro ass, wéi vill a wéi eng Verwaltung sech um deem Projet vun der Autoevaluatioun bedeelegt hunn oder sech an eng aner Initiativ aus dem Aktionsplang engagéiert hunn.

Gëtt et Verwaltungen, déi bis elo nach net op dee Wee matgaange sinn oder souguer vläicht eventuell carrément refuséiert hunn, eng entsprechend Initiativ ze ergreifen? Wa jo, wéi eng sinn dat?

Am Kader vun der Analys vun der Recommendation 18-2005 vum Médiateur hat déi zoustänneg Chamberskommissioun och bedauert, dass de Projet vun der Autoevaluatioun op enger fräiwëlleger Basis funktionéiere soll, a war éischer der Meenung, d'Regierung soll déi Administratioune prezis definieren, déi sech esou enger Evaluatioun d'office sollten oder missten ënnerzelen.

D'Fro ass, wéi de Minister déi Approche gesäit, a wéi hien déi Fro, och no den éischten Erfahrungen, déi hien domat gemaach huet, haut aschätzt.

Dann hat d'Kommissioun och nach eng Rei vun aneren Iwwerleeunge gemaach, wéi zum Beispill och d'Festleeë vun enger fixer Plage horaire, während där déi eenzel Verwaltungen dem Public missten zougänglech sinn.

Awéifern huet de Minister deesen Iwwerleeunge beim Opstelle vu sengem Tësche-rapport Rechnung gedroe respektiv wat sinn elo déi nächst Etappen am Kader vun deser Réforme administrative?

Dat sinn déi puer Froen, déi ech dozou wollt stellen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Schreiner. D'Wuert huet elo den zoustännege Minister, den Här Claude Wiseler.

» **M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Merci, Här President. Wéi Der richteg gesot hutt, ass et esou, datt den Aktiounsplang, dee mer der Regierung virgeluecht hunn, en Aktiounsplang ass, deen eng ganz Rei Facetten huet, eng ganz Rei Inhalter huet. Wann ech se resüméieren, géif ech se gär an dräi grouss Kategorien andeelen.

Déi éischt Kategorie, dat ass déi vun der Qualitéit: de Management vun der Qualitéit, an de Contrôle vun der Qualitéit vun der Aarbecht, déi an den Administratioune geleescht gëtt. Do hu mer effektiv dee Programm CAF - wéi Der et ëmmer wëllt nennen -, den Autoevaluatiounsprogramm, dee mer den Administratioune virschloen, an déi en och duerchféieren. Ech kommen duerno, well dat den Zentrum vun Är Fro ass, nach eng Keier prezis dorobber zréck.

Deen zweete grouss Volet ass d'Gestioun vun de Relatioune mam Bierger, mat deem, deen d'Servicer vum Stat gebraucht. Wou mer awer och eng ganz Rei Aktiounen geziilt mat deenen eenzelnen Administratioune duerchféieren, well mer mengen, datt wesentlech méi Gewicht an der Réforme administrative muss geluecht ginn op déi Relatioun zwëschen dem Bierger op där enger Säit an der Administratioun op där anerer Säit.

Mir maachen e Sondage d'opinion - deen ass elo an deenen nächste Wochen ofgeschloss -, fir ze kucken, wat d'Bierger vun der Administratioun hire Servicer halen.

Mir maache Realisatioune vun Enquêtes de satisfaction bei deenen eenzelnen Administratioune, fir ze kucken, ob déi Servicer appréciéiert ginn, déi do gebuede ginn, a wat eventuell d'Schwaachpunkter gi sinn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Mir maachen eng Mise en place an e Guide vun enger Charte d'accueil, datt heescht wou deen eenzelne Bierger bei den Administratioune seng Rechter definéiert kritt an och genau definéiert kritt, wat fir eng Prestatioune a wat fir eng Délaien hie wéi kann erwaarden.

Mir maachen och mat enger Rei Administratioune momentan d'Amélioratioun vum Accueil téléphonique, wou mer Ausbildung maachen, wou mer och kucken, wéi mer déi eenzel Leit, déi um Téléfon d'Gestioun dovunner maachen, kënnen am beschte virbereeden, fir datt deen Accueil téléphonique uerdentlech geschitt.

Den drëtten grouss Volet ass dee vun der Motivatioun vum Personal, wou mer amgaange sinn de Code de déontologie fäerdeg ze maachen. Dee misst och elo an där nächster Zäit public ginn an duerchdiskutéiert ginn, wou mer och déi Entretiens de développement professionnel gemaach hunn. Och dat ass eppes, wou elo eng Method um Dësch läit, déi mer probéieren oder déi mer an enger ganzer Rei Administratioune schonn ëmgesat hunn, déi elo an déi zweet Phas geet, wou se verallgemengert gëtt.

Deen nächste Punkt ass, datt mer och kucke fir an eise Formatioune dat, wat mer déi Compétences comportementales nennen, wesentlech ze verbesseren. Dat heescht, datt mer de Leit net nëmmen abstrakt Matière an der Formatoun bäibréngen, mä datt mer hinnen och d'Méiglechkeet ginn, fir ze wësse wéi ee sech verhält am normalen Émgang mat de Leit respektiv wéi ee mat deem Stress, deen awer heiansdo am Guichet oder anzwousch anescht kann entstoen, eens gëtt.

Mir hunn do als Fonction publique als essenzielle Rôle, fir deenen eenzelnen Administratioune Instrumenter zur Verfügung ze stellen, mat deene si kënnen schaffen. Et ass net d'Kompetenz vum Fonction-publique-s-Ministère, fir d'autorité ze soen, wat an engem Departement, an enger Administratioun, wou de Fonction-publique-s-Minister net responsabel ass, muss oder soll gemaach ginn.

Ech stelle gären Instrumenter zur Verfügung, déi einfach sinn, déi gebraucht kënnen ginn, déi effikass sinn, fir am Fong déi Réforme administrative ze maachen. Am Regierungsrot - an dat war eben dat, wat mer d'lescht viru 14 Deeg gemaach hunn - gëtt dann decidéiert, wéi d'Prioritéit sinn.

Ech kommen dann zréck op déi Autoevaluatioun. Do muss ee soen, datt déi Autoevaluatioune am beschten oder bal nëmme gemaach kënnen ginn, wa mer e Vertrauensklima hunn. Eng Evaluatioun oder een Audit, deen ee géint eng Administratioun mécht, dee kann een zwar maachen, mä dann hält et domadder op. Dann hu mer e Pabeier, deen eis an der Realitéit näischt bréngt.

Also hu mer drop gehalen an deene leschten zwee, dräi Joer ze kucken, datt mer fir d'éischt e Vertrauensklima geschaaft hunn an dann eng Autoevaluatioun gemaach hunn. A wa mer déi bis haten, dann ass d'Aarbecht eréischt ugaangen, well dann ass et drëm gaangen, fir se an der Verwaltung ëmzesetzen, fir déi noutwendeg Reformen ze maachen, a fir dohinner ze kommen, wou mer am Fong gewollt hunn, datt mer sollte kommen.

Dir hutt d'Zuele gefrot, wat wéi gemaach gëtt.

Autoevaluatioune: Do hu mer 14 Administratioune momentan erduerch; véier sinn der nach amgaang oder déi wäerten elo an där nächster Zäit kommen.

Bei den Enquêtes de satisfaction sinn zwee Projet-piloten amgaangen ze lafen.

Bei de Chartes d'accueil lafen och zwou Administration-piloten, déi mer amgaange sinn ze maachen.

Bei de Plan-de-formatiounen sinn 19 Administratioune amgaangen drun ze schaffen.

Beim Télétravail - dat ass och eppes, wat mer amgaange sinn an deem Cadre en place ze setzen - hu mer dräi Administratioun-piloten.

Dat sinn a sech momentan an deem ganze Komplex 37 individuell Administratioune, déi op deem engen oder op deem anere Projet matschaffen. Dozou komme 35 Administratioune a Servicer, déi am Kader vun dem eGovernment, der Gouvernance électronique op eenzel Projete mat eis zesummeschaffen.

Dir hutt gefrot, ob eng Rei Administratioune refuséiert hätten, d'Autoevaluatioun matzemaachen. D'Antwort ass: Neen, et ass keen explizite Refus do gewiescht, fir se matzemaachen. Mir waren och bis elo an enger Phas, wou mer bei deenen Administratioune, déi onbedéngt wollt mat eis op de Wee goen, der esou vill haten, datt mer der genuch haten an der net méi gepackt hunn.

Mir sinn awer elo, nodeem datt mer der 13 duerchkritt hunn, op engem Punkt, wou mer genuch Erfahrung gesammelt hunn, wou mer eist eegent Instrument esou kënnen gebrauchen, datt mer prett sinn, fir och méi komplizéiert Autoevaluatioune mat eenzelnen Administratioune ze maachen. Dat ass och dat, wat mer kuerzfristeg am Regierungsrot decidéiert hunn.

Et kommen elo eng Rei Département-ministériel, déi enger Autoevaluatioun ënnerluecht ginn. Et gëtt och eng Rei Lycéien; d'Inspection du Travail et des Mines; d'Administration du Personnel de l'État: Alles dat sinn Administratioune, déi mer duerchhunn. An déi, déi elo an der nächster Zäit solle kommen, dat ass: de Ministère de l'Éducation nationale zum Beispill; d'Caisse nationale des Prestations familiales; de Service de l'Immigration; d'Administration des Services de Secours. Wou et relativ komplizéiert Dossiere wäerte ginn, déi sech awer all gemellt hunn, fir esou eng Autoevaluatioun matzemaachen.

Ech mengen en résumé, datt déi Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass, eng Aarbecht ass, déi mer ëmmer konnte bis elo mat deenen eenzelnen Administratioune maachen, wou mer och, well mer se konnte mat hinne maachen, eng ganz Rei Resultater kruten, déi sech weise loosenen.

Mir hunn, nodeem datt mer déi eenzel Projete ëmgesat hunn, notamment vun der Autoevaluatioun, och bei deenen Administratioune gekuckt, wat dann no der Ëmsetzung d'Effikassitéit vun deenen eenzelne Projete bei deenen engen oder deenen anere gewiescht war. A mir konnten do feststellen, datt mer bei Administratioune bis zu 25% un Zäit- a Rendementspueerunge konnte kommen; also ee wesentleche Gewinn um Traitement vun den Dossieren an un der Effikassitéit, déi mer do konnte feststellen. Dat ass jo genau dat, wat mer wollt maachen, an et ass genau dohinner, wou mer zilen.

Elo ass et awer esou - an dat ass da mäin Ofschloss -, datt ech mer och bewosst sinn, datt mat deene Capacitéiten, déi mer hunn, a mat der Aart a Weis, wéi mer schaffen, mir net déi 100 oder 110 Administratioune kënnen gläichzäiteg maachen. Mir sinn also mat grouss Grappé gefuer: fënnf bis siwe Stéck au grappe, zwou Grappen d'Joer, dat heescht tëschent zéng a 15, déi mer alt d'Joer gemaach hunn.

Mir wëlle vläicht de Rhythmus elo accélérieren, mä mir packen och net alles zesammen, well dat ass och fir déi Servicer vun der Fonction publique - déi mussen d'Formatiounen dofir maachen, déi mussen de Suivi dofir maachen, déi mussen de Monitoring dovun maachen - awer net eng kleng Aarbecht. Déi Aarbecht muss seriö gemaach ginn, well soss bréngt dat Ganz net ganz vill.

Ech hoffen, datt ech elo op Är Fro geäntwert hunn. Ech soen lech Merci fir d'Noauschteren.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Minister Wiseler Merci. Här Schreiner, wëllt Dir nach eng Keier d'Wuert ergräifen? Neen. Da wäre mer mat deem dote Punkt fäerdeg.

Mir kommen dann elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5738 iwwer den Zougang zu öffentleche Gebailechkeete fir Behënnertebegleedungshënn. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Dall'Agnol, d'Madame Loschetter an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Nancy Arendt. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

5. 5738 - Projet de loi relatif à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

» **Mme Nancy Arendt (CSV, rapportrice).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee virleiende Gesetzestext wäert eise behënnerte Matmënsche mat Hëllef vun engem Assistenzmupp erlaben, praktesch u villen Aspekter vun Liewen deelzehuelen, a wäert virun allem zu enger méi grousser Autonomie an hirem alldeegleche Liewe bäidroen.

Eng behënnert Persoun, déi vun esou engem speziell forméierten Hond assistéiert gëtt, kritt an Zukunft den Zougang zu den öffentleche Gebaier, Plazen, Transportmëglechkeete wéi och zu Aariichtungen, déi sozioéducativ, ausbildend oder professionnell Aktivitéiten ubidden, erlaabt. Dat heescht konkret, datt déi Muppen hire Meeschter praktesch iwwerall mat hi begleeden dierfen.

Ob Restaurant, Bäcker, Galerie marchande, Spidol, Kino oder Theater, Bus, Zuch, wéi op d'Aarbechtsplaz oder d'Schoul; dee virleiende Gesetzesprojet schafft elo d'juristesche Sécherheet, datt behënnert Leit, déi op een Assistenzhond ugewise sinn, keng Angscht méi brauchen ze hunn, datt hir Hëllef op véier Been nach därer an hirer Säit bleiwen, wa si ënnerwee sinn.

Assistenzmuppe gi leider oft just op Blannen hënn reduzéiert, well dëst bái Wäitem déi bekanntesten Zort vun der Hëllef op véier Been ass a well et déi scho méi laang gëtt.

D'Assistenzhënn kënnen awer oft vill méi Aarbechten erfëllen. Si gi virun allem am Kader vun enger reduzéierter Mobilitéit oder bei bestëmmte motoreche Krankheeten agesat a stellen esou éischer eng nei Hëllef duer. Hire Asaz bei motorech Behënnerte gradesou wéi bei autistesche Kanner ass en Thema, wat hei zu Lëtzebuerg nach net gradesou bekannt ass.

Déi éischt Assistenzhënn sinn 2004 zu Lëtzebuerg opgetaucht, an am Joer 2006 huet déi éischt Iwwergab vun Assistenzhënn un hire jeeeweileg behënnerte Meeschter hei zu Lëtzebuerg stattfont. Zënterdeem si 15 esou Hëllefsmuppen offiziell iwwermëttelt ginn, dräi dovunner an deene leschten Deeg.

Den Asaz vun Assistenzhënn huet en immens positiven Impakt op d'Liewensqualitéit vun de Behënnerten, déi se assistéieren. D'Nëtzlechkeet vun dese Muppe steet ausser Fro. Si stellen eng grouss Facilitéit fir eis behënnert Matmënschen duer, déi sech méi fräi a selbstänneg beweegen kënnen. Duerch hir spezifesche Ausbildung, déi op d'Besoin

vun de betraffene Leit ugepasst ass, droen d'Assistenzhënn dozou bái, bestëmmt physisch Restriktioune auszegläichen a favorisieren domadder d'Onofhängegkeet an déi gesellschaftlech, professionnell a kulturell Integratioun vun de Behënnerten.

D'Roll, déi de Mupp duerch seng Formatioun soll kréien, ass virun allem déi, fir en ze sozialisieren an ze probéieren, en déi verschiddenst Situatioune entdecken ze loosenen, déi am Liewe vun engem Behënnerte kënnen virkommen, an ze léieren, déi dann ze meeschteren, andeems e sech verschidden Hëllefstaktiken zouleet.

Esou vergréisseren d'Assistenzmuppen also net nëmmen d'Selbstännegkeet vun enger behënnert Persoun, mä si kënnen d'Liewe vun engem Mënsch, deen a senger Mobilitéit ageschränkt ass, schrecklech vereinfachen, andeems se zum Beispill Saachen oprafen, déi op de Buedem gefall sinn. Si kënnen den Téléfon ophiewen, d'Luuchten un- an ausmaachen, op Kommando billen, wann hire Meeschter Hëllef brauch, oder einfach hirem Meeschter, dee vläicht am Rollstull sétt, d'Dieren op- oder zoumaachen oder de Rollstull einfach nëmmen eng Ramp eropzéien.

Si kënnen eng blann Persoun guidéieren oder als Signalhënn déngen fir Leit, déi net héiere kënnen, andeems si hire Meeschter op akustesche Signaler opmierksam maachen. Dierneft ginn d'Assistenzhënn och als Therapiehënn bei autistesche Kanner oder bei Kanner mam Down-Syndrom, also Trisomie, agesat, mam Zil, dës Kanner ze stimulieren.

Et gëtt och Hënn, déi extra ausgebild gi fir epileptesche Krise fréizäiteg ze erkennen an déi betraffe Leit drop opmierksam ze maachen, fir datt se déi néideg Moosnamen huele kënnen.

Wéi dës Beispiller bewisen, geet d'Hëllef, déi en Assistenzhond ubidden kann, wäit iwwer de materielle Kader eraus, well se Leit mat enger Behënnertung praktesch d'Roll oder d'Hëllef vun enger drëtter Persoun ersetze kënnen.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit ee legale Kader vir, deen den Assistenzhënn den Zougang zu den öffentleche Plazen erlabt soll. Domadder schafe mer elo eng juristesche Sécherheet fir behënnert Leit, déi op en Assistenzhond ugewise sinn. Si kënnen elo 100% sécher sinn, datt si hire Mupp praktesch an all Situatioun un hirer Säit därer behalen.

De Projet reit sech an déi national an europäesch Politik an, déi d'Diskriminéierung ënner all hire Forme verurteilt, well den Text, dee mer hei virleien hunn, zur Bekämpfung vun der indirekter Diskriminéierung bäidréit, esou wéi se am Kader vum Gesetz vum 28. November 2006 definéiert ass. Engem Mupp, deen e Behënnerte begleet, den Zougang ze verweigern, ass eng indirekt Diskriminéierung.

Wann eng normal Persoun, eng Persoun onni Behënnertung, net därer iwwerall mat hirem Hond eragoen, ännert dat am Prinzip näischt an der Liewensqualitéit vun där betraffener Persoun, well se jo iwwerall kann higoen. D'Saach gesäit awer anescht aus, wann de Meeschter opgrond vun enger Behënnertung op d'Assistenz vun sengem Mupp ugewise ass. Wann deen net därer säin Hond iwwerall mathuelen, verléiert hien un Autonomie an domadder gëtt seng Liewensqualitéit beanträchtegt. Soumadder léich och eng Aschränkung vir vis-à-vis vun där Persoun, déi iwwerall hi kann, och onni d'Hëllef vun engem véierbeenege Kolleg.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nom virleiende Gesetzesprojet sollen d'Assistenzhënn nieft de sozioéducativen Aariichtungen och Zougang zu Aariichtunge kréien, déi professionnell Aktivitéiten ubidden, wéi och Formatiounszentren. Anescht ausgedréckt, si dierfen hire behënnerte Meeschter op d'Aarbechtsplaz begleeden an an d'Schoul respektiv a Formatiounszentren.

Här President, de virleiende Gesetzesprojet ass vun de Beruffschambere generell positiv aviséiert ginn. De Statsrot huet zu deem Gesetzesprojet zwee Avisen ofginn. Am éischen Avis huet de Statsrot gläich zwou formell Oppositiounen formuléiert. D'Familienkommissioun huet de Kritike vun Statsrot Rechnung gedroen an den Text esou amendéiert, datt de Statsrot eigentlech d'Dispens vum zweete Vote am Prinzip misst kënnen ginn. Ech komme spéider nach eng Keier op déi zwou formell Oppositiounen zréck.

A sengem Avis vum 21. Dezember 2007 huet de Statsrot a senger generelle Considératioune gemengt, datt den Dispositiv vum virleiende Gesetzesprojet misst am Kader vum Projet de loi 4985, deen an der Tëschenzäit d'Hondsgesetz vum 9. Mee 2008 ginn ass, integréiert ginn.

D'Familljekommissioun war awer der Mee-
nung, et wär net opportun, d'Dispositiounen
iwwert d'Assistenzhënn an engem generelle
Kader ze integréieren. Et wär iwwregens
och ze knapp ginn, fir et an deem Gesetz
nach ënnerdaach ze kréien, well deen näm-
lechten Dag wéi eis Kommissioun den Avis
vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl huet hu
mir d'Hondsgesetz schonn an der Chamber
um Ordre du jour gehat fir ze stëmmen. A
mir wollten och e separat Gesetz.

Wat d'Amendement vum heitege Gesetz
am Zesammenhang mat dem Hondsgesetz
ugeet, kann ee soen, datt d'Familljekommissi-
oun den initialen Artikel 4 suppriméiert
huet. No dësem Artikel sollen d'Assis-
tenzhënn vum der Verpflichtung, e Maulkuerf
ze droen, wa si sech op enger öffentlecher
Plaz befannen, entbonne ginn. Dat ass lo-
gescherweis jo och richteg, well et ass jo
soss net méiglech, entweder e Rollstull ze
zéien oder Saachen opzerafen. Vu datt
d'Gesetz vum 9. Mee 2008 souwiso net de
Maulkuerf virgesäit fir des Zort vu Muppen,
hat den initialen Artikel 4 keng Daseinsbe-
rechtigung méi.

Den Artikel 1, deen elo nëmme méi aus en-
gem Paragraph besteet, definéiert d'No-
tioun vum Assistenzhond. Gëllt als Assis-
tenzhond den Hond, deen eng behënnert
Persoun assistéiert, egal ënner wat fir en-
gem Handicap dës Persoun leit, an deen
extra forméiert ginn ass oder amgaangen
ass forméiert ze ginn, fir déi betraffe Per-
soun an hiren Déplacement am Alldag ze
ënnerstëtzen.

De virleiende Text schwätzt vun „chien
formé ou en cours de formation“ amplaz vun
„chien éduqué“. Esou ass et kloer, datt ni-
e Behënnerte selwer souwuel d'Éduca-
teuren, déi d'Hënn forméieren, wéi och
d'Familles d'accueil, déi d'Hënn déi éischt
Méint ophuelen éier se forméiert ginn, och
kënnen mat den Hënn Zougang zu öffent-
leche Plazen hunn. Fir nämlech sécherze-
stellen, datt d'Formatioun vum den Assis-
tenzhënn optimal ass, muss selbstverständ-
lech och deene Muppen, déi am Prozess si
forméiert ze ginn, den Zougang zu öffent-
leche Plaze garantéiert ginn, an zwar genau
ënnert deeneselwechte Konditiounen wéi
den Assistenzmuppen, déi scho fäerdeg si
mat hirer Formatiouen.

An dësem Kontext kann een nach ervirhie-
wen, datt d'Familljekommissioun d'Ent-
scheidung getraff huet, am ganzen Text
den Term „éducation“ duerch dee vun „for-
mation“ ze ersetzen. Domadder kënn
einfach besser eraus, datt d'Hënn eng spezi-
fesch Formatiouen matmaache mussen an
datt ee sech net nëmme mat enger Éduca-
tion de base zefridde ka ginn.

Den Artikel 2 beziit sech op d'Prozedur, wéi
e forméierten Assistenzhond als solches
unerkannt soll ginn. Opgrond vu Kritiken a
vun der éischer formeller Opposition vum
Statsrot huet d'Familljekommissioun déci-
déiert, den Text ëmzeschreiwen. De virleien-
den Artikel gesäit eng Unerkennungsproze-
dur vum forméierten Assistenzhond vir, iwwert
de Wee vum enger Homologatioun vum
den offiziellen Dokumenter, déi vun den
auslänneschen Autoritéiten opgestallt gi
sinn an déi d'Formatioun vum Hond als Assis-
tenzhond beleeeën. Dës Homologatiouns-
prozedur léisst sech doduerch erklären, datt
mir zurzäit kee Service hei zu Lëtzebuerg
hunn, dee sech ëm d'Formatioun vum den
Assistenzhënn këmmert.

D'Assistenzhënn, déi mer hei am Land
hunn, sinn auswäerts forméiert ginn, an déi
meescht kommen aus engem bekannte
Formatiounszenter aus Frankräich. D'Homolo-
gatioun ass automatesch, wann e Minimum
vu Konditiounen gi sinn. D'Homologatioun
gëtt duerch d'Iwwerreeche vun enger Me-
dail dokumentéiert, an e groussherzogleche
Reglement prezisiéiert souwuel den Aspekt
vun der Medail wéi och d'Konditiounen, déi
agehale mussen ginn, fir eng Medail iwwer-
reecht ze kréien an den Assistenzhond do-
duerch d'äitlech erkennbar maachen an en-
nerscheede vun normale Muppen.

Den Artikel 2 hat och e bësse fir Opreegung
a lëschteng Diskussiounen an der Famillje-
kommissioun gesuergt, virun allem duerch
d'Presenz vun engem Membre suppléant,
deen - wat d'Formatioun vum esou Assis-
tenzmuppen ubelaangt - hei schonn eng in-
teressant Nisch fir Lëtzebuerg wollt ent-
deckt hunn, a wou ech éierlech muss zou-
gestoen, datt ech perséinlech och net ofge-
neigt war, deem zouzestëmmen.

Allerdéngs si mir, den honorabelen Depu-
téierte Lucien Thiel a meng Wéinegkeet,
erëm schnell op de Buedem vun der Realitéit
zréckkomm, wéi mer héieren hunn, wéi
laang a wéi komplizéiert esou eng spezi-
fesch Formatiouen ass, an datt elo net Assis-
tenzhënn en masse produzéiert ginn. Du
sinn eis Hoffnungen, fir hei zu Lëtzebuerg
Formatiounszentre fir esou Assistenzmup-

pen opzemaachen, relativ schnell am be-
rühmte Keim erstéckt ginn.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit och um
Niveau vum Artikel 3 vir, datt Hënn, déi am
Prozess vun der Ausbildung sinn, unerkannt
solle ginn, an zwar duerch d'Iwwerreechung
vun enger provisoirescher Medail um de
Meeschter, un den Édouateur oder un d'Fa-
mille d'accueil vum Hond.

Den Artikel 3 ass am Text vun der Famillje-
kommissioun agefügt ginn opgrond vun der
Bemierkung vum Statsrot, et misst een den
Hënn an der Ausbildung déiselwecht Zou-
gangsméiglechkeete garantéiere wéi deen
Hënn, déi schonn ausgebild ginn.

Och wann an deenen allermeeschte Fäll déi
provisoresch Medail entweder dem Édoua-
teur oder der Gaaschtfamill vum Hond iwwer-
reecht wäert ginn, ass et awer och wich-
teg, am Text d'Méiglechkeet virzegesinn,
datt och de Meeschter vum Hond esou eng
Medail während der Ausbildung vum Hond
kritt.

Nom virleiende Gesetzesprojet ass all Per-
soun, déi vun engem Assistenzhond assis-
téiert gëtt, verpflichtet, d'Ausbildung vum Hond
ze rechtfertegen. Den Artikel 4, deen dës
Verpflichtung virgesäit, iwwerhëlt zum Deel
de Contenu vum initiale Paragraph 2 vum
Artikel 1. Den initialen Term vu Propriétaire
ass duerch dee vum Maître ersat ginn. Dëst
gëllt och fir all aner Artikelen vum Gesetze-
projet.

All Persoun, déi mat engem Assistenzhond
ënnerwee ass, ass net onbedéngt de Besët-
zer vum Hond. Dacks bleift den Hond sou-
guer an dem Besëtzer vun enger Associa-
tioun, déi en ausgebild huet. Et ass duerfir
besser, hei vu Meeschter ze schwätzen, wéi
vu Propriétaire.

Den Artikel 5 ass de Kärpunkt vum Geset-
zesprojet. Et ass dës Dispositioun, déi for-
mell den Zougang zu den öffentleche Plaze
fir d'Assistenzhënn erlaabt. Aus Sécher-
heits- oder Gesondheits- respektiv Hygie-
nesgrënn kann ausnahmsweis den Assis-
tenzhënn den Zougang verweigert ginn. Et
kann ee sech vorstellen, datt, wann en Assis-
tenzhond säi Meeschter zum Beispill an
d'Spidol ka begleeden, awer verschidden
Deeler vum Spidol och fir d'Assistenzhënn
net zougängelech sinn. Zum Beispill den
Operatiounssall oder de Röntgesall. Mä wéi
gesot, datt sinn d'Ausnahmen, déi vun en-
gem groussherzogleche Reglement sollen
determinéiert ginn.

Et ass wichteg, fir datt keng Diskriminatio-
on opkënn, datt d'Presenz vun engem Hond
net mat zousätzleche Käschte fir säi
Meeschter, säin Édouateur oder d'Famille
d'accueil verbonne gëtt. An anere Wieder,
wann eng Persoun a Begleedung vun en-
gem Assistenzhond ass, soll dës Persoun
zum Beispill net méi fir de Bus oder den
Zuch bezuelen, wéi eng Persoun, déi oui e
Mupp ass.

Een Diskussiounspunkt war an der Kommis-
sioun och nach déi sougenannte Gemein-
gentax fir d'Muppen, wou och hei d'Kom-
missioun der Meenung war, datt och dës
Tax keng zousätzlech Belaaschtung fir
behënnert Leit dierft sinn, wa se op d'Hëllef
vun esou engem Assistenzmupp ugewise
sinn.

De Verstouss géint d'Dispositiounen vum vir-
leienden Text soll och sanktionéiert ginn.
Eng Procédure d'avertissement taxé ass vir-
gesinn. D'Auteur vum Gesetzestext hu
sech hei um Antitubaksgesetz vum 2006 in-
spiréiere gelooss, wou och esou eng Proze-
dur virgesinn ass. Dës Prozedur huet de
grousse Verdeel, datt se einfach ze appli-
zéieren ass an oui Gerichter ze implizéie-
ren. Eng einfach Handhabung bei de Sank-
tiounen ass eng gutt Viraussetzung, fir datt
e Gesetz an der Praxis ëmgesat an och res-
pektéiert gëtt.

Wann deejéinegen, dee géint de virleienden
Text verstéisst, weder zu Lëtzebuerg wunnt
nach an engem anere Memberstat vun der
Europäescher Unioun, a wann dës Persoun
sech weigert, den Avertissement taxé ze
bezuelen, muss hien nom Artikel 8 der Po-
lice e Betrag consignéieren, deen déi ei-
gentlech Amende wéi och déi eventuell Ge-
richtskäschte soll decken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,
en Assistenzhond ass fir Mënschen, déi eng
Behënnung hunn, en onheemlechen
Atout, deen net méi ewechzedenken ass,
virun allem net, wann ee bis un e gewinnt
ass. Hien huet einfach méi ze bidde wéi eng
reng materiell Hëllef, well him och positiv
psychesch wéi och physesche Wierkungen
nogewise ginn. Si sinn eise behënnerte
Matmënschen eng enorm Hëllef, fir sech
besser ze integréieren, an erméiglechen
hinnen, méi selbstänneg ze sinn. E Mënsch,
dee méi autonom ass, ass ganz einfach méi
fräi, dat ze maachen, wat hie wëllt a wouzou
hie Loscht huet.

Dëse Gesetzesprojet dréit net nëmme do-
zou bäi, Diskriminatioen tëschent de Behën-
nerten an den Netbehënnerten ofzebauen,
mä hie beendegt och eng ongerecht Diffe-
renzéierung tëschent de Blannhënn, déi
am Prinzip oui Weideres akzeptéiert ginn,
an deenen aneren, den Assistenzhënn, fir
déi den Zougang zu öffentleche Plazen
nach net eestëmmeg akzeptéiert ginn ass.

Wann ee weess, datt et méi wéi 37 Millioun
Männer a Fraen an der Europäescher
Unioun gëtt, déi ënner enger Behënnung
leiden, gëtt ee sech der Wichtigkeet vum
virleiende Gesetz bewosst, an dovunner,
wéi vill Mënschen dorënner sinn, déi vun
esou enger phantastescher Hëllef op véier
Patte kéinte Gebrauch maachen, fir hiert
Liewen ze vereinfachen.

Zum Schluss wollt ech dann nach de Mem-
bere vun alle Parteie Merci soe fir déi flott
Diskussiounen, déi mer an der Kommis-
siounssitzung haten. Et wär flott selbst-
verständlech, wa mer dës wichtige Geset-
zesprojet eestëmmeg géifen haut unhuelen.
En huet selbstverständlech, wéi Dir lech jo
virstelle kënn, d'Ënnerstëtzung vun der
CSV-Fraktioun.

Ech wollt just nach zu enger Bemierkung,
déi ech am Ufank gemaach hunn, eppes
soen: Ech mengen, dräi vun deene Mup-
pen, déi ginn eréischt an der Zukunft iwwer-
reecht. Mä dozou kann eis d'Madame Minis-
tesch méi soen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» Plusieus voix.- Très bien!

» M. le Président.- Ech soen der Ma-
dame Arendt Merci. Als éische Riedner ass
den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir
hutt d'Wuert.

Discussion générale

» M. Eugène Berger (DP).- Merci, Här
President. Ech wëllt der Rapportrice Merci
soe fir hiren ausféierleche mëndlechen a
schrëftleche Bericht a mech op eng, zwou
kleng Remarquë beschränken.

Effektiv geet et jo hei ëm e verbesserten Ac-
cès fir handicapéiert Matbierger op öffent-
leche Plazen, andeems se da kënnen speziali-
séiert Véierbeener benotzen. An der Kom-
missioun war haaptsächlech och d'Suerg,
fir datt déi Ausbildung, déi Formatiouen vun
deenen Hënn optimal wier. Den Text dréit
deem jo och Rechnung, duerfir kënnen mer
dee Projet absolut begrëissen. En ass am
Intéret vun den handicapéierte Matbierger
an där hirer Liewensqualität.

Et ass e Bausteen fir eng besser Integri-
atioun vun den handicapéierte Matbierger.
Et ass e Bausteen fir e bessert Zesummeliewe
mat deene Mënschen. Duerfir kënnen mer
och deem Projet nëmme zoustëmmen.

Merci.

» Plusieus voix.- Très bien!

» M. le Président.- Ech soen dem Här
Berger Merci. Als nächst Riednerin ass
d'Madame Dall'Agnol agedroen. Madame
Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

» Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).-
Här President, Madame Minister, Här Mini-
ster, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleginnen
a Kollegen, fir d'éischt wëllt ech der Rap-
portrice, der Madame Nancy Arendt, vill-
mools Merci soe fir hiren exzellente Rap-
port.

Ech ka mech deem natierlech nëmme
uschléissen an ech wëllt dann och direkt
soen, datt meng Fraktioun deen dote Projet
ganz sécher wäert stëmmen.

Ech wëllt allerdéngs och vu menger Rie-
dezäit profitéieren, fir nach e puer supple-
mentar Informatiounen zu dësen Hënn res-
pektiv där hirer Ausbildung - op déi mä Vir-
riedner, den Här Eugène Berger, jo kuerz
agaangen ass - ze ginn.

Et muss ee wëssen, an dat krute mer an der
Kommissioun och gesot, datt d'Chiens d'as-
sistance, déi hei op Lëtzebuerg kommen,
bis elo op alle Fall alleguerten aus Frank-
räich kommen. Deementspreechend wier et
awer wichteg ze wëssen, wat fir eng Ausbil-
dung déi Chiens d'assistance bei eisen No-
pere kréie respektiv wéi déi Ausbildung
dann am Detail ausgesäit.

Frankräich huet den 30. Dezember 2005
schon den Décret verabschit, an deem
d'Ausbildung respektiv déi Labelisatioun
vun de Centres d'éducation fir Chiens d'as-
sistance, also deene Schoulen, an deenen
déi Hënn ausgebild ginn, detailléiert dra be-
schriwwen sinn.

Wann ee weess, wat déi Ausbildung fir esou
en Hond kascht - laut Hand'chiens sinn dat
ëmmerhi ronn 12.000 Euro -, da kann ee jo
eigentlich dovun ausgoen, datt déi Hënn

eng zolidd Ausbildung mat op de Wee
kréien, an dat net nëmme fir d'Sécherheet
vun där behënnerten Persoun, déi den Hond
herno kritt, mä virun allem och fir d'Leit ron-
derëm, well en Hond trotz där beschter an
där deierster Ausbildung bleift awer ëmmer
nach en Hond.

Am Präis vun deenen 12.000 Euro...

(Interruption et hilarité)

Eng Wourecht ass hei gesot, jo!

Am Präis vun 12.000 Euro, déi, wéi ech vir-
dru gesot hunn, esou eng Ausbildung fir en
Hond kascht, ass net nëmme den Entretien
dra vum Hond an deenen zwee Joer, déi
seng Ausbildung dauert, mä och emol de
Präis fir den Hond iwwerhaupt engem Ziich-
ter ofzekafen, dann natierlech och d'Salairë
respektiv d'Personalkäschte vun deene Leit,
déi deen Hond ausbilden. Da gëtt et och
administrativ Fraisen, et gëtt Déplacemen-
ter, déi ze maache sinn, Hébergementsfrais-
en an dann och Stagen an de Suivi vun
deem Mupp, wann de Meeschter oder
d'Meeschesch e scho kritt huet.

Dann ass et awer och esou, datt 40% vun
deenen am Ufank ausgebildten Hënn trotz-
deem am Laf vun deenen zwee Joer, déi déi
Ausbildung dauert, - et kann ee soen -
duerchfalen, an och déi dote Fraisë mussen
natierlech mat abegräff sinn.

Ech wëllt awer direkt d'Déiereschützer hei-
bannen an och dobause berouegen - ech
ziele mech och zu deenen -, datt awer trotz
allem gekuckt gëtt, fir fir déi Muppen, déi
net a Fro kommen, fir e Chien d'assistance
ze ginn, en Doheem ze sichen als normale
Chien de compagnie, esou dass och fir déi
gesuergt ass a se och a gudden Hänn sinn.

Zréck zum franséische Label, deen esou
eng Schoul ka kréien, déi d'Muppen ausbil-
t. En ass fir fënnf Joer maximal gültig a kann
natierlech verlängert ginn.

D'Kritären allerdéngs, fir esou en Agrément
ze kréien, si ganz streng. Ech nennen hei
nëmme e puer vun deenen insgesamt ee-
lef Kritären, déi am Décret opgezielt sinn,
nämlech: detailléiert kënnen nowiesen, wou
den Hond hierkënn a firwat en ausgewielt
gouf; de Suivi organiséieren an dat dann
och dokumentéieren, an och nach den
Hond minimum 16 Méint ausbilden.

Dat si wéi gesot nëmme e puer vun deene
franséische Kritären, Kritären, déi also
och hei zu Lëtzebuerg hir Auswierkungen
hunn, wann ee weess, wéi ech am Ufank
gesot hu vu menger Interventioun, datt déi
Hënn, déi mer bis elo kritt hunn, alleguerten
aus Frankräich komm sinn.

Wann eis franséisch Nopere vu Kritäre
schwätzen, déi en Hond muss erfüllen, fir
iwwerhaupt a Fro ze kommen, fir Chien d'as-
sistance ze ginn, dann ass dat, datt den
Hond net därfer ze vill fäerterech sinn. En
däerf awer och net ze vill onofhängeg sinn,
an e muss sech natierlech och ënneruerdne
kënnen. Duerfir sinn dann och déi Rassen,
déi virdu vun der Rapportrice genannt gi
sinn - Labrador oder Golden Retriever -,
ideal fir esou eng Ausbildung, well do déi
meeschte Chance besteet, an engem Worf
där ze fannen, déi all déi dote Kritären eben
erfüllen, wuel gemierkt nach eng Kéier zur
Sécherheet vun deem spéidere Meeschter
oder der Meeschtesch an natierlech där hi-
rem Ëmfeld.

An der Schwäiz gëtt et och eng Associa-
tioun, déi esou Hënn ausbil. Si schwätze
vu ronn 50 Kommandoen, déi en Hond ver-
steet an och ausféiert, wann e fäerdeg ass
mat der Ausbildung. Dat sinn ënner anere:
eppes vum Buedem oprafen; bei enger
Keess oder engem Comptoir, wou déi han-
dicapéiert Persoun net drukënn, hëllef;
Objetë bréngen; Luucht un- an ausmaa-
chen; an dann dat, wat mir am wichtegste
schéngt, wann et dem Meeschter oder der
Meeschesch net gutt geet, eng aner Per-
soun kënnen drop opmierksam maachen,
datt eppes net stëmmt. Alles dat wéi gesot
léieren déi Hënn während hirer Ausbildung.

Ech wëllt zum Schluss vu menger Interven-
tioun eng behënnert Persoun zitieren, déi
zënter enger Zäit esou en Hond huet. Den
Hond heescht Nevada an hei ass dat, wat
säi Meeschter, de Francisco, sot: «Nevada
me permet d'accroître mon autonomie; je
sollicite moins les autres. Elle accomplit des
gestes que je faisais au prix de tellement

d'efforts et de douleurs! Elle est mes bras et je regrette de ne pas l'avoir eue plus tôt.»

Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen der Madame Dall'Agnol Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Damen an Dir Hären, fir d'éischt der Madame Nancy Kemp-Arendt Merci fir hire schrëftlechen, mä virun allem och mëndleche Rapport. Si huet scho ganz vill gesot vun deem, wat ech och wollt soen, nämlech d'Essenz vun dësem Projet de loi ass hei ganz gutt beschriwwen ginn. Ech denken, et ass net méi ganz vill dozou bäizefügen.

Et ass e Projet de loi, deen e knappt Joer hei an der parlamentarescher Aarbecht gebraucht huet - just déi Zäit, déi een och brauch, fir e Projet de loi propper ze ficeléeieren. Fir eng ganz Retsch vu Leit wäert et immens wichtig sinn, dat mer endlech dat Gesetz hunn, well et ass wichtig an et ass noutwendeg.

Wéi scho vu menge Virriedner a Virriednerinnen ennerstrach ginn ass, gouf et bis elo ëmmer a wäert et och nach weider eng Akzeptanz fir d'Blannenhënn ginn. Mä derniewent ginn déi Hënn, déi souwuel fir déi physisch wéi och fir déi psychesch an déi mental krank oder spezifesch behënnert Leit do sinn, ganz oft net an der Gesellschaft oder nach net esou unerkannt, a se sinn awer e ganz, ganz wichtegt Support-instrument fir déi betraffe Leit.

Ech denken, dat en Assistenzmupp, wéi en dann och genannt gëtt, effektiv e Support ass. Et ass en Instrument bei enger Behënnnung, déi engem eng onwahrscheinlech Autonomie gëtt, virun allem well et eng Hëllefstellung ass, déi net vun engem Matmënsch offrëiert gëtt, mä vun engem Hond offrëiert gëtt, dat heescht vun engem Déier offrëiert gëtt, wat dann och dowéinst där betraffener Persoun dat richtegt Gefill och gëtt, dat se autonom ass. Sou wéi déi eng en Déier hunn, fir aner Grënn oder aner Besoinen ze befriddegen, wéi laang Spadséigang oder fir sech net eleng ze fillen, sinn och déi do Hënn fir e Besoin vun engem spezifesch Mënsch do.

Ech denken, an dat wollt ech och nach soen, dat et richteg ass, dat déi zwee Gesetzer auserneegehale gi si par rapport zu deenen Assistenzmuppen. Well, obwuel - wéi d'Madame Dall'Agnol et richteg seet - en Déier nach ëmmer en Déier ass, ass et hei en Déier, wat an engem ganz anere Kontext ze gesinn ass an op kee Fall soll mat an en Hondsgesetz erakommen, wou et eng Klassifizierung gëtt a wou et verschidde Méiglechkeete vu Sanktiounen a vun Erlaabnisser a Verbueder gëtt.

Hei geet et ëm en Hond, deen och forméiert gëtt, dat ass och schon ennerstrach ginn, an deen herno e Service mécht un der Gesellschaft fir d'éischt a virun allem un där Persoun, bei déi deen Hond herno och hi wunne kënn. Duerfir war et och vläicht deels en Zoufall, well d'Aarbechte sech iwerschnidden hunn, mä da war deen Zoufall - wann en net ganz en Zoufall war, dann zumindest zum Deel - op jidde Fall e gudde Zoufall an domadder hunn a behalen déi do Muppen eng extra Notioun an eiser Gesellschaft. Si si jo och dofir ganz genau forméiert.

Mir si frou iwwert dat Gesetz, dat haut gestëmmt gëtt. Ech denken, dat wäert ganz sécherlech ville Leit weiderhëlfen, an natierlech ginn ech dowéinst och den Accord vun der grénger Fraktioun.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen der Madame Loschetter Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus eis hei de Mercien uschlëssen un d'Kolleege Nancy Arendt fir dee schrëftlechen a virun allem och de mëndleche Rapport.

Déi zwou Virriednerinnen op dëser Plaz, d'Madame Claudia Dall'Agnol an d'Madame Viviane Loschetter, hu praktesch all déi Voleté vun dësem Gesetz ervirgestrach, déi wichtig sinn. E Gesetz, wat eiser Meenung no e ganz wichtegt Gesetz ass an eng weider Etapp vun enger kompletter Integratioun vun eisen handicapéierte Matmënschen an eis Gesellschaft.

Et ass selbstverständlech, dat och mir frou sinn, dat mer heimadder e separat Gesetz gemaach hunn, dat mer et net an dat sougenannt Hondsgesetz, wéi de Statsrot et proposéiert huet, agebaut hunn. En Hondsgesetz, wat jo sécherlech - deemno, wéi een et gekuckt huet - och contestéiert war.

Dat heiten ass awer menger Meenung no e wichtege Schrott, dee mer maachen. Et wier net gutt gewiescht, wann een dat an esou e Gesetz mat agebaut hätt, wou et da mat an déi ganz Diskussiounen eragerétscht wier, déi am Fong mat dëser Saach iwwerhaapt näischt ze dinn hunn.

Et ass och symbolesch wichtig, dat ee fir esou eppes Spezifesch e Gesetz mécht. Och wann et nëmme e puer Hënn sinn, déi iwwert dëst Gesetz unerkannt ginn, ass et dach awer wichtig, dat een dat dokumentéiert duerch e spezifesch Gesetz.

Ech brauch net op d'Thematik selwer anzegoen, meng Virriedner hunn dat esou gutt gemaach, et ass wierklech näischt Beseres dozou ze soen.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech wollt awer vun der Geleeënheet fir eppes aneres profitéieren - den Här Baute-minister ass elo net méi heibannen, mä hie war hei -, well ech einfach ëmmer erëm feststellen, dat mer net genuch querdenken, wat d'Integratioun vun eisen handicapéierte Matmënschen ubelaangt. Et gesäit een nach ëmmer, dat mer Plange maachen, dat mer Projekte maachen, déi net handicapéierten- a rollstullgerecht gemaach sinn.

Ech géif zwar mengen, et misst haut eng Normalitéit sinn, dat en Architekt oder en Ingenieurbüro, dee Plange presentéiert, ouni dat ee mat him driwwer misst schwätzen, ouni dat een en drop opmierksam géif maachen, Plange presentéiert, déi handicapéierten- a rollstullgerecht wieren.

Mir gesinn awer ëmmer erëm, dat dat net de Fall ass. Et gesäit een ëmmer erëm, dat mer Stroosse bauen, wou d'Trottoiren, d'Foussgängerweeër iwwer Insele gebaut ginn, déi net rollstullgerecht sinn. Ech wëll hei en Appel maachen un de Minister, dat hie vläicht an déi Verträge, déi hie mat deenen Architekten a mat deenen Ingenieurbüro mécht - och wa schon déi Leit dat zwar studéiert hunn an ee menge géif, si missten et vu sech aus maachen -, awer d'office drasetzt, dat alles, wat haut gemaach gëtt, misst handicapéierten- a rollstullgerecht gebaut ginn.

(**M. Lucien Weiler reprend la Présidence**)

An zwar géif ech mengen, dat dat net nëmme dierft fir öffentlech Investitiounen sinn. Et missten och d'Gemengen zum Beispill méi wäit goen. Ech kommen aus enger Gemeng, déi dat an hiert Bautereglement mat agebaut huet, dat zum Beispill all Appartementshauser, all Geschäftshaiser handicapéierten- a rollstullgerecht gebaut musse ginn. Well och do mussen déi Leit sech bewegen an allze oft ass et awer net de Fall. Bei enger neier Investitioun kascht dat am Prinzip keen Euro weider, ob ech dat handicapéierten- a rollstullgerecht bauen oder net. Et muss ee just drun denken an de Wëlle muss do sinn, fir dat ze maachen.

Duerfir wollt ech am Fong nach dorobber insistéieren, dat mer och vu Regierungssäit aus eng ganz Rei vu positiven Akzenter an deem doten Domän gesat hunn. Net nëmme um Niveau vun dësem Gesetz, mä och wat d'Infrastrukturen hei am Land ubelaangt, mengen ech, kéinte mer, wa mer eis als Lëtzebuerg vis-à-vis vum Ausland weisen, fir déi vill Investitiounen, vill Projeten, déi queesch duerch d'Land an deene verschiddensten Handicapéierte-Beräicher bestinn, houfreg drop sinn, dat mer et hei als Lëtzebuerg esou wäit bruecht hunn.

Et misst eis glécken, dat et zu enger Normalitéit gëtt, dat bis an dee klengsten Detail eran e Mënsch, egal wat fir en Handicap hien huet, iwwerall kéint zu 100% an eiser Gesellschaft dru participéieren. Dat géif eise Land an eis alleguer zum Luef gerechen. Mir sollen zesummen och dorop hirschaffen. Dat gesot, bréngen ech och selbstverständlech vun eiser Säit aus d'Zoustëmmung zu dësem gudde Projet.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo nach den Här Jaerling.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Och der Madame Rapportrice Félicitatiounen fir hiren explizite Rapport.

Et ass wierklech wichtig, dat déi behënnert Leit elo déi Déiere kënnen kréien, fir hinnen ze hëlfen. Mä fir mech ass et och wichtig an dëser Diskussioun, dass een elo hei emol d'Nützlechkeet vun den Hënn virweist, well ee jo awer, wann een d'Zeitungen opmëcht, ëmmer Schlagzeilen iwwert d'Hënn gesäit, wou se negativ duergestallt ginn. Duerfir ass et och wichtig an dësem Kontext emol ze betounen, dass den Hond kann e ganz nützlech Déier sinn, wat dem Mënsch a ville Beräicher kann hëlfen. Wann d'Déier eben dohinner dirigéiert gëtt, fir dat ze maachen, ass dat eng ganz gutt Saach.

Duerfir fannen ech, dass et awer eng Kéier soll och an dësem Kontext gesot ginn, dass d'Hënn net nëmme schlëmm sinn a bäissen, mä dass een awer och d'Hënn kann an eng Richtung drängen, wou se ganz nützlech sinn a wou se de Mënsche kënnen hëlfen. Dat ass och e wichtege Aspekt, deen zu dësem Gesetz gehéiert. Ech kann natierlech selbstverständlech och nëmme d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun bréngen.

(**Hilarité**)

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech sinn natierlech ganz frou, dat mer hei de Mëtteg eng Unanimitéit hunn, wann ech dat richteg gesinn, fir dee Projet de loi iwwert d'Assistenzhënn ze stëmmen. Ech géif selbstverständlech och fir d'éischt wëllen der Madame Rapportrice, der Madame Nancy Kemp-Arendt, e grouse Merci soe fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport, souwéi der ganzer Kommissioun fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer doranner hatten, an all deenen, déi sech hei bereet erkläert hunn, fir dëse Projet ze stëmmen.

Weltwäit gëtt gesot, dat 10 bis 12% vun der Bevëlkerung en Handicap hätt. Dat geet natierlech awer ewell u bei deenen, déi e Brëll hunn. Do si mer ewell zu enger ganzer Partie derbäi. Ech weess net, wéi et mat de falschen Zänn ass, ob dat och an d'Kategorie vum Handicap fällt, mä jiddefalls, wa mer vun 10 bis 12% géifen ausgoen, da géif dat beinhalten, dat eleng an der Europäescher Union ongeféier 40 Milliounen Leit mat engem Handicap wieren.

Laang Zäit ass den Handicap ugesi gi mat esou enger Konnotatioun vu Charitéit oder vu Matleed, oder awer haaptsächlech war e gezechent duerch eng medezinesch Fleeg. Eréischt an de 60er Jore sinn d'Efforten an eng nei Richtung gaangen, wou besonnesch d'Famillje sech derfir agesat hunn, dat hir Kanner eng aktiv Roll an der Gesellschaft kéinte spillen. Aus dësen Iwwerleeungen eraus sinn och déi éischt Organisatiounen wéi d'APEM an och d'Ligue HMC entstanen.

Am Laf vun de Joren ass dunn ëmmer méi Wäert op d'Integratioun vun de behënnerte Kanner geluecht ginn, egal ob dat bei der Fréierkennung war, bei der Förderung oder bei der Erziéung op scholeschem Plang. Mat der Zäit sinn aus deene Kanner Leit ginn, an du goung et drëm fir hinne Méiglechkeeten ze schafen, fir sech selwer à charge ze huelen. Dat ass och dacks méiglech, virusagesat, déi richteg Moyaenë stinn hinnen zur Verfügung. Een esou e Beispill sinn eben d'Assistenzhënn.

D'Prise de conscience spillt sech awer och um Niveau vun den europäeschen an den internationale Rechtsinstrumenter erëm. Zënter 1997 ass mat der Adoptioun vum Artikel 13 am Traité vun Amsterdam eng éischte Kéier eng Referenz zum Thema vun der Behënnnung am Traité vun der Europäescher Union geschaf ginn. Deemools gouf eng legal Basis geschaf, fir Leit mat engem Handicap virum Diskriminéieren ze schützen.

Och op internationalem Plang sinn Efforten hin zu engem Paradigmewissel gemaach ginn. Dat huet schliesslech zur Adoptioun vun der Internationaler Konventioun vun de Vereenten Natiounen fir d'Rechter vun de behënnerte Persounen gefouert, déi am März 2007 vu Lëtzebuerg ënnerschriwwen ginn ass, a wou mer awer nach eng Zäitche wäerte brauche bis mer déi och am Gesetz emgebaut an agebaut hunn, well dat iwwergräifend ass. Et ass e bëssen dat, wat Dir elo grad gesot hutt, dat ee muss an alle Gebidder kucken, wat do ka gemaach ginn. Et ass dat vernetzent Denken, wat eis awer nach heiansdo feelt.

Mir hunn eis also ewechbeweegt vun enger reng medezinescher Siichtweis a mir leeë méi den Akzent op d'Mënscherechter a virun allem op d'Autonomie, d'Selbstbestëmmung, d'Participatioun op alle Gebidder vun de Mënsche mat enger Behënnnung. Dat hu mer net eréischt zënter 2007 gemaach, mä ewell 1997 am Aktiounspang, wou mer ebe probéiert hunn, de Leit mat Behënnnung méi gerecht ze ginn.

D'UNO-Konventioun fir d'Rechter vun de behënnerte Persounen definéiert an hirem Préambule d'Notioun vum Handicap als Interaktioun tëscht Persoun mat Behënnnung an enger net accessibeler Ëmwelt. Dëst Zesummespill verhënnert, dat Mënsche mat Behënnnung déiselwecht Méiglechkeeten hunn, wéi Mënschen, déi net behënnert sinn, a féiert dozou, dat fir si effektiv eng gläich Participatioun an alle Liebensberäicher doduerch net méiglech ass.

Duerch d'Upassung vun eiser Ëmwelt an eiser Denkweis un d'Besoin vun all Mënsch an enger Optik vun Accessibilitéit fir jiddefereen kënn et zu enger Kompensatioun vum Handicap, déi laangfristeg zu enger verbesserter Integratioun vu Persounen mat Behënnnung féiert. An Däitschland gëtt dacks gesot: „Wir sind nicht behindert, aber man behindert uns.“ Dat weist eigentlech ganz gutt, dat et net de Leit hire Problem ass, mä dat et virun allem an eise Käpp ass, wou et nach ëmmer schwéier ass, fir dat ze realisieren.

Mir hunn 2001, Här Gibéryen, hei an der Chamber e Gesetz gestëmmt iwwert d'Accessibilitéit, wou drasteet, dat all öffentlech Gebaier a souguer d'Plaze fir dohinner missten accessibel si fir déi behënnert Leit. Wa sech net dorunner gehale gëtt - an der Zwëschenzäit ass jo eisen héichveréierte Baute-minister erëm ukomm -, dann ass et ëmmer erëm wichtig, fir dorobber opmierksam ze maachen an ëmmer och ze soen: Et ass wichtig, dat all Gebaier, all Plaze mussen accessibel sinn an dat mer och wëssen, dat wa se accessibel fir déi eng sinn, et ganz dacks awer zu Schwierigkeete fir déi aner kënn.

Wann et fir d'Accessibilitéit fir e Rollstullfuerrer d'Voraussetzung ass, dat alles schéi riicht ass, da stellt dat fir eng blann Persoun e grouse Problem duer, well hien da mat sengem Blannestaf keng Repère fënnt, wou hie ka goen. Et muss een also oppassen, dat een déi eenzel Saache matenee verbonne krit, well wat fir deen ee gutt ka sinn, ka fir deen aneren erëm just de Contraire sinn.

Duerfir hu mer awer och e Grupp, dee sech deemools zesummesat huet an deen doriwuer och déck Dokumenter ausgeschafft huet, déi zu engem groussen Deel och d'Architekter kréien, wa se se wëllen, fir eben och d'Feeler net ze maachen, déi gutt dokumentéiert sinn, fir eben drop hinzeweisen, dat et muss fir jiddefereen a jee no deenen einzelnen Handicapen dann och accessibel sinn.

Ech denken awer och virun allem, dat et net nëmme ëm d'Accessibilitéit zu Plazen hei geet, mä och ëm den Accès zur Informatioun, zu Offeren, zu Servicer an zum öffentlechen Transport, an iwwerhaapt ëm d'Méiglechkeet, fir sech fräi kënnen ze expriméieren. Et gëtt eng Partie vun Initiativen. Ech denken zum Beispill un de Centre touristique zu Munzen, deen e Wee huet mat fënnf Sënner an deen all Persoun mat an ouni Handicap gläichermoossen usprécht. Dee fonctionnéiert nom Prinzip vun „designed for all“. Wa mer eis dee géifen zum Prinzip maachen, da wier d'Liewe méi lüch; net nëmme fir déi Behënnert, mä fir jiddefereen; och fir déi Leit, déi keng Behënnnung hunn.

Wéi gesot hate mer e Grupp vun Experten, déi sech ëm d'Accessibilitéit gekëmmert hunn an déi och an deene verschiddene Sparten täteg waren. Dëse Grupp informéiert a schreift et elo nach Avisen zum Thema vun der Zougänglechkeet an ass och eng wäertvoll Hëllef bei der Organisatioun vu Formatiounen am Beräich vun der Accessibilitéit.

D'Hëllefstellung, déi d'Assistenzhënn behënnerte Mënsche ginn, muss och am Kader vun der Kompensatioun vum Handicap gesi ginn. Dat ass eppes, wat mëttlerweil och international unerkannt gëtt.

Zu Lëtzebuerg sinn zwee- bis dräimol am Joer offiziell Remisè vun zwee bis dräi Hënn an d'Nofro bleift nach ëmmer ganz grouss. Et besteet keng Zweifel drun - an dat ass vun alle Virriedner a Virriednerinne gesot ginn -, dat déi Muppen zu enger verbesserter Mobilitéit kënnen verhëlfen, dat si e Stück Onofhängegkeet zrëckginn andeems se verschidden Aufgaben iwwerhuelen. Déi sinn och hei opgezielt ginn, wéi zum Beispill de Rollstull hëlfen ze féieren oder iwwert d'Strooss ze goe mat deem Behënnerten.

Wann een all Assistenzhond den Accès zu engem öffentleche Gebai oder enger öffentlecher Plaz verweigert, heescht dat och, datt d'Persoun, déi vum Hond begleet gëtt, den Accès verweigert kritt an hir domadder Rechter geholl ginn, déi aner Leit an der Gesellschaft hunn.

Ech fannen et och interessant, datt mer gesinn, woubäi déi Hénn iwwerall kënnen agesat ginn: eng Kéier bei Leit, déi am Rollstull sinn, mä awer och fir autistesche Persounen. Si kënnen souguer bei engem, deen epileptesch Ufäll kritt, dat erkennen, ier déi Persoun eng epileptesch Kris kritt, woumat natierlech ka verhënnert ginn, datt et zu grouse Schwieregkeete kënn. Fir Héiergeschiedegt kënnen si och Signalthënn sinn, déi och dorobber reagéieren. Dir gesitt also, datt dës Déieren hire Meeschteren zu méi Mobilitéit an Autonomie verhëllefen. Si erméiglechen deene betraffene Leit, sech verstärkt um gesellschaftleche Liewen ze bedeelegen, an domat suerge se och indirekt derfir, datt dës Persounen hir sozial Integratioun méi liicht fällt a se méi séier virugeet.

Voraussetzung dofir ass natierlech de fräien Accès vun den Assistenzhënn zu Gebaier a Plazen, déi fir de Publikum zougängelech a garantéiert sinn. D'Madame Arendt huet och gesot, datt den allgemenge Prinzip deen ass, datt se iwwerall mussen hi kënnen goen, mat Ausnahm wann e Reglement festhält, datt se entweder aus Grënn vun der öffentlecher Sécherheet oder der Salubritéit net kënnen dohinner goen.

Wichtig ass awer och drop hincweisen, datt am November 2006 eng Direktiv an e Lëtzebuerger Gesetz ëmgesat gouf, wat den Employeuren imposéiert, d'Aarbechtsplaz esou ze aménagéieren, wann dat rasonnabel ass, datt eng Persoun mat engem Handicap bei hinne ka schaffen, an zu dësen Aménagementen gehéiert och - mat Ausnahmefäll -, datt déi behënnert Persoun hiren Assistenzhond ka mathuelen.

Assistenzhënn gehéieren deemno zu deem Mënsch, dee si begleeten. Si ze trennen heescht, där behënnert Persoun erëm e Stéck Autonomie ewechzehuelen an hir eng aktiv Participatioun an der Gesellschaft ze verweigeren.

Duerfir soen ech lech villmoos Merci, datt Der am Sënn vun deene Behënnerten hinne méi Autonomie zoukomme loosst, a si esou och besser Chancen hunn, fir kënnen an eiser Gesellschaft ze participéieren.

Merci.

» **Plusieurs voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Madame Ministre. Mir kommen dann zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5738 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Eugène Berger), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass d'Diskusioun vum Projet de loi iwwert d'Privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Angel.

6. 5817 - Projet de loi portant approbation de la Décision des représentants des Gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil concernant les privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel, signée à Bruxelles, le 10 novembre 2004

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

» **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi 5817 geet et wéi gesot ëm d'Approbatioun vun enger Décisioun vum Conseil européen iwwert d'Privilegien an d'Immunitéite vun der Agence européenne de défense an hirem Personal.

Erlaabt mer e puer Wuert iwwert déi Agence européenne de défense ze soen. Dës Agence agéiert ënnert der Autoritéit vum Conseil, fir am institutionnelle Kader vun der EU déi sougenannte PESC - Politique étrangère et de sécurité commune - an déi sougenannte PESD - Politique européenne de sécurité et de défense - ze ënnerstëtzen. D'Agence européenne de défense huet hire Sëtz zu Bréissel, an all Memberstaten ausser Dänemark participéieren an dëser Agence.

D'Ziler vun dëser Agence sinn:

- 1) d'Entwécklung vun der Verdedegungscapacitéiten am Domän vun der Gestion de crises,
- 2) d'Promotioun an d'Verbesserung vun der europäescher Zesummenaarbecht a puncto Rüstung,
- 3) d'Verstärkung vun der europäescher Industrie an Technologie en matière de défense,
- 4) d'Schafe vun engem europäesche Maart fir Verdedegungséquipemeter, deen um Weltmaart ka konkurrenzfähig ginn,
- 5) d'Verbesserung vun der Effikasitéit vun der europäescher Recherche an der Technologie en matière de défense.

Dës Agence ass dirigéiert vun engem Comité directeur, an deem all Land e Vertrieeder huet, an och d'Kommissioun huet do e Vertrieeder. De Comité directeur gëtt presidéiert vum Generalsekretär vum Conseil,

dee jo och Haut Représentant ass fir d'Aussen- a Sécherheetspolitik. Dëse Comité directeur muss och zweemol am Joer zesummekommen um Niveau vun der Verdedegungsministère vun der Memberstaten.

Déi Décisioun vum Conseil iwwert d'Privilegien an d'Immunitéit fir dës Agence an hiert Personal besteet aus 18 Artikelen. Den éischten Artikel seet zum Beispill, dass d'Raimlechkeeten an d'Gebaier vun der Agence net duerchsicht kënnen ginn. Et dierf och keng Perquisitioun an och keng Saisie do duerchgefouert ginn.

Am zweeten Artikel geet et ëm d'Inviolabilitéit vun der Agence hiren Archiven. D'Artikelen 3, 7 an 9 ginn ëm de Régime fiscal vun der Agence hirem Personal. D'Agence selwer ass vun allen direkte Steiere befreit. D'Personal ass exonéiert vum Impôt national sur le revenu. An dësem Fall ass dat de belschen Impôt. Si mussen awer eng Steuer bezuelen, déi au profit vun der Agence geet.

Wat d'Immunitéite vun Personal ugeet, sou gëtt alles am Artikel 7 beschriwwen. D'Immunitéit, déi duerch deen Artikel gewährleistet gëtt, gëllt awer net am Fall, wou eng drëtt Persoun zum Beispill en Zivilverfahre wéinst Schied duerch e Verkéiersaccident oder Kierperverletzung géint déi betreffend Persoun ustriift.

Et handelt sech also hei ëm e classeschen Dispositif, wéi mer e scho bei Europol, bei Athena oder aneren europäeschen Agencen haten. Et sinn nach just e puer speziell Dispositiounen hei derbäigefügt ginn, wou et ëm den Transfert vu Verdedegungsmaterial geet, an och dorëm, wann national Experten détachéiert ginn un déi Agence.

De Conseil d'État huet dës Projet gekuckt an huet och säin Okay ginn. Hie seet just eppes zum Artikel 12. Deen Artikel handelt ëm de Fall, wou et Sträit gëtt, wat d'Levée vun der Immunitéit ubelaangt. Do mécht de Statsrot drop opmierksam, dass een net soll de Secret défense invoquéieren, fir eben e Refus vun der Levée d'immunité ze justifiéieren.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a géif all Fraktiounen bidden, dës Projet ze stëmmen.

Merci.

» **Plusieurs voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Här Rapporteur. Den Här Braz huet d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Wéinst deem leschte vun Här Angel opgeworfene Punkt wëlle mir als gréng Fraktioun och soen, dass mer eis enthalen. Dat ass an dëser Konventioun anescht geregelt wéi an all anere vergläichbaren. A well deen dote Flou bestoe bleift, si mer mat deem Text, esou wéi en elo virläit, net ganz d'accord a wäerten eis och duerfir beim Vote enthalen.

» **M. le Président**.- Merci, Här Braz. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling** (Indépendant).- Merci, Här President. Ech wëll lech soen, dass ech dat do net stëmmen aus deene selwechten Ursachen, firwat ech de Verfassungstraité an den Traité vu Lissabon net gestëmmt hunn. Dat hei ass eng kloer Optrüstung. Et fällt ënnert de Kader vun der Optrüstung, mat där ech net kann d'accord sinn.

Wann ech hei liesen: «...le renforcement de la base industrielle et technologique européenne dans le domaine de la défense (BITD) et la création d'un marché européen des équipements de défense qui soit concurrentiel sur le plan international;...», dann ass dat eng kloer Richtlinn fir d'Optrüstungsindustrie, fir d'Industrie d'armement, woumadder ech einfach net kann d'accord sinn.

Ech verstinn net, wéi esou dat heiten elo einfach hei esou ouni Oppositioun kann duerchgoen!

Déi Argumenter, déi ech beim Verfassungstraité an och beim Traité vu Lissabon hei ervirbruecht hunn, sinn déiselwecht, firwat ech deen heite Projet net ka stëmmen. Dat hei geet ganz kloer an d'Richtung vun enger Optrüstung, an esou eppes kann ech net matdroen.

» **M. le Président**.- Merci, Här Jaerling. Den Här Angel huet d'Wuert.

» **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Et geet ëm e classesche Fall vun Immunitéiten a Privilegié vum Personal vun enger europäescher Agence, wéi et der vill gëtt. Ech kann dem Här Braz seng Bedenken, wat den Artikel 12 ugeet, novollzéien, awer dat, wat den Här Jaerling gesot huet, net.

Mir stëmme jo hei net iwwert déi Agence of; mir stëmme hei iwwert de Statut vum Personal a vun der Agence selwer of.

Merci.

» **M. le Président**.- Merci, Här Rapporteur fir déi Explikatiounen. Mir kommen dann zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5817 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmme, bei 1 Nee-Stëmm a 7 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Nächste Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.50 heures)



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Sommaire

- 5811 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, portant transposition de la directive 2006/70/CE de la Commission du 1^{er} août 2006 portant mesures de mise en œuvre de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la définition des «personnes politiquement exposées» et les conditions techniques de l'application d'obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle ainsi que de l'exemption au motif d'une activité financière exercée à titre occasionnel ou à une échelle très limitée et modifiant: 1. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 3. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 4. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 5. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 6. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 7. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 8. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable

et

5756 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et modifiant: 1) l'article 506-1 du code pénal, 2) la loi du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du code d'instruction criminelle

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Laurent Mosar
- Discussion générale: M. Lucien Thiel, M. Roger Negri, M. Charles Goerens, M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget
- Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

- 5331 - Proposition de loi sur les enquêtes parlementaires - Article 61

- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Body
- M. le Président (La Chambre se prononce en faveur de l'opportunité politique de la proposition de loi et lui accorde le caractère prioritaire)

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Luc Frieden, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

» M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Ech wëll den Här Minister Luc Frieden froen, ob hien am Numm vun der Regierung eis eppes matzedeelen huet?

» M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Neen, Här President.

» M. le Président.- Wann dat net de Fall ass, da komme mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Mir fänken u mat de Projeten 5811 a 5756 iwwert d'Bekämpfung vu Geldwäscherei an Terrorismus, déi zesummen an enger Diskussioun behandelt ginn. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deene Projets de loi, den honorabelen Här Mosar.

1. 5811 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, portant transposition de la directive 2006/70/CE de la Commission du 1^{er} août 2006 portant mesures de mise en œuvre de la directive

2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la définition des «personnes politiquement exposées» et les conditions techniques de l'application d'obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle ainsi que de l'exemption au motif d'une activité financière exercée à titre occasionnel ou à une échelle très limitée et modifiant: 1. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 3. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 4. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 5. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 6. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 7. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 8. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable

et

5756 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et modifiant: 1) l'article 506-1 du code pénal, 2) la loi du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

» M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kampf géint den internationalen Terrorismus an déi schwéier Kriminalitéit ass eng vun de Prioritéite vun der Europäescher Unioun an domadder och vun eisem Land an deene leschte Jore gewiescht.

D'Wäisswäsche vu Sue spillt an deem Kontext eng net onwesentlech Roll, well all dës kriminell Aktivitéite mat Sue finanziert ginn, déi an deene meeschte Fäll e kriminellen Ursprung hunn. Och wa mer et sécherlech ni wäerte fäerdeg bréngen, den Terrorismus am Allgemengen an dem Verbrichen an Europa oder weltwäit definitiv d'Handwierk ze leeën, esou kënne mer dach alles ënnerhuelen, datt dëst Verbrichen net iwwer Geldflëss finanziert gëtt, déi iwwert d'Finanzplaz Lëtzebuerg transitieren.

Duerfir hunn dann och déi successiv Regierung scho fréizäiteg e sougenannte Cordon sanitaire ëm eis Finanzplaz geluecht, andeem se verschidde Gesetzter op den Instanzewege ginn hunn, déi als Objektiv de Kampf géint d'Kriminalitéit a géint den Terrorismus hunn.

D'Häerzstéck vun dese Gesetzestexter, zu deenen ënner anerem d'Gesetzter iwwert d'Domiciliatioun, d'Entraide judiciaire an den europäeschen Haftbefehl gehéieren, ass awer sécherlech d'Gesetz vum 12. November 2004 iwwert de Blanchiment.

Ech wëll net méi op déi ganz Virgeschicht vun deem Gesetz agoen, just nach eng Kéier drun erënneren, datt an deem Text déi Haaptobligatiounen definéiert ginn, deene sech d'Acteuren aus deene betrafene Professionne mussen ënnerleeën: fir d'éischt d'Obligatioun, säi Client oder seng Clienten ze kennen; derniewent d'Obligatioun, sech a säi Betrib intern esou ze organisieren, datt een esou schnell wéi méiglech a ganz am Ufank eng Operatioun vu Wäisswäsche vu kriminelle Gelder kann erkennen; a schlussendlech d'Obligatioun, fir mat de Justizautoritéiten am Land zesummenzeschaffen.

De Projet de loi, dee mer haut an hei diskutieren, ass u sech eng Weiderféierung vun deem Gesetz, andeem e fir d'éischt zwou europäesch Direktiven transposéiert an op där anerer Säit och den Artikel 506, éischten Alinea, vum Code pénal nei formuléiert, andeem en en a Konformitéit setzt mat den internationale Verpflichtungen, déi eist Land huet. Dëst ganz besonnesch par rapport zu de Recommandatiounen vum GAFI.

Wat sinn dann elo déi Haaptpunkten aus deenen Direktiven, déi mer haut transposéieren? Et sinn der haaptsächlech fënnef.

Éischte Punkt ass d'Afféiere vun enger méi genereller Approche, déi op d'Risiko baséiert ass an déi déi concernéiert Professionne soll dozou incitéieren, fir hir Efforten am Kampf géint d'Wäisswäsche vu Suen op

déi Clienten ze konzentrieren, déi e Risiko duerstellen, wat d'Wäisswäsche vu Suen an de Financement vum internationalen Terrorismus betrëfft.

Den zweete Punkt ass deen, datt verschidde Konzepter, déi an deene viregten Texter stoungen, méi genau prezisiéiert ginn, wéi zum Beispill d'Notioun vun deem sougenannte Bénéficiaire effectif.

Drëttens gëtt elo d'Méiglechkeet virgesinn, datt Professioneller sech kënnen un Drëttpersounen adresséieren, fir d'Identifikatioun vun hire Clienten virzehuelen.

Véiertens gëtt den Uwendungsbereich vum Gesetz ausgedehnt op Gesellschaften a Geschäftsleit, déi mat Liquiditéit bezuelen oder bezuelt ginn, déi méi héich wéi 15.000 Euro sinn.

De leschten net onwesentleche Punkt vun deem Projet ass, datt déi Professionell sech och an Zukunft selwer mussen e Suivi ginn an e Suivi maachen, wat de Respekt vun deene verschiddenen Obligatiounen ugeet, déi d'Gesetz vum 2004 an d'Gesetz, wat mer haut stëmmen, uginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll haut an hei net méi an den Detail vun deenen eenzelnen Dispositiounen vum Projet agoen, déi ëmmer wann et ëm Matière geet wéi de Blanchiment vun enger grousser juristescher Komplexitéit sinn, mä mech u sech limitéieren op verschidden allgemeng Remarquë par rapport zum Projet, mä awer och par rapport zu deenen Avisen, déi mer zu dem Projet kriit hunn an déi mer och an där zoustänneger Kommissioun intensiiv diskutéiert hunn.

Déi éischt Remarque, déi sech souwuel am Avis vum Statsrot wéi am Avis vum Conseil de l'ordre vun den Affekoten erëmfënnt, ass déi wat d'Beweisféierung am Kontext vum Wäisswäsche vu Sue betrëfft. Hei gëtt - an ech mengen net zu Onrecht - dovir gewarnt, datt eng Generalisatioun vun der Incriminatioun vun all méiglechen Operatiounen vum Wäisswäsche vu Sue riskéiert dozou ze féieren, datt ëmmer manner déi primär Infractioun, déi zum Wäisswäsche vu Sue gefouert huet, bewise gëtt, mä datt de Ministère public sech u sech domadder ze fridde gëtt ze bewiesen, datt déi Fongen e kriminellen Ursprung hunn.

Ech wëll allerdéngs betounen, datt bis elo a kengem vun deenen Texter, déi vum Blanchiment handeln, esou eng Derogatioun iwwert d'Émdréine vun der Beweisaascht iergendwéi virgesinn ass, wat d'Wäisswäsche vu Suen betrëfft.

Allerdéngs, an do ënnerstëtzt d'Kommissioun och d'Iwwerleeunge vum Statsrot a vum Conseil de l'ordre, ass et wichteg, datt ëmmer erëm dorop insistéiert gëtt, datt am Fall vum Wäisswäsche vu Suen et virrangeg a fir d'éischt muss dorëm goen, déi primär Infractioun ze poursuiwieren an déi ze bewiesen, an da kann een eréischt an enger zweeter Etapp géint déi Leit virgoen, déi versichen, déi Fongen, déi vun der primärer Infractioun generéiert ginn, wäisszeweischen.

Ech kommen net derlaanscht, fir nach eng Kéier ze ënnersträichen, datt et fir déi Professionell vum Secteur net ëmmer einfach ass, all déi Obligatiounen, déi sech aus deene verschiddene Gesetzestexter iwwert de Blanchiment erginn, an d'Praxis ëmzesetzen.

Op där anerer Säit kann et och net sinn, datt all dës Professionell d'Aarbecht vun der Justiz musse maachen, andeem se selwer Untersuchungsrichter spillen.

Eng zweet, dës Kéier méi positiv Observatioun ass déi, datt déi Direktiven, déi mer elo an deem Projet transposéieren, eng nei Definitioun gi vun deene sougenannte PEPs oder Personnes politiquement exposées.

» Mme Colette Flesch (DP).- Dat si mer alleguerten.

» M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.- Dat wollt ech elo grad soen, Madame Flesch.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Verschiedener!

» M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.- Dir gehéiert och dozou, Här Jaerling!

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Neen, neen!

» M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.- Zu Ärer Erinnerung wëll ech hei nach

eng Kéier soen, datt et bis elo esou war, datt, wann Är Fra, Äre Mann, Är Kanner, Är Tatta, Äre Monni, Är Frënn e Kont op enger Bank hei zu Lëtzebuerg opgemaach hunn, de Banquier huet missen eng ganz besonnesch Virsicht walte loosson, well mir alleguerten - wéi d'Madame Flesch schonn zu Recht hei betount huet - an dëser Enceinte zu deene PEPs gehéieren - och den Här Jaerling.

(Interruption)

Dës Definitioung gëtt also elo preziséiert...

» **Une voix.** - Den Här Frieden och!

» **M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.** - Den Här Frieden bien entendu och. Den Här Gibéryen - hie war elo dobaussen - gehéiert och dozou.

Dës Definitioung wäert also elo an Zukunft preziséiert ginn, an an Zukunft spillt déi Notion vu politesch exposéierte Persoune just nëmme nach fir déi Politiker aus deem Land, wou déi Konten opgemaach ginn oder déi Operatioune realiséiert ginn, mä nëmme fir déi Leit, déi mat engem Politiker Famill sinn aus engem aneren europäesche Memberland. Am Kloertext heescht dat, datt eis Familljememberen, Frënn a Bekannten an Zukunft net méi speziell duerchliicht ginn, wa se dann e Kont op enger Bank hei zu Lëtzebuerg opmaachen.

Allerdéngs, Madame Flesch, gi se weider duerchliicht, wa se e Kont an engem aneren europäesche Memberland op enger Bank opmaachen.

(Interruption et hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann och mat zwou konkreten Textpropositiounen vum Statsrot konfrontéiert gewiescht, wouvun déi eng och mat enger Opposition formelle versi gi war.

Hei geet et ganz prezis ëm d'Fro vun den Hotelieren, déi sech hätte missen, wann den Ursprungstext zrëckbehale gi wär, deeneselwechte Regeln ënnerwerfen, wéi déi Professionell aus dem Secteur.

Hei huet awer de Statsrot - ech mengen net zu Onrecht - gemengt, e Gesetz kéint keng hypothetesch Appréciatioun maachen, wat den Uwendungsbereich vun enger Dispositioun vun engem Artikel betrëfft.

Deen anere kritesche Punkt ass dee gewiescht, datt am Originaltext virgesi war, datt an deem neien Artikel 506, éischten Alinea, vum Code pénal sollten all Infractionen abegraff sinn, déi eng Prisongsstrof vu sechs Méint a méi wéi sechs Méint virgesinn.

Mir waren eis hei als zoustänneg Kommissioun souwuel mam Statsrot wéi mam Conseil de l'ordre vun den Affekoten eens, nom Prinzip «Toute la directive, mais rien que la directive» genau de Libellé vum Artikel ze iwwerhuelen, wéi en an der Direktiv festgeschriwwen ass, esou datt am Text an Zukunft just wäerten déi Infractionen drafalen, déi eng Prisongsstrof vu méi wéi sechs Méint virgesinn.

Andeem mer der Recommandatioun vum Statsrot Rechnung gedroen hunn, si mer, mengen ech, och deene gréisste Befierchtunge vum Conseil de l'ordre vun den Affekoten entgéintkomm. Ech sinn dann och iwwerzeugt, datt an Zukunft jiddferen och ënner den Affekote mat deemem Text wäert kënnen liewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder och schonn zum Schluss. De Projet, deen ech lech elo hei virgestallt hunn, ass e weidere wichtege Meilesteen am Kampf géint den Terrorismus, déi international Kriminalitéit an hire Finanzement.

Ech hunn et schonn um Ufank vu menger Interventioun gesot a wëll et zum Schluss nach eng Kéier widerhuelen: Eist Land a ganz besonnesch eis Banken- a Finanzplaz wäert et sécherlech net eleng fäerdeg bréngen, datt et an Zukunft keen Terrorismus, keng international Kriminalitéit a kee Finanzement heivunner méi welt- oder europawäit wäert ginn.

Eist Land muss sech allerdéngs als Objektiv setzen, datt keng esou Aktivitéiten iwwert dës Finanzplaz lafen an hei finanzéiert ginn. Duerfir ass et dann och onbedéngt noutwendeg, datt mer dee sanitäre Cordon, vun deem ech virduer geschwat hunn, ëmmer erëm mussen upassen a verbesseren an deenen neie Gegebenheete vun deene moderne Kriminalitéitsformen upassen.

Eis Banken- a Finanzplaz huet näischt dobäi ze gewannen, mä alles ze verléieren, wa se a Verbindung mat esou Aktivitéiten genannt gëtt.

An deem Kontext erlaabt mer, Här President, ee Moment meng Kap als Rapporteur ofzedoen a meng perséinlech Kap unzedoen. Ech wëllt nach eng Kéier de Minister responsabel fir d'Finanzplaz drun erënnere, datt mer scho säit enger Rei vu Joren e Projet de loi iwwert de Finanzement vum Waffhandel a Waffegeschäfte virleien hunn, dee leider a senger éischer Versioun net besonnesch positiv vum Statsrot avisiert ginn ass.

Ech wär frou, an ech menge ganz vill Kollegen hei an deemem Haus och, wa mer dese Projet nach eng Kéier kéinten an deenen nächste Méint op de Leescht huelen an en dann och esou finaliséieren, datt mer eng Zoustëmmung vum Statsrot an deene grouse Linne kéinte kréien, a vläicht dese Projet och nach virum Enn vun dëser Legislaturperiod hei zur Ofstëmmung kéinte bréngen.

Dat gesot, géif ech lech bieden, Är Zoustëmmung dësen eminent wichtege Projeten ze ginn.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Wann d'Fraktiounen alleguerten de Konklusioun vum Rapporteur zoustëmmen, da kënnen mer ofstëmmen.

(Interruption)

Här Thiel, wann Dir wëllt d'Wuert ergräifen, dann ass et elo un lech.

Discussion générale

» **M. Lucien Thiel (CSV).** - Här President, ech verstinn, datt mer presséiert si bei där Hëtzt, datt mer léiwer op eng Terrass sëtze ginn, mä e bësse musst Der mech och nach erdroen.

Deem, wat de Kolleeg Laurent Mosar a sengem detailléierte schrëfflechen a sengem liewege mëndleche Rapport iwwert déi zwéi Gesetzer gesot huet, déi mer haut stëmme sollen, ass eigentlech näischt bäizeflécken. Dëst ëmsou méi, well si näischt weltbewegend Neies oder souguer Revolutionäres opzeweisen hunn. Si setze just zwou Direktiven ëm, méi oder weiniger eent zu eent. Heiansdo och 1 zu 1,1.

Mat deene Projete gëtt an engem drëtten Ulafe versicht, déi Knätschgumminotioun vu Blanchiment e bësse méi prezis nach ze maachen. Un a fir sech wär dat iwwerhaupt emol net néideg gewiescht, well dat, wat an deenen zwéi Texter steet, gëtt et längst an der Praxis vun eiser Finanzplaz.

Dat Meescht vun deem, wat nei an deenen zwéi Gesetzestexten ass par rapport zu eise viregte Blanchimentsgesetz - deem vun 2004 -, ass nämlech scho viru knapp zwéi Joer vun eiser Finanzplazopsicht an enger Circulaire festgehale ginn, esou datt dat, wat mir haut maachen, éischer e formale Charakter huet - wann och keen onwichtige.

Dee beschte Beweis dofir, datt mir hei quasi oppen Dieren arennen, ass de Fait, datt dësen drëtten Antiblanchimentspak kaum e Profi vum Stull gerappt huet, op d'mannst kee vun deenen, déi wéi d'Banke vun Ufank u vun der Geldwäschbekämpfung betraff waren.

Fir déi aner Betreffen, ob Geschäftsleit oder Fräiberuffler, Bijoutieren a Garagisten, Notairen an Affekoten, déi mat der Zäit och an de Krees vun de potenzielle Geldwäschhandlinger mat eragezu goufen, ass dat vläicht e bëssen anescht, well dat Ganzt fir si nach méi nei ass.

Déi grouss Kreesch, déi ufanks den 90er Joren op der Finanzplaz ze héiere waren, wéi déi Blanchimentsgeschichte an d'Rulle koom, si längst vergiess, an all déi Kanoune, déi deemools op d'Mesuren ofgefeiert goufen, déi d'Acteure vum Finanzsecteur gehéireg genervt hunn, verstëbsen haut am Schapp.

Deemools goung et eigentlech nëmme do-drëm, fir de globalen Drogenhandel an de Grëff ze kréien. Well ee keen anere Moyen gesinn huet, fir deem béis ëm sech gräifenden Iwwel bäizekommen, ass alt versicht ginn, déi kriminell Chaîne, déi vum Drogenhandel bis bei d'Wäisswäsche vun den Drogues geet, vun hannen opzerullen an d'Geldstriem do ze interceptéieren, wou am lichtersten drunzekommen ass, nämlech bei de Banken.

Ofgesinn dovunner, datt d'Banquieren net gär als Handlinger vum Drogenhandel ofgestempelt gi sinn, hu si sech virun allem géint dee ganze Rateschwanz vu Kontrollmoosname gewiert, deen hinne vun den Autoritéiten deemools opgezong gouf.

Dat ass och net besser ginn, au contraire, wéi de Geldwäschbegrëff an enger zweeter

Etapp op den Terrorismus ausgedehnt gouf an zu gudder Lescht och nach op d'Korruptioun. Wat d'Finanzprofilen - dat heescht, deemools waren et nëmme d'Banken - am meeschte gestéiert huet, waren op där enger Säit déi vag Definitioune vun de Blanchimentsstrofdoten, déi op där anerer Säit awer ganz prezis Sanktiounen zur Folleg konnten hunn. Op eemol stoung de Banquier mat engem Fouss am Prisong, wann hien net bis an de leschten Detail iwwer jiddfer Client am Bild war.

Ech ka mech erënnere, datt ech deemools dem Chefkontroller vun eiser Finanzplaz d'Fro gestallt hunn, wat dann elo déi Obligations professionelles wieren, fir déi de Banquier a Saache Geldwäsch geruedzestoen hätt, wéi dat an enger Circulaire a spéider och am Gesetz verlaangt gouf.

Ech krut deemools als Äntwert, e Banquier hätt nun eben ze wëssen, wat seng beruflech Flichte wieren. Esou einfach war dat deemools.

D'Realitéit war natierlech e bësse méi komplizéiert. Eleng fir der Grondregel am Kampf géint de Blanchiment, nämlech der faméiser „Know your customer“-Regel nozekommen, hu missen Dispositiounen an de Banken ergraff ginn, déi Milliounen a Milliounen kascht hunn an déi net ëmmer op Versteesdemech bei de Clientë gestouss sinn, well d'Banken hinne Lächer an de Bauch hu misse froen, nëmme fir hirer „Know your customer“-Obligatioun gerecht ze ginn.

Ech ka mech och erënnere, datt no der Ëmsetzung - an de Laurent Mosar huet et elo grad gesot - vun der zweeter Blanchimentsdirektiv deen een oder deen anere vun heibanne mech gefrot huet, ob d'Banquiere se nach all hätten, well op d'mannst déi gewëssenhaft ënnert hinnen hu jiddfer politischem Promi am Land geschriwwen, fir méi iwwert deem seng Konnexiounen a Relatioune gewuer ze ginn. Wat déi Meescht net matkritt haten, war, datt si selwer dat Gesetz gestëmmt haten, an deem vun de sougenannte PEPs, also den „politically exposed persons“ Rieds war, zu deene forcément och d'Deputéiert gehéieren.

Datt et deemools esou héich hiergoung, war net nëmme op d'Knéckegkeet vun de Banquieren zrëckzeféieren, déi kräfteg an hir Aarbechtsofleef an an hir Leit hu missen investéieren, fir där Hällewull vu Berufsobligatiounen nozekommen, déi hinne vun Gesetzgeber a vun hirer Opsicht opeluecht goufen. Et louch virun allem och dorun, datt si hei mat neie Begrëffer konfrontéiert gi sinn, déi alles aneschters wéi prezis waren, déi awer als Konsequenz konnten hunn, datt si riskéiert hunn, kräfteg geklaakt ze ginn, wann hinnen eng passéiert ass, egal ob si au courant vum Wäisswäsche waren oder net.

Dat huet och den Autoritéiten agelicht, déi doropshi fir e bësse méi Uerdnung an den Definitioune ronderëm de Blanchiment an e bësse méi Duerchbléck bei all deene sëlliche Regele gesuergt hunn.

Esou gouf 1999 um Sommet vum G7 zu Paräis, och Sommet de l'Arche genannt, well en am President Mitterrand sengem Monument op der Défense ofgehale gouf, eng Organisatioun lancéiert, déi sech Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux, ofgekierzt GAFI, genannt huet. Als Missioun krut dee Grupp mat op de Wee, d'Geldwäschtechniken um Weltplang ze ënnersichen, fir déi Strofdoten, déi hinnen zugronn leien, also déi sougenannt Délits primaires de blanchiment, besser an de Grëff ze kréien a Geldwäscher de Krunn zouzedréien. De GAFI huet sech 40 prezis Regele ginn, där hiert Anhalen d'Memberstate selwer an enger géigesäiteger Kontroll iwwerwaachen.

An der Tëschenzäit huet sech de GAFI, zu deem senge Grënnungsmemberen och Lëtzebuerg gehéiert huet, mat dem Internationale Währungsfong zu Washington, dem FMI, zesummedoen, an d'Iwwerprüfung ginn elo vun dem FMI gemaach. Eent vun deenen éischte Länner, déi sech esou enger Evaluatioun fräiwëlleg ënnerzunn hunn, war Lëtzebuerg.

Do kann ee sech natierlech d'Fro stellen, ob dat, wat dobäi erauskomm ass, dee ganzen Opwand wäert ass.

Hu mir haut den Drogenhandel, den Terrorismus oder d'Korruptioun am Grëff, well d'Banke sech als Hëllefssheriffe vun de Sécherheetskäfte bewährt hunn?

Déi Fro ass kaum ze beäntweren, well éischtens kee Mënsch weess, wou mer mat deenen dräi Zäitgäisselen - Drogen, Terrorismus a Korruptioun - dru wären, wann näischt dergéint ënnerholl gi wär, a well zweetens d'Kontributioun vum Finanzsecteur zur Andämmung vum Blanchiment sech einfach net miesse léisst.

Déi eenzeg Zuelen, déi mer hunn, sinn déi vun den Deklaratiounen, déi d'Banken an déi aner implizéiert Profië bei eiser Cellule de renseignement financier maachen - bei där Instanz also, déi bei eis d'Roll vun enger „financial intelligence unit“ spillt an déi um Parquet drunhänkt.

Klammer op: Ob déi Verbindung mam Parquet wéinst deem senger globaler Kompetenz a Strofsaachen déi ideal Léisung ass, sief emol dohinnergestallt. Klammer zou.

Wann een déi Statistik kuckt, da fällt engem op, datt an deenen éischte Jore vun der Lutte antiblanchiment, also vun 1993 bis 1997, d'Zuel vun de Fäll, déi eng Bank bei Verdacht op Geldwäsch un de Parquet gemellt huet, sech ënner 100 am Joer beweegt huet. Mat der Zäit awer, a wuel mat der Erweiterung vun der Lescht vun de Blanchimentsdelikten op där enger Säit an der Extensioune vum Krees vun den Acteuren, déi ufällig fir de Blanchiment sinn, op där anerer Säit, huet sech déi Zuel däitlech gesteigert a pendelt elo an der Géigend vu 700 bis 900 Deklaratiounen am Joer.

Dat seet natierlech nach net alles iwwert d'Ausmooss vum Blanchiment an engem Land aus. Am Ufank huet et geheescht, mir Lëtzeburger géifen d'Spill net richtig spillen, well mir manner Deklaratiounen wéi eis Noperen haten, notament eis belsch Noperen.

Haut bekloe sech eis Autoritéiten iwwert déi vill Deklaratiounen, mat deene sech natierlech fir eng Bank de Risiko, an eng Blanchimentsgeschichte ze geroden oder eragezunn ze ginn, seriö reduzéiert. Et brauch een nëmme alles, wat de loin ou de près no Geldwäsch richt, bei der Cellule ze melen a schonnns ass een aus dem Schneider.

Allerdéngs fënnt sech an der Statistik vun eiser Cellule een Hiweis, deen dach awer ze denke gëtt. An dat ass d'Relatioun tëschent der Zuel vun den Deklaratiounen an där vun de Poursuiten, déi si beim Parquet ausléisen. De Pourcentage vun deene gemellte Blanchimentsfälle, déi eng gerichtlech Poursuite ausgeléist hunn, läit säit 2003 am zweestellige Beräich an huet 2006 de Rekordniveau vu 27%, also bal engem Drëttel, erreecht.

An anere Wieder, déi Blanchimentshiwieser, déi vun de Banken an deenen anere betroffenen Acteure beim Parquet aginn, erweise sech a steigendem Mooss als begrënnt, wat da wuel op d'mannst dorop schlësse léisst, datt mir d'Geldwäschproblematik nach ëmmer net ganz am Grëff hunn.

Dat eleng wier scho Grond genuch, d'Hänn nach net an de Schouss ze leeën a weiderhin um Qui-vive ze sinn. Mä et kéint nach derbäi, datt grad mir Lëtzeburger mat eiser internationaler Finanzplaz an eise Ruff, deen net ëmmer dobaussen dee beschten ass, all Grond hunn, an dëser Geschichte nach méi helleg ze si wéi de Poopst.

Mir setzen hei an der Glaskëscht. A mir kënnen net och nëmme dee geréngsten Uschäi ginn, eis virun den Antiblanchimentsobligatiounen wëllen ze drécken - sief den Opwand nach esou deier an d'Wierkung nach esou diskutabel.

Als eng vun deenen zéng gréisste Finanzplaze vun der Welt si mir et eise internationale Ruff an eiser Clientèle schëlleg, méi propper nach wéi all déi aner dozestoen. Schon eleng duerfir derft et eis och net passéieren, datt mir grad esou eng Direktiv wéi déi hei mat Verspéidung ëmsetzen, och wann et nëmme knapps en halleft Joer ass.

Här President, et feelt net u gudder Grënn, fir datt mir haut déi zwou Direktive mat deenen zwéi Gesetzer ëmsetzen an domat mam internationale Standard gläichzéien. Mir kënnen eis nun ebe keng Schwächte grad an deem Beräich leeschten, an deem mir op eis international Glafwierdegkeet an op d'Vertraue vun eise Clienten aus der ganzer Welt ugewise sinn, an dat scho guer net an deem Secteur, dee längst d'Millechou vun eiser Wirtschaft an de Garant vun eise Wuelstand ginn ass.

Duerfir bréngen ech och den onageschränkten Accord vun der CSV-Fraktioun zu deenen zwéi Gesetzprojete mat. Et wäerte wuel net déi lescht an hirem Genre sinn, well eng véiert Blanchimentsdirektiv,

Här President, no där drëtter, déi mir haut ëmsetzen, dierft esou sécher si wéi d'Amen am Gebiet.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Thiel. Den honorablen Här Negri huet d'Wuert elo.

» **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'ëischt am Numm vun der LSAP-Fraktioun dem Rapporteur, dem honorabele Laurent Mosar, villmools Merci ze soe fir säi kompakten, concisë Rapport a seng mëndlech Explikatiounen, déi hien hei op der Tribün ginn huet.

D'LSAP ënnerstëtzt grondsätzlech den Ausbau an d'Weiderentwécklung vun der Finanzplaz Lëtzebuerg. Och mir wëssen, wéi wichteg dee Piller vun eiser Ekonomie fir eist Land ass, fir eise PIB, fir d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen, an natierlech och fir eise Statsbudget.

D'LSAP setzt sech awer och a fir eng proper Finanzplaz, déi hir Suen net mat Steierhannerzëiung oder mat Wäisswäsche vu Gelder aus kriminellen Aktivitéite verdéngt oder un der Finanzéierung vun terroriste-schen Organisatioune matwierkt.

Mir wëllen eise Wuelstand net op d'Käschte vu Mënschen aus der ganzer Welt opbauen, déi ënnert de Konsequenze vu kriminelle Machenschaften wéi zum Beispill Waffenhandel, Drogenhandel oder Mënschenhandel ze leiden hunn.

D'Direktiv Antiblanchiment wënn sech un de Finanzsecteur, d'Affekoten, d'Notairen, d'Kontabelen, d'Agences immobilières, d'Casinoen, d'Fondatiounen, d'Prestataires de services an un d'Entreprises, wou et jo ganz oft ëm schwindelerreegend Montanté geet.

De Blanchiment geet awer och schonn do un, wann een engem eng Prestatioun oder eng Liwwerung vu Wuere bor - oder wann Der wëllt: cash - bezilt bei engem Montant vu méi wéi 15.000 Euro an dat dann net deklaréiert. An esou Fäll muss den Numm vum Client a vum Bénéficiaire identifizéiert ginn an un déi zoustänneg öffentlech Ämter gemellt ginn.

Här President, d'Chambre du Travail werft an hirem Avis d'Fro no der Definitioun vum Terrorismus op - deux poids, deux mesures, wéi se dat nennt -, andeems se op hiren Avis vun 2002 zum Gesetzesprojet 5954 zum selwechten Thema verweist. D'Fro stellt sech effektiv, wéi een den Terrorismus definéiert. Hei spillt natierlech den 11. September 2001 eng grouss Roll, deen d'Welt vun haut op muer verännert huet.

D'EU huet no laangem Hin an Hier eng gemeinsam Lëscht vun Terrororganisatiounen opgestallt. Sécher ass, dass déi Lëscht ni vollstänneg oder endgültig wäert sinn, an dass sech net nëmme nei Organisatioune kënnen bilden an aner verschwannen, mä dass och d'Forme vum Terrorismus änneren an dass een dann och deem Rechnung droe muss.

Leider ass feststellen, dass mir déi drëtt Direktiv Antiblanchiment 2005/60 an hir Schwëster, d'Direktiv 2006/70, mat engem hallwe Joer Retard transposéieren. Déi zwou Direktiven hätte bis spëtstens de 15. Dezember 2007 an nationaalt Recht missen ëmgesezt ginn. Mir kruten elo den 28. Januar 2008 eng Mise en demeure an elo dee leschte 5. Juni 2008 en Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun geschéckt.

Dat heescht am Kloertext, wa mir elo an engem Délai vun zwee Méint der Europäescher Kommissioun net eng fir si zefridde stellend Äntwert ginn, wat mer mam Gesetz vun haut hoffentlech jo da maachen, kann anerefalls d'EU-Kommissioun d'Cour de justice vun den Europäesche Communautéite mam Dossier saiséieren. Dat gëtt e schlecht Signal un eis Partner an der EU an am GAFI.

De GAFI ass jo de Groupe d'action financière, deen internationalen Organismus, deen déi international gültig Regeln am Beräich vum Blanchiment a vum Finanzement vun internationalen Terrorismus opstellt.

Do gesäit et dann esou aus, wéi wa mir déi Direktiven nëmme ongär géifen ëmsetzen, an dann och nach net an den Délaien. Dat ass bedauerlech, well deen Androck ass natierlech net richtig.

Wéi de Rapporteur schonn a sengem schrëftleche Rapport festgestallt huet, ginn déi nei Regeln aus der drëtter Direktiv de Regele vun eisem Gesetz vun 2004 souwiso net wäit aus de Féiss. D'Circulaire 2005/211 vun der CSSF huet sech hirersäits schonn deemools um Text vun der Proposition de directive inspiréiert. Mä d'Bild, wat mir no baussen ofginn, gëtt duerch dee Retard natierlech net besser, zumools wou mir souwiso schonn ëmmer an der Kritik stinn, wann et ëm eis Finanzplaz an ëm Blanchiment geet.

Dofir ass et och ze begrëissen, dass mir elo eng professionell Struktur „Luxembourg for finance“ opgebaut hunn, fir eis Finanzplaz am Ausland ze vermaarten. Et ass d'Missioun vun dëser Agence, folgend Messagen no baussen ze droen: dass Lëtzebuerg eng seriö Finanzplaz ass; dass mer eng streng Reglementatioun am Beräich vum Wäisswäsche vu Suen hunn, déi a Konformitéit mat de Regele vum GAFI a vun der EU ass; dass mer guer keen Interessi dorunner hunn, Suen op Lëtzebuerg unzezéien, déi aus kriminelle Quellen hierkommen; dass mer eis vun esou Praktike kloer distanzéieren; an dass eis Banken an aner Acteuren op der Finanzplaz, eis Bankenopsicht, a last but not least eis Justizautoritéiten do null Toleranz walte loosse.

Här President, wat déi Beschäftegte am Finanzsecteur betrëfft, äusser sech d'Salariatschambere ganz kritesch. D'Privatbeamtechamber fuerdert, dass d'Salariéë protegéiert ginn, wa si e Verdacht op Blanchiment oder op Finanzéierung vum Terrorismus mellen.

D'Aarbechterkummer désapprouvéiert de Projet souguer. Si kritiséiert virun allem, dass d'Obligatioun vun de Salariéen net prezis genuch formuléiert sinn a se dofir risquéieren, zu Onrecht fir hir Handlungen oder Ënnerloosungen zur Verantwortung gezunn ze ginn.

Här President, d'LSAP steet zum Text, wéi en elo ass, mä et muss een en nouffalls spéider kënnen nobesseren, wa sech erausstelle sollt, dass an der Praxis d'Salariéen net genuch ofgeséichert sinn, wann hinnen ongewollt en Akt vu Blanchiment oder vu Finanzéierung vun Terrorismus net als solchen opgefall ass oder wa si falschen Alarm ginn hunn.

Et ass och gutt, dass d'Finanzkommissioun drop bestanen huet, dass de Retour d'informations am Text stoe bleift, contrairement zur Proposition vum Statsrot, well et ganz nëtzlech ass, dass déi Acteuren, déi e Verdachtsfall vu Blanchiment mellen, och e Feedback kréien, ob si mat hirem Soupçon richtig louchen oder net.

Zum Ofschluss bleift ze soen, dass alleguer déi staatelech Instanzen, déi mat der Applikatioun vun dësen Texter concernéiert sinn, déi néideg technesch a personell Moyenen zur Verfügung gestallt musse kréien, fir all eenzelne Verdachtsfall, dee signaliséiert gëtt, och gewëssenhaft kënnen ze präiwen, soss bleiwen déi Texter a Gesetzer e Pa-beiertiger. Wa mir wierklech eng propper Finanzplaz wëllen, da muss och sécher gestallt sinn, dass de Risiko, beim Blanchiment erwëscht ze ginn zu Lëtzebuerg, keng eidel Wierder sinn, Realitéit ass an och bestrooft gëtt.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësen zwee Projets de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Negri. Den Här Goerens huet d'Wuert elo.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir als Fraktioun eisen Accord ginn zu deenen zwee Projet-de-loien, dann ass et, well mer och wëlle vun eiser Fraktioun e Signal mat setzen, dass mer eisen Obligatiounen nokommen, an dat an den Délaien. Duerfir eisen Accord.

Den zweete Punkt, deen ech wëll opgräifen, ass deen, mat deem mäi Virriedner opgehale huet, nämlech dee vun der Machbarkeet och an de Bankinstituter selwer. Dee Punkt, deen d'Chambre de Travail opgeworf huet, deen ass net esou ohne. Ech wier och frou, wann de Minister géif e puer Wuert doriwwer soen.

Den drëtten Punkt - an domat wëll ech scho schlëssen - huet am Fong Bezuch op dat, wat mir als Parlament och kënnen maachen. Et ass elo e puermol zu Recht gesot gi vum Rapporteur, dass mer an der Glaskëscht sëtzen. D'Finanzplaz ass e sensibele Beräich.

Mir dierfen eis do keng Bléiss ginn. Déi beschte Bank ass wahrscheinlech déi, vun där net geschwat gëtt, mä d'Banke kommen awer ëmmer erëm an d'Gespréich, an och d'Lëtzebuergesche Finanzplaz.

Et gëtt also dee reng administrativen, reglementaresche Kader, deen wichteg ass. Do muss ee versichen, irreprochabel ze sinn; duerfir eng an enger appropriéierter Zäit ëmgesezten Direktiv oder Direktiven.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, ass am Fong eppes, wat ech wëll soen am Numm vun der Chamber. Mir ware viru kuerzem zu Paräis am Kader vun enger Visite, déi mer bei der Assemblée nationale gemaach hunn. Do gëtt et ee Cercle d'amitié parlementaire franco-luxembourgeois. Ech hu selwer Geleeënheet gehat, vu Lëtzebuergesche Säit aus de Virschlag ze maachen, mir sollen eis eenegen, wat mer ënnerhuelen, wann an engem Parlament Negativen iwwer en anert gesot gëtt oder iwwert d'Land vun deem anere Parlament.

Et goufen och e puer Beispiller zitéiert. Zum Beispill de franséischen Deputéierte Montebourg ass sech ni ëm eng Ruckelzegkeet ze schued, fir iwwert d'Lëtzebuergesche Finanzplaz hierzefalen. En Zweeten, vun deem een dat net erwaart hätt, dat war eng Attack vum Arthuis. Dat war wuel net iwwert d'Finanzplaz, mä iwwert d'Lëtzebuergesche Politik am TVA-Beräich, déi awer keng aner Politik ass wéi déi, déi och vun de Fransosen an deem leschten Accord matgedroe gëtt.

Eise Virschlag war am Fong deen, dass mir, wann esou eng Polemik kënn, da sollen illico eis Meenungen austauschen, fir den Débat emol méi objektiv ze gestalten. Bei Clearstream hätt een dat eventuell kënnen maachen, an an dësem Fall och beim Här Arthuis hätt ee kënnen direkt schalten a Paräis eng Partie objektiv Donnéeë liwweren an e puer elementar Saache rappelléieren. Domat wier d'Gespréich doudsécher net aus der Welt, mä et wier awer vläicht ee Versuch, fir där Affär d'Spëtzt ze brieche.

Ech géif also virschloen - mir brauchen duerfir keng Motioun oder keng Resolutioun -, mir sollen dat dote maachen, fir datt och déi Visiten, déi oft mat engem gelungenen A vum Lëtzebuergesche Steierzueler gesi ginn, awer eng gewëssen Utilitéit kënnen hunn. Ech wollt lech duerfir nach eng Kéier rappelléieren, dass mer mat dësen zwou Direktive kee weidere Problem hunn, well mir ginn eisen Accord.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Den Här Minister Luc Frieden huet d'Wuert nach gefrot.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, ech géif gäre fir d'ëischt dem Rapporteur, dem honorablen Här Mosar, Merci soe fir seng Aarbecht an dësem Dossier; dee schrëftleche Rapport an dee mëndlechen. Et brauch een net nach eng Kéier op all déi Voleten do anzegeen. Ech stelle mat grousser Satisfaktioun fest, dass an dësem Haus eng ganz grouss Majoritéit ass, eng Unanimitéit ass, fir dës Gesetzgebung ëmzesetzen. Mir hunn eng grouss Finanzplaz, dofir hu mir eng extra Responsabilitéit.

Ech stellen och fest, dass ee ganz groussen Deel vun de Länner vun der Europäescher Unioun dës Direktiv nach net ëmgesezt hunn. Mir sinn also do virun deenen anere Länner. A ville Länner ass d'Ëmsetzung vun der drëtter Directive antiblanchiment nach net geschitt.

Ech mengen, dass mer dat zu Lëtzebuerg op eng seriö Aart a Weis maachen; och d'Applikatioun vun deenen Antiblanchiments-Direktiven. Dat zitt selbsterständlech eng grouss Responsabilitéit mat sech fir déi Leit, déi an deene Banke schaffen. Ech gesinn awer net, wat d'Alternativ dovunner ka sinn. Et ass ganz kloer, dass een, deen op esou eng Plaz schaffe geet, zesumme mat senger Kollegen, déi am Clientskontakt sinn, souwuel de Kontakt Client wéi den „Compliance“, eng ganz wichteg Responsabilitéit do hunn, an dass kee Wee do derlaanscht féiert.

Generell fannen ech, dass mir mussen oppassen an Europa, wa mer esou Dispositiver schafen, dass se och ëmsetzbar sinn, dass se net zu esou vill Bürokratie féieren, an dass och déi Kontroll, déi verlaangt gëtt, an der Praxis nach ausféierbar ass. Ech weess net, ob dat mat allen europäeschen Texter geléngt.

Op jidde Fall sinn ech frou, dass mer hei dësen Text esou ëmsetzen, deen net nëmme konform ass mam europäesche Recht, mä dass mer och deene Recommendationen vum Groupe d'action financière internationale, dem GAFI, gerecht ginn, well an dee-

nen Evaluatiounen, déi vu Lëtzebuerg gemaach ginn an der OECD, an der Unioun, gëtt natierlech dat Ganz gekuckt.

Eng lescht Remarque zu deem, wat elo grad den honorablen Här Goerens gesot huet. Et ass wichteg, dass mer reagéieren, wa mer attackéiert ginn. Heiansdo ass d'Attack och an de Medien anescht, wéi se an der Realitéit ass.

An deem vun him ugeschwate Fall vum franséische Sénateur hu mer reagéiert. Deen huet eis duerno gesot - och de Rapporteur général vum Budget vum franséische Sénat, dee mer zu Lëtzebuerg an engem anere Kontext empfaangen hunn, mä dorophin hu mer och mat him driwwer geschwat -, wat si am Fong géif stéieren, wär, dass mir keen Échange d'informations zu Lëtzebuerg hätten an dass eis Steieren net um nämlechten Niveau wäer wéi hir, nottamment am Beräich vun der TVA. Si hunn also versicht, dat e bëssen ze nuancéieren, an hu gesot, dass wär net genausou an de Medien eriwierkrom.

Ech ënnerstëtzen dat, wat den Här Goerens seet. Souwuel d'Regierung wéi d'Parlament sollen hir Kontakter mat auslännesche Kollege benotzen, fir op eng sachlech Aart a Weis ze erklären, wat mir maachen. Dozou steet eis da gutt zu Gesiicht, wa mer eng strikt Gesetzgebung géint de Blanchiment a géint de Finanzement vum Terrorismus hunn. Ech mengen, dass dat relativ seriö zu Lëtzebuerg gemaach gëtt. Déi breet Ënnerstëtzung hei am Parlament mécht et natierlech och méi liicht, fir dobaussen déi Kommunikatioun ze maachen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister Frieden. Mir kommen dann zur Ofstëmmung. Fir d'ëischt de Projet de loi 5811.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5811 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5811 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marc Spautz), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helming, Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir stëmmen dann iwwert de Projet de loi 5756 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5756 et dispense du second vote constitutionnel

Och dëse Projet, Här Minister Frieden, ass mat 60 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marc Spautz), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Proposition de loi 5331 iwwert d'Enquêtes parlementaires. D'Riezäit ass am Artikel 61 (2) vum Chambersreglement festgehalen. D'Wuert huet elo den Auteur/Rapporteur vum dëser Proposition de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, wann ech gelift.

2. 5331 - Proposition de loi sur les enquêtes parlementaires

- Article 61

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

» M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 22. Abrëll 2004 hunn ech als Deputéierten e Gesetzesvorschlag iwwert d'parlamentaresch Enquêtes an der Chamber déposéiert. Deen ass sechs Deeg méi spéit als recevabel erkläert ginn an och un de Statsrot an un d'Regierung weidergeleert ginn. Bis dato huet d'Regierung nach keng Stellung zu deem Text bezunn. Et sinn awer eng Rei vu positiven Aviséi komm vum eenzelne Geriichtsintanzen: d'Cour supérieure de justice, de Parquet général an och d'Friddensgeriichter vu Lëtzebuerg a vun Esch.

D'Institutionskommissioun huet sech an dräi Sitzunge mat deem Text befaasst an de Prinzip wéi och déi generell Ausrichtung vun der Proposition de loi guttgeheescht an och schonn, géif ech soen, eng Rei vu gudder redaktioneller Aarbecht gemaach andeem op eenzelnen Detailpunkten Textpropositione gemaach si ginn, déi och schonn an de Rapport vun der Commissioun agefloss sinn.

Geméiss dem Artikel 61 vum Chambersreglement geet et haut drëm, dass d'Chamber iwwert déi politesch Opportunitéit vun där Proposition de loi décidéiert respektiv hir och e prioritäre Charakter zouerkennt. Et ass menges Wëssens déi éischte Kéier, wou mer eis eege Prozedur iwwert d'Proposition-de-loien à la lettre duerchféieren. Et ass vläicht och déi leschte Kéier, well et ass

mer matgedeelt ginn - an dat ass sécherlech net vu Muttwëll, wann ee sech hei déi Prozedur virun Ae féiert -, dass dru geduecht gëtt, fir déi dote Prozedur erëm ëmzëänneren, an ech denken am Sënn vun der Vereinfachung, fir derfir ze suergen, dass een net muss dräimol an d'Chamber kommen, fir eng Proposition de loi hei eventuell guttgeheescht ze kréien.

Ech wëll de Kommissiounsmembere Merci soen, dass se mech och bestëmmt hunn, fir Rapporteur fir dës Debatt hei ze sinn.

Zum Inhalt. D'Recht vun engem Parlament, fir ze enquêtéieren, gehéiert zu den traditionellen Instrumenter vun engem Parlament, fir d'Exekutiv a fir d'Verwaltung ze kontrolléieren. Zënter 1848 ass, wéi dat och an deem belsche Modell vun 1831 schonn de Fall war, d'Enquêtérecht vun der Chamber an eiser Lëtzebuurger Constitution verankert. Et huet awer bis 1911 gedauert, also méi wéi en halleft Jorhonnert, bis e Gesetz vum 18. Abrëll den Detail vun der Prozedur an och d'Pouvoir vum engem parlamentarescher Enquêtékommisssioun geregelt huet. Eist Chambersreglement huet déi Gesetzesbestëmmungen à la lettre iwwerholl.

Bis haut huet d'Lëtzebuurger Parlament - an iwwer 150 Joer Zäit - nëmmen a 17 Fäll eng Enquêtékommisssioun agesat. Fir d'leschte Kéier war dat am Joer 2002. D'Particularitéit vun der parlamentarescher Enquêténaarbecht besteet doranner, dass e parteipolitesch zesummesatend Organ, quasi eng Spezialkommissioun vun der Chamber, mat de Pouvoir vum engem Untersuchungsriichter ausgestatt ass.

De President, awer och d'Kommissioun als Ganz, huet nom Gesetz vum 1911 d'Befugnisser vun engem Juge d'instruction. Dat geet natierlech ganz kloer iwwert déi normal politesch Kontrollpouvoiren eraus, déi en Deputéierten oder déi d'Chamber als Ganz huet. Zeien ënner Eed ze héieren, Hausdurchsuchungen duerchféieren ze loosse, eventuell och Saisien ze operéieren: Alles dat gehéiert net zu den übleche Mëttele vun der politescher Aarbecht vun engem Deputéierten.

D'Praxis huet och gewisen, dass d'Ausféierung vun deene Befugnisser bei engem parlamentarescher Enquêtékommisssioun onheemlech vill juristesche Froen opwerft. Et ass praktesch keng Enquêtékommisssioun vergaangen, an där net huet missen op externe Rot vu Juristen, Lëtzebuergescher an auslännescher, zréckgegraff ginn, fir eng ganz Rétsch vu praktesche juristesche Froen ze regelen, déi sech am Laf vun den Aarbechte vun der Enquêtékommisssioun erweisen hunn. An och si konnten net ëmmer eng ganz kloer Äntwert op déi Froen ginn, déi d'Chamber gestallt huet.

Et ass onheemlech schwierig, eng parlamentaresch Enquête duerchzeféieren, wa parallell dozou eng Enquête judiciaire leeft, an och derfir ze suergen, dass doduerjer keng Prozedurfeeler passéieren, déi kënnen en Afloss hunn op déi eigentlech Justizprozeduren, respektiv fir ze garantéieren, dass d'Rechter vun der Verdedegung och vun der Chamber am Kader vun der Enquête parlementaire respektéiert bleiwen, wéi och ze garantéieren, dass d'Pouvoir vum Drëtten - vun der drëtter Gewalt, vun der Justiz - net tangéiert ginn duerch déi Aarbechten, déi eng Enquêtékommisssioun an der Chamber amgang ass ze maachen.

D'Vergaangenheet huet also gewisen, dass mer praktesch hei virun Hürde stinn, déi net méi ze huele sinn. Duerfir ass d'Optioun ge-

holl ginn, mat där heiter Proposition de loi am Joer 2004, an enger Zäit also, wou weder eng Kommissioun an der Aarbecht war nach geplangt war eng Kommissioun anzesetzen, fir derfir ze suergen, dass mer endlech Kloerheet an dee rechtlechen a prozedurale Wirrwarr erakréien, wat d'parlamentaresch Enquêtékommisssioun ueget.

Besonnenes bei enger paralleler Geriichts-enquête stelle sech déi dote Froen. Duerfir huet dës Gesetzesproposition als éischt Zil, Kloerheet ze schafen an och d'Konflikt-potenzial tëschent dem Parlament an der Justiz ofzebauen. An Zukunft soll et also esou sinn, dass keng parlamentaresch Enquête iwwert d'Faiten därer duerchgefouert ginn, iwwert déi eng Enquête judiciaire leeft.

D'Justiz soll hir Aarbecht an aller Serenitéit an Onofhängegkeet kënnen maachen. Op deeneselwechte Faiten däreren net zwee Untersuchungsriichter schaffen; op där enger Säit dee vum Parlament, mat deene Pouvoiren, wou hien ausgerichtet ass, respektiv den Untersuchungsriichter vun der Justiz, deen och déi dote Missioun auszuféieren huet. D'Proposition de loi huet sech also fir de franséische Modell bei den Enquête-parlementairen entscheet.

Selbstverständlech heescht dat net, dass keng politesch Diskussioun méi iwwert déi Faiten därer gefouert ginn. Déi politesch Kontroll vum Parlament géintiwuer der Exekutiv, géintiwuer der Regierung an der Verwaltung bleift zu 100% bestoen.

Zweet Zil vun dëser Proposition de loi war et, d'Pouvoir vum der Enquêtékommisssioun deelweis nei ze definéieren an all Interferenzen a Konfusionsméglechkeete mat der Justiz a mat hire Prozeduren auszuschléissen.

D'Politiker sinn net déi beschte Riichter, zumools wa se iwwer aner Politiker ze jugéieren hunn. Dofir si se net neutral genuch, an dofir gi si och no bausse net d'Optik vun enger onofhängeger Instanz.

Drëtt Zil ass et, d'Asetze vun enger Enquêtékommisssioun net méi vum Wëlle vun der jeeweileger Parlaments- oder Regierungsmajoritéit ofhängeg ze maachen.

Mir waren eis doriwwer eens, dass et och misst enger staarker Minoritéit, engem Drëttel vun den Deputéierten zougestane ginn, fir kënnen ze errechen, dass eng Enquêtékommisssioun zu engem gewëssenen Objet agesat gëtt.

Fir dat kënnen ze maachen, muss awer fir d'éischt derfir gesuergt ginn, dass d'verfassungsméiglech Grondlag dofir geschafe gëtt. Dat bedeit, dass den Artikel 62, Alinea 1, vun eiser Verfassung muss ëmgeännert ginn, fir et méiglech ze maachen, dass och een net majoritäre Beschluss eng rechtlech Konsequenz kann hunn.

Och garantéiert d'Proposition de loi, dass d'Zesummesetzung vun der Enquêtékommisssioun proportional zu der Zesummesetzung vun den eenzelne Fraktiounen an der Chamber geschitt.

A schliesslech sollen an Zukunft am Regelfall d'Sitzunge vun der Enquêtékommisssioun, wéi dat och am Ausland de Fall ass, öffentlech sinn, an nëmmen an Ausnahmefäll, wann d'Droits de la défense dat virun allem verlaangen, net öffentlech sinn. Och dat ass haut éischer ëmgekéiert.

Dat alles sinn also déi Ännerungen, déi hei proposéiert sinn. D'Kommissioun huet sech mat grousser Majoritéit mat deenen dote Reformusätz averstanen erkläert.

D'Fro, awéiwäit mer hei nach eppes virgesinn an der Proposition de loi an awéiwäit d'Chambersreglement an Zukunft aner Detailfroe ka regelen, muss frësch gekuckt ginn no dem Uerteel vum Verwaltungsgericht an der Affär Thielen géint d'Chamber, wou et esou ze si schéngt, wéi wann d'Verwaltungsgericht zumindest - wéi gesot d'éischt Instanz vun eiser Verwaltungsgerichtsbarkeit - der Meenung wär, dass d'Chambersreglement net déiselwecht Valeur wéi e Gesetz hätt. Duerfir muss een also do eventuell kucken, ob Detailler, déi net am Gesetz hei geregelt wäeren, iwwert d'Chambersreglement geregelt kënnen ginn, oder ob dat muss iwwer en anert juristescht Instrument geschéien.

Ech war op jidde Fall frou feststellen, dass ee bei der Diskussioun an der Kommissioun iwwert déi heite Proposition de loi net déi klassesch Fronten - Opposition a Majoritéit - erëmfonnt huet, mä dass hei, mengen ech, dee gemeinsame Wëllen do war, eng propper Situatioun ze schafe mat enger Reform vun eise parlamentareschen Enquêtes, wou mer der Meenung sinn, dass d'Chamber näischt verléiert vun hire Pouvoiren, mä se an Zukunft eigentlech méi gezielt kann asetzen a méi getrei deene Regeln, wéi et an engem Rechtsstat üblech ass.

An deem Sënn géif ech proposéieren am Numm vun der Kommissioun, dass d'Chamber sollt haut iwwer e Vote dëser Proposition de loi d'politesch Opportunitéit zouerkennt an hir och e Prioritéitsrang gi bei der weiderer Behandlung.

Merci.

» Plusieus voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Rapporteur Bodry.

D'Chamber huet sech auszedrécken iwwer zwou Froen. Fir d'éischt d'Opportunité politique.

Vote

Ech wëll d'Chamber froen, ob se d'accord ass, dës Proposition de loi als politesch opportun unzegesinn.

(Assentiment)

Ech gesinn, dass dat de Fall ass. Dann ass dat esou décidéiert.

Vote

Schwätzt d'Chamber sech dofir aus, der Proposition de loi e Caractère prioritaire zouzegestoen?

(Assentiment)

Och dat ass de Fall. Dann ass dat esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi, mat der Diskussioun iwwert de Rapport iwwert d'Réforme territoriale.

D'Sitzung ass elo opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.28 heures)



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Beetebuerg um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président • Mme Anne Brasseur, Doyenne

Sommaire

5890 - Débat d'orientation sur la réorganisation territoriale du Luxembourg

- *Rapport de la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg»*: M. Michel Wolter (déposant une résolution et une motion)
- *Débat*: M. Lucien Clement, M. Fernand Etgen, M. Alex Bodry, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen (déposant deux motions), M. Marco Schank, M. Jean-Pierre Klein, M. Gilles Roth, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- *Motions*: motion 1 adoptée; motion 2 rejetée; motion 3 rejetée
- *Résolution 1 adoptée*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwelch wichteg Matdeelungen ze maachen?

» M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*. - Neen, Här President.

» M. le Président. - Dann ass et och gutt. Mir kommen dann zum éischten an eenzege Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, d'Orientierungsdebat iwwert d'Reorganisation territoriale. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Clement, Etgen, Bodry, Gira, Gibéryen, Schank, Klein, Roth an d'Madame Mutsch. Den honorablen Här Michel Wolter presentéiert eis de Rapport vun der Commission spéciale „Réorganisation territoriale“. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

5890 - Débat d'orientation sur la réorganisation territoriale du Luxembourg

Rapport de la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg»

» M. Michel Wolter (CSV), *rapporteur*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, säit der Grënnung vun de Gemengen an der Form wéi mer se haut kennen, dat heescht dem Ufank vum 19. Jorhonnert, sinn et ëmmer nees Diskussiounen ginn iwwert d'Gemenge selwer, hir Gréisst, hir Aufgaben, a wat se sech sollen implizéieren an a wat net. Et ass e ganz grouse Feeler ze mengen, dass d'Diskussion iwwert d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Gemengen eng Erfindung vun der Neizäit wier an dass sech fréier Generatiounen mat deem Sujet net beschäftegt hätten.

Am 19. Jorhonnert ware mer an enger Zäit, wou mer haaptsächlech mam Splitte vu Gemengen beschäftegt waren, wat domadder ze dinn hat, dass Dierfer sech auserneegeleift hu respektiv Dierfer Gréisste kruten, wou se gemengt hunn, dass si och déi Gréisst elo hätten, déi noutwendeg wier aus der Siicht vun deemools, fir eng autonom Gemeng ze sinn. Beispiller aus dem 19. Jorhonnert gëtt et der eng Rei. Zum Beispill d'Auserneegoe vun de Gemenge Leideleng a Recken, Walfer a Steesel, Stroossen a Bartreng, an der Mëtt vum 19. Jorhonnert.

Déi bis elo vläicht gréisste Reorganisatioun vun der Gemenglandschaft, déi och komescherweis zu Lëtzebuerg ganz weénege diskutéiert gëtt, mä ouni déi ech mech géif froen, wéi notament d'Hauptstad vun eisem Land haut géif fonctionnéieren, huet 1920 stattfont, wou deen anere Wee gefuer ginn ass, wou eng Rei vu Gemengen, déi ronderëm dat, wat deemools d'Stad Lëtzebuerg war, dat heescht praktesch de Centre historique vun deem, wat haut d'Gemeng ass, mat der Stad Lëtzebuerg fusionéiert gi sinn. D'Gemengen Hollerech, Rollengergronn, Eech an Hamm sinn 1920 zesumme mat der Stad Lëtzebuerg zu enger Gemeng ginn, mat där d'Hauptstad och déi raimlech

Importenz duerno hat, déi noutwendeg war, fir déi Expansioun kënne virzehuelen, déi mer haut kennen.

An et misst ee sech d'Fro stellen, wat da wier, wann - ähnelch wéi haut verschidde Leit diskutéieren - deemools diskutéiert gi wier. Da wier haut héchstwahrscheinlech de Buergermeeschter vun Hollerech deen importenteste Buergermeeschter am Land, well hien hätt op sengem Territoire déi meeschten an déi gréissten Aktivitéits- an Entwécklungszonen a Potenzialen a wier wäit méi bedeitend, wéi de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg dat wier. Et gesäit een also, dass an der Zäit et och ëmmer wichteg ass, sech nees d'Froen ze stellen, ob d'Gréisst, d'Étendue, d'Aart a Weis wéi d'Gemengen opgebaut sinn och de Bedierfnisser an den Erausforderunge vun der Zäit entsprechen.

En drëtte groussen Datum, deen ech mer opgeschriwwen hunn, war dee vun de 70er Joren. Et war eng Aart a Weis wéi een eng Démarche net ugeet; nämlech eng Démarche, déi an de véier Wänn vun engem Ministère zu enger neier Kaart gefouert huet, déi enges guddes Daags op den Dësch geluecht ginn ass an déi dann zu enger ganz grousser Oprou bei de Gemengepolitiker gefouert huet. Dobäi - an déi Kolleegen, déi sech d'Méi gemaach hunn, emol eng Kéier nozeliesen, wat dann an de 70er Joren d'Argumentatioun war, déi à la base war vun där Reorganisatioun - stellt ee fest, dass villes vun deem, wat an de 70er Jore richtig war, haut nach ëmmer Bestand huet.

Et sinn deemools véier Fusiounen entstanden: Wëntger, Rammerech, d'Stauséigemeng a Jonglënster. Mä et muss ee soen, dass déi Reform do sech als e Flop erweisen huet an och dozou bäigedroen huet, dass déi nächst 20 Joer iwwert deen dote Sujet net méi esou gär diskutéiert ginn ass.

Allerdéngs ass et awer net esou, dass d'Welt sech net weiderentwéckelt huet. Mir hunn no där gescheiterter Reform vun de 70er Joren eng Multiplizéierung vun de Syndikater kenne geléiert zu Lëtzebuerg, wou hatt an har jee nom Wëllen oder dem Onwëlle sech déi eng an déi aner beieneegefuert hunn. Mir hu festgestallt, dass besonnesch vun den 90er Joren u ganz vill nei Aufgaben op d'Gemengen zoukamen, déi se virdrun nach net haten.

E Beispill, wat an aller Mond war, war d'Aart a Weis wéi de Précoce agefuert ginn ass. De Précoce, deen haut net méi contestéiert ass, woder a senger Étendue nach a senger Uwendung, mä deen dee Moment, wou déi Diskussioun gefouert ginn ass, souwuel wat de Stil, d'Aart a Weis wéi och den Inhalt vun där ganzer Démarche ubelaangt, ganz vill contestéiert ginn ass.

Mir hunn, Dir Dammen an Dir Hären, eng Völkerwanderung op d'Dierfer kenne geléiert. Säitdem den Auto generaliséiert ginn ass, hu sech eis Duerfegemenge ganz staark erweidert un Awunner. Domadder sinn och ganz nei Bedierfnisser komm, well déi Leit, déi op d'Uertschafte geplënnert sinn, déi op d'Land geplënnert sinn, gewinnt waren, dass si an deene méi grouse Gemengen eng Rei vu Servicer ugebuede kruten an och wollten, dass déi an hirer neier Gemeng flächendeckend géifen ugebuede ginn.

Et sinn nei Konzepter bäikomm an deene leschte Jorzéngten, déi mer virdrun net kann hunn; wéi zum Beispill d'Konzept vun der Landesplanung, d'Gesetz vun 1999,

mat deem mer eis vill Méi gi bis haut, fir et ëmzesetzen; d'Iddi vun den Naturparken; LEADER-Programmen; d'Hauptstad an hir Nopeschgemengen, déi säit der Mëtt vun den 90er Jore probéiere méi no beieneezekommen, méi enk mateneen zesummeschaffen, well sech ebe ronderëm d'Hauptstad eng ganz Rei vun neien Aktivitéiten an domadder neie Bedierfnisser entdeckt an och strukturéiert hunn.

Mir hunn eng Diskussioun gehat iwwert d'Tutelle, déi vu villen als onzäitgeméiss an als lästeg emfonnt ginn ass, der Zäit net adaptéiert, wéi mer och eng konstant Diskussioun gefouert hunn an all deene Joren iwwert d'Étendue vun der Autonomie communale, wéi och d'Definitioun vum Intérêt local. Intérêt local, deem bis haut keng eendeiteg Definitioun konnt bäigefouert ginn.

Dat alles huet zu Diskussiounen gefouert, zu Propositionen, déi am Laf vun den Zäite gemaach si ginn. Ech hu mer e puer Eckdaten dovunner opgeschriwwen.

1996 huet den Innenminister deenen eenzelne Parteien e Pabeier zoukomme gelooss, wou hie se gefrot huet sech anzeklicken an déi Diskussioun. Mat Ausnahm vun der Partei DÉI GRÉNG huet deemools keng eng Partei iwwerhaupt op dee Questionnaire geäntwert.

Mir hunn awer 1999 e Gesetz iwwert d'Landesplanung geschaf an duerno och eent iwwer e Programme directeur agefuert.

Den Innenminister huet dunn 2001 en neien Ulaf geholl, andeem hien en Diskussionspabeier virgeluecht huet, deen an der Chamber an de Joren 2001, 2002 an 2003 ënner Virsëtz vum Marco Schank intensivt diskutéiert ginn ass an de 27. November zu enger breeder Diskussioun hei an der Chamber gefouert huet.

Am Fréijoer 2004 ass no zweejähriger Preparatioun d'IVL-Konzept presentéiert ginn.

A last but not least huet sech och am Secteur selwer villes geden. D'Fusiounen vun de Gemengen Tandel a Kiischpelt, déi entstane sinn aus engem Processus, deen vun ënnen erop aus de Gemenge komm ass; Diskussiounen, déi haut lafen, wou Der gesitt, dass quasi all Woch elo an iergendengem Gemengerot ronderëm d'Land d'Décisioun geholl gëtt, fir mat enger Nopeschgemeng unzefänken, op d'mannst an den Diskussionsprozess ze kommen, sinn einfach Zeechen, dass vill Leit - an zwar net nëmmen déi an der Chamber oder net nëmmen déi aus dem Ministère, mä virun allem och op der Basis - gesinn, dass mer an eng nei Zäit amgaange sinn eranzegoen an déi och mussen ausfëllen.

Mir hunn, wéi mer eis als Kommissioun nom 7. Dezember 2004 konstituéiert hunn, eis eng Rei vun Objektivier ginn. Mir wollten eis ausschwätzen:

1. iwwert déi fundamental Prinzipien an de Fonctionnement vun de Gemengen;
2. iwwert d'Missiounen, an d'Kompetenzen tëschent Stad a Gemengen ënnert d'Lupp huelen an Adaptatiounen virschloen;
3. eng kritesch Analys vun der interkommunaler Zesummenaarbecht maachen;
4. iwwer administrativ Strukturen an noutwendeg Moyenen, fir dës Missiounen kënnen ze erfëllen;
5. eng kritesch Analys vun de Gemengefinanzen an och do Adaptatiounen virschloen, an
6. iwwer eng Reorganisatioun vum Contrôle vun der Tutelle ausschwätzen.

Wann een dat mécht, ass een allerdéngs net an engem lofleere Raum. Et ass ganz oft méi einfach, fir eppes Neies ze schafen, wa virdrun Tabula rasa gemaach ginn ass, wéi op e bestehende System eppes Neies wëllen opzebauen. Et beweegt ee sech hei, an dat muss een einfach wëssen, op engem héich delikaten an héich politeschen Terrain.

Gemengepolitik, Gemenglandschaft huet mat Politik an och ganz séier mat Parteipolitik ze dinn. D'Fröstellung, ganz oft, geet schonn dier, fir am Fong als Attack bewäert ze ginn. D'Fro no enger Neiuerdnung gëtt vu villen, vun enger Rei op d'mannst, schonn ugesinn als eng Afroststellung vun der Aarbecht, déi d'Leit gemaach hunn, an als Meinung och artikuliert op déi Aarbecht, déi dann um Terrain net richtig oder net gutt géif gemaach ginn.

Et gëtt, an domat muss een einfach eng Kéier ophéieren, net eng Gemeng zu Lëtzebuerg. Et gëtt der wuel 116, mä et gëtt net eng Form. Et gëtt ganz vill Formen vu Gemengen. Tëschent der Stad Lëtzebuerg an der Gemeng Mompech zum Beispill leie Welten. Si heeschen zwar allen zwou Gemengen, mä hunn en fin de compte an hirer Funktionsart a -weis, déi se mussen ausüben, ganz weénege mateneen ze dinn.

Et ass mer opgefall an der Diskussioun och haut nach, dass ganz weénege Wëssen am Fong besteet och tëschent de Gemengepolitiker iwwert d'Aart a Weis, wéi hir Nopereen oder hir Kolleegen hir Gemeng ze féieren hunn. An der Diskussioun scho säit Jore fällt mer op, dass ganz oft räsonnéiert gëtt: „Jo, bei eis maache mer et esou“, dass awer ganz weénege doriwier diskutéiert gëtt, en fonction ebe vun deenen eenzelnen Niveauen an och vun der geographescher Lag, wéi sech déiselwecht Situatioun, déi ee fir sech selwer mengt ze regléieren, bei der Nopeschgemeng dann och stellt.

Et gëtt dann och keng kloer Parteilinnen. D'lescht Woch hu mer dat jo nach missen iwwer eis ergoe loossen. Quesch duerch d'Partei gëtt et Meinungsverschiddenheeten, déi ganz vill och op déi Prinzipien vu virdrun opbauen, dass een eng Reorganisatioun vun de Gemengen aus sengem Bléckwénkel, aus senger Gemeng, aus deem, wat ee gutt kennt, analyséiert a relativ weénege Versteedsdemech huet dofir, wa sech doranner eppes muss änneren.

An et ass last but not least en onwahrscheinlech komplexe Sujet, deen ganz vill Dimensiounen huet. Mir hunn eis och an der Kommissioun vun deem engen oder deem anere misse soe loossen, dass mer eis vläicht géifen iwwerhuelen, dass mer eis ze vill géifen oplueden an der Diskussioun.

Et ass nun awer emol esou, dass, wann een iwwer eng Reorganisatioun vun der Gemenglandschaft, hirer Zesummenaarbecht ënner sech an hirer Zesummenaarbecht mam Stat diskutéiert, ee fréier oder spéider, ob een et wëllt oder net, op all déi Dimensiounen kënnt, op déi ech elo a mengem Rapport wäert agoen.

Wann ee vun Ufank un déi eng oder déi aner Dimensioun ausgeschloss hätt, da wär ee spéitstens am Laf vun der Diskussioun nees drop higewise ginn an drop interpelléiert ginn, dass een déi Dimensioun och nach an d'Diskussioun hätt missen aféieren.

E Wuert zur Démarche. Mir hunn an deenen dräianenhalleft Joer an der Kommissioun probéiert, am Konsens ze schaffen. Mir hu probéiert, Accorden ze fannen, déi esou large wéi méiglech sinn. Mir hu probéiert, an ech mengen, et ass eis gelongen, de Syvicol an d'FGFC mat anzubannen an d'Diskussioun. Mir haten eng ganz gutt Relatioun mam Innenminister a senger Leit.

Mir hunn eis awer missen zum Schluss d'Fro stellen, ob mer léiwer eng Approche vun enger totaler Reform géifen nidderschreiwen oder ob mer léiwer op de graduelle Prozess géifen histeieren.

Dat eent hätt den Avantage, dass et méi komplett gewiescht wier, dass et méi an den Detail gaange wier, mä hätt awer deen Désavantage gehat, dass mer keng Unanimitéit oder quasi Unanimitéit méi an der Kommissioun gehat hätten. Dat anert huet den Avantage, dass een elo e Bausteen huet, op deen een an deenen nächsten aacht, néng Joer kann opbauen a schaffen, wëssend awer, dass een Deeler vum Puzzle huet missen ausklamieren, well déi Deeler vum Puzzle haut nach kenger Léisung kënnen zougefuert ginn, ee se awer nëmmen ausklamert an d'Wëssen och muss hunn, dass ee se nëmmen ausklamert, well se nécessairement virun där Échéance vun 2017, op déi ech herno wäert zrëckkommen, mussen net nëmme gestallt ginn, mä och enger Léisung zougefuert ginn.

Toujours est-il, dass mer net wollten an eng Majoritéit-Oppositionslogik erakommen, well et huet een net vill vun engem flotte Pabeier, deen een herno net ëmgesat krit. An dans la mesure wou ech virdu gesot hunn, dass d'Meenungsäusserung quéesch duerch d'Parteien och net ëmmer déiselwecht sinn, dass an alle Parteien, déi heibanne sinn, et där enger gëtt an där anerer, wär et och relativ schwierig gewiescht, an esou eng Logik eranzekommen.

Mir hunn net probéiert, an och dat wëll ech soen, eng Eenheetsgemeng fir d'Zukunft ze definéieren. Mir hu just probéiert, fir eng Ba-

sisgemeng am 21. Jorhonnert ze definéieren: wat se soll sinn, wat se soll kënnen, wat se soll maachen. Mir hu probéiert, d'Relatioun tëschent dem Stat an de Gemengen an tëschent de Gemengen ze klären.

Virun allem ass et eis dorëm gaangen, Gemengen ze schafen, deenen hir Autonomie an domadder och hir Responsabilitéit solle gestärkt ginn. Mir wëllen ewechkommen aus der Traditioun vun der Bittstellergemeng par rapport zum Stat an hikommen zu enger Gemeng, déi pleinement autonom an also och responsabel ass fir dat, wat se am Kader vun de gesetzleche Méiglechkeeten op hirem Territoire wëllt maachen.

E puer Wieder vu Merci. Merci de Membren an der Kommissioun. Mir haten net manner wéi 45 Sitzungen. Dir wësst, dass dat der vill sinn. Déi Sitzungen waren net ëmmer einfach. Si waren zum Deel souguer ganz komplex a komplizéiert. Mir hu vill a kontrovers diskutéiert. Mä ech muss awer soen, dass ech houfreg sinn, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, eis herno op eppes ze eenege, wat Kapp a Fouss huet.

Ech wollt Merci soen dem Minister a senge Mataarbechter fir déi wäertvoll Mataarbecht.

E besonnesche Merci wëll ech dem Här Claude Friesen soen. Dat ass e Mann, mat deem ech scho säit Joren zu enger Rei vu Sujeten ëmmer erëm zesummekommen. Dat huet bei der Réorganisation administrative 1995 ugefaangen a wann een et en fin de compte kuckt, dann ass jo villes, wat mer haut diskutéieren, zimlech ähnlech mat dem Dossier vun deemools. Dem Claude Friesen also, eisem Secrétaire général, e ganz grouse Merci, a senge Mataarbechter och.

Merci dem Fränk Engel bei eis an der Fraktioun, deen eis - dem Claude Friesen a mir - an der redaktioneller Aarbecht, wat de Rapport ubelaangt, méi wéi eng Hand ugepaakt huet.

A last but not least Merci och dem Syvicol an der FGFC. Ech mengen, dass déi zwee, déi bei eis an der Kommissioun waren, net nëmmen eng Kéier eis ganz wäertvoll Bättrig mëndlecher wéi och schrëftlecher Natur eragereecht hunn, fir der Kommissioun och ze hëllef, an hiren Domäne virunzuekommen.

D'Resultater dann elo. Et ass leider net méiglech, an engem mëndleche Rapport alles dat erëmzeginn, wat am schrëftleche Rapport steet. Et wär méiglech, mä ech mengen, ech géif domadder Är Opfaasungsméiglechkeete largement iwwerschreiden.

Ech géif also verweisen an enger Rei Punkten op de schrëftleche Rapport, wéi d'ailleurs och dëse Rapport op enger Rei vu Plazen nees e Lien mécht mam Rapport vun 2003, well mer ausdrécklech och eis Aarbechten an der Kontinuitéit gesinn hu vun deem, wat an dëser Chamber iwwer zwou Legislaturperioden an dësem Domän geschafft ginn ass.

Mir sinn eis a villem eens ginn - ech hunn et gesot -, awer net an allem. Et dierf ee sech och näischt virmaachen. Dat ass eng Diskussioun, déi ech mam Kollege Body rezent emol eng Kéier hat. Et stécht nach den Däiwel a munchem Detail. Mir wäerten nach gesinn an deenen nächste Méint a Joren, an der Weiderféierung vun der Diskussioun, dass mer och do nach déi eng oder déi aner ganz interessant a souguer hëtzeg Diskussioun wäerte kréien.

Ech hunn de Rapport agedeelt a sechs Kapiteln. Ech wëllt e Rappel maache vun de fundamentale Prinzipien vun eisem Statsopbau; duerno op d'Opdeelung vun de Kompetenze Stat/Gemengen agoen; zum Drëtten déi interkommunal Zesummenaarbecht belichten; zum Véierten d'Gemeng vun 21. Jorhonnert an hiren Dimensione Gemeng, Personal, Finanzen a Politiker belichten; d'Reorganisatioun vun der Tutelle war e fénnefte Punkt, a schlussendlech d'Codificatioun vun den Texter, déi mam Gemengesektor ze dinn hunn - e sechste Punkt, iwwert dee mer eis an der Kommissioun ënnerhalen hunn.

Wat déi fundamental Prinzipien vum Statsopbau ubelaangt, kann ech schnell doriwwer ewechgoen, well si net geännert hu par rapport zu deem, wat op eng ausféierlech Aart a Weis am Rapport vun 2003 niddergeschriwwen ginn ass.

Mir schwätzen eis aus fir den Eenheitsstat par opposition zum Federalstat, dee mer zu Lëtzebuerg net wëllen. Mir si fir de Prinzip vun der Legalitéit. De Prinzip vun der Legalitéit, deen zum Deel dann awer och d'Tutelle consacréiert. Mir si fir de Prinzip vun der Territorialitéit an der Spezialitéit, dee mat sech bréngt, dass d'Gemengen eng administrativ Limite hunn, déi hiren Territoire ass, an och am Prinzip nëmmen Akte solle setzen, déi domadder a Verbindung stinn.

Mir schwätzen eis fir de Prinzip vun der Subsidiaritéit aus, dass een also soll kucken, d'Décisionen do unzesiedelen, wou se am nooste beim Bierger sinn. A virun allem hu mer vill Wäert geluecht op de Prinzip vun der kommunaler Autonomie.

D'Gemenge sinn autonom, mä si sinn net souverän. D'Verfassung definéiert de Prinzip an d'Limité vun där Autonomie. D'Gemeng an hir territorial Limité ginn duerch d'Gesetz geschaf an och duerch d'Gesetz geännert. D'Gemenge kënnen sech net selwer schafen oder ofschaffen.

Wat geännert huet, dat ass, dass säit der Métt vun den 90er Joren eng Consultation préalable noutwendeg ginn ass duerch d'Aféiere vun der Charte européenne de l'autonomie communale, déi an hirem Artikel 5 eng konsultativ Befroung vun de Leit am Virfeld vun enger Ännerung virgesäit. An de Limité vun der Verfassung an de Gesetzzer sollen d'Gemengen autonom, also responsabel den Intérêt général géréieren.

Den Intérêt général, dat ass eng Notioun, déi sech permanent weiterentwéckelt, well den Intérêt général am Joer 2008 ass nécessairement a manifestement net den Intérêt général, dee mer ëm 1808 kann hunn, wéi d'Gemenge geschaf gi sinn. 1808 gouf et quasi keng Relatiounen tëschent dem Bierger an dem Stat.

D'Notioun „Stat“ ass et knapps ginn an de Käpp vun de Leit. Déi eenzeg Leit, déi se kann hunn, dat war hir Gemengenobregkeet. Et huet sech bal alles a ganz kleng raimleche Grenzen ofgespillt, an deemno war och d'Aufgabegebit, deem eng Gemeng sech ze stellen hat, bis zum Deel an d'20. Jorhonnert eran, Métt vun 20. Jorhonnert, limitéiert op de Maintien de l'ordre, op d'Salubritéit, op d'Sécherheet vun de Leit, a virun allem och op de Populationsregister, deen ze hale war, fir ze wëssen, wéi vill Leit dann op dem Territoire géife liewen.

2008 si mer an der Situatioun - ech komme gläich drop zréck -, dass mer iwwer Logement schwätzen, sozialen Encadrement, Ëmweltpolitik, Energie, alternativ Energien, Industriezonen, Sport, Kultur, öffentlechen Transport, technesch Servicer an esou weider an esou weider. Also eng Gemeng, déi an hiren Aufgabenfülle eng ganz aner Dimension erreicht huet, wéi se dat hat, wéi se agefouert ginn ass.

Mir waren eis an der Kommissioun eens driwwer, dass mer zu Lëtzebuerg keen neien institutionell politeschen Niveau, ausser d'Koordinatioun vu Gemengekompetenzen oder den Encadrement vun delegierte Statskompetenzen, wëllt schafen.

Dorauser huet sech eng Diskussioun - dat ass mäin zweete Punkt - iwwert d'Opdeelung vun de Kompetenzen tëschent Stat a Gemengen erginn. Ech wëllt véier allgemeng Remarqué maachen.

Déi éischt, dass dat doten e Groussdeel vun eiser Aarbecht war. Deen zweete Punkt: Contrairement zu deem, wat herno an der Press diskutéiert gëtt a wou et méi ëm d'Politiker geet an ëm hir Aufgabestellung, war en fin de compte d'Kompetenzdiskussioun déi, déi am meeschten Zäit, och inhaltlech, gebraucht huet.

E Constat général ass deen, dass sech am Laf vun der Zäit d'Kompetenze mussen tëschent Stat a Gemengen dach op eng zimlech zefridde stellend Aart a Weis entwéckelt hunn, well et koume bei de Konklusiounen vun der Kommissioun keng dramatesch Ännerungen eraus, quitte dass mer op deem engen oder deem anere Punkt dach awer wesentlech Reorientatiounen wëllen hunn.

En drëtten Punkt, dee mech perséinlech ganz zefridde stellt, dat ass deen, dass d'Landesplanung, a virun allem och de Konzept vun IVL, wéi eng „trame verte“ duerch dee ganze Rapport geet, a virun allem an der Kompetenzopdeelung gefrot gëtt, dass deenen neie Vecteuren do vun der Politik méi Rechnung soll gedroe ginn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Esou wéi mer och eng grouss Iwwereneestëmmung op dësem Punkt mat dem Bericht haten, deen de Syvicol eis eraginn huet a wou si sech aus der Vue vun de Gemengepolitiker iwwert d'Kompetenzopdeelung ausgeschwat hunn.

Mir hu 14 Domänen diskutéiert. Éischtens d'Aktivitéitszonen. Dat ass e Punkt wou mer gären hätten, dass sech wesentlech eppes ännert par rapport zu haut. Mir mengen, dass een déi wirtschaftlech an déi landesplaneresch Komponente muss beieneebringegen an dass een eng Neigestaltung vun der Definitioun vun nationalen, regionalen a lokalen Industriezone soll maachen, ënner Erabränge vun IVL-Konzept. Ausserdeem sollt iwwerall do, wou et méiglech ass, d'Mixitéit vun de Fonctionnalités zougelooos ginn.

Mir hätte gären eng Ëmverdeelung vun de Chargen an och vun de Recettes op regionaler Basis, als Corollaire zur IVL-Method. Wa mer deen Hiewel net packen, dass mer déi Gemengen, déi an Zukunft vläicht keng Aktivitéitszone kréien, um Benefiss vum Produit vun de regionalen Zone bedeelegen, da komme mer net dohinner. E rezent Beispill, d'Beispill vu Wickreng, weist eis jo ganz kloer, op wat fir engen hëlzerne Bee mer an deem Domän do nach stinn, wann et drëm geet mat de Gemengen op eng propper a flott Aart a Weis d'Unuerdnung vun Aktivitéitszonen esou ze decidéieren.

Mir verstinn all Buergermeeschter, deen an der jëtzege Situatioun der Meenung ass, dass hien och gären eng Aktivitéitszon hätt, well dat eng direkt Répercussioun op säi Gemengebudget huet. Mä et muss een awer gesinn, dass dat ganz oft a Konflikt ass mat aneren Intérëten, déi am IVL-Konzept an an der IVL-Studië duergeluecht gi sinn.

Am Domän vum Transport plädéiert d'Kommissioun fir eng Ëmsetzung vum Gesetz vun 2004 iwwert d'„Communauté des Transports“, well mer der Meenung sinn, dass duerch dat Gesetz do eng méi staark Abanung vun kommunale Secteur an d'Décisionen an deem Beräich méiglech ass. A mir plädéieren - héiert gutt, Gemengepolitiker! - hei fir méi Kompetenz fir de Stat. Dat ass ee vun de rare Punkte wou mer dat maachen, well mer einfach festgestallt hunn, dass och bei de Buscouloiren, déi awer en nationalen Intérêt hunn, heiansdo déi lokal Intérêt ganz opposéiert sinn zu deenen nationalen. Mir hätte gären, dass eng Gesetzesännerung an där Hisiicht kënnt, dass do déi national Politik méi Heftigkeit kritt iwwert d'Uleeë vu Buscouloiren, dat heescht, Prioritéit dem öffentliche Transport versus déi strikt Autonomie communale, déi haut am Fong d'Uleeë vun esou Buscouloiren nach ka verhënnere.

E weidert Kapitel, iwwert dat mer vill diskutéiert hunn a wat och eng Ännerung wäert mat sech bréngen, ass dat vun den erneierbaren Energien. Et muss een dat a Zesammenhang mat Klimawandel a Kyoto gesinn. Mir sinn der Meenung, dass d'Ofsécherung, den Approvisionnement, eng staatlech Missioun ass. Mä mir hätte gären, dass d'Regierung e Gesetz géif op den Instanzewee bréngen, dat d'Gemengen abënt an e kloere Kader fir d'Gemengenimplikatioun schafft, an dat besonnesch am Beräich vun den erneierbaren Energien.

Mir wëllen do och de Kader gesat kréie fir d'Kooperatioun tëschent Stat a privaten Ubidder. Dat bedéngt e ganz grouse Changelement, well ech weess selwer aus mengem fréiere Liewen, wéi vill a wéi hefteg den Innenminister haut opgrond vun der jëtzege Législatioun mat de Gemenge muss streiden, well einfach d'Basis net kloer ass, ënner där d'Aktivitéit vun de Gemengen an deem Domän do sech an eng national koordinéiert Politik kënnen abannen.

Mir hunn iwwer Offall, besonnesch iwwert den Hausmüll diskutéiert. Beim Rescht vum Offall ware mer der Meenung, dass d'Kompetenze gutt géife leien. Mir gesinn d'Noutwendegkeet, de Secteur op d'Zukunft virzubereeden. Dir wësst, dass déi zwou Mülldeponien, déi mer hunn, iergendwann eng Kéier auslase wäerten a mer da mussen eng national Strategie definéieren, wéi mer an der Hausmüllproblematik virukommen. Mir sinn eis awer net eens ginn an der Kommissioun iwwert d'Aart a Weis wéi mer dat en vigueur wëlle setzen.

En Deel vun eis huet fir méi Regionalkompetenze plädéiert, eventuell fir een nationale Syndikat, deen eng national Politik géif matdefinieren, déi da regional géif ëmgesat ginn, also d'Zukunft vum Sidor an deenen zwee anere Syndikater domadder gestalt wär. Aner Kollege waren der Meenung, dass d'Strukturen an der Rei sinn, an dass et géif duergoen, de „Conseil de coordination pour la gestion des déchets ménagers“ nees ze reaktivéieren, fir zum selwechte Resultat ze kommen.

Wat d'Bëscher ubelaangt, wat d'ailleurs am 19. Jorhonnert eng vun den Haaptentnahmequelle vun de Gemenge war, ass d'Kommissioun zur Konklusioun komm, dass d'Gemengen de facto do näischt méi ze soen hunn, dass de Stat sech déi Kompetenz quasi ënnert den Nol gerappt huet, a plädéiert dann och konsequenterweis dofir, dass d'Bezuere vun Décisionen, déi ee selwer jo net méi hélt, sech dann och géif limitéieren op dat, wat de Gemengenintérêt betrëfft.

Mir haten eng flott Diskussioun iwwert d'Waasserpolitik, déi och zum Deel, wann net bal ganz komplett hiren Nidderschlag an der Ëmsetzung vun der Waasserwirtschaftsrahmendirektiv fonnt huet, déi jo an

eisem Haus an enger anerer Kommissioun diskutéiert gëtt. Mir plädéieren beim Héichwasser fir eng national Strategie, andeem mer déi Gemengen, déi concernéiert sinn, do net wëllen eleng loossen.

Mir mengen, dass um Niveau vun der Waasserqualitéit, Liwwerung vum Waasser, Ofwasser, am Fong d'Kompetenze sollen, wa méiglech, regional gebündelt ginn. Besonnesch beim Ofwasser hätte mer gären, dass d'Gemengen allegueren an déi regional Syndikater antriede sollen, déi am Fong scho säit 1992 en gestation sinn an nach net iwwerall ëmgesat sinn.

Mir schwätzen eis fir eng zentraliséiert Gestiou vum Waasserzyklus aus, andeem - vun deem Moment un, wou mer d'Waasser aus der Natur huelen, bis zu deem Moment, wou mer et erëmginn - eng koordinéiert Politik gemaach gëtt, déi dann a Fonctioun vun de Besoinen national, regional oder lokal ëmgesat soll ginn. A terme plädéiert d'Kommissioun och dofir, fir e Waasserpräis ze kréien, deen iwwerall sensibel deeselewechte sollt sinn.

Siwente Punkt: de Préscolaire an de Primaire. Eng Majoritéit huet sech fir d'Prinzipien ausgeschwat, déi entre-temps och an de Projet de loi vun der Regierung agefloss sinn. Ech muss soen, dass dat hei e Punkt ass, dee mer mat der Madame Delvaux viru bal zwee Joer diskutéiert hunn, a si am Fong opgrond vun den Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, e Projet de loi proposéiert huet, deen um Instanzewee ass.

Mir sinn eis op zwee, dräi Punkten net eens ginn. Notamment ass d'DP net d'accord gewiescht mam Prinzip vun der Nominatioun, der Affektatioun an der Révocation vum Stat. Do huet d'DP eng aner Positioun an huet dat och am Rapport festgehalten.

Wat de Schouldirekter ubelaangt, plädéiert d'LSAP éischer fir e President, an déi aner Fraktiounen éischer fir en Direkter, wat d'Primärschoulen ubelaangt. Pour le reste kann ee soen, mat Ausnahm vum schouleschen Encadrement - wou mer och der Meenung sinn, dass d'Offer obligatoresch an d'Unhuele fakultativ soll bleiwen - solle méi Modeller vu Schoul existéieren, dass een also Ganzdagsschoulmodeller a Ganzdagsbetreibungsmodeller soll an de Gemengen aféieren. Et kann ee sech quasi referéieren op dat, wat vun der Regierung duerno déposéiert ginn ass.

Beim Museksunterrecht hätte mer gären, dass de Basisunterrecht als obligatoresch Missioun vun de Gemengen ugebuede muss ginn, si dat awer net eenzel musse maachen, mä sech kënnen zesummendoen a fakultativ fir d'Leit. Duerfir fuerdere mer d'Regierung op, a véier Punkten e Konzept auszeschaffen, fir: 1. de Basisunterrecht ze definéieren; 2. den obligatoreschen Deel dovun ze definéieren; 3. eng kohärent Ëmsetzung am ganze Land ze garantéieren, an d'Gemengen, déi näischt ubidden, méi an d'Flicht ze huele wéi dat haut de Fall ass; allerdéngs fuerdere mer de Stat och op, en Déplafonnement vu senger Kontributioun virzehuelen. Alles dat ass rezent an enger Interpellatioun, déi mer hei diskutéiert hunn, a vun deenen eenzelne Fraktiounen och nach eng Kéier belicht ginn.

Kultur a Sport gesi mer als obligatoresch Missioun vun de Gemengen un. Mir mengen awer, dass méi regional Koordinatioun misst geschéien. Mir schwätzen eis also fir d'Ausschaffung vun engem Plan sectoriel nom „Prinzip der zentralen Orte“ aus. Also in line mat de Programmes directeurs.

D'Gesondheet gesi mer als staatlech Missioun. D'Gemengen, déi sech an deem Beräich wëllen aktivéieren, sollen dat maachen. Mä déi mussen dat awer ënner hirem eegener Responsabilitéit maachen an och a strukturéierte Gremien; zum Beispill, dem Établissement public. Mir haten och op enger Plaz drageschriwwen - entre-temps ass dat jo geschitt -, dass Gemengen, déi net méi wëilten an deem Domän do dra sinn, d'Méiglechkeet musse kréien, fir sech dorauser ze desengagéieren.

Strukture fir Jugend, Kanner, eeler Leit, sozialen Encadrement vun de Leit war e weideren zentrale Punkt, iwwert dee mer vill diskutéiert hunn, a wou och Deeler dovun entre-temps am Projet de loi 5830 iwwert d'Aide sociale erëmfefanne sinn, deen och

am Haus amgaangen ass, diskutéiert ze ginn.

Mir mengen, dass d'Gemengen opgrond vun hirer Proximitéit eng grouss Implikatioun an deenen Domänen do hunn, dass awer eng ganz Rei Gemenge vun deene jëtzege Gemengen d'Taille einfach net hunn, fir sech kënnen doran ze implizéieren. Dat huet och mat sech bruecht, dass mer an e ganz disparate System erakomm sinn, wou zum Deel de Stat, zum Deel d'Gemengen an zum Deel privat Ubidder sech am Fong am Laf vun de Jorzéngten an deen doten Domän erageschafft hunn.

Ech stellen allerdéngs fest, dass d'Konsequenz haut déi ass, dass dat net ëmmer ganz homogen ass. Notamment hu mer festgestallt, dass bei den Altersheimer et wéinstens dräi verschidde Modeller gëtt, wéi déi géréiert an och finanzéiert ginn. Mir mengen, dass een e Plan sectoriel „Jugend an Alter“ och nees nom Prinzip vun der Landesplanung soll ausschaffen.

Mir sinn der Meenung, dass am soziale Wunnengsbau d'Haaptverantwortlechkeet beim Stat läit, mä dass d'Gemenge sech sollen implizéieren, notament duerch Zurverfügungstellung vu Bauplazen an och Förderung vu Lotissementer. Gemengen, déi méi eng grouss Importenz hunn, kënnen selbstverständlech doriwwer erausgoen. Wéi mer och der Meenung sinn, dass ee méi eng staark Abannung vun de Gemengen a Beräicher wéi Ophuele vu Leit, déi keen Daach iwwer dem Kapp hunn, Opfer vu Katastrophen oder Asylanten muss à terme erreechen.

Op d'Landesplanungsgesetz vun 1999 kommen ech herno zrëck. Mir hu festgestallt, dass dat Gesetz am Fong net esou ëmgesat gëtt wéi et 1999 geduecht war. Mir hunn eis eng Rei Gedanken doriwwer gemaach, wéi een do besser kéint virukommen.

Mir hunn da schlussendlech nach iwwer zwee Domänen diskutéiert.

D'Chancëgläichheet, wou mer der Meenung sinn, dass d'Gemengen hir Responsabilitéit sollen huelen, andeem mer d'Promotioun vu kommunale Kommissiounen zur Chancëgläichheet solle förderen, an och d'Propos maachen, dass a Gemengen iwwer 10.000 Awunner e Service communal geschaf soll ginn.

Dann hu mer eis nach mat engem net klasesche Gemengesektor beschäftegt, well deen net esou an d'Kritären erapasst, wéi mer se am Fong definéieren. Dat ass de vum der Entwécklungshëllef, déi jo nécessairement net um Territoire vun der Gemeng stattfënnt, déi sech doranner implizéiert. Mir mengen och als Kommissioun, dass dat eng national Politik ass. Allerdéngs sollen déi lokal Politike sech an déi national Politik kënnen aklénken an domadder och nom Prinzip vun der Proximitéit e wesentleche Bäitrag zur Sensibiliséierung vun de Leit bäidroen.

Drëtt Kapitel, wat fir mech vläicht dat schwéierst Kapitel war, wat mer diskutéiert hunn a wou mer och vläicht nach net 100%eg do sinn, wouhi mer misste kommen. Mä dat huet awer eppes domadder ze dinn, dass et ganz, wierklech ganz komplizéiert ass: Dat ass den Domän vun der interkommunaler Zesummenaarbecht.

Mir gesinn, dass eist traditionell Syndikatswiesen net déi Léisunge gëtt op ville Plazen an a ville Beräicher, déi mer gären hätten. Ech stellen awer och fest, dass mer Schwierigkeiten hunn, d'Gesetz vun 1999 ëmzesetzen.

Dat regionaal Bewosstsinn ass am Land ganz ënnerschiddlech verdeelt. Et sinn Deeler vun eisem Land, déi schaffe scho säit Joren op regionalem Niveau exzellent zesummen, mä dat ass awer keng generaliséiert Wahrnehmung, déi ee ka feststellen.

Mir hu festgestallt, dass d'Gesetz vun 1999 schwéier ëmzesetzen ass, well et eng schwierig Organisatioun bedéngt an och vill Implikatioun vun de Gemengepolitiker voraussetzt, déi net ëmmer do ass, schonn eleng aus zäitleche Grënn. A mir hunn och Schwierigkeiten festgestallt - wéi d'Regierung - am Timing tëschent regionale Pläng, sektorielle Pläng, déi awer ëmmer e Lien och hu mat der Aart a Weis wéi d'Gemengen dann an enger regionaler Kooperatioun sollen zesummeschaffen.

Mir hunn e puer Konklusiounen, e puer Propositionen gemaach:

Éischtens, bei der Neigestaltung vun de Gemengegrenzen nach eng Kéier iwwer d'Planungsregiounen ze diskutéieren.

Zweetens, an de ländleche Regiounen ze probéieren op de Syndicat régional à vocation multiple verstärkt ze setzen a véier vun eise sechs Planungsregiounen, andeem mer awer net ee Modell wëlle vorschreiwen, mä andeem mer déi eenzel Regiounen wëllen encouragéieren, fir hire Modell ze fannen. Well een, och wann een an engem klengen Land ass, einfach muss feststellen, dass tëschent dem Weste vum Land, dem Oste vum Land, dem Norde vum Land et ganz aner Beweggrënn gëtt, et ganz aner Erausforderungen zum Deel gëtt, wat déi interkommunale Zesummenaarbecht ubelaangt.

Mir schwätzen eis zum Drëtten fir en Dépôt vun engem Projet de loi, deen de Minister eis annoncéiert huet, iwwer d'Communauté urbaine aus. Eng Loi-cadre, déi soll gestart ginn, an där déi méi städtesch Regiounen e Kader solle kréie vun hirer Zesummenaarbecht. Dat ass eng Diskussioun, déi geet och schonn op Mëtt bis Enn den 90er Joren, notament och mam Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, zrëck an der Noutwendegkeet, fir d'Abannung vun der Randgemenge méi systematesch a strukturéiert an eng Rei vu Politikfelder ze kréien. Wéi mer och am Süde vum Land der Meenung sinn, dass een op esou e Modell do ka goen, well einfach d'Dicht an d'Gréisst do ass.

Mir wëllen, dass operationell Strukturen geschaf gi jee no Plang a pro Regioun. Wéi gesot awer flexibel, dass, wann Transfert vu Kompetenzen op de regionalen Niveau geet, dann och den Transfert vu Suen dohinne geet, well mer festgestallt hunn: Do, wou keng Moyenné sinn, do ass och keng Begeescherung. Do, wou keng Sue sinn, ass keng Freed. Also muss ee sécherstellen, dass do, wou ee gären hätt, dass d'Gemengen zesummeschaffen a wou si selwer och zur Konklusioun kommen, dass se wëllen zesummeschaffen, dann och do d'Musek gemaach gëtt, wou déi Zesummenaarbecht soll geschéien.

Mir schwätzen eis aus fir den „Prinzip der zentralen Orte“. Nach eng Kéier, also e wesentlechen Entwécklungsfactor am Kader vun deene Syndicats régionaux à vocation multiple wéi och der Communauté urbaine; awer och dann als Corollaire eng konsequent Zréckféierung vun den interkommunale Syndikater, well eng Superpositioun - dat ass haaptsächlech eng Positioun och vun der LSAP gewiescht - ouni Ofschaffen op där anerer Säit en fin de compte keng Plus-value géif schafen, mä éischter eis an eng Moins-value géif bréngen.

De véierten Deel vu mengem Rapport iwwer d'Aarbechte vun eiser Kommissioun geet dann iwwer d'Gemeng vun der Zukunft. Elo komme mer an deen Deel, deen dobausse méi diskutéiert gëtt. Bis elo ware mer an engem Deel, deen diskutéiert ee ganz vill mat Gemengepolitiker, nationale Politiker, vill am klengen Krees. Dat ass zimlech abstrakt a schwierig. Elo komme mer op déi Saachen, déi méi grëffeg sinn.

Wéi soll dann déi Gemeng vun der Zukunft ausgesinn?

Déi Basisgemeng vun der Zukunft opgrond vun deene Kritären, déi mer elo virdrun definiert hunn. Well d'Basisgemeng vun der Zukunft ass jo net eng Fin en soi, mä et ass eng Konsequenz vun enger Démarche, déi ee sech gëtt. Mir hunn am Ausland gekuckt. Mir hunn zu Lëtzebuerg gekuckt. Mir hu gekuckt, wéi den Opbau wier an hunn en fin de compte zwee Seuilë festgestallt.

Et gëtt eng Zuel autour vun 3.000 Awunner, wou ee gesäit, dass an der Organisatioun vun de Gemenge sech eppes Wesentleches deet. A mir hunn en zweete Seuil, deen duerno ongeféier bei 9.000 bis 10.000 Awunner kéint, wou een dann nach eng Kéier gesäit, dass d'ganz Organisatioun vun der Gemeng dann op eemol aneschters strukturéiert gëtt.

An all menge Rasonnementer loosse ech ëmmer d'Stad Lëtzebuerg ewech, well d'Stad Lëtzebuerg ass e Fall fir sech,...

(Hilarité)

...deene ee mat kengem anere Fall ka vergläichen.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Am positive Sënn!

» Mme Anne Brasseur (DP). - Dat huet jo awer sécherlech näischt mat der Kompositioun vum Schäfferot ze dinn!

» M. Michel Wolter (CSV), rapporteur.- Neen, dat huet virun allem eppes mat der

Gréisst vun der Gemeng ze dinn a mat den Aufgaben, déi d'Stad Lëtzebuerg als Haaptstad vum Land muss erfëllen.

» Mme Anne Brasseur (DP). - Merci!

» M. Michel Wolter (CSV), rapporteur.- Mir sinn zur Konklusioun komm, nodeem de Stong do gefall ass, dat muss ee ganz einfach soen, nodeem de Syvicol eis säin Avis eraginn huet an d'Verriedung vun de Gemenge selwer dee Seuil vun 3.000 an d'Gespréich bruecht huet, dass een dee Seuil soll als eng Richtlinn ugesinn, fir d'Reorganisatioun vun de Gemengen an d'Definitioun vun der Basisgemeng vum 21. Jorhonnert virzehuelen.

Mir wëssen, dass dat keng Science exacte ass. Mir kënnen dat net mat enger mathematescher Formel beleeden.

Mir sinn och der Meenung, dass een en zweete Kritär muss derbäifügen, deen sech a mengem Aen zwar haaptsächlech, wann, dann op den Norde vum Land wäert applizéieren, an zwar dass mer net gären hätten, dass Gemenge géifen entstoën - well ee wierklech mordicus op dee Seuil vun 3.000 wëllt kommen -, déi méi grouss si wéi déi gréisste Gemeng, déi mer haut am Land hunn - dat ass d'Gemeng Wëntger, déi, mengen ech, ronn 120 km² huet -, well een da gesäit, dass d'Unzuel vun den Uertschaften engem aus dem Rudder geréit an een am Fong da méi Nodeeler op eemol kritt wéi Virdeeler, déi een u sech gären hätt.

Mir hunn eis op eng Démarche gëeent opgrond vun enger Propositioun vun Innenminister, deen mam Syvicol zesummen enger Kartographie amgaangen ass ze schaffen, déi an deenen nächste Méint de Gemenge soll presentéiert ginn a mat de Gemenge soll duerdiskutéiert ginn. An zwar soll an engem Délai vun engem Joer eng éischt Ronn gedréint ginn an dann eventuell nach en zweeten Tour hannendrun, wann een do nach Schwaachstellen a Plaze fënnt, wou dat net klappt. Duerno soll eng Preparatioun op e Referendum an deene concernéierte Gemengen hischaff, fir dass dat Ganzt fir d'Gemengewahl vun 2017 operationell wier.

Elo soe mir vill Leit - besonnesch an de Medien -, mat deenen ech déi lescht Deeg ze dinn hat, dass 2017 jo enorm, enorm wäit ass. Neen. Ech mengen, dass an deem heiten Domän 2017, mat all deene Viraarbechten, déi nach musse geleescht ginn, quasi iwwermuer ass.

Wann een all déi Diskussiounen gesäit, déi musse stattfannen, wou d'Leit sech emol musse fannen, plus all déi Implikatiounen, déi mer herno nach all musse maachen, wat d'Gemengefinanzen a -strukturen ubelaangt, an eventuell Adaptatiounen och vun aner Limiten, da wäert Der gesinn, dass mer méi séier an deem heiten Domän an der Richtung 2017 sinn, wéi et eis léif wäert sinn.

D'Kommissioun wëllt en Opruff maachen d'Gemengen an hir Responsabel, fir konstruktiv matzeschaffen un der Gestaltung vun där neier Kaart.

Déi Zäit, wou ech Innenminister war, sinn ech op ganz vill Plaze komm, dann hunn d'Gemengen engem gesot, besonnesch d'Buergermeeschteren: Lauschtert, Här Minister, mir wësse scho relativ séier, mat wem dat Ganzt hei zustane wäert kommen, mä soulaang kee Signal aus der Stad kéint, kéint Der net vun eis verlaangen, dass mir dat maachen.

Obscho mer gesinn, dass op ganz ville Plazen an deene leschten zwee, dräi Joer a besonnesch am leschte Joer awer Gespréicher ugefaange gi sinn, sinn nach eng Rei Leit, déi op dat Signal waarden.

Abee, dat Signal, dat geet haut hei fort. Et geet fort an d'Gemengen, fir sech ze implizéieren an déi Diskussioun, déi kéint. D'Diskussioun, déi mat der Gemengenzesummeleung ze dinn huet, awer net nëmmen.

Dir, wéi ech och, gi regelméisseg duerch d'Land a ginn da konfrontéiert mat Situatiounen, déi sech eben aus der Geschicht erginn an net nécessairement nach de Gegebenheete vun haut entsprechen.

Notamment gi mer am Süde relativ heftig a permanent bei alle Wahle vun de Bierger vun der Gemeng Koplescht opgefuerdert, si dach endlech an den Zentrum ze entloosen, well si strictelement näischt mam Süden ze dinn hätten.

Eng Gemeng, déi haut méi am Perimeter vun der Stad Lëtzebuerg läit, wéi nach am Süden, ass manifestement d'Gemeng Leideleng. D'Gemeng Leideleng ass eng Gemeng, déi haut am Fong an enger Aggloulex ze integréieren ass an déi dee ländleche Charakter, deen se ausgezecht huet an dee jo och an Zesummenaarbecht mat der

Gemeng Recken - där se jo zougeuerndet war am Ufank vum 19. Jorhonnert - mat sech bruecht huet, dass se an de Süde vum Land komm ass, haut net méi honnertprozenteg opweist.

Wéi een och op eng Rei Plaze kéint, wou Bierger un een erunrieden a soen: Lauschtert, ech sinn aus der Lokalitéit esou an esou, mir sinn zwar an der Gemeng esou an esou, mä et misst een awer emol eng Kéier eng Diskussioun doriwwer féieren, ob een dat net eng Kéier kéint änneren.

Mir wëssen, dass dat komplizéiert ass, well déi heiten Diskussiounen si jo ganz komplizéierter, mä den Opruff soll gëllen un d'Gemengepolitiker, mä net nëmmen u si, och un d'Bierger am Land, sech un där Diskussioun hei ze bedeelegen.

Saache wéi déi hei, vun dëser Envergure, déi mécht een nëmmen all Jorhonnert eng Kéier. Et ass also elo de Moment, dass déi Lokalpolitiker, dass d'Gemengepolitiker mat hire Leit doriwwer diskutéieren an och mam Innenminister a mam Syvicol zesummen dann zu kohärente Propositionen kënnen kommen.

Ech wëll nach e Wuert soen zu deene sougenannten Zwangsfusiounen. Et gëtt jo ëmmer vill dovunner geschwat, dass am Fong géif probéiert ginn, d'Gemengen zwangsweis ze fusionéieren.

Dat ass net de Fall. Mir hätte gären, dass den Élan vun ënnen eropkéint, eng Begleitung vun uewe mat engem Élan vun ënnen. Allerdéngs gëtt et och Limiten.

D'Limite ass déi, dass, wann een eng nei Kartographie mécht, een herno keng wäiss Flecken däréif Rescht behalen. Et däréif een net duerch de Refus vun deem engem oder deem anere Buergermeeschter an d'Situatioun kommen, dass een herno net zu engem eenheetleche System kéint.

Dat nennen ech net Zwangsfusioun. Dat nennen ech einfach d'Noutwendegkeet, sech ze verstännegen dorop, dass ee vun ënnen erop eng Dynamik wëllt schafen, déi awer zu engem Puzzle vun esou vill Stécker féiert an net zu engem Puzzle, wou dat eent oder dat anert Stéck dertëscht feelt.

Da wäerte mer och gesinn, dass, wann d'Leit sech elo beieneeféieren, dat net ëmmer an der Limite vun de Kantonen, déi mer haut hunn, emol net ëmmer an de Limité vun de Wahlbezirker, wéi mer se haut kennen, wäert eventuell stattfannen. Och do muss ee flexibel sinn an eventuell dorobber reagieren, en fonction vun den Diskussiounen, wéi se wäerte kommen.

Mir hu ganz vill a ganz intensiv mat der FGFC diskutéiert iwwer d'Zukunft vum Gemengepersonal. Den FGFC huet eis eng Rei vu Pabeieren eraginn, déi, muss ech soen, qualitativ op allerhéchstem Niveau waren, wou ee gesäit, dass si sech ganz vill Gedanken doriwwer gemaach hunn, wéi d'Gemeng vun der Zukunft kéint ausgesinn.

Mir sinn zur Konklusioun komm, dass d'Gemeng vun der Zukunft op dräi Pilierë muss bestoen, an zwar déi administrativ, déi finanziell an déi technesch Fonctioun. Mir hätten also gären eng Generalisatioun vun der technesch Fonctioun, déi noutwendeg ass opgrond vun de Gesetzer vun 1999 iwwer d'Landesplanung wéi och 2004 iwwer den Aménagement communal.

Mir mengen, dass d'Personal weider ausgebild a weider forméiert soll ginn an dass een do nach e Krack kéint zouleeën.

Dir erënnert lech drun, dass mer d'Gemengefonctioun virun ongeféier siwen, aacht Joer iwwerhaupt an den Inap gefouert hunn. Mir mengen, dass elo d'Zäit wier, fir do iwwer eng Verbreederung vun der Offer nozedenken. Mir schwätzen eis fir Organigrammer aus, déi no lokale Besoinë solle gestallt ginn.

D'Kommissioun schwätzt sech och aus fir e bësse méi Flexibilitéit beim Statut. Mir hu festgestallt, dass nei Missiounen op d'Gemengen duerkommen, dass zum Deel Missiounen op Gemenge kommen, déi net méi mam Kär, mat de Kärelementer vun der Fonctioun communale, wéi mir se am Fong definéieren, ze dinn hunn, mä déi sech méi an de Paragen an um Rand dovunner bewegen.

Duerfir froe mer de Minister, dass hien eng Lëscht soll opstellen, tëschent deene Fonctiounen, déi wierklech Fonctions souveraines sinn, déi Fonctiounen, déi am Statut vum Gemengebeamte solle bliwen, an déi Fonctiounen, wou d'Gemengen an Zukunft fir nei Missiounen, déi op se duerkommen, e bësse méi um Aarbechtsmarché an de Méiglechkeete vum Aarbechtsmarché no solle kënnen rekrutéieren.

D'Gemengefinanzen, léif Kollegeen, sinn e Schwaachpunkt an eisem Rapport. Dat muss ee ganz kloer an däitlech soen.

(Interruption)

Mir sinn an deem Beräich net esou wäit komm, wéi een dat gäre gehat hätt - wéi ech et och selwer gäre gehat hätt. Mä mir hunn awer festgestallt, iergendwou, dass mer net méi wäit géife kommen, soulaang mer net wëssen, wéi d'Basisgemeng vun der Zukunft géif ausgesinn.

Et ass an deem heite Beräich wéi a villen och esou - ech hat et virdu gesot: kee Geld, keng Freed -, dass d'Leit sech definitiv wëllen eréischt positionéieren, wa se gesinn, wéi d'Landschaft och ronderëm ausgesäit. Dans la mesure wou mer d'Landschaft net konnten definéieren, war et an der Kommissioun och net méiglech, méi wäit ze goe wéi dat, op wat mer eis konnten eenegen.

Ech sinn net frou doriwwer. Ech bedauern dat. Mä et ass awer och net méi ze änneren. Mir bleiwen, mir bekräftegen, dass d'Gemengerecetten un déi mëttelfristeg Entwécklung vun de Statsrecettë sollen uegbonne ginn, méi staark wéi dat haut de Fall ass.

Mir hätte gären, dass, wann den Transfert vu Kompetenzen tëschent Stat a Gemenge stattfënn, dann och d'Moyenen transferéiert ginn, an zwar am Virfeld. Du muss mer nach e bëssen un eis alleguerte schaffen. Mir mengen, dass d'Gemengesubsidie progressiv, besonnesch wat d'Equipementsubsidien ubelaangt, a regional Equipementsfonge solle goen, fir eben eng besser regional Implikatioun ze kréien, ouni dass awer e lokale Subsid fir Gemenge vun enger gewëssener Taille doduerch ausgeschloss wier. Dat ass net de Punkt vun eise Gedanken.

Mir fuerderen den Innenminister - ech weess, dass hien net eleng dofir do ass -, mir fuerderen d'Regierung op, fir elo, en vue vun deem wat kënn an deenen nächste Joren, schon Alternativen auszeschaffen, fir - le moment venu - déi op den Dësch kënnen ze leeë mat chiffres à l'appui, fir dass se kënnen diskutéiert ginn.

Ee vun de Schwaachpunkten, déi mer an deem Secteur hunn, dat ass, dass villes net esou dokumentéiert ass wéi d'Leit et gären hätten, a soulaang een dat net dokumentéiert kriit mat kloere Beispiller och fir d'Zukunft, wäerte mer - an dat sinn d'Erfahrungswäerter, déi eis dat weisen - keng propper Diskussioun kënnen kréien.

Mir hunn dann iwwer eis selwer oder iwwer e gudden Deel vun eis geschwat, nämlech iwwer d'Gemengepolitik, hire Rôle an der Gemeng vun der Zukunft. Dat ass e Punkt, op deem mer eis net eens gi sinn. Et sinn an der Kommissioun zwou Meenungen opeeneegestouss, déi mateneen, à ce stade, net ze conciliéiere waren.

Et ass e Fait, an dat muss een einfach gesinn, dass déi national Politik, wéi mer se haut kennen, an engem Changement ass. Mir wäerte gesinn, besonnesch wann den Traité vu Lissabon wäert a Kraaft treden, dass och d'Lëtzebuurger Deputéierten an deenen nächste Jore sech méi verstärkt wäerten den europapolitischen Aufgabe widme mussen.

Op där anerer Säit gesi mer, dass dee Leurre ze mengen, dass e Buergermeeschter haut nëmme mat senger Gemeng eppes ze dinn hätt, och net méi oprechtzerhalen ass. Gemengepolitik besteet haut och - a besonnesch an deene méi kleng Gemengen - zu engem ganz groussen Deel aus regionaler Politik, aus Zesummenaarbechtspolitik, déi a Syndikater stattfënn.

Duerfir ass en Deel vun der Kommissioun an hire Memberen der Meenung gewiescht, compte tenu vun deenen doten Entwécklung méi mer se kennen, dass een op d'Separatioun vun de lokalen an den nationale Mandater soll histeieren. En Deel huet dat awer net akzeptéiert, esou dass mer zum weise Kompromëss komm sinn, dass mer déi Fro do géifen ausklameren. Allerdéngs wësse mer, dass se erëmkënn.

Si muss erëmkommen, an dee Moment hunn d'Partei jo och nach e puer Joer Zäit, fir sech mat där Fro do weider ze beschäftegen. Et ass fir mech ganz kloer, dass mer fir d'échéance 2017/2019 zu enger Solutioun an deem doten Domän musse kommen. En attendant huet de Minister mam Syvicol geschwat an d'Kommissioun informéiert, dass hie wëlles huet am Sënn vun de Bestriewungen, wéi se an der Kommissioun hei diskutéiert gi sinn, och iwwer de Congé politique ze diskutéieren an eng Rei Adaptatiounen ze huelen.

D'Kommissioun dréit deem Rechnung, andeem se och der Meenung ass, dass déi regional Aufgabe méi staark an de Congé politique aflësse solle wéi dat bis elo de Fall ass. Mir mengen, dass een d'Formatioun vun de Gemengepolitik soll weider förderen, ouni dass een awer eng Mehrheit fonnt

hätt, fir dat e bësse méi obligatoresch ze maachen. Do sinn eng Rei vu staatspoliteschen Awänn komm, déi esou eng méi fest Beschreiwung vun deem Émstand verhängert hunn.

Dann nach e Punkt, deen net esou lëschtgeg ass. Mir mengen, dass een och d'Fro vun der Responsabilité pénale vun de Membere vun Schäfferot wierklech seriö an deenen nächste Méint eng Kéier muss ugoen, besonnesch dann, wann déi invoquéiert gëtt opgrond vun Aktiounen an Evenementer, déi geschéien, ouni dass eng wëssentlech Zuwidderhandlung vun Schäfferot virläit.

Mir sinn haut am Gemengesector mat enger Rei vun esou Froe konfrontéiert, a jee nodeem wéi do d'Gerichtsuerteeler ausginn, kënn dat emol mat sech bréngen, dass sech eng ganz Rei Leit aus der Gemengepolitik wäerte verabschieden. Zum Beispill an engem Spidolssyndikat ze setzen, mat der perséinlecher Haftung vun deem Eenzelnen iwwer Akten, mat deenen ee strictement näischt ze dinn huet, an iergendwann eng Kéier konfrontéiert ze gi mat de Konsequenzen dovunner, ass eppes, wat net schrecklech erbaulech ass, besonnesch wann een d'Moyenen net huet, fir do anzegräifen.

Dat ass esou wéi och an aner Fäll, déi Kollegen heibannen hunn, an déi duerfir wëssen, dass et zwou Zorte gëtt. Et gëtt déi Zorten, wou eng Décisioun vun Schäfferot beswos en violation vun engem Gesetz geholl gëtt, an et geschéien déi Fäll, wou eppes geschitt, wou een awer net onbedéngt wëssentlech a wëllentlech eppes falsch gemaach huet. Mir sinn zur Konklusioun komm, dass een do wierklech muss zu enger Solutioun kommen.

Schlussendlech nach zwee Punkten, déi mer diskutéiert hunn. Dat sinn d'Felder fënnef a sechs. Fënnef war d'Tutelle. Do war eng grous Unanimitéit an der Kommissioun fir d'Opportunitéitstutelle aus dem 19. Jorhonnert ofzeschaffen an e System ze schafe vun enger Tutelle, déi sech an Zukunft op de Contrôle vun der Legalitéit reduziéiere soll.

Méi Autonomie, dat muss ee jiddferengem allerdéngs och soen, dat bedeit och méi Responsabilitéit. Kee Contrôle bedeit, dass Akten, déi ee setzt, wa se schif ginn, ee méi séier an eng penibel Situatioun kënnen setzen. Toujours est-il, dass d'Kommissioun der Meenung war, dass déi Aart a Weis wéi d'Tutelle ausgeübt gëtt, dans la mesure wou et a ganz ville Gesetzer net spezifizéiert ass, wat dann elo Opportunitéit ass a wat net Opportunitéit ass, am Fong zu engem Mëssbrauch kënn vun der Tutelle féieren. Mir plädéieren also dowéinst fir d'Afféiere vun engem exklusive Contrôle de légalité. Allerdéngs si mer dofir, an zwar aus iwwergeuerdnete Grënn, dass de Contrôle d'opportunité do bäibehale gëtt, wou en expressis verbis am Gesetz fir déi Matière ageschriwwen steet, well et gëtt eng Rei vun Domänen wou d'Autonomie communale an den Intérêt général vun Land mussen zesummespillen a wou d'Autonomie communale net contraire zum Intérêt général ka sinn.

Mir schwätzen eis dann och nach fir en alen Hummer aus, wou ech net weess, wien et soll maachen, mä et misst awer eng Kéier gemaach ginn. Dat ass d'Codificatioun vun eisen Texter. Et ass fir d'Gemengepolitik haut eng mer à boire, fir erauszefannen, wou an a wat fir engem Gesetz déi Saache stinn, déi noutwendeg sinn, fir säin Handwierk ze maachen. Mir hoffen, dass den Innenminister Zäit fënn fir sech där Saach unzehuelen. A wann hie selwer se net fënn, dass hie Leit fënn, déi dat fir hie maachen. Ech mengen, dass dat en Outil wär an der heiteger Zäit, deen een noutwendegerweis de Gemengepolitik sollt kennen ubidden.

Ech kommen zu menge Konklusiounen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech mengen, dass mer an der Kommissioun ganz vill geschafft hunn. Et war derwäert, fir den Tour ze dréien. Et war derwäert, fir 45 Réuniounen an der Kommissioun ze maachen. Et kann een net alles regelen. Dat ass net méiglech. D'Kompositioun vun der Kommissioun, wéi och d'Kompositioun vun deem Haus, léisst dat einfach net zou. Et ass, ënner eis gesot, net méiglech, d'Leit esou ze „streamlinen“, dass se allegueren enger Meenung sinn. Dat muss jo och net sinn. Mä ech mengen, dass mer awer an deene wesentlechste Punkten e Schrëtt virukomm sinn, an dat ass wichteg.

Mir hunn eng Basis geschaf fir eng Reorganisatioun. Mir hunn d'Basis geschaf an d'Opfuerderung geschaf un eng ganz Rei Ministeren. Ech si frou, dass net nëmme den Innenminister de Mëtteg hei ass, mä dass och eng Rei vu senger Kollegen hei sinn, well och do muss een einfach eppes riichtstellen. Och wann den Innenminister d'Tutelle iwwer d'Gemengen exerzéiert,

gëtt et haut kaum nach en Domän vun der Gemengepolitik, wou net all déi aner Departementer individuell och mat implizéiert sinn. Esou dass am Fong déi Erausforderungen, déi hei geschaf ginn duerch dee Rapport, sech och net nëmme un den Innenminister eleng wenden, mä an enger ganzer Rei Domänen och u senger Kollege wenden, well si déi noutwendeg Projete mussen erabringen, fir deene Recommandatiounen vun der Kommissioun Rechnung ze droen.

Et ass, Här President, dann och an deem Sënn gewiescht, dass eis Kommissioun, fir deem e bëssen Nodrock ze ginn, lech elo nach eng Motioun an eng Resolutioun wäert hei ënnerbreeden, déi vun de Fraktiounen vun der CSV, vun der LSAP, vun der DP a vun deene Gréngen ënnerschriwwen sinn.

D'Motioun schwätzt sech derfir aus, dass déi Konklusiounen, déi aus deem Rapport hei erausginn an déi wéi gesot d'Resultat si vun dräi an engem hallwe Joer Aarbecht, vun deene jeeweiligen Instanzen an deenen nächste Joren och ëmgesat solle ginn. Et ass also eng, déi sech un d'Regierung wennt, fir d'Émsetzung ze maache vun deem, wat mer hei recommandéieren.

D'Resolutioun, déi wennt sech un eis selwer. Well mir eng Spezialkommissioun sinn a mat der Virleeung vun deem Rapport d'Aufgab vun der Spezialkommissioun erfëllt ass, léise mer eis op, esou wéi d'Reglement dat och virgesäit. Mir mengen awer, dass d'Chamber de Suivi muss maache vun där Aarbecht, déi elo hei gemaach ginn ass. Mir géifen d'innenpolitesche Kommissioun gären domadder chargéieren, fir a regelméissegen Intervallen - dat kéint zum Beispill zweemol d'Joer sinn - sech mam Fortschreide vun deene Recommandatiounen hei ze beschäftegen. Et sinn hei Saachen dran, déi kuerzfristeg sinn. Et sinn der derbäi, déi mëttelfristeg sinn. Et sinn der derbäi, déi laangfristeg sinn.

Ech mengen, dass e gesonde politesche Drock an e gesonde politesche Contrôle vun der Chamber och d'Kollegen an der Regierung wäert dozou unhalen, fir mat deem néidegen Nodrock déi Ännerungen op den Instanzewege ze ginn, déi noutwendeg sinn, fir déi Gemenglandschaft vun 21. Jorhonnert, wéi mer se hei definéiert hunn a wéi mer se gären hätten, och un d'Liewen ze kréien.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» a été instituée par une résolution adoptée par la Chambre des Députés le 9 décembre 2004 pour «mener un débat approfondi sur la structure administrative du pays» et pour «dégager, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Intérieur, les grandes lignes de la réforme territoriale pour moderniser les structures administratives du Luxembourg, et notamment le paysage communal et la définition des compétences communales»;

- considérant que cette réforme qui a comme finalité de doter le pays de structures territoriales capables de faire face aux défis du 21^e siècle constitue une première nécessité dans le souci de modernisation des structures administratives du Luxembourg;

- considérant que la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» a tiré ses conclusions quant aux mesures concrètes à mettre en œuvre;

- considérant qu'une réalisation concrète des idées formulées dans des délais raisonnables est exigée;

charge la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire:

- d'assurer le suivi de la mise en œuvre des propositions faites par la Commission spéciale dans son rapport final du 19 juin 2008;

- de procéder à intervalles réguliers à l'établissement d'un bilan de la mise en pratique des mesures destinées à réaliser la réforme territoriale et administrative du pays.

(s.) Michel Wolter, Fernand Etgen, Camille Gira, Jean-Pierre Klein, Marco Schank.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le rapport de la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg», que ce rapport a été élaboré en étroite interaction avec le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et les représentants des collectivités locales siégeant au sein du Syvicol;

- considérant que les principaux axes de ce rapport sont: le renforcement des collectivités locales et de leur statut autonome; la mise en place de services communaux ad-

ministratifs, financiers et techniques forts, capables de relever les défis auxquels sont confrontés les communes d'aujourd'hui; une nouvelle répartition des compétences entre l'État et les communes accompagnée d'un transfert de moyens financiers suffisants vers ces dernières, surtout les centres de développement et d'attraction; une coopération régionale plus structurée correspondant à la vocation des régions d'aménagement du pays; et un accroissement de la professionnalisation des fonctions électives locales;

- considérant que ce rapport repose sur un large consensus entre partis représentés à la Chambre des Députés, et qu'il a vocation de servir de base et de feuille de route pour une réforme territoriale souhaitée par les principales formations politiques du pays et à mettre en œuvre de concert avec les collectivités locales;

- considérant que le Gouvernement est appelé à prendre une série d'initiatives législatives et réglementaires, spécifiées dans le rapport de la Commission spéciale, en vue d'amorcer une véritable réforme territoriale et de la mener à terme, avec le législateur, avant 2017;

invite le Gouvernement

- à prendre les initiatives législatives et réglementaires décrites dans le rapport de la Commission spéciale «RTL» et reprises dans les conclusions de ce rapport, de manière à ce que la réalisation de la réforme territoriale puisse être entamée sans délai;

- à conclure ses concertations avec la représentation des collectivités locales après discussion avec les communes concernées jusqu'au printemps 2009, de manière à ce qu'une carte des futures structures territoriales du pays puisse être élaborée et les mesures nécessaires à la mise en place de ces structures puissent être prises par le législateur;

- à concevoir à brève échéance des lignes directrices d'une réforme des finances communales, et à saisir le Conseil supérieur des Finances communales des propositions destinées à accompagner la réforme des structures territoriales et à leur conférer la stabilité et la solidité nécessaires, afin de parachever la réforme territoriale sur le plan de l'organisation fiscale et financière.

(s.) Michel Wolter, Fernand Etgen, Camille Gira, Jean-Pierre Klein, Marco Schank.

Nach eng Kéier e ganz grouse Merci un all déi, déi eis gehollef hunn déi dräi an en halleft Joer un deem Rapport hei ze schaffen. Ech soen lech alleguerte Merci fir Aert Nolauschteren.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Ech wëll dem Här Wolter Merci soe fir säin extensive Rapport, deen hie gemaach huet, a fir d'Resolutioun an d'Motioun, déi ausgedeelt ginn. Als éischte Riedner ass dann den honorablen Här Clement ageschriwwen.

Débat

» **M. Lucien Clement (CSV)** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll haut bei deem Débat iwwer d'territorial Reform vun eiser Gemenglandschaft keen esou e globalen Iwwerschlag maachen, wéi de Michel Wolter dat elo just gemaach huet, mä ech wëll e bësse méi spezifesch op dräi Themen agoen, déi och zu där Réorganisation territoriale gehéieren.

Ech denken do als éischte Punkt - dat ass e Punkt, dee mer och vill diskutéiert hunn - un den Héichwaasserschutz. Ech hunn op dëser Plaz, Här President, scho ganz dacks iwwer d'Héichwaasser an iwwer den Héichwaasserschutz geschwat. Ech wäert dowéinst och dës Problematik net méi am Detail exposéieren, mä just op déi wichtegst Voleten am Kader vun dëser Reform agoen. Och wann ech elo als Miseler schwätzen, si mir eis jo alleguerte bewusst, datt et net nëmme den Oste vun Grand-Duché ass, dee géint Héichwaasser ze kämpfen huet, mä et sinn och ganz vill aner Géigenden aus dem Land vun deem Phenomeen be-traff an dann och geschiedegt.

Den Héichwaasserschutz an d'Moosname géint d'Héichwaasser gehéieren haut zu de Missiounen vun de Gemengen. Well dës Me-

suren awer an diverse Fäll immens vill kaschten an och immens groussen administrativen Opwand mat sech bréngen, ass et net méiglech, datt d'Gemengen dee finanziellen Impakt wéi och deen administrativen Impakt selwer regele kënnen. Ech erkläre mech.

Iwwert déi ganz Muselregioun an och iwwert d'Regioun laanscht d'Sauer ass an der Zäit vum deemolegen Innenminister Michel Wolter eng Etüd „Héichwaasserschutz“ an Opdrag gi ginn, déi och dann integral vum Ministère finanzéiert ginn ass. Dës Etüd gesäit vir, datt a Saachen Héichwaasserschutz op der Musel ënner anerem Diskussionsioner iwwert Terraine mat Däitschland musse gefouert ginn.

Dat, Här President, esou leed wéi et mer deet, kann net an ass net d'Aufgab vum där eenzelner Gemeng aus där Regioun. Dat ass ganz kloer d'Kompetenz vun enger Regierung. Dat eleng schonn ass eng Ur-saach, datt et sech hei ëm eng partagéiert Kompetenz tëschent Stat a Gemeng handelt.

Och ass dee finanziellen Impakt fir déi eenzel Gemeng laut Etüd esou gewaltig, datt si dat net ka bewältegen ouni massiv Ënnerstützung vum Stat. All déi Uertschafte laanscht eis Grenzflëss hu bis elo wéineg falsch gemaach, wat d'Bauen op hirem Territoire ugeet. Si hunn e gewëssenen Know-how an dëser Matière. Wou däerf gebaut ginn, wou net däerf gebaut ginn, oder net soll gebaut ginn, dat ass e Wëssen, dat zum Deel dann och historesch an dësen Uertschafte gewuess ass.

Dofir, Här President, si mer an der Kommissioun där Meenung, datt dës Gemenge bei hire Moosnamen, wat den Héichwaasserschutz ugeet, net däerfen eleng gelooss ginn. D'Landversigelung féint net nëmme laanscht eis grouss Grenzflëss statt, mä si féint och am Rescht vum Land statt. Dofir si mer an der Spezialkommissioun och zur Konkursioun komm, datt hei an dësem Domän eng national Solidaritéit ze spillen huet.

Dofir sinn ech frou, datt an dësem Kontext den Innenminister, den Här Jean-Marie Halsdorf, an der Commission des Affaires intérieures gesot huet - an ech zitieren do e bëssen aus dem Rapport vum där Kommissioun -: «M. Jean-Marie Halsdorf rappelle la discussion menée dans le passé de ne pas faire supporter les coûts engendrés par les inondations aux seules communes dont le territoire est traversé par un cours d'eau ou se situe le long d'un cours d'eau. Le point j. de l'article 55, 1., est relatif à „la prise en charge jusqu'à 80% du coût des mesures régionales destinées à réduire les effets des inondations, ainsi que les frais d'études et dépenses connexes y relatifs“, le point k. prévoyant une prise en charge jusqu'à 50% pour les mesures locales. Ainsi, la future loi donnera donc la possibilité d'une prise en charge de ces coûts pour la région de la Moselle ou de la Sûre.»

Da geet et weider an deem Rapport an där zitieren ech nach eng Kéier e Saz: «À une remarque afférente de M. Jean-Pierre Klein, Monsieur le Ministre renvoie au point a., en vertu duquel l'État peut prendre en charge jusqu'à 100% „des dépenses relatives aux projets reconnus d'intérêt national par le Gouvernement en Conseil et ayant pour objet... - la réduction des risques d'inondation...“» Souwäit de Rapport vum dëser Sitzung vum der Commission des Affaires intérieures.

Ech si frou, Här President, datt hei schonn deem Rechnung gedroe gouf, wat mir an der Spezialkommissioun diskutéiert hunn. Ech kéint mer virstellen, Här Minister, datt de Stat sech selwer an dësem Domän e Programm géif ginn, deen den Doléancé vum deenen eenzelne Gemengen do géif Rechnung droen. Dës Programm misst un eng Zäitschinn gekoppelt sinn an och de Prioritéit Rechnung droen, wéi gefäerdet déi eng oder déi aner Gemeng a Saachen Héichwaasser ass. Wéi gesot, d'Etüd „Héichwaasserschutz“ läit am Detail um Dësch. Si brauch nëmme nach - an dat a Concertatioun mat deene betraffene Gemengen - diskutéiert ze ginn, fir herno ëmgesat ze ginn.

À titre d'information wëll ech soen, datt bei eisen däitschen Noperen an dësem Domän

e Finanzéierungsmodell vun 90 zu 10 besteet. Hei ass allerdéngs net d'Gemeng, mä hei ass de Stat federführend an den Dossier. Souwuel op der Musel wéi och op der Sauer si se eis och a puncto Héichwaasserschutz - géif ech soen - ëm Längen, wann net zéng bis 15 Joer viraus.

En zweete Punkt, iwwert deen ech hei wollt schwätzen, ass dee vum Congé politique, iwwert dee jo a regelméissegen Ofstänn och diskutéiert gëtt. Wa mir vun engem Szenario mat manner Gemengen ausginn - Gemengen, déi dann natierlech och méi Awunner hunn -, bréngt dës Modell och mat sech, datt d'Missionen an d'Offer, déi d'Gemengen de Bierger mussen ubidden, méi grouss ginn. Derbäi kënn, datt d'Gemengen dann och eng méi grouss Autonomie kréien, also méi autonom fonctionnéieren.

All dës Tatsaache bréngt mat sech, datt eng Diskussioun iwwert den haaptberuffleche Buergermeeschter, de Congé politique souwéi och d'Trennung vum Buergermeeschter an dem Deputéierte muss gefouert ginn.

D'Fro, déi hei muss gestallt ginn an déi och parallel mat där sech verännerender Gemenglandschaft beäntwert gi muss, ass déi heiten: Ass et an Zukunft nach méiglech, oder besser gesot, ass et an Zukunft nach ze verantworten, datt Gemenge mat enger gewësser Masse critique un Awunner vun engem Buergermeeschter geleet ginn, deen dann och nach aner berufflech Flichten huet? Datselwecht géill iwwregens och an anerer Proportioun fir d'Schäffen- a Gemengeréit.

Wann d'Ufuerderungen un déi Leit, déi sech fir d'Gemengepolitik hierginn, klammen, muss de Congé politique och deem Rechnung droen. Esou si mer an der Kommissioun dann och der Meenung, datt de Congé politique an déi dozou gehéiereg Rémunéiratioun parallel mat enger neier Gemengekartographie agefouert solle ginn.

Wann iwwer eng Augmentatioun vum Congé politique diskutéiert gëtt, muss een awer bedenken, datt dës Fräistellung, fir Politik ze maachen, wahrscheinlech eischer a méi einfach ze verwierklechen ass fir dee Politiker, deen aus dem Secteur public kënn, wéi fir dee Politiker, dee säin Origine am Secteur privé, also am Privatsecteur, huet; egal ob hien hei an dësem Secteur Salaré ass oder komplett als Selbstständige schafft.

Hei mussen, Här President, Modeller entwéckelt ginn, déi dës Contrainté Rechnung droen. Ech denken och net, datt iergendengem heibannen dru geleé ass, datt déi zukünftige Buergermeeschteren a Schäffe vun dann a méi grouss Gemengen alleguer aus dem Secteur public herno komme sollen. Ech si jiddefalls der Meenung, datt dat en Dauerschued wier an ech denken, datt och an Zukunft hei e gesonde Mix weiderhin net géif schueden.

Och wann herno iwwert d'Gesetz eng zolidd Augmentatioun vum Congé politique festgeluecht gëtt, bleift ënner dem Stréch, datt déi Leit aus dem Secteur privé an hire Betriber selwer Schwierigkeete virfanne wäerten. Schwierigkeeten, déi dorobber erauslaffe wäerten, datt si léiwere herno d'Fangere vun der Politik ewechloossen.

Schwierigkeete wäerten et och gi fir déi Leit, déi 40 Stonne Congé politique hunn, wa si emol eng Kéier net méi gewielt sinn oder net méi an der Politik tätég sinn, fir déi dann erëm an de Privatsecteur ze reintegréieren. Mir sollten dofir no neie Modeller sichen a kucken, fir do eng Regelung ze fannen, déi all deene Contrainté Rechnung dréit. De Congé politique einfach unzehiewen, ass menger Meenung no zu dësem Zeitpunkt mat Sécherheet net onbedéngt dat Gielt vum Ee.

Wiere mer awer, Här President, schonn um Enn vun onse Beméiungen ukomm, dat heescht bei enger anerer Gemenglandschaft, méi Masse critique an deenen eenzelne Gemengen, ergo och manner Buergermeeschteren, kéint ee sech zum Beispill e Modell virstellen a puncto Rémunéiratioun a Congé politique, wéi mer en haut hei an der Chamber kennen. Dës Modell ass, soen ech emol, vläicht och net optimal, mä en ass deen zurzäit dach beschtméigleche Modell, fir deem, wat ech virdu gesot hunn, an iergendenger Form Rechnung ze droen.

Dës Modell hätt doriwir eraus och nach de Virdeel, fir d'Ofschafte vum Doppelmandat vum Deputéierten a Buergermeeschter méi schmackhaft ze maachen. Et wäert an Zukunft schwierig sinn, dës Duebelbelaaschtung bäizebehalen. An och do gëtt et Argumenter. Et kann net sinn, datt de Cumul vum Congé politique iwwer 40 Stonnen d'Woch erausgeet, well mer jo haut hei zu Lëtzebuerg Gesetzer hunn, wat d'Aarbeitszäit ugeet. Dat ass dat eent.

Zweetens, méi nei Aufgabe fir déi zukünftige Buergermeeschteren, wann een de Rapport final vun der Kommissioun kuckt, an och ëmmer méi an nei Dossier, virun allem och där europäescher - an de Michel Wolter huet dat och scho gesot -, kommen op den Deputéierten zou. An et wäerten der an Zukunft och net manner ginn. Schléit een dat alles zesummen a léisst een dee parteipolitesche Calcul op der Sait an ass éierlech mat sech selwer, da gëtt et an Zukunft nëmme eng Solutioun, an dat wäert déi sinn, datt een iergendwann dozou kënn, fir d'Trennung vun dësen zwee Mandater ze maachen.

En drëtten Punkt, iwwert deen ech wëll schwätzen, ass d'Versuergung vun de Leit am Alter. Mir sinn an der Kommissioun der Meenung, datt d'Versuergung vun eisen eelere Leit ënner d'Responsabilitéit oder op d'mannst d'Koresponsabilitéit vun de Gemenge fält. Duerfir schwätzt sech d'Kommissioun fir d'Opstelle vun engem Plan sectoriel pluriannuel sur base des principes de l'aménagement du territoire an dësem Domän aus.

Wann een elo dovun ausgeet, datt et eng Responsabilitéit vun de Gemengen ass an och bleiwe soll, da muss och derfir gesuergt ginn, datt déi eenzel Gemengen dës Responsabilitéit och kënnen ënner gläiche Konditiounen erfüllen oder iwwerhuelen.

Haut, Här President, kenne mir u sech dräi Zorte vun Haiser, déi eis eeler Matbierger ophuelen. Dat eent si Maisons de soins pour personnes âgées. Si ënnerstinn dem Santéministère a ginn deemno och ganz vum Stat bezuelt a belaachten deemno net de Budget vum där jeeweileger Standuertgemeng.

Déi zweet Kategorie, déi mer kennen, belaascht och net de Gemengebudget a gëtt vu Privatträger gebaut an och géréiert.

Déi drëtt Kategorie, déi mer kennen, si Gemengenhaiser, ënnerstinn dem Familjeministère a ginn an der Regel vum Stat mat 80% subventionéiert. Hei droen déi eenzel Gemengen an och de Verband u Gemengen, wa se an engem Syndikat zesummegegloss sinn, 20% vun den Infrastrukturkäschten. Mä net nëmme dat, si sinn an der Regel och nach fir eventuell Defiziter an der Gestiou vum dësem Haiser haftbar.

Dir gesitt, Dir Dammen an Dir Hären, hei ass eng Gemeng par rapport zu där anerer ganz kloer bevirdelegt oder ganz kloer benodelegt, jee nodeem wéi een et kuckt. An hei an dësem Domän muss wéi scho gesot e Plan sectoriel erstallt ginn, an d'Gemenge mussen, wat d'Finanzéierung vun den Infrastrukturen ugeet, an déiselwecht Ausgangspositioun bruecht ginn oder gesat ginn.

Des Weidere schéngt mer wichteg, datt an Zukunft all déi Haiser no engem nei definierte Schema autonom fonctionnéiere sollen. E Règlement d'ordre intérieur soll och déi finanziell Gestiou vun deenen eenzelnen Haiser regelen, an dee muss esou ausgesinn, datt si sech finanziell och selwer droen an esou eventuell Defiziter dann och vermidde ginn.

Ech denken hei virun allem un d'Uleed vum enger Réserve financière, geméiss dem Offschreiungsprinzip aus dem Privatsecteur. Mécht een dat net, wäerten et ëmmer erëm finanziell Enkpäss ginn, déi d'Gemengebudgete belaaachte wäerten, wann zum Beispill an dësem Haiser nei ugestrach muss ginn oder eng nei Kichenariichtung kaaft muss ginn.

Dat gesot, Här President, hoffen ech, datt mer déi Mesuren, déi d'Spezialkommissioun an hirer grousser Majoritéit zesumme mam Innenminister a sengem Haus ausgeschafft huet, zügeg an Ugrëff huelen an och en musique setze kënnen.

Zum Schluss wëll ech awer dem President vun der Kommissioun, eisem Fraktiounspräsident Michel Wolter, Merci soe fir all déi Aarbecht, déi hie sech gemaach huet, a virun allem awer fir déi Gedold an dat Geschéck, déi hien opbruecht huet, fir dës Kommissioun ze leeden an och fir zu dësem Resultat, dat mer a Form vun dësem Rapport virleien hunn, ze féieren.

E Merci geet selbstverständlech och nach un d'Beamte vum Ministère an och un déi hei aus der Chamber. An un lech natierlech alleguer, déi mer nogelauschtert hunn.

Ech soe Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Clement. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Etgen. Den Här Etgen huet d'Wuert.

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Kolleginnen a Kollegeen, ech wëllt meng Interventioun mat e puer allgemenge Remarquen ufänken, fir de Kader, an deem mer eis bewegen, ze ëmrisse.

Oft gëtt gesot, d'Gemengestruktur wiere vun anno Tubak a missten duerfir grondleeënd geännert ginn. Dat ass awer ze simplistesesch.

Eng Stärkten-Schwächen-Analys weist eis, datt d'Gemengen, vun e puer Schwaachpunkten ofgesinn, an der Regal gutt fonctionnéieren, dank dem onermiddlechen Engagement vun de villen Intervenanten.

Mat Satisfaktioun stelle mer fest, datt et nawell vill a richteg verstanene Bénévolat am Gemengeliwe gëtt. Jo, d'Gemenge fonctionnéiere besser, méi effikass, wéi staatelech Servicer. Duerfir mussen och d'Roll vum Stat an d'Relatiounen tëschent Stat a Gemeng iwwert de Leescht gezu ginn. An, et ass schonn heibanne gesot ginn, de Fonctionnement an d'Denkweis am Innenministère selwer mussen och iwwerducht ginn.

D'Biergerinnen an d'Bierger erwaarde stänneg méi vu Stat a Gemengen. De Service public huet sech an deene leschte Jore weiterentwickelt an ass haut aus dem kulturellen, sozialen a wirtschaftleche Liewen net ewechzedden.

D'Gemenge sinn zu engem groussen Deel responsabel fir déi gesteigert Attraktivitéit, besonnesch am ländleche Raum. Dat därefer mer, wa mer vun enger Réforme territoriale schwätzen, net aus den Ae verléieren.

Här President, méi wéi dräi Joer a 45 Sitzungen huet d'Spezialkommissioun gebraucht, fir hire Rapport ze finaliséieren. Et war e schwierige Parcours, besonnesch wann ee bedenkt, datt esou eng gutt Viraarbecht mat der Kompetenzdebat vum 2003 gelescht gouf. Besonnesch och wann ee bedenkt, datt keen d'Noutwendegkeet vun enger Reform a Fro gestallt huet. Besonnesch och wann ee bedenkt, datt op enger Rei Handlungsfelder schonn eppes Konkretes hätt kënnen an d'Wee geleet ginn.

Ech denken hei un déi acht Motiounen, déi d'Chamber 2003 unanime ugeholl huet a vun deene keng eenzeg ëmgesat gouf. Ech denken hei un de Congé politique, wou et um politesche Wëlle gefeelt huet, fir eppes ze maachen. An dobäi sollt de Rapport scho fir de Summer 2006 fäerdeg sinn.

Firwat huet et dann esou laang gedauert? War d'Missioun vun der Spezialkommissioun net kloer genuch definéiert?

Hat dës Regierung et verfeelt, am Koalitionsaccord eng gemeinsam Marschroute festzuleeën?

Ech mengen haut soen ze kënnen, datt d'Ambitioune vu verschiddene Leit iwwer eng Territorialreform net onbedéngt zesummegepasst hunn. Déi eng wollt vläicht eischer eng Reform, wou op ee Coup alles realiséiert géif; déi aner wollt eischer ee graduellt Weiderkomme präconiséieren, wou een a Rou, awer virun allem mat Häerz a Verstand sollt un d'Problematik eruegen.

Et ass dës pragmatesch Approche, déi leschtenen hire Wee gemaach huet. An et ass och dës Virgehensweis, déi d'Approbatiou vun den Haaptfraktiounen an der Kommissioun fonnt huet.

Et ass awer keen Happy End. Et ass eréischt den Ufank. Et ass eng Landung, déi gläichzäitig och e Start zu engem neien Challenge ass. En Challenge, deen doranner besteet, datt den Innenminister am Dialog, am Konsens an am géigesäitegen Averstännis eng Carte territoriale opstellt.

A well den Innenminister mam Syvicol déi dote Virgehensweise schonn op d'Schinne gesat hat, haten déi, déi eng Radikalreform präconiséiert haten, keen anere Choix, wéi sech ze ralliéieren, well se duerch d'politesch Realitéit um Terrain riskéiert hätten, sech als theoretesch Reformer an den Eck drécken ze loossen, ouni datt si eppes opweises hätten.

Hei huet ee séier gemierkt: Reformwütig ass net gläich reformfäeg. Duerfir ass et op eemol séier gaangen. Et ass och séier gaange mam Strächen, mam Zréckstelle vun Ambitiounen, déi wuelverstanen ëmmer nëmme vu Minoritéite gedeelt goufen. Et ass esou séier gaangen, datt ee bal virgess huet, wat alles hätt kënnen zréckbehalen ginn a wat d'Autonomie vun de Gemenge staark ënnergruween hätt.

Ech denken hei un all Form vun Zwëschestruktur, un den Établissement public de coordination régionale mat engem Représentant territorial de l'État, ech denken un eng Administration des affaires communales et régionales, ech denken un eng Chambre des élus communaux. Alles Gebilde, déi ee Kompetenztransfert vu gewielte Vertrieeder op d'Beamte mat sech bruecht hätt.

D'DP hat duerfir a fréiere Positionspabeieren, an notament an hirem Alternativkon-

zept, dat si presentéiert hat nom Innenminister sengem Konzept, kloer opgezeechent, wéi esou eng Reform kéint ausgesinn. Et ass ee pragmatescht Alternativkonzept, dat de Realitéiten um Terrain Rechnung dréit an och eng gerecht Behandlung vun de Gemenge virgesäit. Eis als DP ass et virun allem drëm gaangen, staark Gemengen ze kréien, fir d'Gemengenautonomie ze festegen a fir der Evoluitioun vun der Demokratie zu enger Technokratie Halt ze gebidden.

Virun allem ass et eis awer drëm gaangen, fir méi Autonomie, manner Kontroll, manner Tutelle, méi Fräiheet an eng gréisser Responsabilisatioun vun de Gemengen ze erreechen. D'DP-Alternativkonzept gouf geleet vun der Approche, dass mer d'Politik mussen erëm méi no bei de Bierger réckelen. Wéi kënne mer eis Gemengen an de Regiounen organiséieren, dass se als modernen an effikasse Serviceprovider déi vun de Biergerinnen a Bierger gefrote professionell Leeschtunge beschlüssen erfëlle kënnen? A grad duerfir begrësse mer ausdrécklech, dass sech am Ofschlossrapport géint ee Contrôle d'opportunité, a just fir ee Contrôle de légalité ausgeschwat gëtt. Grad wéi och d'Ofschafung vun den Distriktskommissariater ee vun de Käpunkte vun deem Alternativkonzept ass. D'Distriktskommissäre sinn e Relikt par définition aus dem Postkutschenzäitalter.

Här President, diesen Ofschlossbericht ass eng kloer Ofso zu Zwangsfusionen. Mä ee gewëssent Mësstrauen ass noutwendeg, et ass eng Form vu Virsicht. Fusionen dierfen net opgezwoenge ginn, mä mussen an de Käpp vun de Leit wuessen. Eng intensiv gefouert Diskussioun kann deem Reifeprozess nëmmen dënglech sinn. Mir mussen eis also Zäit huelen, quitte dass ee sech eng Echéance setzt, wuelwëssend, dass ee muss flexibel bleiwen. Léiwer eng fräiwëlleg Fusion mat enger Wahlchéance méi spéit, wéi onzefriden, ondécidéiert Partner mat Zwang beienebréngen.

Et gëtt nach ze vill kleng Gemengen; hei géllt et Fusiounsbestriewungen ze ënnerstëtzen. Et kann awer net sinn, dass déi kleng Gemengen de Geldkrunn zougédreint kréien an iwwert dee Wee zwangsforcéiert ginn, d'Knëppele bei d'Tromm ze geheien. Et ass einfach falsch, déi Gemengen, déi net direkt wëlle fusionéieren, finanziell ze bestrofen, oder déi, déi et maache wëllen, esou wéi et am Rapport steet a wéi de Minister et och nach dëser Deeg nees an engem Interview ënnerstrach huet, extra ze belounen. Déi Doppelmoral, déi eng Spezialitéit vu senger Partei ass, fir op där enger Säit eppes virzegaukeln an dann op där anerer Säit et awer ze maache wéi een et wëllt, dass ee politesche Stil, mat deem ee fir allemol muss opgehele ginn!

(Interruptions)

» **Une voix.** - Wéi kënnt Dir esou eppes vun enger chrëschtlicher Partei behaupten?

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, d'DP seet Jo zu fräiwëllege Gemengefusionen. Mat der DP wäert et net zu Zwangsfusionen kommen, an duerfir hale mir et an der DP mam Bibelsproch: „Deine guten Taten sollen freiwillig und nicht erzwungen sein.“

(Interruptions)

Här President, erzwungen oder forcéiert Fusiounen vergréisseren d'Distanz tëschent Politiker, Verwaltung a Bierger. Genau de Géigendeel ass awer erstriewenswäert. An deem Kontext ass och ëmmer d'Fro vun der kritescher Mass vun Awunner, déi eng Gemeng muss oder soll hunn, fir optimal ze funktionéieren, gestallt ginn.

Allze laang ass sech fest op eng Mindestgréisst vun 3.000 Awunner verstäipt ginn. De Generalsekretär vun der CSV huet souguer an enger Pressekonferenz op Niklosdag 2007 gesot, d'CSV hätt gären am ländleche Raum Gemenge vu mindestens 4-5.000 Awunner, an am städtesche Raum Gemenge vu mindestens 10.000 Awunner. All dës Zuele sinn arbiträr a mat näischt beluecht. Dass Eenzeg wat zielt, ass de Service um Bierger. Mir mussen oppassen, dass verschidde Gemenge flächeméisseg net ze grouss ginn, dass se einfach net ze gériere sinn.

De Service um Bierger ass ee Service de proximité a muss ee Service de proximité bleiwen. D'Gemeng als Keimzell vun der Demokratie muss d'Proximitéit zum Bierger behalen. Dass ass och de Garant fir dee gudden Fonctionnement, besonnesch awer fir d'Vertraue zum Bierger an d'Institutiounen. Institutiounen, déi ze wäit wech vun Bierger sinn, gi mat enger gewësse Skepsis zum Bierger opgeholl. Si wierken oft ze bürokratesch, ze steril, ze dirigistesche an ze

technokratesch. Dës Proximitéit war de Charme an d'Attraktivitéit vun de Gemenge bis elo a muss dat och bleiwen.

Als Demokratesch Partei hu mir eis duerfir och agesat, dass een déi Zuel vun 3.000 mat enger gewëssener Souplesse muss gesinn. Onbedéngt muss also de geographesche Gegebenheete Rechnung gedroe ginn. Am Rapport gëtt duerfir och festgehalten, dass 3.000 Awunner een Objektiv ass, an dass déi geographesch Ausdehnung ee Kritär soll sinn, deem Rechnung ze droen ass.

Här President, ech hu virausers gesot, dass mer mat deem Rapport nach keng Territorialreform hunn. D'Kommissioun konnt nëmmen Orientéierung festleeën, d'Marschrichtung bestëmmen. De Ball läit elo beim Innenminister. Vill Fangerspëtzegefill ass verlaangt fir déi nei Kartographie. Zesummegehéiert, wat zesumme gehéiert. Keng einfach Saach!

Et gëtt objektiv Kritären, et gëtt awer och Sensibilitäten an Animositéiten. Hei muss onbedéngt deene bestehende Kooperatioun Rechnung gedroe ginn. Jorelaang Zesummenaarbecht dierf net liichtsënneg op d'Spill gesat ginn. Bestehend Strukture sollen, wa méiglech, net auserneegerappt ginn. Hei muss een intensiven Dialog gefouert ginn.

D'Gemengen hunn Erwaardungen, Wënsch an Uspréich, déi vum Innenminister eleng keng zefridde stellend Äntwert kënne kréien. Och aner ministeriell Departement sinn hei gefuordert a mussen an de Konsultationsprozess agebonne ginn. Déi nei Kartographie ass also net nëmmen d'Saach vum Innenminister, mä vun der ganzer Regierung.

Här President, mat Satisfaktioun stelle mer fest, dass d'Kommissioun et fäerdeg bruecht huet, d'Kompetenzen tëschent Stat a Gemenge méi kloer ze definéieren. Erlaabt mer hei eng Klammer opzemaachen, fir och mengersäits dem President a Rapporteur Michel Wolter Merci ze soe fir seng Beharrlechkeet, säi Geschéck a seng Sachkenntnis fir dese Rapport zu engem gudden Enn ze féieren.

Erlaabt mer och de Sekretär vun der Kommissioun, den Här Claude Frieseisen, an dese Merci anzuschléissen. Seng Erfahrung als fréieren Distriktskommissär an als Regierungsbeamte vum Intérieur, awer och säi staarken Aarbechtswëlle fir virunzokommen, gekoppelt mat engem gesonde Sens de la diplomatie waren der Kommissioun eng onverzichtbar Hëllef. Vill Säiten hu misse geschriwwen gi fir de Konsens ze fannen. Et war nämlech esou, dass eréischt wéi mer op engem Text geschaff hunn, den eigentlechen Duerchbroch erreicht ginn ass, quitte Här Sekretär, dass vill vun Äre Säiten hu misse gestrach ginn. Klammer zou an zréck bei déi méi kloer definéiert Kompetenzen.

De Rapporteur huet déi wesentlech Neierungen exzellent ëmraus, duerfir wëll ech mech op e puer Commentaire beschränken. Här President, de Rapport mécht méi wéi däitlech, dass all gutt Virsätz näischt dengen, wa mer déi verschidde Plans sectoriels net kréien an net kennen. Dat géllt a besonneschem Mooss fir de Plan sectoriel „zones d'activités économiques“. Och dann eréischt kënne mer iwwert d'Verdeelung vun de Plus-waalen op d'Regioun schwätzen.

D'Opstelle vun de sektorielle Pläng brauch Zäit. Vun 2004 u bis haut ass awer ee laangen Dag, a grad hei si mer bei der Schwächt vun jëtzen Innenminister. Méi wéi eng Käier huet hien an dëser Legislaturperiode mat groussen Ukënnegungen, agepaakt a schéi Prosa, opgewaart, ouni dass hannendrun eppes geschitt ass. Dass seet net nëmmen d'DP, mä och de Rapport vun der Spezialkommissioun, wéi och de „Lëtzebuurger Wort“-Leitartikler vum 13. Juni vun deem Joer. De jëtzen Innenminister huet dem fréieren Minister Alex Bodry de Rang als Ukënnungsminister längst ofgelaf.

Als DP begrësse mir, dass ee legislative Kader soll geschafte ginn, wat d'Roll vun de Gemenge bei den alternativen Energien ubelaangt.

(Interruption)

Och déi kloer Ofgrenzung bei der Gestiou vun de Bëscher entsprécht voll a ganz de Virstellung vun der Demokratescher Partei. Leider huet sech d'Spezialkommissioun net mam Naturschutz auserneegesat an der Kompetenzopdeeling tëschent Stat a Gemengen. Wat d'Missiou vun där enger an där anerer Entitéit ubelaangt, bleift eis Legislatioun nach flou. Op där anerer Säit gëtt et konkret Démarchen, wéi en effikassen Naturschutz tëschent Stat a Gemengesyndikater geregelt soll ginn. Mir hätten eis gewënscht, dass een iwwer eng kohärent Démarche a puncto Naturschutz diskutéiert hätt.

Bei der Waasserpolitik allerdéngs fäerte mir als DP, dass d'Autonomie vun de Gemengen ze staark ënnergruewe gëtt, trotz alle positiven Intentiounen am Rapport. Dass nei Waassergesetz huet nämlech ze vill eng zentralistesche Approche. Et ass e Gesetz voller Verboten, ze vill dirigistesche an technokratesche.

Eng verstärkte Solidaritéit tëschent allen aktive Strukture soll derzou bäidroen, dass den Zougang zu enger an darselwechter Leeschtung an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg iwwerall d'selwecht ass. Déi geographesch a regional Gegebenheeten dierfe sech weder op d'Qualitéit nach op de Präis auswirken.

Bei der Educatioun wëll ech op en Neits drop hiweisen, dass d'DP géint d'staatleche Nominatioun vum Léierpersonal ass. Ech stelle fest, dass déi zoustänneg Ministesch an deem Punkt schon amgang ass zréckzeruderen an d'Zich vu Kuerzzäit-Ersatz-Léierpersonal a Gemengenhand wëllt loossen. Ech wëll hei och drop hiweisen, dass d'Fransousen des Attributioun opgrond vu schlechten Erfahrungen erëm wëllen zréck bei d'Gemenge ginn. Op deem Punkt géif ech mer parteieniwegeräifend méi Courage bei de Gemengepolitik an deem Haus heibanne wënschen.

Wat den Encadrement ubelaangt, gëtt de Rapport enger laangjäreger Forderung vun der Demokratescher Partei Recht, dass dee ganze schouleschen Encadrement ënner der Tutelle vun engem eenzege Ministère soll stoen.

Wat de Museksunterrecht ubelaangt, ass et een Aarmutszeugnis par excellence, dass de Kulturministère op d'Réforme territoriale huet misse waarden, fir d'Uppassung vun 98er Gesetz elo vläicht an d'Wee ze leeden.

(Interruption)

A puncto Santé ass et och fir eis nëmmen normal, dass dëst am Prinzip eng staatleche Kompetenz ass, an dass eng Gemeng op hir eegen Initiative sech zu all Moment aus der Gestiou vun engem Spidol kann zréckzéien. An enger verännerter Gesellschaft kritt déi ganz Sozialpolitik eng aner Nues a soll ee regelrechte Service vun der Gemeng op deene verschiddensten Niveaue ginn.

Här President, déi lescht Regierung hat mam IVL eng gutt strategesch Rumm fir d'Landesplanung ausgeschafft. Dës Rumm zesumme mat de regionalen interkommunale Syndikater, déi am 99er Gesetz virgesi sinn, sinn dat ideaalt Réckgrat fir eng Territorialreform.

Am DP-Alternativkonzept vun 2005 huet meng Partei ausdrécklech drop higewisen, dass de Programme directeur de l'Aménagement du Territoire dat ideaalt Konzept ass fir déi regional Zesummenaarbecht virunzudreiwen. Ee Konzept, wat op der konzentrierter Dekonzentratioun baséiert.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Deen entspreche Programm bitt net nëmmen d'Méiglechkeet, mä d'Flicht zur regionaler Zesummenaarbecht. Duerfir mengen ech, kann een net vun enger grousser Neierung schwätzen, wann d'Schafung vun engem Regionalfong virgesinn ass a wann déi interkommunal Syndikater eege finanziell Mëttel solle kréien.

Et sinn dëst Mesuren, déi schon 2003 an deene virausers ugeschwatene Motiounen festgehalen waren. Et kann ee folglech haut nëmme bedauern, dass de Minister och dës Motiounen nach net ëmgesat hat.

Am DP-Alternativkonzept huet meng Partei drop higewisen, dass autonom funktionéierend interkommunal Syndikater hiert eegent Instrument sinn, fir déi regional Entwécklungspläng ëmzesetzen, an och dee privilegierten Interlocuteur fir den Aménagementsminister.

Vun Neierung oder vun engem Paradigmenwessel kann een do schon eisichter schwätzen beim Rôle, deen déi sougenannt Communautés urbaines bei der Entwécklung vun deenen eisichter urbane Raim solle spillen. Virbildhaft kann een d'Aart a Weis bezeechnen, wéi lues awer sécher d'Communauté urbaine vun der Nordstad Realitéit gëtt.

Nodeems dass déi sechs IVL-Gemenge Bettenduerf, Dikrech, Ierpeldeng, Ettelbréck, Colmar a Schieren 2006 eng Konventioun mam Innen- a Landesplanungsminister ënnerschriwwen haten, hu si domadder de feste Wëlle bekräftegt, hir Zukunft zesummen ze gestalten. 2007 huet de Comité politique Nordstad ënner der dynamescher Presidentschaft vum Ierpeldenger Buergermeeschter den Integrative Planungsprozess an Ugrëff geholl a während zéng Méint eng gemeinsam Strategie entwéckelt, fir de Masterplang ze erstellen an dunn uganks

dëses Joers an de verschidde Gemenge- réit ze diskutéieren a mat enger breeder Akzeptanz ze votéieren. Parallell goufen am Hierscht 2007 Biergerforen organiséiert, fir d'Awunner um Zukunftsprozess ze bedeelegen.

Déi ganz Planung hat zum Zil, ee modernen an attraktiven Déngschtleeschungszentrum ze schafen, eng Haaptstad respektiv e Serviceprovider fir dee ganzen Norden, esou wéi et am Gesetz vum Plan directeur vum Aménagement du Territoire festgehalen gouf. Fir dem Pendlerzeenario entgéintzewierken an den Awunnerzeenario ze favoriséieren, sollt d'Bevölkerung vun 21.000 bis op 30.000 uuessen a 7.000 nei Aarbechtsplaze sollen nei entstoen. Fir dës Ziler ze erreechen, brauch d'Nordstad eng nei Struktur. A grad hei sollen an enger Communauté urbaine d'Gemengen zesummewuessen.

Wat hei gefält, ass, dass d'Gemengen ouni Zwang, ouni Drock, fräiwëlleg a voller Iwwerzeugung mat hirem Masterplang Grousses geleescht hunn. Et existéiert eng modern Strategie, eng staark Dynamik an e politesche Konsens. Hei gouf vun de Gemengen en zolidd politesche a planeresche Fundament gebaut. Dass ee richteg Wee, fir zesummenzeschaffen. Dass ee de Wee, fir eng Territorialreform mat Inhalt ze féllen. Dass ee de Wee, dass eng Territorialreform wierklech Sënn mécht. Dass huet och d'Kommissioun richteg erkannt a mat Nordrock drop higewisen, dass esou Communautés urbaines vun Ufank un eege finanziell Mëttel musse kréien.

Alles dat, wat ech iwwert d'Nordstad gesot hunn, ass natierlech och situatiungebonne fir déi aner Communautés urbaines richteg. Esou ee Prozess ass nëmme méiglech, wann d'Gemengeresponsabel vu professionelle Leit ëmgi sinn.

Dat féiert mech zum Kapitel vun de Gemengeservicer am 21. Jorhonnert, déi opgrond vun de Gespréicher mat der FGFC op dräi Piliere opgebaut sinn an déi, déi derfir suergen, déi vum Bierger gefrote professionell Leeschtungen ze assuréieren. Déi verschidde Gemengeservicer si Bindeglied tëschent deene verschidde Mandatsdréier, si Bindeglied tëschent deene verschidde Mandatsperioden, si Bindeglied tëschent Gemeng an Autorité supérieure, si Beroder an Executant a mussen optimal organiséiert a strukturéiert sinn. Als laangjärege Gemengepolitikere weess ech ze schätzen, dass dem Volet vum Humankapital vun enger Gemeng esou eng grouss Bedeutung am Rapport zoukënn.

Madame Presidentin, et gëtt awer och Froen, déi net deeselwechte Konsens fonnt hunn. Laang ass diskutéiert, philosophéiert an debattéiert ginn iwwert d'Fro vun der Trennung vun de Mandater oder anescht ausgedréckt, d'Fro vun den Duebelmandater. Schlussendlech schwätzt de Rapport nach just vun der politescher Disponibilitéit vum Lokal-, Regional- an Nationalpolitiker. Protagoniste vun enger strikter Trennung vun de Mandater hunn d'Schafung vun enger Chambre des élus communaux an de Raum gestallt, fir dee Lien tëschent dem lokalen an dem nationalen Niveau oprechtzeerhalen.

D'Demokratesch Partei huet sech schon an hirem Alternativkonzept géint all Form vun Zwëschesstruktur ausgeschwat. Mir sinn och géint eng territorial zweet Chamber. Wann de Kommunalpolitiker keng Zäit huet, fir gläichzäiteg am nationale Parlament ze setzen a seng kommunal Aufgaben ze erleedegen, wou soll hien dann d'Zäit huelen an der Zukunft, fir an d'Chambre des élus communaux setzen ze goen an do ze theoretiséieren?

Et war ëmmer eng Stärkt vu Lëtzebuerg, dass mer nëmmen zwee Entscheidungs-niveaue haten, an dat soll och esou bleiwen. D'Positioun vun der Demokratescher Partei, wat d'Trennung vun de Mandater ubelaangt, ass déi, dass mer elo fir d'eischt d'Missioun festleeën, d'Kaart vun der Gemengelandchaft nei zeechnen an dann eréischt déi dote Fro zum Schluss vum Prozess klären.

An der DP si mer awer am Prinzip fir eng Trennung vun de Mandater. A grouss Gemengen, etwa vun 10.000 Awunner un, brauche mer de Fulltime-Buergermeeschter.

Madame Presidentin, hei komme mer net derlaanscht, fir iwwert de Congé politique ze schwätzen. Et geet hannen a vir net méi duer. Dat ass haut wouer, et war scho gëschter a virgëschter wouer.

Duerfir, Här Minister, maacht dach endlech eppes a waart net bis muer! D'Gemegepolitiker kënnen all déi Versprechungen an dat Verträischten an där doter Fro net méi héieren.

Minoritär Kräften an der Kommissioun wollten och dës Problematik un de Schluss vum Prozess stellen. De Congé politique muss direkt nei fixéiert ginn, fir de kommunale Politiker d'Méiglechkeet ze ginn, sech intensiv an den Diskussiounsprozess grad vum der Territorialreform anzebréngen. Si erstécke soss an der dagdeeglecher Gestiou, a wichteg an néideg Reforme verléieren u Prioritéit.

Mir brauchen awer net nëmme méi Congé politique fir d'Buergermeeschteren, mir brauchen och méi Congé politique fir d'Schäffen. Mir brauchen endlech och Congé politique fir den Engagement an den interkommunale Syndikater, fir den Engagement an all aneren interkommunale Kooperatiounen. Fir dem schlächenden Demokratiedefizit entgéintzewierken, brauche mer och méi Congé politique fir d'Conseilleren.

Madame Presidentin, dat Wichtigst am Stat sinn d'Gemengen an dat Wichtigst an de Gemenge sinn d'Bierger. Bei enger Territorialreform géllt et virun allem, dësen demokratesche Grundsatz ze verwerklechen. Mir brauche staark Gemengen. Si si Garant fir e staarke Service public, fir gesteigert Liebensqualitéit, fir ekonomesche Wuesstum, fir Wuelstand. Wien d'Proximitéit zum Bierger an d'Subsidiaritéit eescht hält, muss d'Gemengeweise vun enne stärken.

Duerfir ass et esou wichteg, dass mer iwwert d'Gemengefinanze schwätzen. Mä och hei konnt d'Kommissioun sech a hiren Iwwerleeungen nëmme op generell Orientéierungen eenegen. Eigentlech ass et schued, dass dës Kommissioun et net fäerdeg bruecht huet, grad am Volet vum de Finanze méi wäit, méi an den Detail ze goen. An dat besonnesch och, well keen, awer wierklech guer keen d'Wichtigkeet vum enger Reform vum de Gemengefinanze a Fro stellt.

Schonn 2002 ass e Conseil supérieur des finances communales an d'Liewe geruff ginn, mam Zil fir an engem Geescht vum Zesummenaarbecht, Transparenz a Partenariat eng iwwerfällig Reform vum de Gemengefinanze ze begleeden a bei all Gesetz, dat eng Répercussioun op d'Gemengeweise kann hunn, säin Avis ofzeginn.

Fait ass awer: Wann een näischt maache wëllt, setzt een e Conseil supérieur an, fir Zäit ze gewannen a Problemer maatschen ze loosse. Eppes ass hei glaskloer: Et feelt jiddefalls an der Majoritéit de Wëllen, eppes un de Gemengefinanze ze änneren. Zënter Jore gëtt monéiert, fir d'éischt schwätze mer iwwert d'Kompetenzopdeeling, d'Missiounen an d'Territorialreform an eréischt duerno, och, wann et bis Mokuchsdag dauert, schwätze mer iwwert d'Finanze.

Dës Regierung bleibt an dëser Fro um séchere Wee an hält bewosst krass Ongerechtegkeeten a Kaf. Besonnesch bei der Gewerbesteier mierke mer, dass de Verdeelungsschlüssel komplex a wéineg transparent ass, an en plus ass dës Steier ganz staark konjunkturell ofhängeg. Derbäi kënn, dass et grouss Ënnerscheeder bei de Recetté vum engem Joer zum anere ka ginn. D'Gemenge brauchen awer stabil Recetten, fir Planungssécherheet ze hunn.

De Fazit ass hei einfach, dass deenen enge Gemengen d'Ochsen um ieweschte Späicher kaalwen an anerer mussen de Salto schloen, fir den ordinäre Budget beieneenzekréien.

Zum Fonds communal de dotation financière ass just ze soen, dass d'Participatiounstauxen un deenen eenzelne Steieren - um Akomes, op der Autosteier, un der TVA - 1967 fixéiert goufen an duerno ni méi adaptéiert goufen. Dës Tauxen entsprechen deemno net méi där verännerte Steierlandschaft. Duerch den europäeschen Harmoniséierungsprozess koom et nämlech an deene leschte Joren zu enger Verlagerung vun deenen direkten op déi indirekt Steieren. Besonnesch d'TVA, wou

d'Gemengen nëmme 10% hunn, huet massiv u Gewiicht gewonnen.

Aus all deene Grënn huet d'Kommissioun zréckbehalen, dass d'Evolution vum der Recette communale parallél zu de Statsrecetté soll an d'Luucht goen. Och gouf festgehalen, dass nei Missiounen oder besser gesot all Kompetenztransfert automatesch mat engem entsprecheden Transfer vum de finanzielle Mëttele begleet wier. Eigentlech lauter ganz normal Ofleef, déi awer an der Vergaangenheet keng Selbstverständlechkeet waren.

D'Gemengen hunn an der Vergaangenheet och ëmmer kloer, prezis an transparent Kritäre bei den Investitiounssubsidie verlaangt. An dësem Sënn ass d'Ausso, dass déi sougenannt Centres de développement et d'attraction verstärkt sollen ënnerstëtzt ginn, och nëmme eppes Normales, eppes, wat an d'Konzept vum der konzentrierter Dekonzentratioun passt.

Wéi laang gëtt scho vum enger Reform vum der Grondsteuer geschwat?

Dës Steier huet einfach kee Bezuch zur Realitéit. 2003 huet dës Chamber d'Regierung opgefuerdert, eng Reform an d'Wee ze leeden. An och bei dëser Motioun huet d'Regierung et bis haut verfeelt, Neel mat Käpp ze maachen an der Chamber eng Reform ze proposéieren.

D'Grondsteuer kéint awer dat adequat Mëttel sinn, fir de Pouvoir local ze stäerken, do d'uech, dass ee selwer iwwert d'Fiskaliteit kann decidéieren. Dorunner änneren déi kleng Modifikatiounen am Pacte logement näischt. Au contraire: D'Ongerechtegkeeten an d'Ongereimtheete ginn ëm eng Rei Elementer vergréissert.

Wa mir vum enger Reform vum der Grondsteuer schwätzen, da muss mer eis eens sinn, ob mer wëlle finanziellen, wirtschaftlechen, urbanisteschen, städtebauleschen, sozialen, naturschützereschen oder landwirtschaftlechen Ziler gerecht ginn. Déi nohalteg Duerf- a Studentwécklung muss besser op d'Flächepolitik an der Region ofgestëmmt ginn. D'Grondsteuer muss och als Element vum der Siedlungsentwécklung gesi ginn.

Madame Presidentin, d'Kapitel vum de Gemengefinanze ass jiddefalls net ubruecht, fir e Paradigmewissel anzelauden. An deene leschte Jore wäert d'Regierung coûte que coûte nëmme zu enger eventueller Reform bereet, wa se de Stat näischt méi kascht. An dach huet den Innenminister zesumme mam Finanzminister et emol net fäerdeg bruecht, à guichet fermé, dat heescht innerhalb der gesamter finanzieller Enveloppe, déi de Gemengen zur Verfügung steet, krass Ongerechtegkeeten auszemäerzen.

Méi schlëmm nach, ënnert dem Deckmantel fir méi Transparenz an d'Gestiuon vum de Subsidien eranzebréngen, huet de Stat seng Subsidepolitik verstärkt, wat méi e groussen Deel un zweckgebundene Sue mat sech bruecht huet.

De Stat huet also kontinuéierlech méi eng grouss Emprise op d'Gemenge kritt, wat e Verloscht vum Autonomie mat sech bruecht huet an och a flagrantem Widersproch ass zu de Prinzipiën vum der Charte européenne de l'autonomie communale.

E moderne Stat verlaangt eng strikt Applikatioun vum Subsidiaritéitsprinzip. Autonomie erreecht ee mat engem Maximum vum net zweckgebundene Suen, déi d'Gemengen a Missiounen no hirem fräie Choix engagéieren.

Als Demokratesch Partei bedauere mir aus all deene Grënn, dass d'Kommissioun an hiren Iwwerleeungen iwwert d'Gemengefinanze net méi wäit gaangen ass. D'Demokratesch Partei huet ëmmer gesot, dass eng Territorialreform zwéngend mat enger Reform vum de Gemengefinanze muss analyséiert ginn.

Ech ginn zou, dass keen eng Patentléisung aus dem Hutt kann zauberen.

(Interruption)

Grad duerfir muss mer de Wee vum de kleng Schrëtt goen, soss riskéiere mer, um Enn vum Prozess vum der Territorialreform keng konsensfäeg Finanzreform parat ze hunn.

De Wee vum transparente Gemengefinanze wëllen awer bewosst verschidde Leit net matgoen, duerfir huet besonnesch och d'LSAP eng äusserst skeptesch Haltung a verschiddeenen Diskussiounen ageholl.

Dobäi muss ee wëssen, dass de Budget net der Regierung gehéiert, mä dem Vollek. An dat Vollek sëtzt nun eemol och an de Gemengen. D'Demokratesch Partei ass jiddefalls der Meenung, dass eng Reform vum de Gemengefinanze zesumme mat enger Territorialreform muss operationell sinn. D'Kär-

elementer vum esou enger Reform mussen aus evidente Grënn vum Transparenz virun der Finalisatioun vum der Territorialreform bekannt sinn.

Madame Presidentin, Dir gesitt, beim Volet vum de Gemengefinanze si mer, wéi de Rapporteur et och gesot huet, nach e bësse schwach op der Broscht, an et ass dëst den Haaptschwaachpunkt vum ganze Rapport. Et kann een dat net genuch widderhuelen. Well generell gekuckt ass et eng falsch Approche, fir gleewen ze dinn, mat enger Territorialreform géife mer automatesch op ee Coup all Problemer léisen.

Neen, eng Territorialreform ass ee kontinuéierleche Prozess. Parallell zum Prozess muss mer mat engem kloren Zil virun Aen och eis aldeeglech Hausaufgabe maachen. Mam Bléck op d'Territorialreform geiicht, ass de Minister awer am Reformstau stoe bliwwen.

Här Minister, ech ginn net midd fir ze soen - an ech widderhuele mech -, mir brauchen esou séier wéi méiglech d'Plans sectoriels, mir brauchen esou séier wéi méiglech Verbesserungen, virun allem Vereinfachunge vum Aménagementsgesetz vum 2004. Mir brauchen d'Reglementer, fir d'Gesetz vum 2004 iwwert d'Administration des services de secours a Kraaft ze setzen. Mir brauchen eng Loi-cadre iwwert d'Communautés urbaines. Mir wësst gären, wou mer präislech beim Waasser landen. Mir brauchen ee Vertrauensvorschluss a puncto Gemengenautonomie, dat heescht manner Bürokratie, manner Virschreffwirrwarr, manner administrativ Schikanen.

Wann een d'Gemengelandchaft wëllt nei gestalten, muss een eraus aus dem Reformstau. Et geet net duer, vill lasszekappen. Et geet net duer, grouss Visiounen unzedeiten. Den Helmut Schmidt sot eng kéier, dass, wann ee Visiounen huet, ee misst bei den Dokter goen.

(Brouhaha général)

D'DP huet an der Vergaangenheet de Bewäis erbruecht, dass se eng gutt Sensibilitéit an eise Gemengen huet.

D'DP war, ass a bleift prett, fir an aller Sachlechkeet konstruktiv an enger Territorialreform matzschaffen. Mir brauchen nämlech staark Gemengen. Duerfir wäerte mir och als Fraktioun vum der Demokratescher Partei souwuel d'Motioun wéi och d'Resolutioun stëmmen.

Ech soen lech Merci.

» Plusieus voix. - Très bien!

» **Mme le Président.** - Merci, Här Etgen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Bodry.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll e groussen „Uff“ hei ausdrécken, net no der Ried vum Här Etgen, mä „Uff“ no dräianen-halleft Joer Aarbecht an der Spezialkommissioun hei vum der Chamber. An ech mengen, et geet ville Kollegen, besonnesch de Membere vum där Kommissioun, sécherlech ähnlech.

Et ass gepackt. Gepackt, net fir op d'Zilgerad ze kommen, mä gepackt mat engem Resultat, wat sech weise léisst a wou ee mat Erliichterung feststellt, dass déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass iwwert déi laang Joren, déi sëllechen Diskussiounen an Auditiounen, déi d'Kommissioun gefouert huet an déi sech net alleguerten an deemselwechte Mooss an deem Rapport final do erëmpigelen - do ass nach vill méi Dokumentatioun a vill méi Wëssen ugesammelt ginn, wéi dat sech an deem scho voluminéise Rapport erëmpigelt -, eis e Stéck widerbréngen.

E Stéck weider par rapport zu deene Konklusiounen, déi d'Chamber am Joer 2003 zu enger ähnlecher Problematik gezunn huet. E Stéck weider am Sënn vum der Moderniséierung vum de kommunale Strukturen zu Lëtzebuerg, dem Fonctionnement an der Glidderung vum der öffentlecher Verwaltung hei am Land.

D'Territorialorganisatioun vu Lëtzebuerg, d'Kompetenzopdeeling tëschent Stat a Gemengen, Regionalsyndikater, Gemengefinanzreform, Statut vum Buergermeeschter a vum de Gemengeréit, Verwaltungstutelle iwwert d'Gemengen, d'Aféierung vum engem Code communal mat engem Code territorial: Dat alles si Stéchwierder. Si si schonn hei genannt ginn an ech wëll net méi dorop agoen.

Et muss eis allerdéngs och bewosst sinn, dass dat alles net terribel sexy ass an den Ouere vum de Leit dobaussen.

(Interruptions)

Dat ass dee grouse Problem, dee groussen Hoff, dee mer nach mussen gemeinsam

hei fäerdeg bréngen, well ech mengen, dass zwar Iwwerzeegungsarbecht hei an der Chamber gelescht ginn ass an dass och iwwer wäit Strecke konnt eng Grond-iwwereneestëmmung erziilt ginn iwwert d'Ausrichtung vum deene Reformen, mä dass awer dat Wichtigst an dat Entscheidendst eigentlech nach ze maachen ass.

Mir mussen all déi doten dach relativ theoretisch an abstrakt kléngend Begrëffer elo a Musek bréngen an och kloermaachen, firwat dass mer all dat dote wëllen, firwat dass mer der Meenung sinn, dass mer net kënnen esou weiterfuere an deem bestehende legalen a strukturelle Kader, wéi mer et zënter laange Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg kennen.

Et bleift also e bëssen e politesch-techneschen, technokratesche Rapport an der Linn vum all deenen ähnleche Rapporten, déi Chamber un d'Regierungen zu deene Punkte mécht.

Wat mir mussen ronbréngen, dat ass, dass mer déi Grëffegkeet, déi besonnesch an de Konklusiounen awer erakomm ass an dee Rapport, ëmkéieren an dass mer kloermaachen, dass een déi dote Fro net nëmme ze kucken huet duerch de Brëll vum deenen, déi plangen, vum deenen, déi organiséieren, mä dass mer virun allem déi dote Reform - dat ass eigentlech den Ausgangspunkt vum deem Ganzen - duerch de Brëll mussen kucken vum deene betreffene Bierger - vum Vollek, wéi mäi Virriedner hei gesot huet.

Wat sinn haut d'Ufuerderungen, d'Erwaardungen, déi de Bierger un d'öffentlech Verwaltung stellt?

Wat fir eng Déngschtleeschunge fir sech, fir seng Famill, zu wat fir enge Konditiounen, zu wat fir enge Präisser kann een erwaarden? Wou ginn déi Déngschtleeschungen am beschten organiséiert?

Wéi erhalen, wéi verstärken, wéi retabliéiere mer d'Verbinding tëschent dem Bierger an de Verwaltungen? Wéi gesi mer d'Kommunikatioun tëschent de Bierger respektiv de Verwaltungen an de Bierger?

Wéi garantéiere mer de gesellschaftlechen Zesammenhalt an de lokale Gemeinschaften? Wéi gewährleeschte mer d'Matsproocherecht vum Einzelnen an eng wirksam demokratesch Kontroll och op lokalem Niveau?

Dat sinn essenziell Froen, déi mer eis mussen stellen, déi och deelweis Ausgangspunkt ware vum den Diskussiounen bei eis an der Spezialkommissioun, mä déi awer am Laf vum eisen Diskussiounen vläicht e bësse verluer gaange sinn an deem Ganzen, well mer eis konzentriert hunn op Strukturen, op d'Gesetz, op d'Reglementer, op d'Prozeduren.

Et ass also wichteg ze betounen, dass den A an O, den Ausgangspunkt an den Zweck vum allem ass, fir eigentlech eng Verbesserung vum den Déngschtleeschunge fir de Bierger kënnen ze garantéieren. Dat ass déi eigentlech Ursach vum dëser Territorialreform, iwwert déi mer haut diskutéieren.

Wa mer also wierklech wëlle richteg reforméieren, da muss mer och iwwerzeegen. An déi Iwwerzeegungsarbecht, bei der Öffentlechkeet besonnesch, déi muss nach zu engem groussen Deel gelescht ginn, well dat, wat bis elo eriwuerkomm ass, eigentlech nëmme Deelaspekter, heiansdo och Detailspekter vum deem Ganze waren, wéi de Michel Wolter ganz richtig a senger Ried hei duergeluecht huet.

An och eng breet Zoustëmmung vum de politesche Parteien iwwer eng Rei vum Hauptachse vum där Territorialreform dispenséiert eis op kee Fall, fir déi doten demokratesch Debatt offensiv unzegoen. Mir ënnerstëtzen do och zu honnert Prozent deen Appel, deen de Michel Wolter hei am Numm vum der Kommissioun gemaach huet.

Am Endeffekt wäerten déi skizzéiert Reformen e Succès ginn, wa mer eppes fäerdeg bréngen: Wa mer fäerdeg bréngen, d'Plus-value, de Mehrwäert vum deem Ganze kloer a vernünfteg no baussen ze vermëtelen.

Vill Bierger, dat muss ee jo och soen, hunn, ech menge meeschtens zu Recht, den Androck, dass hir Gemeng uerdentlech verwalt, uerdentlech geféiert gëtt. Et soll een net den Androck opkomme loosse, wéi wann hei an de Lëtzebuurger Gemengen et géif hott an har goen, wéi wann hei u sech keng uerdentlech Gemengeféierung do wär. D'Regel ass, dass dat uerdentlech gemaach gëtt.

An der Debatt ronderëm Gemengefusionen a regional Zesummeschlëss respektiv d'Kompetenztransferten, déi domadder zesummenhängen, géllt et ganz kloer erauszeschielen, zu wat op laanger Siicht d'Weiderféierung vum Status quo géif féieren, wou mer do an 20 Joer géife landen, par rapport zu deem, wat hei proposéiert ass vum Neie-

rungen a wat de Mehrwäert an d'Verbesserunge wäeren, déi déi Neierung, deen neie System eigentlech bréngt. Dat musse mer fäerdeg bréngen.

Dat ass d'Quintessenz vun der Diskussioun, déi ze féieren ass: Kloerzemaachen, dass een net méi kann esou weiderfuere, wéi et elo ass, well dat laangfristeg an eng Situatioun eraféiert, déi net zefridde stellend ass, mä dass dat, wat hei proposéiert ass, eigentlech dee Wee ass, dee mer muss beschreiden, wa mer wëllen een Zil errechen.

D'Zil ass et, nohalteg ze garantéieren, dass all Bierger am Land eng equivalent Offer vun Déngschtleeschungen zu akzeptabele vergläichbare Konditiounen a Präisser ugebuede kritt. Dat ass dat eigentlech Zil, wat mat där Territorialreform gesicht gëtt. An dee Message do musse mer an der Diskussioun, an der Debatt mat de Bierger ganz kloer a gläwiedeg vermëttelt kréien.

Mir mengen als LSAP-Fraktioun, dass mer mat deenen Iddien, déi elo virleien, wou e Konsens besteet, där Hauptzilsatzung mat där geplangter Territorialreform méi no kommen a méi gerecht ginn, wéi wa mer einfach d'Situatioun weiderlaffe loosse wéi se haut ass.

Méi grouss Gemengen, dat ass jo eng vun de Konsequenze vun deem Ganzen. Méi grouss Gemengen, esou wéi dat déi Reform virgesäit, si méi staark a kënnen am Regelfall méi bidden, hirer Grondmissioun also méi effizient a méi präiswäert nokommen.

Mir wëllen also mat dëser Reform och d'Verwaltung net vum Bierger ewechbréngen, mä den direkte Lien - den Noperschaftslien - behalen an deem Ganzen. Mir wëlle Gemengen, déi iwwert déi néideg Kompetenze verfüegen, déi ouni iwwerflësseg Tutelle autonom och an hirem Zoustännegkeetsberäich handele kënnen. Si maachen dat selbstverständlech net lassgeléist vun all deem, wat ronderëm si geschitt, mä no demokratesch festgelegten nationalen a regionalen Oplagen.

Et ass vill Viraarbecht geleescht gi vum zoustännege Ministère, vun der Regierung, vum Syvicol, vun der Gewerkschaft vun de Gemengebeamten, an eis Kommissioun huet och Hires dozou bäigedroen. Ech wëll och an eisem Numm dem Michel Wolter fir d'Féierung vun där Kommissioun Merci soen.

Déi Suerg, déi hien hat, fir och wa méiglech e Grondkonsens erauszekristalliséiere bei deem Ganzen, dat war immens wichteg am Virukomme vun där Diskussioun, well mer vun Ufank un eens waren, dass een esou eng Fro wéi déi heiten net ugeet an enger Kampfstämmung - Majoritéit géint Oppositioun -, dass do keng Eestëmmegkeet muss bestoen, mä op jidde Fall awer eng ganz breet Majoritéit muss bestoen, fir esou strukturell Reformen net nëmmen unzegoen, mä se herno am Endeffekt och kënnen ëmzesetzen. Do brauch ee schonn e ganz staarke Support, och wann dat bedeit, dass jiddferree muss e bësse Waasser a säi Wäin eraschëdden a Konzessiounen maachen op eenzelne Punkten, déi him vläicht besonnesch um Häerz leien.

Mir sinn als LSAP-Fraktioun frou driwwer, dass sech am Laf vun deenen Diskussiounen iwwer dräi Joer vläicht eng Rei vu Mëssverständnissen opgeléist hunn an dass et elo kloer ass, dass déi generell Approche, déi mer bei deem Ganzen hunn, eng partnerschaftlech Approche ass. Hei geet et net drëm, een deem anere seng Meinung mordicus ze imposéieren, mä dass dat partnerschaftlech sollt ugaangen an och ëmgesat ginn tëschen all deenen, déi concernéiert sinn, déi Responsabilitéit droen op nationalem an op lokalem Plang, a selbstverständlech dass mer dat och esou maachen, dass do e méiglechste breede Konsens an der Ëmsetzung herno besteet.

Déi dach staark ze spierend Tendenz zu enger relativ staarker Nationaliséierung respektiv Zentraliséierung fanne mer och net méi esou am Enddokument erëm. Mir begrëssen dat och, well et wichteg ass, dass mer déi néideg Differenzéierung maachen, dass mer net onbedéngt eng Schabloun iwwert dat ganz Land zéien, mä dass een ëmmer kuckt vu Géigend zu Géigend: Wat sinn d'Problemer? Wat sinn d'Méiglechkeete vun der Zesummenaarbecht? Wéi geet een déi am beschten un?, an deementsprechend da fir déi eenzel Fäll op d'Mooss geschneidert Léisunge praktesch sicht, anstatt ze probéieren, dat ganz Land iwwer ee Leescht ze zéien.

Mir sinn och frou - dat soen ech kloer, dat war jo nach e Punkt, dee mer bis zulescht an der leschter Sitzung diskutéiert hunn -, dass déi Iddi ewech ass vum sougenannte staatelechen Territorialvertriider, dem Représentant territorial de l'État, dee mat all méigleche Begrëffer tituliert ginn ass am Laf

vun der Diskussioun. Mir mengen net, dass d'Gemengen hei zu Lëtzebuerg, an esou engem klengen Land wéi Lëtzebuerg, een eenzeg Interlocuteur brauchen an hire Relatioun mam Stat respektiv mat der Regierung.

Mir sinn och der Meinung, dass, wann ee scho wëllt moderniséieren, eng Fonctioun wéi déi vum Distriktskommissär net méi zäitgeméis ass. Dat ass an eisen Ae wierklech nach Postkutschenzäitalter. Mir sinn der Meinung, dass an enger moderner Organisatioun vun den Territorialstrukturen esou eng Fonctioun mat deene Missiounen, déi se traditionell hunn, haut kee Sënn méi ergëtt.

Duerfir si mer der Meinung, dass een dat Ganzt soll integréieren an de Ministère. Näischt verhënnert - dat wär positiv -, wann de Ministère géif mat verschiddene regionalen Antenne funktionéieren, fir op deem dote Wee och déi Proximitéit zu de Gemengen ze garantéieren respektiv fir op deem doten Niveau och kënnen eng ganz Rëtsch vu Berodungen de Gemengen unzëbiden.

Ech sinn och frou, dass am Laf vun der Diskussioun déi Tournure ronderëm d'Fusiounen derfir gesuergt huet, dass déi Pléthore vun neie Gemengestrukturen - Comité de commune, Comité d'agglomération an, an, an - u sech elo net wäert kommen, mä dass mer do eng überschaubar Rumm behalen, dass et net zu enger Multiplikatioun kënnert vun interkommunale Strukturen, wou et ganz schwéier ass, dann effektiv déi néideg rationell Organisatioun an deem Ganzen ze behalen.

Do stellt sech natierlech och ganz akut de Problem vun Disponibilitéit a Kontroll vun all deenen doten Institutiounen. Wat schlussendlech zréckbehale ginn ass, dat ass e System, deen de Wee hält an dee sécherlech kann eng flott Saach sinn.

Fir eis ass et och kloer, dass dat eigentlech Hauptinstrument vun der Zesummenaarbecht misst e Syndicat à vocation multiple sinn. Dat heescht, e fräien Zesummeschluss vun de Gemengen, déi hir Problemer erkannt hunn, wëllen d'Problemer gemeinsam léisen a sech dann déi néideg Regele ginn, fir dat kënnen op engem interkommunale Plang ze maachen. Dat dote misst an deenen absolut majoritäre Fäll déi géeeget Struktur sinn, fir kënnen op regionalem Plang an op interkommunalem Plang zesummenzeschaffen.

Mir sollten - ech hunn et schonn e puermol gesot - dat erhalen, wat gutt funktionéiert. Et gëtt kee Grond, fir dat dann ëmzënnere. Et sollt een u sech do d'Ännerungen usetzen, wou mer wierklech mengen, dass eppes net esou funktionéiert wéi et soll sinn, an deementsprechend dann och déi néideg legislativ a reglementaresch Initiativen huelen.

An deem Zesammenhang betounen ech et nach eng Kéier - dat hu mer vun Ufank u gesot -, dass mer dat Syndikatswiesen, wat iwwer Jorzéngen e bësse wëll gewuess ass hei zu Lëtzebuerg, ouni dass richtig probéiert ginn ass, do lenkend a méi rationell anzegräifen, muss parallel och kritesch duerchlichten. Och do gëllt d'Regel: Dat, wat gutt funktionéiert, dat sollt mer halen, an do, wou Schwachstelle sinn, do sollt mer nobesseren esou schnell wéi méiglech.

Et bleift ee Problem, wou et och keng Patentléisung gëtt, dat ass natierlech, dass all déi iwwergeuerdnet Gremien an all déi interkommunal Zesummenaarbecht méi wäit ewech si vun deenen direkt Gewielten, an normalerweis zum Beispill déi lokal Oppositionsparteie keen direkten Zougang zu deene Gremien do hunn. Dat bleift e Problem an deem System. Deen ass an anere Länner och net anescht. Mä et muss ee soen - et soll een awer esou objektiv sinn -, dass déi direkt Kontroll vun deem Gewielte sécherlech am Syndikatswiesen net déi Intensitéit huet, wéi dat am Gemengerot de Fall ass. Een, dee Member vun esou Comitéen ass, dee weess, wéi dat am Regelfall do ofleeft.

Duerfir ass et an eisen Aen och wichteg, dass mer déi néideg Viraussetzunge schaffen, och besonnesch wat de Congé politique ugeet, dass déi Aarbecht do, déi an de Syndikater gemaach gëtt an déi an den interkommunale Strukturen gemaach gëtt, och iwwert deen néidege Kredit vu Stonne verfüegt, fir dass kënnen déi Gewielten déi doten Aarbecht mat darselwechter Intensitéit maachen, wéi se hir Aarbecht an hiren eenzelne Gemenge maachen. Dat ass haut leider net an alle Fäll méiglech.

Och do ass et wichteg, dass déi politesch Responsabel eng permanent Kontroll iwwert den administrativen an technesch Staff vun deene Syndikater maachen, wéi se dat an hire Gemenge maachen. Ech hunn och do den Androck, dass dat haut bis op

eenzel Ausnahmen net iwwerall an deemselwechte Mooss de Fall ass. Duerfir si mir der Meinung, dass muss en Effort gemaach ginn, fir och do déi optimal Viraussetzung ze schafen. Wann een där interkommunaler Zesummenaarbecht méi Bedeutung wëllt ginn an Zukunft, da muss een och derfir suergen, dass mer déi professionell Analyséierung, déi op anere Plazen ugestriift gëtt, och an déi dote Gremien era kréien; soss kréie mer en Defizit an der Qualitéit vun der Gestiou, an der Qualitéit vun der politescher an der demokratescher Kontroll an deem dote Beräich.

De Congé politique; d'Stéchwuert ass genannt. Et ass e Fait - an dat kann een net ofstreiden -, dass vill, vill Buergermeeschteren a Schäfte Problemer hunn, mat hirer Zäit eens ze ginn, fir nieft engem Beruf dat doten auszeüben, wéi si sech dat selwer virstellen, wéi et vläicht wënschenswäert wär. Duerfir si mir als LSAP der Meinung, dass een déi dote Fro vun der Erhéijung vum Congé politique net däreif op de Sankt-Nimmerleins-Tag erausschubsen, mä dass direkt och do muss gehandelt ginn. Sécherlech schonn an der Optik vun deem, wat herno u sech d'Grondstrukturen vun de Gemengen a vun de regionalen Organer soll sinn.

Eppes méi allgemeng och vläicht iwwert de finanzielle Volet vun dëser Territorialreform, wat - do si mer eis alleguerten eens - eng zougestane Schwaachstell ass vun deem Ganzen. Ech hunn awer och do net kënnen feststellen, dass mer schnell zu engem Accord komm wäeren, wa mer dat hätte wëllen am Detail festleeen. Well och do gi jo d'Meenungen tëschen de Parteien ausereen, mä och tëschen anerer.

An enger anerer Fonctioun sinn ech och Member vum Conseil supérieur vun de Finances communales. Ech weess, dass et an der Partei selwer natierlech jee no deem Brëll, deen ee grad ophuert, e bësse verschidde Meenungen an deem Ganze gëtt, wéi dat sollt reforméiert ginn. Well reforméieren heescht, dass do wäerte Gagnanté si bei deem Ganzen, an et wäert Perdanté gi bei deem Ganzen. Et wäerte Gemenge méi kréien, wéi se vläicht elo am aktuelle System hunn, an et wäerte Gemenge mander kréien, wéi dat elo am aktuelle System de Fall ass.

Duerfir ass et wichteg, dass mer eng Rei vu Prinzipien konnten awer an deem Rapport hei festhalen. An eisen Aen ass dee wichtigste Prinzip, dass de Grondkritär, nodeem eigentlech d'Suen op d'Gemenge solle verdeelt ginn, deen ass vun de Missiounen, déi déi eenzel Gemengen ze erfëllen hunn. An déi Missiounen differéieren natierlech vu Gemeng zu Gemeng, jee no hirer Importenz a jee no hirer Fonctioun, déi se och an der Landesplanung ze erfëllen hunn.

Dat schéngt an eisen Aen awer en Hauptkritär, e logesche Kritär ze sinn, fir dat festzeleeen. Dat ass haut am aktuelle System net garantéiert. Dat kann zoufälleg emol klappen, mä u sech ass dat net eppes, wat haut direkt garantéiert ass.

Wichtig ass och, dass d'Gemenge Planungssecherheet kréien. Dat heescht, dass et eng Garantie gëtt, dass se iwwer e gewëssene Revenu kënnen verfüegen. Duerfir ass et och net vu Muttwëll, dass mer eis konnten eeneg fir festzeschreiwene, dass d'Gemengefinanzéierung solle méi staark gebonne ginn un d'Evolution vun de Statsfinanzen.

Schlussendlech schéngt mer eppes ganz wesentlech ze sinn, an do huet d'Regierung, egal wéi se zesummegeesat ass, ëmmer d'Tendenz, dat e bësse ze vergiessen: Dat ass, dass et net ka sinn, dass op där enger Säit, all Kéiers wann eng Gemengekompetenz ewechgeet un de Stat, dann natierlech och déi Gelder, déi un där Gemengekompetenz zéien, praktesch gestrach gi vum Stat, an ëmgekéiert.

Et kann net sinn, wann eng Kéier esou déci déiert gëtt, fir vun haut op muer de Gemengen nei Chargen ze ginn, dass dann op eemol gesot gëtt: Ma Dir hutt jo nach genuch net affektéiert Einnahmen, fir déi natierlech doranner kënnen anzesetzen.

Also, do wär schonn en Taux partagé wichteg, dass, wann een dat eent mécht, een dann och dat anert muss maachen, soss ass dat net gerecht an esou och net ze akzeptéieren.

Eng interessant Ausféierung, déi een eigentlech net méi erëmfënnert an de Konklusiounen vun eisen Aarbechten, dat war déi vun der zoustänneger Steierverwaltung, wat d'Grondsteier ugeet. Well déi eenzeg Konklusioun, déi mer missten zéien aus deenen Debatten, déi wär, dass elo misst ugefaange ginn, d'Berechnungsbasis vun der Grondsteier frësch festzeleeen. Déi Haupterkennntnis, déi mer kritt hunn, war, dass ein-

fach festgestallt ginn ass, dass déi Steier haut net méi gerecht ass, well se op Donnéeën opgebaut ass, déi net méi deene vun haut entsprechen.

Wann een déi Grondsteier an d'Grondbesteuerung, d'Besëtzbesteuerung wëllt als Piller beloesse vun eisem Steiersystem hei zu Lëtzebuerg - an ech mengen, dat sollt ee maachen -, da kënnert keng Regierung derlaanscht, do méi ze maachen, wéi nëmmen de Lien tëschen e puer Tauxé festzeleeen. Déi ganz Besteuerungsbasis ass eigentlech frësch festzeleeen an der Zäit vun haut unzepassen, soss ass dat doten Instrument net méi richtig politesch anzesetzen, wann net déi dote Konklusioun dorauer gezu gëtt.

Richtig ass, dass eng Territorialreform ouni parallell Festleeung vun dem fiskalesche Volet net denkbar ass. Dat geet jo eigentlech och ervir aus deem Text, dee mer herno wäerte stëmmen, wou deen dote Lien gemaach gëtt an d'Regierung ganz kloer opgefuerdert gëtt, fir deen dote Lien hierzustellen a Propositionen dohinnerzeleeen, fir dass dat dote parallell ka lafen. Well keng Gemeng léisst sech an eng Aventure era vun engem neie System, wa se déi finanziell Bedéngung vun deem Ganzen net kennt. Duerfir sollt een dat dote maachen.

Wat ech e bësse bedauern, dat ass, dass eng Rei vu punktuellen Ännerungen an eisem aktuelle Steiersystem, wat d'Gemengen ugeet, wou eigentlech en Accord war an der viregter Proposition vun dem Conseil supérieur des finances communales, iergendwéi op der Streck bliwwe sinn, an dass mer op déi dote Froen net méi zréckkommen, wéi zum Beispill op d'Veerdeelung vun der Gewerbesteier an den zweete Kritär vun der Opdeelung no der aktiver Bevölkerung.

Dat fënnert ee leider net méi an eisem Text erëm, mä dat war nach eng Proposition, déi och de Ministère gemaach huet. Do war wéi gesot ënnert dem Conseil supérieur des finances communales virun de leschte Gemengerotswahlen en Accord de principe op deenen dote Punkten.

Ech géif trotzdem nach eng Kéier bidden,...

(Interruption)

...dass d'Regierung dat doten nach eng Kéier géif seriö kucken, fir do schonn déi eng oder aner punktuell Ännerung vläicht an der Loi budgétaire fir 2009 virzugesinn.

Wou een e bësse muss oppassen an deem Ganzen, well ech déi Regierungsreflexer do kennen, dat ass, dass bei all deem, wat elo soll a Regionalfonge goen, bei all deem, wat elo soll vläicht op d'Communautés urbaines vu Gelder kommen, dass dat net au détrimement geet vun all deenen anere Gemengen, déi nach ëmmer déiselwecht Missiounen behale wéi virdrun, dass dat nëmmen eng Ëmschichtung ass an dass u sech et zu enger Beräicherung kënnert vun eenzelne Gemengen au détrimement vun anere Gemengen, déi awer fir de Rescht all hir Missiounen nach bäibehalen.

Also, do muss een an deenen Diskussiounen mat der Regierung oppassen, wéi d'Entwécklung kënnert.

D'Kompetenzfestleeung ass zwar kee passionnant Thema fir d'Leit dobaussen, ass awer wichteg. Déi huet en direkten Impakt op dat, wat sech mécht, no bei de Leit. Do ass et awer interessant ze gesinn, dass eng Rei vun Themen, déi während Jore contestéiert waren, iwwert déi et während Jore Sträit ginn ass tëschen de jeeweiligen Innenminister an eenzelne Gemengen, well déi an deene Beräicher Initiative wollten huelen, awer elo gekläert gi sinn, an eigentlech praktesch an alle Fäll, wann ech dat richtig gesinn, zugonschte vun de Gemengen.

Dat gëllt fir d'Energieproblematik, besonnesch och fir de Beräich vun den erneuerbaren Energien, wou elo deen Hickhack definitiv däreif eriwuer sinn an elo gesot gëtt, dat ass eng Compétence partagée vun de Gemengen, fir do Initiativen ze huelen.

Datselwecht gëllt fir den Naturschutz, wat och emol an der Vergaangenheet Diskussiounen ausgeléist huet. Dat gëllt bei der Fro vun der Solidaritéit mat den Entwécklungslänner, wou och vill Gemengen am Ka-

der vun enger Agenda-21-Strategie aktiv si gëtt, wat och elo unerkannt ass als eng méiglech, selbstverständlech fakultativ Missioun vun de Gemengen.

Dat gëllt och fir d'Fro zum Beispill vun der Chancëgläichheet, wou och Contestatioune méiglech waren a wou et och elo kloer ass, dass och d'Gemengen direkt eng Responsabilitéit an deenen dote Froen hunn.

Ech gesinn eigentlech bal nëmmen een Ausnahmbeispill an déi aner Richtung. Dat ass d'Fro vum Spidolswiesen, wou gemengt gëtt, dass d'Spidolorganisatioun u sech eng Fro vum Stat ass, eng national Fro ass, an dass dat eigentlech keng direkt Kompetenz ass vun de Gemengen. Mä och do wësse mer, dass eng Rei vu Saachen historesch gewuess sinn, an déi, mengen ech, kann een och net vun haut op muer mat engem Fiederstréch ofschaffen.

Ganz positiv sinn d'Iwwerleeungen - a bei deenen Diskussiounen huet, mengen ech, déi zoustänneg Gewerkschaft hiren Obolus geleescht - an der Kommissioun iwwer eng nei, méi modern Organisatioun vun der Gemeng als Verwaltung.

Mir wëssen allegueren, dass de Stat an de 70er Joren déi dote Reform gemaach huet. An de 70er Jore sinn d'Carrières nei definiert ginn. D'Carrière supérieure beim Stat an de Ministère ass eigentlech do eréischt richteg opgebaut ginn. Et muss ee soen, dass während 30 Joer an där dote Fro sech an de Gemengen zumindest offiziell wéineg verännert huet. De Stat huet sech reforméiert, mä d'Gemenge sinn eigentlech wäitgehendst stoe bliwwen op deem dote Plang.

Duerfir ass et wichteg, dass mer hei de Prinzip vun der Dräigliederegkeet beim Opbau vun der Gemengeverwaltung betounen, mat dem administrative Volet ënnert der Responsabilitéit vum Gemengesekretär, mat engem finanzielle Volet ënnert der Responsabilitéit vum Finanzdirekter a mat engem technesche Volet ënnert der Responsabilitéit vun dem Direkter vum technesche Service, wat normalerweis en Ingénieur oder en Architekt ass.

Dat ass immens wichteg a soll selbstverständlech fir all Gemenge gëllen. Dat gëtt eng ganz Rëtsch vu Garantien. Wann een dat och nach koppelt mat enger gewëssener Fräizüegegkeet bei der Astellung vum Personal, wat spezifesch Missiounen ugeet vun de Gemengen, gëtt dat doten en anert Émfeld wéi dat, wat mer haut kennen, wat regelméisseg natierlech zu Diskussiounen a Sträit heiansdo tëschent de Gemengen an dem zoustänneg Ministère féiert.

Déi weider Professionalisierung vun de Gemengeverwaltungen ass fir eis Partei eng Viraussetzung och vum Geléng vum der ganzer Territorialreform. An an deem Liicht do sollte mer och d'Fro vum Vollzäitbuergermeeschter respektiv vum duebele Mandat Deputéierten, Statsrot a Buergermeeschter a Schäfte ugoen.

Et muss sech erausstellen, ob, wann déi Professionalisierung do pousséiert gëtt, wann d'Gemengen an Zukunft iwwer e Verwaltungsapparat verfügen, deen déi doten zousätzlech Kompetenzen eigentlech matbréngt, dat dem Buergermeeschter deen néidege Fräiraum gëtt, sech bal ausschliesslech mat politesche Froen, allgemenge Froen ze beschäftegen, net onbedéngt mat all Detailfro an der Gemeng ze beschäftegen. Dann ergëtt sech do natierlech och d'Konklusioun, wat d'Disponibilitéit vum Buergermeeschter a Schäfte ugeet par rapport zu deene politesche Missiounen, déi en auszuféieren huet.

Mir sollten an eisen Aen also ofwaarden, bis déi dote Strukture stinn, bis mer gesinn, wat fir eng Répercussionen dat eigentlech op den Aarbechtspowand vun dem Schäfferot huet, an dann d'Konklusiounen zéien, wat de Vollzäitbuergermeeschter respektiv wat de Verbuet vun engem duebele Mandat ugeet.

Wou mer awer ganz kloer eis stäerkste Bedenken umellen, dat ass iwwert déi Iddi, déi am Rapport, awer och am Avis vum Syvicol dran ass, fir d'Schafe vun enger Chambre des collectivités locales. Entweder dat eent...

(Interruption)

Entweder gëtt et eppes nom Modell vun de Chambres professionnelles, an da gëtt et awer e Gremium, wat net en onheemlechen Impakt huet op d'Décisionen hei an der Chamber, oder awer mir ginn, wéi de Syvicol dat proposéiert, där neier Chambre do reell Pouvoiren, e Matbestëmmungsrecht, e Kodécisionsrecht fir all Froen, wou d'Gemenge mat touchéiert sinn. Da bitt sech Lëtzebuerg de Luxus, fir als Land vun enger hallwer Millioun Awunner dräi Chamberen ze hunn: déi éierewäert Chamber hei, eis Deputéiertechamber; eise Conseil d'État, deen hei traditionell e bëssen d'Fonctionen vun enger zweeter Chamber huet; an och nach eng drëtt Chamber, déi dann déi lokal Pouvoiré géif representéieren.

Mir mengen, dat wier e bëssen ze vill d'äers Gudden a géif eis net weiderbréngen. Mir riskéieren, eise System vill méi komplex nach ze maachen an och e gewëssene Blocage an d'legislativ Prozeduren eranzebréngen. Duerfir also Virsicht, ier een un esou Iddien erugeet.

Fir eis ass wichteg, dass an deem Rapport och besonnesch de Subsidiaritätsprinzip betount gëtt. Well dee jo seet, dass eigentlech eng öffentlech Déngschtleeschung méiglechst no beim Bierger soll ugebuede ginn. Dat heescht also, fir d'éischt um Niveau vun der Gemeng, a wann dat net déi richteg Instanz ass, fir déi Déngschtleeschung do unzebidden, dann op engem regionalen Niveau, a wann dat nach ze kleng ass aus territorialen Iwwerleeungen, dann ass et den nationalen Niveau, dee soll spillen.

Et ass awer evident, dass dee Subsidiaritätsprinzip net lassgëléist ass vun anere Froen, notament där vum allgemengen Intérêt respektiv vum nationalen Intérêt, wou de lokalen Intérêt sech selbstverständlech ennerzeuerden huet. An dee generellen, nationalen Intérêt, deen hätte mir gäre méi kloer definiert a Gesetzestexte, wéi dat haut de Fall ass, wat haut e Begrëff ass, deen ee kann erunzéien, mä deen a kengem Domän eigentlech richteg definiert ass.

Duerfir maache mir eis dofir staark, dass mer deen allgemengen nationalen Intérêt preziséieren an engem Gesetzestext, an da gëtt natierlech och doduerjer d'Kontroll, déi vun engem Ministère iwwert d'Gemengen ausgeübt gëtt, e Contrôle de légalité an ass da kee Contrôle d'opportunité méi.

De Contrôle de légalité, dat ass de grouse Prinzip, deem sech och am Rapport hei verschriwwen gëtt. Den Double degré de contrôle duerch d'Distriktskommissariater respektiv duerch de Ministère soll ofgeschaf an duerch en eenheetleche Contrôle ersat ginn. Och dat ass fir eis eng ganz wichteg Vereinfachung vun de Prozeduren.

Mir wëlle jo net alles méi komplizéiert maachen, mä eigentlech muss d'Zilsetzung vun esou enger Reform et sinn, alles méi einfach, alles méi transparent ze maachen. Dat kënne mer, mengen ech, doduerjer riskéieren, wat awer net heescht, dass kee Contrôle d'äerf bestoen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Duerfir soe mer jo och, dass d'Finanzkontroll net méi soll an Zukunft gemaach gi vum Ministère selwer, deen zum Deel dann eventuell op seng eegen Décisionen stéisst, mä dass een dat mécht duerch eng Rechnungskummer, déi kéint ugesiedelt gi bei eiser Cour des Comptes, fir déi dote spezifesch Kontroll vun de Gemengen och kënnen ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen esou lues zum Schluss. Ech mengen, dass mer hei e vernünftege Wee amgaange sinn ze goen, wou et net eist Zil ass, alles ëmzekrempelen, fir et ëmzekrempelen, mä wou mer mat engem gesonde Mënscheverstand wëllen an déi Problematiken erugeen, déi sech lokal a regional stellen, wou mer dat wëllen zesummeleeën, wat eigentlech zesummegehéiert, a wou mer dat wëlle belouwen, wat haut uerdentlech fonctionnéiert.

Mir wëlle pragmatisch dorun erugeen, dat heescht och, dass mer der Situatioun um Terrain virun allem wëlle Rechnung droen, dass mer also sollen all Dogmatismus an all iwwerdriwwenen Zentralismus hei bäisäitloossen.

D'Sozialiste sinn e bëssen aus de Gemengen erausgewuess. Dat erkläert och, firwat dass mer vläicht méi wéi anerer fir staark an autonom Gemenge sinn, Gemengen, déi awer mussen liewensfäeg sinn; Gemengen, déi iwwert déi néideg Viraussetzung verfüge vum hirer Gréisst hier, vun hirer Populatioun hier, vu Kompetenzen a Personal hier, awer och vun de Finanzen hier, fir hire legale Missiounen kënnen nozekommen.

An deem Sënn schéngt eis dee Riichtwäert vun 3.000 Awunner als Mindestnorm - dat

ass e Riichtwäert, en ass also flexibel unzesetzen - och net falsch ze sinn.

Liewensfäeg Gemengen, déi mer allegueren wëllen hunn, spéitstens am Joer 2017, déi sollen och kënnen ouni iwwerflësseg Momentschaft vum Stat hier uerdentlech fonctionnéieren, an engem proppere legalen a prozedurale Kader, wou se sech selbstverständlech mussen regionalen an nationale Prioritéiten beugen. Dat ass dee Wee, dee mer wëlle goen.

Wichteg ass et fir eis, dass mer och an der regionaler Zesummenaarbecht d'Gemenge selwer entscheede loossen, wat fir eng Struktur si sech wëlle ginn, wat déi ass, déi ugepasst ass, fir déi Problemer, déi sech konkret an hirer Regioun stellen, ze léisen. Dat si vu Regioun zu Regioun aner Problemer.

Duerfir och d'Schwieregkeet, déi Kompetenzfroen national wëllen unzegoen. Dat mécht sech oft anescht an deenen eenzelne Géigende vum Land, an duerfir plädéiere mer nach eng Kéier fir eng differenziert Approche an deem Ganzen, ouni natierlech déi grouss Zilsetzungen aus den Aen ze verléieren.

Dese Rapport, ech hunn et gesot, bréngt eis e gutt Stéck weider par rapport zu deem, wat d'Konklusiounen ware viru fénnef Joer hei vun dëser Chamber. Un dëser Regierung ass et nach, déi éischt Weichen ze stellen an deem Ganzen. Mir wëssen, dass d'Zäit knapp ass, fir dat ze maachen, mä de Gros vun der Aarbecht, dee kënnt sécherlech op déi nächst Mandatsperiod duer, op déi nächst Regierung duer, mat enger Chamber, déi sech net soll dorop beschränken, Impulser ze ginn, mä déi och, an dat wëllt si och maachen, bei der Ëmsetzung vun deem Ganzen eng aktiv Roll weider wëllt spillen, net nëmme vum Kontroller, mä och eng aktiv Roll an deem Sënn, dass se wëllt weider gutt Iddien an Ënnerstützung a Begleedung an deem ganze Prozess ginn.

An dësem Sënn wäerte mir och déi zwee Texter, d'Motioun an d'Resolutioun, stëmmen.

Merci.

» Plusieure voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Bodry. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Camille Gira.

» M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus der Postkutschenzäit an den Internetzäitalter sollt d'Spezialkommissioun d'Lëtzebuurger Gemenge féieren. Dat ass trotz dräi Joer Aarbecht a 45 Sitzungen net gelongen. Mir si just bis an d'Zäit vun der elektrescher Schreifmaschinn komm.

(Hilarité)

Wann et net gelongen ass, dee grouse Sprong ze maachen, da läit dat sécher net um Président-Rapporteur. Hien huet mat vill Gedold a Wëllen zum Konsens probéiert, weiderzokommen. Op eng sachlech Aart a Weis huet hie stoesch ëmmer erëm eng Rei Texter presentéiert, fir ze kucken, dass mer eppes Brauchbares kéinte produzéieren. Duerfir, vun eis aus, e ganz grouse Merci fir dat Engagement, fir dat Aushalen an dese Wëllen zum Konsens!

An eisen Ae gëtt et virun allem dräi Ursachen, firwat mer net méi wäit komm si wéi mer elo komm sinn. Éischtens, de Strukturkonservatismus vun där enger an där anerer Partei. Dass d'DP vun Ufank u manner Handlungsbedarf an dësem Dossier gesinn huet, ass bekannt. Dass d'DP - an hire Sprächer huet et de Mëtten och gesot -, éischerter hofft, dass d'Saache sech vun enne selwer wäerte regelen, ass och net nei.

Déi Gréng deelen déi Meenung net. Och wa mer haut, 2008, nach eenegermoosse mat där aktueller Situatioun iwwert d'Ronne kommen, esou si mer awer iwwerzeegt, an ech wäert herno drop zréckkommen, dass a 15, 20 Joer déi aktuell Strukturen op kee Fall méi wäerten den Erausforderunge gerecht ginn. Mir sinn iwwerzeegt, dass et net duergeet, en „bottom-up“-Mouvement duerstellen. Dir wësst, dass mir fundamental Anhänger vun där Approche am Prinzip sinn. Mir brauchen och ganz kloer Konzepter vun uewen.

Ech muss awer soen, dass mer e bëssen iwwerrascht waren als Gréng, dass dese Strukturkonservatismus an Tëschenzäit awer och eng sougenannt progressiv Partei befall huet, nämlech d'LSAP. Ech muss lech soen, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mir an eis och no dräi Joer nach ëmmer net ganz kloer, wat dann elo déi definitiv Positioun vun der sozialistescher Partei a wichtige Punkten an dësem Thema ass.

Jee nodeem ob d'Fraktioun schwätzt, jee nodeem ob d'Partei schwätzt, a jee nodeem

- wéi mer et rezent nach héieren hunn - eenzel Lokalmatadore schwätzen, kritt ee wierklech Positiounen, déi heiansdo 180 Grad eng vun där aner ënnerschiddlech sinn. Dat ass awer e bëssen erstaunlech. Eng Partei, déi, esou hu mir se op jidde Fall erlieft, ëmmer fir méi Planungskultur zu Lëtzebuerg stoung an aus där hire Reien de fréiere Landesplanungsminister kënnt, dee responsabel war fir d'Gesetz vun 1999, wat an eisen Aen net dat schlechtest ass. Mir fannen dat erstaunlech, an et muss ee sech wierklech froen, ob hei net e Réckschrëtt an d'19. Jorhonnert amgaangen ass ze geschéien, wann ee vun eenzelne Leit héiert, dass an där Partei anscheinend awer d'Gemengenautonomie iwwer allem anere steet.

Zweete Punkt, firwat mer net méi wäit komm sinn: Dat läit an eisen Aen un enger Regierung, déi net voll matgespillt huet. Wann ee weess, dass mer fir bal all Äntwert vun der Regierung x Rappeller hu misse schreiwen, wann ee bedenkt, dass mer och no dräi an engem hallwe Joer nach ëmmer net wëssen, wéi eng Gemeng dann elo wéi vill Subside vu wéi engem Ministère kritt huet, da kann een net behaupten, d'Regierung wär an hirer Gesamtheit kooperativ gewiescht.

An dat Bild, wat ech hei viru mer hu vun der Regierungsbänk, mengen ech, seet genuch. No engem Héiflechkeetsbesuch, fir dem Rapporteur nozelauschteren, ass de Rescht vun der Equipe verschwonnen an den Innenminister steet an deem Dossier hei, wéi esou dacks, zimlech eleng op weiderer Flur. An ech kann nëmmen dat ënnerstéizen, wat scho Virriedner gesot hunn, nämlech dass, wa mer mengen, déi Territorialreform wier nëmmen eng Saach tëschent dem Innenminister an deenen 116 Gemengen, mer eis da gewaltig iren. Dat kann net fonctionnéieren!

Ech wëll awer betounen, dass den Innenminister selwer sech all Méi ginn huet, fir zesumme mat eis weiderzokommen. Mä et hat een awer rar dat Gefill, dass hie eng Regierungskollege vu sengen oder eisen Iddien iwwerzeegt kritt huet. Jo, et si souguer an darselwechter Zäit, wou mir hei diskutéiert hunn, eng Rei Regierungsinitiative komm, déi an eisen Aen d'Bestriewunge vun engem kohärenten Virgoen iwwer Land a Fro stellen.

Ech wëll fir d'x-te Kéier an awer erëm hei un de Pacte logement erënneren, wou géint all Prinzipien vun der Landesplanung ee Minister higeet a mat der Stranz ganz vill Geld iwwert d'Land verdeelt. A wann dann den Innenminister hannendrukent, ouni e roude Sou an der Täschen, an dee wëllt eng kohärent Landesplanung iwwer Land maachen, dann huet deen et natierlech schwéier.

Drëttens mengen ech awer och, dass et an enger Rei Ministère, an och bei enger Rei héijer Beamten, relativ wéineg Versteesdemech gëtt fir dat, wat eng Gemeng am 21. Jorhonnert ass. De Michel Wolter huet dovou geschwat, dass heiansdo tëschent zwou Nopeschgemengen net ganz genee gewosst ass, wat déi eng da mécht a wat déi aner mécht.

Abee, Här President, ech stellen awer och fest, dass an enger Rei Ministère net méi gewosst ass, oder iwwerhaapt vläicht nach ni gewosst war, wat eng Gemeng ass, a sécherlech net wat eng Gemeng am 21. Jorhonnert ass. Ech stellen eng profund Onkenntnis fest vun deem, wat eng Gemeng am 21. Jorhonnert soll sinn. A virun allem hunn ech dat Gefill, dass se op ville Plazen op deem Niveau net matkritt hunn, wat an deene leschte 25, 30 Joer geschitt ass.

Ech selwer hunn d'Éier, schon iwwer 25 Joer am Schäfferot vun enger klenger Landgemeng ze sinn, an ech kann lech versécheren, Här President, Biekerech 2008 huet näischt méi, awer och guer näischt méi mat Biekerech 1982 ze dinn. Wann ech kucken, wat an deene leschte Jore geschitt ass, dann ass kee Verglach méi méiglech. Ech hunn awer dat Gefill, dass nach a ville Ministère a bei villen héijere Beamten d'Meenung ass, mir wieren nach esou wäit wéi mer vläicht an de 70er, 80er Jore waren.

Wann hei an dësem Dossier déi arithmetesch Majoritéit vun CSV-Déi Gréng hätten kënnen spillen, mengen ech, wären d'Chancen do gewiescht, dass mer vläicht am Internetzäitalter ukomm wieren. Mais une fois n'est pas coutume, et kann een net dauernd hei d'Arithmetik vun der Euthanasieprozedur uwenden. Ech muss lech awer soen, dass et dann emol géif richteg spannend ginn. Dann hätte mer d'Leit heibannen am Sall, mir hätten d'Press hei an d'Tribüne wäre voll, wann net ëmmer vun Ufank u gewosst wär an engem Dossier, wéi mer da géifen hannen erauskommen.

Dat wier dach sécher flotte Parlamentarismus: eng Chamber, déi mat Majoritéit variable géif hei wichteg Dossiere vu Lëtzebuerg ugoen. Dir laacht elo allegueren, well

Dir selwer schon d'Erfahrung gemaach hutt, dass dat wierklech eemol pro Generatioun geschitt, mä ech fannen et net esou fir ze laachen. Kuckt emol an aner Parlament, do kënt et zumindest emol vir, dass och eng Majoritéit net alles schléckt, wat vun enger Regierung kënnt. Wann ee kuckt, an engem franséische Parlament - wou eng absolut Majoritéit vun enger Partei herrscht -, wéi vill Projeten dass eng Regierung do muss zrëckzéien a wéi vill Projete vun engem Parlament ugekierpt ginn. Dat wier dach flott, mä ech hunn awer selwer och net dru gegleef, dass dat an deem heiten Dossier, no deem aneren, méiglech wier.

Ech mengen awer kënnen ze behaupten, Här President, dass, wa mer net am Internetzäitaler ukomm sinn, et jiddefalls net un deene Grénge louch. Ech géif och hei behaupten, dass mir scho méi laang dat vläicht kohärentst Konzept virgeluecht hunn. De Rapporteur huet et ewell erwähnt, dass mer eis 1996 schon, op seng Ufro hin, deemools ganz vill Gedanke gemaach hunn an eiser Partei. Mir haten eis Iddien och an engem flotte Pabeier virgestallt. Mir hunn dat an Tëschenzäit weider ausgebaut.

Ganz vill, muss ech ganz éierlech soen, hu mer net missen änneren, well déi Problematik, esou wéi se sech 1996 gestallt huet, ass haut net wesentlech anescht. Ech wéilt dann och an esou enger kuerzer Form wéi méiglech nach eng Kéier probéieren, eis Analys a Proposen - a Relatioun gesat zu de Konklusivum vum Rapport - duerzeleeën.

Vläicht direkt en Ënnerscheid wat eis Approciatioun vun der Situatioun ubelaangt a firwat eigentlech esou akuten Handlungsbedarf an deem Dossier hei besteet. Zousätzlech zu deem, wat de Rapporteur an och schon aner Leit hei gesot hunn, ass natierlech iwwer d'Joren a Jorzéngten d'Aufgabegebitt vun de Gemengen - och vun där klengster Landgemeng - méi grouss ginn. Mir stellen awer och nach en anere Phenomeen fest. Duerch de Phenomeen vun der Globaliséierung, vum Neoliberalismus, mä awer och vun der Verdéiwung vun der Europäescher Unioun sinn eng ganz Rei vu Kompetenze vun den Nationalstaten op en aneren Niveau gaang.

Et si vill Leit dobaussen, déi fannen, dass lues a lues en öffentleche Vide entsteet. D'Leit fülle sech deelweis verlooss mat hire Problemer, a wat ass hire Reflex? Si klammere sech nach un déi eenzeg konkret a virun hirer Hausdier present Autoritéit, an dat ass d'Gemeng. Deen do Phenomeen huet an deene leschte 25 Joer ëmmer méi zougeholl, an dat ka jiddferen, dee schon esou laang Responsabilitéit an enger Gemeng huet, feststellen.

Nach ni sinn esou vill Leit op d'Gemeng komm, wa se eng Aarbecht gesicht hunn, wa se Problemer doheem haten, wa se soss Schwieregkeeten haten. Et ass e förmlecht Hirennen op d'Märei hin, fir ze kucke fir Hëllef ze kréien. An, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer emol eng Kéier bei 200 Dollar de Barrel sinn, a wa mer an deem Land hei deemnächst net d'Wunnengsnout an de Grëff kréien, da wäert Der gesinn, da wäert deen do Phenomeen nach vill méi zouhuelen, dass d'Leit als leschte Refuge fir Hëllef op déi éischt an déi nootsten Instanz ginn, déi se kennen, déi och ganz konkret fir si ass, dat sinn d'Gemengen.

Ech fannen, deem Phenomeen hu mer vläicht an eisen Diskussiounen net genuch Rechnung gedroen. Déi meescht hunn analyséiert a gesot, mir mussen eng homogen Offer vun öffentleche Servicer iwwer Land maachen. Déi Analys deele mir och, dat ass dee Volet vun der Problematik, deen do ass. Ech mengen och, dass mer dee Volet mat deenen ugestriefte Pisten, déi elo hei an deem Rapport sinn, méi oder weiniger geléist kréien. Do kann eng méi grouss oder méi eng kleng Zuel vu Gemengen, déi méi grouss sinn, hëlfelefen.

Mä ech mengen awer, Kolleeginnen a Kolleegen, fir déi grouss national a global Défien unzegoen - wéi eng uerdentlech Landesplanung endlech an deem Land hei op d'Been ze kréien, wéi d'Mobilitéit ze reorganisieren, wéi de Logementsproblem an de Grëff ze kréien, wéi iwwerhaapt eis Espaces naturels ze protegieren -, an anere Wieder den IVL ëmzesetzen: Wéi wëlle mer déi drëtt industriell Revolutioun ukierpen? A wéi wëlle mer e Paradigmewiess an der Energiepolitik errechen an der Ueuechfal entkommen, wa mer eis net reorganisieren?

Duerfir ass et an eisen Aen eng Illusioun - an ech kommen herno nach drop zrëck - ze mengen, wa mer 2017 nach just 50 oder 60 Gemengen iwwer 3.000 Leit hätten, dann hätte mer déi Problemer do alleguerte geléist. Dann hu mer deen éischte Volet vum Défi, nämlech flächendeckend ähnlech Servicer unzebidden, geléist, mä dat eleng geet awer net duer, déi grouss Défien, déi ech elo kuerz erwähnt hunn unzegoen.

Mir hätten duerfir och am léifsten eng duebel Approche gehat, op där enger Säit ze kucken - wéi den Alex Bodry et och e bësse gesot huet -, net elo vun iergendenger abstrakter Zuel auszegoen, mä ze soen: Wat erwaarde mer dann, dass alles an enger Rei Joren an all Gemeng am Land d'office ugebuede gëtt?

Fir eis ass dat relativ kloer. Mir erwaarden, dass all Gemeng muss e Secrétaire communal hunn, e Receveur an och en Ingénieur technicien. E largen Accès ass natierlech wichteg, dat heescht, dass all Dag d'Büroen op si fir den État civil, Bureau de la population an esou weider an esou fort. Mir erwaarden, dass an all Gemeng e Cycle complet vum Préscolaire, Précoce a Primaire ass, ugeglickert dorun eng Maison relais. Mir erwaarden déi néideg sportlech Infrastrukturen, Centre-culturel an och e Jugendtreff.

Dat soll de Questionnaire sinn. An dat soll och d'Lat sinn, un där mer d'Gemenge moossen. Mir sinn der Meinung: Wann eng Gemeng vun 1.700 Awunner déi dote Servicer alleguerte kann ubidden, firwat wëlle mer déi da fusionéieren, wa se dat onbürokratesch an no bei hire Leit ka maachen? Wichteg ass jo, dass d'Leit de Service kréien.

Mir sinn awer gradesou eens mat deene Leit, déi soen, dass eng ganz Rei Gemengen och a fénnef an en zéng Joer déi dote Servicer nach net kënnen maachen. Duerfir soll een higoen an e Schema opstellen, wéi dann déi eenzel Fusione kéinte sinn.

Mir sinn awer och der Meinung, dass ee bei där Approche muss kucken, wéi dann déi Gemengen do elo scho regional organiséiert sinn. Ech huelen d'Beispill vum Réidener Kanton, déi an enger virbildlecher Zesummenaarbecht et fäerdeg bruecht hunn, an deene leschte 15 Joer gemeinsam Infrastrukturen, wéi eng Crèche fir déi ganz Kleng, eng gemeinsam Piscine, en Altersheim, zwou regional Aktivitéitszonen, wou mer 350 Aarbechtsplaze geschaf hunn, ze schafen. Et ass jo och wichteg, ob elo niement de Basisservicer an där einzelner Gemeng och um regionalen Niveau d'Leit alles fannen.

Um nächsten Niveau plädéiere mir, dass mer déi sechs Regionnen, wéi se dann am Programme directeur virgesi sinn, sollen aktivéieren. Op deem Niveau si mir der Meinung, dass dann déi nächst Servicer mussen garantiéiert ginn: Waasser, Ofwaasser, Of-fall, Regionaliséierung vun den Offices sociaux; do schaffe mer jo drun. Mir sinn eis eens, dass mer zumindest d'Protection civile, deelweis och souguer d'Pompjeeë mussen regionaliséieren, den Enseignement musical, en Genderhouse, gréisser regional Infrastrukturen, selbstverständlech eng Piscine, en Altersheim, den Naturschutz um regionale Plang, Formation continue, Bibliothéik, animateur culturel, a firwat net eng Maison de l'intégration.

Do ass awer de Punkt, wou mer vläicht auserneeleien. All déi Servicer, déi ech lech elo opgezielt hunn, déi kann och eng Gemeng vun 3.000 Awunner muer nach net ubidden. Och, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eng Kéier 60 Gemenge vun 3.000 hunn, da kënnen déi nawell eenzel keng Piscine bauen, si kënnen keng Musekschoul bauen. A wann ee kuckt, dass zwou grouss Gemenge wéi Ettelbréck an Dikrech zesummen et net fäerdeg bréngen, e Conservatoire ze géréieren, da ginn déi alleguerte sech enger Illusioun hin, déi mengen, wa mer 2017 lauter Gemenge vun 3.000 hätten, dann hätte mer eis Problemer geléist.

Wat awer doriwwer eraus vun deene Servicer, déi ech elo genant hunn, sécherlech misst organiséiert ginn an deene sechs Regionnen - an do gesi mer dann éischer déi national an déi global Défien -, dat wäeren éischer Servicer, déi ugebuede ginn. Héichwärteng an héich qualifizéiert Ressource-humainen, déi agestallt ginn, fir de Leit ze hëlfelefen an de Gemengen ze hëlfelefen, sech deene groussen Défi vum der Zukunft ze stellen.

Fir déi Gréng ass Regionalpolitik a regional Entwécklung net nëmme Infrastrukturen, mä och a virun allem Know-how. Mir schwätzen ëmmer vun der Wëssensgesellschaft. Net nëmme deen Einzelne wäert e Standuertvirdeel hunn - wann een esou ka soen an der Wëssensgesellschaft -, wann hie gutt ausgebild ass, mä och Regionnen a Gemenge brauchen e gewëssenen Know-how. An et sinn déi Regionnen, déi sech déi néideg Ressource-humainë ginn, déi wäerte gesinn, dass déi vir bäl sinn.

Mir denken do un e Service d'architecture. Dir wësst, dass mir der Meinung sinn, fir de Wunnengsbau an de Grëff ze kréien, dass mer eng kommunal Wunnengsbaugesellschaft bräichten. Mir kéinten eis virstellen,

dass déi Wunnengsbaugesellschaft sechs Antennen hätt, eng an all Region, fir mat de Gemengen zesummenzeschaffen. Mir sinn och der Meinung, dass ee regional Antenne vun der Mobilitéitszentral brauch, dass dréngend e flächendeckend Netz vun Energieberoder gebraucht gëtt. Och Tourismusberoder an Animateure gi gebraucht; datselwech fir de Kulturvolet.

Wéi soll dann déi Organisatioun um regionalen Niveau geschéien? Déi Gréng verstinn eigentlech net esou richtig, dass mer ëmmer erëm iwwer nei Strukturen diskutéieren. Firwat aktivéiere mer déi net, déi eigentlech an de Gesetzer stinn? Firwat hu mer aacht oder néng Joer nom Landesplanungsgesetz nach net eng Region stoen? Firwat steet net ee Syndicat à vocation multiple, esou wéi en am Landesplanungsgesetz virgesinn ass?

Well mir sinn der Meinung, déi soll een aktivéieren. Do hu mer eng gesetzlech Basis. Mir deelen d'Meinung vun der LSAP, déi seet: Do soll net e Représentant territorial mat Weisungsbefugnis an deene Strukturen setzen.

Mir sinn als Gréng och fir d'Ofschaffung vun den Distriktskommissariater. Mir kënnen eis awer virstellen, dass déi Leit, multiplizéiert op sechs, eng berodend Funktioun hunn an da kënnen an deene Regionnen de Regionnen hëlfelefen hir Aarbecht ze maachen.

Wat fir eis awer ganz wichteg ass, wou mer leider net d'riwwer geschwat hunn, quitte dass ee ka soen, dat dépasséiert d'Missioun vun deser Kommissioun, dat ass awer: Wéi organiséiert de Stat sech da parallel zu där kommunaler Réorganisation territoriale?

Wat notzt et eis, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer herno eng gutt strukturéiert Gemenglandschaft hunn, wann de Chaos innerhalb vun de staatleche Verwaltungen an ënnert de staatleche Verwaltungen nach wie vor esou grouss ass wéi haut. Mir géifen eis virstellen, dass an all Region - deene sechs Regionnen - och eng Maison de l'État wier, wou ee lues a lues géif probéieren, déi staatleche Verwaltungen och geographesch esou ze reorganisieren, dass praktesch all Verwaltung eng Antenn an deene sechs Regionnen hätt.

Mir wëssen, dass dat méi einfach gesot wéi gemaach ass, mä mir verstinn awer net, dass, wann elo d'Forstverwaltung reorganiséiert gëtt, iwwerhaapt emol net dru geduecht gëtt, sech un deene sechs Regionnen ze orientéieren. Dofir hu mer wierklech ganz weineng Versteedsdemech.

Mir haten och als Gréng ganz kloer Virstellungen, wat d'Reform vun de Gemengefinanzanzen ubelaangt. Ech fannen et duerfir net ganz richtig - wéi et elo schon hei ugeklongen ass -, dass do keng konkret Virschléi um Dësch geleeën hätten. Eis Virschléi ware relativ konkret. Ech ginn net nach eng Kéier an den Detail. Ech ka se awer nach eng Kéier kuerz erwännen.

Fir eis gëllt och de Prinzip, dass, wann nei Missiounen no ënnen delegéiert ginn, och Sue fléisse mussen. Mir sinn och der Meinung, dass déi kommunal Recettë mussen parallel zu deene vum Stat an d'Luucht goen. A firwat soll een net e Versement forfaitaire nodréiglech an e Fonds communal ginn, wann ee feststellt, dass de Stat zum Beispill esou héich Plus-walen ee Joer gemaach huet, wéi en dat d'lescht Joer gemaach huet? Da fanne mir et net richtig, dass d'Gemengen net am selwechte Mooss vun deene Recettë kënnen profitéieren.

Mir hunn eng Rei Virstellungen, wéi een d'Gewerbesteier ka reforméieren; och eng Rei Reformen am Fonds communal. Mir sinn der Meinung - dat war och e Konsens an der Kommissioun -, dass de Facteur géographique, dat heescht déi landschaftlech Gréisst vun enger Gemeng, de Moment net genuch berücksichtegt gëtt. Gréisser Gemenge wéi Wëntger oder Rammerech hu wierklech Schwieregkeete mat hirem Budget, fir iwwer d'Ronnen ze kommen, well hir immens Fläch och immens Käschte mat sech bréngt; wéi Feldweeër an aner Entretien, déi se mussen maachen.

Mir sinn och der Meinung, dass een déi Reforme ka maachen andeem een Transitionsméchanisme fénnt, andeem een déi Plus-walen, déi kommen, dann esou verdeelt, bis ee lues a lues de System hätt. A mir si selbstverständlech och d'accord, dass déi dräi grouss Urbanzentre méi Geld sollte kréien, fir dass se déi Missiounen, déi si wierklech ganz eleng am Land ze maachen hunn, kënnen erfëllen.

Schlussendlech ware mir mat déi Éischt an dem Haus, déi gebetsmühlenarteg no enger Reform vun der Grondsteuer geruff hunn. Et ass bal net ze gleewen, dass, fénnef Joer nodeem hei en absolut unanímé Konsens war fir eng Reform vun der Grond-

steuer ze maachen, emol nach net eng Iddi um Dësch läit, wéi een dat kéint maachen! Dat ass méi wéi mauvaise foi, an do froen ech mech awer, ob d'Chamber net e bësse de Geck mat sech maache léisst, wann, fénnef Joer nodeem se hei unanime eng Motioun ugeholl huet, emol nach net usazweis eng Reform do ass.

Dann e wichteg Wuert zum Finanzement um Niveau régional. Ech hunn e puermol an der Kommissioun d'Beispill vum Museksunterrecht zitéiert, fir ze soe wat geschitt, wa mer net fir gewësse Servicer a priori e regionale Finanzement virgesinn. Da kënt dee Chaos, dee mer elo an deem Beräich hunn, a mir fäerten, dass en an aner Beräicher gradesou wäert entstoen, wa mer net Suen op de regionalen Niveau ginn.

Och wann DÉI GRÉNG, wéi aner Parteien hei, keen drëtten Niveau wëllen hunn, menge mir awer, dass mer eng regional Zesummenaarbecht nëmme kréien, wann och Suen op deen Niveau ginn. Och do ginn ech net midd ze soen: Mir hunn de Moment déi pervers Situatioun, dass Gemengen, déi just no sech kucken, schlussendlech méi Suen an hirem Budget Rescht hu fir hir Bierger, wéi déi, déi en Deel vun hire Suen huelen a mat anere Gemenge probéieren ze kooperéieren. Déi Sue si fort an déi verreckte Welt mussen mer erëm op d'Féiss stellen. An déi Gemengen, déi kooperativ mat aneren zesummeschaffen, déi mussen schlussendlech finanziell besser dostoe wéi déi, déi mengen, si kéinte mat hirer Kierch-tuermspolitik nach bis un d'Enn vum 21. Jorhonnert weiterfuere.

Duerfir hate mir och déi konkret Propos gemaach, dass, wat d'Frais d'investissement ugeet, e gudden Deel vun de Plans quinquennaux zum Beispill kéint direkt op de regionalen Niveau kommen. Dat géif éischens déi regional Zesummenaarbecht stäerken, géif awer och verhënnern, dass mer, wéi esou oft, mat der Stränz géifen iwwer d'Land fueren a wahllos eng Rei Infrastrukturen ënnerstëtzen, déi herno vill Geld kaschten, mä déi awer de Besoin vum de Leit an der Region ganz oft net entsprechen.

Fir d'Frais de fonctionnement, haaptsächlech fir sech deen Know-how ze ginn, fir héich qualifizéiert Leit kënnen anzustellen an deene sechs Regionnen, do wiere mir der Meinung, dass een déi 20% aus dem Fonds communal de dotation financière direkt an d'Regiounen sollt ginn an dass d'Regioun selwer kéinten decidéieren, zesummen, wat se mat deem Geld sollte maachen. Esou wäit zu eise konkrete Virstellungen.

Mir waren awer och der Meinung, dass doriwwer eraus een endlech misst iwwer eng Restrukturierung um nationalen Niveau nodenken. Mir sinn Unhänger fir eng eenzeg Circonscription um Niveau national. Wann ee seet, d'Sektionen an de Gemengen, dat sinn lwwerbleibsel gewiescht vun der Postkutschenzäit, da muss ee gradesou soen, dass déi véier Wahlbezierker och en lwwerbleibsel aus der Postkutschenzäit sinn. Een, deen zu Biekerech wunnt, ka sech och haut informéieren, wat op der Musel lass ass, an een, deen am Minette Deputéierten ass, kann och wëssen, wat am Conservatoire du Nord lass ass. A wann ech kucken, dass mer hei 99% vun de Gesetzer stëmmen, déi wierklech fir all Bierger a Biergerinnen aus deenen 116 Gemengen dëselwech sinn, da froen ech mech, wat déi Ënnerdeelung nach soll.

Ech weess, dass dat nach e bësse untopesch kléngt, mä de Fränz Colling, deen ech nach d'Chance hat, kuerz hei ze erlieden, huet zu mer gesot: „Wann s de gâr hüss, dass eppes soll geschéien, da muss de eppes 15 Joer laang ëmmer erëm widerhuelen.“

Mir fänken dann emol un dat hei haut an d'Diskussioun ze geheien. Wie weess, wa mer dann d'Territorialreform um Niveau vun de Gemengen emol hanner eis hunn, vläicht fänke mer dann un d'riwwer ze diskutéieren, ob et net zäitgeméiss wier, een eenzege Wahlbezierker am Lëtzebuerger Land ze maachen.

Dann hätte mer 60 Deputéierten, déi fir d'ganz Land responsabel wieren, an nëmme fir d'ganz Land, well Dir wësst, dass mir Unhänger si fir déi Mandater ze

trennen, an dann hätte mer énnendrénger 60 Buergermeeschteren, déi responsabel wiere mat hire Schänneréit a Conseillere fir hir Gemeng an hir Regioun. Da wiere mer gutt opgestallt, fir déi grouss Défië vum 21. Jorhonnert unzegoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no där kuerzer Presentatioun vun eisen Iddien a Relatioun mam Rapport verstitt Der vläicht, dass DÉI GRÉNG sech schwéier-, jo ganz schwéiergedoen hunn, de Rapport ze stëmmen. Well déi Iddien, déi een doranner erëmfënn, bái Wäitem net esou kohärent sinn, wéi eis Proposen, well se manner konkret sinn, wéi eis Virstellungen, well vill méi Themen awer och erëm no hanne verschobe ginn.

Mir gesinn Defiziter virun allem an dräi Beräicher.

Finanzen - ass och scho vu jiddferengem hei gesot ginn -: Mir hu keen Engagement vun der Regierung, dass d'Gemengefinanz parallel mat de Statsfinanzen solle goen. Mir hu keen Engagement vun der Regierung, dass beim Transfert vu Kompetenzen och Transfers vu Gelder kommen. A wann ech gesinn, dass am Budget elo schon, obwuel mer d'Gesetz nach net gestëmmt hunn, d'Sue vun de Gehälter vun de Schoulmeeschteren ofgezu gi sinn, awer néierens iergendwou eng Aussicht ass, dass mer d'Sue fir de Précoce ze géréiere kréien, fir d'Maisons relais wa méiglech deemnächst och nach gratis ze offréieren, do gesinn ech keng Spur an engem Budget.

Duerfir fanne mer, dass wirklech, ausser fromm Wënsch an d'Widderhuelung vun deem, wat hei schon x-mol gesot ginn ass, an deem Beräich net vill ze fannen ass. Och wann nach - an dat ass vläicht wéinst deene Gréngen, well mir déi Iddi ëmmer erëm erabruucht hu vum regionale Fong - esou ganz vag vun engem Regionalfong geschwat gëtt, da maachen ech mer och do net ze vill Illusiounen, well den Innenminister iergendeng kéier bei eis komm ass a gesot huet, no kuerzen Diskussiounen am Conseil de Gouvernement wier déi Iddi vum Dësch gewiescht. Well natierlech kee Minister sech ka virstellen, dass en net méi selwer all Euro un all Gemeng direkt verséiert, mä eventuell iwwer e regionale Fong gëtt, duerfir ass dat do ganz kloer e Schwaachpunkt vun dësem Bericht.

Zweeten Defizit ass awer, dass mir dat Gefill hunn, dass déi regional Zesummenaarbecht och net konkret genuch definéiert ass. Wéi ass et dann elo mam Gesetz vun '99? Ass dat nach ëmmer d'Basis? Wëlle mer dat endlech mat Liewen erfëllen, quitte dass vläicht déi eng oder aner Emännerung ass?

Ech hunn och do iwwert déi lescht dräi Joer ganz ënnerschiddlech Aussoe vum Innen- a Landesplanungsminister selwer héieren. Eng kéier seet en, déi sechs Regiounen wiere gestuerwen. Da seet en erëm eng kéier, neen, et géif se awer nach ginn. Da steet awer hei am Rapport, dat Gesetz wier net esou schlecht a soll benotzt ginn.

Duerfir, Här President, si mer ganz onze-fridde wat dee Beräich ubelaangt. Et ass och net kloer, och wa mer keen administrativ drëtte Level schafen, ob déi Strukturen dann do sollen a kënnen a müssen eegent Personal astellen oder net. A virun allem ass eis net kloer, wéi dann elo d'Zesummenaarbecht „bottom-up“ an „top-down“ soll funktionnéieren.

Nach eng kéier: Mir si fervent Unhänger vun enger Dynamik vun ënnen, mä wa mer gären an deem Land, wat eng demographesch a wirtschaftlech Entwécklung huet wéi keen anert an Europa, wëllen eng Rei Phenomeener an de Gréff kréien, da brauche mer och en „top-down“ a virun allem muss mer eis ganz vill Gedanke maachen iwwert d'Jarnéieren, déi derfir suergen, dass den „top-down“ mam „bottom-up“ schlësseg an der Realitéit an an der Regioun ëmgesat gëtt - do ass et och relativ dënn, wat an dësem Rapport steet.

Drëttes - ech hunn et schon erwähnt - d'Professionalisierung vun de Schänneréit. Firwat kënnen mer net haut direkt ufänken e Konzept an deem Beräich ze entwéckelen, quitte dass et vläicht eréischt ëmgesat gëtt, wa mer eng kéier d'Reform gemaach hunn? Mir fäerten, dass mer elo vill Zäit brauchen,

fir déi Reform ze maachen, a wa mer eréischt 2017 ufänken iwwert deen do Problem eis Gedanken ze maachen, da si mer partis pour la gloire.

Wann een dann op där anerer Säit gesäit, dass deen Usaz, dee klengen Usaz, dee mer hei an där Chamber gemaach haten, fir eis an déi europäesch Prozesser anzuklänken, awer kläglech - an ech mengen Dir sidd alleguer mat mer d'accord -, wirklech kläglech gescheitert ass, wa mer de Bilan no e puer Joer maachen, dann ass eis dat net usazweis gelongen.

Dat ass sécherlech net eleng d'Ursach, well der hei esou vill sinn, déi zwee Mandater hunn, mä ech mengen, dass dat awer och eng vun den Ursachen ass, dass mer do net weiderkomm sinn.

Wa mer schlussendlech eis awer duerchgerongen hunn, dee Rapport ze stëmmen, Här President, da well mer der Meenung sinn, dass déi Aarbecht awer net ganz ëm-soss war.

Et sinn eng Rei Avancen an dësem Text, a wann ee weess, wéi reformresistent dëst Land ass, besonnesch wann et ëm strukturell Reforme geet, a wann ee weess, wéi schwierig déi politesch Klass sech mat Ännerungen deet, wa se selwer betraff ass, da léisst dat Resultat hei sech awer weisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll zum Schluss kommen a soen, dass een natierlech och am Internetzäitalter nach mat enger elektrescher Schreifmaschinn ka schaffen. Ob een domadder awer den Erausfuorderung vun der Zäit gewuess ass, ass eng aner Fro.

DÉI GRÉNG sinn der Meenung, dass eis Gesellschaft an dass besonnesch Lëtzebuerg viru gewaltegen Erausfuorderung steet. Mir musse Weeër aus der Uelechfalfannen, dat heescht déi drëtt industriell Revolutioun aleeeden, a fir esou grouss Problemer wéi Wunnengsnout a Verkéierschaos musse mer eng Léisung fannen.

An een, dee mengt, dat géif ouni autonom, staark a finanziell ofgeséichert Gemenge goen, deen iert sech. Een, dee sech der Illusioun higëtt, dat wier machbar, ouni eng verstärkt a flächendeckend regional Zesummenaarbecht, dee wäert sech nach wonneren. An een, dee sech virstellt, dat wier machbar, ouni dass och de Stat sech reorganiséiert an endlech am 21. Jorhonnert ukënn, dee weess net, wat do bausse lass ass. De Rapport vun der Spezialkommissioun huet keng Léisung fir all dës Erausfuorderung parat, hie weist awer eng Rei Pisten, wéi Léisung kéinten ausgesinn.

Duerfir ass déi Debatt vun haut fir DÉI GRÉNG net d'Enn vun der Reorganisatioun vun Land, mä den Ufank.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Gira. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gibéryen.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerch eng Resolutioun vum 7. Dezember 2004 huet d'Chamber eng Spezialkommissioun mat der Bezeichnung „Réorganisation territoriale du Luxembourg“ agesat, déi als Missioun hat, Weeër a Virschléi auszeschaffen iwwert déi administrativ Strukturen vun Land, d'Gemengelandtschaft an d'Opdeelung vun de Kompetenzen tëschent Stat a Gemengen.

2006 am Summer sollten déi Aarbechte mat engem Rapport ofgeschloss ginn an dann hei am Parlament debattéiert ginn. Aus dem Summer 2006 ass de Summer 2008 ginn, ier d'Kommissioun hir Aarbechte konnt ofschléissen.

Insgesamt 45 Sitzunge si gebraucht ginn, fir dese Rapport ze erstellen, Sitzungen, déi vum Kommissiounspräsident, dem Kolleeg Michel Wolter, mustergülteg preparéiert an a voller Transparenz an Objektivitéit gefouert si ginn, woufir ech him vun dëser Plaz aus wëll Merci soen, genausou wéi fir säi schrëftlechen a säi mëndlechen Rapport. An deem Merci wëll ech all d'Mataarbechter vun der Greffe an dem Ministère mat aschléissen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Diskussiounen iwwer eng Reform vun de Gemengen, Gemengegrenzen, Gemengefusioenen, -kompetenzen a -finanzen an esou weider, sinn an der Vergaangenheet schon des Öftere gefouert ginn, meeschtens awer ouni grouse Succès.

Verschiede Leit aus der Spezialkommissioun hate sech och virgeholl, et sollt e grouse Worf ginn. D'Resultat ass awer éischer moer, wat net onbedéngt schlecht ass.

Fir d'éischt wéilt ech déi eng oder aner Virbemierkung maachen. Als Argument, fir déi gräifend Reformen ze maachen, gi verschidde Leit net midd, d'Gemenge schlechtzemaachen, wéi wa se net géife funktionnéieren, oder zumindest net gutt géife funktionnéieren, wéi wa se den aktuellen Erausfuorderungen net gerecht géife ginn. Déi Leit hunn awer ni Nimm genannt.

Ech behaupten, Här President, d'Gemenge funktionnéiere besser wéi vill staatlech Verwaltungen a sécherlech besser wéi de Ministère de l'Intérieur. Do wier villes ze reforméieren an ze verbesseren, wat da weider positiv Auswirkungen op e gudden Fonctionnement vun de Gemengen hätt.

De Rapport vum Ombudsmann huet bewisen, datt d'Reklamatiounen iwwer Gemengen, déi erakomm sinn, esou minimal sinn, datt se bal net konnten am Rapport opgefouert ginn, wann ee se vergläicht mat de Reklamatiounen iwwer staatlech Verwaltungen.

D'Gemenge waren oft Virreider an enger Rei vun Domänen, déi haut allgemeng als eng Normalitéit ugesi ginn, a ware ganz oft méi innovativ wéi verschidde Leit a verschidde Ministère.

D'Gemenge sinn amstand, séier ze reagéieren, wann d'Kritären an d'Konditiounen kloer sinn. Zum Beispill de Précoce: D'Gemengen hunn et fäerdeg bruecht, an engem Zäitraum quasi vu sechs Joer flächendeckend duerch d'ganz Land de Précoce anzeféieren. Elo si mer amgaangen, d'Maisons relais duerch d'Land anzeféieren. A wann een d'Familljeministesche viru kuerzem heibannen héieren huet, da kann een dovun ausgoen, datt an zwee, dräi Joer och flächendeckend am Land Maisons relais ugebuede ginn.

D'Gemenge kënnen also realiséieren. Wann de Stat e Lycée muss bauen, dann dauert et aacht bis zéng Joer. D'Gemenge funktionnéieren also besser, wéi verschidde Leit dat gleewe wëllen dinn.

Dat wëllt awer net heeschen, datt et keng Problemer gëtt, wann och vläicht nëmme punktueller Natur, déi ee muss kënnen verbesseren. Mä da muss ee fir d'éischt kucken, wou déi Problemer sinn, wat d'Ursaache sinn a wéi een dës Problemer behiewe kann, ouni - wéi hei versicht gouf - mam décken Hummer dranzeschloen.

Normalerweis, wann een eng déif gräifend Reform ugeet, kuckt ee fir d'éischt den Ist-Zoustand. Wou sti mer? Wat funktionnéiert gutt? Wat funktionnéiert manner gutt oder vläicht iwwerhaapt net? Wat sinn nei Erausfuorderungen un d'Gemengen? Wat bidden d'Gemengen un oder net, wat een awer haut als eng Mission obligatoire vun enger Gemeng misst ugesinn? Wou leien d'Problemer? Wou leien d'Vir- respektiv d'Nodeeler?

Dat sinn d'Voraussetzungen, déi ee misst hunn, ier een iwwerhaapt ufänkt, ze diskutéieren.

Mir hunn als ADR och ëmmer verlaangt an der Kommissioun - an ech muss soen, net nëmme mir, mä praktesch Memberen aus alle Parteien -, datt mer éischtens misste vum Innenministère e Rapport kréien iwwer sämtlech Finanztransfertéit vun alle Ministère un all Gemengen. Vu wat fir enge Subside wéini bezuelt ginn, d'Konditiounen, d'gesetzlech Basis bis alles, wat domadder zesummenhängt, misste mer kënnen hunn.

Mir hunn dat ëmmer versprach kritt, mä, Här President, mir hunn et ni kritt. Den Här Wolter huet de Mëtteg selwer hei gesot, datt ee Schwaachpunkt d'Finanzen an dësem Rapport sinn. Jo, ma wa mer emol net den Ist-Zoustand doriwier kréien, wat fir eng Transfertéit vum Stat un déi eenzel Gemengen an ënner wat fir enge Konditiounen iwwerwise ginn, wou soll een iwwerhaapt da kënnen iwwer eng Finanzgestioun tëschent Stat a Gemenge schwätzen - wann een emol den aktuelle Stand net kennt?

Et muss ee sech d'Fro stellen: firwat? Firwat kréie mer net déi Donnéeën? Et kann ee jo net dovunner ausgoen, datt d'Regierung eppes ze verstoppen huet. Et kéint een alldéngs op dee Gedanke kommen, wann ee gesäit, datt iwwer Joren eng Regierung net bereet ass, déi Transparenz spillen ze loossen an dem Parlament an der zoustänneger Kommissioun all Joer dës Informatiounen zoukommen ze loossen.

En zweete Punkt, deen ee misst hunn, ier een iwwerhaapt esou eng Diskussioun ufänkt, dat ass en Inventar dovunner, wat déi 116 Gemengen dann iwwerhaapt ubidden. Wat fir eng Missions de base hu mer definéiert? Bidden d'Gemengen déi un? Wat bidde se vun Infrastrukturen a Leeschtungen?

Dat misste mer wëssen, fir kënnen feststellen, wou iwwerhaapt eventuell Defiziter sinn. Et ass och ëmmer versprach ginn, mir hunn

et awer net kritt. D'Kommissioun huet dräianehalleft Joer getaagt, mir hunn et net kritt.

D'Fro ass, Här President, firwat hu mer et net kritt?

A well all Parteie quasi an der Kommissioun déi zwou Saachen ëmmer gefrot hunn, an ech scho viru zéng Joer, Här President, eng kéier eng Motioun hei deponéiert hat, déi dunn eestëmmeg vum Parlament ugeholl gi war, fir datt d'Regierung all Joer e Rapport annuel maache sollt iwwert d'Transaktiounen vun de Finanzen, mä dat bis haut net geschitt ass, Här President, deponéieren och dann haut nach eng kéier zwou Motiounen.

Déi eng Motioun ass, fir datt mer e Rapport annuel iwwert d'Transfertéit vun de Finanzen kréien, an eng zweet, fir datt de Minister soll en Inventar doriwier maachen, wat déi 116 Gemenge queesch duerch d'Land ubidden, fir datt mer wëssen, iwwer wat mer schwätzen. Dat ass nämlech d'Voraussetzung, fir kënnen ze diskutéieren, wou dann elo wirklech déi Defiziter sinn, vun deenen ëmmer esou vill geschwat gëtt.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant que la réorganisation territoriale définira des «missions obligatoires» pour les communes, missions échelonnées selon la taille des communes;*

- *considérant que les communes proposent déjà de nombreux services aux citoyens allant au-delà des missions de base actuelles;*

- *considérant qu'avant de distinguer les missions obligatoires des missions facultatives il y a lieu de disposer d'un inventaire complet de ces missions actuellement offertes par les communes;*

invite le Gouvernement

- *à présenter, commune par commune, un inventaire des services proposés aux citoyens.*

(s.) *Gast Gibéryen, Fernand Etgen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.*

Motion 3

La Chambre des Députés,

- *considérant que le Gouvernement participe à divers projets communaux par des subsides et des participations financières;*

- *considérant que ces subsides et participations financières sont souvent attribués sur base de critères non autrement précisés dans les lois;*

- *considérant que dans le cadre de la réorganisation territoriale et d'une nouvelle répartition des compétences entre l'État et les communes il y a lieu d'analyser les modalités de financement des projets et des activités communales par l'État;*

invite le Gouvernement

- *à dresser pour 2007 un rapport ventilé par ministère ordonnateur de tous les subsides et participations versés par l'État aux communes et ce en pourcentage et en montant;*

- *à présenter annuellement un rapport similaire à la Chambre des Députés.*

(s.) *Gast Gibéryen, Fernand Etgen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.*

De fréieren Innenminister, de Kolleeg Michel Wolter, huet einfach gesot, hien hätt während senger Innenministerzäit gesinn, wéi vill Problemer an enger Rei vu Gemenge géife bestoen, a wéi vill Problemer hie mat enger Rei vu Gemengen hat. Dat mag sinn, datt hien dat esou gesäit.

Ech ka just soen, datt zu senger Zäit och eng ganz Rei vu Gemenge Problemer mam Innenminister haten. Dat ass nun emol eben esou, mä ob dat awer elo op där enger wéi op där anerer Säit objektiv kritäre sinn, fir dorauer ze schlussfolgeren, elo muss Grousses hei am Land reforméiert ginn, dat schéngt mer awer net onbedéngt esou kloer ze sinn.

(Interruption)

Mir haten also, Här President, keng objektiv Dokumentatioun, fir kënnen iwwert déi Territorialreform do ze diskutéieren. Mir hate just en Dokument vum Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf vum 29. Abrëll 2005 als Diskussionsbasis: «Concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative du Grand-Duché du Luxembourg».

Et war dëst awer net esou direkt, géif ech soen, e politescht Dokument mat lwwerleeunge vum Minister dran, mä et war a Wirklechkeet en Dokument, wat hiergestallt ginn ass vu Fonctionnairen aus der Direktioun vum Aménagement du Territoire, den Affaires communales, dem Aménage-

ment communal, de Gemeengefinanzen an den dräi Distriktkommissären.

Et ass also a mengen Ae kee politescht Dokument, wou ee kéint soen, et ass d'Meenung vun der Regierung. Mä et ass en Dokument, wat vun héichgestallte Fonctionnairen aus hirer Siicht erstallt ginn ass.

Do si verschidde Persounen drënner, Här President, wou ech lech soen, déi net allze vill vun de Gemeengepolitik halen. Déi komme sech heiansdo wéi esou kleng Här-gotte vir. Ech hu se ëmmer Napoléon genannt, dee léiwer alles selwer decidéiert. Déi gesinn déi meeschte Gemeengepolitik, déi honnerte vu Buergermeeschteren, Schaffen a Conseilleré mat hire Fonctionnairen a Verwaltungen, gréisstendeels als inkompetent un. Just si hunn d'Wouerecht gepacht a just si wëssen, wat gutt a schlecht fir d'Gemengen an hir Bierger ass. An duerfir ass d'Gemeengenautonomie och deenen hire gréisste Problem, well et do nach ëmmer Gemeenge gëtt, déi maache wéi si et fir richtig fannen an halen, an net wéi verschidde Leit an där enger oder anerer Verwaltung dat wëllen.

An dat Dokument, vun deem ech elo grad geschwat hunn, wat de Minister eis presentéiert huet, wat also vun deenen, oder deelweis deene Leit virgestallt ginn ass, dat dokumentéiert dat och direkt. Wa mer am Kapitel C kucken, «Mesures territoriales et administratives à prendre», steet do dann eischtens grousse den Titel «Problématique». Wat ass d'„Problematik“?

«Au sein du système institutionnel luxembourgeois, les communes ont une position très particulière. Cet état des choses est surtout mis en évidence si on compare notre situation à celle des autres États membres de l'Union européenne. En effet, en raison de l'absence d'autres subdivisions institutionnelles, la commune jouit au Grand-Duché d'une importance politique largement plus étendue que celle accordée aux communautés locales dans les autres pays.

Cette importance se reflète avant tout à travers son élément le plus important, l'autonomie communale, bien créée dans notre Constitution...» A si schreien dann ënnerdrënner: «Il est donc nécessaire de l'adapter par le biais d'une reconsidération des cadres légaux et opérationnels...»

Et ass also ganz kloer, dass déi Gemengenautonomie en Dar am A ass.

Ech wëll awer soen, Här President, wann do gesot gëtt, dass mer keng Subdivisionen hei am Land hätten, esou wéi an anere Länner, da solle mer frou sinn, dass mer nëmmen zwee Niveauen hei am Land hunn, Gemengen a Stat, an nëschert dertëscht, well mer doduerjer méi kuerz Weeër hunn, manner Administratioun a méi bëlleg sinn.

An déi zweet Iddi, déi fir d'Gemeengenautonomie ze kieren an de Pouvoir vum Stat a vu verschiddene Fonctionnairen ze vergrësseren, geet wéi ee rouden, oder besser gesot an dësem Fall, wéi ee schwaarze Fuedem duerch dat ganz Dokument.

Doranner, Här President, louch och de Problem, firwat dass d'Kommissioun am Fong dräi, véier Joer gebraucht huet, fir un en Enn ze kommen, well jiddereen an der Kommissioun, mat Ausnahm vun der CSV, am Fong déi Tendenz gespuert huet, wou et sollt higoen. Mir hunn als ADR vun Ufank un dorobber higewisen, a lues awer sécher, muss ech soen, sinn d'Kolleege vun deenen anere Parteie praktesch och alleguer méi skeptesch ginn, mat dem Resultat wat mir haut kennen, dass déi wesentlech Iddi keen Nidderschlag an dësem Dokument fonnt hunn.

Dat betrëfft zum Beispill nei Strukturen tëschent der Gemeng an dem Stat, mat vill Pouvoiren, wou d'Gemengen op regionalem Niveau musse vill Pouvoir ofginn a wou méi staatlechen Afloss komm wier, wou ee Repräsentant territorial de l'État - ech hunn en ëmmer „de Statthalter“ genannt - eng Co-présidence kritt hätt, ouni dass hie gewielt wier. De Repräsentant territorial de l'État, dat wieren déi aktuell Distriktkommissäre gewiescht, an da weess een och, wien dee Passus am Dokument geschriwwen huet, wann ee weess, wien déi Fonctionne sollt kréien.

Si hu sech an deem Text verglach mat engem Préfet a Frankräich, esou steet dat an hirer Proposition. Lëtzebuerg wier a Frankräich, opgrond vun eiser Gréisst, awer emol keng Préfecture ginn. Mir hätten hei am Land missen e puer Préfeté kréien. Frankräich ass en zentralistesche Stat. Wëlle mer dat? Verschidde Leit vläicht jo, déi grousse Majoritéit Gott sei Dank awer net.

Déi Iddi ass also duerfir, no laangen Diskussionen, Gott sei Dank net zrëckbehale ginn. Doriwwer eraus ass de Pegel ganz no där anerer Säit ausgeschloen, a wéi mer

fäerdeg waren, huet d'Kommissioun an der leschter Sitzung eestëmmeg decidéiert, d'Kommissariater ofzeschaffen, déi duebel Kontroll ofzeschaffen an déi Kommissariater an engem Service am Intérieur ze regroupéieren.

Och wann ech elo vläicht e bësse sec, net mat de Kommissären, mä eischter mat hirer Fonctionne emgaanz sinn, esou wëll ech awer net d'Kompetenz vun deene Leit a Fro stellen, déi wierklech eng gutt Aarbecht maachen. Ech menge jiddereen, dee Gemeengepolitik mécht oder Gemeengepolitik gemaach huet, huet an der Regel ëmmer gutt Erfahrung mat deene Leit gemaach. Mä et ass eng Struktur, wéi scho meng Virriedner gesot hunn, déi aus der Postkutschenzäit kënn an déi ofgeschaf gehéiert.

D'ADR huet duerfir proposéiert, wann een déi Distriktkommissariater ofschaft, se an den Intérieur ze integréieren, ee Service ze maachen, vläicht souguer ee Service juridique ze maachen, well déi meescht Gemengen haut Problemer hu mat enger ganzer Rei vun Dossieren, well se ëmmer méi komplizéiert ginn, net nëmmen nationaler, mä och europäescher, fir se ëmzesetzen. Mat Ausnahm géif ech meng vun der Stad Lëtzebuerg - ech weess net, wéi et an der Stad Esch ass - hu praktesch all déi aner Gemeenge Problemer fir esou Saachen ëmzesetzen.

Et wier gutt, wa mer e Service am Intérieur hätten, dee géif de Gemeenge weisen a soen, wéi et géif goen, an dee géif Règlements-type, Délibérations-type maachen, well all Deliberatiounen, ob et eng grouss oder eng kleng Gemeng ass, praktesch zu 90% ëmmer d'selwecht sinn. D'Chifferen änneren, d'Montanten änneren dran, awer d'Deliberatioun sinn déiselwecht. Et kéint also alles formaliséiert ginn.

Wa mer da géifen de Courrier électronique tëschent de Gemengen an dem Ministère aféieren - esou wéi mer dat hei an der Chamber hunn -, mat der Signature électronique, wat kéint do Zäit gewonne ginn, wat kéinten do Gelder gespuert ginn, wat kéint do alles vereinfacht ginn!

Wa mer op där enger Säit also higinn a mir soen, dass mer déi Distrikter an den Intérieur maachen, a wa mer dann op där anerer Säit higinn a mir bauen d'Gemengen administrativ aus mat professioneller Leit - wat mer als ADR och an eise Dokument proposéiert haten -, da misst d'Gemeng, egal wéi kleng oder wéi grouss se ass, ee Basiskredit kréien, fir d'Poste vum Sekretär, Receveur an Techniker ze finanzéieren. Ab enger gewësser Gréisst kéint een och dovunner ausgoen, dass de Sekretär misst en Univesitaire sinn. Dat zesummen - ee gudder Staff op all Gemeng mat esou engem Service am Intérieur - géif schon eng ganz Rei vu Problemer léisen.

Eng vun de grousse Diskussionen, Här President, an de ganze Kommissiounssitzungen an och dobaussen, dat sinn d'Fusionen. Hei gëtt et zwou grondsätzlech Approchen. D'ADR gesäit an de Gemengen de wichtigste Pilier an eiser Statsstruktur, wou d'Demokratie eiser Iwwerzeugung no am beschte fonctionnéiert. Si ass am nooste beim Bierger. De Bierger huet och een direkten Afloss, eng Kontroll an e Matsproocherecht.

De Bierger gesäit sech haut an enger grousser politescher Landschaft. An Europa huet de Bierger kee Matsproocherecht méi, déi national Parlamentar hu scho bal kee Matsproocherecht méi. An der Nationalpolitik huet den normale Bierger och scho bal kee Matsproocherecht méi, an duerfir ass et wichtig, dass mer zumindest um kommunalen Niveau dat Matsproocherecht erhalen, an dat behale mer nëmmen, wann d'Gemengen esou no beim Bierger bleiwe wéi méiglech.

Et gëtt zwou Approchen zu de Fusionen. Mir hunn engersäits Landgemengen, déi vläicht grouss sinn, awer net Dausende vu Bierger hunn an duerfir vläicht och d'Néidegkeet net gesinn, alles unzebidden. Ech soe vläicht, mir hunn nach kee Bewäis, well mir hu keen Inventar kritt, wou dann déi Defiziter sinn. Wann esou eng Gemeng, vläicht opgrond vun der Awunnerzuel, net à même ass, ee Précoce ze maachen, well se vläicht nëmmen zéng oder zwielef Kanner huet, kann ee sech froen, ob een da soll higoen a soen, esou wéi verschidde Leit dat gesot hunn, ma da muss déi Gemeng fusionéieren, well si net à même ass, de Précoce selwer unzebidden.

Mä et gëtt och déi Approche, dass ee seet, ma da muss een där Gemeng méi Geld zoukomme loossen, fir dass se de Précoce kann offéieren, a fir dass déi Kanner, well dat si jo nach kleng Kanner, net onbedéngt musse moies un siwen Auer an e Bus gesat an zéng oder 15 Kilometer gefouert ginn, mä dass se esou no wéi méiglech, wou d'El-

teren, wou d'Famillje wunnen, kënnen an d'Schoul goen. Dat ass och en Deel Liewensqualität, déi d'Gemenge bidden am Interessi vun de Kanner a vun den Elteren. A wa si et net kënnen selwer maachen, da kënnen si nach ëmmer iwwer ee Syndikat mat Nopeschgemengen zesummen esou Strukturen opbauen, ouni dofir musse ze fusionéieren.

Fusioun gëtt hei als een Allheilmittel duergestallt, dass awer net esou. Wann een e puer aarm Gemengen zesummeleet, kënn doudsécher keng räich eraus. An et muss een och wëssen, dass een net kann higoen a Gemeenge maachen, déi flächendeckend esou grouss sinn, dass d'Gemeng - a mir hu jo schonns esou eng Gemeng am Land, déi esou vill Dierfer huet, déi iwwer 20 Kierchen huet, déi e puer honnert Meter Feldweeër huet -, obschonns se da fusionéiert ass, awer net à même ass, fir dat besser ze géieren. D'ADR ass fir Fusionen, awer op fräiwëlleger Basis.

Da gëtt vun enger Masse critique geschwat, déi soi-disant Masse critique, déi jo einfach esou emol genannt ginn ass vun 3.000 Bierger. Et kann awer net esou sinn, wéi an den Dokumenter steet, dass déi Gemengen, déi déi 3.000 Bierger net hunn, op eemol manner Gelder kréien, dass se quasi ausgeblut ginn an doduerch forcéiert ginn, ze fusionéieren, well da gesot gëtt: Dir hutt kee Geld, Dir hutt keng Moyenen, fir d'Déingschleeschungen unzebidden, da musst Der eben elo fusionéieren. Esou kann et net sinn!

Et muss ee kucken, wat d'Missionen, wat d'Besoin vum de Gemeenge sinn. Deement-sprechend musse och d'Finanze fléissen. Deementsprechend musse och kleng Gemenge méi Gelder kënnen kréien, fir dat och am ländleche Raum kënnen unzebidden, wat all Gemeng misst flächendeckend, egal wou een am Land wunnt oder leeft, kënnen ubidden. Et kann een also net higoen an do soen: Déi iwwer 3.000 Awunner kréie méi Gelder wéi déi drënner. Neen, et kann net un d'Persone gebonne sinn, mä et muss un d'Missionen gebonne sinn, déi Gemeenge musse kréien.

Am Dokument vum Innenminister waren am Fong esou Zwangsfusionen virgesi ginn. Et ass gesot ginn: D'Gemenge musse fusionéieren oder si kommen an de Comité de communes. Doranner musse se goen. Do musse se dann e puer - ech mengen, zwou vu véier - Politiken obligatoresch ofginn. Doranner ass geschwat gi vu Schoulen, Sport, Kultur an Infrastrukturen, wat an der Praxis guer net fonctionnéiert hätt. Mä dat war eng Zwangsfusion.

Et muss ee sech och elo d'Fro stelle bei där neier Landkaart, déi elo gezechent gëtt, déi Carte territoriale aus dem Innenministère, wou awer och de Syvicol seng Fanger am Spill huet, wéi wäit dat déi Kaart da geet. Ech weess zwar net, ob de Syvicol e Mandat vun de Gemengen huet - dat seet den Här Klein eis vläicht herno -, fir eben d'Landkaart do nei ze zeechen.

Do steet zum Schluss dann e Referendum. Ech ka mer awer net virstellen, dass mer als Stat géifen higoen a soen: Mir maachen enger Gemeng e Referendum, wann déi Gemeng net wëllt fusionéieren, wann déi Gemeng kee Referendum wëllt maachen a wann déi Gemeng seet: Mir kënnen déi Missionen, déi de Stat virschreift, erfëllen. Ech ka mer net virstellen, dass mer an esou engem demokratesche Stat wieren, wou mer dat géife maachen.

Wann eng Gemeng - de Kolleeg Gira huet et virdu gesot - mat 1.700 Leit déi Missionen, déi mir als Basismissionen virschreien, alleguer erfëllt, wou gëtt et dann do eng Obligation, fir zu där Gemeng ze soen: Dir musst awer mat der Nopeschgemeng fusionéieren?

A bis mer 2017 sinn, Här President, dovunner sinn ech iwwerzeegt, mat eise Rhythmus wéi d'Gemengen hei am Land schaffen, bitt souwisou all Gemeng d'Basisméiglechkeete fir hir Bierger un, well d'Gemenge sinn haut scho ganz gutt outilléiert an där Affär.

Mir hunn also keen Intérêt drun, fir do momentan einfach mordicus ze mengen, Fusionen wieren d'Léisung. Et soll een d'Fusionen ennerstëtze fir déi Gemeng, déi dat selwer fir sech als déi beschte Léisung gesäit.

Eist Zil muss et sinn, dass mer Kritären opsetzen, dass een, egal wou een hei am Land wunnt, flächendeckend déiselwecht Leeschtunge vu senge Gemengen ugebuede kritt. Mir musse als Stat d'Missionen de base festsetzen, déi d'Gemeng muss maachen. A wann d'Gemengen déi ubidden, dann hu se hir Pflicht erfëllt, ouni dass mer se da musse fusionéieren doen.

Doduerch bleiwen d'Gemengen esou no wéi méiglech beim Bierger. Mir kréien eng gutt Liewensqualität. Et si kuerz Strecken, administrativ kuerz Weeër. D'Kanner kënnen no an d'Schoul goen. An et bleift eng lieweg Demokratie. Well wa mer Fusionen maachen oder wa mer souguer regional Strukturen gemaach hätten, dat hätt manner Demokratie bedeit.

Et dierf een och net vergiessen, Här President, wéi vill Bénévolat haut an de Gemengen hei am Land ass; souwuel vun de Gemeengepolitik wéi vun de Gesellschaftler all.

Mir hunn een Instrument, wat sécherlech punktuell reformbedürftig ass, dat sinn d'Syndikater. Mä d'Syndikater hunn iwwer 80 Joer oder bal 100 Joer - géif ech soen - awer eng gutt Aarbecht gemaach. Si hunn eng gewësse Flexibilität bruecht. Well och wa mer fusionéieren oder regional Strukturen maachen, da sinn ech iwwerzeegt, dass de Gros vun de Gemengesyndikater awer misst bestoe bleiwen.

Mir brauche regional Strukturen; mir brauche sektoriell Pläng; mir brauche Comités urbains, mä dat kënnen mer eiser Meinung no alles am Kader vun der aktueller Gesetzgebung maachen. De Pouvoir muss fir eis an den Hänn vun der Gemeng bleiwen.

Mir hunn och gesinn, dass et elo scho méiglech ass. Ech denken u Pro-Sud, d'Nordstad, de Raum Réimech, de Kanton Réiden, déi mat der aktueller Législatioun bewisen hunn, dass eng Zesummenaarbecht méiglech ass. Mir brauchen also d'Rad net nei ze erfannen. Villes ass haut méiglech, wann de politesche Wëllen do ass.

De Stat kann haut och scho villes dirigéieren iwwer de Wee vun de Subsiden. Et gëtt dach scho jorelaang gemaach, dass de Stat seng Subsiden u Konditione bënnt. Wann ee regional baut, kritt ee méi Subsid, wéi wann ee kommunal baut. Oder et kritt ee vläicht guer kee Subsid, wann ee kommunal baut. Esou kann de Stat dach do dirigistes awierken, ouni dass mer musse higoen an alles op d'Kopp werfen.

Wann ech virdu gesot hunn, dass mer den Intérieur musse reforméieren mat engem Service juridique, dass mer d'Gemenge musse méi administrativ mat guddem Personal outilléieren, dann ass den drëtten Punkt och d'Gemeengepolitik.

Duerfir ass de Congé politique e wichteg Instrument. Mir musse deen ausbauen. Wann déi dräi Saache gemaach ginn, administratiiv Personal, Sekretär, Receveur, Caissier, Techniker an allgemeng e gudder Service am Ministère de l'Intérieur, a genuch Congé politique, da sinn ech der Meinung, dass ganz villes ka geschéien.

Et kann awer net sinn, dass de Congé politique - an do si mer eis eens heibannen - net kann iwwer 100% oder d'40-Stonnen-Woch erausgoen. D'Syndikater musse awer eiser Meinung no an Zukunft och mat berücksichtig ginn, wat de Congé politique ubelaangt, genausou gutt wéi d'regional Strukturen.

Et muss een awer wëssen, dass ee muss fir de Privatsecteur eng Zwëscheléisung fannen. Well wann een higeet an et seet een einfach: Mir setzen de Congé politique erop, wësse mer, dass eng Partie Leit, déi am Privatsecteur schaffen - ob Salarié oder Patron, dat spillt keng Roll, vläicht awer bei deenen enge méi wéi bei deenen aneren -, net kënnen Politik maachen a sech net esou vill Stonnen an hire Betriber fräimaachen.

Do kann ee vläicht eng Zwëscheléisung maachen, dass ee seet, dass déi Leit aus dem Privatsecteur ebe méi Stonne schaffen, cumuléiert gesinn hir Aarbecht a politesch Aarbecht, an een Deel vum Congé politique duerfir ausbezuelt kriteren, fir eben net brauchen esou vill Stonnen am Betrib ze sinn. Soss fäerten ech kréie mer spéiderhi keng Leit méi aus dem Privatsecteur, déi Gemeengepolitik géife maachen. Dat wier net gutt. Mir musse och do eng Mëschung behale vu Leit, déi aus alle Secteuren kommen.

De Cumul vum Deputéierten a Buergermeeschter. Här President, ech sinn der Meinung, dass et wichteg ass, dass mer Kommunalpolitiker hei an der Chamber hunn. Kéint Dir lech virstellen, iwwer esou eng Reform wéi déi heiten hätte mer missen

eng Spezialkommissioun asetzen an et wiere keng Gemengepolitik an där Kommissioun gewiescht? Da wier d'Resultat, gell'dir, Här Wolter, douds'écher en anert Resultat.

(Interruption)

Da wier dat erauskomm, wat de Minister sengerzäit virgeschloen hat. Dat wier eng Katastroph fir d'Gemengen. Duerfir ass et wichtig, dass mer Kommunalpolitiker hei an der Chamber hunn, déi dat wichtegst Glidd an eiser Demokratie heibanne vertrieben, an déi oppassen.

Och fir elo ze mengen, wa mer géifen eng Chamber maache vun de Gemengen, do brauche mer eis näischt virzemaachen. Een, deen net heibannen ass, dee schwätzt net mat. Well losse mer emol kucken, wa mer éierlech sinn, wéi vill dat mer heibannen d'Avisé vun deenen anere Chambres professionelles kucken. Et ass räichlech wéineg. A wa mer d'Gemenge wëllen dorobber erofstufen a mengen, da géif hir Meenung hei zum Virschäi kommen, dann ire mer eis, wann d'Gemengen net heibannen direkt vertritt sinn. Duerfir triede mir do fir an.

Et kann natierlech kee méi wéi 100% Congé politique kréien, ob hie Conseiller oder Buergermeeschter oder Deputéierten ass. Et muss een och wëssen, dass d'Deputéierten aus dem Privatsecteur nëmme 50% Congé politique heibannen hunn; wa mer elo vu Buergermeeschtere schwätzen, déi sollen 100% kréien.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Mir haten als ADR an deem doten Zesummenhang eng Pressekonferenz gemaach, déi hir Wierkung net verfeelt huet. Mir haten am Fong gesot, dass et jiddferengem fräigestallt wier, wann hie mengt, hien hätt ze vill Aarbecht, fir kënnen ze demissionéieren.

Et kann net sinn, Här President, dass een zweemol kandidéiert, sech zweemol wéile léisst, sech zweemol feiere léisst, zweemol Indemnitéiten an d'Täsch stécht a sech dann och nach fir dat Ganzt wëllt bedauere lossen. Een, deen dat Ganzt net packt, deem seng Meenung steet fräi, dee kann op där enger oder anerer Plaz ophalen. Et ass schon e Paradox, dass Leit hikommen a soen: Kommt, mer maachen e Gesetz, well ech packen déi Aarbecht net. Dir musst mer dat onbedéngt verbidden, soss packen ech dat Ganzt net.

Also wann ee wëllt ophalen, Här President, da kann hien ophalen.

(Interruption)

Wann ee wëllt ophalen, Här Clement, da kann hien ophalen.

Här President, wa mer méi eng kloer Kompetenzopdeeling maachen téschent Stat a Gemengen, kloer Finanzstrukturen, d'Gemengen administrativ ausbauen, de Ministère de l'Intérieur reforméieren, de Gemengepolitik den néidege Congé politique ginn, da sinn déi meescht Problemer an der aktueller Situatioun geléist. An deem Rapport, Här President, gétt et awer eng Rei vu Punkten, déi och eis Zoustëmmung hunn, déi eis Iddi kritt hunn, wéi d'Schoulpolitik, de Museksunterrecht, d'Ofschaffung vun den Distriktskommissären, d'Gemengepersonal, d'Tutelle an esou virun, duerfir hu mir net géint dese Projet gestëmmt, mä mir hunn eis bei deemem Projet enthalen.

Merci.

»»» Une voix.- Très bien!

»»» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Marco Schank agedroen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

»»» **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Enjeu vun der Aarbecht vun der Spezialkommissioun huet de Rapporteur - de Michel Wolter - virdu presentéiert a virewech och mäi Merci un de Président-Rapporteur, dee mat ganz vill Geschéck an där him eegener konstruktiver Tockskäppgeket et fäerdeg bruecht huet, dass d'Aarbecht vun der Spezialkommissioun konnt no dräi Joer zu engem virleefegen a positiven Enn gefouert ginn. Wann eng Kéier alles émgesat ass, wat d'Kommissioun proposéiert huet, da si mer effektiv e gutt Stéck weiderkomm.

Fir meng Begréffer ass d'Resultat eigentlech ganz remarquabel, wann ee bedenkt, dass dat erkläertend Zil war, ee méiglechste breede Konsens iwwert d'Fraktiounen eraus ze fannen. Esou eng wesentlech Reform wéi d'Reform vun eisen territoriale Strukturen kann een net eleng mat de Stëmme vun der Majoritéit plangen.

Nun, wat ass dat inhaltlech Zil vun dëser Reform? De Rapporteur huet et virdu kloer gesot, ech wëll et nach eng Kéier a fénnef Punkte résuméieren.

Kloer Missioun fir d'Gemengen am 21. Jorhonnert am Zesummespill mat de staatleche Kompetenzen, dass ass ganz wichtig, méi revendikativ si vis-à-vis vum Stat, méi Autonomie am Sënn „net méi Bittsteller-gemeng sinn“, méi Effizienz an der Gestiou vun eise Gemengen. Eng gréisser Effizienz ass ee ganz wesentleche Punkt. Eng Gemeng vun 3.000 Awunner ka wesentlech méi effizient eng Maison relais organiséieren, géréieren, wéi wann eng nëmme 1.000 Awunner huet. Et gétt aner Beispiller. Wichtig ass och méi Subsidiaritéit an Nohaltegkeet - dee Begréff hunn ech haut weider net héieren - am Wiesselspill vun de Kompetenze Stat/Gemengen.

Derbäi kënnt, dass den Intérêt communal haut natierlech e ganz aneren ass wéi am 19. Jorhonnert, dass souwiso, mä och am 20. Jorhonnert war et een aneren. Wann ech kucken, haut spille Politikfelder eng Roll, déi et an der Zäit, also fréier iwwerhaapt nach net gouf, wann ech un d'Ëmwelt denken, d'Energie, nohalteg Waasserwirtschaft, eng breet Prévoyance sociale, ee komplexen Aménagement vun eise Gemengen an esou weider. Haut geet et och net duer, einfach eng Schoul ze organiséieren, mä wichtig ass och dat, wat ronderëm passéiert. Zum Beispill d'Interaktioun téschent der Schoul an de Kannerbetriebsstrukturen, eben ee gutt Beispill fir déi nei Erausforderungen an eise Gemengen.

Haut spillen d'Gemengen eng ëmmer méi grouss Roll wat d'Versuergung mat Energie ugeet. Si si ganz dacks déi, déi mam gudden Beispill virginn, eng Virreiderroll spillen am Kontext Energieeffizienz, Stéchwuert Klimabündnisgemengen. Op d'Activité commerciale kommen ech nach zrëck.

Haut mussen awer och de Logement an Aarbechtsplazbeschaffung zum Beispill an eise Gemengen eng Roll spillen, e grouss Stellwärt hunn, well vill Gemenge beweisen Dag fir Dag, dass si et sinn, déi et erméiglechen, dass zum Beispill Wunraum wesentlech méi erschwénglech ass, wéi dat vläicht op anere Plazen de Fall ass.

Haut mussen d'Gemengen och wesentlech méi leeschten, wéi dat nach viru Jorzéngten de Fall war. Virun allem doraus resultéiert eng modern Konzeptioun vun der Gemeng zu Lëtzebuerg. An anere Wieder, mir wëllen - et ass schon e puermol gesot ginn - méi staark an autonom Gemengen, déi Services de base ubidden, Déngschtleeschungen, déi d'Biergerinnen an d'Bierger erwaarde vun de Gemengen. Et ass am Endeffekt d'Evolution vun der Gesellschaft, déi derfir suert, dass eng Rei Missiounen vun de Gemengen an och vum Stat dobaussen erwaart ginn.

Här President, ech wollt véier Punkten uschneiden, kuerz d'Principes fondamentaux de l'État, dann déi noutwendeg Moyenen, déi modern Gemenge brauchen, dréttens op d'Disponibilité politique agoen an och ee ganz wichtige Sujet - mäin Dada, wann ech dat esou dierf soen -, d'Kooperatioun vun de Gemengen ennerenee respektiv an de Regiounen.

Als Éischt just ee Saz zu de Principes fondamentaux de l'État. D'Meenung vu menger Fraktioun war, fir der Logik vun der Organisatioun vun eisem Stat trei ze bleiwen, d'Artikelen 2 an 107 vun eiser Verfassung: „l'autonomie communale relève d'une délégation de compétence et de missions de l'État vers les communes“, an et ass de Stat, deen dës Kompetenze bestëmmt.

Ee Wuert zu der Fro, ob eng Collectivé de voie publique eng Activité commerciale dierf ausüben. Mir hunn als Fraktioun prinzipiell Nee gesot. Déi Fro hu mer och an der Kommissioun diskutéiert. Notamment am Kontext vun der Energieversuergung a bei den erneierbaren Energien hu mer awer och daitlech gesot am Rapport, dass Gemenge sollen, kënnen an deem Beräich aktiv sinn, aktiv bleiwen, well et eng historesch Evolution gétt respektiv Gemenge bei erneierbaren Energien och eng wichtig Virreiderroll nun eemol spillen.

Mir hunn an deem Kontext och gefrot fir eng Loi-cadre ze kréien, wou d'Regele festgeschriwwen ginn am Kontext vun den ekonomeschen Aktivitéiten vun de Gemengen, déi an eisen Aen awer sollen d'Ausnahm bleiwen.

D'Kommissioun huet och ganz daitlech gesot, dass et legitim ass, dass Gemengen Initiativen am Beräich vun den erneierbaren Energien an d'Wee leeden an och een Deel vun der Energiepolitik organiséieren, ouni dass déi Démarchen op eng reng Activité commerciale erauslafen.

Dann deen zweete Punkt: Ganz wichtig ass et, déi noutwendeg Moyenen ze garantéieren, fir dass d'Gemengen hir Missiounen kënnen erfëllen. Ech hu virdu gesot, méi staark an autonom Gemengen, déi Services de base ubidden, mat Déngschtleeschungen, déi d'Biergerinnen an d'Bierger dobaussen erwaarden.

Eng Parenthèse an deem Zesummenhang: Ech selwer hunn am Numm vu menger Fraktioun, am Numm vun der Intérieurskommissioun am November 2003 am Kader vum Débat „Kompetenze Stat/Gemengen“ gesot, dass ebe just Stat a Gemengen eng partnerschaftlech Relatioun ustriewe mussen; eng Polariséierung hei wier sécher fatal. An deem Kontext an och am Kontext vu staarke Gemenge fällt mir direkt de Begréff vun der Masse critique an, notamment ee Seuil minimal vun der Populatioun, fir dass eng Gemeng iwwerhaapt an der Lag ass, fir deenen neien Erausforderungen ze entsprechen.

Och wa sécher net all déi Déngschtleeschungen an Aktivitéiten, déi d'Gemenge sollen organiséieren, am ganze Land déiselwech kënnen sinn, mussen awer gradesou sécher eng gewëssen Zuel vu Services de base fir all Gemeng ugebuede ginn. A wa mer vu méi Autonomie fir d'Gemengen a virun allem méi Effizienz schwätzen, dann huet d'Kommissioun Recht gehat, fir 3.000 Awunnerinnen an Awunner als Seuil respektiv Objektiv ze fixéieren, wat och keen absolute Wärt soll duerstellen, mä entsprechend ugepasst soll ginn.

Hei gétt et virun allem och Ënnerscheeder, ob mer am ländleche Raum denken an evolüieren oder am städtesche Raum. Mir als Fraktioun si vun deemem Seuil vun 3.000 bis 4.000 Awunner am ländleche Raum ausgegangen - net, wéi den Här Etgen mengt huet, vu 4.000 bis 5.000, mä vun 3.000 bis 4.000; seet awer ganz daitlech eis Fraktioun - a vun 10.000 am städtesche Raum. Ech wëll derbäi soen, dass insgesamt knapp een Drëttel vun deenen 116 Gemengen dee Seuil vun 3.000 Awunnerinnen an Awunner errechen.

Eis Fraktioun ass der Meenung, dass Fusiounen en adequat Mëttel sinn, fir méi staark a performant Gemengen zustanzekréien. Dat hu mer och schon 2003 gesot am Rapport vum Débat „Kompetenze Stat/Gemengen“. Deemools ware mer eis schon eens, dass d'Fusiounen daitlech am Intérêt vun de Gemenge sinn, besonnesch deene klenge Gemengen, fir hir Missiounen iwwerhaapt nach an dann och nach effikass kënnen ze erfëllen. A wéi gesot, méi grouss Gemenge kënnen méi Effizienz leeschten an enger ganzer Partie vu Servicer, déi se normal ubidden, ob dat eng Maison relais ass, ob dat ee Museksunterrecht ass, ob dat ee Service technique ass an esou weider.

D'Virgehensweis mat der Roadmap an Zesummenaarbecht mam Syvicol ass déi richtig, well se dem Terrain ugepasst ass a well se de reelle Kooperatiounen jeeweils um Terrain Rechnung dréit.

Um Terrain selwer deet sech de Moment eigentlech enorm vill. No Tandel, no Kiischpelt déi lescht Jore sinn eng Partie weider Fusiounsprojeten amgaangen. Ech denken un Hengesch-Munzen-Clief, u Fëschbech-Fiels, un Iermsdref-Miedernach, un Esch-Sauer-Ningsen-Heischter. Et gétt vu Biekerch-Ell-Réiden geschwat. Ech weess net, wéi wäit se do sinn. Vu Feelen-Märzeg gétt geschwat. Do weess ech och net, wéi seriö dat amgaangen ass. Mä wéi gesot, regelméisseg kommen eng ganz Partei esou Noriichten.

D'Fro ass och net, d'Fusiounen oder Kooperatioun téschent de Gemengen. Mä mir brauchen d'Fusiounen an d'Kooperatioun vun an an de Gemengen. Et ass kloer, dass och d'Fusiounen eleng an hir Grenze mussen stoussen, an déi interkommunal Zesummenaarbecht geet daitlech doriwwer eraus.

Ouni Reform vun de Gemengefinanzen - et ass jo gesot ginn - mécht eng richtig Reform territoriale wéineg respektiv kee Sënn, mä d'Regierung an och de Syvicol hu Propose gemaach. Et ass net esou, wéi gesot ginn ass, et wiere keng Propositionen, déi um Dësch géife leien. Ech hat eigentlech mengt, de Kolleeg Fernand Etgen géif der am Numm vun der DP maachen. Ech hunn awer näischt esou ze héiere kritt de Mëtteg.

(Interruption et hilarté)

Am Regierungsprogramm an am Rapport steet jo och nach wie vor de Wunsch vun de

Gemenge respektiv vum Syvicol, fir d'Gemengefinanzen méi enk un d'Statsfinanzen ze koppelen.

Eis Fraktioun huet an deem Kontext och daitlech gemaach, dass eng national Planung vun den noutwendegen Investissementer néideg ass, enner anerem a besonnesch a Relatioun mat de Plans sectoriels.

Ech wëll och dorun erënnere, dass mer am November 2003 zwou Motiounen - am Ganze waren et der, mengen ech, néng - am Kontext vun der Grondsteuer an och vum Fonds régional zrëckbehalen hunn. Mir haten deemools festgehalen, dass den Impôt foncier enner anerem net nëmme eng weider Ressource fir d'Gemengen ass, mä virun allem e Mëttel ass, fir d'Spekulatioun ze ennerbannen op de Bautorainen, a genau déi Iddi gétt am Kader vum Pacte logement émgesat.

Dann hate mer an der Motioun am Kontext Fonds régional deemools geschriwwen, dass d'Gemengen, déi an enger regionaler Approche operéieren a kooperéieren, och entsprechend regional Aidë solle kréien. Haut elo huet d'Spezialkommissioun sech daitlech positionéiert a seet och, dass dës Fongen, déi iwwert de Statsbudget sollen alimentéiert ginn, fir d'Équipement an d'Politiken en vue vun enger regionaler Entwécklung geduecht sinn.

Da wollt ech awer nach, Här President, op en drëtten wichtige Punkt agoen, dass ass dee vun der Disponibilité politique. Am Fall eben, wou d'Réforme territoriale émgesat ass, si mir als Fraktioun der Meenung, dass et sënnavoll wier, eng Trennung vun de Mandater unzestriewen, d'Trennung téschent de lokale Mandater engersäits an den nationale respektiv europäesche Mandater anersäits.

Ech wëll derbäi soen, dass d'Mandat vum Deputéierten an Zukunft ganz kloer méi e staarken europäesche Volet muss beinhaltten, wa mer dat wëllen émsetzen, wat mer eis selwer am Fong virginn hu fir d'Zukunft. Dass ass ganz, ganz wesentlech an dat maache mer nach ëmmer net genuch.

Hei ware mer eis fraktiounsiwwergräifend bekanntlecherweis net eens, notamment mir net mat der LSAP respektiv der DP. Déi Gréng louchen déi Kéier éischter op eiser Linn, souwuel bei den Dispositions anticumul wéi och bei der Chambre des élus communaux. Ech kommen nach dorop ze schwätzen.

Zrëckbehale gouf elo, dass dës Fro eréischt méi spéit tranchéiert gétt, ebe wann eng substantziell Reduktioun vun de Gemengen errecht gouf - eng vun de Konklusiounen iwwerengs och am Regierungspabeier vun eisem Innenminister.

An deemselweche Kontext ass och d'Fro vum haaptamtleche Buergermeeschter tranchéiert ginn. Et wäert ganz kloer esou sinn, dass mat enger émgesatener Territorialreform, mat méi Masse critique an de Gemengen d'Funktions vum Buergermeeschter muss professionaliséiert ginn, an do spillen dann eben och d'Indemnitéiten vun de Buergermeeschtere beispillsweis, respektiv d'Protection sociale e ganz wesentleche Punkt, wou mir gesot hunn, dass ee sech Ähnlech keint virstelle wéi bei den Deputéierten.

D'CSV-Fraktioun huet sech doriwwer eraus och fir eng Assemblée territoriale ausgeschat, wou d'Buergermeeschtere géife siégieren. Och déi Iddi huet kee Konsens gemaach, mä esou schlecht kann d'Iddi jo awer net sinn, well och de Syvicol huet d'Schafe vun enger Chambre des élus locaux préconiséiert.

Iwwerengs soll d'Upassung vun den Indemnitéiten an dem Congé politique zesumme mat dem Zustanekomme vun där neier Kartographie geschéien am Kader vun der Émsetzung vun der Territorialreform am Laf vun der Zäit. Eis Fraktioun huet och gesot, dass déi Fro vum Congé politique sech quasi net méi stellt, wann eng Territorialreform richtig bis émgesat ass.

Da wéi gesot mä véierte Punkt, dee vun der Kooperatioun vun de Gemengen an all hire Formen, d'Kooperatioun téschent de Gemengen, gewässermoosse parallel an evolütiv mat de Fusiounen.

Erlaabt mer duerfir, och op dëser Plaz e puer Wuert zu den Aspekter vun der Zesummenaarbecht ze soen. Virdu och am Rapport vum Michel Wolter ass déi Kontinuitéit daitlech ginn, déi besteet téschent dem Gesetz vun 1999, dem Programme directeur, den Débaten an der Chamber, enner anerem deem iwwert d'Kompetenzopdeeling téschent Stat a Gemengen, dann deem iwwert den IVL, der Ofstëmmung vun de sektorielle Pläng an der Territorialreform - Wou wunne mer an Zukunft? Wou schaffe mer? D'Mobilitéitsfro: Wéi bewege mer eis?

Wou fënnt d'Landwirtschaft statt? Wou Natur? -, d'Landesplanung am Zesummespill vu ville Strukturen, ech mengen, datt dat ee ganz wesentlech Punkt ass an datt dat och lues a lues ëmgesat gëtt.

Fir mech si Fusioun a Kooperatioun Schlësselbegrëffer fir eng performant Territorialreform, déi op feste Féiss steet.

An deene leschte Joren a Jorzéngten hu sech - gewässermoossen „bottom-up“ - d'Regiounen iwwer Land entwéckelt, dat ass scho gesot ginn. Mä et geet net duer mam „bottom-up“, mir brauchen och ee gewëssenen „top-down“.

Duerfir brauche mer d'Territorialreform mat neie Strukturen op Niveau vu Kantonen, vun Naturparken. Ech denken un de Pro-Sud als eng éischt Ëmsetzung och am Kader vum 99er Gesetz. Iwwerall do an deene Planungsregiounen, déi mer eng kéier definiert hunn a wou mir als Fraktioun och der Meenung sinn, datt déi Regiounen an déi Iddi vun de Planungsregiounen sollen existent sinn, wëlle mer, datt déi Planungsregiounen no an no iwwert d'Gesetz vun '99 och mat Liewe gefëllt ginn.

Eis als CSV gefält dat Gesetz eigentlech ganz gutt. Ech erënneren och dorun, datt d'Naturparkgesetz deemools eigentlech Pätter respektiv Giedel stoung fir dat Gesetz vun 1999.

Selbstverständlech kann dee genauen Territoire vun de jeeweilege Regiounen eréischt da festgeluecht ginn, wa mer an e puer Joer wëssen, wéi eis Gemengelandchaft definitiv ausgesäit.

An deem Modell géifen déi städtesch Regiounen am Süden an am Centre Sud als Communautés urbaines gëréiert ginn. De Centre Sud kritt doduerch eng vill méi urban Vociation. An am Fall vun der Regioun Süde gesinn ech d'Kreatioun vun dräi Communautés urbaines, déi jo am Rapport virgestallt goufen, ronderëm d'Pole vun Esch/Uelzecht, Diddeleng an Déifferdeng. Dëst an der Logik, datt tëschent deene Stied och eng enk Kooperatioun entsteet, déi d'Potenzial vun där ganzer Regioun wäert opwäerten.

Da géifen déi ländlech Regiounen, den Norden an de Westen an d'Région mixte vum Zentrum Norden iwwer eng entsprechend operationell Struktur verfügen, déi d'Gestioun vu verschidde Politiken ebe méiglech mécht op engem regionalen Niveau.

An den Diskussiounen vun der Kommissioun ass och d'äitlech ginn, datt een awer ländlech a städtesch Regiounen net an een Dëppe geheie kann an där. Si hunn d'äitlech eng aner Vociation am Beräich vum Aménagement du territoire, an der ekonomescher Entwécklung an doriwwer eraus, an duerfir brauch een och aner Virgehensweisen.

D'Nordregiounen mussen also déi néideg Strukture mat op de Wee kréien, fir deenen Differenzen ze entspreche par rapport zu de Südregiounen.

Aus deem Grond schwätze mer an de ländleche Regiounen an an der Région mixte am Norden ëmmer nach vu Syndicats intercommunaux à vocation multiple, dat, wat mer jo och elo schonn, wéi gesot „bottom-up“, an de verschidde Kantonen hunn an an den Naturparken. Déi interkommunal Syndikater erstreckt sech iwwer dee gesamten Territoire vun där jeeweileger Regioun an ëmfaassen och do all d'Gemengen. An dat mat deenen - dat ass wichtig - regiounspezifische Missiounen, selbstverständlech a Konformitéit mat den entsprechenden Regionalpläng, déi mir brauchen, an och de Plans sectoriels.

An d'Regioun mixte Zentrum Norde misst där Partikularitéit och Rechnung droen, datt d'Communauté européenne vun der Nordstad op hirem Territoire do entsteet. Och hei misst d'Gestioun d'Vociation vun deeser spezieller Regioun erëmginn.

Wat elo d'Kompetenze vun deeser Gemengesyndikater ugeet, wieren et jo dann éischter d'Plans régionaux, un deenen ee sech géif orientéieren. Doriwwer eraus mussen d'Memberen am Syndikat, also d'Gemengen, fräi sinn, iwwert dee rege regionalen Niveau eraus Initiativen an Aktiounen ze maachen, déi si selwer fir néideg fannen, an dat entsprechend de Kompetenzen, déi un d'Syndikater weider delegéiert ginn.

Wat déi regional Entwécklung an Zesummenaarbecht konkret ugeet, sinn ech perséinlech der Meenung, datt hei een haaptamtleche Management noutwendeg ass. Dat hunn d'LEADER-Regiounen gewisen, dat hunn och d'Naturparke gewisen, datt, wann een haaptamtlech Leit huet, Experten, déi sech an der regionaler Entwécklung auskennen a wéi gesot haaptamtlech Aarbecht maachen, een a ville Beräicher iwwert d'Ekonomie, iwwert de soziale Beräich, iw-

wert d'Ekologie an esou weider méi konkret, méi effikass schaffe kann an eben och mat spezifeschen Hëllef fir de Fonctionnement, déi zu där Aarbecht géife gehéieren.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech wollt, nodeem datt ech mech nach méi intensiv mat der Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen a Relatioun mam Stat beschäftegt hunn, am Fong och nach eng kéier d'äitlech maachen, datt d'Kooperatioun a mengen Aen de Schlëssel fir den Erfolleg vun der Territorialreform an hirer séierer Ëmsetzung duerstellt. De Rapporteur huet virduen en Appel un d'Gemengegemaach; ech géif mech deem uschléissen.

Ech mengen, datt awer dobaussen deelweis nach méi Bereetschaft, fir an d'Rechtung vun den Iddien, vun de Grondsätz vun deem grouse Konzept vun der Territorialreform ze goen, besteet, wéi mir dat vläicht mengen. Wann ee mat de Responsabelen aus de Gemenge schwätzt, kritt ee ganz d'äitlech d'Gefill, datt do eng ganz grouse Bereetschaft ass, eng Opbrochstemmung deelweis, fir mat op de Wee ze goen vun deeser Territorialreform. Insgesamt wier natierlech nach vill zu deeser ambitiöser Reform ze soen.

Ech wollt awer och menge Kolleeginnen a Kolleegen an der Kommissioun e Kompliment maachen a soen, datt si och zum groussen Deel bereet waren, emol iwwer méi enk Grenzen ze sprangen. De Rapport ass ouni Géigestëmm ugeholl ginn; mat natierlech där enger oder anerer Remarque awer am Text, wou besonnesch och d'DP hir aner Vuen artikuliert huet.

Erlaabt mer nach déi breit Identitéit de vue vun der Kommissioun mam Syvicol feststellen, déi net onwesentlech a mengen Aen zum positive Resultat bäigedroen huet. Ech muss soen, selwer sinn ech och zefridden, datt deen Exercice vu viru bal fënnel Joer - den Débat deemools Kompetenze Stat/Gemengen, wou ech selwer Rapporteur war - och net ëmsoss war, well d'Spezialkommissioun zum Deel konnt an hirer Aarbecht dorop opbauen.

Ech wëll och do déi 14 Propositionen ernimme vum deemolegen Innenminister am Kader vun deem Débat. Wann een déi nach eng kéier noliest, gesäit een, datt eng ganz Partie Saachen och gehollef hunn, d'Konzept eigentlech am Kader vun der Territorialreform d'äitlech ze maachen. Deeser Débat ass selbstverständlech kee Schluss, mä e weidere wichtige Schratt an d'Richtung, fir eist Land fit ze maache fir d'Erausfuerrung vum 21. Jorhonnert.

Ech soen lech Merci.

» Plusieus voix. - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Schank Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur, net nëmme fir säin detailléierten a gudde Rapport, mä och fir déi vill Aarbecht, déi hien als President vun der Spezialkommissioun gemaach huet.

An deene leschte Joren ass dacks an der Öffentlechkeet an och hei an der Chamber gesot ginn: Mir brauche staark Gemengen, déi d'Erausfuerrung vum 21. Jorhonnert meeschte kënnen. Wat heescht dat iwwerhaupt, staark Gemengen?

Erlaabt mer, fir dees Fro ze beäntweren, op den Ufankpunkt vun eisen Diskussiounen zréckzekommen, a besonnesch op d'Zilsetzung vun der ugestrieffter territorialer Neiuerrdung: 1. alle Bierger am Land eng diversifizéiert a qualitativ héichwäerteg Offer un öffentleche Servicer unzebidden; 2. dees Servicer op eng méiglechste effikass Aart a Weis ze organiséieren.

D'Analysen, déi d'Spezialkommissioun gemaach huet, lafen op folgend Konklusiounen eraus: Fir dees Ziler ze errechen, brauchen d'Gemengen eng gewësse Masse critique. Dees hu mer jo bekannterweis op ronn 3.000 Awunner festgeluecht an nach mat anere Kritäre verbonnen.

Wat ech awer hei nach eng kéier wëll ënnersträichen, ass, dëst ass just eng Condition nécessaire, mais pas suffisante fir staark Gemengen ze hunn, fir den Uspréich vun de Bierger gerecht kënnen ze ginn an am Respekt vum Prinzip vun der Subsidiaritéit déi Aufgaben auszuféieren, déi am beschte kommunal gëréiert solle ginn.

Ech wëll probéieren lech duerzeleeën, wéi ech mengen dass mer elo solle virgoen, fir dass dees esou staark Gemenge Realitéit ginn.

Vergiesse mer eppes net: D'Reorganisation territoriale ass mam Rapport net ofgeschloss. Am Fong fänkt se elo eréischt un,

an um Wee vun hirer Exekutioun wäerte mer nach Schwieeregkeeten ze iwwerwanne kréien.

D'Spezialkommissioun hat bewosst eng ganz breet Approche suivéiert a sech mat ville Sujete befaasst, déi de près ou de loin mam Thema ze dinn haten. Villes vun deem, wat mer virschloen, hänkt awer direkt oder indirekt vum Succès vum eigentleche Kärstéck vun der Reform of, nämlech vun der Gestaltung vun enger neier Gemengelandchaft, déi mer hei zu Lëtzebuerg wëlle kréien.

D'Kommissioun ënnerstëtz d'Bestriewung vum Innenminister, deen zesumme mam Syvicol e Schema ausgeschafft huet, wéi esou eng nei Territorialuerdung kéint ausgesinn. Dees Schema ass als Base de discussion ze gesinn, deen da mat de betraffene Gemengen duerdiskutéiert muss ginn.

Ech sinn der Meenung, dass d'Regierung hei dee richtege Wee ageschloen huet. Si respektéiert dat, wat d'Gemengen ëmmer gefuerdert hunn, nämlech dass d'Fusiounen net vun uewen erof kënnen diktéiert ginn. Et soll besonnesch bestehenden interkommunale Kooperatiounen Rechnung gedroe ginn, der geographescher Lag, de Spezifitéit vun der Regioun. Déi Gemenge solle beieneekommen, déi beienee passen, beienee gehéieren.

D'Propos ass no objektive Kritären ausgeschafft ginn a si ass net a Stee gemeesselt, mä léisst nach Spillraum fir Diskussiounen a berechtigt Retouché mat de Gemengen op.

Ech sinn net pessimistes, mä realistesch. Et soll sech net ze fréi op d'Schëller geklappt ginn. Mir d'äerfen net vergiessen, dass an de 70er Jore schonn eng ähnlech Tentative feelgeschloen ass. Bekanntlech soll ee probéieren aus de Feeler vun der Vergaangenheet ze léieren, duerfir erlaben ech mer kuerz drop anzegoen, wat menger Meenung no deemools schifgelaf ass a wat haut muss anescht ugepaakt ginn.

Am Oktober 1972 huet den deemolegen Innenminister en Dossier un all d'Gemenge geschéckt mat zwee Schemae fir eng nei Gemengelandchaft a mat engem Questionnaire, op deem ënner anerem d'Fro stoung: Le Conseil communal est-il d'accord en principe à fusionner avec d'autres communes?

Contrairement zur haut wäit verbreeter Meenung, waren d'Gemengen net majoritär géint d'Fusiounen. En fait hunn 83 Gemenge positiv op dees Fro geäntwert; nëmme 42 waren am Ufank dergéint.

D'Association des Villes et Communes luxembourgeoises hat deemools eng Rei vu Versammlungen uechtert d'Land organiséiert, fir de Bols bei de Gemengen ze fillen. Am Rapport, deen doropshi gemaach gouf, war Folgendes ze liesen: «Il semble qu'une majorité de représentants communaux accepte maintenant l'idée d'une restructuration par fusions. Celle-ci ne se heurte plus à la répugnance plutôt générale d'il y a quelques années encore. L'idée en elle-même a sans doute fait son chemin. Il importe cependant que la fusion ne soit pas réalisée comme une fin en soi. Il ne faut pas faire de fusions uniquement pour avoir la satisfaction de réduire le nombre de communes. Il est indispensable que l'utilité de l'opération soit mise en évidence dans chaque cas. L'administration doit être améliorée et les avantages pour les habitants doivent être démontrés.»

Wann ech näischt virdu gesot hätt, hätt ee kënnen mengen, hei géif d'Stëmmung aus dem Joer 2008 beschriwwen ginn. Wou louch dann awer deemools d'Kromm an der Heck? Ech zitëiere weider aus dem Rapport ënnert dem Kapitel «L'insuffisance des informations recueillies dans le dossier diffusé par le Gouvernement»: «Pour accréditer l'idée de la fusion aux yeux des mandataires communaux et sans doute aussi de la population, il ne suffit pas de parler vaguement d'une amélioration de l'administration et d'un meilleur emploi des investissements. Les élus ont déploré unanimement l'absence de tous renseignements sur la manière dont devraient être résolus un certain nombre de questions et de problèmes au sujet desquels une clarté suffisante doit être acquise avant.»

Hei ginn zum Beispill ugeféiert: de Wahlmodus vum neie Conseil; d'Manier wéi d'Representatioun vun den integrierte Gemengen am neie Conseil soll geregelt ginn; d'finanziell a steierlech Aspekter; den Numm vun der neier Gemeng an esou weider.

Et ass duerfir, dass den Innenminister, wann hien am Hierscht eng Tournée duerch d'Gemenge mécht, net nëmme eng Kaart a senger Mapp huet, mä prett ass op eng ganz Rei konkret Froen ze äntweren, déi

d'Gemengeverrieder ouni Zweifel wäerten hunn. Eng Strategie nom Motto „Komm, mir maachen elo emol eng Kaart an da kucke mer wéi et weidergeet“ fonctionnéiert net, wéi eis d'Erfahrung aus de 70er Jore weist. Idealerweise solle schonn éischt Elementer vun enger zukünfteger Loi-cadre iwwert d'Fusiounen bekannt sinn.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Wichtig ass awer och, den Éluen an de Bierger d'Valeur ajoutée vun deeser Fusioun kloerzemaachen. Besonnesch de Fait, dass eng méi grouse Gemeng vill méi diversifizéiert Servicer ubidde kann, muss ervirgestrach ginn. Duerch d'Zesummeleee vu Gemengenadministratiounen kënnen d'Beamte vill méi spezialiséiert Aufgaben iwwerhuelen. D'Gemenge kréie vill méi Gestaltungsspillraum. Si kënnen kreativ ginn an a Beräicher, wou si et fir néideg halen, ganz aner Akzente setzen, wéi zum Beispill am Ëmweltberäich, an der Kultur, am Tourismus, fir nëmme dees Beispill ze nennen.

Mir mussen awer och realisteschereis dovvun ausgoen, dass, egal wéi gutt d'Kommunikatiounspolitik vun der Regierung an deem Dossier ass, et ëmmer nach Gemengepolitiker a Bierger uechtert d'Land wäert ginn, déi der Meenung sinn, dass dach eigentlech alles gutt fonctionnéiert, dass mer sollen alles beim Ale loossen an dass mer keng Territorialreform brauchen.

Ech fäerten, dass ee si och net mat Argumenter iwwerzeegt kritt wéi zum Beispill deem, dass, wann d'Gemenge méi grouse sinn, si an hire Gemenge méi diversifizéiert a méi qualitativ héichwäerteg Servicer ubidde kënnen respektiv dass si méi effizient fonctionnéiere kënnen.

Wann een iwwert d'Fusiounen schwätzt, ass ee séier op sensiblem Terrain. Begrëffer wéi Identitéit, lokal Verwurzelung, Lokalpatriotismus sinn deeser Diskussiounen net friem. Mir vergiessen nämlech dacks, dass de Mënsch net nëmme rational handelt, mä dass en och staark vun Emotiounen geprägt a beaflosst ass. Ech erlaber mer hei ee Vergläich ze maache mat engem rezenten Evénement aus der europäescher Aktualitéit, nämlech dem Referendum an Irland iwwert de Lissabonner Traité. Fir déi Baussestehend war déi virulent Opposition bei engem Deel vun der Bevölkerung schwéier nozevollzéien, well se allem Uschäin no méi emotional wéi rational motivéiert war.

Esou Reaktiounen muss een awer erwaarden, wann een un d'Repère fréckele geet, un déi d'Leit gewinnt sinn. An dat ëmsou méi an engem mondialiséierten Ëmfeld, dat sech Dag fir Dag rasant verännert. Duerfir, gradesou wéi elo gesot ginn ass, et misst een den Iren deen néidege Respekt weisen, solle mer och deenen, déi sech schwéierdi mat de Fusiounen, mat Respekt géintiwerriederen. Wat ech domat wëll soen, ass, dass een hinnen Zäit soll ginn, fir sech un déi nei Repèren ze gewinnen.

De Syvicol huet sech a sengem Positionspabeier fir d'Konzept vun de Coopérations renforcées agesat. Engersäits war d'Verriedung vun de Gemengen ëmmer géint vun uewen erof diktéiert Fusiounen, anersäits muss een awer och agesinn, dass déi fräiwëlleg Fusiounen, déi jo elo scho méiglech sinn, eis net wierklech weiderbruecht hunn. Et ass tatsächlech schued, dass no de Fusiounen aus de 70er Joren den Dossier an den Tirang geluecht ginn ass. Wären déi sukzessiv Regierungen um Ball bliwen, da wäre mer haut scho vill méi wäit fort. Mir bräichte souguer vläicht net méi iwwert d'Problematik ze schwätzen.

D'Originalitéit vun de Coopérations renforcées besteet doranner, dass se e Mëttelwee duerstellen tëschent dem „top-down“ an dem „bottom-up“. Et geet drëms, fir iwwer eng intensiv Zesummenaarbecht, iwwer e Wee vu gemeinsame Projeten d'Gemenge progressiv beieneenzeféieren. Concernéiert Gemengeréit treffe sech regelméisseg, fir iwwert de Stand vun der Kooperatioun ze informéieren a se virunzedriewen.

Si sollen esou Zäit kréien, fir sech uneneen ze gewinnen, ier se dann de Schrëtt a Richtung vun enger regelrechter Fusioun maachen. Dees Transitionphas ass fir eng Rei Gemengen onbedéngt noutwendeg; ech kann dat net genuch ënnersträichen. Wann d'Verfechter et dann och nach fäerdeg

bréngen, déi Saach mat deem néidege Fan-
gerspëtzegefill unzepaken, da sinn ech op-
timistes, dass dësen Ulaf dee richteg
wäert sinn an de Projet mat Succès ofge-
schloss ka ginn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir
Hären, ech hunn et virdu gesot, eng nei
Gemengelandchaft schafen, soll net dat
eenzegt Zil vun eise Bestriewunge sinn.
D'Spezialkommissioun huet eng Rei Re-
commandatiounen gemaach, a wéi enge
Beräicher um Niveau vun der Kompetenz-
verdeelung téschent Stat a Gemenge punk-
tuell Adaptatiounen misste gemaach ginn.
Doriwwer eraus kënne mer awer net iwwer
staark Gemenge schwätzen, ouni e Wuert
iwwert d'Gemengenautonomie ze verléieren.

Wéi Der wësst, ass d'Autonomie commu-
nale am Artikel 107 vun eiser Constitutioun
festgehalen.

Mä wat ass Gemengenautonomie? Déi eu-
ropäesch Charta vun der Autonomie locale
probéiert se folgendermoossen ze definie-
ren: «Par autonomie locale on entend le
droit et la capacité effective pour les collec-
tivités locales de régler et de gérer, dans le
cadre de la loi, sous leur propre responsa-
bilité et au profit de leur population une part
importante des affaires publiques.»

Fir ze vermeiden, dass si trotzdeem nëm-
men en abstrakt Konzept bleift, dat, jee no-
deem op wéi enger Säit ee steet, anescht
interpretéiert ka ginn, leet d'Charta, déi mer
1987 hei zu Lëtzebuerg ratifizéiert hunn, an
hiren Artikelen eng Rei Prinzipien fest, déi ee
Land muss respektéieren, wann et et mat
der Gemengenautonomie eescht mengt.

D'Erfahrung aus deene leschten 20 Joer
huet allerdéngs gewisen, dass et noutwen-
deg ass, nach ee Schrack méi wäit ze goen
an der Protektioun vun der Gemengenauto-
nomie. Duerfir huet de Congrès des pou-
voirs locaux et régionaux vum Conseil de
l'Europe elo e Projet de protocole addition-
nel zu der Charta ausgeschafft, dee ver-
schidden Dispositiounen développéiere
respektiv complétéiere soll.

Et muss ee mat grousser Satisfaktioun fest-
stellen, dass heiranner elo eng Rei Prinzipien
verankert sinn, fir déi mir schonn zënter Jo-
ren antrieden. Ech wëll kuerz déi wichtegst
opzielen.

De Prinzip vun der Connexitéit seet enner
anerem Folgendes: Éischtens, dass, wann
duerch d'Reduktioun oder d'Suppressioun
vun enger lokaler Steier oder d'Diminutioun
vun hirer Base imposable, déi vum Niveau
supérieur, an eisem Fall vum Stat decidéiert
gëtt, de Revenu vun de Gemengen erof-
geet, eng adequat Kompensatioun fir d'Ge-
menge muss stattfannen.

Ech maachen drop opmierksam, dass,
wann dës Dispositiounen deemools schonn
a Kraaft gewiescht wäeren, d'Erofsätze vum
Taux d'assiette vun der Gewerbesteier vu 4
op 3% am Joer 2001 net ouni Kompensa-
tiounen de Gemengen hätt kënne oc-
troyéiert ginn.

Zweetens, wann d'Autorité supérieure déci-
déiert, de Gemengen nei Chargen opze-
erleeden, muss gläichzäiteg een Transfert
vun de finanzielle Ressourcen un d'Ge-
menge respektiv d'Autorisatioun, nei Res-
ourcen ze generéieren, virgesi ginn. Et ass
bekannt, dass och de Syvicol ëmmer
contestéiert huet, dass d'Gemenge gehale
gi sinn, d'Éducation précoce anzeféieren
a Betreiwungsstrukture fir d'Schoulkanner
opzeerichten, ouni dass se duerfir zousätzlech
finanziell Mëttelen zur Verfügung gestallt
kritt hunn. Elo kréie se also iwwert dës Pro-
tokoll de Réck gestäipt.

Een anere wichtege Artikel vum Protokoll
befaasst sech mat den Dotatiounen a Sub-
ventiounen fir d'Gemengen. Éischtens gëtt
festgehal, dass déi finanziell Transferte vum
Stat un d'Gemenge virun allem aus net af-
fektéierte Revenuë besteo sollen. Zu Lëtze-
buerg stelle mer awer an deene leschte
Jore genee déi entgéegengesaten Tendenz
fest.

D'Subsiden un d'Gemenge gi proportionell
vill méi staark an d'Luucht wéi déi net affek-
téiert Revenuen. Dëst ass a mengen Aen e
Moyen fir de Stat, fir seng Kontroll iwwert
de Gemengen hir Aktivitéiten ze verstärken
an ass duerfir net kompatibel mat enger
staarker Gemengenautonomie.

Zweetens - an dëse Paragraph mécht mer
ganz besonnesch vill Pléséier - seet eng
Dispositioun am Protokoll, dass d'Kritäre fir
d'Zougestoe vun Dotatiounen a Subsiden
„objectifs, clairs, transparents, prévisibles
et vérifiables“ musse sinn.

Jiddferen, deen eppes mat Gemengepoli-
tik zu Lëtzebuerg ze doen huet, weess,
dass mer am Moment vun dëser Transpa-
renz bei der Attributioun vu staatleche Sub-
siden nach wäit ewech sinn.

En drëtten wichtege Artikel betrëfft d'Parti-
cipatioun vun de Collectivités locales un den
Décisiounen, déi si betreffen. Ier d'Autorité
supérieure eng Décisioun hält, déi eng oder
méi Gemenge betrëfft, muss se 1. virdrun
d'Gemengen doriwwer informéieren; 2. hin-
nen en Accès zu relevanten administrativen
Dokumenter ginn; 3. hinnen d'Méiglechkeet
ginn, hir Positioun bekannt ze maachen; 4.
a schlussendlech hir Décisioun motivéieren,
andem se d'Meenung vun de Gemenge
mat a Betruecht hält. All Décisioun, déi den
Equilibre vun de Ressourcen vun de Geme-
ngen, d'Modalitéit vun der Allocatioun vu
Subsiden oder Dotatiounen affektéiert,
muss virdu mat de Gemenge verhandelt
ginn.

Virun esou enger Décisioun muss eng Eva-
luatioun vun hirem Impakt op d'Finanze vun
de Gemenge gemaach an hir Resultater pu-
blic gemaach ginn.

Schlussendlech gëtt och nach eng Kéier
de Prinzip bekräftegt, dass déi administrativ
Kontroll vum Stat - d'Tutelle - kee Pouvoir
d'évaluation vun der Opportunitéit vun en-
ger Gemengendécisioun däerf hunn, mä
dass just d'Legalitéit däerf kontrolléiert ginn.

Wa Lëtzebuerg - wéi ech hoffen - dës Pro-
tokoll ënnerschreift, wäerte mer d'Geleee-
nheet kréien, fir am Detail dës Dispositiounen
an der Chamber ze diskutéieren. Ech géif et
awer richteg fannen, wann dës Elementer
elo an dësem Moment schonn an d'Ëmset-
zungsphas vun der Territorialreform géife
mat agebaut ginn. D'Regierung wär gutt be-
roden, sech elo scho Gedanken ze ma-
chen, wéi se déi administrativ Prozeduren,
déi mer am Moment hunn, konform zu dë-
sen Dispositiounen maache kann. Wéi staark
eis Gemengen tatsächlech sinn, wäert näm-
lech heivunner ofhänken.

Ech erënnere drun, dass d'Spezialkom-
missioun zur Konkursioun komm ass, dass
eng fundamental Neiverdeelung vun de
Kompetenzen téschent Stat a Gemengen
net wünschenswäert ass, well et eigentlech
drëms geet, dass d'Gemenge genuch
Marge de manoeuvre hunn, fir dës Kompe-
tenz kënne auszeüben; eng reell Autono-
mie communale eben. Hei ass, mengen
ech, zu Lëtzebuerg nach Verbesserung
méiglech.

An dësem Zesammenhang muss och d'Fro
nach eng Kéier gestallt gi vun der Vertrie-
dung vun de Gemengeninteressen am in-
stitutionelle Gefüge zu Lëtzebuerg. Zurzäit
geschitt dëst iwwert de Syvicol. Och wann
en iwwert déi lescht Joren ëmmer méi als In-
terlocuteur vun der Regierung fir d'Froen,
déi d'Gemenge betreffen, unerkannt gëtt,
esou besteet awer néierens eng Obligatioun,
fir de Syvicol ze konsultéieren, wa Gesetzer
déposéiert ginn, déi en Impakt op d'Ge-
mengen hunn.

Ech mengen, dem Syvicol seng Roll als
Sprochrouer vun de Gemenge muss op-
gewäert ginn. A wéi enger Form, dat bleift
nach ze kucken. D'Iddi, fir eng Chambre
des pouvoirs locaux ze schafen, an där
d'Buergermeeschtere vum Land vertruede
wäeren an déi als zweet Chamber nieft der
Chambre des Députés hätt kënne besteo,
ass vun der Kommissioun net zréckbehale
ginn.

Dass de Syvicol awer op d'mannst en ähn-
leche Statut wéi eng Chambre profession-
nelle misst kréien, dat schéngt mer am In-
térêt vun der Demokratie hei zu Lëtzebuerg
ze sinn.

Staark Gemenge sinn awer och Gemengen,
déi professionell gefouert ginn. Dat heescht,
deenen hir Éluen déi néideg Disponibilitéit
an dat néidegt Wëssen hunn, fir hirem Man-
dat nozegoen, an déi eng modern Adminis-
tratioun hunn, déi de Besoinë vun der Zäit
ugepasst ass.

D'Gemengepolitik soll am 21. Jorhonnert
keen Hobby sinn. Mir sinn de Bierger et
schëlleg, Éluen ze hunn, déi present an
accessibel sinn, déi sech an de Fong vun den
Dossiere kënne knéien an dëser dach em-
mer méi komplexer Welt.

Den Innenminister huet versprach, de
Congé politique eropzesetzen. Dat ass och
dréngend noutwendeg, dat ass och schonn
haut de Mëttel e puermol hei gefuerdert
ginn.

D'Fro, déi sech stellt, ass: Geet dat duer
oder muss een eventuell higoen an de pro-

fessionellen, dat heescht Vollzäitbuerger-
meeschtere aféieren?

D'Kommissioun huet sech nach net definitiv
heizou prononcéiert. Ech mengen awer
schon, dass et eng logesch Konsequenz
ass vun deem ganze Pak vu Konkursiounen,
déi d'Chamber gezunn huet.

Enk verbonne mat dësem Sujet ass och
d'Trennung vum Mandat vum Buerger-
meeschtere an Deputéierten. Dës Fro wäert
sech nei stellen, wann eng nei Gemenge-
landschaft entstanen ass.

D'Kommissioun war awer eestëmmege der
Meenung, dass et oportun wär, d'Offer u
Formationsméiglechkeete fir d'Éluen ze
verbesseren. Ech wëll hei dorun erënnere,
dass de Syvicol amgaangen ass, mam Mi-
nistère de l'intérieur an am Gespräch mat
der Fonction publique mat dem Institut na-
tional d'administration publique ee Forma-
tionsprogramm opzebauen, deen aus dräi
Deeler soll besteo.

Am éischten Deel geet et dorëm, dat fach-
lecht Wëssen op- respektiv auszebauen.
Dat wäere Coursen, wou déi eenzel Législa-
tiounen, déi d'Gemengepolitik betreffen,
exposéiert ginn, vum Gemengegesetz iwwert
d'Gemengefinanze bis zum Aménagement
communal.

Am zweeten Deel geet et dorëm, déi metho-
dologesch Kompetenzen opzebauen, mat
Schwéierpunkten a Beräicher wéi Füh-
rungstechniken, Conduite de réunions an
esou weider.

An engem drëtten Deel geet et ëm sozial a
relationell Kompetenzen, mat Theme wéi
zum Beispill d'Prise de parole en public
oder d'Kommunikatioun mam Bierger.

Wann ee sech konsequent wëllt sinn, misst
een och op de Wee goen, fir den Éluen e
Congé de formation ze ginn, fir hinnen ze
erméiglechen, vun dëser Offer ze profitéieren.
An deem Sënn hunn ech schonn am
Joer 2001 hei an der Chamber eng Proposi-
tion de loi gemaach.

Wat déi nei Strukturéierung vun der Geme-
negerverwaltung ubelaangt, ware mer eis an
der Kommissioun zimlech séier eens. Déi
proposéiert nei Opdeelung an dräi Piliere,
en administrativen, e finanziellen an en
techneschen, mat méi klaren hierarchesche
Relatiounen huet sech aus den Erfahrungen
um Terrain erginn.

D'Gemenge sollen och an Zukunft, wa se
wëllen, op Personal aus der Carrière supé-
rieure zréckgräifen, fir d'Postes a responsa-
bilité ze besetzen. Dat gëllt net nëmme,
awer ganz besonnesch fir déi méi grouss
Gemengen, wou et zäitgeméis ass, fir och
Juristen, Ekonomisten a Gestionnaire kën-
nen anzustellen, wéi et sech fir e modernen
Déngschtleeschungsbetrieb gehéiert.

Rappeléiere wëll ech an deem Zesammen-
hang, dass hei nieft der Hauptstadt och a
ganz besonnesch déi am IVL zréckbehale
Mëttelzentre vum Land, d'Stad Esch an
d'Nordstad, betraff sinn, déi jo als Entwéck-
lungszentren an der Region eng beson-
nesch Roll ze spillen hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, no dräi an en-
gem hallwe Joer Aarbechten huet d'Spezial-
kommissioun „Réorganisation territoriale du
Luxembourg“ hiren Ofschlossbericht vir-
geluecht.

Et muss een objektiv agestoen, dräi an en
hallet Joer ass eng laang Zäit. Ech erënne-
ren dorun, dass mer ursprénglech an der
Motioun festgehalen haten, schonn am
Summer 2006 mat enger parlamentare-
scher Debatt ofzeschléissen.

Dobäi ass et och net esou, wéi wa mer hei
Neiland betrueden hätten. Schon am No-
vember 2003 hate mer eng Orientéierungs-
debatt an der Chamber iwwert d'Opdeelung
vun de Kompetenzen téschent Stat a Ge-
mengen. An ech widderhuelen, wa mer
nach méi wäit zréckkucken, stelle mer fest,
dass och an de 60er Jore schonn ähnlech
Diskussiounen mat ähnlechen Argumenter
gefuert goufen.

Firwat huet dat esou laang gedauert?

Well mer eis dorëm beméit hunn, d'Prinzipien
vun enger territorialer Uerdnung an engem
gréisstméigleche Konsens téschent de
Fraktiounen ze formuléieren, esou wéi mer
dat an der politescher Kultur an eisem Land
gewinnt sinn. Dass dat net einfach ass bei
engem Projet, deen d'Strukturen an d'Ge-
wunnechten op d'Kopp geheit, un déi mer
Jorzéngten a Jorhonnerte gewinnt waren,
schéngt mer evident. An dës fir d'Land
wichtig Problematik konnt an huet net dier-
fen iwwert de Knéi gebrach ginn.

Mir kënne duerfir zefridde sinn, dass elo e
Rapport virläit, deen d'Marschrichtung
ugëtt, wou eist Land soll histeieren a wéi et
soll strukturéiert sinn.

De Moment ass awer och elo komm, fir vun
den Diskussiounen op d'Ëmsetzungsphas
ze wiesselen. Duerfir sollte mer alleguerten
zesummen - d'Chamber, d'Regierung,
d'Gemengen - doru schaffen, dass dat, wat
mer eis virgeholl hunn, och elo mat Succès
ëmgesat gëtt.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **Mme le Président.** - Merci, Här Klein.
Dee leschten agedroene Riedner ass den
Här Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Gilles Roth (CSV).** - Madame Pre-
sidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Rap-
port iwwert d'Territorialreform spigelt déi
ganz Komplexitéit vun der administrativer
Dezentralisatioun vun eisem Land zréck. De
Bericht zeechent awer kloer Weeër op, wéi
mir als klengt a moderat Land besser kën-
nen an Zukunft fonctionnéieren.

De Mérite vun deem Dokument läit doran,
dass mat Ausnahm vun där enger oder ane-
rer méi oder manner politesch gefierfterer
Nuance op zentrale Froen e generelle Kon-
sens besteet, wat ze verbesseren ass. Dë-
sen Accord besteet net nëmme um Niveau
vun der Landespolitik, e gëtt och op enger
breeder Basis vun de Gemengevertrieder
iwwert den Daachverband, dem Syvicol,
gedeelt.

Ech wëll dem Rapporteur, dem Michel Wol-
ter, an all deenen, déi un der Ausaarbechtung
vun dësem Bericht bedeelegt waren,
félicitéieren.

Madame Presidentin, eng territorial Nei-
uerdung vun eisem Land, och wann et
kleng ass, mécht sech net vun haut op
muer. D'Erausfuereung ass awer ëmsou
méi gross. Mir mussen déi administrativ
Strukturen am Land méi schlank a méi effi-
kass maachen. Stat a Gemenge mussen
den Erausfuereung vun haut ugepasst
ginn. Si mussen am Interessi vum Bierger
méi performant ginn um Niveau vun den öf-
fentlechen Déngschtleeschungen. D'Déci-
siounen am öffentlechen Interessi mussen
duerfir op dem Terrain méi séier kënne em-
gesat ginn. Mir brauchen e bessert Ma-
tenee vu Stat a Gemengen.

Dat verlaangt en Émdenken, wat d'Zuel,
d'Gréisst an d'Roll vun de Gemengen ube-
laangt. Eng modern Gemeng vun haut ass
net méi wéi fréier ausschliesselech de Ver-
trieder op lokalem Plang vun enger staat-
lecher Autoritéit. D'Aufgab vun der moder-
ner Gemeng ass méi, wéi fir Recht an Uerd-
nung ze suergen. D'Gemeng vun haut ass
virun allem en effikassen öffentlechen
Déngschtleeschungsbetrieb fir de Bierger.

Mir brauchen duerfir manner a méi grouss
Gemengen. An deem Sënn ass déi am Rap-
port ugestriefte Masse critique vun 3.000
Awunner pro Gemeng ze begréissen, grad
wéi déi nei Gemengekaart, déi den Innen-
minister zesumme mat dem Syvicol opge-
stallt huet.

Fir deenen neien Uspréich vun der moder-
ner Gemeng gerecht ze ginn, muss dat be-
stehend verfassungsrechtlich Émfeld mat
enger bedéngter kommunaler Autonomie
net a Fro gestallt ginn. Iwwert déi nei Mi-
siounen vun der Gemeng vun haut besteet
och e breede Konsens. Dat ass e grouse
Schritt no vir um Wee zu enger moderner
Gemengelandchaft an där domat verbone-
nener Territorialreform.

D'Missiounen vun der Gemeng vum 21. Jor-
honnert mussen elo an engem gesetzleche
Kader verankert ginn. Nëmme esou er-
reeche mer, dass all Bierger am Land, egal
a wat fir enger Gemeng hie wunnt, déisel-
wecht Grondmissiounen vu senger Gemeng
kann an Usproch huelen.

Madame Presidentin, eng Territorialreform
mécht een net vun haut op muer. Si zitt sech
natierlech iwwer eng gewëssen Zäitschinn.
Kuerzfristeg ass eng verbessert Relatioun
téschent Stat a Gemengen néideg.

Déi Verantwortlech vun enger Gemeng aus
dem 21. Jorhonnert si keng Lokalfürsten. Si
sinn awer och keng Kasperlen, déi sech hire
Wee duerch den Dschungel vun engem i-
wergewichtege staatleche Verwaltungs-
apparat musse schloen.

Fir e bessert Matenee vu Stat a Gemenge
brauche mir kuerzfristeg manner Bürokratie.
Mir brauchen net méi Gesetzer, mä mir
brauche méi einfach Prozeduren. Mir
brauche manner administrativen Opwand a
méi Kohärenz.

Wann eng Gemeng en Netwunnegebitt
schaaft, da musse bei der Genehmegung
vum Lottissement d'Autorisatiounen vum In-
nenministère a vum Ëmweltministère ope-
neen ofgestëmmt sinn. Si mussen an engem
bestëmmt Zäitplang virleien. E Biotop,
wann et dann een ass, muss dobäi direkt
detektéiert ginn an net eréischt wann d'Ge-

nehmungsprozedur hallef ofgeschloss ass.

Bei den Tempo-30-Zone brauche mir ee legale Kader, dee fir all Gemenge gültig ass. Et kann net no vage Recommandatioune vun engem Statsservice gefuer ginn, déi jee no Uertschaft esou oder esou ausgeluecht ginn.

Ass et nach zäitgeméiss, dass mir am Land nach 116 verschidde Bautereglementer hunn, wou d'Interpretatioun jee no Gemeng och nach ënnerschiddlech ass? Wier et net méi einfach, iwwert d'Land generell eng Rei vu Basis-„dispositions-type“ an all Baureglement anzuschreiw, wou dann d'Ausleeung vu virera bekannt wier an d'selwecht géif ugewannt ginn?

Ass et ubruecht, dass bei Kommodo-Genehmung vum der Klass 2 - dorënner falen ënner anerem Säll mat eng Capacitéit vu bis zu 500 Leit - déi adequat Sécherheitsbestëmmungen an déi domat verbundene Responsabilitéit vun engem Buergermeeschter musse festgeluecht ginn, deen och mat beschter Ënnerstützung vu senger Gemengeservicer dofir net iwwert dat néidegt Fachwësse verfügt?

Zu den allgemengen Déngschtleeschungen, déi de Bierger sech vum Stat oder der Gemeng erwaart, gehéiert och d'Sécherheet an d'Anhale vun de Regele vun der öffentlecher Uerdnung. D'Sécherheitsgefill ass fir de Bierger eppes Wichtige. Dat géllt souwuel op nationalem wéi och op lokalem Plang.

Den Trottoir oder eng Afahrt mam Auto zouparken, den Hond ouni Léngt op enger öffentlecher Plaz lafe loossen, de Wuess méinen um Sonndeg oder spéit am Owend hunn näischt mat Kriminalitéit ze dinn. Et sinn awer Incivilitéiten, déi d'Bierger am Alldag nerven. Den direkten Uspriechpartner ass meeschtens d'Gemeng.

Et ass duerfir ze begréissen, dass de Justiz- an den Innenminister deemnächt eng gesetzlech Basis wëlle schafen, fir et den Agents municipaux - oder méi lëtzebuergesch „de Pecherten“ - ze erlaben, am Optrag vum Buergermeeschter Avertissements taxés, also Bousgelder ze erstellen bei engem Netrespekt vu kommunale Polizeireglementer grad wéi bei enger Rei vun Infractiounen zum Code de la route oder zum neien Hondsgesetz.

Hei gétt net erëm eng nei Gemengepolice agefuert. Neen, d'Agents municipaux sollen als Zousaz zur Police fonctionnéieren. Si ginn duerfir net Officier oder Agent de police judiciaire a wäerten an der Ausübung vun hirer Fonctioun och kloer begrenzte Kompetenze kréien.

Madame Presidentin, dëst sinn nëmmen e puer Beispiller fir d'Noutwendegkeet vun engem bessere Mateneen tëschent Stat a Gemengen. Déi staatlech Kontroll vun de Gemenge muss dobäi bestoe bleiwen. Mä do, wou d'Kontroll spillt, muss et kloer an onkomplizéiert Regele ginn, déi am Virfeld festgeluecht sinn. D'Kontroll däerf net vum Ermessen an der Laun vun där enger oder anerer staatlecher Déngschttell ofhänken. Neen, d'Kontroll vum Stat muss an engem legale Kader oflafen. Si muss de Fall gesat och kënnen vun engem Geriicht iwwerpréift ginn. E bessert Mateneen tëschent Stat a Gemenge brauch deemno méi kloer Linnen, an dat an alle Politikfelder.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Mme le Président.** - Merci, Här Roth. Dat war dee leschten agedroene Riedner. Den Här Innenminister huet elo d'Wuert.

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen oft a gär vum Lëtzebuerg Modell. D'Organisatioun vun eise Stat, d'Aufgabendeelung, si sinn och ee Stéck vun deem Lëtzebuerg Modell. An deen ass anescht wéi bei eisen Noperen. Mir hunn e Stat mat enger zentraler Struktur, der Regierung, a just eng dezentral Struktur, eis Gemengen. Et ass also kloer, dass hinnen eng méi bedeutend Roll zoukënn wéi an eisen Nopeschlänner, wou et nach aner institutionell Partner gétt, déi de Stat organiséieren.

Wie vun deem, wat ech elo gesot hunn, iwwerzeegt ass - an dat sinn ech -, dee weess, dass kee Wee laanscht eng Reorganisatioun vun eise Territoire féiert, wann eng Gemeng nom Subsidiaritätsprinzip hir Aufgabe soll a voller Autonomie ausüben, ëmsou méi mer och nach eng Organisatioun hunn, déi aus dem 18. an 19. Jorhonnert datéiert.

Ech stellen haut de Mëtteg - oder ech ka scho bal soen, haut den Owend - fest, dass

de Konsens grouss heibannen ass. Ech stelle fest, dass an de leschte Jore viles, besonnesch an de Käpp vun de Leit an de politesch Responsabele geschitt ass. Haut si sech déi allermeescht bewosst, dass d'Zäit vun enger grousser a breeder Territorialreform komm ass an dass elo muss gehandelt ginn. Well wa bis elo praktesch iwwerall am Land déiselwecht Basisleeschungen vun de Gemenge konnte prestéiert gi fir hir Matbierger, dann ass dat besonnesch dorop zréckzeféieren, dass d'Gemengefinanze gutt evoluéiert sinn an de leschte Jorzéngten. An dat war méiglech, well eist Land wirtschaftlech geboomt huet.

De Bierger vum 21. Jorhonnert erwaart vu senger Gemeng e Partner, deen eng Hand mat upeekt, fir dass dem Bierger seng Liewensqualität assuréiert bleift. Hei steet d'Gemeng als Prestataire de services am Mëttelpunkt. Justement doraus ergëtt sech dee Méiwäert, deen den Alex Bodry am Fong geholl virdrun ugeschwat huet an dee mer eise Bierger musse vermëttelen.

D'Aart a Weis wéi mer an de leschten dräi an en halleft Joer zesumme geschafft hunn op d'Ausschaffe vun enger fundamentaler Territorialreform, déi mécht Sënn. D'Resultat gétt eis och Recht. Mir hunn e breede politesch Konsens an der Chamber, am Syvicol an och an der Regierung. An nëmmen op esou enger breeder Front kënnen mer och punkten.

Wann ee probéiert Léieren ze zéien aus der Démarche vu mengem Virgänger, dem Minister Wohlfahrt, dee jo an de 70er Joren och wollt eis Gemenglandschaft reforméieren, schéngt et mer, dass de Wee, dee mer amgaange sinn ze goen, Erfolleg versprécht. Eis Démarche baséiert nämlech op engem breede Konsens. Mir gi schrittweis vir an hunn eng „tailor made“ Strategie. Mir probéieren also individuell all Coopération renforcée ze traitéieren an erwaarden eis esou eng méi nuancéiert Zilfindung fir eise Modell. Dee muss op 100% vum Territoire gräifen, well dës Réorganisation territoriale kann nëmmen als Ganz funktionnéieren.

(**M. Lucien Weiler reprend la Présidence**)

Fir mech ass et kloer: Sollte mer et net fäerdeg bréngen, eist Land kohärent ze organiséieren, da kréie mer spéider d'Rechnung presentéiert, well eise Liewensraum - eist Land, eis Groussregioun, Europa, eis Welt - evoluéiert weider an orientéiert sech net un deem, wat hei zu Lëtzebuerg geschitt oder net geschitt.

Prompt Handeln ass also erwünscht. Duerfir hunn ech och am Ufank vu menger ministerieller Amtszäit, nodeems d'Chamber am Dezember 2004 eng Spezialkommissioun geschafen hat, nach während der Lëtzebuerg Présidence e Concept intégratif fir eng territorial an administrativ Reform vu Lëtzebuerg mat menge Leit ausgeschafft. Dat war am Mee 2005.

Dëst Konzept hat e kloere roud Fuedem, nämlech eng kohärent Territorialentwicklung zu Lëtzebuerg am Aklang mam Programme directeur a mam IVL ze bewierken. Dëse Package - Réorganisation territoriale, IVL an Territorialentwicklung duerch e Programme directeur - ass e Ganz an dat kann och nëmmen als dat ëmgesat ginn. Dat muss elo net eent zu eent sinn, mä d'Vernetzung vun dësen Elementer setzt eis e Kader, an deem an no deem mer eis mussen organiséieren, no deem mer musse plangen a schaffen.

De Concept intégratif fir eist Land ze organiséieren, deen ech virgeluecht hat, war fir mech eng Base de discussion gradesou wéi och déi nei Kartographie vun eise Land, déi jo ausgeschafft gouf an och als Base de discussion ze verstoen ass. Dëst Konzept huet jo och als wichtege Grondlag gedéngt fir d'Aarbechte vun der Spezialkommissioun.

A wa virdru gemengt gouf, dat Dokument hält éischer en technesch Charakter, muss ech soen: Ech hunn dat net esou gesinn. Ech hunn zum Beispill nieft Fusiounen och sougenannte Communauté-de-communé proposéiert, fir d'Gemengen ze stäerken. Hei war awer och éischer den Hannergedanken deen, fir am Ufank net direkt eng exklusiv steril Diskussioun ze kréien iwwert d'Fusiounen oder d'Netfusiounen. Nëmmen dofir hat ech dëse Modell esou opgestallt.

(**Interruption**)

Ouni elo wëllen op all Einzelheete vun dësem Konzept an deem, wat do erëm zréckbehale ginn ass, anzegoen, kann ech awer roueg behaupten, dass viles an op jidde Fall de roud Fuedem, ech géif soen de Geescht, d'Philosophie vum Konzept vun der Spezialkommissioun iwwerholl ginn ass, wat mech als Minister freet. Et weist, dass mer op darselwechter Wellelängt sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun huet säit dem Fréijoer 2005 eng formidabel a laangootmeg Aarbecht geleescht.

Als zoustännege Minister sinn ech erfreet iwwert de Rapport vun der Spezialkommissioun, deen e grouss Konsens duerstellt an deen entstanen ass opgrond vun Diskussiounen, bei deenen all implizéiert a concernéiert Partner, besonnesch natierlech déi aus dem Gemengesecteur, gehéiert goufen. Ech wëll hei ganz besonnesch déi konstruktiv an déi deelweis och entscheidend Influenz vum Syvicol ervirhiewen.

Mä genesou wëll ech onbedéngt ervirsträchen, dass de President Michel Wolter wierklech eng gutt Aarbecht gemaach huet. Seng Ausdauer, seng Entschlossenheet an och seng wierklech konsensuell Aart a Weis hunn dozou bäigedroen, dass mer haut do ukomm sinn, wou mer elo ukomm sinn. Ech wollt him och Merci soe fir dee gudden, exhaustive Rapport, dee mer virleien hunn, a mech deene Mercien, déi hien ausgedréckt huet fir all déi Leit, déi eng Hand mat ugepaakt hunn, uschléissen.

D'Konklusioun vum Rapport vun der Spezialkommissioun weisen eis also elo de Wee fir eng territorial an eng administrativ Reorganisatioun, déi eiser Zäit entsprécht. Zesumme musse mer elo Schrëtt fir Schrëtt dee Wee goen, dat heescht eng Démarche festleeën, déi eis an enger realistischer Zäitschinn bis zum Zil féiert, wat mer eis gesat hunn.

Duerfir zwou Froen, op déi ech wollt äntwerthen a menger Interventioun: Wou si mer elo drun? Wéi soll et weidergoen?

Gutt, mir sinn esou wäit wéi mer nach ni waren. Mä gläichzäitig si mer op engem kruziale Punkt ukomm - de Jempy Klein huet dat nach elo just gesot -, well déi entscheidend Phas, déi fänkt elo eréischt un. Elo gétt et konkret an elo kann et emol wéi dinn.

Feststelle muss een, dass sech an de leschten dräi Jore säit der Virstellung vum Concept intégratif vum Ministère viles gemaach huet. Mir hunn och am Ministère llicht Adaptatiounen gemaach un eise Konzept. Wa mer gesinn hunn, wou de Wee besser wär, deen d'Kommissioun virgeschloen huet, a well mer verschidden Elementer gutt erkannt hunn, hu mer och Verschiddener weidergedriwwen, ouni ofzewarden, bis d'Spezialkommissioun hir Aarbechten ofgeschloss hat. Zum Beispill d'Äntwerthen, déi d'Regierung ginn huet op d'Froen vun der Spezialkommissioun, enthalte konkret Elementer, déi sech un den Aarbechte vun der Kommissioun orientéieren am Esprit vun eise Konzept.

Och bei där aktueller Démarche, déi mer mussen elo lassgoe fir eng nei Landschaft ze kréien 2017, si mer pragmatisch virgaangen a wäerten och weider esou virgoen. Ech wëll eng Klamer hei opmaachen a ganz kloer soen - den Här Etgen, mengen ech, huet dat gesot -, dass ech d'Joer 2017 seriö huelen. Dass et also net esou ass, dass een elo scho kann ufänken a mengen, et misst een nach eng Period hannendrunhänken, mä et soll een deen Datum seriö huelen. Wann een eng Zäitschinn huet, soll een déi maximalistesche ugoen.

Duerfir fannen ech et och net abwege, wann de Minister dann erwägt, fir effektiv, wann e finanziell Ureizer kreéiert fir d'Gemengen, do eng Zäitschinn hannendrunzesetzen, an dass en deene Leit, déi éischer mat an d'Boot klammen, méi op den Dësch leet, wéi deenen anerem. Ech fannen dat nëmmen normal an ech wäert dat och esou proposéieren, wann déi Diskussiounen ufaalen.

Kloer ass och an de leschte Méint - a Joer, kann ech bal soen -, wann ee Gespreecher mat Gemengepolitiker oder mat Leit vum Terrain hat, dass sech ëmmer méi bewosst gétt, dass eng Gemengefusioun am Fong geholl Virdeeler bréngt, dass staark Entitéite wierklech kënnen e Plus si fir eis allegueren. Well wéi wier déi Ëmfro, déi d'ILReS gemaach huet virun engem gudden Joer, anescht ze erklären, wou ee gesinn huet, wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg sech fir Fusiounen ausgeschwat hunn.

Mir wäerten elo mam Büro vum Syvicol duerch d'Land goen an déi Kaart oder déi Schémas de coopération, déi mer ausgeschafft hunn, als Diskussionsbasis virstellen. Déi Tournée wäert ufänken am Hierscht a wäert dauere bis an d'Fréijoer 2009. Dës Base de discussion respektéiert - dat ass wichtege - de Programme directeur de l'aménagement du territoire an och den IVL. Den Detail, wéi mer dat elo wäerte maachen, gétt nach eng Kéier mam Syvicol ofgeschwat.

Eis Approche ass awer déi, fir jiddfer méiglech renforcéiert Kooperatioun eenzel mat de concernéierte Gemengen ze traitéieren.

D'Kaderkonditiounen vun de Fusiounen - dat ass wichtege - wäerten a musse bei dëse Gespräicher och scho gréisstendeels um Dësch leien, soss kréie mer ze vill Diskussiounen.

Mir sinn also elo derbäi mat de Gemengen ee Prozess ofzewéckelen, fir dee sougenannte Rééquilibrage an der territorialer Struktur vun eise Land ze kréien, dee mer brauchen. Dëse Rééquilibrage huet dräi Elementer. Éischters, an dat ass dat wichtege Element, dat ass de Filet: staark, méi grouss a méi autonom Gemengen.

Mä dat zweet Element ass a mengen Ae gradesou wichtege, well et e Ganz ass. Mir brauche performant interkommunal Strukturen am städteschen an am ländleche Raum an och wichtege operationell Regiounen, wat mer elo nach net hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op deen éische Punkt - staark, méi grouss an autonom Gemengen - wäert ech herno ausféierlech zréckkommen, duerfir loosst mech elo fir d'éischt op déi wichtege interkommunal Strukturen agoen. Meng Servicer sinn amgaangen, op eng performant interkommunal Struktur hinzeschaffen.

Dat geschitt elo scho konkret um Terrain, am Sënn, dass mer an de städtesche Raim de Moment véier Konventiounen ausgeschafft hu mat de Gemengen. Dat ass eng Initiativ vum Minister. Dat ass net nëmme Geschwätz, mä do kënn eppes derbäi eraus. Resultat Nordstad, Dir gesitt, wou mer do dru sinn. Och am Südweste vun der Stad Lëtzebuerg komme mer gutt weider, am Uelzechtdall an och ronderëm de Flughafen.

Hei gétt exemplaresch wierklech partnerschaftlech zesumme geschafft am Sënn vun enger integrativer, gemengeriwwergräifender, nohalteger a raimlecher Entwécklung an duerfir ass deen „masterplan“ vun der Nordstad keen Zoufall. Dee war nëmme méiglech, well mer iwwert dee Mechanismus zesumme mam Ministère a mam Minister dëst Dokument ausgeschafft hunn, an dat wëll ech hei nach eng Kéier ervirsträchen, well dës Zesummenaarbecht ass ebe wesentlech an et ass eng Viraussetzung, wa mer wëllen déif gräifend strukturell Schrëtt weidermaachen am Sënn vun enger Communauté urbaine, déi mer net wëllen imposéieren.

Eng Communauté urbaine gétt een Instrument, wat d'Gemengen am städtesche Raum kënnen benotzen. Dat gétt net imposéiert. Esou e Projet de loi wëll ech an den nächste Wochen an der Regierung erabrénge an ech hoffen, dass dëst wichtege Instrument fir d'Gestaltung an d'Entwécklung vun de städteschen Agglomeratiounen schnell vum Législateur ofgewéckelt ka ginn. Well ech weess, dass munch Leit drop waarden. Ech hoffen, dass och déi sechs Gemenge vun der Nordstad dëst nei Instrument wäerte benotzen, fir sech dann eng performant Struktur ze ginn, déi se och brauche fir déi noutwendeg urban Entwécklung vun der Nordstad hinze kréien.

Am selwechten Otemzuch wëll ech och vun der Geleeënheet profitéieren, fir deene sechs Nordstadgemenge mä Respekt auszudrécke fir d'Qualitéit vun hirer virbildlecher Zesummenaarbecht.

An de ländleche Raim, wou sech jo de Gros vun den awunnermëssig kleng Gemenge befënnt, géllt et virun allem staark, méi grouss a méi autonom Gemengen ze schaffen, déi den Erausforderunge vum 21. Jorhonnert gewues sinn. Duerfir sinn hei d'Gemengefusiounen néideg, fir dass d'Gemengen déi noutwendeg Masse critique erreechen, fir ënner anerem modern Serviceprovidere kënnen ze sinn, fir also ze garantéieren, dass iwwerall déiselwecht Basiservicer fir eis Matbierger kënnen prestéiert ginn, no vergläichbare Präisser a Konditiounen.

Des Weidere setze mer an dëse Raim, déi vill Naturpotenzial hunn, och op eng Ausweidung respektiv souguer eng Neibildung vun Naturparken, deenen hir Aufgaben duerchaus ausbaufäeg sinn. Hei wäerten 2009, wann den Naturpark Uewersauer soll erneiert ginn, sécherlech nei lwwerleungen op den Dësch kommen.

Eppes ass awer och kloer: Eréischt wann déi nei Gemenglandschaft bis steet an

d'Communautés urbaines sech gebilt hunn, da kënne mer endlech operationell an de Regionne schaffen, da kënne mer se mat Liewe fëllen. Soulaang wéi dat net de Fall ass, ass et schwierig, Plans régionaux ëmzesetzen. Ech géif mengen et wier éischer Harakiri, wann een esou eppes géif maachen.

Dëst setzt also viraus, dass sech an deene sechs Regionnen, déi do virgesi sinn, performant regional Syndikater à vocation multiple bilden, déi dann déi regional Gelder kréien, déi de Stat bestëmmt a programméiert fir d'Regioun.

Grad dës regional Gelder sinn ee wichteg Stéck vun enger Reform vun de Gemeengefinanzen a si sinn och, géif ech soen, eng Aart Conditio sine qua non ier ee ka global iwwert d'Gemeengefinanze schwätzen. Duerfir ass et schon net esou negativ, wann d'Kommissioun elo net onbedéngt e Modell dévloppéiert huet, well nach ze vill Kaarten net kloer um Dësch leien, fir do déi richteg Stoussrichtung ze fannen, fir déi zukünftige Finanzpolitik vun de Gemengen ze maachen.

Eppes ass kloer: A verschidde städtesche Regionne wäert et an Zukunft just eng Communauté urbaine ginn, a verschidde wäert et béides ginn, dat heescht eng Communauté urbaine an ee Syndicat à vocation multiple. An de ländleche Raim wäerte mer e Syndikat hunn, mä et wäerten awer och ländlech Raim ginn, wou mer Naturparken hunn. Wichtig ass, dës regional Strukturen mussen dann ugepasst ginn iwwert de Programme directeur an dann integrativ an d'Landesstruktur agebett ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Häerzstéck vun eiser Territorialreform bleift awer d'Schafe vu staarken, méi groussen a méi autonome Gemengen. Mir hu méttlerweil erkannt - an ech hunn et scho gesot -, dass mer staark, méi grouss a méi autonom Gemenge brauchen, fir den Ufuerderunge vum 21. Jorhonnert gerecht ze ginn. Mir mussen duerfir eis Gemenge fit maachen, fir dass se hir Roll, déi se ze spillen hunn, och amstand sinn auszuféieren.

Dës Roll gëtt definéiert duerch d'Kompetenzen, déi eis Gemengen an Zukunft ze meeschteren hunn. Ech sinn zefridde mat der Kompetenzopdeelung tëschent Stat a Gemengen an och mam Inhalt vun de Gemengekompetenzen, esou wéi em am Rapport vun der Spezialkommissioun festgehale gëtt. Dës kloer Aussoe sinn eng wichtige Basis fir eng Reorganisatioun vum Territoire a vun der Verwaltung.

Ech wëll net am Detail op d'Kompetenzopdeelung agoen. Ech wëll awer speziell ervirhiewen - an ech mengen de President vun der Spezialkommissioun huet et och ugeschwat -, dass ech d'Vuë vun der Spezialkommissioun iwwert d'zukünftige Roll vun eise Gemengen an der Energieversuergung an am Bezug op erneierbar Energien deelen. Ech wäert duerfir deemnächst den Émweltminister an den Energieminister uschreiwen, fir schnellstens ee gesetzleche Kader fir dese Beräich ze schafen.

Wann d'Problematik vu regionale Zones d'activités économiques ugeschwat gëtt vun der Kommissioun, do komme mer och gutt weider. Déi gëtt nämlech iwwert d'Erstelle vum Plan sectoriel «Zones d'activités» realiséiert. Mir wäerten no dräi Joer Aarbechten och am Hierscht dese Programm oder dese Plang kënne virstellen.

Eppes ass awer och kloer: D'Chamber, d'Regierung an de Syvicol mengen, dass ongeféier 3.000 Awwunner missten an enger Gemeng sinn, fir se esou kënne ze organiséieren, dass d'Bierger dee Service kënne kréien, deen den Uspréich vun enger moderner Gemengeverwaltung gerecht gëtt.

Mir hunn haut nach - dat muss ee sech virstellen - 75 Gemenge mat manner wéi 3.000 Awwunner. Mir hu just duerfir mam Syvicol eben déi Kaart ausgeschafft, fir dann an engem nächste Schratt am Dialog mat de Bierger a mat de Gemenge mat vill Iwwerzeegungsarbecht - well déi wäerte mer brauchen - déi nei Gemengelandchaft ze schafen, mat méi groussen a méi staarke Gemengen.

Wat hei wichtig ass, dat ass e gutt Zesummespill tëschent „bottom-up“ an „top-down“. Dat ass noutwendeg.

Ech wëll awer och duerfir betounen op där heiter Plaz, dass, wéi mer déi nei Kartographie opgestallt hunn, mer se am Konsens mam Syvicol gemaach hunn, awer eis net nëmmen no der Awwunnerziel orientéiert hunn. E weidere wichtige Kritär, dee mer och zrëckbehalen hunn, dat ass déi aktuell Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen, an dëst besonnesch um Niveau vun deene kleng Gemengesyndikater, dat heescht deene Gemengen, wou elo dräi, véier Gemengen zesummeschaffen.

Ech mengen, et misst een onbedéngt soen, do, wou elo gutt Aarbecht geleescht gëtt, soll dat och an Zukunft esou bleiwen, mam Énnerscheid, dass, wa mer eventuell kee Syndikat méi brauchen, well d'Gemengen ebe fusionéiert hunn oder et aner Forme vun Zesummenaarbecht gëtt, een da soll och dohinner schreiden.

Fir eist Land fit ze maachen, komme mer net derlaanscht, a ville Beräicher déi aktuell Form vun interkommunaler Zesummenaarbecht nei ze definéieren.

Aner Kritären, déi mer och nach zrëckbehalen hu beim Opstelle vun der Kartographie, waren d'geographesch an d'topographesch Lag respektiv d'Verkéiersubannungen an d'Distanzen tëschent den Uertschaften an de Gemengen.

Fir all proposéierte Regroupement, dat wäert Der gesinn an deenen nächste Wochen, hu mer en Argumentaire opgebaut. Dat hunn eis Servicer gemaach. Mir wäerten dann zesumme mam Syvicol dës Argumentairen diskutéieren a kucken, ob mer dann hoffentlech konstruktiv a wierklech positiv weiderkommen.

Ech hunn dës Deeg och en Avis vum Syvicol kritt zu eiser gemeinsam ausgeschaffter Kartographie, wou si op den Diskussionsprozess, deen Ufank vun den 90er Jore vum deemolegen Innenminister gefouert ginn ass, hiweisen.

Ech stelle fest, deemools huet de Minister ee Projet de loi préparéiert, an deem an ganze Land Gemengefusiounen virgesi waren, mat den zukünftigen Chef-lieu an de Gemengennimm. Mir hunn an eiser heiteger Démarche dorop verzicht, fir esou en iwwergräifend Gesetz ze preparéieren, dat am Fong geholl de Gemenge scho quasi alles virschreift.

Well d'Gemengegrenzen awer nëmme kënnen iwwer e Gesetz geännert ginn - den Artikel 2 vun eiser Verfassung gesäit dat vir -, si mir der Meinung, dass een an all Fall deenen einzelne spezifesch Situatiounen vun der Gemeng Rechnung droe muss, an och besonnesch de Referenden, déi duerno kommen, an duerfir muss all Gemengefusioun iwwer een eenzelt Gesetz ëmgesat ginn.

An deem Gesetz ginn natierlech déi spezifesch Aspekter wéi den Numm, den Hauptsätz, administrativ Verwaltungsfroen an esou weider geregelt, an och d'Fro vum Wahlmodus, déi ech schon ugeschwat hunn an der Kommissioun. Ech gesi kee Problem, wat de Majorz- oder de Proporzsystem betrëfft, Iwwergangsléisungen ze benotzen, wann d'Gemenge sech dat esou wënschen, déi een dann an dat spezifesch Fusiounsgesetz aschreift. Obschonn d'Awwunnerziel bei méi wéi 3.000 läit, kann een an deem Fall eng oder zwou Perioden nach esou weiderfueren. Dat, mengen ech, dierft kee Problem sinn.

Ee leschte Punkt zum Thema Kartographie ass de finanziellen Aspekt. Do plädéieren ech fir eng kohärent an eng transparent Virgehensweis. Mir mussen als Regierung d'Gemenge finanziell ënnerstëtzen. D'Regierung muss hei hir Verantwortung iwwerhuelen am Sënn vu staarken an autonome Gemengen.

Mä déi finanziell Ënnerstëtzung däerf net un e puer spezifesch Projete gebonne sinn, mä muss e generelle Charakter hunn. Si soll sech un der zukünftiger Awwunnerziel orientéieren. Allgemeng soll jidderee gläich behandelt ginn. Esou stellen ech mer vir, dass dee Projet soll ausgesinn, deen ech och nach dëst Joer als Propos am Regierungsrot wëll ënnerbreiden.

Eng modern Gemeng kann natierlech nëmme begrenzt fonctionnéiere mat Strukturen, déi aus dem viregte Jorhonnert stammen an zum Deel nach méi al sinn. Mir mussen also och de Management vun eise Gemengen der Zäit upassen.

Mir sinn eis eens, dass all Gemeng dräi zolidd Piliere brauch, fir de Service um Bierger optimal ze organiséieren a fir dass se och ka voll selbststänneg fonctionnéieren, esou wéi d'Charte européenne de l'autonomie communale dat jo och virgesäit.

An Zukunft mussen mer eis och kloer sinn, dass mer an de Gemenge vill méi universitär Carrière wäerte gesinn. Mir wäerte sé-

cherlech e generell Aféiere vun dese Carrièren am Gemengesecteur erëmfannen.

Mä déi dräi Piliere, op déi mer eis stäipen - se sti jo och am Rapport - sinn:

1) den administrative Service ronderëm de Gemengesekretär. Ech kéint mer virstellen, dass dat an Zukunft och e Jurist ka sinn.

2) En zweete Service oder eng zweet Achs ass e richtige Finanzservice, deen am Fong geholl dee gesamte Beräich vun de Gemeengefinanzen ëmfaasst. Grouss Gemenge kommen och net derlaanscht, en Ekonomist anzustellen. An hei an dësem Service muss och de Receveur seng Plaz fannen.

3) Mir brauchen e performanten technesch Dëngscht mat qualifiziertem Personal. D'Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal huet jo hei schon en éischen Usaz bruecht. Dësen Usaz ass nach ausbaufäeg. Ech sinn der Meinung, dass dese performanten technesch Dëngscht e Préalabel ass fir e modernen Urbanismus an eise Gemengen.

Den Detail vun de Gesetzesännerungen, déi hei ustinn an dësen dräi Piliere, wëll ech an engem Aarbechtsgrupp zesumme mam Syvicol a mam Gemeengepersonal ausschaffen, also mat de Leit vum Terrain, déi d'Realitéit vum Terrain an den Alldag beschtens kennen.

Déi dräi Servicer fonctionnéieren awer an Zukunft och nach ëmmer ënnert der hierarchescher Autoritéit vum Schäfferot, dee responsabel ass fir d'Organisatioun vun der Gemengeverwaltung.

Fir dass d'Performance vun deenen dräi Piliere och garantéiert bleift, mussen d'Anstellungsprozeduren an d'Formatioun vum Gemeengepersonal adaptéiert ginn.

An der Démarche, déi mer haut uginn, mussen d'Gemengen och ënner verschidde Konditiounen op spezialiséiert Personal aus dem Privatsecteur zrëckgräife kënnen.

Hei stelle sech also och Froen zum Statut, déi haut och schon opgeworf gi sinn: Wat ass den „core business“ vun de Gemengen? Wou ass nach Spillraum? Wou ass kee Spillraum?

Schlussendlech ass et och um Schäfferot, deen déi alldegleche Gestiou vum senger Gemeng am Grëff muss halen, fir duerch intern Evaluatiouns- a Kontrollmechanismen - eng Aart Assessment - d'Effikassitéit an d'Effizienz vun der Aarbecht am Interessi vun de Bierger ze garantéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, méi grouss a méi staark autonom Gemenge brauchen en adequate politesche Management. Eng Viraussetzung heifir ass déi, dass d'Membere vum Schäfferot déi néideg Disponibilitéit kréien, fir hir Aufgaben am Interessi vun de Bierger a voller Responsabilitéit auszuféieren.

Eng Klamer wëll ech hei opmaachen. D'Fro ass opgeworf gi vun der Responsabilitéit pénale. Ech hu mer virgeholl, dësen Aspekt juristesch analyséieren ze loossen an der Chamberskommissioun vum Intérieur beim Marco Schank dann dës Elementer virzeleeën an ze kucken, wat dat mat där Responsabilitéit pénale heescht a wat dat net heescht.

Dat gesot, wa mer am politesche Management wëllen optimiséieren, brauche mer eng besser Disponibilitéit. Mir mussen also weider eise Congé politique ausbauen. Mir bauen op de Congé politique de Moment, an do kann ech dat soen, wat virdrun ugeschwat ginn ass: Laut Statistike sinn et besonnesch déi lokal Politiker aus dem Privatsecteur an aus de fräie Beruffer, déi op de Congé politique zrëckgräifen. Déi aner maachen dat an engem manner grouse Mooss.

D'Stonnenziel, déi mer elo hunn am Congé politique, ass aus dem Joer 1989. Ech géif mengen, dat geet wierklech net méi duer, fir dat ëmmer méi breet, méi komplex a villfältig Aufgabefeld ze bewältegen.

Ech gesi perséinlech d'Noutwendegkeet vun enger Upassung vum Congé politique. Ech kann déi novollzéien, duerfir wäert ech dann och virun der Sommervakanz de Regierungrot mat engem entsprecheende Projet de règlement grand-ducal befaassen. Dëst geschitt och - esou, wéi et mam Syvicol ofgesprach war - parallel mat dem Projet vun der Kaart fir eng nei Gemengelandchaft.

Mat dësem Schrëtt wëll ech eise Buergermeeschteren a Schäfte méi Zäit garantéieren, fir hir Aarbecht an der Gemeng an an hire Kooperationsstrukturen am Hibleck op 2017 ze konkretiséieren.

Mä dese Schrëtt am Kontext vum Congé politique ass als Phase transitoire unzegesinn. Wann déi nei Gemenge Réalitéit sinn, wa mer also déi nei Forme vun Zesummen-

aarbecht wäerten hunn - d'Communautés urbaines, d'Naturparken, d'regional Syndikater oder déi GECTen, déi Groupements européens de coopération territoriale -, da stellt sech de Cadrage vum politesche Mandat um lokale Plang an engem anere Kontext.

Et muss een dann de Congé politique an dëser neier Gemengelandchaft reconsidéréieren, an zwar opgrond vun enger Evaluation, déi dee Moment gemaach muss ginn.

Well awer d'Uspréich, déi an Zukunft un eis Gemengepolitiker gestallt ginn, ëmmer méi e groussen Zäitopwand wäerten erfuerderen, duerch déi lokal Affären, duerch déi interkommunal a regional Dimensioun an awer och déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht, komme mer och net laanscht eng Diskussioun iwwert de Cumul vun de politesche Mandater an der Gemeng an um nationalen an um europäesche Plang. Eng Diskussioun zu dësem Thema ass späitstens fällig, wann 2017 déi nei Gemengelandchaft Réalitéit gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass am Beräich vun de Gemeengefinanzen eng Reform muss kommen, dat ass kloer. Dat seet jiddereen. Et ass och evident, dass dës Reform nëmmen Hand an Hand mat dem Erstelle vun deem neie Bild vun eise Gemengestruktur muss a ka goen.

Parallell zur Territorialreform mussen also de Floss vun de Gelder an d'Parametere vun de Finanzen nei organiséiert ginn. D'Prinzipien, déi am Rapport stinn an déi am Regierungsprogramm stinn, d'Recettë vum Stat ze paralleliséieren mat de Recettë vun de Gemengen, oder wann nei Aufgaben ufallen, fir déi och dann duerch méi Geld un d'Gemengen auszgläichen, déi schénge kloer ze sinn. Mä wat awer ass, dat ass, mir brauchen eng méi breet, grouss Approche, am Fong geholl eng Radiographie vun den Aufgaben, déi sech op deene verschidde Niveaue lokal, regional maachen.

Dat kann eréischt geschéien, wann eis Gemengelandchaft prett ass, wa se méi prezis gëtt. Dat ass fréiestens an engem Joer, an esou verstinn ech och déi Motioun, déi virläit an déi seet: «à concevoir à brève échéance des lignes directrices d'une réforme des finances communales...». Ech fannen déi Approche richtig. An engem Joer soll et och kloer sinn, wéi dat Ganzt cadréiert gi soll. Mä dat wierklech à brève échéance, also elo kuerzfristeg ze maachen, dat schéngt mer net realistesch ze sinn. Mir mussen an déi Richtung goen.

Ech wäert awer scho kuerzfristeg punktuell Adaptatiounen a Rectificatiounen un den Transferté vun net affektéierte Revenuen un d'Gemenge maachen. Et schwieft mer vir, d'Dotation de base fir d'Gemengen ab 3.000 Awwunner eropzesetzen. Dat hu mer och schon am Conseil supérieur des finances communales diskutéiert. Esou Moossnamen, an och aner kleng Moossnamen, déi mer huele wäerten - déi net contraire sinn zu där zukünftiger globaler Reform -, géifen éischer déi aktuell Inkohärenzen eliminéieren, wat jo och eng gutt Saach wär.

D'Diskussiounen iwwert d'Grenze vun de Wahlbezierker, vun den Distrikter, de Gerichtsdistrikter, och de Kantonen, de Planungsregionen, kënne mer féieren, wann déi nei Gemengelandchaft prett ass. An een, zwee Joer mussen déi Diskussiounen gefouert ginn, an ech si gespaant, wéi déi verlafe wäerten.

Et ass awer kloer, dass, wa mer eng nei Gemengelandchaft mat méi staarke Gemengen hunn, mer och nei performant Strukturen brauchen an der Zesummenaarbecht tëschent Stat a Gemengen. Nëmme wann déi gutt ofgestëmmt sinn, wann déi richteg fonctionnéieren, kënne mer als Stat oder als Gemeng esou fonctionnéieren, dass d'Gesetz, déi mer hunn, kënne gutt applizéiert ginn.

D'Gesetz mussen an alle Gemengen op eng méiglechst eenheetlech Aart a Weis zur Uwendung kommen. Duerfir ass de Stat de Garant, fir de Bierger an och de Gemengen an engem Rechtsstat des Garantien ze ginn. Staatlechersäits mécht et duerfir Sënn, am Kader vun der Verfassung Opsichtsstrukturen a Gremien ze kreéieren, déi deenen neien, méi performante kommunale Strukturen ugepasst sinn an déi dës berodend begleeden. Duerfir brauche mer keng duebel Kontroll méi duerch d'Distriktskommissariater, an de Ministère gëtt ersat duerch eng komplett Neiorientéierung vun der Opsicht vum Gemengesecteur duerch déi staatlech Instanzen.

Wéi ech och am Concept intégratif vun 2005 ugekënnegt hat, wëlle mer méi Fräiraum schafe fir d'Gemengen, also méi Autonomie verbonne mat méi Responsabilitéit. Duerfir gëtt et awer manner Kontroll vum

Stat a méi einfach, méi nuancéiert a méi schnell Prozeduren, dat Ganzt am Dialog mat de Gemengen.

D'Approbatoun vun deenen Décisioune wäert och an Zukunft nach just an e puer wichtege Beräicher bestoe bleiwen, zum Beispill bei de Gemengesteieren. Fir hei e besseren Duerchbléck ze kréien, wäerte mer eng Lëscht vun alle Beräicher ausschaffen, déi zukünftig nach eng Approbatoun kréien. Fir all aner Décisioune an Akte vun de Gemenge soll d'Kontroll am Dialog geschéien, a si ass éischter als Hëllefstellung geduecht, fir spéider Problemer ze vermeiden, an net als en Akt vun uewen erof oder als e béise Fanger vum Minister.

Heiduerch kréie mer ee permanenten, institutionaliséierten Dialog. Déi Beamten, déi d'Dossiere vun de Gemenge suivéieren, spillen da virun allem eng berodend Roll vis-à-vis vun de Gemengen. An et ass nëmme am Fall wou keng Eenegung ka fonnt ginn, wou den onofhängege Verwaltungsriichter mat engem Dossier befaasst gëtt.

Déi nei orientéiert staatlech Kontroll gëtt an engem neie Gremium duerchgefëiert. Dëst geschitt duerch eng Reorganisatioun vun de Servicer vum Ministère de l'Intérieur a vun den Distriktskommissariater, an hei kann ech mer och gutt regional Antenne virstellen, esou wéi den Här Bodry se virdrun ugeschwat huet. Duerch eng Zesummeleeung vun de Kompetenzen aus dem Ministère an de Kommissariater kréie mer och eng eenheetlech Ausleeung vun der Bewäertung vun de Gemengenaffären.

Déi nei Form vu Matenee gëtt duerch den Dialog mat de Gemenge geprägt. Dësen Dialog soll an de Regiounen stattfannen. Esou entsteet dann och eng Relatioun, déi e bessert Verständnes vun de Vuë vun där enger a vun där anerer Säit wäert mat sech bréngen. Och kritt de Stat duerch dës Neierung eng ausgeprägte berodend Funktioun vis-à-vis vum Gemengesektor. Déi Beamten, déi an deem neie Gremium am Alldag de Kontakt mat de Gemenge fleegen, kréien e besseren Abléck an déi konkret Problemer, déi sech um Terrain stellen. Dës nei Relatioun tëschent Stat a Gemenge kann nëmme fir béid Säite vun Notze sinn.

Och am Beräich vun der Kontroll vun de Gemengefinanze ginn nei Weeër ageschloen, déi am Aklang mat der neier Ausrichtung vun der Gemengelandchaft an hirem Finanzsystem stinn. Deen heitege Kontrollmechanismus, deen ass wierklech iwwerlieft. De richtige Wee fir déi zukünftig Gemengefinanzkontroll ass deen, dee grad an eisem Konzept an och am Rapport vun der Chamberskommissioun virgezeent ass. Et gëtt eng Chambre des comptes communale un d'Cour des Comptes ugeglicdert, an déi gëtt mat der Kontroll vun der Gemengegestioun beoptraagt. Dës Kontroll begräift dann och d'Aussoen iwwert d'Aart a Weis, wéi eis Gemenge mat den öffentleche Gelder ëmginn.

Meng Konklusioen, Här President, Dir Damen an Dir Hären: D'Territorialreform ass ee Ganzt. Mir mussen u ville Riedercher gläichzäiteg dréien, bis 2017 all déi parallel Chantieren ofgeschloss sinn. Um gesetzleche Plang wäerte mer Schrëtt fir Schrëtt all Neierungen an engem Code communal festleeën. Ech verstinn och d'Chamber, dass se wëllt de Suivi regelméisseg maachen, an duerfir ass déi Resolutioun gutt. Ech ënnerstëtzen och déi éischt Motioun, mä déi zweet Motioun, déi erabruecht ginn ass vun der ADR, mengen ech, déi wär an deem Sënn net ubruucht.

De Jempy Klein huet gesot, wat iwwregens och esou am Rapport steet, dass eng fundamental Neiverdeelung vun de Kompetenzen net wünschenswäert ass. Or, esou eng Démarche mécht nëmme Sënn, wann ee wierklech eng fundamental Neiverdeelung mécht. Mir ginn awer an d'Richtung, dass mer d'Autonomie communale weider spille loosse. Duerfir gesinn ech de Sënn an de Méiwäert vun esou enger Motioun net, an ech géif och proposéieren, déi net unzehuelen.

D'Motioun 3 iwwerschneit sech am Fong geholl mat der Motioun 1, well, wa mer à brève échéance des lignes directrices d'une réforme des finances communales am Conseil supérieur des finances communales ausschaffen, da musse mer automatesch dat maachen, wat an där Motioun do steet, an dat gëtt dann och an deem Gremium, am Conseil supérieur des finances communales, diskutéiert.

Fir mech ass et kloer, dat Ganzt ass eng grouss national Erausforderung. Et ass ee Wierk, wat d'Zukunft vun eisem Land fir déi nächst 50, 100 Joer bestëmmen wäert. Duerfir musse mer all zesammen, gradesou wéi bei dësem Débat, an engem konstruktive Geescht d'Ëmsetzung vun eise gemeinsamen Ziler an d'Hand huelen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vun de Motioune an der Resolutioun. Mir fänken u mat de Motioune.

Motion 1

Fir d'éischt déi, déi déposéiert ginn ass vum honorabelen Här Michel Wolter. Ech denken, dass mer déi kënne par main levée ofstëmmen? Ass dat esou?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass mat der Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, et ass Unanimitéit, pardon, eng ganz grouss Majoritéit, Här Gibéryen, fir déi Motioun. Kucke mer emol, ob Är Motioune dëselwecht grouss Majoritéit kréien.

Motion 2

Déi éischt, vum Här Gibéryen déposéiert, do huet de Minister gesot, dass hie se géif oflehnen. Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da maache mer dat elektronesch.

Vote

D'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, bei 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner (par M. Alexandre Krieps);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrigh-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Lucien Clement), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Christine Doerner), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Motion 3

Da komme mer un d'Motioun 3, wou de Minister gesot huet, dass déi superfétatoire wär. Dir mengt, si wär net iwwerflësseg. Da stëmme mer déi och elektronesch of.

Vote

D'Motioun 3 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Paul Helming (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps,

Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner (par M. Alexandre Krieps);

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrigh-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Lucien Clement), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Jean-Paul Schaaf), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider (par M. Ben Fayot), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Résolution 1

Dann hu mer nach d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Wolter déposéiert huet. Kënne mer déi par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien derfir ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dass mat Ausnahm vun de Verrieder vun der ADR déi aner alleguerten domat d'accord sinn. Dann ass d'Resolutioun deementspreechend ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Fir déi nächst Sitzung gitt Der schréftlech convoquéiert. Si ass den nächsten Dënschdeg um dräi Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.32 heures)



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Présidence: **M. Lucien Weiler, Président**
M. Laurent Mosar, Vice-Président • **Mme Colette Flesch, Vice-Président**

Sommaire

1. Communications
2. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe
3. Ordre du jour
 - *M. le Président, M. Camille Gira, M. François Bausch, M. le Président*
4. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur l'arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire 319-06 concernant la transposition de la directive détachement des travailleurs
 - *Exposé: Mme Viviane Loschetter*
 - *Débat: M. Marcel Glesener, M. Alexandre Krieps (M. François Biltgen intervient), M. Ben Fayot, M. Jacques-Yves Henckes (déposant une résolution), M. Aly Jaerling, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, Mme Viviane Loschetter, M. Aly Jaerling, M. Gast Gibéryen*
5. 5733 - Projet de loi relatif aux aides à la formation-recherche modifiant:
 - la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;
 - la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet:
 - 1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public;
 - 2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;
 - le Code du Travail
 - *Rapport commun de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture et de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Lucien Thiel (déposant une motion)*
 - *Discussion générale: Mme Anne Brasseur (M. François Biltgen répond), M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
 - *Motion 1 adoptée*
6. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur l'arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire 319-06 concernant la transposition de la directive détachement des travailleurs (suite)
 - *Résolution 1 rejetée*
7. Ordre du jour (suite)
 - *M. le Président*
8. 5845 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N 31 et le projet routier afférent sur territoire français
 - *Rapport de la Commission des Travaux publics: Mme Sylvie Andrigh-Duval*
 - *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Lydia Mutsch, M. Félix Braz, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
9. 5852 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°4, signé à Montréal, le 25 septembre 1975, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie, le 12 octobre 1929, amendée par le Protocole fait à La Haye, le 28 septembre 1955
 - *Rapport de la Commission des Transports: M. Marc Angel*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Jeannot Krecké et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

» **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Dass d'Regierung der Chamber keng Matdeelungen ze maachen huet, ass evident, well se de Moment nach net vertrueden ass.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

5896 - Projet de règlement grand-ducal modifiant:

1. le règlement grand-ducal du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation

2. le règlement grand-ducal modifié du 10 février 1999 relatif à l'agrément de

personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de contrôle dans le domaine de l'énergie

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.06.2008

5897 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Savoir sur la friche industrielle Belval pour les besoins de l'enseignement de l'administration centrale et du rectorat de l'Université du Luxembourg

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 02.07.2008

5898 - Projet de loi relatif à la construction du bâtiment laboratoires et administrations sur la friche industrielle Belval

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 02.07.2008

5899 - Projet de loi portant réforme de l'assurance accident et modifiant: 1. le Code de la Sécurité sociale, 2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, 3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État, 4. le Code du Travail, 5. la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement au soutien au développement rural, 6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale, le 04.07.2008

3) À la première partie de la 54^e session de l'Assemblée européenne de sécurité et de défense, Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, qui a eu lieu à Paris du 3 au 5 juin 2008, le Luxembourg était représenté par le président de la délégation, Monsieur le Député Marcel Glesener, Madame la Députée Lydie Err et Monsieur le Député Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que par Monsieur le Député Norbert Hauptert et Madame le Député Anne Brasseur, membres suppléants, Monsieur le Député Jean Huss, membre suppléant, s'étant excusé de son absence.

À cette occasion, la Commission des affaires budgétaires et de l'administration de la susdite assemblée a été renommée en Commission des questeurs dont Madame Brasseur est restée un des deux vice-présidents (remplaçant: M. Charles Goerens) et dont M. Norbert Hauptert, initialement membre suppléant, est devenu maintenant membre effectif (remplaçant: M. Jean Huss).

En première application de sa nouvelle Charte et son nouveau Règlement, l'Assemblée a adopté lors de ces cinq séances une résolution, une directive et huit recommandations au Conseil.

4) Du 23 au 27 juin 2008 s'est tenue à Strasbourg la 3^e partie de la session ordinaire de 2008 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté cinq membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir le vice-président, M. Marcel Glesener, et les membres respectivement effectif et suppléants, M. Charles Goerens et MM. Norbert Hauptert, Jean Huss et Mme Anne Brasseur; la présidente, Mme Lydie Err, s'étant excusée de son absence.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever celui de «La situation de la démocratie en Europe» auquel était réservée toute une journée.

Quatre orateurs de marque ont pris la parole lors de la susdite session dans le cadre des points à l'ordre du jour, à savoir le Président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), M. Jean Lemierre, le Directeur du Groupe des politiques de migration, M. Jan Niessen, le Directeur régional pour l'Europe et l'Asie centrale de Transparency International, M. Miklos Marschall, et le Président du Comité International de la Croix-Rouge (CICR), Monsieur Jakob Kellenberger.

L'Assemblée parlementaire a adopté 12 résolutions et 6 recommandations.

La 4^e partie de session de 2008 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 29 septembre au 3 octobre juin 2008.

2. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe

Opgrond vun enger Décisioun vum Büro vun der Chamber, an nom Artikel 30 vum Beamtestatut vun der Chamber, gëtt dem Här Robert Thelen, inspecteur principal premier en rang, deen de 4. Juni dëst Joer de Greffe pensounshalber verlooss huet, den Eiertitel vu senger Fonctioun zouerkannt.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunion vum 3. Juli fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Aktualitéitsstonn, op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen, iwwert d'Transposition vun der Direktiv iwwert den Détachement des travailleurs, de Projet de loi 5733 iwwert d'Formation-recherche an de Projet de loi 5845 iwwert d'Liaison Micheville. Duerno kënn nach eng Konventioun iwwert den internationale Flugtransport.

Muer de Mëtteg sti folgend Punkten um Ordre du jour: Question avec débat vum honorabelen Här Bettel iwwert d'Sécherheitsmoosnamen am Centre hospitalier neuropsychiatrique; de Projet de loi iwwert d'Immigratioun an de Projet de loi iwwert d'Verstärkung vun de Polizeibestänn. Schlussendlech hu mer och de Projet de loi iwwert den Accès vun der Police judiciaire zu perséinlechen Donnéeën. Et sief drop higewisen, dass d'Riedezäite bei de Projeten 5873 a 5563, op Ufro vun der Commission juridique, inverséiert ginn.

Iwwermuer evakuéiert d'Chamber fir d'éischt um hallwer dräi eng Konsultatiounsdebatt iwwert den drëtten Plang en faveur vun de PMEen. Dann diskutéiere mer de Projet iwwert de Lycée vu Perl, a schlussendlech de Projet de loi iwwert de Lycée vu Jonglënster, a mir schléissen eis Debatten of, en Donneschdeg an där leschter Sitzung vun dëser Sessioun, wéi all Joer, mat den Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Den Här Gira freet d'Wuert zum Ordre du jour. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wollt virschloen, eng Modifikatioun vum Ordre du jour ze maachen. Mir wären nämlech frou, wa mer dës Woch nach eng Kéier kuerz géifen iwwert d'Territorialreform schwätzen. Ech erkläre mech. Ech hunn net schlecht gestaut, a Verschidener vun lech och vläicht, wéi den Dag no der Debatt an enger grousser Lëtzebuerger Dageszeitung eng Kaart publizéiert ginn ass, wéi d'Gemenglandschaft an Zukunft sollt ausgesinn.

Ech muss ganz éierlech soen, Här President, dass ech dat en Affront vis-à-vis vun der Chamber am Allgemengen, mä besonnesch vis-à-vis vun de Membere vun der Spezialkommissioun fannen. Ech hat zweemol insistéiert a gefrot: Wéi heescht dann déi nei Gemeng a wou komme mer dann hin? Ech fannen déi dote Virgehensweis onméiglech, och par rapport zu deene Leit.

Ech fannen et awer gradesou en Affront par rapport zu alle Gemengeverantwortlechen dobaussen, Schäffen, Buergermeeschteren a Conseilleren. Déi ginn nämlech elo vun all hire Bierger a Biergerinne permanent ugeschwat a gefrot: Wéi heescht dann déi nei Gemeng a wou komme mer dann hin? Ech fannen déi dote Virgehensweis onméiglech, och par rapport zu deene Leit.

Mä net nëmmen d'Form, wéi déi Kaart do an d'Öffentlechkeet komm ass, fannen ech onméiglech. Ech fannen, de Minimum wier gewiescht, dass de Minister um Schluss vun der Debatt eis als Chamber hei d'Primeur ginn hätt, fir déi Kaart do kënnen ze kucken. Mä och wann ech déi Kaart da selwer ukucken, verstinn ech guer näischt méi, an

da froen ech mech, firwat dass mer eis 45-mol gesinn hunn, fir dass de Minister dann awer mécht wat hie fir gutt fénnt. Ech erkläre mech.

Wann ech nëmmen déi Region kucken, déi ech eenegermoosse kennen, nämlech de Réidener Kanton, entsprécht dat, wat do op där Kaart ass, awer nu guer net, Här President, deem, wat d'Konklusioun vum eiser Kommissioun sinn. Do géife Gemenge vu 5, 6, 7.000 Leit zesummegesat ginn, an net manner wéi dräi Gemenge vun deenen zéng ginn aus dem Kanton Réiden erausgerappt an eng aner Region. Dat entsprécht iwwerhaupt net deem, wat mer gesot hunn.

Duerfir géif ech proposéieren, Här President, well dat do e wichtegt Thema dobaussen am Land ass, dass den Innenminister dës Woch nach eng Kéier heihi kennt an eis seet, éischtens, wéi dat ze erklären ass, dass déi Kaart public ass, an zweetens, wellech Kritären un der Basis vun dëser Kaart sinn.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech verstinn d'Remarquen, déi den honorabelen Här Gira quant au fond mécht. Ech muss allerdings soen, wann hien eng Virgehensweis hei kritiséiert, da froen ech mech, u wien déi Kritik sech adresséiert?

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - D'Kritik adresséiert sech natierlech un d'Regierung, a virun allem un den zoustännege Minister. Et wier awer normal, dass mer dës Woch nach eng Kéier dee Punkt op den Ordre du jour zréckhuelen, vu dass den Här Minister jo en Donneschdeg gesot huet, dass hien déi Kaart nach net hätt respektiv net fäerdeg hätt. Wa se dann den Dag duerno an enger Zeitung steet, da wier et awer normal, dass mer dës Woch nach eng Kéier mat him doriwwer schwätze géifen.

» **M. le Président.** - Also, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif lech proposéieren, dass d'Verwaltung vun der Chamber mam Minister Kontakt ophélt an hie freet, ob hien disposéiert wier...

(Interruptions diverses)

Jo, gutt. De Minister soll an d'Chamber kommen, fir ze erklären, wéi sou dass déi Kaart an der Zeitung publizéiert ginn ass.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Hie soll heihiinner an d'Chamber kommen an explizéieren, wéini dat déi Kaart do komm ass, a sech da mat den Deputéierten doriwwer ënnerhalen. Dat, wat hie virdu refuséiert huet an der Kommissioun an hei an der Chamber d'lescht Woch, dat soll hien dës Woch nohuele kommen. Dat ass am Fong dat, wat mer verlaangen.

» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt hei eng Proposition maachen, fir déi Saach do am Gudder gekläert ze kréien. Mir kënnen natierlech och ee Vote maachen iwwert den Ordre du jour, ob dee soll modifizéiert ginn. Ech géif awer d'Kolleege vun der grénger Fraktioun bidden, mech emol gewärden ze loosser. Ech mengen, ech géif vläicht wuel esou gutt mat der Problematik eens ginn, wéi wa mer elo zu engem Vote kommen.

Wann Dir domadder d'accord wäert, da loosst mech emol gewärden. Wann ech zu kengem konkrete Resultat kommen, da wäert ech lech dat matdeelen. Da kënnen mer nach ëmmer zu engem Vote iwwert den Ordre du jour kommen. Pour le reste géif ech d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour d'accord ass, deen...

(Interruptions diverses)

Dat ass just dat, wat ech erklärt hunn, mat der Réserve, dass Dir mer Zäit gitt fir mam Minister ze schwätzen.

Voilà, pour le reste et sous réserve, ass d'Chamber d'accord mat deem Ordre du jour?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert, an da komme mer och elo zu deem Ordre du jour.

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Transpositioun vun der Direktiv iwwert den Détachement des travailleurs ugefrot. Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Artikel 84 festgeluecht ass. Der Fraktioun vun deene Gréngen stinn zéng Minutten, deenen anere Fraktiounen fénnef Minutten, der Sensibilité politique zwo Minutten an der Regierung eng Véirelstonn zur Verfügung.

D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Loschetter, fir de Point de vue vun deene Gréngen iwwert dës Problematik duer-

zuleeën. Madame Loschetter, wann ech gelift.

4. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur l'arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire 319-06 concernant la transposition de la directive détachement des travailleurs

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, leschte Samschdeg war an der Stad eng Manifestatioun vun den nationalen an europäesche Gewerkschaften. Si hunn hir Besueg iwwert d'Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff am Kontext Détachementsdirektiv an iwwert d'Virgoensweis vun der Kommissioun ausgedréckt. Zu Recht!

Deeselwechte Samschdeg waren um Kierchberg d'Journées nationales de l'emploi, wou iwwer Aarbecht, Aarbechtslosegkeet, Groussregion, Migratioun, Bildung an Ausbildung diskutéiert an debattéiert ginn ass. Verschiddener vun ons heibannen, déi op deenen zwo Plaze present waren, ass vläicht mat Momenter d'Absurditéit vun der Situatioun opgefall. Déi Bierger a Biergerinnen, déi owes d'Noriichten op der Télee gekuckt hunn, wäerte sech och eng etlech Froe gestallt hunn, notament iwwer Europa am Kontext Bildung an Aarbechtspolitik, wéi och Sozialpolitik. D'Journées de l'emploi, wou notament och interessant a kompetent delegéiert Persounen vun der EU-Kommissioun referéiert hunn an ons Opschloss ginn hunn iwwert d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg, hunn ons pertinent Léisungsvorschläg erklärt. Iwwerregens sinn och dës Journéë vum Fonds social européen ënnerstëtzt ginn.

Zwee Biller also, Här President, vun der EU-Sozialpolitik: dat éischt Bild um Kierchberg: ënnerstëtzt an opbauend; dat zweet Bild op der Place Clairefontaine: bedroend an onkloer. Grad an Zäiten, wou et eminent wichtig ass, de Bierger a Biergerinnen Europa méi no, méi einfach a méi verständlech ze maachen, ass déi Situatioun zu Lëtzebuerg ontragbar.

Ech wëll op zwee spezifesch Voleten agoen.

Fir d'éischt emol zum europäesche Volet. Grad an enger sensibeler Sozialpolitik wéi déi vun der Beschäftigungspolitik ass et äusserst regrettable, dass eng europäesche Kommissioun sech d'Moyenen iwwert de Bias vun der Cour de Justice eraussicht, fir Lëtzebuerg op eventuell legislativ Adaptatiounen opmierksam ze maachen.

Et gëtt sécherlech bei der EU-Kommissioun - dat beweisen iwwerregens och esou Sträitfäll wéi Ruffert oder Laval - eng Tendenz, Direktiven, déi e gewëssene Sozialschutz garantéieren, iwwert d'Cour de Justice liberal interpretéieren ze loosser. Dat ass eng geféierlech Entwécklung. Grad a Land wéi Lëtzebuerg, dat en zolidd a gutt Aarbechtsrecht huet, muss hei oppassen, net vun engem liberaler Deregulierungspolitik iwwerrullt ze ginn.

Et däreif een awer net all d'Schold bei der EU-Kommissioun an der Cour de Justice sichen. Wa mer am Moment sozialpolitesch grouss Defiziter an der EU hunn, da läit dat och un den Décisiounen vun den europäesche Ministeren; also kloer u falsche politeschen Décisiounen, déi Lëtzebuerg iwwerregens och zum Deel matdréit.

Ech wëll awer och hei ënnersträchen, dass Europa net iergendeng dubios Gestalt zu Bréissel oder zu Stroosbuerg ass. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Conseil vun de Ministere besteet ausschliesslech aus Politiker a Politikerinnen aus de Memberlänner. Mir sinn also gefuerdert. D'Bierger an d'Biergerinne sollen ëmmer drun erënnert ginn, dass mir hei an der Chamber déi europäesch Politik matgestalten. Dat ass och grad onst Uleies gewiescht, fir dës Heure d'actualité haut ugefrot ze hunn.

De grénge lëtzebuergeschen Europa-deputéierte Claude Turmes huet parallel zu ons heiheim eng parlamentaresch Ufro un d'EU-Kommissioun gemaach.

Misst net endlech och eng differenziéiert Approche zum Bannemaart europäesche Sozialrechter, voire Aarbechtsrechter virgesinn? Missten déi net grad an enger Nobesserung vun der Détachementsdirektiv mat afléissen? Misst net eng maximal Durée fir Aarbechtskontrakter vun détachéierte Salarié virgesi ginn an dëser Direktiv? Misst net d'Kollaboratioun téschent deene

verschiddenen nationale Verwaltungen an den EU-Memberlänner besser organiséiert ginn an och prioritär ënnerstëtzt ginn, fir eng effizient Kontroll an e kompletten Informationséchange ze garantéieren? A misst net an där Direktiv méi prezis a méi koordinéiert eng Kontrollgarantie an den eenzelne Memberlänner definéiert ginn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, grondsätzlech si mir als Gréng der Meenung, dass mer nëmmen dann erëm méi Zoustëmmung fir d'Europäesche Unioen wäerte kréien, wa mer et fäerdeg bréngen, déi ze dominant Ausrichtung vun der Unioen op de Bannemaart duerch eng staark Sozialpolitik ze balancéieren. Dat, wat deemools zum Beispill ënner dem EU-Kommissiounspräsident Jacques Delors ugaange ginn ass, muss mer relancéieren.

A mir hunn och eng Basis dofir. Am Artikel 117 vun deem alen EU-Vertrag steet, dass d'Europäesche Unioen soll de soziale Schutz vun hire Bierger a Biergerinnen ustriewen. Derniewent gesäit och den hoffentlech eng Kéier ratifizéierte Lissabonner Traité eng Rei Sozialklauselen vir. Et ass grad op deene Fundamente, op deene mer mussen opbauen.

Haut hu mer eng Organisatioun vun onsem Bannemaart an e wirtschaftlechen Traité. Mir brauche komplementar dozou kloer Dispositiounen, soit e Sozialprotokoll, soit Sozialklauselen an de Bannemarchés-direktiven, déi ons och elo an der Sozialpolitik weiderbréngen.

Et ass och genau dat, wat d'Gewerkschaften fuerderen an och leschte Samschdeg gefuerdert hunn. Si wëllen en Europa, dat sech och elo an der Sozialpolitik definéiert. Si sinn och bereet, eng Hand do mat unzepaken.

Well wann d'europäesche BiergerInnen, Här President, Neen zu engem Traité stëmmen, dann ass dat mat grousser Majoritéit - déi rietextrem Ideologien emol bäsäitgelosst -, well si d'Europapolitik net méi verstinn. An do si mir gefuerdert. Mä och all eenzel Regierung ass gefuerdert.

Domadder kommen ech op deen zweete Volet, nämlech deen nationale Volet. Dës Regierung an déi virdrun, woubäi d'Verantwortung praktesch bei deeneselwechte Politiker a Parteie läit, hunn et verpasst, d'Ëmsetzung vun der Direktiv esou ze schreien, fir se méiglechst konform an der Ëmsetzung ze gestalten.

Et ass gewosst, dass dem Minister ganz kloer a scho fréi vu sengen Experte gesot gi war, dass d'Lëtzebuergesche Gesetz net konform mat der EU-Direktiv wier. Ausserdeem goufen et och no de Verwarnungen vun der Kommissioun kloer Propositionen, wéi een hätt kënnen dëst Gesetz reforméieren, ouni d'Kontroll vun den détachéierte Salariéen zu Lëtzebuerg an d'Lëtzebuergesche Aarbechtsrecht a Gefor ze bréngen. Et ass effektiv de Punkt „Kontroll“, deen eminent wichtig ass. Dat war och mat Sécherheet e wonne Punkt bei der Ëmsetzung vun der Direktiv.

Firwat, Här President, konnt dee jëtzenge an deemolegen Aarbechtsminister d'Gesetz net direkt esou ëmschreien, wéi hien et haut proposéiert? Firwat huet deen zoustännege Minister an dës Regierung - och déi lescht Regierung - Enn 2005 de Kontakt an dësem präzise Fall mat der Kommissioun ofgebrach?

Am Oktober 2005 huet Lëtzebuerg eng Fristverlängerung ugefrot an duerno net méi reagiert. Ass de Minister éiere schlecht berode ginn? Huet d'Regierung net domadder gerechent, dass se kéint ugeklot ginn? Sinn do net impardonnabel Feelschätzung gemaach ginn? Sinn déi zoustännege Verwaltung fir d'Kontroll - d'ITM an d'Douane - deemools ëm en Avis gefrot ginn? An ass deem Rechnung gedroe ginn?

Här President, mir mussen hei feststellen, dass mer en Defizit am Beräich vun der EU-Sozialpolitik hunn. Mä mir mussen och feststellen, dass mer dem nationalen zoustännege Aarbechtsminister an der ganzer Regierung kënnen e Reproche maachen, dass se net responsabel a wäitsichteg genuch gehandelt hunn.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Dir waart an der Kommissioun net do, wéi mer driwwer geschwat hunn. Ech sinn der Meenung, dass mer an der Kommissioun streide mussen.

» **Une voix.** - Ech kann hir et noginn, wa si gär eppes hätt.

(Interruptions)

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Ech wëll just fäerdeg schwätzen.

» **M. le Président.** - Et huet kee gefrot, Dir sollt intervenéieren.

(Hilarité)

D'Madame Loschetter huet d'Wuert a loosse mer si hir Ausféierung maachen, well hir Zäit leeft geschwënn of.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech hunn eng Rei Froe gestallt. Ech denken, dass déi Froe pertinent sinn, an ech erwaarde mer och herno Äntwerte vum zoustännege Minister. Well nämlech déi legislativ Propositionen, déi haut um Dësch leien, kënnen souwuel dem Uerteel wéi och onsem Aarbechtsrecht an onser Sozialpolitik, zumindest - zumindest! - fir deen Deel, fir dee mir national Verantwortung droen, gerecht ginn.

Mir wieren am Moment gutt beroden - dat ass och en Deel vun onser Kritik -, déi positiv Säite vun der Europäescher Unioen ze vermëttelen. Dës Veruerteelung hätt mat Sécherheet kënnen évitéiert ginn, wann dës Regierung an dësen Aarbechtsminister méi virsichteg gaange wieren.

Déi nächst Erausforderung ass elo déi, fir Kollektivverträge an der Obligation générale an deene méi concernéierte Secteuren entweder ze adaptéieren oder iwwerhaupt emol ze schafen. Dat soll och de gemeinsamen Interêt si vun de Sozialpartner. Dat soll och déi nächst ënnerstëtzt Missioun vum Aarbechtsminister sinn.

Um europäeschen Niveau soll et och dem Aarbechtsminister an der ganzer Regierung hir Missioun sinn, sech dofir anzesetzen, dass d'Détachementsdirektiv nogebessert gëtt. Virun allem op de Punkte Kontroll, Durée vun engem Détachement a legislativ Basis besteet Handlungsbedarf.

» **M. le Président.** - Madame Loschetter, Dir musst zum Schluss kommen!

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Et war eng Ënnerbriechung dran.

» **M. le Président.** - Jo. Ech hunn déi schonn agerechent, Här Bausch.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Mä leschte Saz,...

» **M. le Président.** - Très bien!

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - ...wann Der mech net ënnerbriecht.

Virun allem - an dat wëll ech och nach hei am Numm vun der grénger Fraktioun soen - ass et der Regierung hir Verpflichtung, d'Chamber ze informéieren iwwer hir Démarchen um europäeschen Niveau, well wann d'Regierung d'Chamber informéiert a si och matdebattéiere léisst heibannen, da sinn och d'Bierger an d'Biergerinnen iwwert d'EU-Politik besser informéiert.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo den éischte Riedner, den honorabelen Här Glesener vun der CSV.

Débat

» **M. Marcel Glesener (CSV).** - Merci, Här President. Kolleegeinnen a Kolleege, mat Sécherheet ware mer och iwwerrascht iwwert dat Uerteel vun der Cour, iwwert den Arrêt. Et ass schonn en Uerteel, wat eis ganz bedenklech gestëmmt huet. Et ënnersträicht nämlech eng aner Interpretatioun, déi, déi d'Kommissioun huet, vis-à-vis vun där, déi mir hunn, vun engem sozialen Europa.

Dat erklärt dann och, dass d'Kommissioun net eréischt virun engem Joer, mä schonn 2004 eis ugeklot huet, well mer hirer Meenung no déi Direktiv net richtig transposéiert hätten. Nun, mir ware vun Ufank un der Meenung a sinn haut nach der Meenung, dass mer déi Direktiv richtig transposéiert hunn opgrond vun eiser Sozialgeschicht a vun eise soziale Begebenheeten.

Ech ka mech erënneren, wéi mer hei iwwert dat Gesetz geschwat hunn 2004 - ech war zoufälleg Rapporteur -, do ware mer eis bewusst, dass mer där Direktiv eng maximal extensiv Ausleeung géife ginn.

Mir waren eis - éischtens - doriwwer bewusst, mir waren eis och bewusst, wat dat

eventuell fir Konsequenze kéint kréien. Mir waren eis bewosst allegueren an hunn dat unanime hei an der Chamber gestëmmt.

Mir waren eis bewosst, dass et fir e klengt Land wichteg an noutwendeg wier, fir am Numm vun der Erweiterung vun Europa eise Betriber eng Chance ze ginn, fir kënnen ze bestoen. A mir waren eis och bewosst alleguerten, dass mer alles missten ënnerhuelen, fir de sozialen Dumping hei zu Lëtzebuerg ze ënnerbannen. Compte tenu vun der Suerg vun Lëtzebuerg Handwierk a vu ville Betriber an notament vun der Suerg an aus der Suerg eraus vun eise Gewerkschaften hu mer där Direktiv déi Interpretatioun an och déi Auslesung ginn. All Fraktiounen waren domat d'accord.

Zweetens huet virun dräi Joer de Minister eis opmierksam gemaach, wéi 2004 dee Prozess ugaangen ass vun der Kommissioun, dass mer do géife Gefor lafen, an eng bestëmmt Richtung gedrängt ze ginn. Mir waren also informéiert. Och mir hunn net reagiert, well mer der Meenung waren, dass mer am Recht ware mat där Direktiv, a well mer der Meenung waren, dass et gutt wier, dass mer un där Direktiv géife festhalten, a wann et anescht wier, eis géifen da vum Geriicht enges Bessere beléieren ze loossen.

Dat war eis Haltung, an et huet keng Fraktioun hei an der Chamber och nëmme iergendwéi a bestëmmt Momenter geduecht, fir deem entgéintzeschwätzen.

Duerfir war ech iwwerrascht, wéi ech elo d'Madame Loschetter héieren hunn, hei der Regierung eng Rei vu Kritiken ze ënnerbreeden. Mat Sécherheet kéinte mer da genau déiselwech Kritiken un eis selwer riichten.

D'Uerteel ass den 19. Juni geschwat ginn. D'Regierung huet dat gemaach, wat mer vun der Regierung verlaangt haten. Am Virfeld schonn ass de Minister fir d'Regierung an d'Chamber komm an huet eis dorop opmierksam gemaach. Permanent gëtt an eiser Kommissioun iwwert dat soziaalt Europa an iwwer méiglech Direktiven a Propositionen diskutéiert.

Nom Uerteel ass d'Regierung zweemol an d'Kommissioun komm. Déi éischte Kéier de 24. Juni. Si huet eis informéiert iwwert d'Retombéeë vun deem Arrêt. Mir hunn der Regierung gesot, mir musse verschidde Modifikatiounen maachen. An där Woch méi spéit, den 1. Juli, ass d'Regierung an d'Chamber komm an huet eis en Avant-projet de loi presentéiert, wéi mer hirer Meenung no aus der Situatioun fir Lëtzebuerg kéinten erauskommen. Et ass also alles gemaach.

Ech wëll da schlussendlech nach eng Kéier widerhuelen:

1) Dat Uerteel vun der Cour stellt eis Kollektivvertragspolitik a Kollektivvertragswiesen net a Fro.

2) Et stellt och d'Lounindexéierung net a Fro.

Dat Eenzegt, wat mer musse maachen, an dat läit och un de Sozialpartner, dat ass éischters, dass mer méi allgemeng verbindlech Kollektivvertrág versichen duerchzusetzen.

Zweetens mussen eis Sozialpartner bereet sinn, d'Differenzen tëschent den Tarifléin, déi vill méi déif si wéi d'Effektivléin, an den Effektivléin aus der Welt ze schafen, a minimal Konditiounen festzeleeën an de Kollektivvertrág, déi och déi effektiv Léin an den Entreprisé sinn. Da fale vill vun den Argumenten vun deem Uerteel ewech.

Doriwwer eraus ass dat Eenzegt, wat muss geschéien, dat, dass d'ITM déi noutwendeg Kontrollméiglechkeete muss kréien, fir effektiv ganz konkret d'Applikatioun vun där Direktiv a vun eise Gesetz kënnen ze iwwerwaachen. D'Regierung huet dat och schonn ugekënnegt, den Avant-projet ass eis bekannt, si hunn eis dee virgeluecht, dat muss nach diskutéiert gi mat de Sozialpartner an dann an der Chamber.

Dann ass et selbstverständlech, an dat huet d'Regierung och schonn ugekënnegt, dass se dat géif maachen, nämlech derfir ze suergen - a wa mer de Lissabonner Vertrag hunn, gëtt dat eis méi Méiglechkeeten -, dass déi Entscheedung déi sozialgerecht transforméiert gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, dat wollt ech soen am Numm vu menger Fraktioun.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Glesener. Nächste Riedner ass den honorabelen Hâr Krieps. Hâr Krieps, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, deen heiten Débat ass esou Moutarde après dîner. D'DP weist sech ganz enttäuscht iwwert de politeschen Aspekt vun deem Dossier, net nëmme iwwert d'Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff.

Et ass kloer, dass deen heiten Arrêt Konsequenze wäert kréien, doudsécher op d'Kontrollméiglechkeete vun der ITM, a vläicht op d'Indexatiounen vun de Gehälter. Dat wäert een an Zukunft gesinn.

Deen Arrêt provozéiert natierlech an onser Bevölkerung e Bild vun engem onsozialem Europa, vun engem bürokrateschen Opbau an engem sozialen Ofbau.

Ech wär frou vum Minister ze héieren, wéi vill där Fäll hei zu Lëtzebuerg betraff ware vun esou enger Législatioun, wéi vill Leit hei geschafft hunn, déi dobäi erwëscht si ginn, ënnert deene Konditiounen ze schaffen.

Dir wësst jo alleguer, dass den Europäesche Gerichtshaff awer ëmmer bekannt war fir e sozialen Opbau vun der Législatioun. Ganz Panë vum der Législatioun si geännert ginn duerch den Europäesche Gerichtshaff, an och duerch ons national Gerichter - losse mer dat net vergiessen.

Et ass kloer natierlech, wann een Europa no Osten erwidert, dass dann e West-Ost-Gefäll sech dem Nord-Süd-Gefäll zoufuegt, wat mer scho virun haten. Dat ass doudsécher, dass dat kënn.

De Minister huet ausdrécklech an engem schrëttleche Pabeier am Virfeld zu der Demonstratioun op der Clairefontaineplaz gesot: «De manière générale, la Cour ne remet pas en cause ni notre droit de travail, ni surtout notre système des conventions collectives d'obligation générale conclues au Grand-Duché. L'arrêt n'ébranle donc pas notre droit social.»

Dat hutt Dir gesot am Virfeld an Dir hutt och Recht domadder.

D'Gewerkschaften waren e bësse méi - losse mer soen - aggressiv am gentillë Sënn, well si natierlech fäerten an och Recht hunn, well den Europäesche Gewerkschaftsbond ënner sech net eens ass.

Ech mengen, déi Arrêtë vun der Cour, déi fannen net statt an engem lofleere Raum. D'Resultat ass, dass mir och net woussten, dass déi Direktiv falsch ëmgesat soll sinn.

Ech begrëssen do d'Positioun vu mengem Kolleeg Castegnaro, deen och an der Kommissioun gesot huet, dass d'Regierung hätt misse mat der Kommissioun am Virfeld schwätzen, a souguer net nëmme am Virfeld, mä och nach herno. Ech sinn och frou, dass d'Regierung säi Standpunkt iwwerhëlt.

Leschtlech félicitéieren ech natierlech de Minister Biltgen, dass hien op d'Clairefontaineplaz gaangen ass op engem sonnebloe Samschdegmëtteg, fir sech an d'éischt Rei vun de Gewerkschaften ze stellen.

Ech hoffen natierlech, dass hien dat nämlech mécht, wann déi kleng Patronen demonstréieren ginn op d'Place Clairefontaine. Dat gesi mer jo dee Moment. Mä ech géif hei mengen...

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - D'Patronen an d'Gewerkschaften waren déi Eenzeg, déi am Virfeld hei...

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - ...déi do waren.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Jo, mä déi eens waren, dass mer sollen iwwert d'Direktiv erausgoen an net ënnert der Direktiv bleiwen, wéi Dir an déi Gréng et hei plädéiert.

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Neen, neen, mir plädéieren dat guer net. Wat mir plädéieren, dat ass genau dat, wat déi Gréng an d'ADR plädéiert hunn, nämlech dass d'Parlament agebonne gëtt.

A Groussbritannien funktionéiert den European Scrutiny Committee fir all déi europäesch Direktiven, wou iwwerparteilch den nationalen Interessi an d'A gefaasst gëtt, an ech mengen et gëtt elo Zäit, dass mer esou e Comité hei maachen. Et ass extrem wichteg, dass mer dat maachen.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Är Partei war deemools virun allem der Meenung, dass et gutt war, dass mer dem Statsrôt noginn hunn, fir der ITM manner Interventiounsrechter ze ginn.

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Dat ass awer net dat, wat ech virun zwee Joer oder annerhallwem Joer hei gesot hu bei der Reform vun der ITM. Also, wann Dir wëllt mat engem polnesche Betriber korrespondéieren, géif d'Regierung dat besser op Englesch maache wéi respektiv op Lëtzebuergesch oder op Polnesch. Ech hunn dat och hei virun zwou Woche gesot.

Ech soen lech op alle Fall Merci fir alles dat, wat Dir ons herno als Erklärung gitt. Dat hei gëtt keng Geleeënheet, fir d'europäesch Konstruktiv a Fro ze stellen. Et ass awer eng staark Opforderung, déi national an europäesch Sozialpolitik ze verdeedegen an auszubauen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Krieps. D'Wuert huet elo den honorabelen Hâr Fayot.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Hâr President, den Arrêt vum Europäesche Gerichtshaff ass keng Geleeënheet, fir d'europäesch Konstruktiv a Fro ze stellen. Et ass awer eng staark Opforderung, déi national an europäesch Sozialpolitik ze verdeedegen an auszubauen.

Sozial- an Aarbechtspolitik, dat gëtt heiansdo vergiess, ass an der Haaptsaach eng national Kompetenz, keng europäesch. Mä well de Bannemaart d'Grenzen opgehuewen huet, muss verhénnert ginn, dass wëll Konkurrenz onse Sozialmodell aushielecht, an et muss verhénnert ginn, dass déi ënnerschiddlech Sozialnormen an deene verschidde Memberlänner, déi ëmmer méi zahlräich ginn, zu sozialem Dumping féieren. E wichtegt Instrument dofir war säit 1996 - an et bleift - déi sougenannt Entscheedung.

Ech wëll hei net op de Fong vum Arrêt vum Gerichtshaff agoen. Ons Kolleegen an der Fraktioun hu mer gesot, dass d'Commission du Travail et de l'Emploi sech mam Minister intensiv zu deem Arrêt ausgeschwat huet, esou dass et kloer ass, dass weder ons Sozialgesetzgebung nach ons Kollektivvertragsgesetzgebung a Fro gestallt ass, dass och d'Indexéierung net a Fro gestallt ass, an och net d'Aarbechtsrecht. Et ass also an der Commission du Travail et de l'Emploi intensiv geschafft ginn, an dofir brauche mer net op déi Froen hei zréckzekommen.

Ech wëll awer een Aspekt behandelen, deen de Minister a sengem Bréif un den Hâr Špidla, deen en den 30. Juni un dee Sozialkommissär geschriwwen huet, erwähnt huet, nämlech dass sech déi véier Arrêtë, also Laval, Viking, Ruffert an dee Lëtzebuerg Arrêt, alleguer op eemol, an enger relativ kuerzer Zäit, zugongschte vum fräie Verkéier an zu Ongonschte vun de soziale Grundrechter ausschwätzen.

Anescht gesot, an deenen Arrêtë gëtt d'Entscheidung net als Instrument gesinn, fir Sozialpolitik am Interessi vun den Arbeitnehmer ze maachen, mä als Instrument fir de fräien Déngschtleeschungsverkéier ze erméiglechen. D'Länner dierften deemno nëmme déi sozial Mindestnormen applizéieren, déi an der Richtlinn virgesi sinn, an alles, wat doriwwer erausgeet, wier net akzeptabel. Sozial Mindestnorme ginn elo zu engem maximale Schutzniveau an Europa. An dobäi seet d'Direktiv ausdrécklech, dass d'Memberlänner och iwwert de Kär vu soziale Bestëmmungen eraus, an och fir zäitweilig Arbeitnehmer aus anere Länner, méi héich Schutzbestëmmungen aféiere kënnen.

Dës Arrêtë hu sécher wäitreechend Konsequenze fir d'Sozialpolitik an der Europäescher Unioun. An der Architektur vun der Unioun soll déi national geprägte Sozialpolitik als Géigegewicht zum fräie Bannemaart wierken. D'Charta vun de Grundrechter, déi am Vertrag vu Lissabon verbindlech gëtt, soll de soziale Rechter an héije Stellwäert ginn. De Gerichtshaff huet sech och schonn op déi Charta beruff.

Déi lescht véier Uerteeler ginn awer an eng aner Richtung. Amplaz den Nationalstaten ze hëllefen, hir Sozialpolitik géint den Drock vun der Globaliséierung ze schützen, gëtt elo déi Sozialpolitik a Kontradiktioun mat dem fräie Verkéier bruecht. Wat de Lëtzebuerg Arrêt ugeet, esou geet d'Kritik vun der Kommissioun aus. D'Kommissioun mécht eng Kritik un onser Gesetzgebung, an ech mengen dat ass net onschëlleg vu Säite vun enger Kommissioun, där hir politesch Ausrichtung et ass, de Bannemaart mat alle Mëttele weiderzedriewen.

Sécher, ech hunn do Vertrauen an d'Regierung, dass se wäert schnell an offensiv op deen Arrêt äntwerten an d'Gesetz änneren. Sécher geschitt och zu Lëtzebuerg elo kengem Arbeitnehmer eppes mat deem Uerteel. Mä déi véier Arrêtë sollen endlech d'Geleeënheet ginn, den héije Stellwäert vum sozialen Europa mat senge villen nationale Sozialmodeller unzekerennen an auszubauen. Dat kann natierlech mat engem Sozialprotokoll geschéien, obschonn ech meng Zweifel hunn, ob dat esou licht ze erreechen ass. Dat kann och duerch d'Interventioun vun onsem Minister an dem Conseil geschéien.

Ech wëll mech awer hei och deem uschléissen, wat vun anere Kolleegen gesot ginn ass. Zu engem Zäitpunkt, wou d'Europäesch Unioun d'Akzeptanz vun de Bierger an de schaffende Leit sicht, andeem se konkret op d'Suerge vun de Leit agoe wëllt, sinn déi Uerteeler hei a kompletter Kontradiktioun mat där Ausrichtung. Besonnesch d'Kommissioun muss sech d'Fro stellen, wat fir e Wee se goe wëllt. Wëllt se d'Europäesch Unioun douliberaliséieren oder wëllt se eng équilibréiert Konstruktiv a Fro ze stellen, an och duerch d'Interventioun vun wirtschaftlech Fortschritt, vu sozialem Schutz a vun ökologescher Verantwortung?

D'Zukunft vun Europa, Hâr President, hânt net esou séier vu grouse Visiounen a vu grouse Verträge of, mä vun der dagdeeglecher Politik. Dat hei ass e wichtegt Stéck vun där dagdeeglecher Politik.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Fayot. Den Hâr Henckes huet d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, den 19. Juni, den Dag selwer wou d'Uerteel gesprach ginn ass, hat d'ADR eng Heure d'actualité gefrot, mä well mer kee Groupe politique sinn, konnt dat net akzeptéiert ginn. Mir sinn duerfir frou, dass déi Gréng zwee Deeg méi spéit och esou eng Demande eraginn hunn.

An deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech just nuren ervirsträchen, dass de Minister gesot huet, dass Allerwichtigst wier gesot ginn. Deem schéngt awer net esou ze sinn, well munches nach a Fro steet. Villes ass schonn hei ugeschwat ginn. Et ass kloer, dass ee gudden Deel vun den Indexéierungen net méi spillt an de Kollektivverträge, sauf fir déi, déi d'obligation générale sinn a fir d'Mindestléin, fir déi aner net. Dat wäert also op jidde Fall eng Concurrence déloyale kënnen bréngen. Dat ass eng Gefor vu Sozialdumping, an duerfir muss natierlech och reagiert ginn.

Dat Zweet, wat ee muss festhalten, dat ass, dass déi Kontrollméiglechkeeten - déi Action coup de poing -, déi mer haten an déi ganz vill Wirbel opgeworf huet a wou ee gesinn huet, wéi vill Schlechtes um Niveau vun de Chantiers geschitt, dass een op jidde Fall mat deem System net méi ka weiterueren. Duerfir wollt ech de Minister froen, wat mer nach kontrolléiere kënnen a wéi nach kontrolléiert gi soll.

Et ass och wichteg, dass mer - wéi den Hâr Castegnaro dat och scho gefuurdert hat - den Dialog mat der Kommissioun hätt misse sichen, virun an och duerno. Wat absolut skandaléis ass, Hâr Minister, dat ass, dass d'Regierung op den Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun bewosst - ech widerhuelen: bewosst! - net reagiert huet. Dat geet aus den Aussoe vum Minister an der zoustänneger Kommissioun ervir. Dëst fanne mir absolut inakzeptabel. All Regierung muss all Kéiers, wann en Avis motivé do ass, dat Argument notzen an drop äntwerten.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Dat hu mer gemaach!

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Dir hutt just en Délai gefrot, an am Uerteel selwer steet dran,...

(Coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Hâr Henckes, Dir musst zum Schluss kommen!

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - «...le Luxembourg n'a pas jugé nécessaire de répondre audit avis motivé...». Duerfir...

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Ma well mer virdu schonn alles gesot haten, wat mer ze soen haten! Well mer net wollt kleng bäiginn, wéi Dir et gemaach hätt!

(Interruptions)

» **M. le Président.** - Hâr Minister, wann ech gelift!

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Duerfir déposiere mer eng Resolutioun, fir dem Minister e Blâme auszeschwätzen, well hien net op den Avis motivé reagiert huet.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que la Commission des Communautés européennes a envoyé une lettre de mise en demeure au Gouvernement luxembourgeois concernant la transposition de la directive 96/71/CE et que la réponse du Gouvernement n'a pas donné satisfaction à la Commission;*

- *considérant que dans ses conclusions l'avocat général retient: «La Commission a considéré que cette réponse n'était pas satisfaisante et a dès lors décidé de transmettre, le 18 octobre 2005, au Gouvernement luxembourgeois un avis motivé dans lequel elle lui reproche d'avoir manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 3, paragraphes 1 et 10, de la directive 96/71 ainsi que des articles 49 CE et 50 CE»;*

- *considérant que, dans l'arrêt C-319/06, la première Chambre de la Cour de Justice des Communautés européennes retient: «N'étant pas satisfaite par ces réponses, la Commission a réitéré ses griefs dans un avis motivé du 12 octobre 2005 invitant le Grand-Duché de Luxembourg à se conformer à ses obligations dans un délai de deux mois à compter de la réception de cet avis» ainsi que «après avoir sollicité un délai supplémentaire de six semaines, le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas jugé nécessaire de répondre audit avis motivé»;*

- *considérant que devant la Commission parlementaire du Travail et de l'Emploi le Ministre du Travail a affirmé: «La non-réponse était donc un choix délibéré du Gouvernement»;*

- *considérant qu'une meilleure communication entre le Gouvernement luxembourgeois et la Commission des Communautés européennes aurait pu éviter que l'affaire soit portée devant la Cour de Justice des Communautés européennes;*

- *exprime un blâme à l'encontre du Ministre du Travail et de l'Emploi.*

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf, Robert Mehlen.

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Henckes. Den Hâr Jaerling huet d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Heiansdo kann ee jo frou sinn, dass d'Sensibilitäten nëmmen zwou Minutten hunn.

Hâr President, ech wëll hei nëmmen dat ënnerstëtzen, wat den Hâr Glesener gesot huet. Dat war déi richteg Analys. Et ass esou, dass am Virfeld vun där Ëmsetzung vun där Directive de détachement d'Sozialpartner, dat heescht also och d'Patronen, dermat d'accord waren, fir de Lëtzeburger Aarbechtsmaart iwwert deen Avis, dee si ginn hunn, ze schützen.

Dass dat hei ganz besonnesch wichteg war fir de Bâtiment, dat ass den Haaptpunkt, wou d'Problemer an dëser Direktiv kënnen kommen. Duerfir kënnen mer frou sinn, dass grad am Bâtiment d'Kollektivvertragswiesen an alle Beräicher d'obligation générale ass an dass mer an Zukunft musse kucken, dass mer am ganze Kollektivvertragswiese méi Kollektivvertrag kréien, déi d'obligation générale sinn. Da kann dat Uerteel hei vun der Cour de Justice eis am Fong iwwerhaupt guer näischt undoen.

Déi zweet Saach ass dat vun der Kontroll vun der ITM. Déi bleift genau d'selwecht bestoen. Et ass just op eng aner Aart a Weis. Wat hei nëmmen gefrot ass, dat ass den Dépôt. Wou mussen d'Donnéeën deponéiert gi vun engem Betrib, deen hei op Lëtzebuerg schaffe kënn? Do ass gesot ginn: Dat kann net méi an engem Comité ad hoc sinn. Dat kann och am Betrib selwer sinn. Dat heescht: D'Uerteel huet am Fong d'Äntwerte scho ginn op dat, wat mer falsch gemaach hunn.

Et ass och dat, wat an der Kommissioun kloer gesot ginn ass, dass dat soll ëmgesat ginn, dass mer déi kleng Verännerunge sollen huelen, an da geschitt an eisem Aarbechtsrecht absolut guer näischt. Da gëtt d'Kontroll och vun der Gewerbeinspektioun iwwerhaupt net a Fro gestallt. Duerfir verstinn ech déi Panik hei net. An duerfir verstinn ech och net, firwat dass dobusse vun der Gewerkschaftssait a vun nach anere Leit Onrou bruecht ginn ass.

Also, op eisem Sozialsystem geschitt duerch dat Uerteel do absolut näischt, well mer schonn an der Kommissioun déi néideg Preparatioune gemaach hunn, fir deem entgéintzewierken. Duerfir sinn ech einfach

der Meenung, dass hei keen eppes falsch gemaach huet. A wann een eppes falsch gemaach huet, da ware mer et alleguerten. Deemools, wéi mer déi Direktiv hei ëmgesat hunn a wéi mer anscheinend net opgepasst hunn, wat doranner stoung. Mä mir hunn opgepasst, well soss hätte mer net dee Schutz fir eist Aarbechtsrecht hei bei dëser Direktiv.

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Hâr Aarbechtsminister François Biltgen.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Merci, Hâr President. Ech si ganz frou, dass mer haut déi Heure d'actualité hunn, well dat mer erlaabt, eng Partie Saachen zu méi engem grouse Public ze soen, wéi dat bis elo de Fall ass. Obwuel ech et jo schonn erstaunlech fannen, dass vun den Orateuren, déi hei opgetruede sinn, bal kee gesot huet, dass ech schonn alles an der Kommissioun gesot hunn.

Ech hu virum 19. Juni d'Kommissioun gefrot. Ech sot: Do gëtt et e Problem, an ech komme gär bei lech. Ech war zweemol do. Wann den Hâr Henckes seet: Sot eis wat geschitt! - ech hunn alles an der Kommissioun erkläert, wéi mer drop reagieren.

Dat heescht, d'Kommissioun...

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech war do! A mir hunn e Rapport gemaach!

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Jo, dann hutt Der dem Hâr Henckes näischt erzielt.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dach!

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Mä dann huet hien en net gelies.

(Interruptions)

Ech wëll just soen: Ech hunn eng Question parlementaire vun Hâr Ben Fayot krit, déi ech innerhalb kierzester Zäit exhaustiv beäntwert hunn, wou alles draesteit. Alles, wat haut vu Froe koum, steet dodran. Dat hunn ech am Virfeld gemaach. Ech sinn awer elo frou, dass ech dat och haut engem gréisseren Publikum ka matdeelen.

Da wëll ech emol e puer Saache soen, déi einfach wichteg sinn an erklären, woufir ech hei mat verschiddeenen Orateuren iwwerhaupt net kann eens sinn; well et wierklech drëm geet, wat fir e soziaalt Europa mer brauchen. Ech hat wierklech hei d'Gefill, vun deene Gréngen, vun der DP a vun der ADR: Et geet drëm, dass d'Regierung ëmmer kleng bäigëtt, wann d'Kommissioun mengt, mir géifen iwwert d'Zil eraus-schéissen. Dat ass net eis Attitüd! Mir si fir e soziaalt Europa.

» **Une voix.** - Mir och!

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Neen, neen! Dir hutt just derfir plädéiert, mir musse mat der Kommissioun eens ginn.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir sinn op jidde Fall net fir eng 60-Stonnen-Woch zoustänneg!

(Interruptions)

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Ech hunn et fäerdeg bruecht, dass et net méi 120 Stonne sinn, Hâr Gibéryen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Hâr Henckes, dat dote bréngt jo näischt!

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Et muss ee wëssen, ëm wat et geet. Et geet hei ëm d'soziaalt Europa. Et geet ëm d'Rechter vun de Leit hei. A fir hei ze plädéieren: Hâr Minister, Dir hätt misse mat der Kommissioun eens ginn,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...fir dass Der net géift condemnéiert ginn, dat kann a wëll ech net akzeptéieren!

Ech zitieren lech elo emol eng Kéier, wat hei gesot gouf, wéi mer dat ugeholl hunn. Et muss ee wëssen, am Traité gëtt et véier grouss Prinzipien. Dat sinn déi Haaptprinzipien. Dat sinn d'Fräiheeten.

(Interruption)

D'Libre prestation de services ass ee vun deenen. Dat heescht, am Traité selwer ass d'Libre prestation de services e grouse Prinzip. D'Fro war: Wéi kënnen mer déi aschränken aus soziale Grënn? Duerfir ass déi Directive de détachement '96 komm, fir

dat anzeschränken. Dat war net ech, deen dat deemools négociéiert huet, dat war mäi Virgänger.

Do huet de Ministerrot ganz gutt Aarbecht gemaach, well en effektiv zwou Saachen zrëckbehalen huet. En huet éischters ganz genee zrëckbehalen, op wat fir enge Punkten ee kann aschränken: Dat ass Aarbechtszäit; dat ass minimal Léin, déi och duerch kollektivvertraglech Dispositiounen, virausgesat si sinn d'ordre public, festgeluecht ginn; dat ass Sécurité sociale; Sécurité & santé. Dat steet am Paragraph 1 vum Artikel 3. Ech kommen duerno nach eng Kéier drop zrëck.

Et gëtt nach e Paragraph, dat ass de Paragraph 9 vum Artikel 3. Do ass gesot ginn - an dat ass de Punkt, dee mer mat de Gewerkschafte wëllen opwerfen an Europa -: D'Länner kënnen nach driwwer erausgoen aus Raisons d'ordre public social national. Do ass de Sträitpunkt.

Hätt ech direkt noginn, hätt ech jo meng ganz Argumenter opginn, fir elo dës Woch nach op Chantilly ze goen an ze soen: Mir brauchen den Ordre public social national. Ech hätt kënnen do noginn. Ech hunn et net gemaach. Dir hutt et all net gemaach.

Wéi mer 2002 dat Gesetz hei gestëmmt hunn, do hunn ech selwer op d'Gefor higewisen, dass mer géifen ugesicht ginn, well mir sinn dat Land - duerfir si mer jo ugesicht gi vun der Kommissioun -, wat am meeschten aus der Direktiv erausgezunn huet. Mir hunn et - ech hunn et gesot - 110%eg ëmgesat. Duerfir war et jo kloer, dass d'Kommissioun eis gesicht huet, well se wollt en Exempel un eis statuieren, net un engem aneren.

Mir waren ëmmer eens, dass mer dat solle maachen. Ech zitieren mech: „Mir sinn haut hei amgaangen déi Direktiv largement an e soziaalt politesch Gesetz ëmzefonctionnéieren.“ Dat ass eigentlech dat, wat hei déi grouss Differenz ausmécht. Mir mussen och oppassen, dass mer ëmmer zur Direktiv konform bleiwen.

Mir waren eis bewosst, dass mer eis op engem ganz schmuele Grat beweegt hunn. Ech wëll just soen, well déi Gréng Partei hei eng opféiert, wat deemools d'Meenung vun der Grénger Partei war.

» **Plusieurs voix.** - Oohhhh!

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Vun der Grénger Partei huet den Hâr Bausch gesot...

» **Une voix.** - Firwat sidd Dir esou nervös?

» **Une autre voix.** - Wéi kann een nëmmen esou iwwerhiefflech sinn!

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Do huet den Hâr Bausch gesot:...

(Coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Da lauschtert emol dem Hâr Minister no, wann ech gelift! Hâr Gibéryen, ech weess net, wou Dir kënnst appréciieren, well Dir lauschtert net no, wat hie seet.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - „...„Ech maachen et kuerz. Ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Et ass alles gesot ginn. Mir stëmmen dës Projet.“

(Interruption)

Mir waren eis all bewosst, dass mer géife vun der Kommissioun ugesicht ginn. Ech sinn nach ëmmer der Meenung, dass et richtig war, dass mer méi iwwert d'Zil erausgeschoss hunn, wéi net. Ech sinn der Meenung, dass et richtig ass, dass mer elo mat de Gewerkschaften zesumme versichen Alliéierter an Europa ze fannen, déi iwwert den Ordre public social national schwätzen.

Well dat ass dat, wat a Gefor steet. A Gefor steet net eis Gesetzgebung...

» **M. le Président.** - Hâr Minister, entschëllegt. Erlaabt Der eng Tëschefro vun der Madame Loschetter?

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Jo.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Hâr Minister, fir dass mer eis richtig verstinn: Tëscheft ugesicht ginn a Veruerteelung, do ass en Ënnerscheid. Ech denken, do stëmmt Der mer zou.

Sidd Dir dann net der Meenung, wa mer schonn ugesicht gi sinn - an dat hat Der virausgesinn, dat ass och geschitt -, dass et vläicht besser gewiescht wier, et wier net zu

enger Veruerteelung komm, grad wéinst deem Bild iwwer Europa, dat et ons wichteg ass hei eise Bierger a Biergerinnen ze weisen? Bei der Usichung, déi mer dunn haten, wier et do net besser gewiescht, mir hätten dee Kompromëss, dee mer elo haut no der Veruerteelung hunn, schonn no der Usichung fonnt?

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Neen, ech sinn décidément net där Meenung. Zum Beispill wat d'Kontrollen ubelaangt - wou ech herno nach e puer Wuert soen, wou mer eng Léisung parat hunn, déi d'Uerteel eis och ginn huet -, do wollt ech ni noginn. Dat ass och dee Punkt, dee mir am meeschte wéideet, mä ech wollt net noginn.

Woufir? Well ech do der Kommissioun soen: Dir hutt Recht, da stëmmen ech Bolkestein zou. Ech wollt net Bolkestein zoustëmmen, well d'Uerteel seet hei strikt, wat d'Kontrollen ubelaangt, wat an der Bolkestein-Direktiv stoung.

(Interruption)

Jo, mä entweder et mécht ee Politik oder et mécht een net Politik. Mir hunn et fäerdeg bruecht, mam Europaparlament zesumme Bolkestein ëmzeswischen. Ech bleiwen der Meenung, dass ech léiwer hunn, ech kämpfe bis zum Schluss an ech verléieren, amplaz einfach kleng bäizeginn.

Well dat ass de grouse Problem an Europa. Et ass geschwé kee méi do, deen nach bereet ass, fir d'soziaalt Europa ze kämpfen. Wa jidderee vu sengem nationale Parlament gesot krit: Gitt kleng bäi, fir net veruerteelt ze ginn; dat maache mir net an dëser Regierung! Mir sinn der Meenung, dass mer fir d'soziaalt Europa musse kämpfen.

Dann hunn ech elo mat Erstaune festgestallt, wat fir eng Solutiounen déi Gréng Partei am Europaparlament virgeschloen huet. Déi si verheerend! Déi éischt Solutioun ass jo déi, fir ze soen: Majo kommt, mir soen, wéi laang en Détachement dauert.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Eng Maximaldauer.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Jo, jo. Dat ass verheerend. Dat ass verheerend, well dat nämlech net iwwert d'Détachementsdirektiv geschitt, mä iwwert d'Sécurité sociale. Déi seet elo, eent plus ee Joer. An dat ass vill ze vill laang.

D'Direktiv gëtt ganz aner Méiglechkeeten. Nämlech d'Direktiv kuckt bei engem Détachement net onbedéngt, wéi laang en ass, mä wat d'Natur dovunner ass. Dat heescht, wa mir - d'Gewerbeinspektioun - um Terrain feststellen, dass mer hei eng Intégration sur le marché du travail hunn, zum Beispill en illegalen Détachement, dee just géif gemaach gi fir méi gënschteg hei ze produzieren, kéinte mir opgrond vun der Direktiv soen, ma dat doten ass keen Détachement méi, well dat ass eng Intégration du travailleur sur le marché national.

Wa mer just mat Duréee schaffen, da si mer natierlech un d'Durée ugewisen. Dat heescht, da ka jidderee behaupten, soulaang wéi déi doten Durée net erreicht ass, si mer am Détachement. Esou dass mer méi Intérêt hunn, eis op den Text vun der Direktiv ze beruffen, fir just déi dote Problemer aus der Welt ze hunn.

Dat Zweet ass dat, wat Der gesot hutt, wat net falsch ass, mä wat awer einfach net kann d'Solutioun sinn. D'international Kooperatioun, jo, ech hunn där och den 9. Juni zougestëmmt. Mä an engem klengen Land, wou d'Détachementer just hauptsächlich de courte durée sinn, bréngt déi international Kooperatioun näischt.

Well déi international Kooperatioun, déi ass eréischt ofgeschloss, wann d'Aarbechten ofgeschloss sinn. Dat heescht, mir mussen hei einfach kämpfen, dass eis Gewerbeinspektioun kann esou vill wéi méiglech dës le départ verhënnere. An duerfir si mer jo veruerteelt ginn.

Woufir? Majo well mir soen: „Du hues keen hei, deen deng Pabeieren huet. Dann hal op mat schaffen“, ier dass mer kontrolléieren, ob en eist Gesetz respektéiert oder net.

An do huet d'Cour de Justice gesot - si hat och juristesche net ganz Onrecht -: Ma Dir

wëllt hei eng Déclaration préalable aféieren, fir den Détachement ze verhënnere.

Ma dat war dat, wat deemools d'Gewerkschaften, d'Regierung an och d'Fédération des Artisans wollten. Elo schrauwe mer l'icht zréck.

Ech hunn awer e Problem, wann ech direkt l'icht zréckgeschrauft hätt. Da wärem erëm eng Kéier kujeniert gi fir erëm eng Kéier zréckzeschrauwen. Dat kann net dat sinn, wat mer wëlle maachen.

Duerfir meng Konklusiounen: Éischtens, wat d'nationale Gesetzgebung ubelaangt, hu mer kee Problem. Mir kréien dat riichtgebéit. An nach eng Kéier soen ech, ech sinn awer der Meenung, dass et richtig war, net dat riichtzebéien, ier mer condemnéiert goufen, well mir hätte jo kënnen da Saachen zréckschrauwen, déi mer net hätte missen zréckschrauwen. An et muss jo awer op d'mannst nach ee Land ginn an Europa, op d'mannst eent, wat awer wierklech versicht iwwert dat erauszegoen, wat allgemeng als Norm ugesi gëtt a wat e bésse méi kämpft. Quitte dass et dann och heiansdo verléiert.

Um nationale Plang hu mer weder wat d'Kollektivvertrag ubelaangt nach wat den Index ubelaangt Problemer. Dat anert sinn niewesächlech Punkten.

D'Kollektivvertrag, do ass et ganz kloer, dat ass deemools hei diskutéiert ginn, do gouf et eng grouss Opposition téschent Chambre des Métiers a Chambre de Commerce. Nämlech huet d'Chambre de Commerce gesot, mir sollten net all Kollektivvertrag d'obligation générale eranhuelen. D'Chambre des Métiers, d'Chambre du Travail, d'Chambre des Employés privés, d'Regierung an d'Chamber waren der Meenung, mir sollen all Branchen eranhuelen. An dat ass richtig.

Et kënnen awer no der Direktiv nëmmen d'obligation générale Kollektivvertrag erakommen. Elo hu mir zu Lëtzebuerg spezifesche Situatiounen, déi domat ze dinn hunn, dass et Secteure gëtt, wou mer nëmmen ee Betrib hunn, wou e Kollektivvertrag ass. Do muss mer eis an deene Secteuren d'Fro stellen - an déi hunn ech de Sozialpartner gestallt -, ob mer net solle méi Kollektivvertrag d'obligation générale erklären.

Dat huet näischt mat der Direktiv ze dinn. Dat huet eppes mat eiser Praxis, gegebenenfalls souguer mat eisem Gesetz ze dinn.

Ech wëll och soen, dass ech d'Sozialpartner de 26. Juni gesinn hunn. Ech gesinn d'Gewerkschaften den nächste Méindeg. Ech gesinn d'UEL den nächsten Dënschdeg. An ech hu jo d'Chamberskommission gesinn, och als Consultatioun, de leschten Dënschdeg, an da kucke mer, déi Texter weider räifen ze loossen.

Ech bleiwen nach eng Kéier der Meenung, dass mer fir Lëtzebuerg kënnen de Schued verhënnere. Ech bleiwen awer och der Meenung, dass et wicteg war, dass mer bis zum Schluss gekämpft hunn, well mer nämlech elo e kloert Bild hunn, wou et higeet. An et ass jo duerfir, wou ech e Samschdeg bei de Gewerkschaften war, se empfangen hunn.

Obwuel et keng Auswierkungen op eis Lëtzebuerg Gesetzgebung huet, ass dat Uerteel a senger Definitivum vum Ordre social public national esou restriktiv virgaangen, dass déi bal net spillt. Dass eigentlech nëmmen déi minimal Bestëmmung vum Artikel 3, Paragraph 1 spillen, an net den Artikel 3, Paragraph 9. An dat ass déi Fro, déi ech wëll op europäeschem Plang opwerfen.

Et ass duerfir, wou ech d'EU-Kommission schonn den 9. Juni opgefuerdert hunn, fir eng Analys ze maachen, wéiwäit elo d'Jurisprudenz steet par rapport zu der Volonté initiale du législateur. Et ass duerfir, wou ech de Xavier Bertrand gefrot hunn, fir driwwer ze diskutéieren, an ech wäert och en Donneschdeg dat zu Chantilly am Ministerrot thematiséieren.

D'Kommission huet iwwregens schonn eng éischt Äntwert drop ginn. Ufank Oktober wäert se e grouss Forum maachen iwwert déi Uerteeler, nodeem se sech laang geiert huet fir drop ze äntwerten. Do huet d'Kommission awer elo trotzdeem relativ séier

reagéiert a gesot, kommt mir diskutéieren driwwer, wat ech e positive Punkt fannen.

An dann ass et esou wéi den Här Fayot gesot huet, deem ech Merci soen, grad wéi dem Här Glesener, dem Här Jaerling, well se wierklech hei d'Portée gutt verstanen hu vun deenen Arrêten. Wéi den Här Fayot gesot huet: Da muss mer kucken, wat d'Äntwert ka sinn.

Sozial Protokoll wësse mer, dass Lëtzebuerg, iwwregens Däitschland, d'Madame Merkel och, versicht haten dat ze thematiséieren beim Traité vu Lissabon, mer et net duerkritt hunn.

Et gëtt aner Méiglechkeeten. Et kann een eng Kommunikatioun vun der Kommission, et kann een eng Konklusioun vum Ministerrot, vun den Affaires sociales huelen. Et gëtt do eng ganz Partie Méiglechkeeten drop ze reagéieren. Fir mech ass et awer wicteg, dass mer elo emol eng Bewusstseinsbildung maachen.

An deem Sënn war ech och frou, dass d'Gewerkschaft mobiliséiert hunn. Well de Problem vun engem Lëtzebuerg Aarbechtsminister am Ministerrot ass, dass e minoritär ass, wann en dat dote seet. Dat heescht, et ass scho wicteg, dass mer hei erkennen, dass et Problemer gëtt an dass mer versichen deem entgéintzewierken. Woubäi ech och dat soen, wat de Marcel Glesener gesot huet, nämlech dass, wa mer den Traité hu vu Lissabon mat enger Sozialklausel, déi horizontal ass, een och erëm eng Kéier méi Méiglechkeeten huet, hei virzebeugen, wéi ouni.

Et ass opgrond vun deene Saachen, dass ech de Blâme - wann Dir wëllt hei e Blâme géint mech ausschwätzen, well ech net mat der Kommission eens gi sinn - gären unhuelen, well ech der Meenung sinn a bleiwen, et war net dru mat der Kommission eens ze ginn. Et war hei drëm gaangen, an et geet och an Zukunft drëm, fir méi e sozialt Europa ze kämpfen an net de Minimum ze akzeptéieren.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir si konfrontéiert mat enger Resolutioun, déi déposéiert ginn ass vum Här Henckes.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wëllt eng Präzisioun ginn. Dee Blâme ass net, well de Minister net en Accord gesicht huet. De Blâme ass, well de Minister iwwerhaapt keng Äntwert ginn huet. Dat ass de Blâme!

» **M. le Président.** - Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Et gëtt an der Prozedur virum Europäesche Geriichtshaff zwee Momenter. Dat eent ass de Précontentieux, ier dass een ugesicht gëtt, an duerno gëtt een ugesicht. Am Précontentieux gëtt een eng éischte Kéier ugeschriwwen, an da kënnt den Avis motivé.

Wéi mer ugeschriwwen goufen, hu mer all eis Argumenter gesot, a beim Avis motivé sinn eis och keng aner Argumenter agefall. Well mer der Meenung waren, dass mer sollten opgrond vum Prinzip vum Ordre public, social, national géint d'Kommission kämpfen.

Déi eenzeg Äntwert, déi mer hätte kënnen ginn, dat ass ze soen, d'Kommission huet op deem an deem Punkt Recht, mir ginn lech no. Dat wollte mer net.

Dat huelen ech gären op d'Kap vum Aarbechtsminister a vun der Regierung. Dozou stinn ech nach haut an ech bleiwen der Meenung, dass, wa mer gäre méi e sozialt Europa hätten, mer och méi kämpfe mussen, an net manner.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Mir si konfrontéiert mat enger Resolutioun. Déi huet de Moment nëmme véier Ënnerschrëften. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Här President, an der Prinzipiëfro ginn ech déi Ënnerschrëft fir den Dépôt, well ech der Meenung sinn, dass jiddferen, deen hei eppes wëllt deponéieren, soll d'Recht hunn, dat ze maachen, och wann ech net mam Inhalt d'accord sinn. Mä hei geet et em den Dépôt an ech mengen, jiddferen heibanne soll déiselwecht Rechter kréien.

» **M. le Président.** - Très bien. Här Gibéryen, wann ech gelift.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ech wollt just froen, firwat datt déi Resolutioun nach net verdeelt ginn ass.

» **M. le Président.** - Déi gëtt elo direkt verdeelt.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma wéi konnten d'Kollegen da wëssen...?

» **M. le Président.** - Majo, mir stëmme eréischt of iwwert d'Resolutioun, Här Gibéryen, wa jiddferen heibanne konnt Kenntnis huele vun där Resolutioun. Da stëmme mer driwwer of. Maacht lech keng Suergen.

Bei enger Resolutioun, déi de Moment nach net recevabel war, wollt ech emol ofwaarden, ob se iwwerhaapt recevabel ginn ass fir se auszedeele. Si gëtt elo direkt ausgedeele.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, erlaabt mer, dass ech awer net domadder kann averstane sinn. Well nach all Kéiers, wann hei eng Motioun oder eng Resolutioun deponéiert ginn ass, ob se vun engem oder vu fënnf Ënnerschriwwen war, se verdeelt ginn ass. Mir hu schonn dacks Kollege gehat, déi eng Motioun hei deponéiert hunn, wou just eng Ënnerschrëft drop war, fir datt déi aner och da kënnen Ënnerschreien. Dann ass se verdeelt ginn. Wéi soll dann ee kënnen soen, e géif se ënnerstëtzen a seng Ënnerschrëft drop ginn, wann e se net virleien huet?

Ech halen also drop, dass an Zukunft, wann eng Motioun oder eng Resolutioun hei deponéiert gëtt, se verdeelt gëtt, well et steet néierens an eisem Reglement, datt muss fir d'Verdeele fënnf Ënnerschrëften drop sinn.

» **M. le Président.** - Här Gibéryen, mir kucken d'Reglement no. Mir hunn dat ëmmer anescht gehandhaabt, mä mir kënnen eis och un d'Reglement halen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir komme spéiderhin op déi Resolutioun, déi elo recevabel ass, zréck, wa se ausgedeele ass a wa jiddferen konnt Kenntnis dervun huelen. Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5733 iwwert d'Formation-recherche.

D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Thiel.

5. 5733 - Projet de loi relatif aux aides à la formation-recherche modifiant:

- la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

- la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet:

1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public;

2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;

- le Code du Travail

Rapport commun de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture et de la Commission du Travail et de l'Emploi

» **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Merci fir d'Wuert, Här President. Kollegeninnen a Kollegen, eigentlech ass et fir sech ze schumen. Do gi mir Lëtzebuerg an allen internationale Statistiken als dat Vollek ausgewisen, dat am meeschte pro Kapp verdéngt, mä dat, wat mir eis mat deene ville Sue leeschten, schéngt net ëmmer dee richtige Choix ze sinn. Wuel si mir eis an de grouss Rieden ëmmer eens, datt de beschten Investissement hautdësdags deen an d'Kompetenz ass, dat heescht an d'Ausbildung vun eiser Jugend an an d'Innovationskraaft vun eiser Économie. Wann et awer em d'Praxis geet, dann hu mir kaum Grund fir ze téinen.

Datt mir an de PISA-Enquëten nach ëmmer hannendrakluderen, ass gewosst. An datt eis Efforten a puncto Fuerschung och ze wënschen iwwreg loossen, dat weist eis d'Statistik. Am Duerchschnëtt ginn déi europäesch Länner 1,84% - dat sinn d'Zuele vun 2006 - vun hirem PIB fir d'Recherche aus. Eis däitsch Nopere sinn d'Championë mat 2,21%, wat dann och vläicht zum Deel deenen hir ekonomesch Force erklären dierft. Mir Lëtzebuerg

lande bei knapps 1,47% a leien domat zimlech um Wupp, wann een emol vun den neie Memberlänner am Osten ofgesäit.

Natierlech gëtt et Erklärungen duerfir, firwat mer esou schlecht ofschneiden. Wuel gëtt bei der Good Year zu Colmar-Bierg säit Laangem äifreg a gutt gefuerscht, a wuel hu mer säit den 80er Joren eng Rei vu Centres de recherche publics, Tudor, Lippmann an esou weider, déi ganz wäertvoll Entwécklungsarbecht maachen, mä dat wier et dann och scho gewiescht. Eng richtig Uni, ouni déi et keen zolitte Kader fir d'Fuerschung ka ginn, hu mer eréischt säit knapps fënnf Joer, an entsprechend bescheiden ass deemno bis dohinner eis R&D-Bilanz, Recherche an Développement-Bilanz, an och den Engagement vu finanzielle Méttelen ausgefall. Duerfir ass eis Statistik esou wéi se eben nun emol ass.

D'Europäesch Unioun huet sech bekanntlech e ganz ambitiëst Zil gesat, wéi se sech virun aacht Joer mat hirer Lissabon-Strategie virgeholl huet, bis 2010, dat ass net méi laang, de Champion an der Innovatioun an och an der Wëssensgesellschaft ze ginn. Duerfir misste mir dann och déi finanziell Efforten am Beräich vun der Fuerschung an der Entwécklung bis op 3% vum PIB héichpushen, well et anescht net méiglech wier, dee Kader an déi Konditiounen ze schafen, déi et Europa erlabe géifen, mat un d'Spéitz ze kommen. Wat net grad evident ass, wann engem eng gutt hallef Millioun Fuerscher feelen, well déi Beschte vun hinnen d'Konditiounen fir hir Aarbecht besser an Amerika wéi heiheem fannen.

Europa hat an huet nach haut, zwee Joer virun der Échéance, e Retard a puncto Fuerschung a riskéiert net nëmmen d'Amërikaner net erëmzkréien, mä och nach vun anere grouss Länner iwwerdubbelt ze ginn. Da wier den Dram vun der dynameschster a gescheitster Weltregion wuel definitiv ausgedreemt. Mir Lëtzebuerg hunn, wéi gesot, bis elo net grad dozou bägedroen, fir déi europäesch Moyenne no uewen ze drécken. Mä dat soll elo anescht ginn, an zwar dank zousätzlechen Efforten, déi gemaach ginn, fir den Openthalt vun de Fuerscher bei eis méi attraktiv a méi interessant ze maachen.

Bei deene Fuerscher, vun deene mir hei schwätzen, geet et virun allem em déi, déi un hirem Doktorat schaffen oder hir Fuerschungsaktivitéit duerno doriwwer eraus weiterféieren. Et sinn déi Doktoranden a Postdoktoranden, déi, natierlech encadréiert vun de Professoren, d'Fuerschung op enger Uni a Schwonk halen. Elo ass et awer net esou, wéi wa mir bis dohinner guer näischt fir dës Kategorie vun Zäitgenosse gemaach hätten.

Mir hu säit 1987 e System vu Bourssen, déi Bourses de formation-recherche heeschen an déi deemools am Kontext vun de Centres de recherche publics agefouert goufen. Si sollen net nëmmen, awer notament de frieme Chercheuren hëllef, hiren Openthalt zu Lëtzebuerg ze finanzéieren, a ginn haut vu ronn 130 Studenten am Joer beusprocht.

Am Joer 2000 gouf e Gesetz gestëmmt, dat eng Rëtsch vun Hëllef fir d'Studente virgesäit. Déi Hëllef sinn allerdingen net op d'Doktorande limitéiert, mä si stinn allen Unisstudenten op, entweder a Form vu Bourssen oder vu Prëten. Heivunner kënnen ënner Émstänn och d'Chercheure profitéieren. Mä den eigentlechen Zweck vun deene Bourssen a Prëten ass deen, de Studente generell den Zougang zu den Unisstudien ze erliichteren.

Schliesslech ass dann och nach en drëtt Instrument derbäikomm, dat dës Kéier exklusiv de Fuerscher virbehalen ass, well et sech op déi finanziell Ënnerstëtzung vu Rechercheprojete konzentréiert an duerfir och „Fonds national de la recherche“ heescht. Dee Fong huet am Ufank d'Boursse vun engem europäesche Fuerschungskonsortium verdeelt, dee sech der Informatik an der Mathematik verschriwwen hat. En huet duerno seng Ënnerstëtzung op déi Akademiker ausgedehnt, déi op wëssenschaftleche Konferenzen optrieden oder déi hir Doktoratstheese publizéieren, an huet schliesslech virun annerhallwem Joer säi Programm ATTRACT lancéiert, iwwert deen haut ganz Fuerschungsequipé bei eis ënnerstëtzt ginn, déi sech mat engem bestëmmte Projet ofginn, virausgesat natierlech, dee Projet huet de Seege vum FNR, vum Fonds national de la recherche kritt.

Et kann een deemno net behaupten, et wier nach guer näischt bei eis geschitt, an d'Fuerschung géif wéi e Stéifkand vun eisen Autoritéite behandelt. Am Contraire, an der Tëschenzäit ass deen Arsenal vun Hëllef-instrumenter scho bal esou verwurrelt ginn, datt geschwënn nach just Spezialisten den

Duerchbléck hunn, mä net méi déi, fir déi d'Hëllef geduecht ass.

Bei deem Gesetz, dat mir haut stëmmen, geet et och ëm d'Ennerstëtzung fir Fuerscher a Fuerschung, mä et handelt sech dës Kéier net nëmme ëm Boursen a Subsiden, mä virun allem ëm d'Paien. Dëst Gesetz féiert nämlech eng regelrecht Rémunéatioun, mat allem Drum und Dran, vum Aarbechtsvertrag bis zur Sozialversicherung, fir Doktoranden a Postdoktoranden an. Si ginn domat zu Salariéen en bonne et due forme vun der Uni, vun de Centres de recherche publics oder och vun aneren Aarichtungen, déi e Fuerschungsoftrag hunn. E gutt Beispill an deem Zesammenhang ass eis Zentralbank, déi hir eege Fuerschungsaktivitéit entwéckelt huet an déi dann duerfir och an Zukunft vun deem neien Instrument wäert profitéieren kënnen.

Déi Paien, déi hei bezuelt ginn, sollen d'Fuerschung bei eis natierlech net nëmme fir d'Lëtzebuerg Doktoranden, mä och fir d'Auslänner attraktiv maachen. D'Basispail fir en Doktorand läit bei maximal 31.000 Euro, wuelgemierkt am Joer, op déi dann nach d'Supplément vum jeeweilegen Employeur oder vun deem sengen eventuelle Partner aus dem Privatsektor dropgepraft kënnen ginn, esou datt ee bis op de Plaffong vu 54.000 Euro am Joer ka kommen. Bei de Postdoktoranden läit d'Lat verständlecherweis nach e bësse méi héich, déi komme bis op 80.000 Euro am Joer.

Ofgewéckelt gi soll dat Ganzt vum Fonds national de la recherche, deem säin aktuellen „Joresëmsaz“ vun 80.000 Euro dann deementspreechend klamme wäert. Et huet sech gutt getraff, datt bei deem heite Gesetz, dat net nëmme den Héichschoula Fuerschungsmiister eppes ueget, mä och den Aarbechtsminister, een an deeselwechte Minister am Coup ass.

Dat huet d'Saach méi einfach gemaach, an et huet an engems dem Minister d'Geleeënheet ginn, och alt emol e Punkt ënnerdaach ze bréngen, deen näischt direkt mat der Fuerschung ze dinn huet. Een dovunner huet nawell fir Opreegung gesuergt a souguer de Statsrot dozou bruecht, sech Froen ze stellen. Dat ass déi an deem Gesetz agefouert Limite fir d'Studentenaarbecht. Well de Minister der Meenung ass, datt e Student an éischer Hisiicht e Student an net e Salarié an iergendengem Betrib ze sinn huet, war hien dergéint, datt e Student soll nieft senge Studië méi wéi zéng Stonnen d'Woch schaffen.

Déiselwecht Restriktioun féint sech iwwerens am Immigratiounsgesetz, dat mir muer hei op der Lee hunn. Do soll ënner anerem verhénnert ginn, datt sech als Studente getarnten Drëttlänner-Bierger op eisen Aarbechtsmaart eraschläichen. An der Diskussioun an deenen zwou Kommissiounen, der Héichschoul- oder der Rechercheskommissioun, an der Aarbechtskommissioun huet sech dann erausgestallt, datt den Héichschoul- an Aarbechtsminister wuel kee Problem hätt, op 15 Stonnen eropzuegoen, wann dat dann am Kader vun enger Joresreferenzperiod géif geschéien, déi d'Vakanzeméint mat abezitt.

Dat ass awer am Moment nach net méiglech, well déi Direktiv, déi eng Joresreferenzperiod erlabt wäert, eréischt an der Maach zu Bréssel ass. De Minister huet deenen zwou Kommissiounen, déi mat deem Gesetzesprojet befaasst waren, doropshi sai Wuert ginn, déi zéng Stonne Limite an deenen zwee Gesetze - déi ech elo erwähnt hunn - op 15 Stonnen unzehiewen, soubal déi ernimmten Direktiv a Kraaft wier.

Deen Engagement, Här President, gétt dann och an enger Motioun festgehalten, iwwert déi déi zwou Kommissiounen am Bild sinn an déi ech lech elo iwwerginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que tant le projet de loi relatif aux aides à la formation-recherche que le projet de loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration comprennent des dispositions relatives à la conclusion de contrats de travail à durée déterminée à raison de dix heures par semaine sur une période de référence mensuelle;

- considérant que ces dispositions s'ajoutent à celle prévue par l'article L. 151-2 du Code du Travail concernant l'emploi des élèves et des étudiants durant les vacances scolaires et permettant la conclusion de contrats d'étudiants à raison de 40 heures par semaine pour une période de deux mois, mais sans affiliation à la sécurité sociale;

- considérant que le cumul des deux formes de contrats permettra aux élèves et

étudiants de travailler pendant 760 heures par année;

- considérant qu'il est établi scientifiquement qu'une durée de travail au-delà de 15 heures par semaine serait préjudiciable aux activités d'études, qui doivent rester le premier souci pour l'étudiant;

- considérant qu'une période de travail annuelle de 15 heures par semaine porterait le temps de travail maximal à 780 heures;

- considérant qu'une telle approche ne dépasserait pas sensiblement le temps de travail maximal actuellement envisagé, mais apporterait à la fois plus de flexibilité et une meilleure protection sociale à l'étudiant;

- considérant cependant qu'actuellement il n'y pas de base légale pour l'annualisation du temps de travail par voie d'autorisation ministérielle et que les dispositions communautaires en vigueur ne permettent pas l'introduction d'une telle base légale;

- prenant acte que la proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail adoptée en première lecture au Conseil EPSCO des 9 et 10 juin 2008 permettra la fixation par voie légale d'une période de référence annuelle;

- considérant encore que le Conseil d'État a relevé que les nouvelles dispositions n'empêchent pas expressément la conclusion de plusieurs contrats de travail dans le chef de l'étudiant;

- dans un souci d'équité, de clarté et de transparence;

invite le Gouvernement:

- à déposer, dès l'adoption définitive de la directive précitée, un projet de loi portant modification à la fois du Code du Travail, des dispositions législatives relatives à la libre circulation des personnes et à l'immigration, des dispositions législatives relatives à l'enseignement supérieur et à l'enseignement secondaire et disposant que tous les élèves et étudiants en âge de pouvoir travailler ne pourront conclure qu'un seul contrat de travail à durée déterminée avec un employeur, mais à raison de 15 heures par semaine sur une période de référence de douze mois et ce pour une durée ne dépassant pas cinq ans.

(s.) Lucien Thiel, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Jos Scheuer, Marc Spautz.

» **M. le Président** - Merci, Här Thiel.

» **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Wirtschafts- a mat hir och d'Wuelstandsgeschicht vun deem Land léisst sech an dräi Etappen opdeelen.

Déi éischt Etapp, während där d'Liewen iwwerhaapt eréischt liewenswäert zu Lëtzebuerg ginn ass a während där eis Virfahren déi ekonomesch Viraussetzung geschaf hunn, fir datt mir als Klengstat iwwerhaapt iwwerliewe konnten, war déi, déi mir op eiser Minette opgebaut hunn. De Stol huet eis als Land liewensfäeg a räich gemaach an eis erlaabt, trotz eiser vergläichsweis butzeger Dimensioun mat deene Groussen um Dësch ze setzen a matzerieden.

Wéi gutt 100 Joer duerno d'Industriezeitalter bei eis ofgeklongen ass, war et just déi Souveränitéit an deen nationale Stellwäert, dee mir eis mat eise wirtschaftlechen Erfolleg geséichert haten, déi eis erlaabt hunn, eng vun deenen zéng gréisste Finanzplaze vun der Welt bei eis opzeriichten.

Säitdeem awer Europa ëmmer méi Realitéit gétt, an domat déi Souveränitéitsnischen ëmmer méi kleng ginn, mussen mir eis eppes Neies afale loosser, wa mir weiderhin un der Spëtzt bleiwe wëllen. Do gétt et awer keng 100 Méiglechkeeten. Eise Buedem gétt kee Rächtum méi hier an eis national Souveränitéit verblatzt. Wat eis dann nach bleibt, ass just dat, wat mir an de Käpp hunn. Et läit nëmme un eis, ob mir déi Matière grise maximal asetzen, fir och weiderhin zu deene Beschten an deenen Erfolgeräichsten ze gehéieren.

Duerfir brauche mir hell a gescheit Käpp, déi à même sinn ze fuerschen an natierlech och ze fannen, an domat eiser Ekonomie hiert Fëllement ze konsolidéieren an ze erweideren. Duerfir hu mir eng Uni gebraucht an duerfir brauche mir och dëst Gesetz, dat doduerch, datt et d'Fuerschen nach méi attraktiv bei eis mécht, eis Chance fir d'Zukunft verbessert.

Et ass an deem Sënn, Här President, datt ech am Numm vun deenen zwou Kommissiounen - där vun Héichschoul a Recherche an där vun der Aarbecht an der Beschäftegung - de Kolleeginnen a Kolleegen heibanne géif wärmstens recommandéieren, dëst Gesetz ze stëmmen. Den

Accord vun der CSV-Fraktioun wëll ech heimat och scho ginn hunn.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Här Thiel. Den éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madame Brasseur.

Discussion générale

» **Mme Anne Brasseur (DP)** - Här President, den Här Thiel huet elo grad als Rapporteur e waarmen Appel un d'Deputéierte gemaach, dee Projet hei ze stëmmen. D'DP-Fraktioun wäert dee Projet och hei stëmmen. Mä éier mer dann zum Vote ginn an zur genereller Diskussioun, hätt ech awer nach e puer Bemierkungen zu deemem Projet de loi ze maachen.

„D'Recherche brauch Iddien, d'Recherche brauch Suen, mä d'Recherche brauch virun allem Chercheuren.“ Dat hat de François Biltgen, Minister vun der Recherche, hei op deser Tribün virun zwee Joer gesot, wéi mer den Débat d'orientation iwwert d'Universitéit an d'Politique d'Innovation et de Recherche zu Lëtzebuerg haten. Dat war den 20. Juni 2006.

Den Objet vun deenen Debatten deemools war eng Bestandsopnam an eng Analys ze maache vun de Stärkten an de Schwächte vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg. Eng Bestandsopnam, déi sech op eng Analys baséiert huet, déi vun der OCDE gemaach ginn ass, déi e Rapport am Virfeld zur Debatt ofgeliewert hat. Dëse Rapport ass genee analyséiert ginn, souwuel vun der Regierung wéi och vun der Chamber. An et ass net wéi mam leschten OCDE-Bericht, deen d'lescht Woch virgestallt ginn ass, wou d'Ministère - an dat waren den Här Di Bartolomeo, den Här Krecké an d'Madame Delvaux - dee Bericht direkt zrëckgewisen hunn a gesot hunn, dat wier alles net richteg, wat an deem OCDE-Rapport géif stoen.

Hei, mat deemem Rapport iwwert d'Fuerschung, huet jiddfereen dat geneestens analyséiert. Ech wëll elo net méi op deen Débat zrëckkommen, mä mir hu festgestallt, dass et eng grouss Identitéit de vue deemools ginn ass tëschent der Chamber, tëschent de Parteien an der Chamber an tëschent der Chamber an der Regierung. Ee Constat, deen ëmmer erëmkoum, dat ass, dass d'Fuerschungsaarbecht zu Lëtzebuerg misst besser koordinéiert ginn.

Wann ee sech dee Rapport nach eng Kéier ukuckt vun der OCDE an och déi Motiounen, déi mer deemools ofgestëmmt hunn, dann ass wuel op deem Gebitt eppes geschitt, mä et bleift awer och nach vill ze maachen. D'Hausaufgabe sinn nach net all gemaach.

Et ass deemools festgestallt ginn, dass de Fonds national de la recherche seng Missioun als Coordinateur vun eisen nationale Rechercheaktivitéiten nëmme deelweis géif erfëllen a laut OCDE misst och méi aktiv ginn. De Fonds national de la recherche war och net à même dat ze maachen, well seng Strukturen him dat net erlaabt hunn. Seng Aufgabe missten dofir méi kloer definéiert ginn. De Fonds national de la recherche kéint, der OCDE no, och op eng Berodungsaufgab zrëckgräifen, opbauend op seng Erfahrung, an zu engem richtegem Conseil national de la Science ginn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech wollt dofir de Minister froen, wéi wäit déi Iddi ass, fir aus deem Fonds national de la recherche e Conseil national de la Science ze maachen. Deem virleiende Gesetzesprojet no kritt de Fonds national de la recherche elo d'Gestioun vun den Hëllefprogrammer fir d'Formation-recherche confiéiert, wat och eng Recommandatioun vun der OCDE ass. Dat heescht, an Zukunft sollen all Ennerstëtzungaktivitéiten zougonschte vu jonke Fuerscher beim Fonds national de la recherche konzentréiert ginn.

Et sinn also nei Aufgaben, déi op dee Fong duerkommen. Et gesäit een och an deem Rapport, dee mer elo als Deputéiert zougestallt krute vun Fonds national de la recherche, den Annual Report 2007, dass de Fonds national de la recherche nei Strategien entwéckelt. Si schreibe selwer: „We have readjusted our vision and strategy so as to organize our activities around three main objectives.“ Deen éischten ass, d'Chercheuren ze ennerstëtzen, fir dass se eng wëssenschaftlech Qualitéit opbauen; zweetens, dass de Fonds national de la recherche soll dozou bäidroen, e favorablen Environnement fir d'Recherche ze schafen; an dat Drëtt, fir eng Culture scientifique hei zu Lëtzebuerg ze dévelo- pieren.

Et ass do, wou et wierklech nach hapert, an dat geet un an der Schoul. Ech sinn och fro, dass de Fonds national de la recherche elo zum Beispill d'Iddi lancéiert huet, fir am September eng Nuit des chercheurs ze organiséieren um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg - dat ass déi Woch no der Rentrée scolaire -, wou d'Leit all invitéiert ginn, d'Familljen, Individuë mat de Kanner kucken ze kommen, wat d'Recherche ass. Dat gétt hinnen op der Place publique méi no bruecht. De Fonds national de la recherche ass dofir ze félicitéieren.

Wann déi nei Aufgaben awer elo op hien duerkommen, da wëll ech de Minister froen, ob de Fonds national de la recherche dann och d'Moyenen huet, fir dat ze maachen. D'Moyenen, wat d'Leit ubelaangt. Dat heescht, hu se Leit genuch, fir dat do esou duerchezéieren? De Ministère gétt entlaascht - wat jo eng gutt Saach ass -, mä ass de Fonds national de la recherche à même, déi Méibelaaschtung, all déi Aufgaben do ze maachen?

Dass mer méi Fuerschung hei zu Lëtzebuerg brauchen, do si mer ons all eens. Dat sot och de Fontagné a sengem Rapport 2004. E Rapport, vun deem mer am Moment net méi vill schwätzen. Et wier gutt, wa jiddferee vun ons sech dee Rapport heiansdo géif ënnert d'Lupp huelen, fir sech selwer emol ze rappeléieren, wat mer alles awer nach musse maachen.

Ech zitieren de Lionel Fontagné: „La première direction est de développer l'éducation supérieure et la recherche, domaine dans lequel le déficit du Luxembourg est considérable. Or, dans la société de la connaissance, un État pourra difficilement rester deux fois plus riche que la moyenne de ses voisins sans s'appuyer sur une forte éducation supérieure.“ Fin de citation.

De Plan national pour l'innovation et le plein emploi aus dem Joer 2005 setzt dann och den Akzent op d'Innovation an d'Recherche a geet op d'Wichtigkeet vun den Efforten an deenen Domänen vun der Kompetitivitéit an. Déi viereg Regierung hat schon decidéiert, d'Ausgabe fir d'Recherche eropzesetzen. Si war bei 0,08% fir op 0,3% vum PIB ze kommen. Zil vun der Lissabon-Strategie ass et, fir d'Joer 2010 bis zu 1% ze kommen. Mir schéngen awer do nach e gutt Stéck ewech ze sinn. 2006 ware mer bei 0,22%. Ech wollt de Minister froen, wéi d'Chifferen elo sinn. Déi hunn ech net fonnt.

Dofir, wann de Minister mer kéint soen, wéi d'Kontributioun elo ass, am Pourcentage vum PIB, wat d'Fuerschung ubelaangt, well déi vun 2006 leie jo e Stéckchen zrëck an et ass säithier en Effort gemaach ginn.

D'Fuerschung brauch also finanziell Moyenen. Si brauch och en ideaalt Ëmfeld, an op deem Gebitt bleift nach esou munches ze maachen: eng besser Koordinatioun, méi en enk Zesummeschaffen tëschent öffentlechen Instituter an der Privatwirtschaft.

Mä d'Fuerschung brauch virun allem Fuerscher. Déi mussen sech och erëm an engem gënschtegen Ëmfeld erëmfannen an déi néideg finanziell Ressourcen hunn, fir hir Fuerschung ze bedriewen, mä och fir ze iwwerliewen. Et gétt e puer Idealisten, déi Fuerschung maache just wéinst der Fuerschung, mä et muss een awer e Minimum hunn, fir kënnen eenegermoossen dezent dovun ze liewen. Déi puer Idealisten, déi hunn all meng Bewonnerung, mä dat geet net duer fir dorop e Fuerschungsstanduert opzebauen.

Déi Leit, déi Fuerschung bedriewen, brauchen also Zukunftsperspektiven a si müssen och kënnen gesinn, dass se Débouchéen hunn. Well mir héieren oft, dass et Recherché gétt, wou de Chercheur d'Recherche ophält, well en dann op den normalen Aarbechtsmaart geet, well hie sech et einfach net méi ka leeschte virunzufieren, well en déi finanziell Moyenen net huet.

Esou dass mer favorabel Konditiounen musse schafen, an dat soll jo elo mat deemem Gesetz geschéien. Well d'Boursen, déi solle jo elo an Aarbechtskontrakter ëmgewandelt ginn, wou d'Couverture sociale mat dran ass. Et kann een nämlech net engem just d'Bourssé ginn an en huet keng Sécurité sociale. Dat soll jo och heimat

nogeholl ginn an dat ass wierklech ze begréissen. Bei dësem Aarbechtskontrakt handelt et sech allerdéngs ëm e Contrat de travail à durée déterminée, dee jo am Droit commun op zwee Joer limitéiert ass. Dee gétt elo op fënnf Joer ausgeweit. D'Chambre des Employés privés hätt am léifsten direkt e Contrat de travail à durée indéterminée gehat.

Als Demokratesch Partei si mir der Meenung, dass et gutt ass, dass vill méi Souplesse hei an de Contrat de travail à durée déterminée kënn an dass dee vun zwee op fënnf Joer ausgedehnt gétt. Ech riichte mech dann hei gären un den Aarbechtsminister fir en ze froen, ob en net och ähnlech Felder gesäit, wou een dat kéint maachen, well onser Meenung no brauch ee méi Souplesse am Aarbechtsrecht.

Et gétt och nach aner Domänen, wou ee misst verstärkt kënnen op verlängert Contrats de travail à durée déterminée zréckgräifen, wéi nëmmen hei bei der Recherche. Ech fannen et net gutt, dass de Stat sech eng Sonderregelung gétt fir ee spezifesch Domän; an aneren Domänen, wou och kéint eng Demande sinn, do misste mer och méi Souplesse erabrénge. Dat am Intérêt vun der Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen och an aneren Domänen.

» **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Entschëllegt, wann ech dierf. Wat fir eng Domänen mengt Der dann do? Wann ech soll eng Äntwert ginn, misst ech e bësse wëssen, wat fir eng Domänen Der mengt.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Mä zum Beispill wann eng Entreprise ufänkt en neie Produit ze lancéieren, da geet se e Risque an. Si weess net, ob dat aboutéiert. Déi wëllt net gläich mat engem Contrat de travail à durée indéterminée Leitustellen, mat alle Konsequenzen, déi dat gétt.

Dat ass eng Richtung wou se e Produit développéieren zum Beispill, wat net awer elo genee ënnert d'Recherche fällt; deene misst een och méi Souplesse ginn, fir innovativ kënnen do ze fueren. Dat fällt net ënner Recherche an Innovatioun, mä dat ass en normale Contrat de travail, well dat zum Beispill Produit si fir op de Marché ze lancéieren, wou een net weess, ob et eppes gétt.

» **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Jo, mä do gesäit de Code du Travail just vir, dass een do dierf en CDD maachen. Eng nei Aktivitéit lancéiert, da gesäit de Code du Travail vir, dass een och kann do en CDD maachen.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Ech si frou, dass den Aarbechtsminister - hien ass jo de Spezialist - mer dat rappeléiert. Mä ech wollt awer soen, dass ech dat weess. Mä deen CDD ass op ee Joer limitéiert an en ass eng Kéier renouvelabel. Hei gi mer awer hin an hei maache mer en op fënnf Joer. Ech kéint mer virstellen, dass et am Monde du travail, an der Economie Domänen gétt, wou een och déi Souplesse misst hunn, an dofir meng Demande un den Aarbechtsminister, dass een och do misst eng Ouverture maachen am Intérêt vum Développement vun der Economie an domat am Intérêt vum Schafe vun neien Aarbechtsplazen an zukunftssträchtegen Domänen, wou een awer net dës le départ eng Garantie huet.

Da wollt ech, Här President, op de Volet vun der Aarbechtszäit vun de Studenten zréckkommen. Do di mer ons jo extrem schwéier hei. Et ass am Gesetzesprojet elo op zéng Stonne limitéiert. Et soll dann op 15 eropgesat ginn. De Rapporteur huet dat hei explizéiert. E sot, en hätt och d'Wuert vum Minister, dass en dat géif maachen. Dofir wunnert et mech, dass nach eng Motioun gemaach gétt.

D'Majoritéit schéngt dem Minister net ze trauen, dass se och nach eng Motioun mécht. Ech mengen, d'Wuert vum Minister géif duergoen. Mir hunn déi Motioun net mat ënnerschriwwen, well mir fannen, dass dat alles ze vill rigide ass. Dass gesot gétt, e Student wier haaptamtlech Student, an dann, wann en nach wéilt schaffen, kéint en dat maachen, an da schreiwe mir als Législateur vir, wéi vill Stonnen dat dierfe sinn.

Ech mengen, e Student muss selwer erausfannen, wéi e kann d'Studië kombinéieren mat enger Aarbecht. Et ass net um Législateur ze soen, wéi een dat soll maachen. Et wier gutt, wa mer méi Souplesse an dee System kréichen, an net dass de Législateur och do intervenéiert.

Dofir hätte mir gäre vill méi Souplesse dran. Ech weess, et gétt gesot, et kënn dann zu Abusen. Da komme Leit heihinner fir ze studéieren an dat ass e verkappten Zougank zu Lëtzebuerg. Mä menger Meenung no soll een awer net, well een Abusé fäert, e rigid System opbauen. Da muss een duerno kucken, wat dat comportéiert.

Et ass nach en anere Volet hei am Projet de loi.

» **M. le Président.** - Madame Brasseur, erlaabt Der, dass de Minister lech nach eng Fro stellt?

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Ech si ganz frou, dass de Minister sech wëllt mat mir ënnerhalen.

(Hilarité)

» **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Ech fäerte manner d'Abusé vun de Studenten, mä méi d'Abusé vun den Entreprises. Well wat méi erlaabt ass schaffen ze goen, wat natierlech - an dat ass awer verständlech, och vun engem Betrib aus - den Drock op de Student, fir esou vill wéi méiglech schaffen ze goen, do ass, an net esou mann wéi méiglech schaffen ze goen. A wann den Drock op de Student méi grouss gétt vum Schaffe wéi dee vun de Studien, da mécht e seng Studien net méi.

Dat ass de Punkt, dee mer an der Vergaangenheet gesinn hunn an deem mer einfach wëllen Anhalt gebidden, a wou mer och international Wäerter hunn, déi soen, alles wat iwwer 15 Stonnen an der Woch erausgeet, dat ass wierklech net méi der Schoul profitabel.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Mir hunn et bei de Studente mat erwuesene Leit ze dinn. Ech fanne mir mussen déi dach à même setzen, responsabel fir sech selwer ze jugéieren, wat fir si gutt ass a wat fir si net gutt ass, oder ob se wëllen e Joer méi laang dowéinst studéieren, well se awer deen Job wëlle maachen, well se vläicht dann d'Méiglechkeet duerno hunn, méi licht an d'Aarbechtswelt eranzekommen, well se dat als Referenz hunn. Ech fanne mir gi wierklech als Législateur hin a mir regele fir deen Einzelnen, wat fir hie gutt ass oder well mer e wëlle protegéieren.

Ech fannen hei hu mer et net méi mat Kanner ze dinn, mä mat erwuesene Leit, an et soll een deenen d'Méiglechkeet ginn, dat ze maachen, wat si fir sech an där Situatioun, an där se sech befannen, am beschte fannen, an net hinnen do Bremsen aleen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Da gétt et nach Zuele wéi d'Montanten, mä do ass de Rapporteur drop agangang, dat wëll ech elo net maachen. Dann hu mer och, wat d'Studentenjoben ubelaangt fir d'Vacanzen, den Alter vu 25 op 27 eropgesat. Och doriwwer kann een diskutéieren. Ech wëll awer net dodrop agoen.

Ech wëll nach eppes opwerfen, dat ass d'Zuel vun de Fuerscher. Et gétt ugestriift, dass een zéng Fuerscher pro 1.000 Aktiver kritt. Am Moment si mer bei sechs. Ech weess net, ob mer op zéng kommen, well dat schéngt mer awer wäit ewech ze sinn.

Ass et realistesch? Ech weess et net. Dat ass eng Fro, déi, mengen ech, kee ka beäntweren.

Wann een d'Zuel eropdreift, muss een awer kucken - an dat ass wierklech éischt Prioritéit -, dass d'Qualitéit vun der Fuerschung stëmmt. Et geet jo net drëm, just gutt Statistiken ze hunn. Et geet drëm, dass mer Chercheuren hei zu Lëtzebuerg hunn, déi och gutt Recherche maachen; well Recherche dierf kee Selbstzweck sinn.

Wat elo d'Retombée vun der Recherche ubelaangt, do ass et ëmmer schwéier, driwwer ze diskutéieren, well: Wat ass eng Retombée?

Et muss ee kucken, Beräicher ze fannen, déi zukunftssträchteg sinn, an et muss ee Courage hunn, fir sech opzemaachen, fir nei Domäne wéi d'Biotechnologie oder d'Médecine moléculaire, wat eppes Formidables ass. Do huet d'Regierung jo wëllen, dee Projet an der Recherche ze investéieren.

Dat ass dee Projet, deen an dëser Nummer vum „Flydroscope“ presentéiert gétt. Ech

fannen et gutt, dass d'Luxair e Projet de recherche vu Lëtzebuerg esou an d'Fenster stellt, well hei hu mer en internationale Public, deen dat liest. Esou komme mer dozou, dass mer méi bekannt ginn no baussen, wat d'Recherche ubelaangt.

(Interruption)

Dat war haut am Courier.

Erlaabt mer awer, eng Remarque ze maachen zu där Foto, op där een den Här Biltgen virun engem Fort gesäit. Dat ass net op den Dräi Echelen, wéi verschidde Leit mengen - well fir de Musée de la Forteresse léisst den Här Biltgen jo d'Madame Modert sech doduerchschoen, wat net einfach ass -, mä dee Fort hei ass de Fort Lambert am Stadpark vun der Stad Lëtzebuerg. Dee Park ënnen ass virun engem Artist, dem Här Métais, realiséiert ginn.

Ech si ganz frou, dass de Fuerschungsmminister vu Lëtzebuerg en Objet vun der Stad Lëtzebuerg geholl huet, fir sech en page de couverture ze weisen.

(Interruptions diverses)

Ech wëll dem Minister dofir ausdrécklech Merci soen.

Ech wollt soen, dass mer an nei Technologie sollen investéieren a vläicht anerer ofbauen. Do sinn och d'Medien, do sinn d'Finanzen, do sinn d'Assurancen, mä och Recherche fondamentale solle mer bedreiwen.

D'Chambre de Commerce seet, de Kritär soll de Potentiel de valorisation des résultats escomptés au niveau national sinn.

Et ass ganz schwéierg ëmmer ze wëssen, wat bei enger Recherche erauskënn. Et muss een och e Risiko agoen, e Risque calculé. Et ass net esou, dass een eng Politik tous azimuts mécht, mä et ass e Risque dobäi, deen een huele muss. Ech fannen, dass mir als Chamber och d'Regierung dobäi mussen ënnerstëtzen, dass ee Risquen hëlt, mä déi Politique de la recherche muss cibléiert sinn.

Am Exposé des motifs vum Gesetzestext liest een, dass d'Regierung wëllt d'Kompetenzen an dem Beräich vu Recherche et développement zu Lëtzebuerg ancréiere mat der duebeler Nationalitéit.

Do hunn ech awer och eng Fro: Mir soe jo - de Projet de loi ass jo nach ëmmer an der Kommissioun -, fir d'duebel Nationalitéit ze kréien, muss ee siwe Joer zu Lëtzebuerg sinn. Hei fir d'Chercheure gesi mer eng Bourse vir fir fënnf Joer.

Ech gesinn net, wéi dat iwwereneeklappt mat dem Wonsch, d'Chercheuren an domat d'Recherche zu Lëtzebuerg anzebiegeren.

Duerfir wollt ech den Här Minister Biltgen froen, wéi dat klappt mat dem Nationalitéitgesetz, wat mer hunn.

Mäi Fraktiounskolleeg, de Xavier Bettel, hat 2004 eng Question parlementaire zu de Permis de travail am Domän vun der Fuerschung vun den Net-EU-Bierger gestallt. Hie krut geäntwert, mir hätten iwwerhaapt keng Zuelen doriwwer - wat bedauerlech ass.

An där Äntwert gétt och d'Direktiv 2005/71 vum 12. Oktober 2005 relative à une procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers au fin de recherche scientifique évoquéiert, no där ee kee Permis de travail méi brauch, mä just nach e Permis de séjour. An dës Direktiv gétt jo elo mam Immigrationgesetz, dat muer hei an der Chamber zum Vote steet, an d'Nationalrecht transposéiert.

Et wier awer gutt, wa mer d'Zuelen hätten, wéi et mat de Chercheurs ressortissants aus de Pays tiers am Moment ausgesäit.

Ze bedenke gétt allerdéngs de Fait, wéi et och aus dem OCDE-Rapport „Perspectives et migrations internationales“ vun 2006 ervirgeet, dass ëmmer méi europäesch Fuerscher an Nordamerika an neierdengs souguer a China auswandern. Do muss mir Europäer ons dach druginn, well soss kréie mer den zweete Präis.

Et si leider ze wéineg jonk Leit, déi sech fir d'Sciencesfächer interesséieren. Dat geet schonn an der Schoul un. Et ass kee méi gewëllt, déi Sciences dures ze studéieren, wat vill méi e beschwéierleche Wee och als Studium ass. Mä mir mussen zesummen - an dat géllt net nëmme fir Lëtzebuerg, mä insgesamt fir Europa - an deem Sënn e Schrëtt no vir maachen a méi jonk Leit fir d'Fuerschung interesséieren, fir dass mer an deem Domän keng Auswanderer hunn.

Wa mer gären hätten, dass auslännesch Fuerscher de Wee op Lëtzebuerg fannen, da mussen och déi Unisposten international ausgeschriwwen ginn an net nëmmen an der Region bliwen, well mir mussen éviéieren, dass et zum Inceste intellectuel kënn.

De Germain Dondelinger huet am Paperjam, Här Minister, am Mee 2007 gesot: «J'ai dit aux facultés que tous les postes devaient être publiés internationalement pour que n'importe quelle personne qui possède les compétences correspondant au profil puisse être candidate. J'éprouve des difficultés à convaincre mes gens à le faire, mais ça viendra.»

Ech hoffen, dass dat elo de Fall ass, well mir mussen jo awer vill méi wäit spanen, fir gutt Leit op Lëtzebuerg ze kréien.

Eng Cotutelle mat auslänneschen Unien si mer och amgaangen ze maachen, well dat ass en exzellente Vivier, fir Leit hei op Lëtzebuerg unzezéien. Mir mussen deemno och Entreprises an eist Land kréien, déi an zukunftssträchtegen Domänen aktiv sinn, wéi beispillsweis d'Émwelttechnologien. Och hei si mer gefuerdert.

Ech hunn dës puer Punkten hei évoquéiert...

» **M. le Président.** - Madame Brasseur, Dir misst esou lues zum Schluss kommen!

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, ech sinn och elo zum Schluss komm.

Ech hunn dës Punkten évoquéiert, fir ze soen, dass den Débat vun der Recherche wäit heiriwwer erausgeet, dass mer dat hei awer e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung fannen an dass mer duerfir de Projet stëmmen.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen der Madame Brasseur Merci. Als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, an de leschten 20 Joer huet Lëtzebuerg ugefaangen, de Wee an d'Wëssengesellschaft ze fannen.

Et ass richtig: Wann d'Privatwirtschaft scho laang wousst, dass een iwwert d'Fuerschung an d'Innovatioun wirtschaftlech virukënn, dann hunn de Lëtzebuerger Stat an d'Lëtzebuerger Gesellschaft dat laang Zäit net verstanen.

Bekanntlech eréischt 1987 huet Lëtzebuerg sech dat éischt modernt Gesetz ginn, fir Fuerschung an Innovatioun zu Lëtzebuerg ze organiséieren an ze finanzéieren. Duerno sinn d'Gesetzer vun 1996 an 1999 derbaikomm. D'Gesetz vun der Uni ass aus dem Joer 2003. Dat sinn also elo fënnf Joer hier.

Et muss een awer trotzdeem dorun erënnern - ech soen dat och dem Rapporteur -, dass déi Démarche net einfach war. Et ass näischt méi schwéier an enger Gesellschaft, wéi Mentalitéiten ze änneren. Egal wéi vill Suen dass een huet.

Ech wëll drun erënnern, dass et vill Widerständ gouf. An nach virun e puer Joer huet d'Diskussioun iwwert d'Uni gewisen, dass breet Kreesser - ech soen, breet Kreesser - vun der Lëtzebuerger Intelligenz, vun der Lëtzebuerger Wirtschaft a vun der Lëtzebuerger Politik der Meenung waren, Lëtzebuerg bräicht keng Uni a Lëtzebuerg kéint...

(Interruption)

Lëtzebuerg, ass gesot ginn, kéint jo säi Gehir, säi Brain am Ausland ausbilde loosse a sech déi Ausgaben do spueren, fir Gott weess wat mat deene Suen do ze maachen.

Et ass awer bei all deenen Diskussiounen vergiess ginn, dass e Land an eng Gesellschaft, esou kleng wéi se och ass, haut méi wéi jee vill Gehir brauch, fir sech, seng Wirtschaft, säin Zesummeliewen ze hannerfroen, ze moderniséieren, a sech och nei Trëmp fir d'Zukunft ze ginn.

Duerfir gesinn ech perséinlech d'Entwicklung op deem Gebitt an de leschten 20 Joer als eng vun deene wesentlechsten, fir d'Zukunft vun onsem Land ze organiséieren an ze dynamiséieren.

Duerfir félicitéieren ech d'Regierung - dës Regierung an och déi viereg Regierung -, dass se d'Gesetzer iwwert d'Fuerschung an d'Uni gemaach hunn an déi Gesetzer och dynamesch ëmsetzen.

Et sinn imposant Zomme fir d'Uni, imposant Zomme fir d'CRPen a fir de Fonds national, déi prettgestallt ginn. Virun allem fannen ech et och wichteg, dass andauernd probéiert gétt, géeeigent Strukturen op d'Been ze setzen, déi eng effikass Fuerschungslandschaft zu Lëtzebuerg an Zesummenaarbecht mat auslänneschen Unien an Instituter schafen.

Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, gehéiert zu deenen Ustengungen. Et passt déi bestehend Strukturen un d'Erkenntnisser an d'Besoinen un. D'Erkenntnisser sinn déi, déi d'OCDE ons 2006 an hirer Analys vun der Lëtzebuerger Innovationspolitik geliewert huet. Déi Analys inspiréiert sech un den internationalen Normen a Kritäre vun enger moderner Recherche an ass dofir de richtegen Ausgangspunkt, besonnesch fir d'Evaluatioun vun deem, wat an der öffentlecher Recherche zu Lëtzebuerg vir sech geet.

Ech weess, d'OCDE huet net dee beschte Ruff zu Lëtzebuerg mat hiren Analysen, mä et kann een op dësem Gebitt op jidde Fall soen,...

(Interruption)

Ech schwätzen elo vun dësem Gebitt.

...dass am Fong geholl hir Bestandsopnahm vun 2006 richteg an nëtzlech war. Déi ass jo och deemools gemaach ginn an zesummenaarbecht mat villen Acteuren, mat der Chamber, mat Acteuren an der Wirtschaft an aneren an der öffentlecher Politik. Si huet deemools Feulentwécklung gewisen, wéi zum Beispill d'Gefor vun der Dispersioun vun de Responsabilitäten. Well d'Recherche haut modern ass, wëllt dofir d'Politik, wëllen d'Ministère jo alleguer eppes domat ze dinn hunn; also d'Noutwendegkeet ass do, fir déi Demanden ze bündelen, zesummenzeféieren, fir iwwert d'Festungen eraus zesummenzeschaffen.

Eng aner wichteg Iddi och an där Analys ass, esou wäit wéi méiglech autonom Strukturen ze schafen, d'Bürokratie op e Minimum ze reduzéieren a vill Flexibilitéit ze halen. Dofir d'Iddi, dass déi öffentlech Hand mat Vertrieeder vun der Fuerschung an der Wirtschaft zesummeschafft.

D'Uni ass autonom, de Fonds national de la recherche ass en Etablissement public, d'CRPen ebenfalls. D'Gouvernance muss esou sinn, dass wuel de Stat als wichtige Geldgeber Orientatioun ka ginn, mä dass d'Eegeliwe vun de Fuerschungsstrukturen op allen Niveaue méiglech ass an d'Bürokratie op e Minimum reduzéiert gëtt.

De Lëtzebuerger Modell vun der Fuerschung ass rezent. Dofir ass en nach dynamesch, verglach mat deem vu grouse Länner ronderëm, déi vill méi hunn, fir risegrouss Strukturen erëm e bësse méi flexibel ze maachen.

Eng Haaptsuerg - dat war eppes, un dat ech mech nach ganz gutt erënneren - beim Gesetz vun 1987 war absolut, eng fonctionariséiert Recherche ze verhënneren. Dat heescht, ze verhënneren, dass duerch e feste Statut op Liewenszäit d'Fuerschung no kuerzer Zäit kee Rendement méi hätt. Dat war deemools akzeptabel, well vill Fuerscher nach en anere Beruff doniewent haten an domat ofgesécher waren. Mat der Zäit huet sech awer gewisen, dass d'Précaritéit weder sozial nach fir d'Fuerschung selwer eng Léisung war.

Dofir ass eng wichteg Neierung vun onsem Projet haut d'Méiglechkeet, e Contrat à durée déterminée an der Fuerschung bis 60 Méint ofzeschléissen. Dëst ass eng gutt Mesure fir d'Précaritéit an der Recherche ofzebauen. De Chercheur weess zwar, dass hie flexibel muss sinn an dass hie sech op ville Plazen erëmdreiw muss, mä och de Fuerscher huet iergendwann eng Famill an huet Kanner a wëllt eng gewëssen Aussicht op d'Zukunft.

Natierlech ass mat dëser Mesure net all Problem vun Fuerscher geléist. Ee jonke Mënsch, dee säin Doktorat mécht, oder e Fuerscher, dee nom Doktorat weiderfuerscht, also e Postdoc, sicht iergendwann e Point de chute, wou hie sech installéiere kann. Nu wësse mer, dass d'Méiglechkeeten dofir zu Lëtzebuerg rar sinn. D'Uni Lëtzebuerg trennt sech vun hiren Doktoranden, wa se fäerdeg sinn.

Wat fir aner Méiglechkeeten et fir Fuerscher gëtt hei zu Lëtzebuerg, wëll ech mat engem Fragezeeche versinn. D'CRPe bleiwen eng Méiglechkeet, oder Betriber, déi Fuerschung maachen, mä d'Betriber rekrutéieren international an net nëmmen hei um Marché. Da bleift eng Carrière am Ausland. Mä d'Entwécklung vun engem dynamesche Fuerschungsbetrieb - an dofir misste mer ons doriwwer emol eng Kéier ganz seriö Gedanken maachen - hänkt och vu Carrièresméiglechkeeten zu Lëtzebuerg of, wa mer eng Kéier nom Doktorand, nom Postdoc Leit hunn, déi an der Fuerschung geschafft hunn, déi sécher wa se jonk sinn och déi beschte Viraussetzung hunn, fir gutt Fuerschung ze maachen, mä déi awer och eng Kéier eng Carrière wëllen hunn, also eng gewësse Stabilitéit an hirem Liewen.

Här President, eng weider wichteg Ännerung vun dem Gesetz ass déi erweidert Kom-

petenz fir de Fonds national de la recherche, fir d'Bourses de formation-recherche an d'Aides à la formation-recherche fir d'Doktoranden an d'Postdoktoranden ze verdeelen. Dat ass eng gutt Mesure, déi fir Transparenz an Effikasitéit suerge wäert. Si entsprécht genee der Recommendation vun der OCDE, fir de Fonds national de la recherche op seng wesentlech Aufgab, nämlech de Finanzelement vu Projeten, ze konzentréieren.

Duerch déi nei Orientatiounen, déi de Fonds national de la recherche sech iwwert d'Foresight-Etüd ginn huet, si seng Programmer gestrafft a prezisiéiert ginn. De CORE-Programm huet als Objektiv, d'Qualitéit vun der öffentlecher Fuerschung zu Lëtzebuerg a speziell cibléierte Beräicher ze verbesseren.

Eng wesentlech Recommendation vun der OCDE war, den Acteure vun der Fuerschung zu Lëtzebuerg duerch Contrats de performance op e puer Joer eraus hir Missioun an hir Strategie festzeleeën. An dat ass jo viru kuerzem geschitt fir de Fonds national fir d'Period vun 2008 bis 2010.

Här President, nach e Wuert zur Fuerschungslandschaft insgesamt. D'CRPen, déi d'Gesetz vun 1987 geschaf huet, bleiwe selbstverständlech selbstänneg bestoen. Et ass gutt nach ëmmer an der Landschaft, wéi mer se haut hunn, wann téschent Uni a CRPen eng gewëssen Emulatioun bleift. Mä téschent UNI a CRPe muss op d'mannst eng Koordinatioun stattfannen. Dat ass besonnesch wichteg um Plang vun der Personalpolitik, wat d'Carrière an d'Ufankgehälter uegt.

D'Uni huet duerch hir Politik d'Präisser fir Wëssenschaftspersonal zolidd an d'Luucht gedriwwen; an do kommen d'CRPen oft net méi mat. Wann een natierlech vu Fuerschungslandschaft schwätzt, muss een och wëssen, dass et och nach aner Instituter gëtt, wéi d'Ceps, Statec an esou weider.

Et schwätzt een - dat ass e weideren Aspekt, deen een och muss zu Lëtzebuerg héchstwahrscheinlech ausbauen - vum Envrionnement, vum ganzen Ëmfeld vun der Fuerschung; besonnesch wann et drëm geet, auslännesch Fuerscher kommen ze loossen, hinnen ze hëllef sech ze installéieren mat hire Familljen, wann et muss sinn.

D'Uni huet sech Instrumenter dofir ginn a mécht dat. Mä d'Fro stellt sech: Wéi ass et mat deene Fuerscher vun aneren Instituter, vun de CRPen, déi vu bausen erakommen? Dofir hu mer net onbedéngt nëmmen als Stat, mä och als Gesellschaft nach Efforten ze maachen. Ee symbolescht Element dovunner ass d'Iddi vun de Studentewunnenge bei de Leit doheem, wou mer am Fong geholl nach net deen Duerchbroch fonnt hunn. Mä ech schwätzen hei vum Ëmfeld, wéi mer mat héich qualifizéierte Leit ëmginn, déi zu Lëtzebuerg sollen installéiert ginn.

Wann ee vu Koordinatioun schwätzt, dann handelt et sech besonnesch ëm Ministèren, ëm hir Strukturen. Do läit mer wierklech um Häerz, Här President - ech wëll dem Minister dat hei soen -, d'Fuerschung zu Lëtzebuerg huet jo vill Pappen an och Mammen, déi een zesumme muss bréngen, fir dass déi Fuerschung eppes ervirbréngt. Dofir wollt ech d'Regierung félicitéiere fir dee viru kuerzem virgestallte Projet téschent dem Héichschulminister, dem Wirtschafts- an dem Gesondheetsminister mat amerikanesche Fuerscher a Privatfuerschungsbetriber. Ech fannen deen exemplaresch, fir eppes opzebauen, souwuel duerch déi Internationalitéit, mä och duerch déi zesummenaarbecht vu Ministèren, vu verschiddeenen Deeler vun der Lëtzebuerger Politik.

Här President, fir ofzeschléisse wëll ech soen, dass meng Fraktioun selbstverständlech dëst Gesetz wäert stëmmen. Si begréisst d'Aarbecht vun der Regierung um Gebitt vun der Fuerschung. Sécher därefer mer ons net op de Lorbeeren ausrouen, well Fuerschung an Intelligenz ass par définition eppes Onroueges, eppes Wibbeleges, an de Confort an d'Certitudé sinn net fir d'Fuerschung.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Fayot Merci an als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken dem honorebelen Här Thiel Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et war och fir mech ganz flott ze héieren, dass all Riedner sech fuerschungs- a recherchefrëndlech ausgedréckt hunn an ech wäert

dat och maachen. Obschonn ech net, wat deen heite prezise Projet de loi betrëfft, de selwechten Enthusiasmus bis zum Schluss kann duerchhalen.

Am Résumé kann ee soen, dass d'Zil vun dësem Projet de loi 5733, dee mer haut debattéieren, ass, fir e Kader ze schafen, fir méi jonk Chercheuren, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, an d'Land ze kréien an de Beruff vum Chercheur méi attraktiv ze maachen.

D'Ziler vu Lissabon ginn ernimmt, wou mer jo bekanntlech sollen 1% vum PIB duerch d'öffentlech Hand an 2% duerch de Privatsektor an d'Recherche investéieren. Et gëtt och nach un d'Ziler vum Plan national pour l'innovation et le plein emploi erënnert, wou mer wëlle bis 2010 op d'mannst zéng Chercheuren op 1.000 Aarbechtsplaze kréien.

Mir hunn eis Ziler héichgestach. Et därefer ee skeptesch sinn, ob mer se wäerten erreechen, mä mir sinn um gudden Wee. Mir maache Fortschreitter. D'Richtung stëmmt. D'Vitesse de croisière ass vläicht net ëmmer esou schnell wéi mer eis se géife wënschen, mä och d'Entwécklung vun der Héichschoullandschaft brauch Zäit, fir sech nohalte ze organiséieren an ze entfalen.

Mir brauchen also méi Doktoranden a Postdoktoranden, natierlech virun allem op deene Gebidder, déi mer als prioritär ugesinn.

Mir wëllen duerfir besser Aarbechtskonditiounen fir eis Wëssenschaftler schafen, am Aklang mat der Charte européenne du chercheur an dem Code de conduite pour le recrutement des chercheurs. Mir wëllen d'Mobilitéit förderen téschent de Länner, mä och téschent den Héichschoulen an de privatwirtschaftleche Betriber. Mir leeë Wäert op eng gutt Qualitéit. Mir wëllen en Netzwerk schafen, wou d'Chercheuren an aner Wëssenschaftler zesummefannen.

Mat den Ziler vun dësem Gesetz kënnen mir selbstverständlech och nëmmen d'accord sinn. Wat maache mer dann elo, fir dës Ziler ze erreechen?

Mir wëllen, dass d'Aarbechtsverhältnis vun de Chercheuren vun Ufank un duerch en Aarbechtskontrakt geregelt gëtt, dann ass d'Affiliatioun un d'Kranken- a Pensiounskeess automatesch geregelt, da ginn och d'Ufankscarrière fir Chercheuren méi interessant.

Dat ass eng Condition nécessaire, fir dass jonk Leit mat Universitätsdiplomer eng Carrière an der Recherche kënnen upeilen. Ob et eng Condition suffisante ass, dass d'Recherche esou attraktiv genuch gëtt, fir sech mat hirem Contrat à durée déterminée géint esou interessant Beruffer mat Contrats à durée indéterminée, wéi mer se zum Beispill am Enseignement hunn, duerchzusetzen, dat bezweifele mer; an do kommen ech zum Schluss vu menger Ried nach eng Kéier drop zrëck.

D'Durée vun der Hëllef fir d'Formation doctorale gëtt op maximal véier Joer équivalent plein temps limitéiert. Dat ass an anere Länner anescht. Besonnesch an den USA ass deen Zäitraum méi laang. Am Kader vum Prozess vu Bologne geet awer nëmme Rieds vun dräi Joer. Hei soll eng Evaluatioun vun den Erfahrungen, déi gemaach ginn, dann zu enger eventueller Upassung vun dem Zäitraum vun den Hëllef kommen. Nom Doktorat kënnen mer nach weider zwee Joer Studië finanziell ënnerstëtzen.

Dat neit Gesetz ass also eng däitlech Verbesserung, well bis elo ware just dräi Joer finanziell Ënnerstëtzung méiglech.

Mam neie Gesetz kann ee Chercheur, dee schonns vun enger finanzieller Hëllef fir eng Dokteraarbecht profitéiert huet, och nach eng Bourse fir postdoktorale Studië kréien, wann en dës Studien an engem anere Land mécht a wann en dës Studien innerhalb vun aacht Joer no sengem Doktorat uegt.

Eng Verbesserung ass och virgesinn - esou steet et am Exposé des motifs - fir Fraen, déi an der Recherche schaffen, wa se e Puppelchen erwaarden. Bis elo huet eng Frau, déi e Kand erwaart huet, keng extra Mesurë kritt. D'Bourse ass stornéiert ginn. Dat huet hirer Rechercheaarbecht vläicht gedéngt, mä déi Fra huet awer risquéiert an hirem Congé de maternité kee Revenu ze hunn. Elo ass virgesinn, dass d'Bourse ëm den Zäitraum vum Congé de maternité verlängert gëtt; dat begrëisse mer natierlech.

Dobäi ass jo och kloer an däitlech de Wëllen ausgedréckt ginn, dass d'Bourse „formation-recherche et développement“ d'Ausnahm soll bleiwen. Beim Contrat à formation-recherche et développement si jo déi positiv Rechter wéi Congé parental, mi-temps fir d'Kanner ze versuergen, d'office ga-

rantéiert. An awer wäert et an der Praxis schwéier sinn, sech länger Zäit aus engem Rechercheuprojekt zrëckzeziehen; gutt Crèche a Structures d'accueil sinn och fir d'Uni extra wichtig.

Do waren dach emol lwwerleunge fir eng Crèche op der Uni opzemaachen. Ass déi Iddi nach aktuell, gëtt se realiséiert oder ass se gestuerwen?

Besser Aarbechtskonditiounen an der Recherche heescht ee bessere Verdéngsch, besonnesch bei de Berufsfänger. Aus den Tabelle vum Exposé des motifs, souwäit wéi een do iwwerhaapt ka vergläichen, schéngt ervirzegoen, dass eis nei Hëllef fir d'Formation fir den Doktorat déi héchste sinn. Dat ass korrekt. Mir hu jo och aner Hëlfelefen op héijem Niveau.

Bei postdoktorale Formatiounen leie mer net gradesou wäit un der Spëtzt, mä och hei sinn d'Vergläicher mat vill Virsicht ze zieien; ënnerschiddlech steierlech a sozial Konditiounen maachen de Vergläich einfach schwéier.

Besser Aarbechtskonditiounen heescht awer och gutt Infrastrukture schafen. A well d'Realisatioun vun den exzellenten Infrastrukturen, wéi mer se dann op Esch/Beval eng Kéier wäerte kréien, nun emol Zäit brauch, stellt sech besonnesch elo fir vill Sparten d'Fro vun den lwwergangsregelungen vun de Raimlechteeten, déi mer brauchen, fir d'Expansioun vun der Recherche net ze bremsen, bis Esch/Beval zur Dispositioun steet. Eng ganz positiv Léisung ass do zum Beispill um Campus zu Walfer fir d'Faculté des lettres, des sciences humaines, des arts et des sciences d'éducation fonnt ginn. Aner Unitéite wéi zum Beispill d'Unités de recherches physiques et matériaux waarden nach op eng lwwergangsléisung.

Besser Aarbechtskonditiounen heescht awer och - net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä besonnesch hei zu Lëtzebuerg - kloer Aarbechtsverhältnisse mat engem transparenten Aarbechtskontrakt schafen.

Mir begrëissen, ech hunn et scho gesot, dass d'Subventioun vun der Formation-recherche, déi dozou déngt, en Aarbechtskontrakt Formation-recherche mat engem Chercheur ze finanzéieren, d'Regel soll ginn. D'Bourse „formation-recherche et développement“, déi direkt un de Chercheur geet, soll d'Ausnahm bleiwen. Bis heihinner si mir mam neie Gesetz d'accord. Dat läit alles am grénge Beräich. Dat ass alles positiv.

(Interruptions)

Et bleift nach eng allgemeng Remarque zur Problematik.

D'Zuel vun de Chercheuren zu Lëtzebuerg kann erpoggen, andeems mir besser Konditiounen schafen, esou wéi meng Virriedner an ech selwer et elo grad beschriwwen hunn. D'Zuel vun de Chercheuren, déi aus de Lëtzebuerger Schoule kommen, geet awer och nëmmen erop, wa méi Schüler zu Lëtzebuerg aus eisem Enseignement secondaire erauskommen, déi eng Berechtigung hu fir en Héichschulstudium unzefänken. Dat huet awer bäi Wäitem manner mat Bourssen a finanziellen Hëlfelefen ze dinn, dat huet villméi mat schoulesche Programmer, Evaluatioun an Ëmgang mat eiser Sprochevillfalt ze dinn.

De Projet de loi 5733 huet eng ganz Rei positiv Mesurë festgehale an DÉI GRÉNG si selbstverständlech och drun interesséiert a gäre bereet matzeschaffen, dass d'Formationen zu Lëtzebuerg sech weider positiv entwéckelt.

Leider maachen awer zwee Punkten, déi d'Aarbechtsrecht betreffen, eis et schwéier, fir eisen Accord zu dësem Projet de loi ze ginn.

Den éischte Punkt: Souwuel d'Chambre de Travail wéi och d'Chambre des Employés privés wiere sech - an eisen Aen zu Recht - géint d'Banaliséierung vum Contrat à durée déterminée. Och mir sinn der Meinung, dass ee CDD just dann därefer gemaach ginn, wann et ëm eng prezis definéiert Aarbecht mat enger prezis definéierter Dauer geet.

Datt dat bei der Recherche oft de Fall ass, schéngt eis logesch ze sinn. Wa mir awer elo d'Méiglechkeet ginn, dës CDD bis op 60 Méint ze verlängeren, da schafe mir an

der Uni, an de Centres de recherche ee flott Méttel eng flexibel Gestioum vum Personal ze maachen, deene jonke Chercheuren awer schafe mer och no jorelaanger Aarbecht keng berufflech sécher Situatioun, an dat mécht d'Carrière vum Chercheur, besonnesch fir Lëtzebuurger Studente mat Unis-Diplom, net interessant.

Dës Regelung erënnert och un déi vun de Chargés de cours an de Primärschoulen an an de Lycéeën, wou mat ähnlechen Argumenter vu flexibeler Personalgestioum ähnlech Ausnahme gegollt hunn, bis se vun der Cour administrative verworf gi sinn. Mir mengen, hei gëtt datselwecht am Héichschoulweise probéiert, dat sech schonns an der Primärschoul an am Lycée als net tragbar erweisen huet.

En zweete Punkt, wou mer net d'accord sinn, dat ass mat der Regelung, dass ee Student nëmme zéng Stonnen an der Woch schaffen däerf. D'Studente sollen net musse schaffen, fir hir eege Studien ze finanzéieren. Duerfir hu mer jo och zu Lëtzebuerg eng ganz Rei effikass Hëllef; net all Student erfëllt awer d'Konditiounen fir dës Hëllef ze kréien. Duerfir si mer der Meenung, dass zumindest Unis-Studenten a - Studentinnen zu Lëtzebuerg esou vill kënne schaffen, wéi se dat wëllen a wéi dat normal Aarbeitsrecht et zouléist. Och wann de Statsrot festgestallt huet, dass mat dem aktuellen Text d'Méiglechkeet opbleift, fir e puer esou Kontrakter vun zéng Stonnen d'Woch ze ënnerschreiwen, dann ass dat jo éischters net gewollt, an zweetens kann dat och net d'Zil dovu sinn.

Virun hat ech eng aner Positioun wéi d'Riednerin vun der Demokratescher Partei, awer hei komme mer eis e bëssen entgéint. Mir wieren der Meenung, dass mer et bei de Studentinnen a Studenten ëmmerhin mat erwuessene Mënschen ze dinn hunn, déi och nach eng gewësse Bildung hunn, an déi och fir sech misste verantwortlech kënne soen, wéi vill Aarbecht si niewent hirem Studium mengen ze verdroen.

Et géif mech och interesséieren ze héieren, wéi grouss de Problem wierklech ass. Ech kennen och déi Recommandatiounen, déi den Här Biltgen och der Madame Brasseur gesot huet, dass alles, wat iwwer 15 Stonnen d'Woch geet, sech erweist, wéi wann dann d'Studié géife leiden. Et wier awer interessant ze wëssen, wéi vill Studenten hiert Studium vernoléisegen, well se ze vill niewelaanscht schaffe ginn. An da misst ee sech jo och nach froen, ob déiselwecht Studente besser studéiere géifen, wa se net géife schaffe goen.

Wier et net méi sënnavoll, esou Situatiounen a perséinleche Gespréicher zum Beispill am Tutorat ze regelen, wéi mat gesetzleche Restriktiounen?

Wa mer da schonn eng Limite virschreiwen, da geséiche mir déi Limite op alle Fall éischer bei 20 Stonnen an der Woch, wéi dat a ganz villen Nopeschlänner de Fall ass, wéi bei zéng oder 15 Stonnen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Déi gréng Fraktioun wäert sech bei dësem Vote enthalen.

» M. le Président. - Ech soen dem Här Adam Merci. Als leschte Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert. Den Här Jaerling dréit sech och nach an.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus fir d'éischt dem Kolleeg Lucien Thiel als Rapporteur e Merci soe fir säi gudden schréfflechen a mëndlechen Rapport. Ech wëll och an deem Merci d'Leit hei aus der Verwaltung respektiv aus dem Ministère mat aschléissen, déi eis jo awer mat enger ganzer Rei vun nützlechen Informatiounen an dëser Aarbecht gedéngt hunn.

Fir d'ADR ass dat heiten e gutt, e wichteg Gesetz, wat fir d'Zukunft vun eisem Land wichteg ass. Lëtzebuerg war ëmmer als eent vun deene räichste Länner vun der Welt bekannt, mir waren awer leider praktesch mat um Schluss oder am leschten Deel, wat d'Fuerschung ubelaangt. Et huet also e groussen Nohuelbedarf hei zu Lëtzebuerg bestanen. De Kolleeg Fayot huet schonn e gewëssenen Historique doriwuer gemaach, wat alles an deene

leschten zéng, 20 Joer hei geschitt ass. Ech géif soen, dass déi wichtegst Etapp d'Schafung vun der Uni Lëtzebuerg am Joer 2003 war.

De Kolleeg Lucien Thiel huet an der Kommissioun eng Remarque gemaach, déi ech mer enregistréiert hunn. Hien huet gesot, d'Zukunft wäert eis weisen, dass d'Uni Lëtzebuerg déi wichtegst Décisioun an Investitioun fir d'Zukunft vum Land war, an net déi Investitiounen, vun deene mer oft mengen, dass et déi wichtegst sinn.

Hien huet déi Ausso net a sengem Rapport zréckbehalen, mä ech hunn awer wichteg fonnt, dass déi Ausso an der Kommissioun gemaach ginn ass, well si ass menger Meenung no fundamental richtig.

Wa mer bis elo Bourssen a Prêten un eis jonk Leit - meeschtens sinn et jonk Leit - ginn hunn, esou féiere mer haut eppes Neies an, nämlech Gehälter a Rémunératiounen, en Aarbeitsvertrag, dee mat hinne gemaach ka ginn. Mir ginn hinne domadder eng gewësse Sécherheet, wat hiert Akommes iwwert déi Zäit ubelaangt, awer och eng gewësse Sécherheet, wat hir Sozialofsecherungen ubelaangt.

Et ass eng wichteg Viraussetzung fir déi Leit, déi an déi Formatioun ginn, dass se och Garantié kréien an dass se net vis-à-vis vun deenen, déi no engem Unisofschloss ophalen, am Fong benodelegt ginn. Sécherlech si se fir eng Zäitche finanziell benodelegt, mä et soll een dat awer esou wäit wéi méiglech iwwert dës Wee opfänken.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mat deene Montanten, déi an dësem Gesetz stinn, kënn Lëtzebuerg elo un d'Spëtz. Ech mengen, mir kommen do nëmme deem no, wat ee vun engem Land wéi Lëtzebuerg ka verlaangen.

De Fonds national de la recherche gëtt beoptraagt, fir déi ganz Gestioum ze maachen. Duerfir muss een och kucken, dass de Fong genuch Leit kritt, fir ebe kënnen eng Struktur opzebauen, fir no baussen och ze weisen, wéi de Fong fonctionnéiert a wéi en zougänglech ass, mat der néideger Transparenz, fir eng besser Visibilitéit ze ginn, fir awer och eng rational Gestioum kënnen ze maachen an - wat och am Rapport steet - eng Evolution am internationale Verglach, och e Suivi iwwert d'berufflech Carrière vun deene Leit, déi vun dësen Hëllef profitéieren, wéi herno hir Carrière sech weiterentwéckelt, a wat fir eng Répercussiounen dat hoffentlech am positive Sënn op eis national Economie huet.

Ech wëllt, nodeem praktesch alles gesot ginn ass, vläicht op ee Punkt agoen, dass nämlech d'Carrière vun deene Leit. Wa mer haut hei versichen, se finanziell besser ze ënnerstëtzen, a mat Recht, fir déi Zäit, wou se déi Aarbecht maachen, da muss een awer och kucken, dass déi Leit duerno hir Carrière kënnen an enger menger Meenung no verbesserter Situatioun maachen. Do denken ech net nëmme un de Privatsektor, mä ech denken och un den öffentleche Sektor, wou déi Carrière am Prinzip beim Stat menger Meenung no, eiser Meenung no, net genuch honoréiert gëtt. Obscho mer och beim Stat awer wäerten an Zukunft méi Leit aus där doter Branche brauchen.

Duerfir, wa mer an deene leschten Deeg vill iwwer eng Gehälterreform schwätzen, sinn ech der Meenung, dass, wann een eng Kéier do konkret gëtt, een och dësen Aspekt net däerf verléieren.

Een anere Volet wollt ech nach zum Schluss belichten, awer ganz kuerz. Dat ass deen, deen den Aarbeitsministère hei ugeet. Et ass elo vu verschiddene Säite beliicht ginn. Mir hunn als ADR och déi Motioun mat ënnerstëtzt, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn.

D'Explikatiounen vum Minister ware kloer. Mir wëssen, dass mer zu dësem Zäitpunkt net aneschters kënne jugéieren oder handele wéi dat, wat mer elo an dësem Gesetz maachen. D'Regierung, de Minister huet eis d'Zousou ginn, soubal déi Direktiv ëmgesat wier, déi nach an Ausaarbecht wier, géif dat heiten deementspriedend korrigéiert ginn.

Mir hunn déi Offerte vun der Regierung kritt. Mir hu se an enger Motioun festgehalten a wäerten déi Motioun och matstëmme, genausou gutt wéi mer och vun eiser Säit aus wäerten dësem gudden Projet zoustëmme.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. Dann huet den Här Jaerling d'Wuert nach gefrot.

» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Merci, Här President. Ech kann och nëmme dës wichtege Projet begréissen. Ech hu just e bëssen e Problem mat der Diskussioun, déi hei gefouert gëtt iwwert déi Zäit, déi d'Studenten dierfe schaffen oder net. Ech sinn einfach der Meenung, entweder studéiert een oder et schafft een.

Ech mengen, et muss eng Limite sinn an déi néideg Zäit muss bleiwen, fir dass d'Studié kënnen anstänneg duerchgezu ginn. Wa mer d'Ouverture maachen, fir méi kënnen ze schaffen, da riskéiere mer just, dass Leit aus net communautairé Länner kommen an dann ebe sech iwwert dee Wee op eisen Aarbeitsmarkt wëllen erandrängen. Ech géif mengen, dass ass net déi richtig Approche. Déi richtig Approche ass, dass een en Délai setzt, wou een dierf schaffen.

En anere wichtege Punkt vun dësem Gesetz ass awer och, dass de Statut vun de Studenten elo bis 27 Joer geet. Dat ass och besonnesch wichteg fir déi net communautaire Leit, well wa se iwwer 25 Joer hunn an d'Studié méi wäit ginn, da muss se e Contrat de travail an eng Autorisation de séjour kréien. Dat Gesetz hei erlaabt deene Leit elo, fir hei am Land ze studéieren a fir net brauchen déi ganz Prozeduren, déi mer jo kennen, iwwer e Contrat de travail an iwwert d'Autorisation de séjour ze duerchlafen. Vill Patroné sinn einfach net bereet, e Contrat de travail ze maachen an deem Sënn, well se och e bësse fäerten, dass d'Studente sech iwwert dee Wee hei an d'Land era wëlle mogelen.

Dat ass och e wichtege Aspekt vun dësem Gesetz, dass de Student eben elo säi Statut huet bis 27 Joer. Dat ass och eng Upassung un eist Steiergesetz, well no deem hu jo hei am Land d'Elteren d'Méiglechkeet, d'Studente bis 27 Joer kënnen op hirer Steuerkaart ze behalen. Dat ass am Fong eng Equitéit, déi hei geschaf gëtt, déi awer menger Usicht no wichteg ass.

Och dat ass e wichtege Aspekt vun dësem Gesetz. Duerfir géif ech mengen, dass een dat Gesetz hei nëmme begréissen an och stëmme kann.

» M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Dann huet den zoustännege Minister, den Här François Biltgen, d'Wuert.

» M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, dass mer haut dës Projet kënne stëmme, well et een Element ass am Mosaik vun där neier Fuerschungslandschaft, wéi mer se an dësem Land wëllen durchbréngen. Et ass eng Fuerschungslandschaft, déi mer opbauen opgrond vun engem Avis vun der OCDE um Joer 2006. Mir hunn am Mee 2005, elo si mer zwee Joer drop, d'OCDE gefrot - a mir waren dat éischt Land, dat d'OCDE gefrot huet -, eis en Avis ze ginn iwwert d'Fuerschungslandschaft zu Lëtzebuerg.

Wann ech dat nach eng Kéier kuerz ka résuméieren, wat d'OCDE gesot huet, dann huet se Folgendes gesot: Dir sidd e Land, wat wëllt méi Suen an d'Fuerschung investéieren; dat ass gutt esou. Dir hutt och eng ganz Partie vun Embryoe vu gudder Fuerschung; och dat ass gutt esou. Mä u sech ass d'Fuerschung - dat huet d'OCDE net gesot, esou hunn ech et awer verstanen - gewuess wéi Champignonen op der Wiss. Déi eng Champignoné sinn hei komm, déi aner sinn do komm, déi eng si méi grouss ginn, déi aner méi kleng bliwwen, an Dir hutt se all genätzt. Wann Dir wëllt besser ginn, da geet et net méi duer, dass d'Champignoné vun enne wuessen, mä da musst Dir selwer, als Regierung, e bësse kucken, wat fir eng Champignonen Der wou wëllt förderen.

Dat heescht, d'OCDE huet ganz kloer gesot: Dir musst méi politesch Responsabilitéit huelen, fir d'Fuerschung ze leeden. D'OCDE huet eis och gesot, dass u sech d'Fuerschungspolitik vun den Instituter, vun den Agencé gemaach gëtt, an net vun der Regierung. A si huet gesot: Dir musst als Regierung méi Initiativen huelen, an d'Agencé mussen dat exekutéieren. Ech wëll dat just soen, opgrond vun deem, wat d'Madame Brasseur gesot huet, déi elo net méi ka bei eis sinn. Dat ass awer net schlëm, si kann dat jo noliesen.

D'Madame Brasseur huet d'Fro gestallt, déi richtig gestallt ass, ob dann elo den FNR de Conseil supérieur de la recherche ass? Neen, ebe just net. Den 29. Juli wäerten de Jeannot Krecké an ech deen éischte Conseil supérieur de la recherche aruffen a mir wäerten deen och virstellen. Dat sinn néng Leit, déi mer geholl hunn, déi net mat iergendengem Lëtzebuurger Institut oder engem Lëtzebuurger Betrib eppes ze dinn hunn, deen an der Recherche ass. Déi néng

Leit, dräi Leit aus der Wëssenschaft, dräi Leit aus der Wirtschaft, dräi Leit aus der Zivilgesellschaft, sollen eben d'Regierung beroden, wou d'Politik soll higoen.

Dat ass e wesentleche Punkt, dass et d'Regierung ass, haaptsächlech déi zwee Ministère Wirtschaft a Fuerschung, also den Här Krecké, d'Madame Modert an ech, déi Virgabe ginn. An deem Sënn ass och de Projet vu Biotech ze kucken, dee mer zu dräi Ministère lancéiert hunn. Do war de Gesondheitsminister och derbäi, well et em säi Secteur geet. Et geet drëm, dass mer méi politesch Akzenter setzen an da soen, wien déi exekutéiere soll. Exekutéiere sollen dann d'Agencen, de Fonds national de la recherche an d'Luxinnovation.

Bis elo hu mir am Ministère gesot: Wie kritt eng Bourse, wie kritt keng? Dat ass keng politesch Décisioun, dat ass eng technesch Décisioun opgrond vun de Gesetzer. An duerfir si mer der Meenung, dass den FNR, deen e ganzen Apparat huet, vill besser outilléiert ass, fir déi Décisiounen ze huelen, wéi mir am Ministère. Mir mussen eis Kraaft am Ministère drop setzen, fir ze soen, wat mer gären hätten. Den FNR ass e formidable Instrument, fir déi Politik ze exekutéieren, an duerfir ass eben déi heite Kompetenz fir den FNR eng zousätzlech Kompetenz, mä et ass keng politesch Kompetenz, et ass eng technesch Kompetenz. An ech mengen et ass och richtig, dass déi Leit dat maachen, déi dat kënne maachen.

Mir hunn och mam FNR e Contrat de performance ënnerschriwwen, deen deemnächst virgestallt gëtt. E Contrat de performance mat Luxinnovation gëtt dës Freideg an der Regierung gekuckt. Wann d'Regierung d'accord ass, hu mer och mat Luxinnovation e Contrat de performance. Mir hu mat alle Fuerschungszentren e Contrat de performance ënnerschriwwen, esou dass mer elo bal alles ëmgesat hunn, wat d'OCDE eis gesot huet.

E Wuert zum Contrat de performance. Ech nennen déi ëmmer Contrats de confiance, well mir maache méttelfristeg, dräi Joer elo, e Kontrakt, wou d'Fuerschungszentren wëssen, wat se vu Sue wou Stat kréien, wou se awer gesot kréien: Dir kritt ëmmer méi Sue vum Stat, mä Dir musst awer och ëmmer bei Sue bei anerer siche goen, souwuel bei Europa, bei den FNR respektiv bei Privatbetreiber oder bei Verwaltungen. A wat mer och agesat hunn, dass ass den „full cost“-Prinzip. Et soll net esou sinn, dass mir d'Fuerschungszentren subventionéieren, an da geet ee bei se, well se bëlleg sinn, neen, et muss ee bei se goe well se gutt sinn. An ech mengen, dass all eis Fuerschungszentren bewisen hunn, dass se gutt sinn. Et gëtt elo ganz vill Beispiller „d'excellence“, déi mer hunn, a mir mussen op deem Wee weider schaffen.

Dat elo emol virausgeschéckt wat eis Politik ass, ier ech dann op d'Detailer komme vun dësem Gesetz, wou ech awer dem Lucien Thiel als Rapporteur emol fir d'éischt wëll Merci soen, dass hien dat ganz verständlech gemaach huet. Hien huet pedagogesch Fäegkeeten, déi aner net esou hunn, an hien huet dat ganz gutt gemaach, fir jiddferengem kloerzemaachen em wat et geet.

Duerfir maachen ech elo och net nach eng Kéier de Résumé vun deem, wat de Lucien Thiel lech gesot huet. Ech gi just op e puer Froen an.

Wëlle mer méi Chercheuren? Jo. Mir wëllen effektiv op zéng Chercheuren op 1.000 goen am Joer 2010. Mir wëllen och op 3% Fuerschung goen, hisiichtlech 2010. Dat ass just zu Lëtzebuerg ganz schwierig ze realiséieren. Woufir ass dat schwierig zu Lëtzebuerg ze realiséieren? Ma well eise PIB ze séier wiisst. Ech si kee Frënd vun deene Moosnamen, déi eppes mat dem PIB ze dinn hunn, well eise PIB méi séier wiisst wéi eis Efforté vun der Recherche wuessen.

Mir hunn awer, vun 2000 bis 2005, eis Recherche vervéierfacht, d'Recherche publique. Bis 2010 gëtt se nach eng Kéier verduebelt, dat heescht par rapport zu 2000 ass se da veraachtacht. Mä wa mer kucken, wat dat par rapport zum PIB ausmécht, ass dat vill manner. An dat ass e bësslechen e Problem, dee mer zu Lëtzebuerg hunn. Mir gi ganz vill Suen an d'Fuerschung, mä international kréie mer gesot: Et ass net genuch par rapport zum PIB. Also, wa mer elo eng Kéier eng richtig gutt Kris hätten a mir géifen de Budget bäibehalen, da géifen op eemol all déi auslännesch Observateure soen: Wat maacht Dir grouss Recherche-Efforten!, well et sinn esou vill Prozent vum PIB.

Ech weess, dass jiddfereng no deene PIB-Prozenter kuckt, mä ech kucke léiwer no deene Suen, déi mer an d'Recherche

stiechen, absolut, wéi no PIB-Prozenter. Émsou méi, dass ee jo muss wëssen, dass et an der Recherche net nëmmen drëm geet, Suen auszeginn, mä et geet och drëm, fir herno Outputen ze hunn. Fir ze soen: Mir hunn esou vill dragepompelt, dat ass schéin a gutt, mä herno muss mer och eng Kéier Rechenschaft doriwwer ofleeën - well dat si Steiersuen -: Wat hutt Der dann domadder erreecht? Wat sinn d'Outputen? Duerfir sinn an deene Contrats de performance och ëmmer Kritären, wéi mer moossen, wat herno dobäi erauskënnt.

Dat ass also e wichtege Punkt, d'Outputen ze hunn. Et huet kee Wäert, ëmmer méi Suen an d'Recherche ze pompelen, wa mer net wëssen, wat dobäi erauskënnt. Et geet an der Recherche net nëmmen drëm, eppes ze sichen, et geet och drëm, eppes ze fannen. Et fënnt een net ëmmer eppes, wann een eppes sicht, mä do wou ech e Problem hunn, dat ass, wa mer elo einfach Sue géifen an eppes stiechen a wou mer eppes géife sichen, wat anerer scho fonnt hunn. Mir solle scho Risiken agoen an der Recherche - dat maache mer zum Beispill bei deem Biotechprojet -, mä mir mussen eis awer Parametere ginn, fir sécher ze sinn, dass herno och Output dobäi erauskënnt. Och déi Diskussioun si mer amgang ze féieren.

Mir brauche méi Chercheuren. Recherche huet eppes mat Laboratoire ze dinn, et huet awer virun allem eppes mat Mënschen ze dinn. A wa mer méi éischt Klass Chercheure brauchen, da brauche mer och, à la base, méi jonk Chercheuren. Well wann een net genuch jonk Chercheuren huet, dann huet een och keng, déi duerno gutt sinn.

Et gétt ëmmer gesot, mir muss kucken, dass d'Chercheuren och en uerdentleche Verdéngscht hunn. E Chercheur, dee sech duerchgesat huet, deen huet e ganz gudd Verdéngscht, well dee gétt vun all Säit ëmworden. Mä et sinn déi jonk Chercheuren, déi de Problem sinn. Déi jonk Chercheuren, dat sinn oft jonk Leit tëschent 25 a 35 Joer. Wann déi net genuch ënnerstëtzt ginn, da soen déi: Ech maachen eppes anescht am Liewen, amplaz hei an enger prekärer Situatioun ze sinn.

Den Haaptpunkt vun dësem Gesetz ass, fir ze kucken, dass déi jonk Chercheuren - et sinn nach e puer Nieweprodukter an dësem Gesetz dran -, mä d'Haaptprodukt ass: Wéi gi mer deene jonke Chercheuren eng besser Ofsécherung? Engersäits andeem se méi Sue kréien. Elo leie se wierklech esou just um Mindestloun, wa mer kucken, wat mer vu Bourse hunn. Ech mengen do muss een driwwergoen, a mir hunn och am Budget virgesinn, dass mer vu 6,3 - bis 2010 - op 17,3 Milliounen Euro an eis jonk Chercheure stiechen. Ech soen dat hei just, fir dass ee gesäit, dass dat och e finanziellen Effort ass. Mir brauchen der méi, also mir rechne mat méi Chercheuren, an all Chercheur kritt och méi staatlech Ënnerstëtzung. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, dass se haut wéi e Student betreucht ginn an eng Bourse kréien, mat all deene Problemer, déi och hei gesot goufen, notament wat jonk Frae betrëfft, wa se e Kand wëlle kréien. Da fale se an all soziaalt Lach a sinn da wierklech total - dat soen ech elo hei, an ech stinn och dozou - am Subproletariat. Duerfir hätte mer gär, dass Aarbechtskontrakter kommen.

Elo kommen ech op dee Punkt, dee jo vun deem engen oder aneren hei contestéiert gouf a wou gesot gouf: Dat ass schlecht, dass Dir hei fënnel Joer maacht fir déi jonk Chercheuren. Woufir maache mer fir déi jonk Chercheure fënnel Joer? Ma well se bis elo iwwerhaapt kee Kontrakt haten. Mir ginn dovunner aus, dass een „Doc“, „Postdoc“ an der Regel zwee bis fënnel Joer dauert. Dräi ass e bësselchen d'Fauschtregel, mä dat ka méi laang goen.

Wat d'Aarbechtsrecht ubelaangt, maache mer keng grous Entorse. D'Aarbechtsrecht seet: zwee Joer maximal, an zweemol verlängert. Mir soen zweemol verlängert, mä bis zu fënnel Joer. Woufir? Well et oft net dran ass, an zwee Joer säin Doktorat ze maachen. Mir kënnen eis virstellen, dass ee bei villen ee Kontrakt géif maachen op ee Joer, fir emol ze kucken, ob se weiderkommen. Et sinn och jonk Doktoranden, déi nom éischte Joer ofbriechen, well se net weiderkommen.

Dat wier fir dat éischt Joer, also dass deen éischte Kontrakt op ee Joer wär, an dann zwee Joer Verlängerung, fir säin Doktorat fäerdeg ze maachen. Dat wier also dat Besch - eent plus zwee Joer, an da wier ee fäerdeg -, mä et gétt een net ëmmer an eent plus zwee fäerdeg. Duerfir déi zweet Verlängerung nach bis maximal zwee Joer fir déi kënnen ze maachen. Do ass de Parteien elo alles op. Mä ech mengen, dass et wichtig ass, dass mer dat doten ubidden; méi jonk Chercheuren. Duerno ass eng aner Welt. Duerno muss ee kucken entweder opzehalen oder e feste Kontrakt bis iergendwou aneschters ze kréien.

Do wëll ech och e Wuert soen. Wat hei e bësse monéiert gouf, dat ass, dass mer soen: Fënnel Joer ass net nëmme fir déi jonk Chercheuren; a bei deene jonke Chercheuren ass et egal, ob se am privaten oder öffentleche Secteur sinn. An da soe mer: E Chercheur beim öffentleche Secteur huet och fënnel Joer.

Beim private Secteur hu mer dat net virgesinn. Mä de privaten huet eng aner Dispositioun am Aarbechtsrecht. Déi hunn ech schon oft ugewannt, well do geet et ëm Projeten. Ech hunn och schon am private CDDen accordéiert, déi iwwer fënnel Joer gaange sinn, wann et e Projet war fir iwwer fënnel Joer. Dat huet bei verschiddene Betriber zu Lëtzebuerg vill Invest op Lëtzebuerg bruecht an huet de Siège zu Lëtzebuerg séchergestallt bei deenen Öffentlechts-Rechtchen.

Bei der Uni a bei den CRPe soe mer: Dir kënnt effektiv eng éischte Kéier een huele fir fënnel Joer, fir en ze testen. Mä duerno, entweder ass e gutt oder en ass net gutt. Wann en net gutt ass, dann ass en net gutt, mä wann e gutt ass, dann dierft Der net duerno nach eng Kéier verlängeren a verlängeren a verlängeren, mä da musst Der him och en CDI ginn.

Mir wäerten am Hierscht och eng Diskussioun féiere mat eise Fuerschungszentren, fir hinnen ze soen, dass et scho wichtig ass, dass een och eng Partie Leit am CDI huet an dass et, och wann een e Projet huet, dee ka verlängert ginn, vläicht heiansdo besser ass, et mécht een en CDI. A wann de Projet net verlängert gétt, da kënneg ee weinst Motif économique, wat geet, amplaz dauernd CDDen ze verlängeren.

Also, mir hu schon eng Politik, an déi wëlle mer mat öffentlechen Häiser och duerchdiskutéieren. Bei der Uni steet am Gesetz: fënnel Joer an duerno näischt méi. A mat den CRPe maache mer dat och. Mir hätte scho gär, dass eng Politik kënnt vu prinzipiell CDlen, an nëmme subsidiaresch CDDen; mä et geet net aneschters an der Fuerschung wéi mat CDDen. Wa mer nëmme Leit mat CDI astellen, dann ass eemol d'Haus selwer esou scléroséiert, dass et net méi kann nei Entwécklung matmaachen.

Richtig ass och, dass mer mussen zu Lëtzebuerg kucken, mat de Centres de recherche a mat der Uni, fir bei eise jonke Leit méi Reklam ze maache wat mir haut vu Fuerschung hunn. Ech hunn all Dag jonk Fuerscher - Lëtzebuurger -, déi kommen a se soen: Hues de keng Plaz fir mech? De Problem ass, dass Recherche eppes ganz Vastes ass an dass mir nëmme kënnen weineg Saache maachen.

Et ass also wichteg, dass d'Leit mat Zäite wëssen: Wat sinn eis Achsen? Wou gi mer hin? A wa se wëllen op Lëtzebuerg eng Kéier zrëckkommen, dass se och wëssen, dass se sech éischter an déi eng oder déi aner Richtung orientéieren. Dat muss mer elo opbauen, fir dass eis Leit méi informéiert sinn. Bis elo konnt dat net goen.

Da kommen ech op den zweetleschte Punkt, op deen ech wollt agoen. Dat ass dee vun der Studentenaarbecht. Ech bleiwen derbäi, dass et dat Wichtigst fir e Student ass, dass hie studéiert a seng Diplomer kritt, an net dat Wichtigst ass, dass hie schaffe geet. Ech kann dofir net mat der grénger Proposition d'accord sinn, an och wat d'Madame Brasseur gesot huet, fir ze soen: Et si jo erwuesse Leit, déi wëssen, wat se maachen.

Notamment wat d'Netcommunitairen ubelaangt, muss ee wëssen: Wat ee méi zougesteet, wat se méi ënner engem Drock si vun de Betriber. A wa se da méi schaffe wéi studéieren, da packe se d'Joer net. An da komme mir dohinner a mir soen: Ah, du hues d'Joer net gepackt, also hues de keng Ursach méi, fir zu Lëtzebuerg ze bleiwen, also gëss de erëm heemgeschéckt. Et muss een heiansdo d'Leit viru sech selwer schützen. Dat ass dat, wat mer hei wëlle maachen; dofir déi 15-Stonregel, déi awer international erweisen ass.

Wann Der elo dat liest, wat mer am Gesetz hunn, hu mer eng 15-Stonregel, déi just e bësse komesch formuléiert ass, andeem mer nämlech soen, während zwee Méint kann ee 40 Stonne schaffen ënner Studentenaarbecht, a während deenen anere Woche kann een zéng Stonne schaffen an engem normalen Aarbechtskontrakt.

Ech si mat der Commission de l'Immigration - ech war jo, Här Fayot, bei lech - an ech sinn och mat deenen zwou anere Kommissiounen - Travail a Kultur, Här Sunnen an Här Glesener - eens, fir ze soen: Et wär besser, mir hätten eng 15-Stonnewoch an déi kënnt iwwer d'Joer esou pendelen. Well wa mer e feste Kontrakt hunn op e Joer, huet de Student och méi Congé zegutt; hien huet méi Sécurité sociale zegutt.

Dat heescht, ech sinn d'accord, dass mer op e 15-Stonnekontrakt ginn. Déi Regel, déi mer elo hunn - zéng a 40 - bréngt mat sech, dass de Student 740 Stonne ka schaffen. Maache mer eng 15-Stonnewoch, da sinn et der 760. Esou dass d'15-Stonnewoch scho richtig ass, mä da muss mer eng Joresreferenzperiod maachen; wat déi aktuell Aarbechtszäitdirektiv vun '93 eis net erméiglecht, wat awer déi nei eis kann erméiglechen. D'Sozialpartner kéinten dat maachen. Mä et geet net, well hei gétt et kee Secteur vu Studenten. Hei fanne mer keen, deen et kéint verhandelen. Also muss de Gesetzgeber dat kënnen maachen. Dofir huelen ech déi Motioun gären un.

Et ass gefrot ginn: Geet d'Wuert lech net duer? Jo. D'Wuert geet scho jiddferengem duer, mä et ass awer gutt, wann d'Leit och gewuer ginn, dass et e Wuert vum Minister gétt. Dofir ass et och gutt, wann eppes schréfflech festgehale gétt. Duerfir hunn ech kee Problem, déi Motioun selbstverständlech unzehuelen.

Dann e leschte Punkt, dat ass dee vum Vakanzenjob. Et gétt oft verwiesselt: Studentenaarbecht a Vakanzenjob.

Studentenaarbecht ass e Student, dee schafft. Dat erméigleche mer elo, andeem mer soen: Während fënnel Joer kann e Student, ob am Secondaire oder am Supérieur, zéng Stonne schaffen an engem CDD, ouni dass dann de Patron muss Émweeër fannen, wéi deen CDD nach rechtens ass oder net. Dat heescht, et gétt och fir de Patron méi einfach, Studenten anzustellen. Dat ass ee vun de Punkten, dass mer dat maachen.

Dat ass Studentenaarbecht, déi normal rémunéiert gétt nom normalen Aarbechtsrecht, well ech der Meinung sinn, wann ee 25 Joer huet - also de Regelfall do, tëschent 22 an 28, en normalen Unisstudent -, dass een dann och soll scho kënnen seng Carrière an der sozialer Versécherung opbauen an net alt nëmme just Vakanzenjobe maachen.

Vakanzenjobe gesi mer awer och nach vir, a mir wëllen déi och förderen. Do maache mer zwou Saachen.

Dat eent ass, dass mer...

(Interruption)

Ech kommen zum Schluss.

...vu 25 op 27 Joer eropginn, well eben haut méi spéit d'Leit och nach studéieren. An et sinn der, déi wëllen net Studentenaarbecht maachen, mä just e Vakanzenjob maache mat 26, 27 Joer. Dat gétt elo méiglech.

Dat Zweet dierft ville Gemengen entgéintkommen, déi oft an de Vakanzen Studenten astellen; ech denke virun allem un Tourismusgemengen. Déi stellen oft Studenten an an der Vakanz, déi dann och misste sonndes schaffen; zum Beispill op eise Plagen an esou weider. Dat huet dat aktuell Vakanzenjobgesetz net erlaabt. Dat erlabe mer elo. Dat ass also eng gutt Saach fir de Student, dee sech kann an der Vakanz - selbstverständlech net während der normaler Schoulzäit - e puer Suen derbäiverdengen. A fir verschidde Gemengen ass dat dann och méi einfach an der Vakanz hir Tourismusaktivitéite flott ze leeden.

Voilà! Dat gesot, wär ech frou, wa mer kéinten hei wa méiglech eng Unanimitéit kréien. Ech soen lech Merci, dass mer dat heite Gesetz esou kënnen stëmmen, dass déi eng Dispositioun fir d'Studenten direkt a Kraaft trieden, an déi aner iwwer d'Boursen den 1. Oktober.

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote iwwer dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5733 ass ugeholl mat 53 Joestëmme, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnar, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Vivianne Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Mir sinn och konfrontéiert mat enger Motioun, déi den honorabelen Här Thiel déposéiert huet. Den Här Minister Biltgen huet deklaréiert, dass d'Regierung dës Motioun unhélt. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Voilà! Ech gesinn, dass dat eng ganz grouss Majoritéit ass. Domat ass déi Motioun ugeholl.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur l'arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire 319-06 concernant la transposition de la directive détachement des travailleurs (suite)

Résolution 1

Mir kommen dann zum Vote iwwert d'Resolutioun, déi vun der ADR déposéiert gi war an der Debatt virdrun. Ass de Vote électronique verlaangt?

Här Jaerling? Mir hu keng Motioun méi. Eng Resolutioun. Här Jaerling, wann ech gelift.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Här President, wann elo schonn de Minister e Blâme soll ausgesprach kréien, wann hien alles richteg gemaach huet, wat maache mer dann eréischt, wann hien eng Kéier eppes falsch gemaach huet?

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass d'accord mat där Resolutioun vun der ADR?

(Interruption et hilarité)

Dräi.

Wien ass dergéint?

Voilà! D'Resolutioun ass mat enger ganz grousser Majoritéit ofgelehnt.

7. Ordre du jour (suite)

Ech wollt der Chamber soen, dass opgrond vun der Modifikatioun, déi den honorabelen Här Gira haut de Mëtteg gefrot huet, den Här Innenminister Halsdorf sech bereet erkläert huet, fir en Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi Stellung ze huelen zur Problematik, déi den Här Gira opgeworf huet. Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum zweetleschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi relatif à la liaison Micheville. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval.

8. 5845 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N 31 et le projet routier afférent sur territoire français

Rapport de la Commission des Travaux publics

» **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim virleiende Gesetzesprojekt handelt et sech ëm déi zweet Phas vun der sougenannter Liaison Micheville. Erlaabt mer duerfir e kuerze Rappel vun der Geschicht vun deene grouss Bauaarbechten op dem Site Belval.

Dës Aarbechte gi respektiv sinn op den Intanzewee gaangen als e legislative Pak, deen aus dräi Gesetzestexter besteet. Et geet drëms, eng Verbindungsstrooss um Site Belval hierzestellen, tëscht der Escher Autobunn a Frankräich, déi dann op franséischer Säit soll an de Contournement vun Däitsch-Oth eraféieren. Fir d'Aarbechten op der franséischer Säit ass de Conseil général de la Moselle zoustänneg. An hei ka sécherlech den Här Minister eis nach iwwert de leschte Stand op franséischer Säit Opschluss ginn.

Et ass ervirzesträichen, dass déi lëtzebuergesch Regierung an déi franséisch Autoritéit Konventionen ënnerschriwwen hunn, fir d'Modalitéit vum hirer Zesummenaarbecht ze regelen. Ënner anerem wëll ech drun erënneren, dass eng Ännerung vun der Grenz tëscht deenen zwee Länner virgeholl ginn ass, fir et ze erméiglechen, all Flächen, déi vu Lëtzebuerg Säit solle bebaut ginn, op lëtzebuergeschen Territoire eriwwehuelen.

Et ass also en eminent wichtege Stroossebauprojet, deen et erlaabt, de Site Belval mat all sengen neie Projeten - dat si souwuel staatlech a kommunal Projete wéi och privater - viabel ze maachen. Ëmmer méi Gebaier schéissen hei aus dem Buedem, vun der Dexia BIL iwwert de Lycée Esch/Belval bis zur Uni Lëtzebuerg an der Plaza.

D'Entwécklung vun engem groussen Deel vun der Region Süden ass mat deem Projet verbonnen. Zousätzlech huet en eng Dimensioun Groussregioun an dréit zu enger Entlaaschtung vun deem dichte Grenzverkéier bäi, gradesou wéi zur Entwécklung vun dem ugrenzende Raum op franséischer Säit. Dat erkläert och d'Drénglechkeet vun deem virleiende Gesetzesprojekt, dee gréng Luucht soll gi fir d'Stroossebauaarbechte virunzeféieren.

Am éischte Gesetz vum 3. August 2005 ass d'Regierung autoriséiert, fir all Virbereedungsarbechte vun der Liaison Micheville virzehuelen, dat heescht en Tunnel vu 432 Meter, deen Zougank op de Square Mile gëtt, an dobäi nach verschidden ënnerierdesch a baussescht Infrastrukturaarbechten.

An deem virleiende Gesetzesprojekt, deen zweeten also, geet et drëms, déi schonn ugefaange Stroossenachs ze verlängeren, déi vum Rond-point am Süde vun den Eisenbunngleiser bis d'Route nationale 31 soll goen.

En drëttes Gesetzesprojekt soll den Ofschluss vun den Aarbechten duerstellen, déi eng Verbindung sollen hierstellen tëscht der Route nationale 31 bis den Échangeur vu Lankels duerch de Bau vum Nordcontournement vun der Cité Raemerech.

Wat deen historeschen Deel ugeet, verweisen ech fir weider Detailler op mäi schrëftleche Rapport, an deem nach eng Kéier de ganze Werdegang vun dem Stroossebauprojet duergestallt gëtt an deen et erlaabt, en Iwwerbléck iwwert de gesamte Package vun den Aarbechten ze behalen.

De Projet de loi 5845 gouf de 27. Februar 2008 vum Baute Minister Claude Wiseler hei an der Chamber déposéiert. De Projet war motivéiert, war graphesch duergestallt an et louchen zwou Finanzfichë bäi.

De Statsrot huet säin Avis den 20. Mee 2008 ofginn an et koom nach en zousätzlechen Avis den 1. Juli. An der Bautekommissioun vum 9. Juni 2008 ass de Projet de Membere virgestallt ginn an den éischten Avis vum Statsrot gouf analyséiert. An darselwechter Sitzung sinn ech als Rapportrice vum Gesetzesprojekt bestëmmt ginn.

D'Membere vun der Bautekommissioun hunn des Weideren do décidéiert, fir den éischten Artikel vum Gesetzesprojekt ze amendéieren. Den Amendement besteet doran, d'Enn vum Saz ewechzeloossen, dat heescht déi explizit Referenz op de Crassier vun Éilereng fir ausgebagert Material ofze-

lageren, dat fir d'éischt entgëft géif ginn. Ech wäert nach spéider a mengen Ausféierungen heirop zrëckkommen.

Nodeems de Statsrot säin Avis complémenteaire ofginn hat, huet d'Bautekommissioun an hirer Sëtzung vum 3. Juli hir Analys dovun gemaach. De schrëftleche Rapport gouf dann och an der Sëtzung vum 3. Juli eestëmmege ugeholl.

Wéinst der héijer Technicitéit vum virleiende Projet probéieren ech, déi bautechnesch Aspekter ze résuméieren a verweisen op mäi schrëftleche Rapport an den Text vum Gesetzesprojekt fir déi detailléiert Beschreiwung vun de geplangten Aarbechten.

Déi Aarbechten, déi duerch de virleiende Gesetzesprojekt sollen autoriséiert ginn, si folgend: Wéi scho gesot geet et drëms, déi ugefaange Stroossenachs ze verlängeren, déi vum Rond-point am Süde vun den Eisenbunngleiser bis d'Route nationale 31 soll goen.

D'Stroosseféierung soll nördlech laanscht de Site Belval verlafen an déi Stroossenaménagementer südlech vum scho gebauten Tunnel gi fäerdeg gestallt. Dat heescht, dass ënner de Gleiser vun der Zuchstreck Esch-Péiteng an de Gleiseruschlëss erduerchgefuehert gëtt, gradesou wéi ënner der Achs vun der Strooss CR168.

An dësem Deel ass och e Rond-point mat engem ënnerierdesche Passage a Richtung vun dem franséische Stroosennetz, notament bis de Contournement vun Däitsch-Oth virgesinn. Et gëtt jiddefalls gekuckt, dass den Eisenbunntrafic ka virulafe während den Aarbechten.

Weiderhin ass e Réckhaltebecke virgesi fir d'Reewaasser ze sammelen. De Rond-point wäert ausserdeem den Uschloss un e Park&Ride-Parking erméiglechen, deen no bei der franséischer Grenz gebaut gëtt, fir de Grenzgängerverkéier opzefänken, deen och direkt verbounne gëtt mat der neier Gare vum Site Belval.

Am Tunnel vu Micheville selwer sollen dann déi verschidde Stroosse fäerdeg gestallt ginn, gradesou wéi d'technesch Lokaler an déi technesch Equipementer fir de ganzen Tunnel.

Am Norde gëtt dann de Réibau vum Tunnel vu Micheville laanscht den Helleg-Geescht-Plateau mat sengem Zougankstriehter fäerdeg gestallt. D'Nationalstrooss 31 gëtt ausgebaut a fir Bussen zougängeg gemaach an et gëtt eng provisoresch Verbindung vum Tunnel bis zur Route nationale 31 duerch e provisoresche Rond-point hiergestallt. Den Zougank a Richtung Esch geschitt dann iwwert déi bestehend Strooss, déi laanscht d'Arcelors-Weieren nei aménagéiert gëtt fir un de Rond-point Raemerech unzabannen.

De Käschtepunkt vum Bauprojet ass op 115.500.000 Euro beim Bauindex 646,07 vum Abrëll 2007 chiffriert. An dësem Chiffer sinn och d'Sanéierungsönkäschte mat abegraff. Déi néideg Fonge sinn am Fonds des routes virgesinn. Wat Entretienskäschte vun de Lokaler ubelaangt, esou fanne mer déi Renseignementer op där zweeter Fiche financière, an zwar sinn dat pro Joer ëm déi 2.600.000 Euro.

Et ass och nach wichteg, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet e Wuert ze verléieren iwwert de speziellen Aspekt vun der Sanéierung vum Site. De Problem vun der Décontaminatioun vum Site sollt seng Léisung eigentlech op der Décharge vum Helleg-Geescht-Plateau um Site Belval fannen, wou all d'Offäll sollte gelagert ginn.

Dëse Konzept gouf vun der Ëmweltverwaltung zesumme mat dem Ëmweltservice vun Arcelor an der Agora ausgeschafft. Duerch verschidden Ursache bedéngt, ass festgestallt ginn, dass dëst awer net méiglech wier. Dat sinn ënner anerem d'Ännerung vum Verlaf vun der Liaison Micheville, déi provisoresch Lokaliséierung vum Centre Gabriel Lippmann an déi méi grouss wéi geduechte Mass vu Material, déi ze stockéieren ass.

Dofir ass d'Alternativ vum Crassier vun Éilereng derbäikommen, wou eng Synergie sollt tëscht der Décontaminatioun vum Site Belval entstoan an der Erstellung vun enger nationaler Industriezon, duerch d'Hand vum Wirtschaftsminister. Den Ëmweltministère gouf vun Ufank u mat abezunnen an huet säin Accord de principe dozou ginn.

Den explizite Renvoi op de Crassier vun Éilereng gouf awer duerch en Amendement aus dem Text erausgeholl. Effektiv riskéieren dës Aarbechten a Verzuch ze kommen, well d'Fro vun der aktueller Aklässierung vun deem Site net kloer ass, well de Klassement als eng „Zone d'études“ vum administrative Gericht annulléiert gouf. Et misst also eng Modifikatioun vum generelle Bebauungsplang, dem PAG virgeholl ginn; wat ëmmer

mat gewëssenen Délaie verbonnen ass. Et kéint also bis 2010 daueren, bis alles duerch den Intanzewee gelaf wier.

Esou gëtt schlussendlech proposéiert, dass d'Testinstallatioun fir d'Behandlung vum Material op de Site Belval an de Perimeter vun ArcelorMittal sollt gesat ginn. Dat behandelt Material kéint dann deelweis als Ënnerbau vun de Stroosse vum Site benotzt ginn. Et kéint awer och fir eng Verdichtung vum Helleg-Geescht-Plateau benotzt ginn, esou wéi initial virgesinn.

Dann zum Avis vum Statsrot. A sengem éischten Avis vum 20. Mee 2008 huet de Statsrot säin Accord de principe zum virleiende Gesetzesprojekt ginn. Bei den Diskussiounen vum Gesetzesprojekt huet d'Bautekommissioun alle redaktionelle Remarquë vum Statsrot sengen zwee Avisé Rechnung gedroen, bis op déi vun der Ännerung vum Titel; doduerch wier nämlech d'Harmoniséierung vum Text par rapport zum éischte Gesetz vum Package a Fro gestallt ginn.

Déi héich Kierperschaft bedauert insgesamt, dass de Gesetzesprojekt kee Wuert verléiert iwwert de Stand vun den Aarbechten vum éischte Gesetz an ob déi finanziell Enveloppe aegehale konnt ginn. Gradesou vermësst se Informatiounen iwwert den Zäitplang an de Käschtepunkt vun der drëtter Phas vum Bauprojet a weider iwwert d'zäitlech Ofstëmmen vun den Aarbechten vum öffentlechen Transport.

Dann hätt de Statsrot och nach gär gewosst, wat d'Plus-value wier vun den Investissementer am Kontext vum Mobilitéitskonzept a vum „modal split“. Esou hätt d'Rentabilitéit vun där héijer finanzieller Ausgab - déi kéint bis iwwer 300 Milliounen Euro leien, eleng wat d'Investissementer ubelaangt, ouni déi parallel Investissementer an den öffentlechen Transport matzezielen - besser kënnen ageschätzt ginn.

Den Här Baute Minister konnt jiddefalls een Deel vun de Suerge vum Statsrot verdreien, wéi e matgedeelt huet, dass déi éischt Phas vum Bauprojet déi finanziell Enveloppe sécherlech net géif sprengen, mä éischer bei 60 Milliounen Euro géif leien, amplaz vun deene virgesinnene 76 Milliounen Euro.

Och den Tunnel ass esou wäit fäerdeg, an d'Soumissioun fir deen zweeten ënnerierdesche Passage ass um Punkt, fir lancéiert ze ginn. Och kéinten d'Aarbechten vun dem virleiende Gesetzesprojekt uganks vum nächste Joer ufänken a bis 2011 daueren.

D'Opdeelung vum gesamte Projet an dräi Päck huet hei grad eng besser finanziell Planung erméiglecht, laut der Meenung vum Baute Minister. De Minister huet och dorop higewisen, dass d'Kontrollkommissioun vun der Exécution budgétaire all sechs Méint iwwert de Stand vun den Infrastrukturaarbechten informéiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach zum Schluss e Merci ze soen, en éischer Stell de Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun, mä och dem Här Baute Minister a senger Verwaltung fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht.

Ech ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Projet. An lech Merci, Dir Dammen an Dir Hären, fir Är Opmierksamkeit.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Rapportrice. Den honorabelen Här Berger huet d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt och der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mündleche Bericht. Dat wäert mir et dann erlaben, fir e puer kleng Bemierkungen nach ze maachen an net méi en détail op de Projet anzegoen.

Dee Projet, dee mer haut de Mëtteg diskutéieren, ass eng weider wichteg Etapp am Hibleck op d'Entwécklung vun den Industriefrichen op Esch/Belval, well mat deem virleienden Text gëtt déi zweet an ofschléissend Phas vun der Haaptverkéiersoder um Site vun Esch/Belval realiséiert an eist Autobunnsnetz un dat franséisch ugebonnen.

Et ass also e Projet, deen eng regional Dimensioun huet, well et dorëms geet, fir d'Industriebroochen erëm ze revaloriséieren, mä doriwir eraus huet en och eng national Envergure.

D'Diskussiounen iwwer eng Ubannung vum Lëtzebuerg Stroosseréseau, dat heescht vun der Escher Autobunn un de franséischen Autobunnsréseau, ass am Prinzip keng nei Iddi. Et ass eng laang an eng

kontrovers Diskussioun doriwuer gefouert ginn, ob dat dann noutwendeg wier oder net. Virun dräi Joer huet awer du mat deem éischte Gesetz iwwert d'Liaison Micheville d'Chamber hei eng endgültig Décisioun an där Fro getraff.

Dat steet dann och ganz besonnesch a Relatioun mat der dynamescher Entwécklung, déi mer am Süde vun eisem Land kennen, mat de Friches industrielles, déi do dévéléppéiert ginn, mat zousätzlechen Aktivitéiten, déi dann och an déi ganz Regioun wäerte kommen, an déi jo och forcément, ob mer et wëllen oder net, méi Individualverkéier wäerten unzéien.

Mir gi jo dovunner aus, dass an e puer Joer eng Kéier ronn 20.000 Leit op Esch/Belval wäerte schaffen a ronn 6.000 Leit do wäerte wunnen, besonnesch wann déi aner Friche ronderëm Eilereng och hei agebonne gëtt.

Also, bei aller Zoustëmmung, déi mat deemem Projet verbonnen ass, soll een awer och d'Infrastrukture fir den öffentlechen Transport op kee Fall vergiessen. Mir begréissen duerfir ausdrécklech den héije Prozentsaz vu 40 zu 60% vum öffentlechen Transport par rapport zum Individualverkéier, deen hei ugestriift gëtt. Mir hoffen, dass dëst Konzept och wierklech schnell an d'Realitéit kann émgésat ginn.

Ee Punkt, deen een an deemem Kontext erwähne muss, dat ass dee vun der Rectificatioun vum franséisch-lëtzebuergesche Grenzverlaf, fir de Projet iwwerhaupt kennen émssetzen a fir déi Surfacen ze kréien, déi fir de Bau vun deenen néidegen Transportinfrastrukturen um Site vun Esch/Belval noutwendeg sinn. Déi Infrastrukture si wéi gesot émsou méi noutwendeg, wann een den Objektiv vum „modal split“ op de Friche vu 40/60 par rapport zu 25/75, dee mer jo op nationalem Plang hunn, wëllt erreechen. Duerfir brauche mer dann insbesonnesch op de Friche de Bau vun engem Park&Ride an och de Bau vun enger neier Gare op där Plaz.

D'Liaison Micheville mat viraussichtlech sechs bis siwe Joer Bauzäit ass och e gutt Beispill fir ze illustréieren, dass sech d'Projete kennen iwwer e puer Joer hinzéien - leider. Dat geet net schnell. Wéinst der Durée ass et am Endeffekt schwéier ze soen, wat de genauen definitive Montant vun de Käschten ass, respektiv ass et och schwéier anzuschätzen, wann och nach nei Problemer kommen. Ech mengen, et ass jo och agawos, d'Rapportrice war dorop agaangen, dass déi ganz Problematik vum Assainissement vu verschiddene Plazen derbäikéint.

Op alle Fall ka meng Fraktioun contrairement zum Statsrot déi nei Virgehensweis vum Bauteminister, nämlech de Projet an e puer Phasen opzedeelen, duerchaus matdroen, an dat émsou méi, well d'Parlament a senger Kontrollfunktion iwwert d'Exekutiv jo dann och gestärkt gëtt.

Ofschléissend wëllt ech also soen, dass d'DP dëse Projet wäert stëmmen an dass mer doranner och e wichtige Schrëtt gesi fir déi weider Rekonverssioun vun enger ganzer Regioun am Süde vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Berger. D'Wuert huet dann déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

» **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Här President. Hei ass also elo déi zweet Phas vun engem Gesamtpackage vun dräi Gesetzestexter fir déi sougenannte Liaison Micheville, wou et dorëm geet, fir e Raccordement ze kréie vum Site Esch/Belval un de Stroosseréseau.

Mir kennen eis all nach erënneren, well et ass jo nach net esou laang hier, wéi mer am August 2005 d'Drostruktur gestëmmt hu vun engem Tunnel mat enger Längt vu 432 Meter - deemools war méi déi Längt do am Gespréich wéi eppes anescht - an och den Accès vum Site op de Square Mile.

Hei ass also déi zweet Partie, wou et dorëm geet, fir bis d'Route nationale 31 - oder d'RN31 - ze fuere Richtung Raemerech am Norde vum Site, an och fir den Tronçon bis d'franséisch Grenz am Süden ze zéien.

Et ass och hei scho gesot ginn, d'Projektioun op den drëtten Gesetzestext, dass dat de Contournement ass, op dee virun allem d'Leit vun de concernéierte Gemengen a virun allem vum Quartier Raemerech waarden.

Nom Ofschluss vun deenen Aarbechte schafe mer fir Belval eng Configuratioun, déi eng Separatioun vun deene vereenzelte Verkéiersfléss um a vum Site Belval Richtung Esch a Bieleles awer och doriwuer eraus schafft, an och d'Realisatioun vu Busspuren, Trottoiren, Vëlospisten op der RN31.

Och wann ee sech d'Fro stelle kann - et gëtt bestëmmt eng Äntwert a se wier interessant ze héieren -, firwat de Globalprojet net schonn integral eigentlech an den zweeten Deel huet kennen integréiert ginn, muss een awer dem Minister héich urrechnen, dass hie säi Versprieche, wat hie gemaach hat, gehalen huet, dass hie schnell géif mam Nofolgeprojet kommen, nodeem mer 2005 deen éischten Deel gestëmmt hunn.

(**Mme Colette Flesch prend la Présidence**)

Et muss een och wierklech soen, dass d'Suité vun den Aarbechte schnellstméiglech garantéiert sinn iwwert dëse Projet de loi, an och d'Iwwergangsléiung, wéi mer se elo kréien, den Trafic schonn zum Deel entlaaschte kann, an och d'RN31, wou wierklech en onheemleche Verkéiersopkommes ass, schonn entlaaschte kann, och duerch déi Mise en service vun enger Strooss südlech vun de Killweieren.

Wann een dat Stéchwuert Killweieren nennt, da muss een och hei soen, dass nieft der Verfestegung an dem Dépôt vun deem Buedem, deen ee brauch respektiv eraushält, fir d'Terrassen an d'Voirie ze maachen, och d'Entsuerungsproblematik vun de Killweiere wichteg ass, dass déi also traitéiert ginn, well fir eis an där Géigend hänkt net nëmme den Assainissement tel quel drun, mä och d'Réoccupatioun, well dat eng Bedéngung sine qua non ass vun der Renaturatioun vun der Dipbech, esou wéi mer de Projet mam Ministère de l'Environnement zesumme geplangt hunn. Esou dass dat eent an dat anert iwwergeet.

Elo ass et jo esou, dass ëmmer méi Leit ufänken ze mierken, dass et beim Projet Esch/Belval net nëmme ëm e Projet geet, dee virrangeg d'Gemengen am Süden oder d'Gemengen Esch a Suessem concernéiert an interesséiert, mä dass et virun allem en onheemlech wichtige an interessante Projet ass aus landesplanerescher Siicht, aus urbanistescher Siicht.

Hei gëtt e Modellprojet gemaach, deen net eng Zone d'activité duerstellt, mä e Quartier, wou d'Mixitéit vun de Fonctiounen am Vierdergrond steet. Et ass och e Projet - dat kann ee feststellen, wann ee regelméisseg dohinnegeet -, dee sech elo an engem rasanten Tempo dévéléppéiert an dee sech och schnell fëllt.

Et si schonn hei e puer Chiffere genannt ginn. Ech wëll der nach e puer drunhänken: 1.800 Aarbechtsplazen, déi elo schonn um Site sinn. Enn nächst Joer wäerte mer bei iwwer 3.000 Aarbechtsplazen op deem Site do leien. Mir ginn dovunner aus, dass mer an der Gesamtoptik tëscht 20 a 25.000 Aarbechtsplazen um Site Belval wäerten hunn. Mat der Ouverture vu Belval Plaza, also deem éischten Deel vun engem grouse Shoppingareal, ass mat iwwer 80.000 Visiteure pro Woch an deem Eck ze rechnen. Iess Joresenn wäerten am Kader vun deem Projet - well Plaza heescht net nëmme akafen a Fräizäit gestalten, mä heescht och wunnen - déi ronn 100 éischt Awunner um Site sinn, vun enger Gesamtprojektioun vun tëscht 5.000 a 7.000 Awunner bis ongeféier 2012, 2015.

Bis Joresenn wäert och de Grondstee geluecht gi fir den éischte Bauabschnitt vun der Universitéit. Och dat ass e wichtige Argument, fir ervirzebréngen, wann ee seet: D'Mobilitéit ass e wichtige Thema um Site; an zwar net nëmme d'Mobilitéit am Zusammenhang mat der Ergänzung vun de Stroosseréseauen, mat der eigentlech fir de Site liewenswichtiger Liaison Micheville, mä och wat den „modal split“ ubelaangt vu 40/60. Deen ambitiéis „modal split“, vun deem mä Virriedner och scho geschwat huet, dee mer mussen hunn, fir dass mer um nationale Plang och nëmme kennen drun denken, dass mer eng Kéier a Richtung vun engem „modal split“ vu 25/75 kënnen goen.

Duerfir ass et am nämlechten Otemzuch wéi ee vun enger Liaison Micheville schwätzt genau sou wichtige fir och vun där neier Gare ze schwätzen, déi 2010, 2011 soll opgoen, vum Tram am Süde vum Land, well et war de groussen Avantage vum BTB, dass en eigentlech den Tram a senger ganzheetlecher Optik gesinn huet, an net nëmme fir d'Zentrumsregioun. Duerfir si mer frou, dass se zousätzlech zu den Diskussiounen, wéi se am Moment fir den Tram am Zentrum vun eisem Land sinn, gläichzäitig an engem Groupe de travail thematiséiert gi fir de Süde vum Land; an hei natierlech mat engem Démarrage an a ronderëm de Site Belval.

En Thema ass och an deem Zusammenhang déi nei an och dréngend wichtige Eisebunnsstreck Esch an d'Stad, Richtung Findel.

Vläicht ass eppes nach drunzehänke vun der Liaison Micheville, well ech d'éinescht gesot hunn, dass mer jo nach en drëtten Deel hunn. Vu dass dee jo nach net integréiert ass an dëst Gesetz, wier et interessant, vun Iech, Här Minister, ze héieren, ob Der och hei kennt d'Ausso oprechterhalen, dass mer an dëser Legislaturperiod och nach deen drëtten Volet vun deem Dreierpackage vun der Liaison Micheville kennen an d'Chamber kréien an dass och déi Aarbechten direkt um Uschloss vun deenen aneren Aarbechte kënnen stattfannen.

Dat gesot, Madame Presidentin, géif ech Merci soe fir d'Opmierksamkeet an och den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet mat op de Wee ginn.

» **Mme le Président.** - Merci, Madame Mutsch. D'Wuert huet elo den Här Braz.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Madame Presidentin. Dat allermeescht ass scho gesot ginn an da brauche mir och als gréng Fraktioun dat net ze widerhuelen. Ech wëll just direkt aganks och d'Zoustëmmung bréngen vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet, an awer dräi oder véier kleng Remarquë kuerz maachen.

Déi éischt zur Prozedur, déi gewielt ginn ass, fir dëse Projet an dräi Stécker opzedeelen, wou jo och eenzel Kritiken, notament vum Statsrot, komm sinn. Mir mengen allerdingens, dass déi Prozedur, déi zréckbehale ginn ass, sech bewäert huet. Wann een zugronn leet, dass eng Prozedur no Méiglechkeet soll e Resultat produzieren, wat an den Délaie bleift an an den Devisé bleift, da muss ee soen, huet am Moment déi gewielte Prozedur, fir dräi Etappen uneneenzereien, dat bruecht, wat se ze bréngen hat.

Mir sinn an den Délaie fir déi éischt Phas, wéi mer et virgesinn haten. A mir sinn och - d'Madame Andrich huet et scho gesot -, wat den Devis betrëfft, aller Viraussicht no esou, dass mer wäerten ënnert dem Devis kënnen bleiwen an net driwwer. An deem Sënn huet déi Prozedur - an der Theorie kann ee sécher villes driwwer soen, mä - dans les faits dat bruecht, wat ee Projet soll bréngen. Duerfir menge mer schonn, dass dat de richtige Wee war.

Déi zweet Remarque ass fir ze bemierken, dass dee Projet, wéi en elo an der Diskussioun ass, awer och nach seng Bedeutung huet, wa mer herno déi drëtt Phas vun deem Projet, also de Contournement vu Raemerech, diskutieren; an zwar den Aspekt, ob mer et fäerdeg bréngen, déi Leit, déi do wunnen, och zum Deel vum Verkéier ze entlaaschten.

Wa mer och elo en Deel Verbesserung kënnen feststellen; et gëtt an Zukunft net méi de ganzen Transfrontaliersverkéier iwwert d'RN31 laanschtgefouert, iwwert déi al an haut nach ëmmer vill benotzte Strooss. Do entsteet fir déi Leit, déi do wunnen, eng Verbesserung par rapport zum Bestehenden.

Duerch déi Iddi, déi vun der Stad Esch an d'Diskussioun bruecht ginn ass, fir en Deel vum Verkéier méi no bannen um Site laanscht d'Weiieren ze bréngen, bréngen mer et och fäerdeg, dass de Projet Belval net zu enger zousätzlecher Belaaschtung wäert féieren, doduerch, dass alles, wat op der Friche entsteet a Richtung Esch oder Bieleles geet, kann iwwer eng aner Strooss gefouert ginn, wéi iwwert d'RN31.

Wat bleift, ass awer en Deel vum Verkéier, dee Richtung Bieleles, Metzlerlach, Déiferdeng fiert, dee mer leider net aus der RN31 wäerten - esou wéi et haut ausgesäit - kënnen eraushuelen. Dat ass schued. Et huet ee laang gehofft, och am Intérêt vun deene Leit, dass et géif méiglech ginn, dass an Zukunft op der RN31 nëmme nach de Bus géif fueren an de Vélo kéint fueren. Dat geléngt also net komplett. Et geléngt eis zum Deel; dee Splitte vum Verkéier solle mer och als e Fortschrëtt huelen. Mä trotzdem, e bësse Regretë mussen erlaabt sinn. Et hätt een et och gäre gesinn, wa mer dat ganz fäerdeg bruecht hätten.

Eng drëtt Remarque, dat ass eng Fro a gläichzäitig och eng Opfuorderung un den Här Wiseler. Dat ass fir mat deem Sanéierungskonzept, wat elo gemaach gëtt, och an der Phase transitoire par rapport zum Crassier Eilereng méi offensiv émgéien a selwer derfir ze suergen, dass déi Leit, déi direkt dovunner betraff sinn, richtig informéiert ginn.

Här Wiseler, Dir misst vläicht do bei Ärer lokaler CSV-Sektioun ufänken deenen ze erklären, wat mat deem Projet gemaach gëtt, well et huet een awer d'Gefill, dass um kommunalen Niveau Är Leit net ëmmer déiselwecht Sprooch schwätze wéi dat, wat hei an der Chamber vun der Regierungspartei CSV gesot gëtt.

Mir mengen, dass dat, wat hei amgaangen ass gemaach ze ginn, richtig ass, dass dat eng kohärent Äntwert ass op dee Problem, deen ze léisen ass. Mä d'Regierung ass gefuordert, fir op der Plaz de Leit et ze erklären, mat den Argumenter, déi jo um Dësch leien, déi do sinn. Da mengen ech och, dass d'Leit verstinn, dass dat heiten eng vernünfteg Saach ass, déi amgaang ass gemaach ze ginn. Dann hunn och déi Leit, déi probéieren zu Bieleles a ronderëm Saachen unzedeiten a soen, déi vläicht net esou stëmmen, et méi schwéier.

Mir erwaarden eis do vun Iech, Här Minister, dass Der mat där doter Fro ganz offensiv émgitt an dättelech maacht, ëm wat dass et hei geet, a virun allem och ëm wat dass et net geet.

Déi véiert a lescht Remarque: Hätte mer haut schonn een eenzege Minister fir Travaux publics an Transport, dann hätt een effektiv och haut kënnen mam Här Wiseler iwwer aner Saache schwätzen, wéi nëmme iwwert de Stroossebauvolet. Et gëtt eng ganz Rei aner Voleten, déi op Belval och zur Mobilitéit gehéieren, déi et wäerte méiglech maachen - och dëse Projet hei -, dass mer en „modal split“ op Belval erreechen, dee landeswäit virbildlech ass, well mer och op aner Mobilitéite setzen; wéi den Tram, dee mir ganz staark ënnerstëtzen a froen an och wëlle virundreiwen, wéi d'alternativ Mobilitéiten, déi op der Friche Belval wäerte stattfannen.

Mä den Här Wiseler ass an dëser Regierung nëmme zoustänneg fir ee vun deenen zwee Ressorten. Et ass awer wichtige, dass een och haut erwähnt, dass op Belval net nëmme Stroosse gebaut gi fir den Individualverkéier, och an engem Beräich Transfrontalier, mä dass do all d'Mobilitéiten op engem Niveau si wéi se am Rescht vum Land virbildlech wieren. Mat deene puer Remarquë bréngen ech d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun a soen Iech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **Mme le Président.** - Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Madame President. Och vun eiser Säit Merci un d'Rapporteuse, déi eis hei genau erzielt huet, ëm wat et geet. Duerfir brauch ech net am Detail drop anzegoen. Mir hunn dem éischte Projet, der éischer Tranche an duerfir och generell dem Projet eis Zoustëmmung ginn, well mer der Meinung sinn, dass d'Realisatioun vun deem Projet hei absolut noutwendeg ass, besonnesch fir Esch ze entlaaschten a fir de Flux aus dem franséische Grenzgebitt a Lëtzebuerg - der Hauptstadt och haaptsächlech - ze erliichteren.

Déi éischt Enveloppe, Madame President, dat ware 76 Milliounen Euro. Den Här Minister hat eng gutt Nouvelle fir eis, wéi hie gesot huet, hie géif warscheinlech iergendwou bei 60 kënnen bleiwen. Dat huele mer natierlech gär zur Kenntnis.

Déi zweet Enveloppe, déi mer elo solle stëmmen, läit bei 115 an eng hallef Millioun Euro. Dat sinn ëmmerhin - an ech ginn net fäerdeg dat ze widerhuelen, well déi Milliounen Euro esou kleng sinn - 4,7 Milliarde Frang; dat virdu waren der 2,4. Et ass kee kleng Projekt, dee mer hei stëmmen. Da muss ee sech jo nach d'Fro stellen, wat et dann nach kascht, fir dat Ganzt fäerdeg ze maachen.

Dat werft d'Fro op vum Gesamtkäschtpunkt, mat deem d'Chamber konfrontéiert ass, wa se e Projet soll stëmmen. Et ass natierlech - an et versteet ee jo och der Regierung hir Suerg - no all deenen Aventure, déi mer an der Vergaangenheet haten, fir ze soen: Da fuere mer léiwer mat Tranchen an da bleiwe mer méi no bei der Réalitéit. Mä fir de Législateur ass et awer méi schwéier, fir dës le départ ze soen: Okay, dat doten ass e Projet, dee kascht esou vill, a mir sinn domat d'accord, dass de Stat duerfir esou vill investéiert.

Wann ee kuckt wat d'Frais d'entretien ausmaachen, et steet an der Fiche financière 2,6 Milliounen Euro, dat sinn och eppes liicht iwwer 100 Milliounen Lëtzebuurger Frang. Dat ass net wéinig, wat dat Material kascht, eleng fir dat Ganzt um Lafen ze

behalen. Och dat muss een, wann een hei den Investissement votéiert, virun Aen hunn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wat eis awer ganz speziell stéiert - an ech wäert de Rescht vu menger Zäit dorop verwenden -, dat ass, datt vun deenen 115 Milliounen Euro, déi elo sollen investéiert ginn, ronn 20 Milliounen fir d'Dépollutioun vum Terrain mussen opgewannt ginn. Dat ass erëm datselwecht. 20 Milliounen Euro, déi iwwert dës Sanéierungskonzepter eraus ginn, wäeren dës op d'Käschte vum Keefer duerchzeféieren.

Här President, ech hu virun engem Joer eng Fro gestallt gehat iwwert déi ganz Situatioun an ech muss mech bei der Regierung bedanken, well ech hunn deemools eng ganz ausféierlech Äntwert kritt. Aus där Äntwert geet ervir, datt 2,2 ha op deem Site do contaminéiert sinn an datt ronn 35.000 m³ dovunner betraff sinn. Doniewent géifen et nach verschidden Deponië ginn, déi insgesamt 16 ha géifen ausmaachen an dat géif 1,1 Milliounen m³ Buedem ausmaachen.

Nëmme just fir emol opzeweisen, datt dat do keng Peanuts sinn. A wann een dann d'Erklärung vun der Regierung liest, wéi déi aktuell gesetzlech Situatioun an deem Zesummenhang ass, da gesi mer, datt d'Offallgesetz vum 17. Juni '94 de Verursacherprinzip, de Principe pollueur-payeur invoquéiert. Dat heescht, datt de Res-

ponsabele vun der Pollutioun och d'Käschte vun der Sanéierung muss iwwerhuelen. Dat ass bei eis Gesetz.

De Compromis de vente regléiert den Ëmgank mat contaminéierte Flächen tëscht der Entwécklungsgesellschaft Agora an dem Stat, schreift d'Regierung. Basis ass: Agora verkeeft dem Stat Terrainen, déi assainéiert sinn, gemä ÷ dem Sanéierungskonzept vum Ëmweltministère vum 30. Januar 2004. Insofern Moosname sollten ergraff ginn, déi iwwert dës Sanéierungskonzepter eraus ginn, wäeren dës op d'Käschte vum Keefer duerchzeféieren.

Dës supplementar Käschte ginn, wann der sollten ufalen, an deene verschiddene Gesetzesprojeten, déi d'Regierung der Chamber virleet, separat opgezeechent. An deem Zeenario si mer elo. Dat heescht, et muss een da soen, d'Regierung huet trotz allem eng Kaz am Sak kaaft, a mir sinn elo amgaang, déi Kaz ganz deier ze bezuelen.

Wann de Verursacherprinzip festgeschriwwen ass, da misst e jo fir all Mënsch gëllen. Et muss een awer hei feststellen, datt dat net geschitt ass. Mir liesen aus engem Procès-verbal vun enger Kommissiounssetzung, datt beim Kaf vum Terrain - dat heescht beim Kafpräis - de Prinzip pollueur-payeur berücksichtegt gi wär. Dann héiere mer awer, datt e Plaffong agesat gi wär, wéi wäit datt de bisherege Propriétaire misst derfir opkommen, a wann et géif iwwert dee Plaffong erausgoen, da géif d'Regierung oder de Steuerzueler derfir opkommen.

Ech hunn aus engem Procès-verbal vun der Commission des Finances vum 06.07.2001 erausgelies, datt deemools insistéiert ginn ass, datt de bisherege Propriétaire, dat heescht d'ARBED, misst insgesamt fir déi Dépollutiounskäschten opkommen. Wéi gesot, hei huet effektiv, aus wat fir engem

Grond och ëmmer, de Stat am Fong geholl de Risiko iwwerholl, a mir mussen elo deier derfir bezuelen.

Ech wëll an deem Zesummenhang eng Fro opwerfen. Mir hunn e Gesetz, wat imposéiert, datt deejéinegen, deen eng Pollutioun gemaach huet, muss d'Dépollutioun bezuelen. A mir hu Fäll am Land, wou kleng Leit, een, deen eng Tankstell bedriwwen huet oder esou, effektiv - wéi een dat esou op Lëtzebuergesch seet - bis op de Kalzong ausgedoe si ginn, fir déi Dépollutioun do missen ze bezuelen. Hei ass - wéi gesot, aus wat fir engem Grond och ëmmer - sech doriwwer ewechgesat ginn. Mir werfen also d'Fro op: Wéi ass et da mam Artikel 10bis vun der Constitutioun, wou et heescht, d'Lëtzeburger sinn alleguer gläich virum Gesetz?

Mäi Kolleeg Gibéryen, dee laang Buergermeeschter an der Fréisenger Gemeng war, huet eis eng flott Geschicht erzielt,...

» **Une voix.** - Dee verzielt vill Geschichten.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - ...wou e Bassin de rétention sollt gebaut ginn a wou se op eng Kéier festgestallt hunn, datt op där Plaz do de Jhangli ëmmer stallgehalen huet an datt de Buedem contaminéiert war, well, wéi et schéngt, déi Maschinnen och alt e bësse gesabbel hunn. A wann ech mech gutt erënneren, dann huet dat d'Gemeng Fréiseng eng Millioun Euro kascht, fir déi Plaz do ze décontaminéieren.

Ech hätt mer gewënscht, datt dann dee Prinzip do esou ugewannt gi wier, wéi en hei ugewannt gëtt. Dat wär jo da vläicht eng Ursach fir eis, fir dem Projet eis Zoustëmmung ze ginn, wann an Zukunft all Mënsch esou gutt ewechkënn wéi d'ARBED hei ewechkënn, well d'ARBED

hätt d'Sue gehat, fir d'Décontaminatioun ze bezuelen, oder wa se dann extra Konditiounen kritt huet.

Iwwert déi Aart a Weis, wéi déi Décontaminatioun hei gemaach gëtt, kann een zum Deel och diskutéieren.

Ech erënnere mech drun, datt mer an der Zäit emol Diskussiounen haten - do waren och 800 Milliounen Frang am Spill - iwwert d'Goudrongsfabrik, wou et e schrecklech opwändige Procédé war - de Buedem ass an Holland gefouert ginn an do duerch en Uewe gekéiert ginn -, wou de Stat och fuerchtbar vill Geld bezuelt huet. Vlächicht hätt ee jo dann och kënnen e vereinfachte Procédé duerchféieren, wéi dat hei de Fall ass.

Wéi gesot, Här President, well hei den Artikel vun der Constitutioun, dee seet, mir wäeren all gläich virum Gesetz, an och d'Gesetz, wat seet, datt de Prinzip pollueur-payeur misst ugewannt ginn, net esou respektéiert ginn, wéi se misst respektéiert ginn, wäerte mir eis bei deemem Projet enthalten. Mir si grondsätzlech natierlech mam Projet d'accord. Awer déi 20 Milliounen Euro, déi dat kascht, wou de Steuerzueler muss fir eppes opkommen, wat hie selwer net verursaacht huet, dat wäert eis dozou bréngen fir eis ze enthalten.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Och Merci der Madame Rapportrice.

Nodeem wat den hallwe Schäfferot vun Esch hei virbruecht huet, wat ech ënner-



**Chambre
des Députés**
L U X E M B O U R G

Chamber TV
weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um
Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

stätzen, hunn ech am Fong net vill bäizefügen. Mä et ass scho richtig, wat den Här Braz gesot huet, dass een awer, Här Minister, misst der CSV doënnen aus dem Süde vläicht e bëssen op d'Fanger klappen an hinnen erklären, wa se eppes schrëftlech matgedeelt kréien, dass dat schwaarz Buschtawe sinn an dass se déi vläicht och emol eng Kéier sollte liesen.

Op jidde Fall ass dat, wat den Här Mehlen hei gesot huet, ganz richtig, dass dee Sanéierungskonzept an och d'Prozedur iwwert déi Sanéierung net déi ass, déi de gesetzleche Bestëmmungen entsprécht, an och net déi ass, déi meng Zoustëmmung fënnt, well et einfach e System ass - ech menge wann een higeet an et geet een op den Helleg-Geescht-Plateau an et tippt een alles op e Koup an et versigelt een et dann, da wëll ech emol drun erënneren, dass mer en ähnleche Prinzip déi éischte Kéier um Ronnebiërg haten.

Et ass um Ronnebiërg och déiselwecht Prozedur agefouert ginn, an dee Betrib, deem am Fong de Ronnebiërg bedriwwen huet, huet missen 300 Milliounen aler Frang fir d'Sanéierung bäileeën. Wat fir e klenge Betrib net wéineg ass, quitte dass en och während Joren natierlech Profit aus där ganzer Affär gezunn huet. Mä et stellt een awer fest, dass um Ronnebiërg nach ëmmer muss nogebessert ginn, nach ëmmer erëm Réier eragedréckt ginn, fir dass éi Gasen, déi sech do ënnert deem Teppech entwéckelen, kënnen entweeche.

An d'Fro vum Grondwaasser stellt sech och nach ëmmer, well nodréiglech och emol misst vun Zäit zu Zäit kontrolléiert ginn, wéi et mat der Grondwaasserbelaaschtung steet. Hei riskéiere mer an déiselwecht Richtung ze goen. Hei gëtt jo nach méi e Koup vu polluierem Buedem stockéiert. Do misst een awer kucken, éischstens emol, dass effektiv deem, dee polluieret huet, misst déi voll Käschten droen, an zweetens misst ee sech nach eng Kéier iwwerleeën, ob dee Prinzip vun der Versigelung vun deem verseuchte Buedem op enger Plaz dee richtige Prinzip ass an ob dat net an Zukunft eng ökologesche Bomm gëtt, déi mer iergendwann eng Kéier net méi an de Grëff kréien.

» M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Den Här Minister Claude Wiseler huet d'Wuert.

» M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*. - Merci, Här President. Ech schlësse mech och all deene Merciën un, déi d'Rapportrice, d'Madame Andrich, schonn ausgedréckt krut. Si huet hei eng gutt a schnell Aarbecht gemaach, a mir si gutt weiderkomm.

Zu deem Projet de loi, dee mer virdu gestëmmt hunn, huet ech weess net méi wie gesot, datt an der Diskussioun iwwert d'Recherche d'Uni am Fong dee gréissten Investissement ass, dee mer fir eis Zukunft géife maachen. Dat ass sécher richtig, mä ech mengen an där Diskussioun war gemengt ginn, datt all déi intellektuell an déi geeschteg Efforten, déi dëst Land muss an Zukunft maachen, dat bescht Investissement wieren.

Vu datt ech awer Bauteminister sinn, hunn ech déi do Remarque wesentlech méi terre à terre, um éischten Niveau geholl. Déi grouss Investissement, déi mer am Süde vun eisem Land maachen, déi sech dévelloppéieren an déi den Développement vum Site Belval maachen, dat sinn Investissementer, déi an hirem Ausmooss, an der Rapiditéit, wéi se gemaach sinn, sécherlech zu deene ganz grouse baulechen Investissementer gehéieren, déi dëst Land an

deene leschte véier, fënnef Joer gemaach huet an an deenen nächsten zéng Joer och nach wäert maachen.

Mir investéiere ronn 560 Milliounen Euro fir d'Gebaier vun der Uni, mä niewendrun investéiere mer och nach an de Lycée. Mir hunn do an eng Rockhal investéiert. Mir bauen eng Pépinière d'entreprises do. Mir bauen Archiven do. Mir baue Logementer do. Mir baue Studentewunnengen do. Mir setzen d'Héichwien a Stand a bauen e Centre national de culture industrielle do. Mir baue Sportsinfrastrukturen do. Mir bauen eng Gare do. Dat muss een alles bei déi 560 Milliounen derbärechnen. Dobäi muss een nach deen hei Projet rechne mat sengen dräi Phasen, plus all déi Stroossebauprojeten, déi gemaach gi vun der Agora, fir den interne Verkéier ze leeden, deen op deem Site wäert stattfannen.

Esou en Investissement, wéi hei realiséiert gëtt an de Gemengen Esch a Suessem, ass an deene leschte Joren net op esou eng konzentriert Aart a Weis geholl ginn, fir eng prezis Plaz vun eisem Land ze entwéckelen.

Ech wollt dat just eng Kéier widerhuelen, well dat hei nëmmen een - am Fong klengen - Aspekt ass. Och wann en a senger finanzieller Dimensioun schonn impressionnant ass, ass en awer trotzdem nëmmen e klengen Aspekt vun den Investissementer, déi am Süde vun eisem Land gemaach ginn.

Dat hei ass den zweete Projet. Et ass virdu gesot ginn. Deen éischte louch bei eppes méi wéi 75 Milliounen. Deen hei läit bei 115. En drëtte wäert nach hannendrukomen.

De Conseil d'État huet d'Fro gestallt, ob déi Prozedur hei déi richtig ass, mat där mer virginn, fir dat an dräi Etappen ze maachen. Déi meescht Fraktiounen hu gesot, datt si mat där Prozedur hei zefridde sinn, well et eis deen noutwendegen Iwwerbléck gëtt, well et eis och déi noutwendeg Capacitéit gëtt, fir de Projet lues a lues ze entwéckelen a finanziell anescht am Grëff ze halen.

Ech stellen eppes fest an der Realitéit, well ech jo mat all deenen Theorien, déi entwéckelt ginn, net vill kann ufänken. Als Bauteminister gëtt een extrem realistesch mat der Zäit. Ech kucken hei d'Realiteit: Wa mer et anescht gemaach hätte bei dësem Projet, da kann ech elo scho soen, datt mer doniewent gewiescht wären an datt mer genau déiselwecht Problemer gehat hätten, wéi a Projekte virdu.

Mir gesinn, datt deen éischte Projet wesentlech méi bëlleg gëtt. Dat ass vläicht elo eng Ausnahm, mä trotzdem: E gëtt méi bëlleg. Et ass eng aner Zomm wéi déi, déi an d'Gesetz gesat ginn ass. Ech soen dat awer mat Pléséier, datt e méi bëlleg gëtt. Deen zweeten Deel vum Projet, dee mer elo amgang sinn ze maachen, wa mer dee virun 2005 gestëmmt hätten, dann hätt e jo sécher net gestëmmt, well mer am Fong mat engem ganz anere Konzept mussen dorunnergoen, wéi 2005 geplangt war.

Mir hunn dee Projet missen der Realitéit am Laf vun de Joren upassen, an dat beweist mer, datt dat hei am Fong déi eenzeg Prozedur ass, déi logesch ass a mat där ee korrekt mat der Chamber kann ëmgoen.

Deen drëtte Projet wäert och deem Konzept, wat mer elo fir deen zweeten entwéckelt hunn, missen ugepasst ginn, esou datt ech aus dësem Projet eleng d'Konklusioun zéien, datt déi Aart a Weis, wéi mer hei - Chamber a Regierung gemeinsam - un déi do Projeten eruginn, déi eenzeg ass, déi eis iwwert de Bierg hëllef. Mir stëmme zwar dräimol, mä mat deem anere Wee hätte mer och dräimol gestëmmt, well mer zweemol hätte missen nostëmme, an et

wär net opgaangen. Also fannen ech dat hei besser.

» M. Gast Gibéryen (*ADR*). - Dat fällt net op.

» M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*. - Här Gibéryen, Dir sot, et fällt net op. E Bauprojet ass e Projet, deen Der net zéng Joer am Viraus kennt virgesinn. Dee musst Der der Realitéit upassen. Dir kennt soen, et fällt net op. Ech soen, et ass méi éierlech a méi korrekt, wéi mer hei mat der Chamber ëmginn, well mer eis hei eng Method ginn hunn, fir déi Projeten uerdentlech ze suivéieren. Par ailleurs, mengen ech, waart Dir mat där Method d'accord.

» M. Gast Gibéryen (*ADR*). - Jo, mir sinn domat d'accord, mä et muss ee wëssen, Här Minister, datt et ëmmer besser wier, wann ee mat engem Projet ufänkt, wann een trotzdem wéisst, wou een hanne géif - global gesinn - erauskommen. Dat wësse mer mat dëser Prozedur net.

» M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*. - Dat wär natierlech besser, mä d'Realiteit ass eben, wéi d'Realiteit ass. Als Bauteminister géift Dir och relativ schnell gesinn, datt Der dat an engem Bau vun zéng Joer net ronkritt, a jiddferen, dee scho selwer doheem gebaut huet,...

(Interruption)

...dee weess, wat fir enge Saachen hien hei ausgeliwert ass. Eleng wann ech d'Augmentatioun vum Pétrolspräis an deene leschten zwoe, dräi Joer huelen, déi direkt op de Käschtepunkt vun engem Bau erawierken, da kennt Der net soen, datt Der dat 2005 gewosst hätt. Ech fannen, datt mer hei eng gutt Method zesammen entwéckelt hunn, fir dat ze maachen.

Da wëll ech der Madame Buergermeeschtesch vun Esch, der Madame Mutsch, soen, datt effektiv deen eenzege Problem, deen et bei där doter Method a mengen Aen gëtt, deen ass, datt ech de Suivi muss kënnen assuréiere vun enger Etapp hannert där anerer, fir keng Interruption am Chantier ze kréien a fir mer d'Méiglechkeet ze ginn, dat och reibungslos vun enger Etapp an déi aner iwwergoen ze loosse. Dat kann natierlech, deemno a wat fir eng prozedural Problemer ee mat senger Gesetzestexter kennt, heiansdo e Problem ginn. An do muss een extrem drop oppassen.

Duerfir hutt Dir d'Fro gestallt: Wéi ass et mat deem drëtten Projet? Komme mer weider? Gëtt deen zur Zäit déposéiert?

Mir sinn elo amgang, relativ zolidd dorunner ze schaffen. Mir denken, datt mer ufanks nächst Joer kënnen prett sinn, fir de Projet ze déposéieren hei an der Chamber, an dann hânt et vun de Chamberprozeduren of, wéini mer e gestëmmt kréien, mä dat läit awer am Timing gutt, esou wéi dat momentan ausgesäit.

Wat de französische Volet vum Dossier ugeet, do huet deen een oder deen aneren ënnerstrach, datt mer effektiv - an Dir konnt dat an der Press liesen - jo Diskussiounen haten, heiansdo Schwierigkeeten haten, well déi franséisch Säit net an deem Rhythmus virukomm ass, wéi mer dat initialement gemengt haten. Do, no villen Diskussiounen op allen Niveaue mat de fransésische Lokal-, Regional- an Nationalpolitiker, gesäit et awer elo esou aus, wéi wa mer och op där Säit Positives ze vermelden hätten a virukomme kéinten.

Natierlech, ëmmer wann een esou e Bauprojet huet op engem Site, dee schon amgang ass ze funktionnéieren, an am Belval funktionnéiert e schon, hutt Der ëmmer Transitiounsschwierigkeeten. Duerfir soen ech deene Gemenge Suessem an Esch Merci, mat deene mer hei an enger gudder Kooperatioun kënnen probéieren, fir all Etapp vun den Transitiounen verkéiersméisseg esou an de Grëff ze kréien, datt se och fir déi Leit, déi do wunnen an déi do schaffen, uerdentlech a korrekt iwwert d'Bühn kënnen bruecht ginn.

Dann zum Projet Assainissement e puer Wuert, déi ech och wëll hannendru soen. De Grondprinzip vun deem, wéi deen Assainissement sengerzäit ugepaakt ginn ass, ass, datt mer vun deem Buedem, deen do läit an dee mer mussen déplacéieren, wa mer esou e Projet wéi deen hei maachen, keng Exportatioun géife maachen. Dat heescht, datt mer am Fong alles um Site esou vill wéi méiglech géifen traitéieren, ënnerbréngen an och erëm verschaffen, datt heescht eng Neutralisatioun in sito géifen u sech maachen. Dat war de Grondprinzip. Deen ass och bäibehale ginn, an och mat deene Wiesselen a mat deenen anere Massen, mat deene mer elo konfrontéiert sinn, kënnen mer dee bäibehalen.

Duerno sinn zwoe Saache gemaach ginn, ier den Terrain d'Hand gewieselt huet, ier de Stat den Terrain kaaft huet. Éischstens ass eng historesch Analys gemaach ginn, wou genau gekuckt ginn ass, wat an deene leschte Jorzéngten op deem Terrain do geschitt ass a mat wat fir enge Problemer mer dowéinst rechne kéinten.

Duerno, nodeem dat gemaach ginn ass, ass awer och nach um Site selwer en analytesche Proufprogramm duerchgefouert ginn, mat ronn 300 Bohrunnen, wou genau analyséiert ginn ass, natierlech ëmmer mat Échantillonnen, wat fir en Typ Problemer eis da kéinten erwaarden.

Duerno ass en Assainissementskonzept ausgeschafft ginn, eng Etüd Agiplan gemaach ginn, an op Basis vun där Etüd ass e Verkafskontrakt gemaach ginn, wou och festgeluecht ginn ass, wat fir een Deel vum Assainissement dann elo vu wem misst gedroe ginn, a wou de Prinzip vum Pollueur-payeur och festgehale ginn ass an deem Accord, dee sengerzäit ausgehandelt ginn ass.

Elo gesäit d'Realiteit awer mat der Evolutioun vun deem, wat mer maachen, anescht aus, well de Buedem, deen elo ausgegruewe ginn ass an deene Projeten, déi gemaach gi sinn, an der Mass wesentlech méi grouss gëtt, well eis Streckeféierung zu engem Deel anescht verlagert ginn ass; well mer och decidéiert hunn, datt bei enger ganzer Rei Projeten nach zousätzlech Parkplaze missten ënnerdrëner gebaut ginn, wat dann de Massendéplacement vun deem méi grouss mécht, mä op där anerer Säit awer och d'Valorisation vun den Terrainen an d'Exploitation, déi de Stat dovunner mécht, wesentlech méi wäertvoll mécht; a well et drëtten net méiglech ass, all déi Massen op de Plateau du Saint-Esprit ze kréien, wéi et initialement geplangt war, notament well de CRP Gabriel Lippmann, deen do implantéiert ass, déi Plaz ewechhëlt fir, esou wéi dat initialement geplangt war, en Deel vun deene Massen dohinner ze kréien. Dat obligéiert eis dann, déi Massen anzwousch anescht ze déplacéieren an en Assainissement in sito vun deene Massen, déi mussen déplacéiert ginn, ze maachen.

Dat explizéiert dann och - par rapport zu engem initialen Assainissementskonzept, dat am Verkafskontrakt festgehale gi war a fir dat e Prinzip bestanen huet, an deen och vum fréiere Propriétaire bezuelt ginn ass - den zousätzleche Käschtepunkt, deen Dir hei am Gesetz erëmfant. An deem Konzept ass och de Ministère de l'Environnement agebonne gewiescht, deen den Développement dovunner suivéiert a begleet huet, wéi en an där leschter Zäit entwéckelt ginn ass.

Fir mech ass et elo wichteg, datt mer an deem heiten Dossier esou schnell wéi méiglech virukommen, well déi Investissementer, déi hei gemaach ginn, an déi Leit, déi an Zukunft dohinner wunnen a schaffe kommen, déi maachen et ganz einfach néideg, datt mer déi Mobilitéit, déi mer op deem Site do wëllen, och kënnen garantéieren. D'Individualmobilitéit selbstverständlich mam Stroossebau, mä awer och d'Mobilitéit fir den öffentliche Transport, fir d'Bussen, fir d'Veloen, déi mer mussen um Site hunn an déi deelweis och schonns mat concevéiert ginn ass, an natierlech och d'Mobilitéit fir de schinengebunnenen öffentliche Transport, wou mer amgang sinn de Projet vun där Gare duerchzeféieren, fir dat och alles korrekt iwwert d'Bühn ze kréien.

Mir mussen hei schnell virukommen. Mir mussen déi vill staatlech Investissementer schnell dohanne maache kënnen, well et ganz kloer ass, datt de Rhythmus vun de staatlechen Investissementer mat sech bréngt, datt de Rhythmus vun de privaten Investissementer och méi schnell gëtt. Wat mer méi investéieren, a wat mer méi privat Investissementer op deem Site do kréien, wat de Projet am Allgemenge besser virugeet. Dat ass déi ganz Erausforderung, virun där mer hei stinn an déi mer mussen unhuelen. Wann ee kuckt, wat do alles realiséiert gëtt, och vu privater Säit, da gesäit een, datt dee Projet, dee mer hei amgang sinn ze maachen, momentan vill Succès huet, an ech hoffen, datt dat och an Zukunft wäert esou weidergoen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a fir d'Ënnerstëtzung.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister Wiseler. Da komme mer zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5845 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Christine Doerner), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helming, Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Konventioun iwwert den internationale Flugtransport. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Angel.

9. 5852 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°4, signé à Montréal, le 25 septembre 1975, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie, le 12 octobre 1929, amendée par le Protocole fait à La Haye, le 28 septembre 1955

Rapport de la Commission des Transports

» **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Mat dësem Projet approuvéiere mer de Protokoll N°4, dee schon 1975 ënnerschriww ginn ass, also 33 Joer al ass, an deem d'Konventioun vu Warschau vun 1929 soll änneren. Mir befannen eis hei an engem streng reglementéierten Domän vun der Loffahrt, an ech mengen et ass och wichteg, dass et do gutt a streng Regele gëtt.

D'Konventioun vu Warschau, dat war am Fong déi éischt internationale Konventioun, déi d'Regele vum Flugverkéier geregelt huet, grad wéi d'Responsabilitéit vis-à-vis vun de Passagéier, de Bagagen an dem Fret. Déi Konventioun gouf dräimol modifizéiert, eng Kéier 1955, eng Kéier 1961 an dunn eng drëttes Kéier 1975, wou déi véier Protokollen hei ugeholl gi sinn. Lëtzebuerg huet deemools och dräi vun deene véier Protokolle ratifizéiert, awer dee véierten net.

Bei deem véierte Protokoll geet et ëm de Régime juridique fir den Transport vun de Wueren. Et misst ee vläicht preziséieren, dass

d'Akraaftriiede vun dësem Protokoll N°4 am Fong nëmmen eng Zwëschelëisung ass, well 1999 gouf zu Montréal eng nei Konventioun iwwert den internationale Loftverkéier ausgeschafft. Déi Konventioun ass iwwerengs hei zu Lëtzebuerg per Gesetz vum 12. August 2003 ugeholl ginn an a Kraaft getrueden. Den Exposé des motifs vun dësem Projet seet och, dass déi Konventioun vu Montréal vun 1999, ech zitieren: «est appelée à l'emporter sur la Convention de Varsovie et les instruments connexes».

Elo kéint ee sech jo dann d'Fro stellen - mir hu jo déi nei Konventioun vun 1999 -, firwat gi mer dann hei nach dee Protokoll ratifizéieren? D'Äntwert ass ganz einfach: Déi Dispositiounen, déi am Protokoll N°4 sinn, behalen hir Utilitéit vis-à-vis vun all deene Länner, déi d'Konventioun vu Montréal vun 1999 nach net ratifizéiert hunn. En plus sinn och all déi Dispositiounen vun dësem Protokoll méi no un deene vun der neier Konventioun vu Montréal, am Verglach mat all deem vu virdrun. Ausserdeem ass dat hei och deen eenzege Protokoll an dat eenzeg Dokument, wat mer als Lëtzeburger nach net ratifizéiert hunn am Kader vun der OACI.

Et geet also ëm de Régime juridique fir d'Marchandisen. Et vereinfacht den Handel, well mir kënnen all d'Flugdokumenter vereinfachen doduerch, dass een déi nei Technologien utiliséiere kann, fir déi Dokumenter ze erstellen. Dat setzt d'Käschten erof, ass also och gutt fir d'Kompetitivitéit vun den Entreprises am Flugverkéier. D'IATA mengt, dass, wann een déi ganz Dokumenter um elektronische Wee ka maachen, am Joer kënne bis zu 1,2 Milliarden Dollar gespuert ginn. Dofir huet d'Introduktioun vun dësem Protokoll N°4 och e grouse Soutien vun all den Acteuren an der Loffahrt an och vun de Lëtzeburger Acteuren an der Loffahrt.

De Statsrot huet säin Accord ginn, ouni eng Remarque ze maachen. Ech ginn lech hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech géif lech bidden datselwech ze maachen.

Ech soen lech Merci a wënschen lech e schéinen Owend.

» **M. le Président.** - Ech denken, dass d'Chamber de Recommandatiounen vum Rapporteur nokënn. Ech soen am Numm vun der ganzer Chamber dem Rapporteur Merci, a mir kommen zum Vote vun dësem Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5852 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Roland Schreiner), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.30 heures)

**Sommaire des séances publiques
N°s 47, 48, 49 et 50**

Communications	page 606
Ordre du jour	pages 606-607
Heure de questions au Gouvernement	
- Question N°271 du 1 ^{er} juillet 2008 de M. Marco Schank relative aux solutions envisagées par le Ministère afin d'augmenter la disponibilité des bénévoles des services de secours et d'assurer une certaine reconnaissance aux bénévoles pour leur dévouement et leur travail au sein des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire	page 607
- Question N°272 du 30 juin 2008 de M. Fernand Etgen relative à l'agrandissement de l'École nationale des Sapeurs-Pompiers à Feulen, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire	page 607
- Question N°273 du 30 juin 2008 de M. Roger Negri relative à l'(in)utilisation, par le Luxembourg, des crédits budgétaires mis à disposition par l'Union européenne au cours de l'exercice 2007, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget	
et	
- Question N°274 du 30 juin 2008 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réaction du Gouvernement au sujet de l'utilisation des fonds européens, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration	pages 607-608
- Question N°275 du 1 ^{er} juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la future affectation de l'actuel Palais de Justice, adressée à M. le Ministre des Travaux publics	page 608
- Question N°276 du 1 ^{er} juillet 2008 de M. Gilles Roth relative à l'état d'avancement du projet de construction de la 2 ^e école européenne, adressée à M. le Ministre des Travaux publics	pages 608-609
- Question N°277 du 1 ^{er} juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la politique en matière de consommation de cannabis, adressée à M. le Ministre de la Justice	page 609
- Question N°278 du 1 ^{er} juillet 2008 de M. Charles Goerens relative à l'analyse du député européen Robert Goebbels au sujet du futur de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration	page 609
Question avec débat N°36 de M. Roland Schreiner au sujet du plan d'action «Réforme administrative»	pages 609-610
5738 - Projet de loi relatif à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance	pages 610-613
5817 - Projet de loi portant approbation de la Décision des représentants des Gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil concernant les privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel, signée à Bruxelles, le 10 novembre 2004	page 613
5811 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, portant transposition de la directive 2006/70/CE de la Commission du 1 ^{er} août 2006 portant mesures de mise en œuvre de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la définition des «personnes politiquement exposées» et les conditions techniques de l'application d'obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle ainsi que de l'exemption au motif d'une activité financière exercée à titre occasionnel ou à une échelle très limitée et modifiant: 1. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 3. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 4. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 5. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 6. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 7. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 8. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable	
et	
5756 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et modifiant: 1) l'article 506-1 du code pénal, 2) la loi du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépitage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du code d'instruction criminelle	pages 614-617
5331 - Proposition de loi sur les enquêtes parlementaires - Article 61	page 617
5890 - Débat d'orientation sur la réorganisation territoriale du Luxembourg	pages 618-635
Communications	page 636
Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe	page 636
Ordre du jour	pages 636-637
Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur l'arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire 319-06 concernant la transposition de la directive détachement des travailleurs	pages 637-640 page 646
5733 - Projet de loi relatif aux aides à la formation-recherche modifiant:	
- la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;	
- la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet:	
1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public;	
2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;	
- le Code du Travail	pages 640-646
Ordre du jour (suite)	page 646
5845 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N 31 et le projet routier afférent sur territoire français	pages 646-650
5852 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°4, signé à Montréal, le 25 septembre 1975, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie, le 12 octobre 1929, amendée par le Protocole fait à La Haye, le 28 septembre 1955	page 650

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet			
2351	M. Gilles Roth	Obligation de conclure un contrat d'entreprise lors de l'achat d'un terrain à bâtir	2585	M. Xavier Bettel	Test de sélection des candidats soldats volontaires
2449	M. Félix Braz	Enquête sur les circonstances d'un retour forcé	2586	M. Xavier Bettel	Sondage au sein de l'armée
2474	M. Laurent Mosar	Desserte de l'Atert-Lycée par le transport scolaire	2587	M. Xavier Bettel	Entrée en vigueur de règlements grand-ducaux
2486	M. Robert Mehlen	Luxembourg Air Rescue (LAR)	2588	M. Xavier Bettel	Ambulance du centre militaire de Diekirch
2493	Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen et M. Lucien Thiel	Éducateur gradué	2589	M. Xavier Bettel	Règlement de discipline pour la force publique
2499	M. Gast Gibéryen	Audit sur l'a.s.b.l. ProActif	2591	M. Fernand Etgen	Étude de sécurité sur la N7
2515	M. Gilles Roth	Jeux vidéo violents	2592	M. Robert Mehlen	Système de signalisation
2532	Mme Claudia Dall'Agnol	Situation des personnes au pair	2593	M. Romain Schneider	Évacuateur de crues
2544	M. Robert Mehlen	Situation des colonies d'abeilles	2595	M. Roland Schreiner	Nouvelle régulation pour les autobus
2546	M. Laurent Mosar	Hausse continue des prix de l'énergie	2601	M. Xavier Bettel	Procédure de décollage pratiquée sur la piste 06
2548	M. Eugène Berger	Délits contre l'environnement	2602	M. Roger Negri et M. Marcel Oberweis	Utilisation de biocarburants
2550	M. Xavier Bettel	Accès aux décisions des autorités judiciaires	2607	M. Carlo Wagner	Sortie N°15 sur l'autoroute A1
2551 cf. 2556	M. Henri Kox	Mortalité élevée des colonies d'abeilles	2609	M. Gast Gibéryen	Incidents avec des jeunes à Esch/Alzette
2552	M. Laurent Mosar	Tracé du futur tram léger	2611	M. Claude Adam	Taxe scolaire pour non résidents
2555	M. Fernand Etgen	Travaux au Lycée du Nord à Wiltz	2613	Mme Claudia Dall'Agnol	Transport et traitement de patients souffrant d'une obésité grave (adipositas permagna)
2556 cf. 2551	M. Marcel Oberweis	Mortalité des abeilles causée par l'utilisation d'insecticides	2616	M. Marc Angel	Vols de nuit
2561	M. Robert Mehlen	Travaux tunnel «Gousselerbiérg»	2620	Mme Claudia Dall'Agnol	Violence envers les bénévoles des services de secours
2563	M. Carlo Wagner	Prestations en espèces à charge des assurés employés	2621	Mme Anne Brasseur	Coefficient de l'éducation artistique
2566	M. Roger Negri	Taux d'émissions de CO ₂	2622	M. Ben Fayot	Diplôme d'ingénieur industriel de l'Université du Luxembourg
2567	M. Ali Kaes	Services de secours	2626	M. Gast Gibéryen	Utilisation de la langue luxembourgeoise dans le réseau de distributeurs d'argent des Postes et Télécommunications (P&T)
2568	M. Fernand Etgen	Rénovation de la Coque	2627	M. Marcel Oberweis	Précautions à prendre avec les téléphones mobiles
2569	M. Roger Negri	Rénovation du pont à Kayl	2628	Mme Viviane Loschetter	Demandes d'admission pour CITP et CCM
2572	Mme Claudia Dall'Agnol	Vidéosurveillance des zones de sécurité	2629	M. Eugène Berger	Manque de personnel au sein de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois et de ses filiales
2573	M. Roger Negri	Inclusion des transports aériens dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission et ses conséquences	2630	M. Gast Gibéryen	Composition de la Commission européenne
2575	Mme Sylvie Andrich-Duval et M. Marc Spautz	Déplacement de déchets industriels dans le cadre de la construction de la liaison Micheville	2631	M. Claude Adam	Revalorisation de la carrière du préposé forestier
2576	M. Marcel Oberweis	Problématique des poulets chlorés	2632	M. Carlo Wagner	«Vide scolaire» dans le canton de Remich
2581	M. Fernand Etgen	Enseignants en luxembourgeois	2634	M. Fernand Diederich	Cadastre national des arbres
2582	M. Claude Meisch	Cours de préparation à la naissance	2635	M. Robert Mehlen	Déformations apparues auprès de veaux nouveaux-nés dans les environs de la décharge Sidec
2584	M. Xavier Bettel	Encadrement médical de l'armée			

Question 2351 (29.2.2008) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**obligation de conclure un contrat d'entreprise lors de l'achat d'un terrain à bâtir**:

Il arrive de plus en plus fréquemment que les vendeurs de terrains à bâtir situés dans des lotissements obligent les acheteurs à contracter avec eux-mêmes ou avec un entrepreneur ou promoteur immobilier qu'ils désignent pour la construction de l'habitation à ériger.

En Belgique, il a été proposé de compléter le Code civil par une disposition selon laquelle «Le contrat par lequel l'acheteur s'engage, lors de l'acquisition d'une ou de plusieurs parcelles de terrain, à conclure un contrat d'entreprise pour la construction d'un immeuble sur cette ou ces parcelles avec le vendeur du terrain ou avec un tiers désigné ou à désigner par celui-ci, est nul.

Le contrat visé à l'alinéa 1^{er} doit en tout cas mentionner, dans un alinéa distinct et en caractères différents et gras, que l'acheteur a le droit d'invoquer la nullité d'un contrat contraire à l'alinéa 1^{er} ou d'une telle clause.

L'une ou l'autre de ces nullités peut être invoquée au choix par l'acheteur avant la passation de l'acte authentique.»

- Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice si le Gouvernement pouvait envisager d'édicter une disposition légale

permettant de frapper de nullité tout contrat par lequel l'acheteur s'engage lors de l'acquisition d'une parcelle de terrain, à conclure un contrat d'entreprise avec le vendeur ou avec un tiers désigné ou à désigner par lui, l'acheteur pouvant invoquer la nullité de la globalité du contrat ou de la clause en question avant la passation de l'acte authentique.

Réponse (21.7.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Il n'est pas prévu de légiférer dans le sens de la proposition belge citée par l'honorable Député.

D'une part, on ne peut interdire à un vendeur de soumettre la vente à un certain nombre de conditions.

D'autre part, l'acheteur peut, en vertu du droit actuel, demander l'annulation de la vente si les conditions y attachées n'étaient pas suffisamment claires au moment de la conclusion de l'acte de vente. Il y a donc lieu pour l'acquéreur et le notaire de bien vérifier au préalable si la vente de terrain est assortie d'une obligation de construire.

Question 2449 (8.4.2008) de **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG) concernant l'**enquête sur les circonstances d'un retour forcé**:

En réponse à ma question parlementaire N°2423 (cf. *compte rendu N°11/2007-2008*), le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à

l'Immigration a répondu qu'«une enquête sur les circonstances d'un premier retour forcé a été engagée par l'Inspection générale de la Police».

J'aimerais donc savoir de la part du Ministre:

- Est-ce que l'enquête en question est achevée?

- Qu'est-ce que l'enquête a révélé?

Réponse commune (9.7.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

L'enquête à laquelle il est fait référence dans la réponse à la question parlementaire N°2423 est achevée et a été transmise au Ministre de la Justice et au Procureur d'État de Luxembourg.

Dans les conclusions de son rapport l'Inspection générale de la Police retient que contrairement à ce qui avait été avancé, l'étranger en question a été informé, selon ses propres déclarations, qu'une expulsion vers l'Italie était impossible et qu'il allait être rapatrié en Guinée.

Quant au déroulement du rapatriement, l'Inspection n'a décelé ni manquement ni faute dans le comportement des policiers. Comme l'étranger concerné s'opposait à son embarquement, il a fallu quatre policiers pour le maîtriser. Au cours de cet incident trois policiers ont été blessés.

Quant au coup de pied que l'étranger a reçu en plein visage, l'en-

quête a permis de constater que c'est un policier français qui a eu ce geste pour se libérer de l'emprise de l'étranger qui l'avait mordu dans son talon d'achille.

Question 2474 (17.4.2008) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **desserte de l'Atert-Lycée par le transport scolaire**:

L'Atert-Lycée à Redange/Attert ouvrira ses portes en septembre 2008. Le Ministre des Transports a annoncé qu'un transport scolaire sera assuré à partir de toutes les localités du canton de Redange. Par contre, les élèves habitant un autre canton doivent recourir à l'offre RGTR existante.

Ceci vaut dès lors aussi pour les étudiants des communes de Boevange/Attert, Bissen et Colmar-Berg, même si ces localités se trouvent au bord du ruisseau de l'Attert. Il faut également savoir que l'utilisation des lignes régulières existantes obligera les élèves à changer au moins une fois de bus au cours de leur trajet scolaire.

Selon mes informations, l'Atert-Lycée compte au moins 20 pré-inscriptions provisoires de ressortissants des trois communes de Boevange/Attert, Bissen et Colmar-Berg.

Dans ce contexte j'aimerais demander à Monsieur le Ministre des Transports s'il n'entend pas organiser une ligne de bus scolaire sup-

plémentaire pour les enfants de ces trois communes.

Réponse (21.7.2008) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Comme l'indique Monsieur le Député, une vingtaine d'élèves se seraient inscrits au nouveau Lycée à Redange, alors qu'ils habitent des communes situées en dehors du rayon de recrutement fixé par le plan directeur sectoriel lycées.

Lesdits élèves ne sont pas sans savoir qu'ils ne peuvent prétendre à une offre de transport direct entre leurs domiciles et le prédit lycée, étant donné qu'ils sont domiciliés à moins de dix kilomètres des infrastructures scolaires d'Ettelbruck, Diekirch et de Mersch.

Compte tenu de l'offre de transport public considérablement améliorée au niveau des lignes d'autobus dans la région, ces dernières années, des communications par correspondances vers Redange existent en tout cas à partir des communes de Bissen et de Colmar-Berg.

La localité de Boevange disposera d'une communication directe vers Redange.

Un plan de transport plus détaillé sera établi et communiqué par mon Ministère dès qu'il disposera du résultat des inscriptions au Lycée Atert à Redange.

Question 2486 (21.4.2008) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant la **Luxembourg Air Rescue (LAR)**:

Déi lescht Deeg war vu Säite vum President vun der «Luxembourg Air Rescue» (LAR) ze héieren, datt d'LAR opgrond vun enger neier Reglementatioun méi staark Motore misst an hir Helikopteren abauen. Dat géif ronn 2,5 Milliounen Euro kaschten an et wéisst nach keen, wéi dat kënnt bezuelt ginn. Schlëmmstefalls misst d'LAR mat hiren Aktivitéiten ophalen. Duerfir wollt ech lech dës Froe stellen:

1. Sidd Dir iwwert dës Problematik informéiert?
2. Ëm wat fir eng Direktive respektiv wat fir e Reglement handelt et sech hei?
3. Ass dës Fuerderung berechtigt? Waren d'Maschine vun der LAR bis elo ze schwach motoriséiert? Wa jo, wéi ass hu se dann d'äerle fléien? Wann dat net de Fall ass, wéi ass muss dann elo sou eng héich Investitioun gemaach ginn?
4. Wann dës «Opüstung» net ze évitéieren ass, ass d'Regierung da bereet, dës Käschten ze iwwerhuelen?

Réponse commune (23.7.2008) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

L'honorable Député s'interroge sur les raisons qui imposent la modification des hélicoptères exploités par la Luxembourg Air Rescue (LAR).

Conformément à la réglementation luxembourgeoise, l'association Luxembourg Air Rescue utilise pour ses missions de secours hélicoptères quatre hélicoptères MDHI Explorer exploités par la compagnie Ducair-Luxembourg Air Ambulance S.A. dans le cadre de son certificat de transporteur aérien (AOC-Air operator certificate).

En application du règlement grand-ducal du 23 février 2001, les conditions techniques d'exploitation de ces hélicoptères relèvent des missions de transport aérien public et sont définies par un règlement dit JAR-OPS 3 élaboré à l'époque par l'ensemble des autorités européennes de l'aviation civile (Joint Aviation Authorities) aujourd'hui remplacées à l'échelon de l'Union européenne par l'Agence Européenne de la Sécurité Aérienne (AESA) de la Commission, dont le siège est à Cologne.

Ce règlement JAR-OPS 3 a subi plusieurs amendements depuis la version initiale de février 1999 qui était annexée au règlement grand-ducal du 23 février 2001, dont un publié en janvier 2002 qui rajoutait un appendice définissant dans le détail les dispositions spécifiques applicables aux services médicaux d'urgence. Cet appendice, qui a lui-même subi plusieurs modifications, dont le dernier en date du mois de mai 2007, impose pour la desserte des hôpitaux situés dans un environnement urbain, depuis le 1^{er} janvier 2005, des hélicoptères certifiés selon les critères de performance de catégorie A, c'est-à-dire que, en cas de panne d'un moteur au décollage, il sera toujours possible, soit de se reposer en sécurité sur la plate-forme, soit de poursuivre le décollage avec le moteur en fonctionnement, de s'envoler et de se reposer en toute sécurité à un autre endroit.

Sur les 4 MDHI Explorer de Ducair, seul le dernier, acquis en 2005, a été certifié selon les critères de performance de catégorie A. Les trois autres, achetés respectivement en 2000, 2001 et 2002, peuvent faire l'objet d'une modification, certes assez coûteuse,

pour être conformes aux exigences de certification avec, notamment, le remplacement des moteurs et du réservoir. Cependant, cette modification n'avait jusqu'alors jamais été réalisée dans le monde et sa certification par l'Agence Européenne AESA ne pourra être effective qu'après la réalisation d'un vol d'essai sur une machine modifiée. En fonction des commandes des kits de modification et de l'approbation des chantiers de modification, en particulier de la disponibilité des nouveaux moteurs, la première machine modifiée par l'atelier allemand ALT, agréé selon la réglementation européenne, devrait être disponible le mois prochain, la dernière machine devrait être livrée et certifiée au plus tard en avril 2009.

Dans l'immédiat et pour couvrir la poursuite de l'exploitation des services de la LAR, la Direction de l'Aviation civile a imposé des mesures compensatoires sur le plan de la sécurité pour couvrir le risque de panne au décollage avec, notamment, un suivi journalier très rigoureux des performances de chaque moteur ainsi que des restrictions d'utilisation sur certaines plates-formes hospitalières plus difficiles d'accès. Ces mesures prises par rapport à la nouvelle réglementation en vigueur permettent de garantir un niveau de sécurité supérieur à ce qui existait auparavant. Cependant la mise en place du nouveau règlement européen préparé par l'Agence AESA, dont la mise en application devrait intervenir à l'automne 2009, ne permettra plus à la Direction de l'Aviation civile de maintenir une telle dérogation sans obtenir l'accord de la Commission européenne, ce qui semble formellement exclu sur ce sujet.

Alors que les hélicoptères achetés par la LAR sont des machines suffisamment puissantes pour effectuer les missions de secours hélicoptères dans des conditions de sécurité normales, le caractère plus strict de la réglementation européenne portée par le succès des hélicoptères sanitaires et l'amélioration des performances techniques des nouveaux hélicoptères impose aujourd'hui pour Luxembourg Air Rescue, soit de procéder à ces modifications soit d'envisager le remplacement des hélicoptères les plus anciens par des hélicoptères certifiés en catégorie de performance A comme la dernière machine acquise.

Aujourd'hui déjà, la prise en compte des consignes supplémentaires en matière de contrôle de fiabilité et de performance de chaque moteur permet de garantir, pour une période transitoire, un niveau de sécurité équivalent aux exigences européennes supérieures, avec toutefois le risque de ne pas pouvoir effectuer de transfert sur certains hôpitaux.

Dans la mesure où la mise en conformité des hélicoptères de la LAR est imposée par les réglementations en vigueur et que le Gouvernement n'entend pas remettre en cause les services de secours hélicoptères offerts par la LAR, le Gouvernement est disposé à participer dans le financement de cette mise en conformité. Les modalités de la participation sont actuellement analysées par les départements ministériels concernés et négociées avec les responsables de la LAR dans le cadre de la convention qui a été conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'association Luxembourg Air Rescue.

Question 2493 (24.4.2008) de **Mmes Marie-Thérèse Gantenbein-Koullan, Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Lucien Thiel** (CSV) concernant l'**éducateur gradué**:

Au cours des dernières décennies,

le profil de l'éducateur gradué a fondamentalement changé. Il occupe aujourd'hui dans de nombreuses institutions des postes à haute responsabilité et est amené à prendre des décisions importantes, lourdes de conséquences. Il se caractérise en plus par une flexibilité et une polyvalence professionnelles.

Or, la profession de l'éducateur gradué n'est pas considérée à sa juste valeur. En effet, la carrière de l'éducateur gradué n'est pas valorisée au même niveau que les autres carrières supérieures dont la durée des études est équivalente. Il s'agit notamment des carrières de l'orthophoniste, du pédagogue curatif, de l'infirmier gradué ou de l'assistant social qui bénéficient tous d'un traitement supérieur à celui des éducateurs gradués.

Afin de discuter de cette problématique, une réunion a eu lieu en date du 10 janvier 2008 entre les représentants du Ministère de la Fonction publique, de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et les représentants de l'«Association professionnelle des Éducateurs gradués» ainsi que du «Syndicat luxembourgeois des Éducateurs gradués».

Pour clarifier leurs revendications, les deux associations ont en plus rédigé et envoyé en date du 31 janvier 2008 une lettre aux trois ministres concernés qui malheureusement est restée sans suite jusqu'à aujourd'hui.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Messieurs les Ministres de la Fonction publique et de l'Enseignement supérieur.

- Est-ce que le Gouvernement est décidé à mettre sur pied d'égalité toutes les carrières qui correspondent à des niveaux d'études équivalents?

- Est-ce que le Gouvernement partage les vues et arguments avancés par les deux associations susmentionnées?

- Dans l'affirmative, quelles sont les suites que le Gouvernement entend donner à ce dossier?

Réponse commune (15.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

En réponse à la question parlementaire N°2493 du 24 avril 2008 des honorables Députés Madame Françoise Hetto, Madame Marie-Thérèse Gantenbein et Monsieur Lucien Thiel, le Gouvernement tient à souligner qu'il comprend les réflexions au sujet de la carrière éducative exprimées par les honorables députés. Il importe cependant de noter que de nombreuses carrières ont soumis au Gouvernement des revendications relatives au reclassement de leur carrière qui, dès lors nécessite une réflexion générale sur l'évolution des carrières dans la fonction publique qui devra, le cas échéant, aboutir sur une révision des carrières et des traitements permettant de préserver l'équilibre des différentes carrières dans la fonction publique. Or, le Gouvernement n'envisage pas de procéder à une telle revalorisation générale des traitements au cours de la législature en cours.

Il y a lieu de relever que le Gouvernement a, dans le cadre de ses discussions relatives à la transposition du processus de Bologne, demandé à une commission d'experts, installée à ce sujet, d'analyser dans un premier temps les diplômes et l'évolution dans les études de base requises à l'accès par la mise en œuvre du processus de Bologne. Ce travail a permis de

définir les nouveaux diplômes nécessaires à l'accès aux carrières actuellement existantes dans la fonction publique.

Pour ce qui est d'un éventuel reclassement d'une carrière, le Gouvernement et le législateur ont encore défini un deuxième critère traditionnel de classification des différentes carrières, à savoir celui relatif à l'évolution des responsabilités, des attributions et des sujétions de l'agent.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a retenu qu'il fallait procéder à une analyse approfondie de la structure des carrières et des traitements, analyse qui se fondera d'une part sur les travaux préparatoires déjà effectués par la commission d'experts mise en place par le Gouvernement sur base des mémoires remis par les différentes associations professionnelles au Gouvernement et d'autre part sur le rapport de cette même commission relatif aux répercussions, au niveau du recrutement dans la fonction publique, de la nouvelle nomenclature des diplômes introduite par le processus de Bologne.

La commission d'experts sera donc appelée à continuer ses travaux et aura entre autres pour mission d'analyser la structure des carrières et des fonctions auprès de l'État en partant des diplômes, des qualifications et des compétences nécessaires pour y accéder et des évolutions qui se sont faites au niveau des responsabilités et des missions assumées par les agents des différentes carrières. Ensuite, elle devra définir avec précision, en prenant comme base les besoins effectifs des administrations, les compétences et les responsabilités des différentes carrières et fonctions et faire des propositions en matière de prise en considération éventuelle des acquis professionnels, de la formation continue, etc.

Au vu de ce qui précède, il est évident que les vues et arguments présentés par l'Association professionnelle des Éducateurs gradués et par le Syndicat luxembourgeois des Éducateurs gradués devront être traités dans ce contexte global.

Question 2499 (25.4.2008) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant l'**audit sur l'a.s.b.l. ProActif**:

An der Nummer 697 vun der Wochenzeitung «Den Neie Feierkrop» konnt een de 25. Abrëll liesen, datt

Exercice budgétaire	Proactif	Objectif Plein Emploi
1998	20.000.000 LUF	40.000.000 LUF
1999	0 LUF ¹⁾	140.000.000 LUF
2000	90.000.000 LUF ²⁾	200.000.000 LUF
2001	130.000,00 LUF	265.000.000 LUF
2002	5.625.000,00 EUR	7.828.166,32 EUR
2003	8.390.250,00 EUR	9.450.000,00 EUR
2004	10.232.614,00 EUR	10.972.500,00 EUR
2005	9.448.989,00 EUR	10.474.530,26 EUR
2006	10.576.371,00 EUR	11.760.590,62 EUR
2007	11.497.101,86 EUR	13.793.500,00 EUR
2008	14.806.000,00 EUR ³⁾	14.730.000,00 EUR ³⁾

en neien Audit an der Maach wier, fir erauszefanne wivill Suen dem LCGB seng Beschäftigungsinitiative ProActif vum Stat eventuell ze vill krut an ergo zréck un d'Statskeess misst iwwerweisen.

An dësem Zesammenhang hätt ech déi heite Froen un den Här Aarbechtsminister:

- 1) Kënnt Dir confirméieren, datt esou en Audit de Moment an der Maach ass?
- 2) Vu wem gouf dësen Audit an Auftrag ginn?
- 3) Stëmmt et, datt dësen zweeten

Audit vun der Firma KPMG gemaach gëtt?

4) Wa jo, mengt Der net, (sou wei «Den Neie Feierkrop» et undeit) datt et en Interessekonflikt gëtt, wann den Här Roger Molitor Member vum Leadership Team vun der KPMG an an engem Member vum Verwaltungsrat vu ProActif ass?

5) Mengt Der net datt dësen zweeten Audit en double emploi ass, vu datt Ernst & Young an engem éischten Audit scho festgehalten hat, datt ProActif tëscht 1998 an 2003 méi Sue vum Stat krut wéi se der ausginn huet?

6) Stëmmt et, datt ProActif dem Stat bis haut nach keen Euro zréckbezuelt huet?

7) Huet dem OGB-L seng Beschäftigungsinitiative Objectif Plein Emploi dem Stat scho Suen zréck iwwerweisen, a wa jo, wivill?

8) Wéi erkläert den Här Minister sech dann den Émstand, datt et fir dem OGB-L seng Beschäftigungsinitiative anscheinend manner schwierig war dem Stat schon en Deel vun de Suen zréck ze iwwerweise wéi fir dem LCGB seng?

9) Kann den Här Minister mer Prezisioun doriwwer ginn a) wivill Sue ProActif an Objectif Plein Emploi zënter 1998 all Joer vum Stat kruten a b) wivill Suen déi zwou Beschäftigungsinitiativen ausginn hunn a c) wivill de Stat zevill iwwerweisen huet?

10) Mengt den Här Minister, datt de Gesetzesprojet 5144 (deen de Moment an der Diskussioun ass) duergeet fir an d'Finanzgebaren vun de Beschäftigungsinitiativen an Zukunft méi Transparenz eranzubringen?

Réponse (18.7.2008) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Me référant à ma réponse du 18 juin 2008 à la question parlementaire N°2499 de l'honorable Député Gast Gibéryen (*cf. compte rendu N°15/2007-2008*), j'ai l'honneur de vous faire parvenir un tableau rectifié des fonds versés aux initiatives en faveur de l'emploi ProActif et Objectif Plein Emploi depuis 1998 (question N°9).

Il est à noter que l'erreur dans les chiffres des années 1998 à 2000 provient d'une mauvaise manipulation des fichiers en provenance de l'ancien système de comptabilité de l'État et celle dans les données de 2007 d'une addition erronée.

Je vous prie de bien vouloir présenter mes excuses auprès de l'honorable Député Gast Gibéryen pour ces erreurs involontaires.

«9) Zënter 1998, hunn d'Initiativen OPE a ProActif folgend Betrag krut:

¹⁾ un montant de 20.000.000 LUF a été ordonné en 1999 mais seulement payé en 2000

²⁾ seul un montant de 70.000.000 LUF a été ordonné en 2000

³⁾ montant engagé en 2008»

Question 2515 (5.5.2008) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **jeux vidéo violents**:

Le Luxembourg fait partie des quelques rares pays membres de

L'Union européenne qui ne dispose pas de cadre légal pour interdire la vente de jeux vidéo violents aux mineurs. La seule mesure qui existe est le «Pan European Games Information», le soi-disant «PEGI» émis par l'industrie du marché de jeux vidéo elle-même, qui, bien qu'il s'agisse d'un point de repère efficace, ne représente pourtant qu'un simple autocontrôle volontaire. En effet, de plus en plus d'études démontrent que les utilisateurs, après exposition aux jeux violents, deviennent plus agressifs et excités. Selon ces études, les jeunes joueurs perçoivent le monde de manière plus effrayante, se désensibilisent à la violence et ont des comportements agressifs physiques et verbaux. Cette polémique autour de la violence dans les jeux vidéo a atteint des sommets après les meurtres de la Columbine High School en 1999, où deux adolescents ont tué 13 lycéens et blessé 23 autres.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- N'est-il pas nécessaire d'établir un cadre légal pour réglementer la vente de jeux vidéo violents au Luxembourg?

Réponse (15.7.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

La forte consommation des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) et de jeux vidéo pose problème en termes de sécurité et de protection des enfants et des jeunes. Ces outils de communication sont utilisés de manière régulière par les enfants et les jeunes. Ils s'exposent à des risques grandissants, deviennent plus facilement victimes d'espionnage social et d'harcèlement sexuel et sont régulièrement exposés à la violence propagée dans les médias et surtout dans les jeux vidéo.

Depuis 2003, vingt pays de l'Union européenne ont adopté le système PEGI (Pan European Games Information) qui établit une classification par catégorie d'âge et dispense des avertissements, notamment sur le degré de violence ou l'emploi d'un langage grossier, ce qui permet aux parents de choisir des jeux qui conviennent à leurs enfants et aux joueurs adultes de mieux choisir leurs jeux.

Même si le système PEGI n'a actuellement pas encore été intégré dans la législation nationale, le Ministère de la Famille et de l'Intégration est conscient du problème de la violence dans les médias et a mis en place différents dispositifs permettant de sensibiliser les enfants et les jeunes aux dangers liés à l'utilisation des NTIC.

1. Le projet LUSI - Luxembourg Safer Internet

Le projet LUSI est un projet géré par le Centre de Recherche public Henri Tudor, Telindus et KannerJugendTéléfon et cofinancé par la Commission européenne. L'objectif général du projet est de sensibiliser les enfants, les jeunes, les parents et les agents éducatifs aux dangers liés à l'usage d'Internet et de la téléphonie mobile. Depuis le mois de novembre 2006, des événements grand public, le site Internet www.lusi.lu, une ligne téléphonique d'aide et de consultation (Helpline: 26 64 05 44), des ateliers de sensibilisation dans les écoles primaires et secondaires, des formations pour animateurs de jeunesse et des spots télévisés ont été mis en place. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration soutient le projet en question par la prise en charge des frais administratifs et des frais de personnel du KannerJugendTéléfon.

2. Le projet LISA - Luxembourg Internet Safety Alert

Le projet LISA est également géré par le Centre de Recherche public Henri Tudor, Telindus et KannerJu-

gendTéléfon et cofinancé par la Commission européenne. Il vise au travers la mise en place d'une ligne téléphonique spécifique la dénonciation de sites, d'activités et de contenus violents et illégaux transmis par Internet et par la téléphonie mobile. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration soutient également ce projet par la prise en charge des frais administratifs et des frais de personnel du KannerJugendTéléfon.

3. L'éducation aux médias prestée par Erwuessebildung

Erwuessebildung est un autre service subventionné par le Ministère de la Famille et de l'Intégration. Il s'agit d'un service de documentation audiovisuelle qui met à la disposition du public, des établissements scolaires et des institutions sociofamiliales des cassettes vidéo, des CD-Rom et des DVD à caractère éducatif et documentaire, ainsi que des vidéo-projecteurs et autres matériels audiovisuels. Erwuessebildung joue un rôle important dans la promotion positive de médias éducatifs et non violents. De même, l'Internet-stuff offre des services gratuits de type «Internetführerschäin».

4. Les services d'éducation parentale

L'École des Parents Janusz Korczak a comme mission de sensibiliser les parents d'enfants et les futurs parents aux principes et techniques d'éducation de leurs enfants. Le service s'est également engagé dans l'organisation d'événements d'information sur les dangers liés à l'utilisation des NTIC. Par ailleurs, les maisons relais qui détiennent la mission de la formation parentale se sont également engagées dans la sensibilisation des parents de leur population cible.

5. Les services de consultation psychologique

Plusieurs services subventionnés, dont Psy-Jeunes et Haus 89 offrent la consultation psychologique, affective, conjugale et familiale. Les services sont sollicités par des personnes adultes et mineures qui se trouvent en souffrance psychique et/ou relationnelle, due à des événements traumatisants dont le harcèlement par Internet (cyberbullying).

Par ailleurs, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ont informé le Conseil de Gouvernement en date du 23 mai 2008 des risques et des dangers liés à la prolifération du phénomène de la violence sur Internet et au niveau d'autres supports médiatiques. Ils ont de même saisi l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand en date du 13 juin 2008 d'une demande d'avis concernant ce phénomène et l'opportunité qu'il y a de légiférer au niveau du Code des consommateurs.

Question 2532 (8.5.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant la **situation des personnes au pair:**

Un nombre important de jeunes gens, surtout de jeunes filles, se déplacent en Europe en tant que fille au pair. Pendant longtemps le placement au pair au Luxembourg était réglé par la loi du 6 avril 1990 par laquelle le législateur luxembourgeois avait approuvé l'Accord européen sur le placement au pair, élaboré au sein du Conseil de l'Europe et signé le 24 novembre 1969 à Strasbourg. Toutefois, en date du 23 septembre 2002, le Grand-Duché a dénoncé cet accord européen et ces jeunes personnes accueillies au sein d'une famille devraient dès lors être engagées sous le couvert d'un contrat de travail régi par les dispositions du Titre II du Code du Travail.

- Est-ce que le contrat de travail ordinaire s'est montré adapté à la situation des personnes au pair?

- Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de chiffres renseignant sur le nombre d'au pair au Luxembourg? Dans l'affirmative, est-ce qu'il existe des statistiques sur les missions que regroupe l'activité de la personne au pair?

Selon mes informations, la réglementation de l'activité d'assistance parentale par la loi du 30 novembre 2007 semble compliquer la situation des personnes au pair au Luxembourg. Ainsi, afin de pouvoir exercer une activité d'assistance parentale, qui constitue une activité principale exercée par la personne au pair, il faut être en possession d'un agrément d'assistant parental. Pourtant, une condition pour l'obtention de cet agrément est le suivi d'une formation qui comprend au moins cent heures de cours et de séminaires ainsi que vingt heures de stages dans un service socio-éducatif agréé ce qui, en pratique, devrait rendre le placement au pair impossible pour les jeunes gens.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état de choses?

- Dans l'affirmative, ne serait-il pas opportun de créer un statut légal pour les jeunes au pair?

Réponse (17.7.2008) de **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

Par une loi du 6 avril 1990, le Grand-Duché de Luxembourg avait approuvé l'Accord européen sur le placement au pair, une convention du Conseil de l'Europe signée à Strasbourg le 24 novembre 1969 et ratifiée également par l'Espagne, la France, l'Italie, la Norvège et la Suisse.

Pendant plus de dix ans l'application de cet accord ne posait aucun problème jusqu'au jour où le Tribunal administratif a jugé que les jeunes étrangers visés par l'Accord européen sur le placement au pair ne doivent pas nécessairement être originaires d'un pays membre du Conseil de l'Europe et signataire de l'Accord en question puisque le Grand-Duché de Luxembourg n'avait pas usé de la faculté lui ouverte de restreindre l'application territoriale de l'Accord européen (article 17: tout État signataire, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, ou tout autre État adhérent, au moment du dépôt de son instrument d'adhésion, peut désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent accord.) (T.A. 13 mai 2002, Demidova).

En l'espèce, il s'agissait d'une artiste de cabaret à laquelle le Ministre de la Justice avait refusé la prolongation de son autorisation de séjour et le Ministre des Affaires étrangères la délivrance d'un visa touristique consécutif à l'autorisation de séjour et qui par la suite avait conclu une convention de placement au pair avec un couple luxembourgeois.

Pour éviter que l'Accord européen sur le placement au pair ne devienne le subterfuge pour prolonger le séjour à Luxembourg des artistes de cabaret dont l'autorisation de séjour venait à expiration ou ne constitue une voie détournée pour accéder au marché de l'emploi luxembourgeois¹, le Gouvernement s'est vu contraint de dénoncer l'Accord européen sur le placement au pair.

Depuis le 24 mars 2003 le placement au pair n'a plus de base légale au Luxembourg et, à supposer qu'une personne veuille travailler dans un ménage privé, le droit commun lui est applicable tant en matière de droit du travail qu'en matière de droit de la sécurité sociale.

Il résulte de ce qui précède qu'il n'existe aucune description des activités d'une personne au pair en matière de droit du travail et que le Ministre du Travail et de l'Emploi ne peut pas disposer de statistiques concernant les «contrats au pair» existant au Luxembourg.

Partant, il n'est pas non plus possible de savoir si le contrat de travail ordinaire s'est montré adapté à la situation des personnes en question.

¹ En 2002, le Ministère du Travail et de l'Emploi et l'Administration de l'Emploi se trouvaient confrontés à des demandes d'engagement de filles au pair en provenance de la Thaïlande, des Philippines, de la Côte d'Ivoire, de la Russie etc.

Question 2544 (19.5.2008) de **M. Robert Mehlen (ADR)** concernant la **situation des colonies d'abeilles:**

Haut ass zu Bonn d'Ouverture vun der UNO-Biodiversitéitskonferenz, déi bis den 30. Mee dauere soll. Virum Hannergrond vun dëser wichtiger Konferenz géif ech lech gären e puer Froe stellen iwwert den aktuellen Zoustand vun de Beievölker zu Lëtzebuerg. Aus de Kreeser vun de Beieleit ass ze héieren, datt en héije Prozentsatz vun eise Beievölker de leschte Wanter net iwwerlief hätt. Well d'Beien awer eng immens wichteg Roll am Erhale vun der Flora spillen, wollt ech dës Froen un lech riichten:

1. Hutt Dir Zuelen iwwert d'Verloschter am leschte Wanter, respektiv wéi héich ginn dës Verloschter geschat?

2. Wat sinn Ärer Meenung no d'Haaptursache vun dëse Verloschter?

3. Wéi gesäit Är Strategie aus, fir kuerzfristeg mat de Beienziichter zesummen dës Verloschter ze minimiséieren?

4. Gëtt et eng Laangzäitstrategie fir d'Beienzuucht ze propagéieren respektiv eng méiglechst flächendeckend Bestäubung duerch d'Beien ze garantéieren, a wéi wëllt Dir dës Strategie ëmsetzen?

Réponse (10.7.2008) de **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:**

En guise de réponse à la question parlementaire posée par l'honorable Député au sujet du problème de la mortalité des abeilles, nous voudrions renvoyer pour l'essentiel à la réponse fournie par Madame la Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural aux questions parlementaires N°2551 et N°2556 posées respectivement par Messieurs les Députés Henri Kox et Marcel Oberweis, réponses qui traitent en détail les aspects techniques du problème (cf. ci-dessus).

Quant aux remèdes pour minimiser la mortalité des abeilles, nous sommes d'avis qu'ils doivent se baser sur une stratégie pluridisciplinaire visant la promotion de l'apiculture, les contrôles sanitaires des ruches, une utilisation raisonnée de pesticides basée sur le principe de précaution, un monitoring des statistiques de mortalité d'abeilles et une analyse ciblée de ses causes ainsi que la préservation de paysages richement structurés en vue de la conservation de prairies fleuries, de bandes herbacées en milieu ouvert et urbain et de haies naturelles.

Question 2546 (19.5.2008) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant la **hausse continue des prix de l'énergie:**

L'Allemagne, l'Autriche et la Suisse étudient la possibilité d'un recours

à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) face à la hausse continue des prix de l'énergie, en particulier du pétrole, a indiqué le ministre autrichien de l'Économie, Martin Bartenstein, à l'issue d'une réunion avec ses homologues allemand et suisse le 17 mai 2008. Monsieur Bartenstein a argumenté que comme on dispose d'une institution comme l'Organisation Mondiale du Commerce, il serait intéressant de vérifier s'il existe une possibilité de contrecarrer la spéculation ainsi que les cartels. Tout en affirmant que les trois pays n'envisageaient pas le dépôt d'une plainte auprès de l'OMC, le Ministre allemand de l'Économie, Michael Glos, a souligné à son tour qu'il «s'agissait avant tout d'obtenir plus de transparence sur les marchés des matières premières». Selon ce dernier «plus de transparence aura pour conséquence de minimiser l'élément spéculatif».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Le Grand-Duché de Luxembourg n'aurait-il pas à son tour intérêt à se joindre à cette initiative?

- Quelle est l'appréciation du Gouvernement à ce sujet?

Réponse (16.7.2008) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:**

Lors de leur entrevue traditionnelle, les ministres de l'Économie de l'Autriche, de l'Allemagne et de la Suisse se sont réunis le 17 mai 2008 à Dürnstein, en Autriche. Les délibérations ont porté essentiellement sur l'évolution des prix des matières premières (non énergétiques).

Les ministres, s'exprimant en faveur d'une transparence accrue sur les marchés internationaux des matières premières, ont mené des réflexions sur l'opportunité d'étudier les options éventuelles s'offrant, dans le cadre multilatéral de l'Organisation Mondiale du Commerce, afin d'éviter la mise en œuvre de politiques commerciales qui créeraient des distorsions ou des entraves aux échanges sur les marchés des matières premières en général et de denrées alimentaires en particulier. Selon nos informations, ces réflexions conjointes n'ont connu, à ce stade, pas de suite opérationnelle.

Le Luxembourg, en tant que membre de l'Union européenne, soutient un système commercial multilatéral favorisant les échanges mondiaux au bénéfice de tous et étudiera dans ce contexte toute proposition visant à renforcer les règles juridiques de base du commerce international.

Question 2548 (20.5.2008) de **M. Eugène Berger (DP)** concernant les **délits contre l'environnement:**

Les délits contre l'environnement peuvent être constatés aussi bien par les agents de l'Administration des Eaux et Forêts que par les agents de la Police grand-ducale et les agents de l'Administration des Douanes et Accises.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Combien de délits contre l'environnement ont été constatés au cours des deux dernières années?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me donner une liste détaillée du type de délits contre l'environnement constatés au cours des deux dernières années par les différents agents, administration par administration?

- Messieurs les Ministres estiment-ils que ces agents sont suffisamment bien équipés afin de pouvoir constater les délits contre l'environnement, notamment en matière de mesure du bruit?

- Quelles sont les relations entre l'Administration de la Gestion de l'Eau, relevant du Ministre de l'Intérieur, et les différents agents en matière de délits contre l'environnement, en l'occurrence la pollution de nos eaux?

- Quel est le rôle des agents municipaux lorsque ceux-ci constatent des délits contre l'environnement?

- Ne serait-il pas opportun de créer une unité spéciale s'occupant uniquement du contrôle des délits contre l'environnement au lieu de voir ces compétences éparpillées sur plusieurs niveaux?

Réponse commune (15.7.2008) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*, de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*, de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Jean-Marie Haldorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Les infractions relatives aux dispositions de certaines lois ayant pour objet la protection de l'environnement peuvent être recherchées et constatées par la Police grand-ducale, par certains agents de l'Administration des Eaux et Forêts, de l'Administration des Douanes et Accises, de l'Administration de la Gestion de l'Eau, de l'Administration de l'Environnement et de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture. Dans le cadre de leurs recherches et constats, les agents agissent sous l'autorité du Procureur. L'opportunité de poursuites revient au procureur.

Les textes les plus souvent enfreints sont les suivants:

- Les articles 5, 6, 7, 8, 10 et de la loi du 19 janvier 2004 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

- Les articles 1.2b, 7 et 10 de la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, telle que modifiée.

- L'article 1 de la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère.

- L'article 4 de la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau.

- Le Parquet du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg relève qu'au courant des deux années écoulées (période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2008) un total de 314 dossiers en matière d'environnement a été enregistré, à savoir:

- 154 dossiers pendant la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2007 et

- 160 dossiers pendant la période du 1^{er} juin 2007 au 31 mai 2008.

Ces dossiers sont relatifs à des infractions (dans l'ordre décroissant) à:

- la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

- la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets,

- la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau et

- la loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère.

La majorité des procès-verbaux sont dressés du chef d'infractions aux dispositions de loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

De manière générale, les procès-verbaux ayant trait à la violation de l'article 11 de ladite loi (abandon de déchets) sont plutôt dressés par la Police grand-ducale et, dans une moindre mesure, par les agents de l'Administration des Douanes et Accises. L'Administration des Eaux et Forêts concentre ses efforts plutôt sur les constructions illégales en zone verte (article 7), les travaux de curage/drainage (article 8) et les affaires de destruction de biotopes (article 17).

En ce qui concerne la loi du 17 juin 1994 relative à la gestion et à la prévention de déchets, dont le champ d'application est plus limité que celui de la loi du 19 janvier 2004, les infractions relatives aux abandons de déchets prévues par l'article 7§2 vont de pair avec les infractions à l'article 11 de la loi du 19 janvier 2004 et représentent la majorité, voire même la quasi-totalité des dossiers.

La police et, dans une moindre mesure, les agents des douanes et accises constatent lesdites infractions.

En revanche, les infractions à l'article 10 de la loi de 1994 (ramassage de déchets, transports nationaux et internationaux de déchets) sont constatées par l'Administration des Douanes et Accises et, exceptionnellement, par l'Administration de l'Environnement. Le nombre de ces dossiers reste cependant négligeable.

Les infractions à la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau sont constatées, dans 90% des cas, par les agents de la Police grand-ducale.

Il s'agit essentiellement de contaminations par hydrocarbures ou autres produits industriels toxiques (article 4). Les dossiers dans lesquels l'origine de la pollution est à rechercher en milieu rural (contamination par jus d'ensilage par exemple) sont généralement traités par l'Administration des Douanes et Accises.

Les procès-verbaux constatant des infractions à l'article 9 de la loi et plus particulièrement des prélèvements non autorisés d'eau dans les eaux superficielles et souterraines sont peu nombreux.

Les infractions à la loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère sont dans 80% des cas constatées par la Police grand-ducale. Il s'agit dans la plupart de cas d'incinération de déchets à même le sol.

Dans les cas de chantiers de construction, l'Administration de l'Environnement peut être amenée à envoyer des sommations aux entreprises éliminant leurs déchets par incinération sur le chantier même. Ces dossiers ne donnent normalement pas lieu à rédaction d'un procès-verbal et ne sont généralement pas poursuivis.

Les interventions de l'Administration des Douanes et Accises sont plus rares en cette matière.

- Le Parquet d'arrondissement du Tribunal de Diekirch fait état, pour la période du 31 décembre 2005 au 1^{er} janvier 2007, de 105 procès-verbaux concernant l'environnement, tandis que pour la période du 31 décembre 2006 au 1^{er} janvier 2008, 91 procès-verbaux ont été dressés.

- La Police grand-ducale fait état de 411 délits contre l'environnement durant la période allant du 1^{er} janvier 2006 au 31 mars 2008.

- L'Administration des Eaux et Forêts communique

qu'en 2006: 128 enquêtes ont été menées concernant des infractions en relation avec l'environnement en général et signalées aux Parquets:

30 enquêtes ont abouti à un procès-verbal dont

28 enquêtes concernent la législation sur l'environnement en général

1 enquête concerne la législation sur la chasse et

1 enquête concerne la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets et la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En 2007: 146 enquêtes ont été menées concernant des infractions en relation avec l'environnement et signalées aux Parquets

26 enquêtes ont abouti à un procès-verbal dont

21 enquêtes concernent la législation sur l'environnement en général,

4 enquêtes concernent la législation sur la chasse et

1 enquête concerne la législation sur la protection des bois.

Types de délits constatés en 2006:

- loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

29 infractions en relation avec l'article 5

5 infractions en relation avec l'article 6

14 infractions en relation avec l'article 7

2 infractions en relation avec l'article 8

4 infractions en relation avec l'article 9

11 infractions en relation avec l'article 10

32 infractions en relation avec l'article 11

1 infraction en relation avec l'article 13

1 infraction en relation avec l'article 14 c

1 infraction en relation avec l'article 14 d

33 infractions en relation avec l'article 17

5 infractions en relation avec l'article 57

1 infraction en relation avec l'article 67

- loi du 17 juin 1994 relative à la gestion des déchets

1 infraction en relation avec l'article 1^{er} b.

- loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

1 infraction en relation avec l'article 1^{er}.

- loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux

1 infraction en relation avec l'article 1^{er}.

Types de délits constatés en 2007:

- loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

28 infractions en relation avec l'article 5

14 infractions en relation avec l'article 7

2 infractions en relation avec l'article 8

6 infractions en relation avec l'article 9

13 infractions en relation avec l'article 10

41 infractions en relation avec l'article 11

2 infractions en relation avec l'article 13

3 infractions en relation avec l'article 14c

1 infraction en relation avec l'article 16

37 infractions en relation avec l'article 17

9 infractions en relation avec l'article 57

- loi du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique

1 infraction en relation avec l'article 7. 3^o

- loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau

1 infraction en relation avec l'article 4. 1^{er} alinéa

- loi du 31 janvier 1951 ayant pour objet la protection des bois

6 infractions en relation avec les articles 2 et 3

- loi modifiée du 19 mai 1885 sur la chasse - règlement grand-ducal du 11 juillet 2007 concernant l'ouverture de la chasse art. 5

4 infractions en relation avec l'article 11

L'Administration de l'Environnement m'informe qu'une collaboration étroite et fructueuse avec les Parquets des tribunaux d'arrondissement s'est instaurée depuis des années. Le Procureur est informé de tous les délits constatés. Toutefois, l'Administration ne dresse pas de statistiques à ce sujet et n'est pas en mesure de renseigner sur le nombre exact de communications systématiques faites au Parquet. Un échange de correspondance se fait au moins une fois par semaine.

Les délits type constituent aussi bien l'absence d'autorisations requises que les irrégularités à l'égard des conditions fixées dans le cadre des autorisations et des règlements grand-ducaux spécifiques en la matière.

Il importe de relever que l'Administration de l'Environnement dispose des équipements et instruments nécessaires pour pouvoir détecter un grand nombre de polluants et des pollutions environnementales. Dans le cadre de ses compétences légales, elle est donc en mesure d'intervenir et de constater les délits.

En matière de constat de délits, il n'y a pas de relations spéciales entre l'Administration de l'Environnement et l'Administration de la Gestion de l'Eau du fait que l'interlocuteur d'un agent verbalisant sont le Procureur et son substitut. Ces derniers constituent leurs dossiers et font appel aux agents de leur choix pour procéder à l'instruction des affaires.

Quant à la création d'une « unité spéciale », il n'existe aucune raison ni motif valable qui en justifierait la mise en place.

Au-delà de la question de la faisabilité, l'on voit mal pourquoi enlever à des fonctionnaires spécialisés la qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire.

Il importe que ces fonctionnaires exercent ce pouvoir dans le cadre de leurs compétences et dans les domaines relevant de leur responsabilité.

Le fait que ces fonctionnaires appartiennent à des administrations à vocation technique et disposent de connaissances approfondies dans les matières qui relèvent de leur sphère de compétence, contribue à la qualité des procès-verbaux dont la complexité n'est pas à sous-estimer.

Question 2550 (21.5.2008) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant **l'accès aux décisions des autorités judiciaires**:

Ces dernières années, nombre de pays ont créé des systèmes électroniques permettant aux personnes intéressées aux décisions des autorités judiciaires d'y accéder facilement.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi il n'existe au Luxembourg toujours pas un accès électronique aux décisions de justice, y compris celle de la Cour constitutionnelle? Comment se fait-il, par contre, qu'en matière de juridiction administrative un tel accès

fonctionne déjà depuis un certain temps?

Réponse (7.7.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

En réponse à la question de Monsieur le Député Bettel, je peux indiquer qu'un appel d'offres sera lancé en septembre en vue de la réalisation et la mise en place d'une banque de données centralisant de façon systématique les décisions rendues par les juridictions de l'ordre judiciaire consultable par le biais d'Internet.

Il est à noter que le nombre important des décisions rendues par les juridictions civiles et pénales, qui doivent être classifiées et rendues anonymes avant d'être rendues publiques, exige la mise en place d'outils informatiques spécifiques différents de ceux actuellement utilisés par les juridictions administratives.

Je tiens à relever qu'en attendant la réalisation du projet évoqué ci-dessus, il est prévu de publier dès l'automne en premier lieu les décisions de cassation en matière pénale sur le site Internet des juridictions de l'ordre judiciaire qui sera accessible dans un proche avenir. Par ailleurs, je rappelle que les décisions de la Cour constitutionnelle sont publiées au Mémorial A et partant sont consultables sur le site Internet www.legilux.public.lu. Enfin, il reste possible aux professionnels du droit de faire effectuer par le Service de documentation du Parquet général des recherches dans les jurisprudences répertoriées dans une banque de données regroupant une sélection de jurisprudences intéressantes.

Question 2551 (21.5.2008) de **M. Henri Kox** (DÉI GRENG) concernant **la mortalité élevée des colonies d'abeilles**:

Ce printemps, de nombreux apiculteurs européens sont concernés - à nouveau - par une mortalité élevée de leurs colonies d'abeilles. À ma dernière question au même sujet (*cf. compte rendu N°13/2006-2007 question parlementaire N°1726*), Madame la secrétaire d'État avait répondu que: «Cependant, nous ne sommes pas confrontés au problème de la surmortalité des abeilles, ni au soi-disant 'Colony Collapse Disorder' rencontré aux États-Unis et dans certains États membres de l'U.E. (...) La conséquence en est qu'en 2006, la perte moyenne en abeilles était bien en-dessous du niveau de 10% (au Luxembourg).».

Fait nouveau: les apiculteurs allemands de la vallée du Rhin font état cette année du décès rapide de millions d'abeilles suite à la mise en culture des semences de maïs. Suite à des analyses scientifiques, les apiculteurs allemands, de même que leurs collègues du nord-ouest de l'Italie ou encore de France, mettent en cause une intoxication des abeilles par des insecticides principalement utilisés pour la culture de maïs. Le 15 mai 2008, le «Bundesamt für Verbraucherschutz und Lebensmittelsicherheit» allemand a suspendu l'autorisation pour l'utilisation et la commercialisation de semences de maïs et de colza enrobées notamment avec les produits suivants à base d'imidaclopride, de clothianidine et de thiametoxam: Antarc, Chinook, Cruiser, Elado, Faibel, Mesuro et Poncho.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelle est l'évolution du nombre des apiculteurs et des colonies d'abeilles sur base des trois derniers recensements annuels? À quelle période de l'année est-ce que les recensements sont-ils effectués? Est-ce que l'administration effectue un recensement spécifique directement avant et après l'hiver?

- Les apiculteurs luxembourgeois ont-ils constaté cet hiver une surmortalité de leurs colonies d'abeilles? Si oui, quelles en sont les causes?

- Est-ce que les apiculteurs ont constaté récemment une mortalité significative suite à la mise en culture des semences de maïs au Luxembourg?

- Est-ce que des produits à base des substances susmentionnées sont autorisés et utilisés dans l'agriculture luxembourgeoise? Si oui, le Gouvernement n'envisage-t-il pas d'interdire/de suspendre leur utilisation et commercialisation?

Question 2556 (22.5.2008) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la mortalité des abeilles causée par l'utilisation d'insecticides:

Récemment, l'Institut Julius-Kühn de Braunschweig et le «Bundesamt für Verbraucherschutz» ont prouvé que la disparition d'environ 7.000 populations d'abeilles en Baden-Württemberg les semaines dernières est due à l'utilisation de l'insecticide «clothianidin».

Au vu du fait que les apiculteurs luxembourgeois ont également constaté une mortalité importante dans leurs ruches ces dernières années, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Est-ce que l'insecticide «clothianidin» est autorisé et commercialisé au Luxembourg?

- Quels produits contenant l'insecticide «clothianidin» sont agréés au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il à l'instar du «Bundesamt für Verbraucherschutz» de suspendre voire interdire la commercialisation de cet insecticide?

Réponse (10.7.2008) de **Mme Octavie Modert**, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:

Étant donné que les deux questions parlementaires ont trait à une récente augmentation sensible de la mortalité des abeilles, surtout dans certaines régions de l'Allemagne, je me propose de les traiter dans une même réponse.

1. L'évolution du nombre des apiculteurs et des colonies d'abeilles est suivie de près par un recensement organisé annuellement durant le mois de novembre par l'Administration des Services vétérinaires. Les statistiques montrent une diminution progressive des apiculteurs dans les années 1990 à 2000 pour se stabiliser à partir de 2002 autour de quelque 360 apiculteurs soignant environ 6.400 colonies. En 1995, par exemple, on comptait 510 apiculteurs détenant 9.200 colonies.

Notons encore que l'apiculture est pratiquée pour 40% par des retraités, pour 38% par des salariés et pour 13% par des indépendants et la structure d'âge des apiculteurs est la suivante: 3% sont âgés de moins de 30 ans, 54% ont entre 30 et 60 ans et 40% dépassent l'âge de 60 ans.

2. Concernant le dépérissement des abeilles dans certaines régions en Allemagne et dont font état les honorables Députés, celui-ci peut être attribué à une substance active, la Clothianidine, qui est utilisée pour le traitement des semences de maïs. Ce traitement insecticide est devenu obligatoire dans les régions où il existe un risque d'introduction du Chrysomèle des racines de maïs, un ravageur qui s'attaque aux racines des plants de maïs. Ce coléoptère, dont l'origine est au continent Nord-Américain a été introduit en Yougoslavie lors de la guerre des années 1990. Depuis il a tendance

à se répartir dans toutes les régions où le maïs est cultivé.

En vue de ralentir la propagation de ce ravageur, la Commission européenne a décidé de prendre des mesures d'urgence, qui consistent à surveiller son apparition et à éradiquer les foyers éventuels.

Pour le traitement des semences de maïs, la dose d'application des insecticides à base de Clothianidine a dû être doublée par rapport à la dose utilisée contre les insectes normalement visés par ce traitement.

Ce dosage élevé, en combinaison avec un certain type de semoirs pneumatiques, où les poussières provenant des produits de traitement entrent dans l'atmosphère, paraît être à l'origine de la mortalité des abeilles.

Bien que le comportement des produits phytopharmaceutiques par rapport aux abeilles soit évalué avant la mise sur le marché, les autorités allemandes ont constaté que certains cas de figure exceptionnels ne sont pas prévus dans les méthodes d'évaluation. Par mesure de précaution, elles ont suspendu toutes les autorisations des produits insecticides qui sont susceptibles d'être utilisés avec le même type de machines.

Il est prévu de faire des études complémentaires en vue de protéger les abeilles, mais également d'évaluer le risque pour les travailleurs qui sont également exposés à ces poussières.

Au Luxembourg aucun produit phytopharmaceutique à base de Clothianidine n'est autorisé et aucun cas de perte de colonies d'abeilles lié au semis du maïs n'a été observé.

Mais, toujours est-il que des semences qui ont été traitées dans un autre État membre peuvent être importées et semées au Luxembourg, ceci en application de la législation européenne concernant les semences qui impose la libre circulation de celles-ci.

Suivant les informations obtenues dans le commerce, quelque 1 à 2% des semences de maïs semées en 2008 ont été traitées avec un produit à base de Clothianidine. Il faut cependant remarquer que la dose utilisée est largement inférieure à celle qui est à l'origine des problèmes en Allemagne. En effet, la présence du Chrysomèle des racines de maïs n'a pas encore été constatée dans notre pays.

À noter qu'un nouveau projet de règlement communautaire concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, dont l'adoption est prévue pour la fin de l'année, prévoit des mesures de sauvegarde dans ce domaine. En cas de son adoption le Luxembourg pourrait interdire l'utilisation des semences traitées avec un produit dont les effets sur l'environnement ou pour la santé humaine sont inacceptables sous les conditions d'utilisation locales.

Pour la campagne de 2009 les services responsables se proposent de sensibiliser le commerce et les agriculteurs en vue de renoncer à l'utilisation de ces substances.

3. Quant aux apiculteurs luxembourgeois, force est de constater qu'au cours de cet hiver ils ont également dû subir des pertes de colonies d'abeilles bien plus importantes que d'habitude.

Quant aux causes de ces pertes, elles sont de deux sortes.

D'une part, le varroa, parasite acarien de l'abeille qui nuit directement et indirectement par la transmission des maladies virales, semble être à l'origine de la majorité des dépérissements observés. Ceci s'explique par les conditions climatiques de 2007 qui étaient particulièrement favorables pour le développement du parasite et qui rendaient également le traitement contre l'acarien plus difficile qu'à la normale. Dans de telles conditions,

même un léger manque de vigilance ou de rigueur dans le traitement obligatoire contre ce parasite, qui au cours des années précédentes n'aurait guère eu de conséquences graves, a pu permettre en 2007 un développement du varroa au point qu'il engendrait un effondrement de la colonie pendant l'hiver. De plus, des ruchers affaiblis par un parasitage important étaient sans doute également à l'origine d'un développement inattendu et rapide du parasite dans des colonies voisines bien entretenues.

Le problème de la varroase n'est pas nouveau et il n'y a malheureusement pas de solution facile pour l'éliminer. L'État aide les apiculteurs dans la lutte contre ce fléau en subventionnant le traitement contre la varroase et les cours de formation des apiculteurs. De plus, le Ministère de l'Agriculture cofinance avec l'Union européenne le programme d'amélioration génétique de la Fédération des Unions d'Apiculteurs du Grand Duché de Luxembourg qui vise à obtenir des abeilles plus résistantes au varroa.

D'autre part, un deuxième phénomène a sans doute causé des dépérissements non négligeables. Les conditions météorologiques après la dernière récolte de miel étaient peu favorables pour les abeilles qui n'étaient souvent pas à même de constituer des réserves de miel et de pollen suffisantes pour passer l'hiver. Dans les cas où ce problème n'a pas été identifié à temps les abeilles ont péri au cours de l'hiver par manque de réserves de nourriture.

Afin de mieux comprendre les causes du dépérissement des abeilles, l'Administration des Services techniques de l'Agriculture entend cofinancer un programme de recherche du Centre de Recherche public Gabriel Lippmann mené en collaboration avec les apiculteurs et visant à étudier scientifiquement ce phénomène.

Question 2552 (21.5.2008) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le tracé du futur tram léger:

Selon la présentation du tracé du futur tram léger le 20 mai 2008, ce dernier passerait par l'avenue de la Liberté pour se diriger vers la gare centrale.

L'Union commerciale de la Ville de Luxembourg a immédiatement annoncé son opposition au tracé retenu via l'avenue de la Liberté comme elle craint des préjudices majeurs pour les commerces, dus au chantier de grande envergure et de longue durée.

Selon mes informations, les responsables communaux de la capitale envisageraient la création d'un fonds de compensation pour soutenir et dédommager les commerçants concernés. Si une telle idée semble intéressante a priori, il faudrait, dans un souci d'égalité des citoyens devant la loi, l'étendre à tous les commerçants et particuliers victimes de nuisances de longue durée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la création d'un tel fonds?

- Si elle était jugée acceptable, le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait créer de tels fonds pour tous les cas similaires de nuisances pour les commerces, voire les particuliers?

Réponse (24.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

En principe il n'appartient pas au Gouvernement d'émettre un avis

sur une hypothèse établie par un député - qui est en même temps conseiller communal de la Ville de Luxembourg - basée sur une idée que semblent avoir les responsables communaux de la capitale.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ne manquera pas de se prononcer dès qu'il sera saisi concrètement d'une décision du conseil communal de la Ville de Luxembourg dans le contexte décrit par l'honorable Député respectivement lorsqu'il sera saisi d'une décision analogue d'un conseil communal d'une autre commune.

En toute circonstance il ne faut pas ignorer qu'en droit les dommages et préjudices s'apprécient au moment de leur existence et isolément pour chaque situation. Une question de responsabilité éventuelle ne saurait être résolue d'avance et de façon globale sur la base de risques susceptibles de surgir le cas échéant.

Question 2555 (22.5.2008) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant les travaux au Lycée du Nord à Wiltz:

Entamés en 1996, les travaux sur le chantier du Lycée du Nord à Wiltz ne semblent avancer que très lentement. En effet, le chantier serait freiné par l'apparition de difficultés supplémentaires et par des changements imprévisibles des plans de construction.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations? Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer sur l'état actuel des travaux sur le chantier en question? Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils fournir un délai concret en vue de la finalisation des travaux? Est-il par ailleurs exact que l'éclatement des coûts risque de se faire au détriment de l'équipement pédagogique et sportif du lycée?

- Le chantier du Lycée du Nord est-il considéré par Madame et Monsieur les Ministres comme un chantier urgent d'utilité publique? Si oui, est-ce que les démarches nécessaires ont été entamées auprès du Ministère du Travail et de l'Emploi en vue d'une dérogation au congé collectif? Quelles suites ont été réservées à cette demande?

Réponse (21.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Il échet de rappeler préalablement que suite au vote de la loi du 28 avril 1995 autorisant le Gouvernement à procéder à l'agrandissement du Lycée du Nord à Wiltz, à l'équipement des nouveaux locaux et à l'aménagement des alentours (première phase), le Gouvernement a procédé à la première phase de l'agrandissement du Lycée du Nord dont le chantier s'est déroulé au cours des années 1996 à 2000.

Par le vote de la loi du 24 juillet 2001 relative à la deuxième phase d'agrandissement du Lycée du Nord à Wiltz, la deuxième phase d'extension du lycée a été autorisée. Le début des travaux préparatoires se situait en septembre 2002 et se caractérisait par l'aménagement d'un parking provisoire et des travaux de démolitions nécessaires.

Afin de garantir le fonctionnement du lycée avec ses 1.500 élèves, ce chantier présente la particularité inévitable que la réalisation des travaux relatifs à la deuxième extension doit se faire en plusieurs phases successives.

Ainsi, à partir de juillet 2004 ont débuté les travaux de gros œuvre des zones EF et GH (les bâtiments E avec les salles de classe, F avec les structures d'accueil et GH avec le hall sportif et la piscine). Par la suite, l'on a procédé en juillet 2007 à la démolition des anciennes ailes C et D, ainsi qu'à la mise en service des bâtiments E et F et, à partir de septembre 2007, au début des travaux de gros œuvre des nouvelles ailes C et D.

Par ailleurs, la construction de différentes infrastructures provisoires - pavillon avec salles de classes, cantine scolaire, parking provisoire - a été nécessaire entre les différentes étapes pour répondre aux besoins de l'école.

Le chantier dans sa phase actuelle, c'est-à-dire la finalisation du hall sportif et de la piscine, ainsi que la nouvelle construction des ailes C et D, avance conformément au plan. La mise en service du hall sportif est prévue pour la rentrée scolaire 2008/2009 tandis que les travaux de gros œuvre pour les zones C et D sont même en avance par rapport au calendrier arrêté, ceci grâce aux mesures prises pour pouvoir travailler le samedi et au système constructif retenu.

Comme les travaux pour les ailes C et D se situent au milieu du site scolaire, les décisions précitées ont été prises dans le souci de réduire au maximum la période des travaux lourds et de minimiser autant que possible les perturbations dans l'intérêt du fonctionnement du lycée.

Dès que le nouveau hall sportif sera terminé, il sera procédé à la démolition du bâtiment existant.

Le planning actuel prévoit que les ailes C et D (salles de classe) seront mises en service pour la rentrée scolaire 2009/2010. À partir de ce moment-là pourra démarrer la dernière phase du chantier, à savoir les travaux d'aménagement des alentours, de la cour de récréation principale et du parking des enseignants.

À noter encore que les prévisions budgétaires actuelles ne font nullement ressortir un «éclatement des coûts», de sorte que l'équipement pédagogique et sportif au profit du LNW correspond au standard des autres lycées récemment construits. Par conséquent, il est permis d'affirmer que le budget global du projet sera respecté.

En ce qui concerne les demandes de dérogations en vue de travailler pendant les congés collectifs, il faut signaler qu'il existe une réglementation très stricte à ce sujet se limitant aux seuls travaux de réparation dans les écoles, ce qui n'est évidemment pas le cas pour les travaux actuellement en cours. D'ailleurs, pour certains corps de métiers, aucune dérogation n'est possible. L'on pourra préciser encore que la durée du congé collectif se limite à trois semaines durant l'été, alors que pendant le reste des vacances scolaires (9 à 10 semaines), le chantier continuera à fonctionner normalement.

Reste à relever que le chantier du Lycée du Nord est, à l'instar de tous les projets scolaires, considéré comme projet prioritaire.

Enfin, nous nous permettons de renvoyer encore à la réponse donnée à la question parlementaire N°2009 concernant ce même sujet (cf. compte rendu N°3/2007-2008 question parlementaire urgente N°2056).

Question 2561 (26.5.2008) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant les travaux tunnel «Gousseleberg»:

Beim Bau vum Autobunnstunnel Gousselerbiérg ass et am August 2003 zu geologesche Beweegunge komm, déi zousätzlech Aarbechten a Käschte mat sech bruecht hunn. Bei der Visite vun der parlamentarescher Bautekommissioun, de 6. November 2003, ass den Deputéierte gesot ginn, datt dës Problemer op Feeler vun der Baufirma zréckzeféiere wäeren an datt si och duerfir misst fir déi supplementar Käschten opkommen. Fir datt d'Aarbechte sollte virugoen, hat de Bauteministère der Firma virgeschloen, fir d'Aarbechten um Chantier esou séier ewéi méiglech weiderzeféieren, ouni d'Scholdfro an dëser Affär ze präjugéieren. An deem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Kënnt Dir kuerz erklären, wat déi technesch Ursache vun dëser Affär waren a wuerfir datt Dir der Meenung sidd, den Entrepreneur wär responsabel duerfir?

2. Kënnt Dir mir soen, wou mer an dëser Affär dru sinn, an ob d'Responsabilitéit fir déi deemoleg geologesch Mouvementer an Déformatiounen definitiv gekläert ass?

3. Wann neen, fir wéini ass mat engem Ofschloss ze rechnen?

4. Wa jo, wéi ass et zur Feststellung vun der Responsabilitéit komm, a wien huet leschten Enns d'Responsabilitéit an dëser Saach ze droen?

5. Wéi héich sinn déi supplementar Käschten, déi duerch dës Affär entstanen sinn, a wie muss duerfir opkommen?

6. Sinn an dësem Dossier well finanziell Transaktiounen gemaach ginn, a kënnt Dir mir déi betreffend Detailler liwweren?

Réponse (10.7.2008) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

1. Dee betreffenen Deel vum Tunnel ass zënter August 2001 provisoresch ofgestäipt gewiescht. D'Verformunge ware kleng, mä de Profil huet zirka fënnf Zentimeter an de Raum vun der spéiderer Betons-Voüte eragereecht. No dem Ofschiele vun dëser Schicht sinn ab Januar 2003 gréisser Beweegungen opgetratt, déi d'Ofstülpungen zesummegegedréckt hunn. D'Stroossebauverwaltung huet dat am Zesammenhang mat vum Entrepreneur net korrekt ausgefouerten Aarbechte gesinn, a war der Meenung, datt d'Käpp vun den Ankeren bei dëser Interventioun beschiedegt gi sinn.

2. E chargéierten Expert ass awer zur Konkusioun komm, datt den Entrepreneur keng Schold dréit an dass d'Ursach an der Natur vum Terrain ze gesinn ass. Fir Problemer déi op geologesch Verhältnissen zréckzeféiere sinn, muss normalerweis de Bauhär riichtstoen.

Dozou kënnt, dass fir esou Incidenten eng speziell Assurance ofgeschloss ginn ass. D'Assurance huet een Expert mat dem Dossier chargéiert an de Stat huet datselwecht gemaach. Éischt Resultater vun den Expertise ginn am Hierscht vun dësem Joer erwaart.

3. Et ass net ofzeschätzen ob a wéini en Accord mat der Assurance erreecht gëtt. Esou een Accord leet d'Responsabilitéit fest a proposéiert gegebefalls ee Montant fir d'Entscheidung.

4. Kuckt wann ech gelift ënnert der Äntwert 3.

5. D'Méikäschte fir de Stat leie bei ongeféier 5,6 Milliounen Euro ouni TVA.

6. Et ass ze ënnerscheeden zwëschent de Käschte vun den urgenten Aarbechte fir den Tunnel ze stabiliséieren an de Méikäschte fir den Tunnel fäerdeg ze bauen.

Wat deen éischte Volet ugeet, sou huet de Stat, op Basis vun enger Ministerentscheidung, dem Entrepreneur am Joer 2004 1,1 Milliounen Euro provisoresch bezuelt (bis datt d'Scholdfro gekläert ass).

Wat d'Fäerdegstelle vun deem betraffenen Tunneldeel ubelaangt, sou sinn dem Entrepreneur definitiv 6,3 Milliounen bezuelt ginn, wouvun ongeféier 4,5 Milliounen Euro Méikäschte sinn.

Am Résumé belafe sech d'Méikäschten also op déi virdrun ernimmte 5,6 Milliounen Euro, déi sech aus der Zomm vun den 1,1 an den 4,5 Milliounen Euro zesummesetzt.

Dat wat d'Assurance gegebenefalls bezillt kënnt integral dem Stat zegutt.

Question 2563 (27.5.2008) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant les **prestations en espèces à charge des assurés employés**:

Le rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et de la Commission du Travail et de l'Emploi relatif au projet de loi portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé affirme que pour les employés privés, le taux de prélèvement global pour cotisations sociales passera de 12,225% (8% pour l'assurance pension, 2,7% pour les prestations en nature, 0,125% pour les prestations en espèces, 1,4% pour l'assurance dépendance) à 12,35%. Il en résultera une diminution de la rémunération semi nette de l'ordre de 0,125% du revenu brut, ce qui représente un montant de 7,5 millions d'euros. Ces chiffres figurent également sur le site Internet du Gouvernement (http://www.gouvernement.lu/dossiers/social_emploi/statut_unique/index.html).

Or, en y regardant de plus près on constate que le taux de prélèvement pour les prestations en espèces avancé (0,125%) diffère des chiffres avancés par la sécurité sociale qui parle d'une cotisation de 0,10% pour les prestations en espèces à charge des assurés employés pour l'exercice 2008.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Comment expliquer cette différence au niveau des chiffres concernant le taux de prélèvement pour les prestations en espèces?

- Monsieur le Ministre a-t-il été informé de cette incongruité?

- En partant d'un taux de 0,10% pour les prestations en espèces on arrive à un taux de prélèvement global de 12,200% au lieu de 12,225%. Il en résulte que ce taux global n'augmenterait pas de 0,125%, mais bien de 0,150%. Il en serait de même de la diminution de la rémunération semi nette des employés privés. Quel serait alors en réalité l'impact financier?

- Monsieur le Ministre prévoit-il éventuellement de revoir à la baisse le nouveau taux de prélèvement global pour cotisations sociales (12,325% au lieu de 12,35%) ou bien d'augmenter le taux pour les prestations en espèces (0,125% au lieu de 0,10%)?

Réponse (10.7.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Dans le contexte de l'introduction du statut unique, l'honorable Député revient sur la détermination du taux de cotisation pour les prestations en espèces où il décèle une «incongruité» dont le Ministre n'aurait été informé.

Or, l'honorable Député devrait savoir que l'aspect invoqué par lui a été amplement documenté dans tous les travaux préparatoires.

Les travaux réalisés par l'IGSS dans le cadre de l'estimation de l'impact financier engendré par l'introduction du statut unique ont abouti aux résultats suivants:

«Pour les ouvriers, le taux de prélèvement global pour cotisations sociales se réduira de 14,45% (8% pour l'assurance pension, 2,7% pour les prestations en nature, 2,35% pour les prestations en espèces, 1,4% pour l'assurance dépendance) à 12,35%. Il en résultera une augmentation du salaire semi net de l'ordre de 2,1% du revenu brut, ce qui représente un montant de 63,7 millions d'euros. Au contraire, pour les employés privés, le taux de prélèvement global pour cotisations sociales passera de 12,225% (8% pour l'assurance pension, 2,7% pour les prestations en nature, 0,125% pour les prestations en espèces, 1,4% pour l'assurance dépendance) à 12,35%. Il en résultera une diminution de la rémunération semi nette de l'ordre de 0,125% du revenu brut, ce qui représente un montant de 7,5 millions d'euros.»

Pour rappel, les simulations se sont basées sur les données relatives à l'exercice 2005. Pour cette année les taux en vigueur en ce qui concerne l'assurance maladie - prestations en espèces étaient les suivants:

Gestion	Taux en vigueur 2005 (part assurée)
29-1c (ouvriers)	2,35%
29-1b (employés)	0,10%

Le taux utilisé dans le calcul de l'impact de l'introduction du statut unique sur la gestion 29-1b est de 0,125% et non 0,10%. En effet, la situation à l'époque n'étant pas en équilibre, la mesure de l'impact de l'introduction du statut unique ne peut pas se baser sur le taux en vigueur, le passage à l'équilibre n'étant pas un surcoût imputable à l'unification des statuts.

Par conséquent les taux utilisés dans les calculs sont les taux d'équilibre et non les taux appliqués en 2005.

Pour l'année 2005 les taux d'équilibre en ce qui concerne l'assurance maladie - prestations en espèces étaient les suivants:

Gestion	Taux d'équilibre ² 2005 (part assurée)
29-1c (ouvriers)	2,60%
29-1b (employés)	0,11%

Le paragraphe précédent a souligné la nécessité de baser les calculs sur des taux d'équilibre et non pas des taux effectifs. Cependant, les taux utilisés qui ont été rendus publics diffèrent des taux d'équilibre présentés dans le tableau présenté ci-dessus:

Gestion	Taux utilisé pour l'estimation de l'impact	Taux d'équilibre 2005
29-1c (ouvriers)	2,35%	2,60%
29-1b (employés)	0,125%	0,11%

La raison est que l'exercice 2005 est un exercice atypique en ce qui concerne les prestations en espèces. En effet, comme il est expliqué dans le Bilan de l'assurance maladie - maternité au 31 décembre 2006, préparé par l'UCM³, en raison de la décision de comptabiliser les prestations en relation avec un accident de travail immédiatement dans les charges de l'assurance maladie, les dépenses pour la CMO ont évidemment augmenté en 2005. Ainsi, afin d'éviter le biais engendré par cette mesure comptable et de partir sur des hypothèses les plus proches possibles de la réalité, l'IGSS s'est basée sur des taux proches des taux d'équilibre de l'année 2006 présentés dans le tableau suivant:

Gestion	Taux utilisé pour l'estimation de l'impact	Taux d'équilibre 2006
29-1c (ouvriers)	2,350%	2,375%
29-1b (employés)	0,125%	0,125%

¹ Cf. Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et de la Commission du Travail et de l'Emploi relatif au projet de loi portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé.

² Source: Tableau de financement UCM. Par suite, le taux d'équilibre fera référence à la part assurée uniquement.

³ Page 38.

Question 2566 (28.5.2008) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant le **taux d'émissions de CO₂**:

En décembre 2007, la Commission européenne a proposé l'introduction de standards limitant les émissions de CO₂ pour les nouvelles voitures à une moyenne de 130g de CO₂/km à partir de l'an 2012. Le fait est que les constructeurs d'automobiles s'étaient engagés par un accord volontaire à réduire les émissions à 140 g de CO₂/km en 2008, objectif qu'ils n'ont pas réalisé.

C'est très regrettable, puisqu'une réduction des émissions de CO₂ des véhicules correspond à une augmentation de l'efficacité énergétique. Des mesures en ce sens auront donc le double effet de contribuer à la lutte contre les

changements climatiques et de réduire la dépendance des produits pétroliers.

Des organisations environnementales européennes demandent par conséquent que l'amélioration de l'efficacité énergétique des voitures soit imposée aux constructeurs d'automobiles par l'introduction de standards de plus en plus contraignants. Elles rappellent que l'objectif fixé en 1995 était une réduction des émissions à un taux moyen de 120 g de CO₂/km jusqu'en 2005. Elles sont d'avis que la Commission européenne devrait maintenir cet objectif pour 2012 et fixer des standards plus ambitieux à moyen et à long terme. Ainsi, elles estiment qu'il serait faisable

d'un point de vue technique d'atteindre un taux moyen de 80 g de CO₂/km jusqu'en 2020 et de 60 jusqu'en 2025.

Par ailleurs, les organisations environnementales demandent de ne pas permettre des émissions plus élevées pour des voitures qui pé-

sent plus, parce qu'un tel critère pénaliserait les constructeurs qui s'efforcent de réduire le poids de leurs véhicules, ce qui permet effectivement de réduire la consommation de carburant. Elles proposent par contre d'utiliser le critère de l'emprise au sol. De cette façon, les grandes voitures qui peuvent transporter plus de personnes et de matériel ne sont pas pénalisées vis-à-vis de voitures plus petites, et pourtant les constructeurs sont incités à investir dans des technologies qui améliorent l'efficacité énergétique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'Union européenne devrait in-

troduire des standards contraignants concernant l'émission de CO₂ des voitures particulières?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre estime-t-il que les objectifs proposés par les organisations environnementales sont réalisables? Qu'en est-il du critère de l'emprise au sol?

- Quelle est la position que Monsieur le Ministre compte défendre lors du Conseil européen du 5 juin 2008 qui traitera, entre autres, ces questions?

Réponse (7.7.2008) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Roger Negri, je confirme que le Gouvernement soutient les grands principes de la proposition de directive visant à ramener les émissions moyennes de CO₂ des nouvelles voitures particulières à 120 grammes par kilomètre d'ici à 2012.

Lors du récent Conseil environnement du 5 juin, je me suis clairement exprimé en faveur d'un objectif chiffré à long terme. Un tel objectif constituerait une incitation pour l'industrie automobile et garantirait la sécurité d'investissement pour cette dernière. Quant à la hauteur de cet objectif à long terme, éventuellement à assortir d'objectifs intermédiaires, il me paraît indispensable qu'elle se fonde sur des bases scientifiques solides ainsi que sur une évaluation d'impact qui prenne en compte toutes les considérations économiques et techniques y liées.

Pour ce qui est du paramètre d'utilité et l'option entre l'approche liée à la masse et l'approche liée à l'emprise au sol, j'ai manifesté une préférence pour cette dernière. Le paramètre emprise au sol est en effet le plus constant du point de vue technologique et impossible à modifier entre l'homologation et la vente d'un véhicule.

Question 2567 (28.5.2008) de **M. Ali Kaes** (CSV) concernant les **services de secours**:

Afin de garantir un service de secours performant et efficace, les bénévoles doivent constamment suivre des formations pour pouvoir répondre au mieux aux différentes charges qui leur incombent, sans pour autant toucher une rémunération quelconque. En plus, ils sont en permanence confrontés à un certain risque dans l'accomplissement de leurs missions. S'il est vrai que les bénévoles auprès des services de secours sont protégés par une assurance-accident, ils ne profitent néanmoins d'aucune assurance complémentaire couvrant de manière accrue les dommages éventuels (interruption carrière professionnelle, détérioration de la qualité de vie, ...) d'un accident qui pourrait survenir lors d'une intervention et qui valoriserait leur engagement envers la société.

Afin de motiver et de fidéliser les bénévoles auprès des services de secours, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'instaurer au profit des bénévoles au-delà de l'assurance-accident d'éventuelles assurances complémentaires telles qu'une indemnité compensatoire en cas d'incapacité de travail temporaire ou encore une assurance décès-invalidité?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à l'instauration d'une pension complémentaire par exemple par année de service pour récompenser les aides prestées en faveur de la communauté toute entière?

- Quelles autres solutions Monsieur le Ministre envisage-t-il pour garantir à l'avenir les services d'urgence au Luxembourg?

Réponse (9.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Député Ali Kaes qu'à l'heure actuelle, les bénévoles des services de secours bénéficient déjà d'un certain nombre d'assurances qui prennent en charge les dommages subis dans le cadre de leurs missions. Il y a lieu de distinguer entre les dégâts matériels et les dégâts corporels subis par les volontaires, ainsi que des dégâts causés à des tiers.

Les dégâts corporels subis par les volontaires des services de secours sont couverts par les assurances sociales, conformément à la loi du 10 août 1983 portant complément de l'article 90 du Code des assurances sociales et du règlement grand-ducal du 13 octobre 1983 portant extension de l'assurance obligatoire contre les accidents aux activités de secours et de sauvetage.

Les dégâts matériels subis par les volontaires des différents services d'incendie et de sauvetage sont remboursés par la caisse d'assurance des sapeurs-pompiers, dont les statuts ont été fixés par arrêté ministériel le 19 février 1903. Cette caisse d'assurance est alimentée par le produit de l'impôt spécial, créé conformément à la loi du 22 avril 1905 dans l'intérêt du service incendie et de son règlement d'exécution du 31 janvier 1907. Les dégâts matériels subis par les volontaires des différentes unités de la protection civile sont couverts par le budget de l'État.

Une assurance complémentaire contre les accidents a été conclue par l'Administration des Services de Secours pour garantir une indemnisation complémentaire en cas de décès ou en cas d'invalidité, ainsi qu'une indemnité journalière en cas d'hospitalisation payable du 1^{er} jusqu'au 730^e jour après l'accident.

De même, l'Administration des Services de Secours a conclu une assurance de la responsabilité civile légale qui couvre la responsabilité civile personnelle de tous les membres des services de secours.

Quant à l'instauration d'une pension complémentaire en guise de reconnaissance pour les services rendus par les membres des services de secours, cette question est actuellement en train d'être analysée dans le cadre des discussions concernant la revalorisation du bénévolat en général. Il va sans dire que les spécificités de la situation des bénévoles des services de secours doivent être prises en compte lors de ces discussions. C'est dans cette même optique que doit être évaluée la revendication des volontaires des services de secours d'obtenir une indemnité pour les heures de permanences et d'interventions prescrites.

Finalement, il y a lieu de constater que les problèmes de disponibilité qui existent au niveau des différents services de secours, notamment durant les heures de travail, ne peuvent être résolus que par l'introduction d'un système semi-professionnel, dans lequel les volontaires sont épaulés par des professionnels qui seraient répartis au niveau régional et qui pourraient intervenir dans les centres de secours où il manquerait des bénévoles pour des plages de permanence déterminées. Il ne s'agit en aucun cas de remplacer systématiquement le bénévolat par des agents professionnels, mais de leur garantir le soutien nécessaire et de combler les lacunes de disponibilité.

Question 2568 (29.5.2008) de **M. Fernand Etgen (DP)** concernant la **rénovation de la Coque:**

Il ressort de plusieurs articles de la presse quotidienne, que des travaux de rénovation sont en train d'être effectués dans l'enceinte du Centre national sportif et culturel. Il s'agit notamment de l'aménagement d'un nouvel espace sauna et la mise en place d'une nouvelle façade pour la piscine. Le coût de la réhabilitation est projeté à onze millions d'euros, dont cinq millions à charge de l'établissement public «d'Coque» et six millions à charge du Ministère des Travaux publics, plus particulièrement à charge de l'Administration des Bâtiments publics.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer quant aux motifs de cette répartition des charges?

- Des travaux d'aménagement et de rénovation rentrent-ils dans les missions du Centre national sportif et culturel?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si la convention prévue par l'article 2 de la loi du 29 juin 2000 organisant le Centre national sportif et culturel a déjà été conclue? Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'expliquer les raisons de ce retard? À quel stade se trouve actuellement l'élaboration de cette convention?

- Comment se fait-il que le Centre national sportif et culturel puisse investir de ses propres moyens cinq millions d'euros alors que la dotation de l'État se limite essentiellement aux frais de fonctionnement?

- Les six millions d'euros à charge de l'Administration des Bâtiments publics sont-ils expressément inscrits au budget de l'État pour l'exercice 2008?

Réponse commune (4.7.2008) de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics** et de **M. Jeannot Krecké, Ministre des Sports:**

L'honorable Député Fernand Etgen a constaté qu'il «ressort de plusieurs articles de la presse quotidienne que des travaux de rénovation sont en train d'être effectués dans l'enceinte du Centre national sportif et culturel. Il s'agit notamment de l'aménagement d'un nouvel espace sauna et la mise en place d'une nouvelle façade pour la piscine. Le coût de réhabilitation est projeté à onze millions d'euros, dont cinq millions à charge de l'établissement public «d'Coque» et six millions à charge du Ministère des Travaux publics, plus particulièrement à charge de l'Administration des Bâtiments publics».

De la part du Ministère des Travaux publics, des dépenses s'élevant actuellement à 5.850.000 euros couvrent les coûts d'études et de travaux pour la façade vitrée de la piscine ainsi que pour la remise en état des ouvrages et des équipements techniques des vestiaires.

À noter que cette somme de 5.850.000 euros est inscrite à l'article 31 de la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008, au chapitre H. Dispositions concernant les fonds d'investissements sous (2) Fonds d'investissements publics scolaires - Piscine olympique Kirchberg: rénovation façades vitrées et vestiaires.

En effet, l'État, en tant que propriétaire du bâtiment, est tenu dans cette qualité notamment en vertu des dispositions du Code civil concernant le louage des choses, de subvenir aux travaux de remise

en état des ouvrages, des équipements techniques et des équipements spéciaux des bâtiments.

À la question si «des travaux d'aménagement et de rénovation rentrent dans les missions du Centre national sportif et culturel», la loi du 29 juin 2000 organisant le Centre fournit la réponse à son article 5 sous (1) qui stipule que «sous réserve de l'approbation du Ministre de tutelle, le conseil d'administration décide notamment ... les travaux de construction, de grosses réparations ou de démolitions».

De par cette attribution légale, le Centre, en tant que maître d'ouvrage, a décidé de moderniser par étapes l'espace sauna et de refaire les vestiaires de l'ancienne piscine. Compte tenu des amortissements depuis 1982, lorsque la piscine fut mise en service, il faut parer à une dégradation et vétusté devenue de plus en plus apparente. Il s'agit aussi d'adapter les installations aux normes renforcées de l'hygiène et de la sécurité.

Au budget des investissements de la section «Sports» à l'article libellé «participation de l'État aux frais d'aménagement et de transformation de l'aire de récréation du Centre national sportif et culturel», deux crédits successifs de respectivement 1.000.000 euros en 2004 et 500.000 euros en 2006 ont été inscrits comme contribution de l'État. Il ne fallait plus recourir davantage à des fonds budgétaires, parce que les recettes commerciales générées par le Centre suffisent pour financer à concurrence d'un total de 4,7 mio euros les travaux du sauna et de 1,4 mio euros le réaménagement des vestiaires de la piscine.

Les apports de la Coque se font en-dehors de la dotation de fonctionnement lui octroyée annuellement dans l'intérêt du fonctionnement.

Comme le sous-entend l'honorable Député, la convention, prévue par l'article 2 de la loi du 29 juin 2000, n'est en fait pas encore finalisée. Suite à des contacts avec un groupe de travail institué au sein du Comité des Domaines, un projet de texte vient d'être soumis au département des Sports et une approbation en accord avec la direction du Centre est à présumer sous peu.

Question 2569 (28.5.2008) de **M. Roger Negri (LSAP)** concernant la **rénovation du pont à Kayl:**

Dans un article paru au «Tagblatt» le 29 mai 2008, l'auteur s'inquiète, photos à l'appui, de l'état vétuste du pont sur la route d'Esch qui traverse la voie ferrée à Kayl. D'après cet article, des plans pour la rénovation du pont existaient. À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que les experts de l'Administration des Ponts et Chaussées sont d'avis que l'état du pont mentionné est acceptable d'un point de vue sécurité?

- Est-ce que des plans pour la rénovation de ce pont existent? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me dire pour quand la réalisation de ces plans est prévue?

Réponse (10.7.2008) de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

Suite à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Roger Negri, relative à l'état vétuste du pont sur la route d'Esch à Kayl, il y a lieu de préciser que du point de vue statique, l'ouvrage de franchissement des voies CFL à Kayl ne présente pas de risques pour le trafic routier et les piétons, mais l'aspect extérieur des dalles portantes et des éléments secon-

daire est dans un état de vétusté avancé.

Par un contrôle périodique et systématique des éléments portants du pont et par l'enlèvement des morceaux de béton instables pendant ces inspections, la sécurité du trafic ferroviaire sera garantie jusqu'au remplacement de l'ouvrage en question.

Un avant-projet sera disponible vers la fin du mois de juillet de l'année en cours et le début des travaux pourra être envisagé pour automne 2009.

Une première tranche pour le financement des travaux sera prévue au budget des dépenses 2009.

Question 2572 (30.5.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant la **vidéosurveillance des zones de sécurité:**

En août 2007, un règlement grand-ducal a autorisé la création et l'exploitation par la Police grand-ducale d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité. Ces zones de sécurité sont désignées par un règlement ministériel. Il s'agit du quartier Limpertsberg-Glakis, du quartier de la Ville Haute-Centre Aldringen ainsi que du quartier de la Gare.

Le système de vidéosurveillance en question prend en images les zones de sécurité. Ces images sont visionnées dans un local spécialement aménagé à cet effet. L'accès à ce local est limité aux personnes nommément désignées par le directeur général de la Police grand-ducale.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quel a été le coût d'installation du système de vidéosurveillance? À combien les frais d'exploitation et d'entretien s'élèvent-ils?

- Quelle est la qualification requise pour les personnes ayant accès au local où les images sont visionnées? Est-ce qu'elles ont suivi une formation adéquate?

- Quelle est la qualification selon le Code pénal des infractions qui ont pu être constatées à l'aide de ce système de surveillance?

- Monsieur le Ministre peut-il déjà dresser un premier bilan quant à l'utilité et la nécessité de la vidéosurveillance de ces zones de sécurité?

Réponse (15.7.2008) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Les différentes questions soulevées par l'honorable Députée appellent les réponses suivantes:

1. Le coût d'installation du VISUPOL s'est élevé à 1,5 mio euros.

2. Les opérateurs ont suivi au préalable une formation théorique portant sur les thèmes suivants: déontologie policière, secret professionnel, notions de droit pénal, législation sur la protection des données, ainsi que diverses autres instructions portant sur le fonctionnement opérationnel et administratif du service.

Par ailleurs ils ont bénéficié d'une formation pratique portant sur le maniement du dispositif VISUPOL.

3. Depuis le lancement du VISUPOL (12 novembre 2007) dans les trois zones de sécurité, et jusqu'au 31 mai 2008, les principaux faits suivants ont été constatés ou élucidés par la police via vidéosurveillance:

- 9 affaires de trafic de drogues;
- 9 affaires de coups et blessures volontaires;
- 9 contraventions au règlement de police de la Ville de Luxembourg;
- 6 vols simples;

- 2 faits de vandalisme;

- 2 délits de fuite;

- 1 tentative de meurtre;

- 1 vol avec violences;

- 1 vol lié aux véhicules;

- 1 délit sexuel;

- 1 affaire liée à une personne morte par overdose;

- 4 arrestations d'auteurs pour infractions diverses (trouble à l'ordre public, faits commis en dehors de la zone surveillée);

- la police a par ailleurs pu porter secours à six personnes en détresse localisées dans la zone surveillée.

4. Il est évidemment trop tôt pour tirer le bilan de ce projet pilote, même s'il faut constater que les premières expériences sont positives.

En application de l'article 10 alinéa 2 du règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité, un bilan exhaustif sera dressé à l'expiration de la première phase de fonctionnement de deux ans, donc fin 2009.

Question 2573 (30.5.2008) de **M. Roger Negri (LSAP)** concernant l'**inclusion des transports aériens dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission et ses conséquences:**

La Commission de l'Environnement du Parlement européen s'est prononcée ce mardi sur une proposition de directive qui vise à réduire l'impact de plus en plus marqué de l'aviation sur le changement climatique en intégrant ce secteur dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (ETS). Selon un communiqué du Service de presse du Parlement européen, les membres de la Commission de l'Environnement se sont mis d'accord, par contraste au plafond de 100% qui a été retenu par le Conseil de l'Union européenne, de fixer la quantité totale de quotas à allouer aux exploitants d'aéronefs à 90% des niveaux de 2004-2006, avec, par ailleurs, d'autres «réductions (qui) devraient intervenir à partir de 2013».

Les députés européens estiment en outre que 25% des permis d'émission devraient être mis aux enchères et revendiquent que le système soit déjà lancé à partir de 2011, ceci pour tous les vols intra-communautaires et les vols entre l'Union européenne et des pays tiers. D'autres différences entre la position du Parlement européen et celle du Conseil concernent l'exception pour les vols officiels ainsi que l'affectation des recettes des quotas d'émission.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux revendications de la Commission de l'Environnement du Parlement européen telles qu'elles sont contenues dans le rapport de Peter Liese (rapporteur de la proposition de directive au Parlement européen)?

- Indépendamment du contenu exact de cette future directive, et en assumant par exemple que les dispositions de cette directive se situeront à peu près au milieu des exigences du Conseil et du Parlement, quelles en seraient les conséquences possibles pour le secteur de l'aviation au Grand-Duché? Dans quelle mesure l'inclusion du secteur de l'aviation dans

le système ETS peut-elle compromettre les situations actuelles et future de ce secteur d'activité en matières économique et d'emploi?

Réponse (15.7.2008) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Roger Negri, je tiens à préciser que le Luxembourg soutient l'accord conclu fin juin entre le Parlement, le Conseil et la Commission relatif au dossier «intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre». Le texte de compromis ayant fait l'objet de l'accord diffère en plusieurs points sensiblement des revendications de la Commission de l'Environnement du Parlement européen, jugées inacceptables par le Conseil.

Ainsi la quantité totale de quotas à allouer s'élèvera en 2012 à 97% des niveaux de 2004-2006, et passera ensuite à 95% à partir de 2013, sans préjuger d'une adaptation de ce chiffre dans le cadre de la révision du système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. 15% des droits d'émission devront être mis aux enchères. Ce chiffre est également susceptible d'être revu dans le cadre de la révision de la directive 2003/87/CE. Les États membres resteront libres de décider de l'affectation des recettes de la mise aux enchères, même si le texte de compromis recommande une affectation à des fins de lutte contre les changements climatiques. Une obligation de rapportage à la Commission assurera la transparence nécessaire.

Cet accord concernant l'intégration de l'aviation dans le système d'échange de quotas fournit désormais une sécurité d'investissement pour les compagnies aériennes. Les compagnies disposant d'une flotte moderne, à faible consommation de carburant, ainsi que celles présentant un degré d'occupation élevé, verront leur position concurrentielle renforcée.

Je tiens à préciser que les vols à l'arrivée et au départ d'un aéroport de l'Union européenne seront concernés. Toutes les compagnies aériennes seront concernées, quelle que soit leur nationalité. Limiter le système aux vols intracommunautaires ou aux seules compagnies européennes n'aurait en effet pas constitué une solution acceptable, ni d'un point de vue environnemental, ni d'un point de vue économique.

Question 2575 (30.5.2008) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **déplacement de déchets industriels dans le cadre de la construction de la liaison Micheville**:

L'article 1 du projet de loi 5845 relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route nationale 31 et le projet routier afférent sur le territoire français a entre autres pour vocation de donner la base légale pour le traitement et la mise en dépôt des terres polluées en provenance des travaux de construction sur l'ancien crassier d'Ehlerange. Or, selon nos informations les riverains ne seraient pas encore avertis de ce nouveau déplacement de déchets contaminés vers le crassier d'Ehlerange, situation pour le moins regrettable.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer les faits susmentionnés?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons cette information n'a-t-elle pas encore été diffusée à ce jour?

- Est-il envisagé d'assainir les déchets en question avant de les transférer sur le crassier?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que les riverains devraient être informés au préalable des travaux d'une telle envergure?

- Est-ce que le Ministre de l'Économie en tant qu'exploitant du crassier d'Ehlerange envisage encore d'informer les riverains sur le déplacement de déchets industriels dans le cadre de la construction de la liaison Micheville avant le vote du projet de loi 5845 à la Chambre des Députés?

- Monsieur le Ministre de l'Économie peut-il nous informer s'il est prévu d'entreposer à l'avenir sur l'ancien crassier d'Ehlerange des déchets industriels qui ne proviennent pas de la construction de la liaison Micheville et du projet de Belval et le cas échéant lesquels?

Réponse commune (10.7.2008) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics* et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Il a peut-être échappé aux honorables Députés qu'une réunion d'information publique, au sujet de la consolidation et de la mise en dépôt des boues contaminées sur le site du crassier d'Ehlerange, a eu lieu en date du 16 octobre 2007 à 19.30 heures. C'est par souci de transparence que cette réunion a été organisée avant le début de la procédure commodo-incommodo relative au projet en marge, ceci sur initiative de la Commune de Sanem. L'Administration des Ponts et Chaussées y a également participé et y a présenté le projet de la liaison Micheville.

Il en découle que nous ne saurions répondre par l'affirmative au premier, deuxième, quatrième et cinquième point de la question parlementaire, questions devenant superflètes du même coup.

En ce qui concerne votre troisième question, nous pouvons vous confirmer qu'il est envisagé de traiter les terres d'excavation sur le chantier Belval-Ouest pour les transférer ensuite vers le crassier d'Ehlerange en tant que matériaux de déblai inertes. Ces matériaux serviront en partie à renforcer le merlan anti-bruit qui existe déjà partiellement et qui devra contourner la future zone d'activités économiques à caractère national.

En réponse à la dernière question, aucun dépôt de déchets industriels n'est prévu sur le site du crassier d'Ehlerange.

Question 2576 (30.5.2008) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **problématique des poulets chlorés**:

La Commission européenne a annoncé jeudi qu'elle prévoit de lever l'interdiction d'importer en Europe des volailles américaines traitées au chlore qui dure déjà depuis dix ans. En fait elle veut soumettre au comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale une proposition établissant des conditions strictes pour le traitement antimicrobien des volailles sur base de solutions chlorées. Cette décision semblerait être prise dans le souci de renforcer les liens commerciaux transatlantiques.

Or, l'éventuelle levée de l'interdiction nécessite encore l'accord unanime des experts en sécurité alimentaire des 27 États membres.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur

le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la proposition de la Commission européenne?

- Ne serait-il pas opportun d'un point de vue écologique, de développer davantage l'aviculture au sein de l'Union européenne au lieu de recourir aux poulets américains?

Réponse (18.7.2008) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural*:

La question parlementaire a trait à une déclaration de la Commission européenne annonçant son intention d'autoriser les traitements antimicrobiens (AMT) des carcasses de volailles avec des produits désinfectants, du type produit chloré (eau de javel). Cette décontamination vise avant tout à éliminer la présence de salmonelles sur les carcasses.

Cette annonce de la Commission trouve son origine dans la pression très forte que les États-Unis exercent pour des raisons économiques afin que l'UE autorise ces pratiques, qui sont devenues un traitement standard en Amérique du Nord. Le Gouvernement américain menace même plus ou moins ouvertement la Commission d'un nouveau panel OMC sur ce problème, qui viendrait s'ajouter au litige existant pour la viande de bœuf aux hormones.

À noter que les avis des experts ne sont pas concluants, ni sur l'efficacité des traitements, ni sur les risques d'apparition de résistance, ni quant aux effets sur la santé humaine, le manque de données scientifiques étant à chaque fois avancé comme argument.

Lors de la déclaration de la Commission européenne au Conseil des Ministres de l'Agriculture de l'Union européenne en avril dernier, le Luxembourg s'est déclaré opposé à un tel traitement.

Quant à la suite de la procédure nécessaire à la levée de l'interdiction des traitements antimicrobiens, la DG SANCO a présenté au Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale (SCOFCAH), lors de sa réunion du 2 juillet courant, une proposition de modification de l'annexe du règlement «hygiène» 852/2004, visant à autoriser quatre substances AMT pour le traitement des carcasses de volailles.

Cette autorisation serait limitée à deux ans et assortie des conditions suivantes:

- utilisation d'un seul AMT à la fois (aux USA souvent plusieurs AMT sont utilisés ensemble),

- rinçage à l'eau potable après application des AMT,

- tests obligatoires pour la surveillance et le suivi de la résistance bactérienne à ces AMT et de l'impact environnemental (AMT dans les eaux usées des abattoirs),

- étiquetage obligatoire.

Toujours est-il que le comité permanent, y compris la délégation luxembourgeoise, a avisé négativement la proposition lui soumise. Ceci a comme conséquence que le dossier est susceptible d'être soumis au Conseil des Ministres où une majorité qualifiée contre la proposition de la Commission sera nécessaire pour la bloquer; autrement, la Commission pourrait adopter la proposition. À ce stade, la Commission n'a pas encore soumis le texte définitif au Conseil des Ministres de l'Agriculture, en sorte qu'une décision définitive n'a pu être prise.

Nonobstant la possibilité prédécrite, il importe de souligner que toute mise sur le marché de viande de volaille traitée aux AMT requiert également une modification de la définition de la viande de volaille, prévue à l'annexe XII du règlement

communautaire OCM unique, et qui dit que la viande de volaille est «propre à la consommation humaine», si elle n'a «subi aucun autre traitement que par le froid».

Or, ce changement devra se faire par un vote à la majorité qualifiée au Conseil, ce qui s'avère peu probable. On pourrait donc se retrouver avec une situation où l'utilisation des AMT serait autorisée, mais où la mise sur le marché des carcasses traitées avec les AMT serait le cas échéant interdite.

Ceci dit, je suis d'avis qu'il serait tout à fait illogique d'investir des sommes budgétaires, publiques et privées, très importantes dans la mise en place de systèmes de contrôle sanitaire et dans les programmes de surveillance des salmonelloses, et d'autoriser en même temps des traitements de décontamination qui, en fait, ne servent qu'à détourner d'un système de contrôle sanitaire défaillant.

Bien plus, un risque de laisser-aller en matière de mesures d'hygiène chez les opérateurs des industries alimentaires est à craindre, une fois que la décontamination chimique sera autorisée.

Le département de l'Agriculture a toujours défendu une production agro-alimentaire de qualité, respectueuse du consommateur, dont les bonnes pratiques hygiéniques et sanitaires tout au long de la chaîne alimentaire font partie intégrante. Un affaiblissement de cette approche, par l'autorisation des pratiques de décontamination, ne pourrait que nuire à cette politique globale de valorisation de la qualité.

Question 2581 (3.6.2008) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant les **enseignants en luxembourgeois**:

En tenant compte du besoin d'enseignants en luxembourgeois, qui sera engendré par la nouvelle loi sur la double nationalité, et sachant que pour participer à la formation «Lëtzebuergesch als Friemsprooch» à l'Université du Luxembourg, étaient exigés une base d'études «bac +2» ou des références équivalentes, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Madame la Ministre pourrait-elle m'informer sur les qualifications requises pour devenir enseignant en luxembourgeois au Centre de Langues?

- Est-il exact que désormais un diplôme de «Bachelor» sera requis à cette fin?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre ne juge-t-elle pas que les exigences sont exagérées par rapport aux tâches que les enseignants devront assurer. En plus, qui formerait ces personnes pour donner cours en luxembourgeois?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre estime-t-elle que le besoin en enseignants en luxembourgeois pourra être satisfait afin de donner des cours en luxembourgeois pour les candidats en vue de l'obtention de la nationalité luxembourgeoise, tenant compte des connaissances linguistiques requises à l'avenir pour obtenir notre nationalité.

- Madame la Ministre pourrait-elle m'éclaircir à quelle fin les cours intensifs en luxembourgeois, qui s'étalent sur deux semestres et qui incluent un examen théorique et divers travaux didactiques à présenter, sont organisés par l'Université du Luxembourg, si ceux-ci ne donnent pas accès à la tâche d'enseignant en luxembourgeois reconvenue par le Ministère.

- Madame la Ministre pourrait-elle me confirmer que la plupart des formateurs employés par les associations et communes qui organisent des cours en langue luxembourgeoise, sont considérés

comme indépendants, sans aucun statut.

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre pourrait-elle m'informer si elle entend créer un statut d'enseignant en luxembourgeois.

Réponse (15.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

1. Actuellement, le recrutement des enseignants au Centre de Langues Luxembourg est régi par la loi du 19 juillet 1991, article 6:

«Les enseignants et les chargés de cours doivent être titulaires des certificats et diplômes légalement requis pour enseigner la branche respective dans l'enseignement primaire, dans l'enseignement secondaire technique ou dans l'enseignement secondaire ou supérieur.»

2. Ces diplômes correspondent aujourd'hui à un bachelors pour l'enseignement primaire et à un master pour l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Comme il n'existe actuellement pas de cursus universitaire dans la branche «Luxembourgeois», les qualifications demandées par le Centre de Langues pour enseigner cette discipline sont les suivantes: être détenteur soit d'un diplôme de bachelors ou de master en langues soit d'un diplôme de bachelors ou de master en sciences de l'éducation. Avoir suivi des formations telles que la formation «Lëtzebuergesch als Friemsprooch» à l'Université du Luxembourg ou des stages pour formateurs de luxembourgeois au Centre de Langues constitue un avantage au même titre qu'une expérience d'enseignement à des adultes.

3. Outre le fait que ce niveau de recrutement correspond aux qualifications initiales demandées pour enseigner les langues dans les différents ordres d'enseignement au Luxembourg et dans d'autres pays d'Europe, il se justifie par la complexité des tâches qui incombent à un enseignant au Centre de Langues.

Il s'agit bien sûr d'enseigner le luxembourgeois à des adultes, ce qui suppose une connaissance théorique en didactique des langues et des cultures. Il s'agit également d'assumer la responsabilité de la passation et de l'évaluation des examens nationaux et de respecter les critères du Cadre européen commun de référence pour les langues, ce qui requiert une solide formation dans le domaine de l'évaluation. Dans le cas du luxembourgeois, ce volet prend aujourd'hui une importance accrue dans la mesure où les enjeux dépassent l'obtention d'un diplôme et concernent l'attribution ou la non attribution de la nationalité luxembourgeoise. Il faudrait encore ajouter qu'un formateur est amené à élaborer du matériel didactique, méthodes d'apprentissage ou tests d'évaluation, qui fait l'objet de publications et est utilisé dans le pays et dans la Grande Région.

La formation des nouveaux enseignants devrait être assurée conjointement par l'Université du Luxembourg et par le Centre de Langues. Ce dernier offre déjà actuellement à tout son personnel pédagogique quatre journées de formation continue par an, plusieurs journées pédagogiques et a mis en place, pour les nouveaux enseignants, un tutorat de deux années.

4. Il est certain que le niveau des connaissances linguistiques requis pour obtenir la nationalité luxembourgeoise amènera une augmentation des demandes pour des cours de langue luxembourgeoise.

C'est pourquoi le Centre de Langues a dès maintenant entrepris d'élargir l'équipe des enseignants de luxembourgeois et une annonce visant à recruter de nouveaux chargés de cours a été diffusée par voie de presse le 31 mai 2008.

Toutefois, l'organisation de cours de luxembourgeois n'incombe pas au seul Ministère de l'Éducation nationale mais relève également des communes et des a.s.b.l., et les chargés de cours actuellement en place dans ces organismes y poursuivront leur tâche d'enseignement.

5. La formation continue actuellement proposée par l'Université du Luxembourg sur deux semestres représente une formation précieuse, spécifique à l'enseignement du luxembourgeois et s'inscrit dans la préparation d'un nouveau diplôme «Diplom Lëtzebuerg Sprooch a Kultur» prévu dans le projet de loi portant création d'un Institut national des langues, déposé le 23 mai 2008, diplôme habilitant son détenteur à enseigner le luxembourgeois.

Le projet de loi apportera une réponse professionnelle aux nombreuses demandes de certification réglementée habilitant à l'enseignement du luxembourgeois. Deux nouveautés s'inscrivent dans ces efforts:

- la création du «Diplom Lëtzebuerg Sprooch a Kultur»

Le «Diplom Lëtzebuerg Sprooch a Kultur» se distinguera des diplômes existants de luxembourgeois langue étrangère. La formation qui y mènera sera offerte par l'Institut national des langues et l'Université du Luxembourg. Elle permettra à toute personne intéressée, et notamment à celles qui envisagent de dispenser des cours de luxembourgeois, un approfondissement professionnel de tous les aspects de la langue (orthographe, linguistique, lexicographie, littérature,...) ainsi que des compétences d'enseignement et d'évaluation du luxembourgeois. Un autre volet de la formation portera sur l'histoire du Luxembourg, sa culture, sa littérature, sur des thèmes politiques et socioéconomiques d'actualité, etc.

Le diplôme «Diplom Lëtzebuerg Sprooch a Kultur» répond à une demande de la part des institutions et organismes qui dispensent des cours de luxembourgeois de pouvoir engager des enseignants habilités à enseigner la langue. Il s'inscrira également dans le contexte d'une expansion considérable des cours de luxembourgeois.

- la création du professorat de langue luxembourgeoise

Le projet de loi confère un statut reconnu aux enseignants de luxembourgeois en créant le professorat de langue luxembourgeoise. À part le fait que les candidats devront être détenteurs du «Diplom Lëtzebuerg Sprooch a Kultur», le recrutement des candidats sera identique à celui des autres professeurs en langues de l'enseignement secondaire et secondaire technique: être titulaire soit d'un diplôme de bachelier, soit d'un diplôme de master en langues, et passer par le stage pédagogique.

Le jour où l'Université du Luxembourg offrira un diplôme de master en luxembourgeois, les conditions pour devenir professeur de luxembourgeois y seront alignées.

6. L'organisation des cours de luxembourgeois par des communes ou des associations se fait sous entière responsabilité de celles-ci. Ce sont également elles qui établissent et gèrent les contrats dans lesquels l'État n'intervient pas. Il n'y a donc pas lieu à ce stade d'introduire un statut différent de celui prévu au projet de loi créant le professeur de luxembourgeois.

Question 2582 (3.6.2008) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant les **cours de préparation à la naissance**:

Des cours de préparation à la naissance sont proposés par plusieurs maternités afin de préparer les femmes enceintes de façon optimale à l'accouchement. Il s'avère que ces cours ne sont actuellement pas remboursés par l'UCM.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre n'estiment-ils pas que ces cours devraient faire l'objet d'un remboursement, au moins partiel, de la part des caisses de maladie?

- Pour quelles raisons ces cours ne sont-ils pas remboursés actuellement?

- Peut-on envisager un remboursement, au moins partiel, de ces cours dans un avenir proche?

Réponse (4.7.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Les cours de préparation à la naissance sont gérés et mis en place par les établissements hospitaliers luxembourgeois, sous tutelle du Ministre de la Santé.

La «Fondation Kannerschlass» est bénéficiaire d'une convention signée avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, mettant à sa disposition des crédits investis dans le fonctionnement du centre de formation pour parents «Eltereschoul Janusz Korczak».

Le centre de formation pour parents «Eltereschoul Janusz Korczak» propose quelques séances de formation socioéducative aux futurs parents au sein des maternités qui font partie des modules des cours classiques de préparation à la naissance, en général de type médical.

L'ensemble des cours de formation socioéducative à l'attention des futurs parents qui sont proposés par le centre de formation pour parents «Eltereschoul Janusz Korczak» au sein des maternités du Centre hospitalier du Luxembourg, de la Clinique privée Dr Bohler et du Centre hospitalier d'Esch/Alzette sont gratuits.

En effet, ni les parents, ni les centres hospitaliers ne remboursent le centre de formation pour les services prestés. Le centre de formation ne touche donc aucune indemnité. Les frais administratifs et les frais de personnel sont essentiellement pris en charge par le biais d'une convention annuelle avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration à hauteur de 207.340 euros pour l'année 2008. Un montant de 228.364 euros a été inscrit aux propositions budgétaires 2009.

Il y a lieu de noter que le Ministère de la Famille et de l'Intégration participe aux frais de fonctionnement et aux frais de personnel d'activités de formation parentale gérées par d'autres institutions telles notamment le Familjen-Center CPF, le Mouvement luxembourgeois pour le Planning familial et l'Éducation sexuelle, l'Action familiale et populaire ou le service «Erwuessebildung».

Question 2584 (3.6.2008) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'**encadrement médical à l'armée**:

Il me revient que l'encadrement médical de notre armée, notamment au centre militaire de Diekirch, ne sera plus assuré de façon optimale entre juin et décembre 2008. Ceci serait dû notamment du fait qu'une partie de cet encadrement accompagne des contingents en mission à l'étranger.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quel est l'effectif exact de l'encadrement médical de notre armée?

- Qu'en est-il de la présence de cet effectif au centre militaire de Diekirch? Est-ce que l'encadrement médical du personnel de l'armée pourra être assuré pendant cette période? Est-ce qu'une présence 24h/24h peut-elle être assurée?

Réponse commune (15.7.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Défense* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Suivant les dispositions de la loi du 21 décembre 2007 sur la réorganisation de l'armée, le cadre légal du service de santé de l'armée est le suivant: trois médecins généralistes (un médecin de l'armée, un médecin adjoint, un médecin militaire), un médecin dentiste, un psychologue, un pharmacien, un infirmier gradué et six infirmiers diplômés. Sous l'empire de l'ancienne législation, il s'agissait de deux médecins généralistes, un médecin dentiste, un psychologue, un infirmier gradué et trois infirmiers diplômés. La loi du 21 décembre 2007 renforce par conséquent significativement le service de santé de l'armée.

Par rapport à ce cadre légal (qui est théorique respectivement qui constitue le maximum), sont en fonction à l'heure actuelle au service de santé le personnel médical suivant: deux médecins généralistes (un médecin de l'armée, un médecin militaire), un médecin dentiste, un psychologue à temps partiel, une pharmacienne, un infirmier gradué (en congé sans traitement), trois infirmiers diplômés. S'y ajoutent douze soldats volontaires aide secouristes brevetés de la protection civile.

Dans le cadre de son engagement au sein de l'opération de paix des Nations Unies au Liban (Force Intérimaire des Nations Unies au Liban - FINUL), l'Armée luxembourgeoise est intégrée au contingent belge. Celui-ci comporte entre autres le déploiement d'une unité médicale. La contribution luxembourgeoise consistera au second semestre de cette année d'un infirmier diplômé pour les mois de juin et juillet ainsi qu'octobre et novembre. Le médecin de l'armée, quant à lui, sera en mission d'août à septembre.

Ces participations, outre leurs contributions concrètes à la FINUL, constitueront une expérience précieuse pour le service de santé de l'armée.

La permanence du service de santé sera assurée au sein de l'armée pendant la période visée.

Question 2585 (3.6.2008) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **test de sélection des candidats soldats volontaires**:

Dans le cadre du conseil de formation de l'École de l'Armée, dans lequel figurent entre autre des représentants du Ministère de la Défense, de l'Éducation nationale, de l'État-major, du Commandement du centre militaire, le directeur et une délégation du Personnel enseignant de l'École de l'Armée, les directeurs des lycées (secondaire et technique) de Diekirch et d'Ettelbruck, il avait été proposé et retenu de saisir le comité de sélection de l'armée (organe qui est responsable pour l'organisation des sélections des candidats soldats volontaires et qui est présidé par un représentant de la Direction de Défense) de donner une série de tests à différents établissements postprimaires et d'y faire exécuter ces tests.

Les autorités ministérielles compétentes (Défense et Éducation nationale) auraient ainsi effectué une série de tests afin de voir si le niveau d'études requis pour le recrutement devrait éventuellement être revu.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quand ces tests ont-ils été effectués et dans quels établissements?

- Quels ont été les résultats de ces tests?

- Quand a-t-on procédé à l'évaluation de ces résultats?

- Quelles conclusions en ont été tirées?

- Quels sont les résultats des sélections pour les incorporations de septembre 2007, janvier 2008 et mai 2008?

Réponse commune (15.7.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Défense* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

L'armée a souhaité analyser la pertinence des tests de sélection actuels auxquels elle soumet les candidats volontaires de l'armée. À cet effet, le conseil de formation de l'armée a demandé l'autorisation de faire faire le test par des élèves de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, y compris la formation professionnelle.

Les tests en question ont ainsi été envoyés aux directeurs des lycées concernés, à savoir: le Lycée classique de Diekirch, le Lycée technique de Bonnevoie et le Lycée technique d'Ettelbruck pour faire participer des classes de V^e, 9^e technique, polyvalente et pratique, 11^e technique, technicien et professionnel à cette analyse.

Les tests sont à l'heure actuelle en cours de correction et d'évaluation au sein de la commission de sélection qui effectue normalement les tests de sélection pour les candidats soldats volontaires à l'Armée luxembourgeoise.

Lorsque l'ensemble des résultats sera disponible, le conseil de formation fera le cas échéant des recommandations pour adapter les tests actuels.

Pour ce qui est des incorporations récentes, les résultats des candidats sont les suivants:

	septembre 2007	janvier 2008	mai 2008
Inscriptions	308	239	168
Présents à l'examen écrit	243	197	127
Échecs à l'examen écrit	149	123	68
Échecs au test sportif ou inaptitude médicale	31	25	19
Admis	63	49	40

Il est à relever que le nombre d'inscriptions et d'admissions pour la session de septembre est traditionnellement plus élevé que celui des mois qui suivent.

Question 2586 (3.6.2008) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **sondage au sein de l'armée**:

En septembre 2007, un sondage a été réalisé au sein de l'armée sur l'attrait de l'armée en général et l'attrait des carrières militaires (officier, sous-officier, caporal et soldat volontaire) ainsi que sur l'état de motivation des soldats volontaires.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quels sont les résultats obtenus lors de ce sondage?

- Ces résultats ont-ils fait l'objet de discussions internes?

- Quelles conclusions ont été tirées de ces résultats?

Réponse commune (15.7.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Défense* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Le cadre de l'armée est à l'écoute des soldats volontaires. Ceci signi-

fie notamment que le cadre s'intéresse à l'état de motivation de ceux-ci. Cela fait d'ailleurs partie des responsabilités du cadre.

La méthode des sondages est un des instruments susceptibles d'apporter des informations utiles dans ce contexte. Ainsi différentes questions ont été posées au mois de septembre 2007 aux volontaires et au personnel militaire sur leur motivation (ci-après le «sondage»), ces questions n'ayant cependant pas porté sur l'attrait de l'armée en général et des carrières militaires en particulier.

Le sondage en question a montré entre autres que la motivation des soldats est meilleure lorsque ceux-ci sont engagés dans des activités telles que des exercices ou entraînements qui les préparent aux missions à l'étranger. Il souligne également l'importance que les soldats attachent à la vie en groupe et la nécessité d'un bon encadrement.

Il est prévu de faire valider les éléments du sondage par un psychologue diplômé de l'armée qui, sous réserve des procédures afférentes (qui sont bien entendu à respecter), sera recruté pour le 1^{er} janvier 2009. Dans un premier temps, celui-ci sera amené à faire des propositions de méthodologie aux services du département pour voir par après comment mettre en place des mécanismes qui peuvent s'inscrire dans la durée.

Question 2587 (3.6.2008) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'**entrée en vigueur de règlements grand-ducaux**:

Plusieurs règlements grand-ducaux ayant trait à l'organisation et au fonctionnement de l'armée ne sont toujours pas entrés en vigueur. Il s'agit:

- du règlement grand-ducal déterminant le statut des volontaires de l'armée,

- du règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal mo-

difié du 15 juillet 1967 portant fixation de la rémunération de volontaires de l'armée (de sorte que la solde des recrues incorporées le 19 mai 2008 n'est pas encore déterminée),

- du règlement grand-ducal déterminant le contingent des volontaires,

- du règlement grand-ducal portant indemnisation respectivement compensation des entraînements et des instructions militaires ainsi que du service de garde du personnel militaire cadre de l'armée,

- du règlement grand-ducal sur la prime de démobilisation des volontaires,

- des règlements grand-ducaux portant modification des règlements grand-ducaux concernant les conditions de recrutement, de formation et d'avancements des officiers de carrière, de l'officier de la musique militaire, des sous-officiers de l'armée proprement dite, des sous-officiers de la musique militaire, des caporaux de carrière.

De plus le projet pour le Conseil de Gouvernement sur l'adaptation des primes OMP est toujours à l'ordre du jour.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Où en sont les travaux y relatifs?
- À quelles dates peut-on envisager l'entrée en vigueur des différents règlements grand-ducaux, respectivement l'adaptation des primes OMP?

Réponse (17.7.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Défense*:

J'ai l'honneur d'informer que lors de sa séance du 11 juillet 2008, les textes suivants ont été approuvés par le Conseil de Gouvernement:

1) Projet de loi portant réglementation des compensations et rémunérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde.

2) Projet de règlement grand-ducal portant indemnisation respectivement compensation des entraînements et des instructions militaires ainsi que du service de garde du personnel militaire cadre de l'armée.

3) Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 24 mai 1998 portant fixation du contingent des volontaires de l'armée.

4) Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 15 juillet 1967 portant fixation de la rémunération des volontaires de l'armée.

5) Projet d'arrêté du Gouvernement en Conseil portant nouvelle fixation de l'indemnité spéciale revenant au personnel militaire cadre de l'armée en mission de maintien de la paix.

J'estime que le texte repris sub 5) pourra entrer en vigueur après publication, tandis que les autres textes feront l'objet d'un dépôt afin que le Conseil d'État et les Chambres professionnelles puissent les aviser.

Question 2588 (3.6.2008) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant **l'ambulance au centre militaire de Diekirch**:

Il me revient qu'une ambulance hautement équipée se trouve actuellement au centre militaire de Diekirch et est utilisée régulièrement par le service de santé de l'armée. Or, il s'avère que cette ambulance dispose d'équipement médical spécifique qui peut seulement être utilisé par du personnel qualifié et initié, c'est-à-dire entre autres par un médecin anesthésiste (SAMU).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Peuvent-ils me confirmer cette information?

- Quand est-ce que cette ambulance a été acquise? Pour quel prix?

- Est-il prévu d'initier le personnel du service de santé de l'armée à l'utilisation de l'équipement médical spécifique?

Réponse commune (15.7.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Défense* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Les missions du service de santé de l'armée sont multiples. Elles consistent principalement en l'appui médical des unités du centre militaire dans leur instruction et leur entraînement ainsi qu'en l'appui médical opérationnel des unités déployées. Le service de santé de l'armée est également appelé à intervenir dans le cadre du «Plan Nombreuses Victimes» et en cas d'indisponibilité éventuelle de la

protection civile dans les environs de la ville de Diekirch. Il est par conséquent normal que son équipement médical soit standardisé et compatible avec celui utilisé dans le cadre civil.

L'armée dispose d'une ambulance qui correspond à ces missions et que l'honorable Député qualifie «d'ambulance hautement équipée».

Le personnel du service de santé de l'armée est qualifié et formé. Il est par conséquent en mesure de se servir des équipements médicaux de l'ambulance en question.

L'ambulance a été acquise en 2004 au prix de 479.469,63 euros. Il s'agit d'une acquisition par soumission publique.

Question 2589 (3.6.2008) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant **le règlement de discipline pour la force publique**:

Dans leur réponse à ma question parlementaire N°1816 de juin 2007 relative à l'introduction d'un règlement de discipline pour la force publique, Monsieur le Ministre de la Défense et Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative ont indiqué qu'ils étaient en train d'examiner avec les administrations concernées les modifications qu'il y a, le cas échéant, lieu d'apporter à la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique (cf. *compte rendu N°1/2007-2008*).

Il s'avère que le Tribunal administratif pourrait se voir contraint de trancher au cas par cas les affaires disciplinaires relevant de l'Armée luxembourgeoise et de la Police grand-ducale faute d'un règlement de discipline propre à la force publique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Depuis quand les changements en relation avec les adaptations du règlement de discipline de la force publique sont-ils en cours?

- Est-il correct qu'un projet élaboré par la Chambre des Fonctionnaires et sur lequel aussi bien la Direction de la Police grand-ducale en collaboration avec le Syndicat national de la Police grand-ducale ont présenté un avis, traîne depuis quelques années à l'État-major de l'armée?

- Où en sont les travaux ayant trait à l'adaptation de la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que l'absence de règlement de discipline propre à la force publique, donc l'Armée luxembourgeoise et la Police grand-ducale, crée une insécurité juridique qu'il faudrait lever?

Réponse commune (15.7.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Défense*, de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

En réponse à la question de l'honorable Député, il convient de noter qu'en matière de discipline tant pour ce qui concerne la police que l'armée, c'est la loi du 16 avril 1979 qui trouve application. Il n'y a partant pas «absence de règlement», comme semble l'indiquer la question de l'honorable Député.

Les travaux concernant d'éventuelles modifications sont toujours en cours. Il ne faut pas perdre de vue dans ce contexte le fait qu'il s'agit d'une matière par définition complexe de même que le fait que les responsables de la Direction de la Défense ont ces derniers temps été absorbés par les travaux relatifs à la réforme de l'armée (ils le sont d'ailleurs toujours dans la phase actuelle, qui est celle de la

mise en œuvre). S'y ajoute enfin que les besoins des deux corps ne sont pas toujours les mêmes.

Question 2591 (4.6.2008) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant **l'étude de sécurité sur la N7**:

Au cours des dernières années de nombreux accidents ont montré le caractère dangereux de la N7 entre Schieren et Hosingen. En date du 3 juin 2008, Monsieur le Ministre a présenté les résultats de l'étude de sécurité sur la N7.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les améliorations ponctuelles réalisées ces derniers temps sur la N7 reflètent les conclusions énoncées dans l'étude susmentionnée?

- Dans quels délais pourra-t-on s'attendre à la réalisation des mesures proposées par l'étude de sécurité?

- Le tronçon Schieren - Fridhaff a-t-il fait l'objet de l'audit de sécurité en question? Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions pour ce tronçon? Est-il notamment envisagé d'élargir ce tronçon à quatre voies?

- Sachant qu'entre 2002 et 2007, le trafic sur la N7 a constamment augmenté pour atteindre quelque 14.000 mouvements par jour et considérant qu'avec la mise en service de la «Route du Nord» cette tendance risque de s'amplifier encore davantage, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un élargissement à quatre voies s'impose sur l'intégralité de la N7?

- Devant cette toile de fond ne serait-il pas indiqué de planifier les contournements de Hosingen et Heinerscheid?

Réponse (10.7.2008) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen, il y a lieu de préciser que certaines mesures pour améliorer la sécurité sur la N7 ont effectivement été prises avant les conclusions de l'étude de sécurité présentée en date du 3 juin 2008. Ces mesures déjà engagées ne sont toutefois pas en contradiction avec les conclusions de cette étude.

La transposition des mesures de sécurisation qui se dégagent de cette étude se fera à court et à moyen terme suivant leurs envergures.

Ainsi l'avant-projet pour la reconstruction de la N7 entre Schinker et Hosingen (P.K. 51.780 - 52.740) tient compte des conclusions de la prédite étude aussi bien en ce qui concerne l'aménagement des carrefours qu'en ce qui concerne le marquage horizontal sur ce tronçon de route.

L'Administration des Ponts et Chaussées a été autorisée à élaborer le projet d'exécution afférent de sorte que la mise en adjudication des travaux puisse se faire dans les meilleurs délais.

Le tronçon Fridhaff - Schieren n'a pas été étudié dans le cadre de l'étude de sécurité dont question, mais a fait l'objet d'une étude de sécurité en 1999. Les aménagements de sécurité y proposés, notamment la construction d'une troisième voie entre le viaduc «Ditgesbach» et le viaduc «Ingeldorf» ont été réalisés en 2002 et 2003.

La mise à 2x2 voies de l'ancienne B7, nouvelle N27A entre la sortie d'Erpeldange et Fridhaff devra être examinée dans le cadre de l'aménagement de la zone d'activité Fridhaff. Le projet sera inscrit sur la liste des projets que le Ministère

des Travaux publics se propose de soumettre à la Chambre des Députés en vue de solliciter l'autorisation pour réaliser les études afférentes.

L'opportunité de la mise à 2x2 voies de la B7 devra être examinée dans le cadre de l'étude de trafic de la «Nordstad».

En ce qui concerne la mise à 2x2 voies de la N7 de Fridhaff à la frontière belge il faut prendre en considération que la route du Nord et la N7 de Fridhaff à la frontière belge ont pour vocation principale d'accueillir le trafic généré par les agglomérations et zones de développement le long de cet axe et servent également de liaison entre grandes agglomérations au niveau européen.

Aux termes de l'accord de Genève il s'agit d'une route de liaison de catégorie B qui pour cette raison n'a pas été intégrée au grand réseau européen des routes principales de transit (TERN) et qui devra rester une route de liaison secondaire pour ne pas attirer le grand trafic de transit international non désiré.

En ce qui concerne les contournements de Hosingen et Heiderscheid ces projets seront également inscrits sur la liste des projets que le Ministère des Travaux publics se propose de soumettre à la Chambre des Députés en vue de solliciter l'autorisation de poursuivre les études au-delà de l'avant-projet sommaire.

Question 2592 (4.6.2008) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant **le système de signalisation**:

Am Bestriewen, de Verbrauch vu Bensin an Diesel am Verkéier erfzedrécken, spillt eng flësseg Verkéiersféierung eng Röll, déi net ze ënnerschätzen ass. Et ass jo bekannt, datt jiddfer Stop an Neistart bei enger roudier Luucht vill Energie an domat Verbrauch vu Sprit kascht. Leider muss een ëmmer erëm feststellen, datt de System vu roudier Luuchten, déi de Verkéier regelen, net openeen ofgestëmmt ass. Sou passéiert et dacks, datt een op enger Verkéiersstreck e puer Luuchten huet, déi op rout schalten, nodeems ee grad bei där virdrun bei gréng ugefuer ass. Et ass evident, datt dat weder am Sënn vun der Verbrauchsreduzierung, nach zugunste vu enger méiglechster propperer Otemloft ass. Duerfir géif ech gären des Froen un lech riichten:

1. Deelt Dir des Meenung, a wa jo, wat hutt Dir bis elo ënnerholl, respektiv wat hutt Dir wëlles ze ënnerhuelen, fir des Situatioun ze verbesseren?

2. Wéi ass an dëser Problematik d'Zesummenaarbecht mat deene betreffende Gemengen, respektiv wat sinn Är Méiglechkeete fir drop anzewierken, datt des Situatioun sech verbessert?

Réponse commune (24.7.2008) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Fir op d'Fro vum éierbaren Här Deputéierten Robert Mehlen iwwert d'Astellung vun de roudier Luuchte fir de Verkéier méi flësseg ze halen an domadder de Verbrauch vu Sprit ze reduzieren ze äntwerten, wëll ech drop hiweisen, dass laut dem Artikel 5.3 vum modifizéierte Gesetz vum 14. Februar 1955 iwwert d'Reglementéiere vum Verkéier op allen öffentleche Stroossen, d'Reglementéiere vum Verkéier op de Stats- ewéi och op de Gemengestroossen an den Uertschaften ënnert d'Kompetenz vun de Gemenge fällt.

D'Reglementatioun vun de roudier Luuchte fällt och ënnert déi Dispositioun.

De Ministère des Travaux publics gräift am Fong geholl nëmmen an d'Reglementatioun vun de roudier Luuchten op ganz spezielle Kräizungen an, wann et drëm geet d'Fluiditéit vum öffentlechen Transport ze verbesseren.

Dës Interventioune geschéien op Grund vun der Propositioun vun engem Aarbechtsgrupp an deem all d'Akteure vertritt sinn, déi mam öffentlechen Transport ze dinn hunn. D'Ëmsetzung vun dësen Propositiounen ass ausserdeem vum Accord vun deene betraffene Gemengen ofhängeg.

Question 2593 (4.6.2008) de **M. Romain Schneider** (LSAP) concernant **l'évacuateur de crues**:

Suite aux orages du 29 mai 2008, les responsables du barrage du lac de la Haute-Sûre ont dû augmenter le débit de sortie, ce qui a entraîné des inondations locales, notamment au niveau des campings qui longent le cours d'eau.

D'après mes informations, des plans existent pour la construction d'un évacuateur de crues qui devrait servir à détourner une partie du débit en cas de fortes précipitations et de prévenir ainsi les inondations.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'existence de tels plans? Dans l'affirmative, pour quand est-ce que la réalisation de ces plans est-elle prévue?

Réponse (15.7.2008) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Romain Schneider, il y a lieu de préciser que l'Administration des Ponts et Chaussées est en effet en train d'élaborer un projet pour la construction d'un évacuateur de crues pour le barrage d'Esch/Sûre.

La capacité de décharge supplémentaire de cet ouvrage permettra d'augmenter la capacité de rétention. À elle seule, cette mesure permet une diminution de la fréquence des inondations à Esch/Sûre et des zones en aval par la mise à disposition d'un volume de stockage supplémentaire de 3,5 mio m³ pour le laminage de la crue. Elle permet également un déphasage notable entre les pointes des débits entrant et sortant de la retenue qui se traduit par un gain de plusieurs heures en temps de préalerte de crue. Une galerie de déviation de la Sûre en amont du tunnel routier d'Esch/Sûre et coupant un tronçon de la Sûre de quelque 900 m complète le projet. La galerie vise essentiellement à augmenter la capacité globale de la Sûre au droit de la localité d'Esch/Sûre de manière à y diminuer la fréquence des inondations.

Les études pour définir le coût estimatif des travaux et permettre d'élaborer un projet de loi pour autoriser leur financement, sont en cours.

Question 2595 (5.6.2008) de **M. Roland Schreiner** (LSAP) concernant **la nouvelle régulation pour les autobus**:

Selon un article paru dans le «Tagblatt» du 4 juin 2008, le Ministère des Transports envisage une nouvelle régulation qui permettrait aux bus d'utiliser la bande d'arrêt d'urgence pour éviter les embouteillages sur certains tronçons d'autoroute. Un premier test serait réalisé en été sur l'autoroute A4 entre Esch/Alzette et Luxembourg.

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me fournir des précisions à ce sujet?

- Quel serait l'objectif d'une phase expérimentale durant les mois d'été où le trafic est presque toujours fluide? Quelles seraient les mesures nécessaires en termes d'équipement technique et de construction avant l'introduction d'un tel système? Vu la densité des bretelles d'accès et de sortie sur nos autoroutes, quel serait, d'après Messieurs les Ministres, l'impact sur la sécurité routière?

- Quel serait le gain de temps pour un bus qui aurait le droit d'utiliser la bande d'arrêt d'urgence sur l'A4? Combien de lignes d'autobus et combien de passagers pourraient approximativement profiter d'un tel système?

Réponse commune (21.7.2008) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Monsieur le Député s'enquiert sur l'état d'avancement du projet d'utilisation de la bande d'arrêt d'urgence des autoroutes par les autobus affectés au transport public.

ette idée de faire éviter aux autobus les embouteillages des autoroutes et de rendre le transport public plus attractif est basée sur des exemples exercés entre autres dans la région de Grenoble (F) et à Bruxelles - Wavre (B).

Actuellement ce projet est examiné par la Commission de Circulation de l'État (CCE) et par le groupe de travail «Coulours pour autobus».

L'on peut dès à présent constater que l'aménagement de couloirs pour bus sur la bande d'arrêt d'urgence (BAU) des autoroutes rencontre trois problèmes majeurs:

- la trop faible largeur de la bande d'arrêt d'urgence sur bon nombre d'axes;

- les multiples échangeurs à des interdistances trop faibles obligeant les bus à s'entrecroiser avec le trafic quittant l'autoroute ou y accédant;

- la suppression de la bande d'arrêt d'urgence sur certains tronçons.

Ces problèmes s'opposent à une réalisation à court terme de couloirs pour bus continus sur notre réseau autoroutier.

Dans ses avis du 16 juillet 2007 et du 10 janvier 2008, la Commission de Circulation de l'État a misé sur les aspects de la sécurité à respecter particulièrement face aux problèmes soulevés ci-devant. La CCE estime que des conflits entre les différentes catégories d'usagers notamment en ce qui concerne la priorité de passage aux entrées et aux sorties de l'autoroute, pourraient constituer une source supplémentaire d'accidents de la circulation.

En conséquence la CCE a proposé de se limiter dans une première phase à un projet pilote permettant d'étudier les répercussions sur le trafic en général et sur la sécurité routière en particulier.

Du côté du Ministère des Transports publics, la faisabilité de l'élargissement de la bande d'arrêt d'urgence est analysée dans le cadre du projet de mise à 2x3 voies des autoroutes A3 et A6 qui constituent les deux principales pénétrantes vers la capitale, venant de Thionville et d'Arlon.

D'autre part, le groupe de travail «Coulours pour autobus» est en train de creuser d'autres possibilités pour permettre aux bus d'éviter les embouteillages en profitant notamment de la voirie connexe du réseau autoroutier.

Question 2601 (9.6.2008) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **procédure de décollage pratiquée sur la piste 06**:

Il me revient que la procédure de décollage pratiquée sur la piste 06

(décollage vers le Nord-Est en cas de beau temps) ne coïncide pas avec les dispositions de la carte de bruit présentée récemment. Ainsi, les avions ne garderaient pas le cap des 60° et bifurqueraient bien trop tôt vers le Sud.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Est-il exact que la procédure susmentionnée ne correspond pas aux dispositions de la carte de bruit?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

Réponse (11.7.2008) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

L'honorable Député s'enquiert sur le respect des procédures en cas de décollage des aéronefs de la piste 06 à l'Aéroport de Luxembourg.

Monsieur le Député semble se référer à cet égard aux saillants, par ailleurs non uniformes, figurant dans le tracé des cartes Lden (day, evening, night), (prenant en compte les mouvements 24 heures par jour), et Lnight (prenant en compte les mouvements de 23 heures à 7 heures), publiées par le Ministère de l'Environnement.

Il convient de noter que ces cartes de bruit ont été élaborées par le Ministère de l'Environnement en application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement qui a été transposée en droit luxembourgeois par le règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Elles constituent un inventaire de l'ambiance sonore autour de l'aéroport et sont utilisées par le Ministère de l'Environnement pour la fixation de valeurs limites d'exposition au bruit ainsi que pour l'élaboration de plans d'action afférents contre le bruit.

À cet égard, les cartes de bruit ne sont pas à confondre avec les trajectoires des aéronefs. En effet, ces cartes ne dressent qu'un état des lieux du niveau de bruit perçu selon un mode de calcul défini par la directive susmentionnée. Les cartes Lnight et Lden de l'aéroport représentent le niveau sonore moyen à long terme pondéré dans les plages horaires concernées en classant le niveau du bruit en tranches de 5 dB sur base des données statistiques pour l'année 2006 sur les mouvements d'aéronefs à l'Aéroport de Luxembourg.

À noter qu'en ce qui concerne l'indicateur Lden, la prise en compte des mouvements de soirée est trois fois supérieure à celle de la journée, celle de la nuit étant même dix fois supérieure à celle des mouvements diurnes.

Pour ce qui est des trajectoires utilisées pour l'approche et le décollage à l'Aéroport de Luxembourg, elles sont publiées à l'AIP (Aeronautical Information Publication) et représentent la ligne médiane de chaque trajectoire conformément aux normes de l'OACI.

Ainsi, ces trajectoires ont une valeur indicative et peuvent varier de manière importante d'un mouvement d'aéronef à un autre étant donné que leur tracé définitif est lié à un ensemble de facteurs concernant aussi bien le type de l'aéronef (notamment sa masse), la vitesse de l'aéronef, les conditions météorologiques et les flux aériens. Les pilotes d'aéronefs devront toujours suivre les instructions données par les agents du contrôle aérien qui dirigent le trafic dans l'intérêt de la sécurité aérienne. Les trajectoires publiées servent principalement à donner aux pilotes les indications

nécessaires au départ et à l'arrivée visant à permettre le décollage et l'atterrissage d'un aéronef en toute sécurité en cas de mauvaises conditions météorologiques et de trafic ne permettant pas l'évolution de l'aéronef en vol à vue.

En ce qui concerne les départs sur la piste 06, il y a lieu de préciser que deux cheminements de départ distincts sont publiés et identifiés sur les cartes qui tournent vers le sud à partir d'une balise située à l'aéroport en fonction des routes aériennes.

Question 2602 (9.6.2008) de **MM. Roger Negri** (LSAP) et **Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**utilisation des biocarburants**:

La Commission européenne s'est engagée à faire passer la part des biocarburants dans les transports à 10% d'ici 2020 en vue de parvenir à une réduction de 20% des émissions de GES en Europe par rapport aux niveaux de 1990.

Or, on constate depuis un certain temps que les biocarburants dits de la 1^{re} génération sont loin de satisfaire aux critères du développement durable. Si ces derniers ont le mérite de remplacer les carburants non fossiles, ils ont l'inconvénient de réquisitionner des terres consacrées à la production alimentaire.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il suivre nos préoccupations concernant l'utilisation des biocarburants de la 1^{re} génération dans le secteur des transports et œuvrer afin que la Commission européenne renonce à ces agrocarburants?

- Ne devrait-on pas dès à présent débloquer des moyens financiers et investir dans la recherche et le développement de biocarburants de la 2^e génération en y associant la Faculté des Sciences de l'Université du Luxembourg ainsi que le Centre de Recherche public Gabriel Lippmann?

Réponse (15.7.2008) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Permettez-moi tout d'abord de rappeler que le Luxembourg est à l'origine de la Déclaration européenne sur le développement durable adoptée par le Conseil européen de juin 2005. Elle prévoit notamment comme principe directeur à l'Union, d'assumer ses responsabilités internationales et de promouvoir activement le développement durable à travers le monde et de veiller à ce que les politiques intérieures et extérieures de l'Union européenne soient compatibles avec le développement durable global.

Dans cette logique, je me suis personnellement investi dans le passé pour que l'objectif de 10% de biocarburants soit lié à des critères de durabilité du point de vue environnemental et social et que les biocarburants de deuxième génération soient mis sur le marché. J'ai également plaidé pour que les critères de durabilité soient solides, clairs et applicables aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne.

En ce qui concerne la première question sur les biocarburants de première génération, il faut souligner que cette technologie ne constitue qu'une étape dans le développement de biocarburants plus performants. Je soutiens le développement de critères de durabilité contraignants qui devront constituer d'une part un incitatif majeur pour le développement de biocarburants plus performants et d'autre part minimiser le temps de la phase de transition vers les biocarburants de deuxième génération.

Ainsi pour ne pas se fermer face au débat et pour pouvoir avancer des solutions réalistes et praticables, mon Ministère est représenté au sein du «Mirror Group on Biofuels» de la plateforme européenne technologique des biocarburants à Bruxelles. Ceci permet au Luxembourg de suivre de près toutes les évolutions en matière de biocarburants tant sur le plan de la recherche que sur le plan de la législation.

En ce qui concerne la deuxième question, l'Université du Luxembourg ainsi que le Centre de Recherche public Gabriel Lippmann, dans le respect des priorités formulées par leur comités d'encadrement respectifs, sont libres de participer aux appels à projets «énergie» de la Commission européenne («Seventh Research Programme FP7») ouvert en mai 2008 dotés d'une enveloppe budgétaire de 147.000.000 d'euros. Je considère en effet qu'il est important de concerter toute recherche dans le domaine des biocarburants de deuxième génération au niveau européen afin de minimiser les efforts et les éventuels doublons au niveau de projets.

Question 2607 (10.6.2008) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la **sortie N°15 sur l'autoroute A1**:

Depuis longtemps la sortie N°15 sur l'autoroute A1 est barrée en direction de Wasserbillig, alors que la fin des travaux était prévue initialement pour novembre 2007. Ce barrage persistant a comme corollaire une augmentation sensible du trafic journalier, notamment pendant les heures de pointe, au centre de Wasserbillig.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de ce retardement?

- Dans quels délais peut-on s'attendre à la finalisation des travaux et à la réouverture de la sortie en direction de Wasserbillig?

Réponse (10.7.2008) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question de l'honorable Député Monsieur Carlo Wagner, relative à la fermeture de la sortie N°15 sur l'autoroute A1 en direction de Wasserbillig, il y a lieu de préciser que cette fermeture se fait dans le cadre des travaux de réaménagement de la route nationale N10 entre la sortie de Wasserbillig et le pont de Langsur.

Ce projet de réaménagement comprend des travaux de grande envergure, tels que:

- l'adaptation du profil en long y compris le réaménagement du pont sur le Sernigerbaach et de l'embouchure formée par le CR141A venant de l'autoroute A1 et la N10,

- la construction d'une piste cyclable sur ouvrage d'encorbellement,

- la construction de murs de soutènement en béton armé.

Le délai prévu pour l'exécution de ces travaux est de 300 jours ouvrables. Les travaux ont été notifiés en date du 8 mai 2007 à l'association d'entreprises et le chantier a commencé le 4 juin 2007.

À l'heure qu'il est, l'achèvement des travaux est toujours prévu conformément aux prescriptions du cahier des charges, c'est-à-dire pour fin octobre 2008. Il n'y a donc pas de retards sur ce chantier.

Vu la complexité des travaux, l'organisation des différentes phases de chantier et des déviations respectives a été effectuée en étroite collaboration avec l'administration

communale de Mertert/Wasserbillig, ainsi qu'avec les autorités allemandes.

Question 2609 (11.6.2008) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **incidents avec des jeunes à Esch/Alzette**:

Zënter dem Doud vun engem jonke Mënsch an der Escher Gare bericht d'Press regelméisseg iwwer Incidente mat Jugendlechen an der Minettmetropol. Laut dem «Tagblatt» gëtt d'Escher Schäffin Vera Spautz, déi fir de Ressort zoustänneg ass, vun dësen Zwëschefall nëmmen duerch d'Press informéiert. Kann den Här Justizminister mer an dësem Kontext op folgend Froen äntweren?

1. Huet de Minister Kenntnis dovunner, dass zu Esch, wéi an engem Zeitungsartikel behaupt ginn ass, Jugendlecher sech a Banden organiséieren mam Risiko an d'Klengkriminalitéit ofzerutschen?

2. Ass duerch den Doud vun Jugendlechen den 18. Abrëll nëmmen de subjektiven Androck entstanden, dass d'Gewalt ënner Jugendlechen oder d'Gewalt, déi vu Jugendlecher ausgeet, zu Esch zouhëlt oder gëtt et Rapporten, déi dëse subjektiven Androck eventuell widerleeën oder ënnermaueren?

3. D'Awunner vun Esch hunn den Androck, dass d'Police an de leschten zwoe, dräi Joer manner Patrouillë mécht. Wéi gesäit d'Frequenz vun de Policepatrouillen zu Esch aus, wéi huet se sech an de leschte fënnf Joer entwéckelt a gëtt eventuell dor geduecht dës Frequenz ze erhéien?

4. Gëtt et e «Plan local de sécurité» fir d'Stad Esch, a wa jo, ass deen nach aktuell, oder muss dëse Plang gemeinsam mat de lokalen Autoritéiten an der Justiz verbessert ginn, fir deenen neien Émstann Rechnung ze droen?

5. Deelt de Minister d'Aschätzung vun der Escher Schäffin, dass net genuch Kommunikatioun tëschent der Escher Police an dem Schäfferrot besteet, a wa jo, wat denkt de Minister ze ënnerhuele fir deen Dialog ze verbesseren?

Réponse (16.7.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

En raison de l'environnement économique, social et multiculturel spécifique de la Ville d'Esch, on note des regroupements de jeunes à Esch dont certains commettent parfois des infractions.

La police ainsi que d'autres autorités et organisations essaient de contribuer activement à prévenir la commission d'infractions.

J'ai demandé à la police il y a un an d'augmenter partout dans le pays le nombre de patrouilles. Tel est évidemment aussi le cas à Esch. Le programme de la Police grand-ducale prévoit l'organisation régulière de patrouilles de police. La police d'Esch/Alzette fait environ quatre mille patrouilles préventives par an.

Dans le cadre des comités de prévention locaux, deux plans de sécurité ont été réalisés et il est dans leur nature même qu'ils soient adaptés aux situations sur le terrain. Au sein des comités de prévention et au-delà, les informations relatives à la sécurité de la commune sont échangées régulièrement entre les autorités policières et communales.

Après avoir rencontré, avec les responsables de la police, en date du 30 juin 2008 le bourgmestre de la Ville de Luxembourg pour discuter de la sécurité sur le territoire de la capitale, je compte rencontrer en automne le bourgmestre de la Ville

d'Esch pour examiner de plus près la situation sur le terrain. La sécurité dans nos communes exige une attention et une adaptation continues de nos moyens et actions.

Question 2611 (11.6.2008) de **M. Claude Adam (DÉI GRENG)** concernant la **taxe scolaire pour non résidents:**

Les parents désirant inscrire leurs enfants dans une classe de l'enseignement primaire, de l'éducation préscolaire ou de l'éducation précoce d'une commune dans laquelle ils ne sont pas résidents doivent, dans la plupart des cas et après approbation du collège des bourgmestre et échevins de la commune d'accueil, payer une redevance (taxe scolaire ou minerval) selon les modalités fixées dans un règlement taxe de la commune. Le montant de cette taxe «scolaire» varie donc d'une commune à l'autre tout en étant soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir quels sont les différents montants appliqués à travers les différentes communes du territoire dans le cadre de l'enseignement communal d'enfants en provenance d'autres communes (tableau synoptique).

Réponse (15.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

Plusieurs communes et syndicats scolaires ont introduit, moyennant un règlement taxe, un minerval à payer lorsque des enfants qui n'habitent pas sur le territoire de la commune ou d'une des communes membres du syndicat sont admis à l'école primaire ou préscolaire ou à l'éducation précoce de la commune ou du syndicat.

S'il y a des communes qui n'ont pas fixé de minerval, c'est que ces communes soit ont décidé de ne pas ouvrir leurs classes à des élèves non résidents, soit accueillent à titre gratuit les élèves non résidents.

Les syndicats scolaires sont constitués pour couvrir les seuls besoins des communes membres. Ils peuvent néanmoins également décider d'admettre, dans la limite des places disponibles dans les différentes classes, des écoliers non résidents pour autant que les communes membres leur ont donné leur accord.

Le principe même de l'accueil éventuel dans les écoles de la commune dans la limite des places disponibles d'enfants non résidents et la fixation d'une taxe scolaire ou d'un minerval sont décidés en toute autonomie par le conseil communal.

Du moment où la commune a cependant décidé d'ouvrir, toujours dans la limite des places disponibles, ses classes à des enfants ne résidant pas dans la commune et qui, pour diverses raisons, ne fréquentent pas l'enseignement organisé et offert gratuitement par leur commune de résidence, il est normal que la commune demande une contribution financière aux parents de ces élèves.

annexe: liste (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*)

Question 2613 (11.6.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant le **transport et traitement de patients souffrant d'une obésité grave (adipositas permagna):**

Au Luxembourg, on note une nette augmentation des personnes souffrant d'une adipositas permagna (obésité grave). Cette évolution a malheureusement non seulement des répercussions sur la vie quotidienne de ces personnes, mais pourrait également s'avérer fort problématique lors d'une situation d'urgence. Ainsi, le transport de ces personnes vers les établissements hospitaliers et les traitements éventuels pourraient poser des obstacles logistiques et/ou techniques.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres:

- Est-ce qu'il existe des cas où les services de secours n'ont pas pu transporter un patient souffrant d'une obésité grave selon les consignes de sécurité? Existe-t-il des véhicules de transport destinés à cet effet?

- Quelle est la charge maximale autorisée d'un brancard dans une ambulance de l'Administration des Services de Secours? Quelle est la procédure en cas de transport d'un patient avec un poids corporel supérieur à cette charge devant être transporté en position couchée? Est-ce que les ambulances de l'Administration des Services de Secours sont équipées du matériel médical nécessaire à cet effet?

- Quelle est la charge maximale autorisée d'un lit d'hôpital ou d'une table d'opération? Quelle est la procédure en cas d'hospitalisation et/ou d'opération d'un tel patient?

Réponse commune (15.7.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** et de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

Il est vrai que les services de secours et notamment les secouristes ambulanciers sont confrontés de plus en plus fréquemment à des problèmes liés à la prise en charge de patients souffrant d'une obésité grave. En effet, dans plusieurs cas, le transport de tels patients en une ambulance normale s'est avéré impossible, puisque les spécificités techniques des brancards installés dans les ambulances, qui admettent un poids maximum admissible de 250 kg, ne permettaient pas un transport de ces patients en toute sécurité. Dans ces cas, les services de secours ont transporté ces patients dans une camionnette sur des supports spécialement aménagés. Cette solution, peu satisfaisante, a amené l'Administration des Services de Secours à faire aménager spécialement une ambulance de réserve afin de prendre en charge des patients souffrant d'obésité grave. Cette ambulance permet le chargement et le déchargement de personnes très lourdes et le brancard permet une charge maximale admissible de 725 kg. Cette ambulance est stationnée au centre d'intervention d'Esch/Alzette, mais elle est tenue à la disposition de tous les centres d'intervention de la Division de la Protection civile de l'Administration des Services de Secours.

Quant à la charge maximale autorisée d'un lit d'hôpital ou d'une table d'opération, cette charge dépend du fabricant et du type de lit (électrique ou non, etc.).

La norme européenne applicable aux lits électriques par exemple exige que la charge de fonctionnement en sécurité soit indiquée dans les instructions d'utilisation à fournir par le fabricant; elle doit être d'au moins 170 kg. Les tables opératoires de deux hôpitaux consultés sont par exemple garanties jusqu'à 180 kg.

Selon le cas un hôpital dispose d'une salle opératoire spécifiquement équipée pour de grands obèses, socle et table opératoires étant garantis jusqu'à 230 kg et des instruments extra-longs étant disponibles.

Des lève-personnes sont disponibles pour un poids allant jusqu'à

250 kg respectivement 300 kg ainsi que des fauteuils pour un poids jusqu'à 300 kg.

Le secteur hospitalier a ainsi acquis respectivement identifiés les fournisseurs pour disposer du mobilier et d'équipements pour prendre en charge un grand obèse.

L'hôpital peut louer pour une hospitalisation programmée d'un plus grand obèse (poids au-delà de 170 kg) un lit spécial auprès d'une firme.

Question 2616 (12.6.2008) de **M. Marc Angel (LSAP)** concernant les **vols de nuit:**

Il ressort du rapport d'activité de l'année 2007 du Ministère des Transports ainsi que des statistiques publiées régulièrement par l'Administration de la Navigation aérienne que, malgré les efforts du Gouvernement, les mouvements de nuit sont en constante augmentation.

Ainsi, en 2007 le nombre de mouvements de nuit est en hausse à raison de 16,8% par rapport à l'année 2006. En comparant les chiffres, il ressort par ailleurs que le secteur du fret a connu une hausse extraordinaire au cours de l'année 2007, ce qui implique davantage de vols de nuit.

Dans ce contexte j'aimerais connaître l'avis de Monsieur le Ministre face à cette évolution:

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre à court et à moyen terme pour limiter au maximum les mouvements de nuit, surtout dans un but de protéger les habitants contre les nuisances sonores nocturnes?

Réponse (11.7.2008) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

L'honorable Député s'enquiert sur l'évolution du nombre de vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg.

Le nombre de mouvements entre 23 heures et 6 heures est passé de 1.179 en 2006 à 1.377 en 2007. Alors que les vols pendant ces plages horaires sont à mettre en relation avec une grande variété d'opérations, y compris des vols sanitaires et des vols d'État, 76% de ces mouvements sont dus aux opérations des compagnies de fret et 21,2% de ces mouvements sont dus aux opérations des compagnies de transport de passagers. L'ensemble des mouvements pendant la période de 23 heures à 6 heures représente 1,67% du grand total des mouvements aériens de l'année 2007.

Parmi ces compagnies aériennes, ce sont celles ayant leur port d'attache au Luxembourg qui pour des raisons opérationnelles évidentes figurent en tête de liste. En effet, la très grande majorité des «vols de nuit» sont des vols retardés par rapport à leur horaire programmé et ils bénéficient à ce titre d'une dérogation permanente d'atterrissage selon le règlement grand-ducal du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'Aéroport de Luxembourg.

Ainsi, sur l'ensemble des mouvements de nuit enregistrés pour l'année 2007, 69,8% des vols de fret et 79,2% des vols de passagers eurent lieu entre 23 heures et 24 heures.

Le Gouvernement suit avec attention l'évolution du nombre de vols de nuit ainsi que leur impact en matière de bruit et ce dans l'intérêt du respect de la qualité de vie des riverains de l'aéroport.

Dans ce contexte, la politique gouvernementale consiste tout d'abord à maintenir les restrictions d'exploitation posées par le cadre légal existant et ce malgré la pression d'aéroports concurrentiels qui sont

ouverts 24/24 heures et ne connaissent partant pas le principe d'un «night curfew» tel qu'il existe au Luxembourg.

Ensuite, la question des vols de nuit étant directement liée à la gestion du bruit aérien, il convient de noter que le Gouvernement s'est doté d'une politique de gestion du bruit coordonnée en relation avec l'Aéroport de Luxembourg et ce dans le cadre de la mise en œuvre du règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. La mise en œuvre de ce règlement a d'ores et déjà abouti à l'établissement de cartes de bruit concernant l'Aéroport de Luxembourg par le Ministère de l'Environnement. Sur base de ces cartes de bruit et des valeurs limites d'exposition au bruit fixées par le Ministère de l'Environnement l'élaboration d'un plan d'action quinquennal concernant le bruit aérien est en cours.

Alors que de manière générale ce plan d'action mettra l'accent sur la réduction du bruit à la source (avions moins bruyants), il contiendra un ensemble de mesures actives et passives visant à réduire l'exposition des citoyens au bruit aérien.

En ce qui concerne la problématique précise du bruit aérien pendant la période nocturne, une des mesures qui figurera dans le plan d'action sera la modulation renforcée des redevances d'atterrissage des avions en fonction des plages horaires, mesure qui a d'ores et déjà été mise en place avec effet au 1^{er} juin 2008.

Alors que jusqu'à maintenant une taxe de «vol de nuit» équivalente à la taxe d'atterrissage était perçue pour chaque atterrissage et décollage entre 24 heures et 6 heures à l'Aéroport de Luxembourg, ce régime a été durci depuis le 1^{er} juin 2008 par la mise en place d'une redevance de vol de nuit d'un montant égal à la redevance d'atterrissage pour la période entre 23 heures et 24 heures et d'une redevance de vol de nuit d'un montant égal au double de la redevance d'atterrissage entre 24 heures et 6 heures.

Considérant que les redevances sont calculées sur la base de la masse maximale de l'avion au décollage, pour un décollage entre 23 heures et 24 heures un opérateur d'un avion cargo du type B747-400 doit désormais payer une redevance de vol de nuit de 1.929,42 euros alors que sous l'ancien régime aucune taxe de vol de nuit n'était due. Cette redevance s'élève à 3.858,84 euros, au lieu des 1969,12 euros payés dans l'ancien régime, pour un décollage opéré exceptionnellement entre 24 heures et 6 heures.

Il est escompté que cette mesure soit de nature à décourager les opérateurs à effectuer des vols pendant ce créneau horaire, à les inciter à reprogrammer, dans la mesure du possible, leurs opérations en faveur d'autres créneaux horaires et ainsi à diminuer l'impact du bruit en période nocturne.

Étant donné que ce nouveau régime ne fait pas de distinction en fonction du niveau du bruit émis par les différents types d'aéronefs, une modulation des redevances afférentes en fonction du niveau du bruit effectivement émis est envisagé dans une deuxième étape afin d'encourager les opérateurs à opérer les flottes d'avions les moins bruyantes et donc les plus protectrices de l'environnement naturel et humain.

Il va sans dire que les dérogations spéciales qui peuvent être octroyées ne sont délivrées qu'à titre tout à fait exceptionnel et pour des raisons dûment justifiées par exemple en cas de transport de produits pharmaceutiques, de denrées alimentaires périssables ou encore en cas d'urgences. Elles

se chiffraient à 68 autorisations en 2007, voire 0,08% de l'ensemble des mouvements aériens de l'année 2007.

Question 2620 (12.6.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant la **violence envers les bénévoles des services de secours:**

Selon les bulletins de presse plus ou moins nombreux de violence verbale et corporelle ainsi que des endommagements de biens envers des bénévoles des services de secours nationaux en intervention en ambulance se sont produits ces derniers temps.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- Quel est pour l'année 2007 le nombre exact des attaques à l'intégrité physique des bénévoles des services de secours nationaux en intervention? Quel est le montant des dommages causés par des tiers envers des biens appartenant à l'Administration des Services de Secours?

- Quel soutien est offert aux bénévoles devenus victimes de violence dans l'accomplissement de leur mission? Par quels moyens Monsieur le Ministre pense-t-il remédier à cette problématique?

- Quelle est l'opinion de Monsieur le Ministre par rapport à l'idée d'introduire un enseignement de simples techniques de légitime défense dans la formation des bénévoles des services de secours?

Réponse (14.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

Pour l'année 2007, aucun acte de violence entraînant des dommages corporels n'a été déclaré par les services d'incendie et de sauvetage communaux à l'Administration des Services de Secours. Par contre, les secouristes ambulanciers sont souvent exposés à des actes de violence. Dans la plupart des cas, ces agressions se limitent à des injures et des tentatives d'humiliation. En 2007, dix cas de violence avec dommage corporel ont fait l'objet d'une déclaration par des volontaires de la Division de la Protection civile de l'Administration des Services de Secours. Ce sont le plus souvent des personnes toxicomanes, des personnes en état d'ébriété ou encore des personnes présentant des troubles psychiques qui sont à l'origine de ces agressions.

L'Administration des Services de Secours essaye au mieux de protéger les bénévoles de ces actes de violence. En cas d'un appel d'urgence qui laisse supposer une situation susceptible d'entraîner des violences, par exemple en cas d'une rixe avec personnes blessées, le préposé du Central des Secours d'Urgence (CSU-112) alerte d'office immédiatement la Police grand-ducale. De même, si les volontaires rencontrent sur leur lieu d'intervention une situation ayant un potentiel agressif, ils sont tenus de solliciter, par le biais du CSU, l'intervention des forces de l'ordre. Les dommages corporels sont déclarés immédiatement à l'Association d'Assurance contre les Accidents. Dans tous ces cas, l'Administration des Services de Secours encourage les volontaires pour porter plainte à la police.

La réglementation en voie d'élaboration visant l'exécution de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours prévoit que les volontaires, qui subissent un dommage pendant l'exercice de leur activité au sein des services de secours, seront indemnisés par l'État pour autant qu'ils ne se trouvent pas, par faute ou négligence graves, à l'origine de ce dommage et n'ont pu obtenir réparation de l'auteur de celui-ci.

L'Administration des Services de Secours ne prévoit pas à l'heure actuelle d'organiser des cours de défense personnelle pour les volontaires au niveau national. Cependant, tout centre d'intervention est libre, s'il le juge opportun, d'organiser au niveau local de tels cours.

Question 2621 (12.6.2008) de **Mme Anne Brasseur (DP)** concernant le **coefficient de l'éducation artistique:**

Il y a quelques mois, Madame la Ministre a proposé un remaniement des grilles des horaires pour l'enseignement secondaire. Selon la nouvelle grille, le coefficient de promotion de l'éducation artistique serait abaissé (de 2 à 1) en classe de 5^e. Or, d'après mes informations, ce rabaissement du coefficient de l'éducation artistique est dû à une erreur matérielle.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-il exact qu'il s'agit d'une erreur matérielle dans la nouvelle grille des horaires? Dans l'affirmative, a-t-elle entre-temps été redressée? Si non, Madame la Ministre peut-elle me dire pour quelles raisons le coefficient de promotion de l'éducation artistique va être abaissé en classe de 5^e?

Réponse (10.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

Le projet de grilles des horaires telles qu'elles ont été proposées aux enseignants en janvier 2008 contenait effectivement une erreur. Le coefficient de la branche éducation artistique en classe de 5^e était 1 au lieu de 2.

Cette erreur a été redressée dans le projet de règlement grand-ducal fixant les grilles des horaires et les coefficients des branches de la division inférieure et de la division supérieure de l'enseignement secondaire qui fixe à 2 le coefficient pour la branche d'éducation artistique en 5^e.

Question 2622 (13.6.2008) de **M. Ben Fayot (LSAP)** concernant le **diplôme d'ingénieur industriel de l'Université du Luxembourg:**

La formation d'ingénieur industriel de quatre années d'études a été abolie par l'intégration de l'Institut supérieur de Technologie dans l'Université du Luxembourg. La promotion de 2007/08 est la dernière promotion fonctionnant selon l'ancien système. La formation est désormais organisée selon le système Bachelor/Master conformément au processus de Bologne.

Or, il s'avère que des inégalités sont apparues sur le marché de travail luxembourgeois par le fait que la Belgique a décidé d'assimiler automatiquement le diplôme d'ingénieur industriel à celui de Master Ingénieur industriel (cinq années d'études/300 ECTS). En effet, les ingénieurs industriels diplômés au Luxembourg (ayant parcouru l'ancien système) sont désavantagés dans certains domaines par rapport à leurs confrères belges et luxembourgeois qui ont suivi leurs études en Belgique, notamment en ce qui concerne les appels d'offres publics luxembourgeois et européens.

Afin de remédier à ces inégalités, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il, à l'instar de la Belgique, d'assimiler automatiquement le diplôme d'ingénieur industriel à celui de Master Ingénieur industriel?

- Sinon, quel est l'avis du Gouvernement sur la création d'un Master Ingénieur industriel d'une année (60 ECTS - à ajouter aux 240 ECTS actuels), accessible dans le cadre de la formation continue avec en parallèle une dispense en fonction de la validation des acquis de l'expérience?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'Université du Luxembourg devrait offrir davantage des formations de 2^e cycle (Master) dans la branche de l'ingénierie?

Réponse commune (16.7.2008) de **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche** et de **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:**

Le diplôme d'ingénieur industriel est un diplôme délivré selon le système d'avant Bologne; en tant que tel, il continue à être reconnu et il confère à ses détenteurs les mêmes droits qu'auparavant. Par contre, il ne peut être assimilé au grade de master, d'autant plus que l'Université du Luxembourg ne délivre pas de grade de master ingénieur industriel.

Pour ce qui est de la création d'un tel diplôme, elle pourra se faire, le cas échéant, dans le cadre du prochain contrat pluriannuel entre l'État et l'Université. Dans ce contexte, nous avons eu des contacts avec les associations professionnelles du secteur auxquelles nous avons demandé de nous soumettre leurs besoins en termes de formation continue.

Une réflexion quant à une éventuelle augmentation de l'offre de masters en ingénierie se fera aussi dans le cadre de l'établissement du prochain plan quadriennal.

Question 2626 (17.6.2008) de **M. Gast Gibéryen (ADR)** concernant l'**utilisation de la langue luxembourgeoise dans le réseau de distributeurs d'argent des Postes et Télécommunications (P&T):**

D'Post (Entreprise des Postes et Télécommunications) ennerhält am ganze Land e grouse Réseau vun Postmaten/Bancomaten. Bis elo fonctionnéiert den Dialog an dësen Automaten net op Lëtzebuergesch. Dass d'Benutzung vun der Lëtzebuurger Sprooch am Dialog mam Client vu Bancomate méiglech ass, beweist awer enner anerem d'Spuerkeess (BCEE) déi eis national Sprooch an hirem Réseau integréiert huet.

Och den Internetsite vun der Post, mat der Ausnahm vum Service CCP Connect, mécht kee Gebrauch vun der Lëtzebuurger Sprooch. Ech erënneren drun, dass, wann d'Post och haut als autonom Entreprise fonctionnéiert, dach de Stat säin eenzege Aktionär ass.

Dowéinst géif ech den Här Wirtschaftsminister, deen och fir d'Post zoustänneg ass, biede mir op dës Fro ze äntwerten:

- Ass den Här Minister bereet, d'Post ze encouragéieren, fir dass den Dialog mat de Clienten iwwert d'Postmaten/Bancomaten, an doriwier eraus iwwert déi nei Technologien, och op Lëtzebuergesch ka stattfannen?

Réponse (10.7.2008) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

D'Post (Entreprise des Postes et Télécommunications) fonctionnéiert haut als autonom Entreprise an de Stat, als säin eenzege Propriétaire, intervenéiert net an d'eegelech Gestion vum Betrib.

D'Post ass duerchaus sensibel op d'Nofro vum Client an offréiert dofir scho méi laang de CCP Connect op Lëtzebuergesch.

D'Post huet och schonns säit enger Zäit geplangt, fir den Interface mat dem Client op de Postmaten/Bancomaten op Lëtzebuergesch anzeféieren, wat awer nëmmen am Kader vun der Installation vun engem neie Logiciel technesch méiglech ass. Bis zum Schluss vun dësem Joer soll esou en neie Logiciel installéiert ginn, an d'Post wäert dann hire Plang och an d'Praxis ëmsetzen, fir den Dialog mam Client a Lëtzebuurger Sprooch beim Service Postomat/Bancomat ze erméiglechen.

Question 2627 (17.6.2008) de **M. Marcel Oberweis (CSV)** concernant les **précautions à prendre avec les téléphones mobiles:**

Plusieurs études récentes, qui doivent encore être approfondies, mettent en évidence la possibilité d'un risque «faible» d'effet sanitaire lié à une utilisation intense et de longue durée d'un téléphone portable. Plusieurs scientifiques, dont le Docteur David Servan-Schreiber, ont cependant lancé un appel afin de rendre attentif les familles des dangers que peut présenter l'utilisation du téléphone mobile pour leurs enfants.

En fait, ils estiment qu'il ne faut pas autoriser les enfants de moins de 12 ans à utiliser un téléphone portable sauf en cas d'urgence et qu'il faut maintenir le téléphone à plus d'un mètre du corps lors des communications en utilisant le mode haut-parleur ou un kit mains libres. En outre, ils proposent d'éviter le plus possible de porter un téléphone mobile sur soi, même en veille.

Dans le même ordre d'idées, le journal «El Mundo» révèle que deux enfants de 12 et 13 ans ont été admis dans un centre de pédo-psychiatrie à Lleida en Espagne pour une addiction au téléphone portable. L'agence antidrogue espagnole estime en plus qu'environ 10% des adolescents madrilènes souffrent de cette maladie.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des dernières études scientifiques ainsi que de l'appel lancé par la vingtaine de scientifiques?

- Que pense-t-il de ces études et déclarations?

- Ne devrait-on pas demander aux constructeurs et opérateurs de prendre leurs responsabilités et de tout mettre en œuvre pour que la technologie du téléphone mobile ne devienne une cause majeure de maladie?

Réponse (25.7.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Les études pullulent en matière d'effets éventuels pour la santé dus à l'utilisation de téléphones mobiles. Mes services se tiennent dans la mesure du possible au courant des résultats de ces études.

Les autorités allemandes ont lancé un «Deutsches Mobilfunk Forschungsprogramm», avec le but de rassembler les résultats de pas moins de 54 projets de recherche allemands ou internationaux avec participation allemande lancés en la matière depuis 2002. Ces projets portent sur différents effets possibles de l'utilisation des téléphones mobiles, à savoir électrosensibilité, qualité du sommeil, effets cancérigènes, effets à long terme, effets sur le métabolisme, effets cellulaires, effets chez les enfants etc.

À l'heure actuelle 36 des 54 projets sont évalués et les autorités allemandes ont dressé un rapport provisoire. Ce rapport conclut qu'aucune des études n'a rapporté des éléments scientifiques qui imposeraient un changement des limites

européennes (valeurs ICNIRP). Néanmoins il rappelle que même une recherche scientifique approfondie ne saurait exclure un risque de santé éventuel en matière de hautes fréquences.

Le rapport constate une faible augmentation du risque de certaines tumeurs du cerveau (notamment des gliomes) chez les utilisateurs fréquents à long terme. Cependant ces augmentations ne sont pas significatives et donc peu concluantes en raison du nombre très limité de cas.

Le rapport constate encore l'absence de réponses concluantes quant à l'exposition des enfants et des fœtus.

Dans le même ordre d'idées, une vingtaine de scientifiques français, italiens, néerlandais et américains autour du psychiatre Docteur Servan-Schreiber lancent un appel à la prudence dans l'utilisation des téléphones portables en l'absence de conclusions scientifiques définitives sur un éventuel risque pour la santé.

Quant à l'affirmation tirée par l'honorable Parlementaire d'un journal espagnol «qu'environ 10% des adolescents madrilènes souffrent de cette maladie» (i. e. d'une addiction au téléphone portable), il convient de nuancer. En fait cet article réalise un amalgame entre l'utilisation d'Internet et l'utilisation du téléphone mobile. Le phénomène de l'addiction concerne plutôt l'utilisation de l'Internet.

Mes services sont en train, en collaboration avec l'Inspection du Travail et des Mines et avec l'Institut Luxembourgeois de Régulation d'élaborer une brochure d'information en trois langues (allemand, français et anglais) sur la téléphonie mobile qui paraîtra prochainement et qui comportera notamment des conseils sur l'utilisation des téléphones mobiles dans le but de réduire les expositions à un niveau aussi faible que raisonnablement possible. Dans le cadre «Espace découverte» du lycée Aline Maysch, mon Ministère a participé à une journée d'information en mai 2007 sur les champs électromagnétiques en général et sur l'utilisation des téléphones portables en particulier.

Quant à la responsabilisation des constructeurs de téléphones mobiles et des opérateurs que préconise l'honorable Parlementaire, j'estime que le niveau national est dépassé et que toutes mesures susceptibles d'éviter ou de réduire d'éventuelles nuisances en rapport avec l'utilisation du téléphone mobile devraient être prises sur le plan communautaire. Je suis disposé à appuyer toute initiative communautaire en la matière.

Question 2628 (17.6.2008) de **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)** concernant les **demandes d'admission pour CITP et CCM:**

Les élèves voulant poursuivre des études menant au certificat d'initiation technique et professionnelle (CITP) ou au certificat de capacité manuelle (CCM) sont tenus de présenter une demande d'admission auprès d'une commission spéciale spécifique à chacune des deux filières d'apprentissage. Selon mes informations, la commission a récemment siégé pour délibérer sur le choix d'orientation des élèves désirant poursuivre vers l'une ou l'autre voie de formation.

Dans ce contexte j'aimerais avoir des précisions de la part de Madame la Ministre:

- Quel est le nombre d'élèves qui ont introduit une demande d'admission pour la formation CCM et CITP? Combien de demandes ont été avisées positivement?

- Quel est le nombre de postes d'apprentissage déclarés disponibles auprès du Service de

l'Orientation professionnelle de l'ADEM et correspondant à ces voies de formation?

- Quelles perspectives sont offertes aux élèves qui ont terminé leur scolarité obligatoire et qui ne trouvent pas de postes d'apprentissage dans les voies de formation CCM ou CITP?

Réponse (16.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

- Le nombre d'élèves qui ont introduit une demande d'admission pour la formation CCM et CITP et le nombre d'avis positifs:

444 élèves ont introduit une demande d'admission pour la formation CCM.

467 élèves ont introduit une demande d'admission pour la formation CITP.

Total des demandes: 911 élèves

Total des admissions: 890 élèves

- Le nombre de postes d'apprentissage déclarés disponibles auprès du Service de l'Orientation professionnelle de l'ADEM et correspondant à ces voies de formation:

La déclaration auprès du Service de l'Orientation professionnelle de l'Administration de l'Emploi des postes d'apprentissage disponibles se fait jusqu'au 1^{er} octobre 2008.

Ainsi, il est actuellement trop tôt pour faire un inventaire des postes d'apprentissage vacants pour 2008. Les années précédentes environ 30% des élèves, admis par la commission d'admission CITP et la commission d'admission CCM, ont trouvé un patron formateur.

- Les perspectives offertes aux élèves qui ont terminé leur scolarité obligatoire et qui ne trouvent pas de postes d'apprentissage dans les voies de formation CCM ou CITP:

Les élèves, qui n'ont pas trouvé de patron formateur dans le cadre des formations préparatoires au CCM et au CITP, sont orientés vers les classes d'orientation et d'initiation professionnelles organisées dans six lycées techniques et le CNFPC. Actuellement 386 élèves sont inscrits dans les classes d'orientation et d'initiation professionnelles. L'objectif de ces classes est le développement de compétences de base générales et professionnelles auprès des apprenants, afin que le passage vers le marché de l'emploi ou la formation professionnelle soit facilité.

Question 2629 (18.6.2008) de **M. Eugène Berger (DP)** concernant le **manque de personnel au sein de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois et de ses filiales:**

Récemment le comité central du FCPT-Syprolux s'est plaint dans un communiqué de presse du manque de personnel au sein de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois et de ses filiales.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre a-t-il fait procéder à un audit au sein de la SNCFL et de ses filiales afin de vérifier dans quels domaines il y a un manque en personnel notable? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les conclusions de cet audit? Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'il serait ju-

décieux de faire un audit sur les besoins en personnel de la SNCFL et de ses filiales?

Réponse (24.7.2008) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

La Direction des CFL est parfaitement consciente du manque de personnel au sein de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois et de ses filiales.

Le manque de personnel a notamment été constaté dans les catégories du personnel d'accompagnement, des conducteurs d'engins moteurs et des conducteurs d'autobus. Pour remédier au plus vite à cette situation, les efforts de recrutement ont été renforcés avec les résultats connus:

- personnel d'accompagnement: 23 candidats ont été embauchés en 2007 et 10 en 2008 et il est prévu de recruter 15 candidats supplémentaires au 1^{er} septembre 2008 et 15 au 1^{er} semestre 2009;

- conducteurs d'engins moteurs: 20 candidats sont prévus pour le 1^{er} septembre 2008 et, d'après les informations les plus récentes, le retour de conducteurs d'engins moteurs de CFL Cargo vers la société-mère est programmé comme suit: 12 agents jusqu'à la fin du mois de juin 2008, 12 jusqu'au 15 août 2008 et un nombre non encore défini jusqu'à la fin de l'année 2008;

- conducteurs d'autobus: 21 candidats ont été embauchés en 2007 et il est prévu d'en embaucher 8 au 1^{er} septembre 2008, 10 au 1^{er} février 2009 et 15 au 1^{er} avril 2009.

En ce qui concerne plus particulièrement la catégorie du personnel d'accompagnement, un groupe de travail a été composé de tous les partenaires sociaux pour faire l'inventaire des origines de la problématique et pour trouver les issues possibles. Ce groupe de travail a commencé ses travaux le 8 mai 2008. La Direction des CFL s'est également associé l'aide du consultant externe Dédale S.A. afin d'établir un «Diagnostic Facteurs Humains et Organisationnels du métier de Personnel d'Accompagnement des Trains».

Étant donné que la Direction des CFL se propose de renforcer les embauchages dans les catégories de personnel critiques afin de voir leurs effectifs au complet dans le plus bref délai possible, il n'est actuellement pas indiqué de faire un audit sur les besoins en personnel des CFL et de ses filiales.

Question 2630 (18.6.2008) de **M. Gast Gibéryen** (*ADR*) concernant la **composition de la Commission européenne**:

Depuis la non-ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe et le rejet du Traité de Lisbonne par le peuple irlandais en juin 2008, il est acquis que le Traité de Nice continuera encore pour l'avenir prévisible à constituer la base du fonctionnement institutionnel de l'Union européenne.

Or, l'article 4 du Traité de Nice contient notamment des dispositions concernant la composition de la Commission européenne.

Ainsi, la Commission doit comprendre un ressortissant national de chaque État membre. Le nombre des membres de la Commission pouvant être modifié par le Conseil, statuant à l'unanimité.

Toutefois, lorsque l'Union compte 27 États membres ce qui est actuellement le cas, le Traité dispose que le nombre des membres de la Commission est inférieur au nombre d'États membres et que les membres de la Commission sont choisis sur la base d'une rota-

tion égalitaire dont les modalités sont arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité. Il est précisé en outre que le nombre des membres de la Commission est fixé par le Conseil, statuant à l'unanimité.

La règle applicable est une rotation égalitaire sur la base, entre autres, des principes suivants:

a) les États membres sont traités sur un strict pied d'égalité en ce qui concerne la détermination de l'ordre de passage et du temps de présence de leurs nationaux au sein de la Commission; en conséquence, l'écart entre le nombre total des mandats détenus par des nationaux de deux États membres donnés ne peut jamais être supérieur à un;

b) sous réserve du point a), chacun des collèges successifs est constitué de manière à refléter d'une manière satisfaisante l'éventail démographique et géographique de l'ensemble des États membres de l'Union.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1. Quelle est la lecture que Monsieur le Premier Ministre donne à ces articles du Traité de Nice?

2. Est-ce que Monsieur le Premier Ministre envisage-t-il d'insister sur un commissaire luxembourgeois?

3. Est-ce que Monsieur le Premier Ministre est satisfait du fonctionnement actuel de la Commission qui travaille sur la base de 27 États membres? Est-ce que le travail actuel de la Commission ne rend pas douteux la pertinence des dispositions du Traité de Nice?

Réponse (22.7.2008) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

La base pour le futur fonctionnement de l'Union européenne est aux yeux du Gouvernement luxembourgeois le Traité de Lisbonne dont il souhaite qu'il puisse entrer en vigueur dans les meilleurs délais, de préférence avant les élections au Parlement européen et la nomination de la nouvelle Commission.

S'il s'avérait qu'une telle entrée en vigueur serait retardée et ne pourrait se faire pour le 1^{er} novembre 2009, date de début du mandat de la nouvelle Commission européenne, le Traité de Nice s'appliquerait. L'article 4 du protocole sur l'élargissement de l'Union européenne du Traité de Nice dispose que lorsque l'Union compte 27 membres, le nombre des membres de la Commission est inférieur au nombre des États membres et que les membres de la Commission sont choisis sur la base d'une rotation égalitaire. Le nombre des membres de la Commission ainsi que les modalités de la rotation égalitaire sont arrêtés par le Conseil, statuant à l'unanimité.

Dans un tel cas de figure, il faudrait que le Conseil décide à l'unanimité de la méthode d'application de ces dispositions du Traité de Nice en attendant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

Il convient de rappeler que la réduction des membres de la Commission est une question sensible qui a également été discutée dans le cadre de la Conférence intergouvernementale qui a abouti au Traité de Lisbonne. La question qui y a été posée était celle de savoir si la réduction du nombre des membres de la Commission n'interviendrait pas trop tôt pour les nouveaux États membres, soucieux dans un premier temps de s'ancrer pleinement dans le système décisionnel communautaire. C'est pourquoi la Conférence intergouvernementale a convenu que le nouveau système prévu par le Traité de Lisbonne ne s'appliquerait qu'à partir de 2014.

Dès lors, un des effets paradoxaux de l'issue du référendum sur le Traité de Lisbonne en Irlande est que le retard de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne aura un effet contraire à celui évoqué plus haut

en risquant de précipiter la réduction du nombre des membres de la Commission européenne.

Concernant la deuxième question soulevée par l'honorable Député, le Gouvernement tient à signaler que le système prévu par le Traité de Lisbonne implique qu'il y aura un commissaire luxembourgeois dans deux commissions sur trois, une situation qui sera la même pour tous les États membres.

Le système prévu par le Traité de Lisbonne est un système à rotation égalitaire. Notre pays n'a objectivement ni plus ni moins d'intérêt à plaider pour un système de rotation ou un système comptant un commissaire par État membre que n'importe quel autre État membre.

Quant au troisième point soulevé par l'honorable Député Gibéryen, on ne peut nier que la Commission actuelle, comptant 27 membres, connaît un fonctionnement adéquat. La Commission continue à exercer son droit d'initiative, en prenant des initiatives législatives, et à exécuter les politiques communautaires décidées par la Commission, le Conseil et le Parlement. Ceci dit, il demeure souhaitable, du point de vue du Gouvernement, d'assurer à l'avenir, et dans la perspective de nouveaux élargissements de l'UE, la collégialité de la décision au sein de la Commission.

Le Gouvernement continue dès lors à considérer que le mécanisme prévu par le Traité de Lisbonne est le plus approprié à assurer d'un côté, au niveau de la composition de la Commission, la stricte égalité des États membres et, de l'autre, une Commission forte et efficace en mesure d'assumer pleinement ses responsabilités dans les processus décisionnels.

Question 2631 (18.6.2008) de **M. Claude Adam** (*DÉI GRENG*) concernant la **revalorisation de la carrière du préposé forestier**:

Lors d'une assemblée publique récente, le représentant du Ministre de l'Environnement a déclaré que le Ministre allait déposer un projet de loi sur la réforme de l'Administration des Eaux et Forêts au Conseil des Ministres en mai 2008. Dans ce projet de loi la revalorisation de la carrière du préposé forestier serait également prévue.

Dans ce contexte j'aimerais avoir des précisions de la part de Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le projet de loi a déjà été discuté au Conseil des Ministres?

- Est-ce que le Conseil des Ministres a pris une décision en relation avec la revalorisation de la carrière du préposé forestier? Si oui, laquelle?

- Quelle est la position du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative au sujet de la revalorisation en question?

Réponse (24.7.2008) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Le projet de loi visé par l'honorable Député, Monsieur Claude Adam, a été discuté et approuvé par le Gouvernement en Conseil lors de sa séance du 11 juillet 2008.

Le Gouvernement en Conseil a en particulier décidé de renvoyer le problème du reclassement de la carrière du préposé des eaux et forêts, conformément à sa ligne de conduite établie dans le cadre des discussions relatives à la transposition du processus de Bologne, à la commission d'experts chargée de réaliser une analyse de la structure des carrières et des fonctions auprès de l'État en partant des diplômes, des qualifications et des compétences nécessaires pour y accéder et des évolutions qui se sont faites au niveau des responsabilités et des missions assumées

par les agents des différentes carrières.

Question 2632 (19.6.2008) de **M. Carlo Wagner** (*DP*) concernant le **«vide scolaire» dans le canton de Remich**:

En 2003 a été présentée une première version du Plan sectoriel «lycées». Une des conclusions principales de ce plan était l'identification d'un «vide scolaire» dans le canton de Remich. En 2006 a été constitué un groupe de travail chargé du suivi du plan directeur en question. L'année passée a été inaugurée l'école binationale à Perl (Allemagne). Or, il s'avère que l'ouverture de cet établissement scolaire n'a pas vraiment pu réduire le «vide scolaire» dans la région concernée.

Considérant qu'à l'époque de l'élaboration du Plan sectoriel «lycées» toutes les communes du canton de Remich avaient unanimement plaidé pour l'établissement d'un lycée de proximité dans cette région et sachant qu'un terrain de plus ou moins 10 ha pourrait être mis à disposition dans la commune de Waldbredimus, je souhaierais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire à quel stade se trouvent les travaux du groupe de travail susmentionné? Est-ce que des conclusions ont déjà pu être tirées? Dans l'affirmative, quelles sont ces conclusions? Est-il notamment prévu d'implanter un lycée régional dans le canton de Remich et plus précisément dans la commune de Waldbredimus? Dans la négative, quelles en seraient les raisons?

Réponse commune (17.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Le groupe de travail interministériel chargé du suivi du Plan directeur sectoriel «lycées» est en train de finaliser l'étude relative à l'implantation d'un lycée dans le vide scolaire du Sud-Est.

Il s'agit du dernier lycée à réaliser dans le cadre de la mise en œuvre du Plan directeur en question arrêté par règlement grand-ducal du 25 novembre 2005.

Les conclusions de l'étude ainsi que les propositions du groupe de travail interministériel seront soumises sous peu au Gouvernement en Conseil qui se prononcera sur la zone d'implantation à retenir.

Question 2634 (19.6.2008) de **M. Fernand Diederich** (*LSAP*) concernant le **cadastre national des arbres**:

La Ville de Luxembourg vient d'élaborer un cadastre très complet des arbres qui se situent sur son territoire permettant de répertorier exactement chaque arbre selon ses caractéristiques, sa vitalité, sa situation géographique etc. À l'aide de ce cadastre, l'on peut constater par exemple que ? des arbres sont en bonne santé. Par ailleurs, le système permet de déceler les arbres en mauvais état ou encore d'organiser les interventions nécessaires sur un arbre précis.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si un cadastre national des arbres existe, respectivement si d'autres communes disposent d'un relevé pareil.

- Sinon, quels sont les moyens du Ministère de l'Environnement pour

avoir des données précises sur l'état des arbres au Luxembourg et sur leur concentration géographique?

Réponse (22.7.2008) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

La question parlementaire de l'honorable Député Diederich concerne l'inventaire des arbres à l'intérieur des agglomérations (arbres longeant les routes, arbres situés sur des places et dépendances d'édifices publics et arbres croissant dans des parcs publics).

L'abattage de tels arbres doit, en vertu de l'article 14 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, faire l'objet au préalable d'une autorisation du Ministre de l'Environnement.

Certaines communes ont réalisé des inventaires de ce type d'arbre avec le but de suivre et de s'assurer de l'état sanitaire des arbres en milieu urbain. En effet, à l'aide de ces inventaires les communes peuvent planifier la gestion sécuritaire de ces arbres et assurer la sécurité des usagers des routes et des autres espaces publics. Au niveau national, il n'existe actuellement pas d'inventaire généralisé des arbres à l'intérieur des agglomérations. Il serait évidemment souhaitable qu'un tel inventaire soit réalisé dans toutes les communes suivant des critères standardisés. À cet effet, le Ministère de l'Environnement a élaboré, dans le cadre de la refonte des plans d'aménagement généraux des communes et de l'étude préparatoire y relative, des instructions de cartographie des biotopes à protéger en vertu de l'article 17 de la loi précitée, qui contient un formulaire standardisé pour le relevé systématique des arbres remarquables en milieu urbain. Le Ministère de l'Environnement encourage fortement les communes concernées d'avoir recours à ces formulaires et espère ainsi, dans le cadre de l'élaboration d'un cadastre des biotopes à protéger, prévu par le plan national concernant la protection de la nature, pouvoir établir un cadastre des arbres remarquables en milieu urbain. Les instructions de cartographie des biotopes à protéger sont disponibles sur le portail Internet du Ministère de l'Environnement.

Question 2635 (20.6.2008) de **M. Robert Mehlen** (*ADR*) concernant les **déformations apparentes auprès de veaux nouveaux-nés dans les environs de la décharge Sidec**:

Virun e puer Joer sinn an der direkter Émgéigend vun der Deponie Sidec um Fridhaff bei neigebuerene Kalwer ënner anerem schwéier Déformationen festgestallt ginn. De Verdacht ass opkomm, datt dës Phenomener op schielech Emissionen vun der Deponie zréckzuführen wieren. An dësem Kontext géif ech gärden dës Froen un Iech riichten:

- Sinn no 2002 nach Déformationen bei neigebuerene Béischten oder Wëld ronderëm de Site festgestallt ginn? Wa jo, sinn hei Analysen respektiv Autopsien duerchgefuert ginn a wat ass gegebenefalls iwwert d'Resultater ze soen?

Réponse (17.7.2008) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural*:

Selon les informations de l'Administration des Services vétérinaires aucun cas nouveau de déformation sur des animaux de la ferme ou du gibier n'a été constaté depuis 2002.

En conséquence, aucune analyse et autopsie n'ont été réalisées.

À noter que jadis une seule exploitation a été concernée qui a entretemps arrêté toute activité.